UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ
ÉCOLE DOCTORALE LANGAGES, ESPACES, TEMPS, SOCIÉTÉS

Thèse en vue de l'obtention du titre de docteur en histoire

Une histoire des Mouvements Unis de Résistance (de 1941 à l'après-guerre)
Essai sur l'expérience de la Résistance et l'identité résistante

---

Présentée et soutenue publiquement par

Cécile VAST

Le 10 novembre 2008

Sous la direction de Monsieur le Professeur François MARCOT

Membres du Jury :

Laurent DOUZOU, Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Lyon
Jean-Marie GUILLON, Professeur à l'Université de Provence
Harry Roderick KEDWARD, Professeur émérite à l'Université du Sussex, Royaume-Uni
Pierre LABORIE, Directeur d'Études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris
François MARCOT, Professeur émérite à l'Université de Franche-Comté

INTRODUCTION

"*La cendre des illusions et des espoirs*"[1]… ces mots un peu désenchantés, écrits par Alban Vistel pour évoquer la cérémonie de transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, pourraient illustrer le destin d'une certaine mémoire de la Résistance depuis 1964. Celle d'une Résistance toute entière concentrée dans cette figure gaullienne devenue avec le temps symbolique, et dont seuls demeurent le sentiment de la dette ou celui de l'inéluctable éloignement, de l'étrangeté, de l'indifférence. En 1964 l'influence de personnalités issues de la Résistance dans les institutions et les lieux de pouvoir tendrait pourtant à nuancer le constat mélancolique. Mais cette forte présence politique cache peut-être mal la dilution de ce que fut la Résistance dans son témoignage, son invention et sa complexité.

La Résistance aujourd'hui

Plus de quarante ans après le phénomène s'est amplifié, et ce qui subsiste de l'image de la Résistance se superpose en partie aux traits du visage de Jean Moulin[2]. Pour le reste, la disparition du personnel politique forgé par l'expérience de la Résistance et la non-centralité de l'événement dans la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de l'Occupation[3], finissent par estomper le souvenir de la Résistance. Seuls l'intérêt que l'on porte encore à ses morts et à quelques-unes de ses valeurs semblent la préserver de l'effacement. À y regarder de plus près la situation est à la fois plus complexe et plus paradoxale. Aujourd'hui encore la Résistance est érigée en modèle édifiant, et l'on invoque régulièrement ce que l'on croit être son héritage pour justifier une action ou une décision politique. Mais certaines erreurs sur l'identité "résistante" supposée de personnages dont on souhaite célébrer l'engagement[4], révèle en fait, au-delà d'une certaine indigence culturelle, une profonde méconnaissance de l'événement. Réduite à divers usages politiques

---

1 Voir l'épigraphe.

2 Deux téléfilms entièrement consacrés à Jean Moulin ont été successivement diffusés sur les deux grandes chaînes françaises en première partie de soirée, "Jean Moulin" d'Yves Boisset en 2002 et "Jean Moulin, une affaire française" de Pierre Aknine en 2003. Sans oublier l'apparition assez spectaculaire d'un Jean Moulin à chapeau sombre et écharpe blanche campé par un Patrice Chéreau hiératique dans le film "Lucie Aubrac" de Claude Berri (1997).

3 Mémoire collective très largement structurée aujourd'hui par le génocide des juifs, et le régime de Vichy.

4 Et nous pensons ici particulièrement à Guy Môquet.

ou aux visions très schématiques et caricaturales véhiculées dans les médias[5], écartelée parfois aussi entre des mémoires éclatées et déchirées, qu'il s'agisse des divisions politiques ou de celles qui animent encore certaines histoires locales, l'image de la Résistance demeure confuse et brouillée. D'autant que l'analyse communément admise sur son rôle et sa portée dans l'histoire du pays recoupe le plus souvent les interprétations convenues sur l'attitude des Français sous l'Occupation ; leur attentisme, leur indétermination et leurs atermoiements n'auraient cédé en faveur de la Résistance que dans les tout derniers moments de l'été 1944[6]. C'est à se demander comment, dans un tel isolement, et malgré le sacrifice des siens, la Résistance a pu survivre aussi longtemps ? Cette conception partielle, compartimentée[7] et écrasée du phénomène, qui s'émancipe un peu trop du contexte, soutient les opinions et les jugements rapides et renvoie à une vision sombre, culpabilisante et culpabilisatrice de la France des années noires. On s'éloigne ici très nettement de l'histoire[8]. Pourtant, en ce qui concerne la Résistance, le champ historique est depuis longtemps largement défriché —et il serait pour notre part bien présomptueux de prétendre tout découvrir avec un regard entièrement neuf.

Depuis une trentaine d'années en effet, de nombreux travaux ont essayé de renouveler l'histoire de la Résistance. Ils ont tenté de redonner au temps son épaisseur et ses variations, situant l'événement dans le contexte d'une défaite et d'une occupation parfois oubliées ou déniées, insistant aussi sur son caractère multiforme. C'est dans ce courant historiographique que voudrait s'inscrire notre propre recherche ; elle s'appuie sur les résultats des études consacrées aux grandes organisations de Résistance, à ses acteurs et aux formes d'actions, et dont les principales conclusions ont été exposées et publiées dans un ensemble de six colloques ayant pour thème central "La

---

5 Il y aurait toute une étude à faire sur le rôle joué par les médias —et tout spécialement la télévision— dans la construction de cette image d'une Résistance forcément jeune, avec toute la panoplie fantasmée du parfait maquisard : béret, paletot en cuir et mitraillette sten…

6 Dans un livre récemment publié sur l'engagement résistant, on peut encore lire au sujet de la résistance de Jean Gosset et de Jean Cavaillès : "à un moment où la majorité de leurs concitoyens refusaient de choisir", Fabienne Fédérini, *Écrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944), op. cit.*, p. 278. Propos inlassablement répétés d'une affirmation qui semble définitivement aller de soi.

7 Qu'il s'agisse de Jean Cavaillès ou d'un autre, le passage à l'action peut difficilement se réduire à la seule "résistance armée". On le verra, pour les réseaux et plus encore pour les mouvements, les frontières entre les diverses formes d'engagement sont souvent extrêmement poreuses.

8 Pierre Laborie apporte sur cette "amnésie sélective" —celle du traumatisme de la défaite et de l'occupation— les éclairages suivants : "Aujourd'hui, la mémoire ne s'attarde pas sur l'effondrement de juin 1940, moins encore sur la décomposition de la nation et la liquéfaction de trop de ses élites. Avec des raisons contraires, des intérêts convergent pour gommer l'événement traumatique et pour le ramener à la seule dimension d'une bataille perdue. Ces encouragements implicites à l'amnésie sélective ouvrent grand la porte aux approches idéologiques. En minorant l'onde de choc de l'écroulement, et la gravité de la crise d'identité nationale qu'il révèle, on se condamne à ne pas comprendre ce qui va suivre", *Les mots de 39-45, op. cit.*, p. 58.

Résistance et les Français"[9], puis dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*[10]. Elle suit également les pistes ouvertes par d'importantes monographies, qu'elles portent sur des mouvements et des journaux clandestins comme Défense de la France, Libération Sud, Libération Nord, Franc-Tireur[11], sans oublier l'étude pionnière d'Alban Vistel sur les Mouvements Unis de la Résistance, ou qu'elles concernent des régions et des départements (le Var, la Franche-Comté, la Bretagne, le Lot, le Nord-Pas-de-Calais, etc…[12]), des institutions comme le CNR[13] ou des biographies de résistants (Pierre Brossolette[14], Henri Frenay[15], Jean Moulin[16]). Toutes abordent, à des degrés divers, la question de l'origine et du sens de l'engagement résistant, celle de la spécificité du vécu clandestin et de la relation singulière au monde qu'il génère, celle enfin de l'intensité d'une période "à la fois si dense et si brève"[17].

---

9 Organisés successivement de 1993 à 1997 dans les villes de : Toulouse (Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie), Rennes (Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard), Bruxelles (José Gotovitch et Robert Frank), Besançon (Janine Ponty, Marcel Vigreux, François Marcot et Serge Wolikow), Cachan (Laurent Douzou, Denis Peschanski, Robert Frank, Henri Rousso et Dominique Veillon) et Aix-en-Provence (Jean-Marie Guillon et Robert Mencherini). Cf. Les *Cahiers de l'IHTP n° 37* (décembre 1997) : « La Résistance et les Français. Nouvelles approches et Antoine Prost [dir.], *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1997.

10 Publié en 2006 sous la direction de François Marcot.

11 Respectivement étudiés par Olivier Wieviorka, Laurent Douzou, Alya Aglan, Dominique Veillon.

12 Jean-Marie Guillon, François Marcot, Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard, Pierre Laborie, Yves Le Maner.

13 Claire Andrieu

14 Guillaume Piketty

15 Robert Belot

16 Daniel Cordier et Jean-Pierre Azéma

17 Laurent Douzou, *La Désobéissance*, Odile Jacob, 1995, p. 21.

Un contexte à retrouver

La remarque pourrait ressembler à une évidence ; pour saisir sa complexité et son éventuelle singularité tout fait doit être replacé dans son contexte. Trois traits majeurs dominent celui des années 1940-1944 en France : le traumatisme de la défaite et de l'effondrement[18], le poids d'une occupation allemande qui ne cesse de s'aggraver[19], un attachement à la France très fortement ancré dans les esprits. Ils déterminent pour une grande part les comportements de ceux qui vivent ou subissent cette situation. On ne peut pas en comprendre le sens si l'on fait l'impasse sur les conditions d'humiliation et "*d'écrasement psycho-physique*"[20] dans lesquelles les Français se trouvent plongés après l'été 1940. Parmi d'autres Jacques Maritain a décrit dans son témoignage écrit et publié aux Etats-Unis en 1941, *À travers le désastre*, l'état de stupeur qui a saisi la France : "*Pour essayer de comprendre les conditions psychologiques dans lesquelles les chefs militaires suprêmes de la France, après avoir provoqué la chute du cabinet Reynaud, décidèrent de demander un armistice à l'envahisseur, il faut se représenter tout d'abord : 1° que l'armée était en pleine déroute ; 2° que le pays, plongé du jour au lendemain dans la stupéfaction d'un désastre écrasant, submergé par les flots de réfugiés que les avions allemands mitraillaient sur les routes, complètement désorganisé et sans aucun moyen de défense contre la destruction qui menaçait villes et villages, se trouvait dans l'état d'un homme qu'un coup de massue sur la tête a abattu ; toutes les défenses psychologiques étaient annihilées*."[21]

Le traumatisme est étroitement lié à de profonds sentiments patriotiques ; pour tous, la défaite meurtrit et ravive à la fois un patriotisme

---

[18] Le "plus atroce effondrement" de l'histoire de France, pour reprendre les mots connus de Marc Bloch, *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940, op. cit.*, p. 29.

[19] Pour avoir un ordre de grandeur de la présence militaire et policière allemande : fin 1941, les seules troupes de sécurité et de maintien de l'ordre représentaient 100000 hommes, et 200000 en 1943. Il faut y ajouter les troupes d'opérations qui comptaient en 1942-1943 400000 hommes, effectifs qui atteignent au début de 1944 environ 1 million d'hommes. Voir à ce sujet, Jean Quellien, *Opinions et comportements politiques dans le Calvados sous l'occupation allemande, op. cit.,* pp. 18-19 et p. 389, Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, op. cit*. ainsi que le bilan établi par Pierre Laborie, "1944 : les logiques de répression de Vichy" in *La répression en France à l'été 1944*. Actes du colloque organisé par la Fondation de la Résistance et la Ville de Saint-Amand-Montrond, 8 juin 2005, Les Éditions électroniques de la Fondation, juin 2007 : "Il faut en particulier insister sur le renforcement de l'appareil d'occupation allemand, considérable depuis la fin de 1943. Sur les 60 divisions qui tiennent le front Ouest, près de 50 se trouvent en France, en majorité dans les zones littorales. Plus de trente d'entre elles (31 ou 33 selon les sources) stationnent du sud de la Bretagne à la frontière belge, plus de 16 au sud d'une ligne Nantes-Genève, dont douze réparties entre les régions côtières du sud-ouest et du sud-est." Une division comporte environ 18000 hommes.

[20] Jacques Maritain, *À travers le désastre, op. cit.*, p. 49.

[21] Jacques Maritain, *À travers le désastre, op. cit.,* p 41.

viscéral et naturel vécu dans cette première moitié du XX° siècle comme une évidence. Il fonde pour certains une foi indéfectible dans les ressources et les capacités de révolte d'une France qui demeure. C'est l'image qu'en a conservée Fernand Braudel lorsqu'il s'attarde quelques instants dans les années 1980 sur ce qu'était selon lui *l'identité de la France* en 1940 : "*Ainsi me suis-je, comme beaucoup d'autres, heurté à ces questions en cet été 40 qui, par une ironie du sort, fut somptueux, éclatant de soleil, de fleurs, de joie de vivre… Nous, les vaincus, sur le chemin injuste d'une captivité ouverte d'un seul coup, nous étions la France perdue, comme la poussière que le vent arrache à un tas de sable. La vraie France, la France en réserve, la France profonde restait derrière nous, elle survivait, elle a survécu*."[22] Avec la défaite, cette vision de la France est d'ailleurs largement partagée, qu'elles qu'aient pu être au cours de l'année 1940 les premières orientations politiques, maréchalistes, pétainistes, vichystes, résistantes ou autres. On la retrouve ainsi chez Jacques Chardonne qui évoque cette même idée de la survivance : "*L'esprit de la France est en sûreté. Elle avait, voilà trois cents ans, un visage déjà bien dessiné, une langue achevée, une société, une littérature, plusieurs royautés très éclatantes ; ces choses ont duré presque sans interruption et elles demeurent non seulement dans l'art de certains, mais, comme il convient à toute distinction vraie, dans la chair même du pays, la texture de son menu peuple*."[23]

Si chacun éprouve l'effondrement et la catastrophe, ce sentiment commun donne lieu en revanche à des interprétations et des appropriations différentes, parfois complètement divergentes. Tout un spectre de réactions se dessine, qui va de l'abattement et du désespoir[24], de l'expectative à l'attente[25], de l'acceptation et de la résignation[26] —auxquelles il conviendrait d'ajouter aussi les justifications idéologiques—, au refus et à la révolte. Cette même idée d'une France qui demeure fonde des engagements radicalement opposés. Ils reposent sur des lectures contraires de la défaite et de l'armistice —tantôt acceptés comme inéluctables, tantôt dénoncés comme une trahison. "*J'appartiens*, affirme Jacques Maritain, *à un peuple en qui l'espérance temporelle est si profondément enracinée qu'elle lui semble consubstantielle. Comme je l'écrivais en juin 1940 […] la France croit d'une manière*

---

22 Fernand Braudel, *L'identité de la France, op. cit.,* p. 18. Fernand Braudel a été prisonnier de guerre en Allemagne de 1940 à 1945.

23 Jacques Chardonne, *Chronique privée de l'an 1940, op. cit.*, p. 135.

24 "Lettre à un désespéré pour qu'il espère" est le premier titre donné au texte clandestin publié en 1943 par François Mauriac sous le nom de *Cahier noir*.

25 "Tous les Français ont l'air d'émigrants… Vie désespérante et silencieuse que la France tout entière supporte dans l'attente", raconte Albert Camus dans ses carnets de note en 1942, observant les voyageurs dans un train pour Saint-Étienne. *Essais, op. cit.*, p. 1459.

26 C'est, par exemple, la voie empruntée par Jacques Chardonne.

indéracinable à sa vocation, et il est plus facile d'arracher la peau d'un Français que de lui arrachez cette foi."[27]

***"La revanche de ce qui demeure sur ce qui passe" (André Chamson,* Écrit en 1940**)

C'est en partie sur cette conviction-là, celle de la foi et de l'espérance, que se forge peu à peu une réponse à l'effondrement, aux humiliations et à la crise d'identité d'un pays défait. La première résistance puise à la fois dans le rejet de l'abandon, dans une volonté de présence et de permanence. Les témoignages de cet *état d'esprit* —qu'il convient de ne pas confondre avec l'action résistante proprement dite— se multiplient dans ces premiers temps de l'Occupation. "*Je ne veux plus vivre*, écrit en 1940 André Chamson, *que pour ce jour, lointain ou proche, marqué par le courage ou par le destin, qui apportera la revanche de ce qui demeure sur ce qui passe. Heureux si nous avons pu faire quelque chose pour le hâter… C'est le peuple de France qui reste maître de son avenir.*"[28]

Jean Guéhenno ne dit pas autre chose lorsqu'il reproduit dans une page de son journal, le 5 juillet 1940, le projet d'un article prévu pour paraître le même mois dans le journal socialiste *Marianne*. Il y préconise une attitude de "fierté" et commente : "Marianne *me demande un article où je définirais ce que peut être la reconstruction de la France. Je crains que ce ne soit mon dernier papier d'homme libre. Le voici :* ***LA FRANCE QU'ON N'ENVAHIT PAS*** […] *Tout écrit, toute parole d'un Français à tous les autres Français me semble devoir être aujourd'hui d'abord un signe de fraternité et devoir dire ensuite à chacun : "Sois fier, qui que tu sois, mon camarade, mon frère. Tout cela n'est arrivé que parce que nous n'étions pas assez fiers. Sois fier. Tu ne seras pas, tu n'es pas vaincu"."*[29] On retrouve cette même projection dans l'avenir mêlée à l'affirmation d'une continuité dans *Le Cahier noir* de François Mauriac : "*Je vous en supplie de les croire si vous ne m'en croyez pas : ces Français au service de l'Allemagne… (non, ce n'est pas assez dire : au service des passions inhumaines de l'Allemagne nazie) ces Français ne s'acharnaient pas contre un fantôme, mais contre cette part de nous-mêmes qui proteste, résiste, contre cette âme affaiblie certes, profanée, souillée, mais vivante et c'est là le tout. […] C'est à nourrir cette flamme que je vous convie. […] Nous n'avons rien d'autre à faire qu'à redevenir nous-mêmes le plus vite possible*."[30] La première résistance s'enracine dans ce traumatisme prégnant et pesant, et jusqu'à la Libération la Résistance n'oubliera pas de rappeler qu'elle

---

27 Jacques Maritain, *À travers le désastre, op. cit.* p. 91.
28 *Écrit en 1940, op. cit.* Cité par Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.*
29 Jean Guéhenno, *Journal des années noires, op. cit.*, p. 20
30 François Mauriac, *Le cahier noir, op. cit.,* p. 61-62

est *née* autant du refus de l'humiliation que de cette volonté d'être, malgré tout.

Dans la clandestinité, des textes vont souligner le caractère singulier de cette expérience nouvelle et inédite de la Résistance. Des mots, inventés dans l'immédiat de l'action, traduisent une part de cette singularité. L'une des expressions les plus employées évoque ainsi "l'esprit de la Résistance" ; présente dans les premiers tracts diffusés en 1940[31], la formule est par la suite largement reprise. Après-guerre la réflexion sur la signification éthique de la Résistance inspire un certain nombre de reconstitutions historiques ou d'essais. Cette dimension reste cependant le plus souvent intuitive, enfouie sous l'objet de la recherche —comme peuvent l'être dans la collection "Esprit de la Résistance" les études consacrées à un réseau, un journal clandestin, un mouvement ou une sensibilité politique[32].

Par ailleurs, les acquis récents de l'historiographie ont démontré la nature multiforme de la Résistance. Elle relève d'un processus qui se modèle au contact d'une réalité changeante et en fonction des événements de l'Occupation[33]. La Résistance suppose des formes particulières d'engagement et un vécu différents de ceux de phénomènes comparables de révolte ou de refus. Récemment, de nouvelles pistes de réflexion —en particulier à propos du caractère singulier de la mort et du rapport à la mort chez les résistants[34]—, offrent de solides perspectives de recherche.

Questions à la Résistance

Pourquoi dès les premiers temps de l'Occupation certains résistants cherchent-ils à exprimer, à nommer ou à définir la nature autre de leur

---

31 "Considérez-vous toujours comme mobilisés, et répandez autour de vous cet *esprit de résistance* passive, la seule qui nous reste, pour que l'Allemand comprenne que si des traîtres ont livré la France, il reste encore de vrais Français", proclame le journal clandestin *En Captivité*, le 24 novembre 1940. Nous soulignons.

32 Dans sa thèse parue en 1962, *Les courants de pensée de la Résistance*, Henri Michel expose l'idée suivante : "Les Résistants, opérant un retour sur eux-mêmes, se sont souvent étonnés, parfois émerveillés, d'exister. Comment tout cela était-il possible ? Hier, ils n'étaient rien, ou du moins ils étaient différents ; aujourd'hui ils sont des soldats, d'un genre inédit. […] S'inquiétant de leur destinée, essayant de dégager les buts de leur combat, les Résistants s'efforçaient de trouver un sens à leur épopée et à leur passion, et de se fixer une mission. À l'origine, comme au terme, ce qui a suscité et maintenu leur action au fil des épreuves, c'est une mystique", *op. cit.*, p. 426.

33 Pour Jean-Marie Guillon, "la Résistance est une construction permanente" in *La Résistance dans le Var*, thèse d'État, 1989, "Avant-propos", p. III-IV.

34 Développés par Pierre Laborie qui s'interroge : "En quoi le rapport à la mort y est-il singulier, en quoi et jusqu'où cette singularité fait-elle de la Résistance, comme événement, un objet d'histoire aux caractéristiques spécifiques ?". Article "Mort" in François Marcot [dir.], *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.,* p. 956.

engagement ? Parmi un ensemble de réponses possibles on peut émettre l'hypothèse que l'expérience de la Résistance crée le sentiment d'une identité propre. L'idée renvoie à un questionnement plus large sur la spécificité du phénomène résistant et sur les catégories et les critères habituellement utilisés pour le comprendre. Si la recherche du sens de l'expérience de la Résistance traverse la plupart des livres d'histoire, des mémoires et des témoignages qui lui sont consacrée, seuls quelques écrits (Jean Cassou, André Malraux, Philippe Viannay, Albert Camus, Alban Vistel[35]), des fictions ou des films parfois (comme *L'Armée des ombre*s) parviennent à rendre sensible cette dimension autre, à dire et tenter d'expliquer la "*profonde part de secret, de sacré*", pour reprendre les mots de Claude Mauriac[36].

Celle-ci n'est pourtant pas insaisissable ; il appartient aux historiens d'en décrire le contenu et d'en comprendre la signification, en essayant d'échapper à une fascination paralysante. Il ne s'agit pas ici de désacraliser la Résistance, mais accepter l'idée que son appréhension passe par une réflexion sur les modes d'appropriation de cette expérience —y compris à travers sa dimension légendaire[37]. Suivre la construction d'un sentiment d'identité suppose de déplacer le regard de l'extérieur vers l'intérieur, de glisser d'une histoire institutionnelle et structurelle de la Résistance à celle de son expérience. Cette approche oblige à définir une démarche d'analyse, à construire des outils conceptuels et à délimiter un cadre adapté à l'objet d'étude. Elle amène également à explorer des questionnements plus larges qui recoupent les problématiques spécifiques à l'histoire des années 1940 et de l'Occupation allemande en France ou à celle des guerres et des conflits du vingtième siècle[38].

Les questions portent en particulier sur la définition de l'action résistante : quelle part respective donner au sens et aux intentions, à l'agir et aux faits, aux effets et au champ de la réception, aux formes d'appropriation ou aux niveaux de conscience ? Elles devront s'interroger sur le rapport à la

---

35 Alban Vistel, chef régional dans la clandestinité des MUR de la région de Lyon, a rédigé en 1952 pour la revue *Esprit* un article à bien des égards fondateurs, "Fondements spirituels de la Résistance". Il y définit ainsi "l'esprit de la Résistance" : "Il est certain que, vue de l'extérieur, et dans un examen superficiel, la Résistance se montre comme l'action par excellence : action de propagande, action politique, action directe, action militaire. Mais cette action n'est que la conséquence, l'effet d'une immense machine complexe et qu'y aurait-il donc à l'origine de cette machine, comme de toute machine, sinon l'intelligence, la volonté, l'âme des hommes ?"

36 *Le temps immobile*, *op. cit.,* tome 2 : "Les espaces imaginaires", 8 juillet 1974, p. 69

37 Par "légendaire" il faut comprendre un récit inspiré de faits réels et qui les interprète en s'éloignant de la réalité originelle. Il se caractérise par l'immédiateté et répond au besoin de donner une signification à une expérience jugée révélatrice. Récit *de* résistance le légendaire appartient à l'identité du phénomène et participe de sa singularité. Nous y reviendrons.

38 Nous pensons en particulier aux notions débattues et âprement discutées de "consentement", "brutalisation", "culture de guerre", etc.

guerre, à la violence et à l'éthique : quelle guerre les résistants mènent-ils ? Il faudra aborder le problème récurrent en histoire de la dimension et de la signification collectives : dans quel cadre —individuel ou collectif— l'expérience de la Résistance prend-elle sens ? Une étude sur l'identité passe aussi par une réflexion sur sa centralité ou sa relativité : quels en sont les usages, les héritages et les prolongements ? Enfin, on peut difficilement dissocier l'histoire de la Résistance d'un retour sur son écriture : les écrits de la clandestinité ont-ils influé sur l'historiographie de la Résistance ?

Conçue comme un essai sur l'expérience de la Résistance, l'identité résistante et le rapport au temps, notre recherche est pensée selon trois approches emboîtées : une idée, un cadre d'étude et l'étude historique d'un processus identitaire. L'idée consiste à interroger la réalité et la singularité d'une identité construite et modelée par l'expérience de la Résistance. Cette hypothèse nécessite de déterminer un cadre d'étude adapté et cohérent ; il s'agit de l'ensemble formé par les trois mouvements de Résistance non communistes de la zone sud, fondés dans le courant de l'année 1941 (Combat, Libération Sud et Franc-Tireur), regroupés après janvier 1943 dans les Mouvements Unis de Résistance (MUR) puis dans le Mouvement de Libération nationale (MLN) en 1944[39]. Le choix de cet ensemble diversifié facilite la multiplication des angles d'observation et permet de suivre une démarche comparative. Par ailleurs, au sein des mouvements unis, nous accorderons une place particulière à l'itinéraire individuel d'Alban Vistel. Responsable de Libération-Sud à Vienne puis chef régional des MUR, sa personnalité émergente en 1943 finit par s'imposer et imprègne de sa marque et de son originalité l'histoire des mouvements unis de la région de Lyon. Enfin, une tentative de définition du contenu, des formes et des expressions d'une identité passe par une analyse des processus de construction identitaire, des mécanismes en jeu et des formes d'appropriation.

Pour tenter d'apporter quelques éléments de réponse à ces interrogations, il a fallu adopter un plan relativement souple, capable de résoudre les questions que soulève l'hypothèse d'une identité forgée par l'expérience de la Résistance. Les enjeux sont multiples ; ils concernent autant le découpage chronologique, les définitions et l'approche méthodologique, le problème des sources, la description et l'évolution interne des mouvements étudiés, que l'interprétation d'ensemble. En somme le plan doit être tout à la fois le reflet *et* le résultat d'une démarche progressive de recherche. Il lui faut s'adapter à la spécificité de l'objet d'étude sans pour autant la décréter d'emblée ; en suivre pas à pas la construction ; surmonter les difficultés liées à la nature de cet

[39] Un mouvement de résistance se distingue d'un réseau dans la mesure où son action s'oriente essentiellement vers la contre-propagande et le recrutement, même s'il s'adjoint souvent des activités liées au renseignement.

objet comme à son évolution propre ; intégrer enfin les éléments nouveaux qui, au fil de la recherche, apparaissent incontournables et nécessaires à sa compréhension. Parmi ces difficultés, les moyens offerts à l'historien pour essayer de saisir au plus près l'action résistante obligent à une réflexion plus aboutie sur le sens, les pratiques et le discours. S'il est illusoire de reconstituer dans son déroulement précis l'action telle qu'elle s'est exactement produite[40], les ressources existent qui peuvent au moins en approcher les intentions, la dynamique et les modalités. On le devine avec ces remarques préalables, le plan choisi combine nécessairement une double approche thématique et chronologique. Il s'ordonne autour de quatre parties qui chacune possède sa cohérence propre.

Indispensables à la compréhension des mécanismes en jeu dans les processus de construction identitaire, la définition des notions et des outils utilisés comme la résolution des difficultés liées aux sources disponibles ouvrent la recherche et occupent l'essentiel de la première partie. Il s'agira également d'expliciter le choix du cadre d'étude et de présenter les particularités des mouvements qui le composent.

Dialectiques et chronologiques, les deuxième et troisième parties sont pensées ensemble afin de confronter, ou de comparer, l'action et le discours sur l'action. Leur articulation renvoie à une première définition simple de l'identité. Elle est entendue à la fois comme l'expression d'un mode de présence au monde et comme le produit d'une manière de s'approprier et d'agir sur le monde en lui donnant sens. La seconde partie s'appuie sur une analyse de documents internes émis par les mouvements unis du milieu de l'année 1941 aux premiers jours de septembre 1944. Elle s'attache ainsi à suivre pas à pas, dans l'action et au cœur de l'expérience de la Résistance, les étapes, les acteurs et les composantes d'un processus identitaire spécifique. La troisième, entièrement consacrée au discours publié par la presse clandestine, tente de reconstituer la chronologie d'une prise de conscience. Elle cherche à mettre en valeur l'évolution des aspirations, des valeurs, des représentations de soi et des manières d'être qui construisent peu à peu, dans le discours, une idée singulière de la Résistance.

La dernière partie, prospective, essaie de répondre à des interrogations apparues en cours de recherche. Le souci de l'héritage de la Résistance n'appartient pas aux seules années de l'après-guerre. Préoccupation essentielle de la clandestinité, la question de l'héritage détermine aussi en partie les conditions du retour à la liberté et à la vie démocratique ordinaire. L'intensité de l'enjeu, insoupçonnée en début de recherche, a donc poussé notre curiosité

---

40 Le problème se pose d'ailleurs pour tout fait d'histoire…

vers une exploration des mois qui suivent la Libération, de l'automne 1944 aux élections de 1945, et même un peu plus loin, jusqu'aux années 1950 et 1960. Cette problématique du devenir de la Résistance est abordée en croisant trois échelles d'observation ; le niveau national, la région lyonnaise et le parcours personnel d'Alban Vistel.

Le travail achevé devrait ainsi permettre de mieux connaître un ensemble de mouvements —les MUR et le MLN de la région de Lyon—, d'appréhender la Résistance avec des critères et des catégories autres que ceux habituellement fournis par la seule histoire politique, de proposer des éléments de réflexion sur les processus de construction identitaire en histoire.

*

* *

Il y a quelques années, la tendance était à l'ego-histoire, à l'élucidation nécessaire des raisons subjectives qui portent à investir du temps et inévitablement de soi dans un long travail de recherche. Il fallait dire les fascinations, les chocs, les émotions et les attachements qui influent forcément sur le sens de ce qui a été entrepris. Mais nécessité supposée n'est pas obligation et, en dépit d'une affirmation de *transparence* dans l'air du temps, l'historien reste seul à décider de ce qu'il croit utile de livrer pour une meilleure compréhension de ses intentions, seul à décider de son droit à la pudeur et à la discrétion. Ce sont d'ailleurs celles qui continuent à marquer les souvenirs de millions de familles françaises. Elles ont eu leur part de souffrances et ont eu à surmonter les drames et les morts des guerres du premier vingtième siècle, très loin des lâchetés et des alignements conformes auxquels on réduit si facilement les vies ordinaires des gens simples. Vies banales de la génération de mes grands-parents, nés au début du siècle dernier dans le Valenciennois, cette partie du Nord de la France ravagée par deux guerres destructrices. Destins modelés, vies empêchées et contraintes par les guerres, vécues et surpassées dans un mélange de révoltes sourdes et de fierté, de regrets et de fidélités, de silence et de dignité, sans lamentations démonstratives, sans jamais rien renier, sans déshonneur, en faisant humblement son devoir —et plus parfois, en conscience.

"*Les hommes engagés dans la guerre jugent toujours la guerre qu'ils font la plus importante, et quand ils ont déposé les armes, leur admiration va davantage aux exploits d'autrefois ; néanmoins, à envisager les faits, cette guerre-ci apparaîtra la plus grande de toutes. […] Cette recherche n'allait pas sans peine, parce que ceux qui ont assisté aux événements ne les rapportaient pas de la même manière et parlaient selon les intérêts de leur parti ou selon leurs souvenirs variables. L'absence de merveilleux dans mes récits les rendra peut-être moins agréables à entendre. II me suffira que ceux qui veulent voir clair dans les faits passés et, par conséquent, aussi dans les faits analogues que l'avenir selon la loi des choses humaines ne peut manquer de ramener, jugent utile mon histoire*", Thucydide, *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, Livre Premier, XXI-XXII.

L'évocation de ces précautions de méthode suggérées par Thucydide dans les premières pages de son *histoire* de la guerre du Péloponnèse voudrait souligner à la fois la fragilité, l'humilité et l'ambition propres à toute entreprise d'histoire. Fragilité et humilité, parce qu'à des siècles de distance les interrogations historiennes sur les *choses humaines* paraissent ne pas avoir fondamentalement changé. Ambition, parce que l'écriture de l'histoire oblige à l'invention permanente, sinon au risque de sembler *inutile*. Sans tomber dans le piège des analogies faciles, la Résistance est de ces événements singuliers et fondateurs qui, comme pour Athènes la guerre du Péloponnèse, génèrent leur part de légendaire. Mais, comme tout fait enserré dans son temps, la Résistance obéit aussi à un processus de construction. Devenue objet d'histoire —et on sait qu'elle le fut très vite—, la Résistance n'échappe ni aux relectures incessantes de l'historien, ni à un discours spécifique qui, sans prétendre au *merveilleux*, tente de restituer un peu de sa singularité. Discours ordonné, méthodique qui, pour parvenir à appréhender pleinement le phénomène, se doit d'abord de présenter le cadre d'étude, la démarche adoptée et les outils utilisés.

Introduction

Annonçant en janvier 1943 l'unification toute récente des trois mouvements de la zone sud, le journal *Combat* revient longuement sur la nature et le sens de l'engagement des militants de Franc-Tireur, de Libération-Sud et de Combat. L'éditorial intitulé "Les inconnus" s'attache à retracer le quotidien et les difficultés d'une expérience partagée par tous. L'anonymat y apparaît comme le seul véritable signe de reconnaissance, le seul lien invisible qui relie l'ensemble des "soldats de la Résistance" :

> *"L'Histoire, un jour, dira ce que furent les chefs, les cadres, les soldats de la Résistance. […] Mourir face à l'ennemi, faire payer chèrement sa peau, c'est le lot des soldats guerriers. Risquer chaque jour, chaque nuit, pendant des semaines, des mois, la prison, le poteau, c'est le lot des soldats de la Résistance. […] Vivre inconnu, souvent isolé, toujours sans gloire, c'est l'honneur qui revient à tous nos militants. Ils n'ont comme ruban, comme galon, comme renommée que le néant. […] Ils ne connaissent ni les noms de leurs camarades, ni ceux de leurs chefs. Ils sont répandus sur le territoire, des numéros, ils n'ont pour identité que des pseudonymes. Ils sont, pour la France meurtrie : "LES INCONNUS". […] Venant de tous les partis politiques, ils ne forment plus maintenant qu'un tout."*[41]

De ce monde un peu mystérieux émergent quelques éléments caractéristiques qui semblent former et forger une identité commune aux trois mouvements : l'anonymat —vécu autant comme un honneur que comme une souffrance—, la forte hiérarchisation —chefs, cadres, soldats— la clandestinité, la diversité du recrutement, l'identification à la France "meurtrie", l'inscription dans l'histoire. À travers ces lignes on peut voir ainsi s'esquisser les traits d'une certaine vision de la Résistance. Néanmoins, l'intuition seule ne suffit pas à faire d'un cas particulier une généralité, même adossée à une illustration évocatrice et séduisante.

Afin d'entrer plus en avant dans cet univers si particulier décrit par *Combat*, il faut éclaircir le terrain, tracer les perspectives, fixer les orientations et délimiter le cadre dans lequel sera étudiée l'expérience de la Résistance des mouvements. Cadre d'étude, certes, mais aussi cadre conceptuel. Cette première partie s'articule ainsi autour de trois questionnements distincts, destinés chacun à construire progressivement l'objet de la recherche. La description du contenu, des formes et des expressions d'une identité passe d'abord par une définition de

[41] "Les Inconnus", *Combat*, janvier 1943.

ce qui fonde, en histoire, une identité de groupe : processus de construction identitaire, mécanismes en jeu et modes d'appropriation. Le détour est nécessaire. Il s'agira ensuite de décrire le cadre formé par les trois mouvements de résistance Combat, Libération Sud et Franc-Tireur, réunis après janvier 1943 dans les Mouvements Unis de Résistance (MUR) puis dans le Mouvement de Libération nationale (MLN) en 1944. Sa connaissance aidera enfin à interroger dans sa signification profonde, dans ses enjeux et dans ses modalités la problématique de l'action, raison d'être première de la Résistance.

Chapitre 1

Sur les processus de construction identitaire. Démarche et outils

Deux hypothèses étroitement liées guident et structurent ce travail sur la Résistance. La première ressemble beaucoup à un postulat. Elle considère que, loin de constituer d'emblée une entité toute faite surgie de la défaite ou de l'appel du 18 juin 1940, la Résistance est d'abord, comme tout phénomène d'histoire, le produit d'une construction. Son appréhension nécessite donc de se détacher de toute vision essentialiste comme des images qui tendent à la réduire à la seule lutte armée. La seconde hypothèse vise à interroger la réalité et la singularité d'un sentiment d'identité modelé par l'expérience de la Résistance.

Aussi, pour tenter de reconstituer les formes d'un processus identitaire, notre démarche se place au plus près du vécu, des représentations des résistants et de leur vision du monde. Non pas en adoptant une posture qui domine, écrase et aplanit le temps des acteurs —en créant *a posteriori* l'illusion d'une continuité rassurante—, mais en observant l'expérience de la Résistance de l'intérieur, "par le dedans", pour reprendre l'expression de Marc Bloch[42]. Il s'agit de saisir dans le présent son mouvement et son devenir, les discontinuités et les intermittences. La démarche emprunte aussi un peu à l'approche "généalogique" de Michel Foucault et s'apparente à ce qu'il nomme "histoire effective", en précisant toutefois qu'elle s'inscrit dans une perspective différente de celle qui conçoit l'histoire en termes de rapports de pouvoir[43]. Pour l'essentiel elle s'appuie sur quelques outils d'interprétation dont le rapport au temps forme la clef de voûte. Elle repose sur les notions de temporalités, de "champs d'expérience" et

---

[42] "C'est comme historien de la structure sociale que je me présente devant le Collège de France ; mais comme un historien qui, placé devant des faits humains et reconnaissant en eux, par nature, des faits psychologiques, s'efforce de plus en plus, dans ses travaux, et s'efforcerait, dans son enseignement, de les expliquer par le dedans", "Projet d'un enseignement d'histoire comparée des sociétés européennes. Candidature au Collège de France. 1934" in Marc Bloch. *L'Histoire, la Guerre, la Résistance,* Gallimard, 2006, p. 445.

[43] "[l'histoire traditionnelle] aime à porter un regard vers les lointains, et les hauteurs. […] Et, pour ce faire, elle essaie d'en approcher au plus près, de se placer au pied de ces sommets quitte à avoir sur eux la fameuse perspective des grenouilles. L'histoire effective, en revanche, porte ses regards au plus près, sur le corps, le système nerveux, les aliments et la digestion, les énergies. […] Elle ne craint pas de regarder en bas", in *Dits et Écrits I*, *1954-1975*, Gallimard (Quarto), 1994, p. 1017

"d'horizons d'attente"[44], de "manières d'être au temps", de "régimes d'historicité"[45] ou de "régimes de temporalités"[46].

[44] Reinhardt Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1990, pp. 307-326.

[45] François Hartog, *Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps*, Seuil 2003.

[46] Pierre Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Points Seuil, 2003, p. 281.

Démarche. L'identité en histoire

Construction, reconstruction, processus : ces trois mots voudraient souligner le caractère à la fois mouvant, élastique et protéiforme de la notion d'identité. À propos de l'identité de la France, Fernand Braudel insistait sur l'idée de processus : "*Alors qu'entendre par identité de la France ? […] Un processus, un combat contre soi-même, destiné à se perpétuer. S'il s'interrompait, tout s'écroulerait. Une nation ne peut être qu'au prix de se chercher elle-même sans fin, de se transformer dans le sens de son évolution logique, de s'opposer à autrui sans défaillance.*"[47] Les quelques travaux d'historiens consacrés aux phénomènes identitaires insistent également sur la difficulté à leur donner une linéarité et une cohérence préalables[48]. Il faut suivre la conception que Michel Foucault se faisait du travail d'histoire sur l'identité : " [il] *n'a pas pour fin de retrouver les racines de notre identité, mais de s'acharner au contraire à la dissiper ; elle n'entreprend pas de repérer le foyer unique d'où nous venons, cette première partie où les métaphysiciens nous promettent que nous ferons retour ; elle entreprend de faire apparaître toutes les discontinuités qui nous traversent*"[49]. La nécessité de cerner l'objet d'étude dans toutes ses dimensions est un préalable indispensable à l'interrogation minutieuse de la réalité d'une identité singulière liée à l'expérience de la Résistance. Divers ressorts agissent sur la formation, le développement, l'affirmation, la transformation ou l'effacement des identités. On peut tenter de délimiter la notion de construction identitaire en démêlant les quelques critères autour desquels elle s'ordonne, se structure et se modifie. En rappelant que cette construction obéit à un processus que l'historien cherche à fixer sur une chronologie pour lui donner une forme de cohérence, trois facteurs distincts mais entremêlés entrent en jeu. Leur poids, leur place et leur influence respectifs à l'intérieur du processus varient dans le temps et ne sont jamais définitivement figés, perpétuellement en mouvement. Le processus se fonde et s'ordonne d'abord autour de quelques éléments structurants, que viennent ensuite transformer un certain nombre de variables. Ainsi construite et modelée par des mécanismes d'appropriation, l'identité se manifeste à travers des manières d'être, des pratiques et des attitudes. Elle se traduit aussi par des usages et des appropriations multiples[50].

Des éléments structurants et endogènes

Des critères distinctifs et partagés, relativement permanents et stables dans le temps, constituent le noyau d'une identité forgée par l'expérience de la

---

47 *L'identité de la France, op. cit.*, p. 16.

48 Voir dans l'ouvrage collectif de Marc Bélissa, Anna Bellavitis, Monique Cottret [et al.], *Identités, appartenances et revendications identitaires. XVI°-XVIII° siècles*, Nolin, 2005, les articles de François-Joseph Ruggiu (p. 395) et la conclusion de Jean Nicolas.

49 *Dits et Écrit I, 1954-1975*, *op. cit.*, p. 1022.

50 L'esquisse de définition proposée ici s'appuie en sur la description du processus identitaire proposée dans l'ouvrage d'Alex Mucchielli, *L'identité, op. cit.*

Résistance. Ces éléments endogènes sont solidaires et parcourent toute la période de l'Occupation avec une intensité et une influence inégales. Parmi ceux-ci la question de l'action —la nécessité et les formes de l'action— est la plus déterminante. On ne peut toutefois la dissocier d'autres facteurs structurants qui la portent, la justifient, la légitiment et lui donnent une signification.

Variables exogènes

Sur ces caractères propres se greffent des éléments exogènes qui en modifient le contenu, par confrontation, imprégnation, appropriation ou rejet. La chronologie et les événements, la relation d'opposition ou de reconnaissance à autrui —autres groupes de résistance, ennemis, populations— et à la représentation que l'on s'en fait, la diversité des acteurs, la diversification des services, des compétences et des responsabilités, sont quelques-unes des variables contribuant à révéler et à façonner cette identité. Les événements, à travers leur perception et leur résonance, ont aussi une fonction identitaire. Dynamiques, parfois imprévus, ils participent au processus de construction identitaire par des effets de cristallisation. Ils ne se réduisent pas au factuel ou au présent. Événements fondateurs ou événements traumatisme, événements attendus, espérés ou projetés dans le futur, ils contribuent à révéler et à façonner les identités, scandant les continuités et les discontinuités.

Des mécanismes dynamiques

La confrontation dans le temps des éléments structurants et des variables exogènes bouscule le noyau identitaire et oblige, pour que l'identité perdure, à une appropriation de ce qui est nouveau. Des mécanismes dynamiques de confrontation, d'identification, de différenciation, d'opposition, d'imprégnation, d'agrégation, de défense ou d'absorption permettent d'intégrer à l'identité première les éléments exogènes en leur donnant sens et signification. Cette confrontation s'exprime plus particulièrement à travers des phases de crise ou de maturation. Si l'identité en sort confortée, elle finit par s'enrichir, s'affermir et se diversifier. En revanche lorsqu'elle ne parvient pas à surmonter les moments de crise, elle peut s'aliéner, se diluer et se perdre.

Expressions, appartenances, usages

Enfin, au bout de la chaîne, les identités se manifestent par des attitudes, des comportements, des pratiques, des manières d'être et des usages, plus ou moins explicites, plus ou moins visibles et affichés, plus ou moins symboliques, plus ou moins conscients et signifiants. Le sentiment d'appartenance[51] ainsi que

[51] "Le sentiment d'identité n'est pas une donnée a priori de la conscience individuelle, mais le résultat d'un processus de socialisation", Edmond Marc Lipiansky, "Comment se forme l'identité des groupes" in *L'identité. L'individu, le groupe, la société*, coordonné par Jean-Claude Ruano-Borbolan, Paris, Éditions Sciences Humaines, 1998, pp. 143-147.

la conscience identitaire participent également de la constitution d'une forme de reconnaissance à l'intérieur d'un groupe[52].

Pour simplifier, la notion d'identité, pensée ici dans sa relation à l'engagement résistant, se définit selon plusieurs critères emboîtés[53]. Les identités se construisent en relation étroite d'opposition ou de reconnaissance avec un **autre ;** elles ont un **passé**, une **mémoire** et l'expression, l'utilisation ou la revendication d'une identité répond souvent à la problématique du "choix du passé"[54]. Les identités s'inscrivent également dans un **espace** géographique, dans des **lieux** à l'intérieur desquels perdurent des traditions diverses et des cultures spécifiques, qui enrichissent l'identité première. Enfin les résistants ne revendiquent que rarement une seule identité ; selon leurs priorités, la période, le contexte géographique, la relation qu'ils entretiennent avec la population, et bien d'autres facteurs, ils se référent à de **multiples identités**, plus ou moins fortes, qui se superposent, s'emboîtent et se hiérarchisent entre elles.

---

52 "L'affirmation de l'identité est moins la manifestation ou le reflet de l'unité culturelle et sociale d'un groupe qu'un des moyens par lesquels ce groupe cherche à construire cette unité", in *L'identité. L'individu, le groupe, la société, op. cit.,* p. 146

53 Voir sur la question des identités sous l'Occupation, Christian Bougeard [dir.], *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale, op. cit.*

54 Voir Christian Bougeard et Jean-Marie Guillon, "La Résistance et l'histoire, passé / présent" in *Les Cahiers de l'IHTP*, n°37, *op. cit.*, pp. 29-45

Outil : le rapport au temps

Comme outil l'étude du rapport au temps doit permettre de restituer la place respective dans les représentations, du passé, du présent et du futur et d'en démêler les enchevêtrements. Cette étude se conçoit comme un moyen de mieux comprendre comment, à certains moments et dans la durée, le temps est perçu, pensé et imaginé. L'intérêt de la démarche est double, à condition de l'insérer dans un dialogue permanent entre construction identitaire et rapport au temps. Les représentations du passé et du futur —et leurs effets réciproques— sont révélatrices du contenu et des caractères d'une identité. En les recherchant on peut parvenir à reconstituer des processus identitaires. À l'inverse, en amont, l'action et les formes de l'action peuvent aussi commander les représentations du temps. La façon dont on s'inscrit dans le temps (repli sur le passé ou projection dans le futur) commande en partie les manières d'être et les pratiques. L'étude des rapports au temps —mémoires et poids du passé, présence ou absence de l'histoire, vécu quotidien et perceptions des événements, priorités et préoccupations, aspirations, incertitudes, constructions et visions du futur— peut éclairer les intentions, les processus de décision et les mécanismes qui fondent les choix et les modes de l'action[55].

Préalable indispensable à l'élaboration de l'objet de la recherche, l'explicitation de la démarche adoptée comme la définition des notions et des outils employés participent de l'écriture historienne. Elles ne doivent cependant pas trop s'éloigner des faits étudiés, s'y adapter au contraire dans un va-et-vient entre réalité et conceptualisation. L'historicisation d'un phénomène nécessite de mêler à la réflexion d'ensemble une description plus aboutie des acteurs, des lieux et des événements qui font cette histoire. Aussi, la présentation des mouvements de résistance de la zone sud doit-elle aider à apporter matière et sens à l'abstraction.

[55] Pour Pierre Laborie la compréhension des représentations collectives, ainsi que celles de leurs "modes de construction", doit intégrer une réflexion sur ce qu'il nomme "les effets d'anticipation" : ils "indiquent que les représentations se forment dans un espace de temps défini en fonction de projections imaginaires d'un avenir conçu comme prédéterminé à partir de ce qui est vu et compris du présent" in *L'opinion française sous Vichy, op. cit.,* p. 52

Chapitre 2

Cadre d'étude et jeux d'échelles

La brève présentation "de l'extérieur" proposée ici ne prétend pas être une nouvelle version de l'histoire des mouvements unis. Plus modestement, elle est destinée à délimiter le terrain d'observation à partir duquel pourrait être porté un regard un peu différent sur l'identité de la Résistance. En dépit de la simplicité apparente de l'exercice, cette description se doit d'éviter deux écueils. La première difficulté à contourner est celle de la juxtaposition sans fin —et stérile — de groupes de résistance et de formes d'action. Elle comporte non seulement le risque de diluer le sujet, mais aussi celui de superposer entre eux une multitude de cas particuliers sans parvenir vraiment à les relier. À l'opposé, le cadre d'étude doit pouvoir dépasser le genre de la monographie de mouvements. D'autant que la plupart a fait l'objet depuis les années 1950 de recherches avec, parfois, des méthodes et des questionnements variés. Ces mouvements — Défense de la France, Libération Sud, Combat, Franc-Tireur, Libération-Nord, Témoignage Chrétien— forment en effet des entités identifiables et homogènes, commodes pour en faire le cœur d'un travail historique particulier. Diverses dans la démarche ou l'écriture, ces monographies sont souvent le reflet des interrogations historiographiques du moment[56]. Par ailleurs trois études quasi contemporaines, aux intentions distinctes, ont également été consacrées aux Mouvements Unis de Résistance. Un petit fascicule publié en 1983 par l'historien-résistant lyonnais Marcel Ruby apporte quelques compléments factuels au récit historique écrit par Alban Vistel (1970) ainsi qu'au souci de description qui marque le travail de John Sweets (1976).

L'énumération des travaux successifs montre que l'histoire générale des mouvements de résistance est bien connue, largement défrichée. Il n'est donc pas question de reprendre, dans une énième version, avec certes des préoccupations autres, le sujet idéal et tout ficelé d'une nouvelle monographie des Mouvements

---

[56] Combat : Marie Granet et Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, PUF, 1957. Défense de la France : Marie Granet, *Défense de la France. Histoire d'un mouvement de Résistance, 1940-1944*, PUF, 1960 et Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France,* Seuil, 1995. Franc-Tireur : Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin. Un mouvement de Résistance. 1940-1944*, Flammarion, 1977. Témoignage Chrétien : Renée Bédarida : "*Témoignage Chrétien" : 1941-1944*, Éditions ouvrières, 1977. Libération-Sud : Laurent Douzou, *La Désobéissance* : *histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins. Libération-Sud*, Odile Jacob, 1999. Libération-Nord : Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord*, Flammarion, 1999.

Unis de Résistance[57]. Les mouvements de la zone sud, analysés sur le long terme dans la perspective de leur rapprochement —et non pour eux-mêmes—, constituent avant tout un cadre à l'expérimentation de la problématique d'une identité forgée par l'expérience de la Résistance. La présentation qui suit s'attache surtout à souligner les éléments qui permettront progressivement d'y répondre.

Définir un cadre d'étude

Notre étude privilégie deux échelles entremêlées. L'approche par l'organisation —les mouvements de la zone sud, les MUR et le MLN— se double d'une réflexion sur le parcours et la pensée d'un responsable régional, Alban Vistel. À la tête du directoire régional des MUR (Lyon) depuis janvier 1944, ce dernier est nommé chef régional des Forces Françaises de l'Intérieur le 16 juillet[58]. Il cumule ainsi au cours de l'été 1944 les responsabilités civiles, politiques et militaires. Cette situation le place au centre des décisions et démultiplie ses fonctions, dans l'urgence de l'action comme dans l'appropriation réflexive.

Une démarche comparative

Par ce "jeu d'échelles"[59], il s'agit de retracer la formation, le développement et les modes d'appropriation d'une *identité résistante* en croisant le cadre d'un regroupement progressif d'organisations avec celui d'un itinéraire individuel. La comparaison et la confrontation des situations sont en effet nécessaires. En distinguant des manières spécifiques de penser et de vivre l'expérience de la Résistance, elles aident à situer dans une hiérarchie d'appartenances identitaires multiples la place plus ou moins relative, plus ou moins centrale, plus ou moins structurante et déterminante de celle-ci.

Parce qu'il répond à un certain nombre de critères distinctifs, le choix d'étudier les trois mouvements de la zone sud —observés non pour eux-mêmes mais dans la perspective de leur intégration au sein des MUR et du MLN— s'est peu à peu imposé[60]. À la différence d'autres groupes, ces trois mouvements,

---

[57] Il faudrait aussi ajouter tous les travaux d'historiens ainsi que les Mémoires d'anciens résistants qui abordent plus ou moins directement l'histoire des mouvements : citons entre autres Henri Frenay, *La Nuit finira ;* Claude Bourdet, *L'aventure incertaine* ; Jacques Baumel, *Résister. Histoire secrète des années d'occupation* ; Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var*. Voir notre bibliographie.

[58] Alban Vistel, *La nuit sans ombre*, *op. cit*, p. 491

[59] Pour reprendre le titre du livre de Jacques Revel, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Gallimard/Seuil, 1996, 245 pages.

[60] Deux ouvrages abordent l'histoire des Mouvements Unis de Résistance. Le premier de 1970, Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit*., mêle reconstitution historique et témoignage, le second publié en 1976 par John Sweets, *The Politics of Resistance in France, 1940-1944. A history of the Mouvements Unis de la Résistance*, Northern Illinois University Press, en propose un historique plutôt factuel.

séparés puis unis, et tout en préservant chacun une certaine autonomie, ne revendiquent pas de filiation idéologique ou d'appartenance politique spécifiques (gauche socialiste, communistes, autres) qui détermineraient leur lecture de la réalité. Au premier abord la Résistance semble être leur dénominateur commun, et le nom qui les désigne à partir de 1943 est à cet égard significatif[61]. Par ailleurs ces trois mouvements, qui résultent eux-mêmes de fusions antérieures —mêlant patriotes de droite, socialisants et démocrates-chrétiens— participent progressivement à un processus de regroupement et d'unification. Ces rapprochements successifs finissent par lisser les différences et créent, par confrontation ou par imprégnation, un sentiment d'identité fondé sur une expérience partagée, qui dépasse les appartenances politiques. Cet ensemble s'insère dans une chronologie étendue couvrant presque toute la période de l'Occupation, du milieu de l'année 1941 à l'été 1944. Elle offre la possibilité de suivre pas à pas un processus de construction identitaire qui s'étale sur le "long terme". Par ailleurs, l'unification dans la zone sud des trois mouvements obéit à une double hiérarchisation, horizontale et verticale. Organisés en six "régions"[62], elles-mêmes divisées en départements, en secteurs géographiques spécifiques (montagnes) ou en zones de maquis, les mouvements unis se spécialisent également dans de nombreux services cloisonnés (presse clandestine, noyautage des administrations publiques, maquis et action immédiate). Enfin l'existence et la disponibilité de fonds d'archives regroupant quantité de documents internes (circulaires, directives, procès verbaux de réunion, notes de services ou consignes d'action) émis par ces trois mouvements et par les entités qui les regroupent (MUR et MLN), ainsi que des séries entières de la presse clandestine[63], confortent le choix de ce cadre d'étude.

---

[61] Mouvements Unis de Résistance

[62] R1 (Lyon), R2 (Marseille), R3 (Montpellier), R4 (Toulouse), R5 (Limoges) et R6 (Clermont-Ferrand).

[63] Six journaux clandestins sont ainsi étudiés : un organe national, *Combat*, un Bulletin intérieur des Mouvements Unis de Résistance (BIMU) destiné aux cadres, et quatre publications régionales : *La Libre Comté* et *La Marseillaise* (région R1), *Provence Libre* (région R2) et *Le Mur d'Auvergne* (région R6).

Libération-Sud, Combat et Franc-Tireur : trois mouvements vers l'unification

Avant toute chose, il semble essentiel de donner une vue d'ensemble de ce noyau des mouvements non communistes de la zone sud, d'en présenter chacune des composantes, du moins d'en préciser les caractéristiques éclairant notre sujet ; les activités et les actions, l'ancrage géographique, les stratégies et leur évolution, les niveaux de responsabilité des différents acteurs —des dirigeants aux simples militants—, les divers points de vue exprimés, ainsi que les sources écrites disponibles. Le choix d'étudier comme une unité cet ensemble formé par Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur, trois mouvements qui se regroupent — et se prolongent— dans les Mouvements Unis de la Résistance à partir de janvier 1943, puis dans le Mouvement de Libération Nationale en 1944, emprunte aux études préexistantes. Nous nous appuyons en partie sur les travaux de Dominique Veillon et de Laurent Douzou[64]. Ils en effet proposent dans un article d'analyser dans une perspective comparative ces trois mouvements et adoptent une chronologie globale couvrant la période de l'été 1941 à l'été 1944, chronologie que nous conservons[65]. Précisons cependant qu'il s'agit ici d'un découpage chronologique "externe". Il part de la formation de ces mouvements à la Libération et traduit plus particulièrement la vision des dirigeants et des états-majors des trois mouvements. La chronologie élaborée plus loin dans notre seconde partie est davantage une périodisation "interne", tenant compte aussi des niveaux intermédiaires, des régions et des départements ainsi que des préoccupations qui leur sont spécifiques.

Ces trois mouvements, s'ils fusionnent à partir de 1943, ont à leur création de nombreux points communs. Chacun est issu du regroupement de plusieurs petits groupes, Libération Nationale, France-Liberté, La Dernière Colonne, Vérités et Liberté. Chacun d'entre eux se forme entre l'été et la fin de l'année 1941 autour de la même activité, inspirée par un objectif fondamentalement politique, la contre-propagande et la reconquête de l'opinion par la diffusion d'un journal clandestin. Autre point commun aux trois mouvements, l'intégration à leur stratégie de l'option militaire est très progressive, elle se fait tardivement à la fin de l'année 1942, et reste soumise aux objectifs politiques[66].

---

64 Cf. Laurent Douzou, *La Désobéissance, op. cit.*, Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur, op. cit.*, ainsi que les études d'Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit*., sur les MUR, de H. R. Kedward, *A la recherche du Maquis, op. cit*. et de Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var, op. cit.* pour des approches plus "régionales".

65 Cf. Laurent Douzou et Dominique Veillon, "Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone Sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie ?" in *Lutte armée et maquis*, op. cit., pp. 83-96.

66 "La position qui subordonne le militaire au politique est fondamentale pour comprendre comment la lutte armée s'est intégrée en zone Sud à la stratégie des mouvements. Elle est d'autant plus importante qu'elle exprime une constante, réaffirmée […] avec éclat en 1943 par les dirigeants des MUR", écrivent Laurent Douzou et Dominique Veillon, "Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone Sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie ?" in

Les stratégies élaborées par les responsables de ces mouvements, ainsi que leur évolution étroitement liée au contexte de la guerre, rythment également les processus de construction identitaire. La position des mouvements au sein des forces de résistance, l'élargissement du recrutement, les objectifs qu'ils se fixent, politiques ou militaires, modèlent leur rapport au temps. Mise en œuvre par les responsables régionaux et locaux, les stratégies bousculent également d'autres temporalités et d'autres objectifs, ceux de la base et des plus simples militants, dont les préoccupations peuvent être différentes de celles des dirigeants, et parfois même les influencer en retour. Ainsi pour Jean-Marie Guillon l'importance du recrutement dans le département du Var à l'automne 1942 pèse sur les stratégies, pousse à l'unification, et il convient de tenir compte de cette "*diversification vers le haut et vers le bas*" qui a des "*répercussions sur les formes d'action*."[67]

Rappelons simplement que le mouvement Libération-Sud, issu de la Dernière Colonne et fondé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie, se constitue autour de son journal entre juillet 1941 et juillet 1942 dans la grande région de Lyon. Son recrutement s'élargit et se développe fortement à partir de l'été 1942, et il se dote d'un "Centre" dirigeant, de cadres régionaux et de plusieurs secteurs d'activités : "propagande-diffusion", "action politique", "action ouvrière", service social et services paramilitaires[68]. Ce mode d'organisation structure également les Mouvements Unis de Résistance dans lesquels Libération-Sud fusionne en janvier 1943. Quant à sa stratégie, pour Laurent Douzou "*"Libération" se distingue par sa conception éminemment politique du paramilitaire."*[69] Le développement du mouvement Combat suit un processus similaire : à la fin de l'année 1941 le groupe Liberté créé par les chrétiens-démocrates François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen rejoint le Mouvement de Libération Nationale mené par Henri Frenay, pour former Combat. Comme pour Libération-Sud, les deux groupes à l'origine du mouvement de Henri Frenay concentrent leurs efforts sur la contre-propagande, autour de la diffusion des bulletins *Liberté*, *Vérités* et *Les Petites Ailes*. En 1941, l'objectif premier de ces groupes est de reconquérir l'opinion publique. Et Combat, jusqu'en 1943, ne se démarque pas des autres mouvements non communistes de la zone sud dans l'intégration de la lutte armée à sa stratégie, même si le capitaine Henri Frenay a conçu l'Armée secrète[70]. Enfin des membres du groupe lyonnais France-Liberté

Besançon, *op. cit.*, p. 90.

67 Voir *La Résistance dans le Var, op. cit.*, p. 186

68 Voir Laurent Douzou, *La Désobéissance, op. cit.*

69 Laurent Douzou et Dominique Veillon, "Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone Sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie ?" in *Lutte armée et maquis*, *op. cit.*, p. 90

70 Voir Dominique Veillon et Laurent Douzou, "Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone Sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie ?" in *Lutte armée et maquis*, *op. cit.*, p. 85 : "Dans les rapports rédigés en octobre 1942 à Londres par Frenay, rapportent-ils, l'activité militaire n'est pas placée au cœur d'un dispositif qu'il détaille pourtant. S'il

fondent en décembre 1941 le journal clandestin *Le Franc-Tireur*, point d'appui du mouvement du même nom dirigé par Jean-Pierre Lévy.

Lorsque ces trois mouvements commencent à se rapprocher, dès la fin de l'année 1941 et surtout en 1942, et lorsqu'il leur devient nécessaire de prendre contact avec la France Libre, et d'être reconnus par celle-ci, l'option militaire s'impose peu à peu et oriente leur stratégie. Pour Dominique Veillon et Laurent Douzou "*si l'intégration de la lutte armée à la stratégie des mouvements de zone sud a mis du temps à se dessiner, elle devient essentielle à l'automne 1942. Et la fusion militaire qui donne naissance à l'Armée Secrète précède la mise en place des MUR. Le militaire, en somme, a rattrapé la propagande. Ce qui ne signifie pas que le politique n'ait plus son mot à dire dans le militaire*."[71]

C'est à ce moment et dans ce contexte d'affirmation d'une stratégie où la dimension militaire a toute sa place, que sont créés en janvier 1943 les Mouvements Unis de Résistance, aboutissement de plusieurs tentatives de rapprochement des trois grands mouvements de la zone Sud. Ceux-ci, tout en conservant leur autonomie et leur singularité, font fusionner leurs structures et leurs services[72]. Couvrant toute la zone sud l'infrastructure des MUR est divisée en six grandes régions.

À la tête des mouvements unis, un comité directeur (CD) fixe les grandes orientations stratégiques et politiques. Réuni dans un premier temps à Lyon, le CD se déplace à partir d'août 1943 à Paris. Cette instance *nationale* —elle concerne surtout à ses débuts la zone sud puis s'élargit peu à peu à la zone nord — est composée des principaux chefs des trois mouvements. On rencontrera successivement Jean Moulin, premier président du CD, Henri Frenay, commissaire aux Affaires militaires, Claude Bourdet, Jacques Baumel et Pascal Pia, secrétaires, pour Combat ; Emmanuel d'Astier, Pascal Copeau, Pierre Hervé pour Libération-Sud ; Jean-Pierre Lévy et Antoine Avinin pour Franc-Tireur. Le CD délègue des compétences spécifiques à une multitude de services spécialisés[73] : armée secrète (AS), service national maquis, noyautage des administrations publiques (NAP), service social, action ouvrière (AO), groupes francs (GF), action immédiate (AI), etc. Par ailleurs, on l'a vu, six régions sont commandées chacune par un directoire régional, lui-même formé sur le modèle du CD en respectant la répartition entre les mouvements, et qui organise et ancre l'action résistante dans les territoires.

---

fallait classer les activités de son mouvement en 1941, c'est bien la propagande qui viendrait tout naturellement en premier."

71 "Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone Sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie ?" in *Lutte armée et maquis*, *op. cit*., p. 92

72 Voir Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*

73 Voir l'organigramme des MUR ci-contre, p. 29.

Enfin, pour mettre sur pied et faire vivre cette *belle* structure, il faut rappeler l'engagement secret et sans gloire, le long travail patient, triste et monotone de femmes et d'hommes, dont les pseudonymes ne suffisent pas à les protéger des risques encourus[74]. "*J'avoue avoir vécu, et survécu*, raconte ainsi le secrétaire des MUR Jacques Baumel, *dans un cadre bien terne, bien gris, bien éloigné des flamboyances de la vie des héros de romans d'espionnage : une pesante solitude, comme en ce jour de Noël 1943 que je passé dans ma planque, épuisé, incapable de lire ou de dormir ; la routine des jours, rendez-vous très matinal avec ma secrétaire, messages, relevé des boîtes, frappe et expédition des messages dans toute la France, préparation des réunions, rendez-vous avec les autres responsables, liaison avec les Délégués du général de Gaulle*"[75].

Cet aperçu d'ensemble de l'organisation interne des mouvements unis laisse entrevoir une diversité des niveaux de responsabilité et une diversification structurelle dans l'espace et dans le temps.

---

[74] On pourra retrouver une partie des noms que cache l'anonymat des pseudonymes, connus et moins connus, grâce au tableau de correspondance proposée dans l'annexe de cette première partie, p. 397.

[75] Jacques Baumel, *Résister, op. cit.*, p. 393.

Jeux d'échelles

Par *jeu d'échelles* il faut entendre ce que les spécialistes de la *micro-storia* désignent comme l'articulation des expériences et des angles d'observation. La *micro-storia* cherche à redonner à l'événement tel qu'il est vécu, perçu et reçu par les individus ou les petits groupes une certaine épaisseur sociale et temporelle par la variation des points de vue[76]. Sans prétendre mener un travail "micro-historique", le cadre relativement bien délimité des mouvements unis peut gagner à emprunter quelques idées de cette réflexion sur les variations d'échelles. La diversification progressive des lieux, des hiérarchies et des services démultiplie en effet les modes d'appropriation de l'expérience de la Résistance. De même, s'il existe une certaine *identité résistante*, on peut émettre l'hypothèse qu'elle se construit et se diffuse différemment selon le type d'échelle adoptée. Trois échelles seront ainsi combinées : l'échelle géographique (zones de maquis, secteur urbain, niveau local, départemental et régional, zone sud) ; l'échelle sociale (individuel et collectif, niveaux de responsabilités, univers personnel, poids des personnalités) ; enfin l'échelle du temps (rapport au passé et à l'histoire, priorités et hiérarchie des préoccupations, temporalité de la guerre et de l'Occupation, lien entre l'action et le futur).

Parce que notre intention n'est pas d'étudier toutes les organisations de résistance, mais de comparer entre-elles des situations, l'étude sera centrée essentiellement sur la grande région de Lyon, dite "R1". Le fait qu'elle bénéficie d'archives abondantes, recueillies et rassemblées par son chef régional Alban Vistel[77], pèse dans ce choix. Au fil de l'analyse, lorsque le questionnement le nécessitera, quelques incursions dans les régions voisines de Provence (R2) et d'Auvergne (R6) permettront d'élargir et de comparer entre elles des situations variables.

La région R1 se caractérise par sa grande diversité géographique ; possédant comme capitale régionale une ville très importante, Lyon, regroupant onze départements[78], elle dispose également de milieux semi-montagneux et montagneux propices à la constitution de maquis, dans l'Ain, en Savoie et Haute-Savoie, dans le Jura, dans le Vercors aussi.

---

[76] Pour Alban Bensa, l'événement est un "[…] “présent historique” [qui] n’a rien d’un instantané photographique, puisqu’il se décompose en réalités sociales articulées dans le temps", "De la micro-histoire vers une anthropologie critique", in Jacques Revel [s. d.], *Jeux d’échelles, op. cit.,* p. 40. Voir également dans le même ouvrage Bernard Lepetit, "De l'échelle en histoire" in *Jeux d’échelles, op. cit.,* pp. 71-94.

[77] Archives déposées aux Archives Nationales sous les cotes 72 AJ 624, 625 et 626. Nous détaillons par la suite le contenu de ce fonds.

[78] Le Rhône, la Drôme, l'Isère, l'Ain, la Savoie, la Haute-Savoie, le Jura, la Saône-et-Loire, la Loire, la Haute-Loire et l'Ardèche.

C'est au croisement de ces deux échelles géographiques, la grande région lyonnaise et les onze départements qui la composent, qu'agissent et interviennent les différents acteurs et responsables des services des MUR. Nul besoin de préciser que selon le lieu, le contexte et le niveau de responsabilité de ces résistants, les choses ne sont pas pensées, perçues et reçues avec les mêmes intentions ni la même intensité, et que le sens donné à tel ou tel fait peut varier très sensiblement d'une situation à une autre.

Ainsi, chaque région est dirigée par un chef régional (ou "régional") désigné par le Comité directeur des MUR où siègent les responsables des trois mouvements. Dans un premier temps, jusqu'en septembre 1943, le "régional" de R1 est Alfred Malleret [*Bourdelle*], issu du mouvement "Libération-Sud" ; il est ensuite remplacé jusqu'à la Libération par Auguste Vistel [*Alban, Magny*], tout juste libéré de la prison Saint-Paul de Lyon[79]. Le chef régional, qui agit selon les directives du Comité Directeur des MUR puis à partir de 1944 selon l'Exécutif du MLN, adresse sous la forme de circulaires un certain nombre d'ordres aux responsables des différents services ainsi qu'aux responsables départementaux des affaires militaires de la région R1. Sa position hiérarchique le place au sommet des décisions[80], même si la situation est variable d'une région à l'autre.

Les services sont répartis selon leur fonction, les plus importants étant les services "Maquis", dirigé dans la région R1 par Henri Jaboulay [*Carey*], "Action Ouvrière" (AO) dont le chef est Jean Gay [*Jacqueline*], et "Armée Secrète" (AS puis AS-FFI à partir de janvier 1944) dont le responsable s'appelle Albert Chambonnet [*Didier*][81]. Ces différents services envoient également des directives à destination des principaux chefs de maquis de la région. Ainsi nous rencontrerons les noms du colonel Descour [*Bayard*] pour le maquis du Vercors ou celui d'Henri Romans-Petit [*Romans*] pour les maquis de l'Ain. Ces responsables locaux et ces chefs de services de la région adressent en retour un certain nombre de rapports au chef régional de R1, Alban Vistel.

Par ailleurs, à l'échelle du Comité Directeur des mouvements unis, les dirigeants des trois mouvements, Henri Frenay, Emmanuel d'Astier et Jean-Pierre Lévy, puis leurs successeurs, écrivent régulièrement des rapports qu'ils adressent aux autorités de la France Libre à Londres.

---

79 Voir Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*, pp. 392-393 et Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit.*, pp. 256-261, p. 351

80 Ainsi, pour la région R2 (Sud-Est) Jean-Marie Guillon explique que "dans l'organisation de la Résistance intérieure, le commandement régional a une importance considérable. Il est le niveau de décision par excellence au plan stratégique, politique et “administratif”. Il le restera jusqu'à la Libération, malgré les efforts fait pour “muscler” les directions départementales, à partir de l'été 1943.", *La Résistance dans le Var*, *op. cit.*, p. 372.

81 Albert Chambonnet sera exécuté par les Allemands sur la Place Bellecour de Lyon le 27 juillet 1944. Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 427.

C'est en fonction de ces différentes échelles de responsabilité, dirigeants de la zone Sud, chef régional d'une région, chefs départementaux et responsables de services régionaux, que nous avons élaboré un corpus de rapports et de circulaires présents dans deux grands fonds d'archives[82], et permettant d'approcher la diversité des points de vue et des préoccupations ainsi que les divers niveaux de discours qui s'y expriment[83].

[82] Aux archives Nationales, le fonds Alban Vistel dont nous avons déjà fait mention, et le fonds du BCRA, plus particulièrement les dossiers relatifs aux mouvements. Nous y revenons.

[83] Nous développons dans le chapitre suivant les problèmes de méthodes liés à ces documents.

Chapitre 3

Sur l'action résistante. Le problème des sources et les méthodes d'analyse

Comment saisir et décrire une *identité résistante* en train de se construire ? Quels sont les signes et les traces de sa présence ? Plus simplement, où trouver les sources susceptibles d'apporter quelques éléments de réponse ? Le fait a déjà été souligné par les historiens des grands mouvements de résistance[84] ; contrairement à l'opinion commune se désolant des manques documentaires qui seraient inévitablement liés au secret, les résistants ont conservé, malgré le risque, une bonne partie des documents de la clandestinité. Outre des séries entières de la presse clandestine, rapports d'activité, circulaires, directives des comités directeurs et des services spécialisés, télégrammes ou courrier des responsables, reflètent une forte imprégnation de la culture administrative. Les mouvements fonctionnaient comme de véritables administrations souterraines, avec secrétariats et archives. Les cartons de papiers "personnels" de divers responsables de mouvements déposés aux Archives Nationales le montrent, et il faudrait s'interroger sur la signification profonde d'une pratique aussi dangereuse. Pourquoi conserver ces traces au mépris des règles les plus élémentaires de la prudence, si ce n'est peut-être pour témoigner d'une singularité et inscrire un peu de cette existence dans le futur ?[85] En fait, on le verra par la suite, en dépit des inévitables lacunes liées aux aléas de la clandestinité, les sources ne manquent pas. Mais, à la différence des documents produits en temps de paix ou au cours de périodes plus ordinaires, les écrits de la Résistance sont *sur*chargés de sens. S'ils disent une présence face à l'inéluctable, ils sont aussi un support à l'action, l'essence de l'action. Une réflexion sur l'action résistante —et sur l'identité construite autour de cette action— est donc indissociable d'une analyse des documents produits dans la clandestinité : nature, fonctions et conditions de production.

Au plus près des temporalités changeantes du temps de l'Occupation, le cœur du corpus documentaire doit écarter les reconstructions de la mémoire et les souvenirs postérieurs à cette période, sans pour autant les exclure par la suite.

---

84 Voir Laurent Douzou sur Libération-Sud, par exemple.

85 Voir sur cette imprudence, qui se poursuit bien au-delà de la période des tâtonnements des débuts de l'Occupation, l'introduction de Julien Blanc au journal d'Agnès Humbert. *Notre Guerre. Souvenirs de Résistance, op. cit.*, pp. 11-25.

Pour l'essentiel nous avons privilégié les écrits clandestins, dans la diversité de leurs destinataires comme de leurs auteurs. La constitution de ce corpus appelle ainsi deux ensembles de remarques sur les objectifs, le contenu et les limites.

La première renvoie directement à la problématique de la construction identitaire et du rapport au temps. Il s'agit de retrouver des indices, des signes et des expressions du présent perçu, des événements construits et reçus, de repérer les traces et les formes du passé et du futur, de fixer enfin les moments, les changements et les respirations. Partir du présent de l'action, restituer la place respective dans les représentations du passé et du futur, en établir la chronologie, tout cela oblige à croiser et recouper entre elles des sources de natures différentes.

La seconde remarque voudrait donc souligner la diversité et la complémentarité nécessaires des documents rassemblés. Voués à un usage interne, les circulaires, les directives ou les rapports d'activité sont rédigés dans et pour l'action. Ils témoignent au plus près des préoccupations immédiates et des prises de décision à l'intérieur des mouvements. Leur analyse peut aider à dégager des priorités dont la hiérarchie et les évolutions déterminent, structurent et traduisent tout à la fois des représentations du temps. Quant à la presse des mouvements, elle est destinée aux militants ou à une opinion plus large et se place dans une tout autre perspective. Elle gomme les difficultés et les tensions, cherche à convaincre, formule une vision du monde et un imaginaire, véhicule parfois aussi une idéologie. Dans la presse clandestine le présent et l'immédiat des documents internes sont plus insaisissables, alors que se déploient de multiples formes de représentations du passé et du futur.

Les documents de la clandestinité : nature et conditions de production

Les spécificités de la presse clandestine étant largement connues et analysées[86], nous nous attacherons ici à décrire plus longuement les particularités des fonds de documents internes exploités. Il s'agit essentiellement d'insister sur les conditions générales de production des écrits qui s'y trouvent — tous rédigés entre 1941 et 1944— ainsi que les intentions des auteurs. Deux grands fonds ont ainsi été dépouillés, les archives du Bureau Central de Renseignement et d'Action et celles déposées dans les années 1970 par Alban Vistel aux Archives Nationales.

Les mouvements de résistance dans les archives du BCRA

L'ensemble des documents relatifs aux mouvements de résistance[87] présents dans les archives du BCRA[88] ne constitue pas une série homogène. À la différence des dossiers des réseaux, composés en grande partie de renseignements militaires, économiques ou autres, les dossiers des mouvements contiennent des pièces de natures variées, récoltées par le Bureau de renseignement, soit qu'elles aient été envoyées de France par les responsables de mouvements, ou parfois, mais moins fréquemment, rédigées par des agents. Couvrant la période 1942-1944[89] ces dossiers sont plus ou moins lacunaires, selon tel ou tel mouvement de résistance[90]. Ils nous permettent cependant d'avoir une idée de l'évolution, entre 1942 et 1944, des préoccupations et du rapport au temps d'une petite catégorie de résistants, celle des chefs de mouvements s'adressant à la France Libre.

---

86 Parmi de nombreux travaux portant sur la presse clandestine, on se reportera aux ouvrages classiques de Claude Bellanger, *La presse clandestine, op. cit*., *Histoire générale de la presse française, op. cit.,* à l'analyse de la presse clandestine comtoise par François Marcot, *Les voix de la Résistance, op. cit.,* à la thèse d'Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.,* ainsi qu'aux études thématiques de presse menée dans le cadre de l'histoire plus large des mouvements de résistance, tels Libération-Sud, Franc-Tireur ou Défense de la France.

87 Archives Nationales, 3 AG^2 BCRA, Liasses 377, 378, 379.

88 Sur le BCRA voir l'article de Sébastien Albertelli et Guillaume Piketty dans le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit*., pp. 94-96, ainsi que la thèse de Sébastien Albertelli, *Les services secrets de la France Libre : le Bureau Central de Renseignement et d'Action (1940-1944),* IEP, 2006. Voir également l'article déjà mentionné de Laurent Douzou et Dominique Veillon, "Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone sud ont-ils intégré la lutter armée dans leur stratégie ?" in *Lutte armée et maquis, op. cit.*, pp. 83-96, ainsi que, des mêmes auteurs, leur article "Les relations entre les résistances intérieure et extérieure françaises vues à travers le prisme des archives du BCRA (1940-1942)" in *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social, op. cit.*, pp. 13-27.

89 Le BCRAM est créé en janvier 1942.

90 Les dossiers concernent les mouvements suivants : Les Allobroges, L'Aurore, Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Combat, Le Coq Enchaîné, Défense de la France, France d'Abord, Franc-Tireur / Le Père Duchesne, Front National, FTPF, Libération-Nord, Libération-Sud, Libérer et fédérer, Liberté, Lorraine, MLN, Mouvement de résistance des prisonniers de guerre, MUR, OCM, ORA, Résistance, Valmy, Véni-Froment, La Voix du Nord.

La diversité et la quantité des documents varient d'un dossier à un autre, leur contenu est toutefois relativement régulier ; on trouve le plus souvent des rapports d'activité et des historiques de mouvements rédigés par leurs responsables, quelques circulaires et directives internes précisant l'organisation et les structures des mouvements, des courriers et des lettres personnelles, des comptes rendus de réunion réunissant différents responsables en France occupée, des procès-verbaux d'interrogatoire de résistants arrivés à Londres, quelques messages et télégrammes, des consignes, quelques tracts isolés ou annexés à des rapports d'activité, enfin des projets et des programmes.

Ce fonds se caractérise également par une certaine cohérence quant aux auteurs des textes, des récits, des historiques et des rapports d'activité. Pour l'ensemble des mouvements, quelle que soit leur importance réelle ou perçue comme telle par le BCRA[91], il s'agit essentiellement de responsables exprimant à l'égard des autorités de la France Libre des attentes et des préoccupations analogues, et témoignant d'un même souci de reconnaissance.

De fait la plupart de ces documents sont plus spécifiquement destinés à obtenir la reconnaissance officielle et l'aide financière de Londres et du général de Gaulle[92]. Comme l'atteste, par exemple, cette lettre datée du 14 octobre 1942, et envoyée à Londres par un responsable du mouvement de la zone nord Ceux de la Libération :

> *"Mon Cher ami, Comme suite à la note que nous vous décrivons [...] nous vous informons avoir reçu la visite ce jour d'un ami [...] qui, après une réunion plénière du Comité directeur de "Ceux de la Libération" qui s'est passée à Paris le 3 courant, nous charge de vous transmettre leur entier accord sur les divers points en discussion.*
> *1°) Accord de marcher derrière le Général de Gaulle comme nous le faisons en zone libre.*
> *2°) Accord de recevoir l'aide financière du Général de Gaulle (aide fixée actuellement de 80 à 100 mille francs par mois)."*[93]

---

91 Ainsi le dossier "Combat" est très riche (64 pièces) alors que celui du mouvement "Franc-Tireur" ne possède qu'un nombre réduit de documents (21). Cette différence révèle-t-elle l'importance respective accordée par le BCRA aux divers mouvements de résistance, reflète-t-elle leur dynamisme et leur activité, ou plus simplement s'explique-t-elle par les lacunes propres à la clandestinité ?

92 Ce qui, peut-être, explique cette impression de sur-représentation dans ces dossiers des questions liées à la place et au rôle des mouvements dans la Résistance dans son ensemble.

93 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, dossier "Ceux de la Libération".

Les Mouvements Unis de Résistance dans le fonds Alban Vistel

Les archives des Mouvements Unis de Résistance de la région R1[94], organisme créé en janvier 1943, couvrent une période un peu plus courte que celle des dossiers relatifs aux mouvements conservés dans les archives du BCRA. Ces documents sont pour l'essentiel rédigés à deux échelles géographiques distinctes : celle de l'ensemble de la zone sud et plus spécifiquement de la grande région lyonnaise, pour laquelle les directives et les circulaires émanant des responsables des mouvements appartenant aux MUR[95] sont diffusés à sens unique aux chefs régionaux. L'échelle du département ensuite, où les échanges se font dans les deux sens, de façon plus "horizontale", ce que reflète du reste la nature des documents : outre des directives et des consignes, on trouve également des récits d'événements locaux (attaques de maquis, opérations et faits d'armes). Quelques exemples précis devraient permettre de montrer dans quelle mesure la diversité des auteurs, des niveaux de discours, ainsi que de leurs conditions de production, oriente ou révèle les rapports au temps.

Contextes et conditions de production

Afin d'éviter toute ambiguïté, nous qualifions de "discours" le type d'énoncé que Dominique Maingueneau définit comme "*l'énoncé considéré dans sa dimension interactive, son pouvoir d'action sur autrui, son inscription dans une situation d'énonciation (un sujet énonciateur, un allocutaire, un moment, un lieu déterminés*)."[96] Pour mieux cerner les conditions de production de notre corpus de circulaires nous nous appuyons sur les critères de description définis par Dominique Maingueneau, en les adaptant quelque peu cependant. Plutôt que de parler de "conditions de production" il préfère utiliser la notion de "contextes" du discours, dont les principales composantes sont : les "participants" (énonciateurs, destinataires, rôle et position dans le discours), le "cadre spatio-temporel" (lieu, institution, moment et chronologie du discours), et le "but" (intentions, attentes et objectifs)[97]. Autant de facteurs que reflète la nature du discours ou qui, en retour, influe sur son contenu, et nous aident à préciser les contextes des types de discours présents dans notre corpus. Nous verrons aussi que les discours peuvent aussi s'imbriquer les uns dans les autres et, pour rendre davantage compte de la complexité des situations d'énonciation – du moins pour tenter de la clarifier – nous montrerons que les énonciateurs ont parfois une conscience très précise de la portée de leurs discours, et que cet aspect n'est pas sans conséquences sur les multiples temporalités ainsi créées. Les deux fonds d'archives exploités pour notre corpus traduisent des points de

---

94 Archives Nationales. Fonds Alban Vistel, 72 AJ 624, 625 et 626.

95 Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud.

96 Voir Dominique Maingueneau, *L'Analyse de discours, op. cit.*, p. 15. Ce qui suppose de tenir compte des conditions de production de ce discours.

97 Voir Dominique Maingueneau, *Les termes clés de l'analyse du discours, op. cit.*, pp. 20-23

vue distincts : ce sont deux niveaux de discours différents, les "buts", c'est-à-dire les intentions, les objectifs et les attentes, ne sont pas tout à fait les mêmes.

Les archives du BCRA, plus "institutionnelles", sont composées de courriers et de rapports rédigés par les principaux responsables des mouvements de résistance, adressés à Londres aux autorités de la France libre. Le rapport au temps qui s'y exprime est celui des chefs des grandes organisations clandestines, notamment à travers le prisme de leur relation à la France libre et à de Gaulle, autant en terme de reconnaissance officielle qu'en terme de rapports de force. Tel est leur "cadre spatio-temporel" ou pour faire plus simple leur position d'énonciation. À cette position particulière faite d'attente, d'impatience et d'affirmation de soi, il faut ajouter le décalage temporel parfois très long, atteignant des semaines à plusieurs mois, entre le moment d'écriture de ces discours et celui de leur réception. Le temps de la clandestinité étant à la fois dense et rapide, et les liaisons entre la France occupée et Londres si aléatoires, certains rapports retardés ont pu paraître à leur arrivée caducs.

Les archives relatives aux Mouvements Unis de Résistance se situent à une toute autre échelle, à un niveau plus "bas"[98] ; ces documents ne concernent que la France occupée et l'organisation interne de la Résistance. Ici, à l'échelle de la zone sud et de la région étudiée R1, les mêmes responsables de mouvements, à travers les consignes et les circulaires, utilisent un discours très différent. Alors que les questions de pouvoir et de prérogatives au sein de la Résistance, les difficultés de l'unification et les tensions entre les chefs de mouvements sont très présentes dans les rapports et les messages envoyés à Londres, au même moment ces questions sont absentes des circulaires internes adressées aux chefs régionaux. L'unification n'est plus à être pensée, elle doit être organisée et mise en place concrètement. Nous proposons, pour prendre un exemple parlant, une comparaison entre deux extraits d'archives, datés de la même période (avril 1943) ; le premier est issu d'un rapport d'un responsable régional de Libération-Sud destiné au BCRA, le second est le texte d'une circulaire adressée par un chef de région aux chefs départementaux des MUR :

> **24 avril 1943** *: "Les* ***dissensions entre les divers mouvements de résistance accrédités*** *dans ma région aboutissent à leur défection complète. La Gestapo, à qui les traîtres infiltrés dans lesdits mouvements ont tout livré, procède actuellement à des rafles massives, de sorte que dans un avenir proche il ne sera plus possible de compter sur leur concours. […] Le mouvement responsable au premier chef de cette situation est "Combat". […] Tandis que "Libération" devait créer toute une organisation par ses propres moyens, cela depuis juillet 1942, le seul chef de "Combat" pour la région d'Aix reçoit une dotation mensuelle de 45.000 frs. […] Nous assistons en fait au spectacle navrant d'une résistance platonique pour laquelle les mandants sont largement rétribués. À la faveur de cet état de fait les résistances*

[98] Précisons qu'il n'existe pas de fonds d'archives homogène entièrement consacré aux MUR : les documents sont dispersés.

*sincères et désintéressées sont nettement découragées (**ils représentent le nombre**). On peut déduire qu'à la faveur de ces agissements la résistance dans ma région devient un mythe."*[99]

15 avril 1943 *: "Le chef de Région aux chefs départementaux. **Par suite de la réalisation de l'unité de commandement**, les autorités de la résistance ont été divisées en deux secteurs :*
- le secteur des affaires militaires (AS)
- le secteur des affaires politiques (AP)
[…]
Actuellement, l'unification de la région de Lyon n'est pas encore terminée. J'espère qu'elle le sera bientôt. En attendant, vous devez prendre contact avec vos camarades chefs départementaux de Combat et Franc-Tireur, et vous efforcer de créer dès maintenant un secrétariat unique pour la réception et le départ du courrier. […] Il est évident que le fait que l'unification ne soit pas terminée à l'échelle régionale pourra créer momentanément un certain nombre de difficultés pratiques. Ne vous alarmez pas ; avec un peu de bonne volonté vos camarades et vous en triompherez aisément."[100]

Cette circulaire témoigne d'une autre image de l'unification —et partant de la Résistance et de son identité perçue par ses responsables—, qui lorsque l'on s'adresse à un niveau inférieur, est reconstruite, les dissensions et les difficultés sont gommées. Par leurs intentions et leur contenu ces deux documents ne traduisent pas les mêmes préoccupations. Si l'on descend encore dans l'échelle des responsabilités, à un niveau plus "horizontal" ou local, celui du département, les problèmes et les attentes sont encore d'un autre ordre, plus quotidiens. À travers ces points de vue —celui des responsables s'adressant à la France libre, celui des responsables donnant leur directive à l'échelle d'une région (zone sud), enfin celui des chefs régionaux échangeant avec leurs délégués départementaux circulaires et informations diverses, à l'échelle plus grande du département—, il est possible de distinguer des rapports au temps changeant, selon les intentions et les objectifs des résistants.

Ainsi nous avons remarqué qu'à un même niveau de responsabilité sont utilisés plusieurs registres de discours, dans des contextes d'énonciation différents. Si nous insistons sur ces contextes c'est parce que nous émettons l'hypothèse que leur diversité induit de multiples perceptions des événements et dessine des chronologies spécifiques, qui peuvent se croiser, ou être complètement décalées les unes par rapport aux autres. Au delà du simple discours et de son contexte singulier, ces circulaires révèlent aussi de la part de leurs auteurs une véritable réflexion sur les textes qu'ils produisent, le cadre et les limites dans lesquels ils doivent être diffusés, ce qui doit être dit ou tu. En effet les responsables des MUR définissent eux-mêmes très précisément –nous

[99] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, dossier "Combat", 24 avril 1943. Nous soulignons : le terme "accrédités" et l'expression : "ils représentent le nombre" nous paraissent révélateurs des rapports de force entre divers mouvements s'exprimant vivement dans ce fonds d'archives.

[100] AN 72 AJ 624 : MUR Alban Vistel. 15 avril 1943. L'auteur est Alfred Malleret. Nous soulignons. Ici l'unification semble aller d'elle-même, aucune difficulté dans sa conception n'est évoquée !

dirions même qu'ils les construisent– le "contexte" et les conditions[101] de rédaction et de diffusion des discours (rapports d'activité ou mots d'ordre).

Ainsi dans un premier temps, à la création des MUR et au moment de l'uniformisation des moyens d'action, il s'agit de définir les rapports hiérarchiques qui doivent régir les structures et les différents services, comme le montre bien cette circulaire datant du 24 mai 1943 et émanant du Comité Directeur des MUR :

> *"Le Comité Directeur des Mouvements de Résistance Unis à tous les Directoires Régionaux. 24 mai 1943 […]* **Liaisons verticales et liaisons horizontales** *: Les chefs des différents services régionaux comme le NAP ou les Maquis, reçoivent des directives d'ensemble des services nationaux correspondants, mais dans la région, l'autorité du chef régional et du Directoire ne saurait être mise en doute. En cas de litige, le chef de Région est l'autorité qui décide."*[102]

Ces "liaisons verticales et horizontales" supposent par ailleurs de fixer le langage qui sera employé dans les circulaires, de limiter le champs, la portée et la fonction des discours utilisés par les responsables nationaux, régionaux et locaux. Et par conséquent ce qui sera exprimé dans le cadre d'une "liaison verticale" sera plus figé, moins "libre" et spontané que les textes échangés au même niveau de responsabilité et qui échappent au langage hiérarchisé. Voici comment le Comité directeur des MUR limite les possibilités de s'exprimer des responsables régionaux, en vue bien sûr d'une plus grande efficacité :

> *"Le Comité Directeur des MRU à tous les Chefs de Régions et tous les Services. 12 avril 1943. Modalités définitives de l'Unité de Commandement. […] Dans les cas les plus rares possibles, le chef de Région Unique et ses adjoints pourront soumettre les difficultés graves. […] Enfin, il est entendu que, à titre tout à fait exceptionnel, le Chef de Région Unique et ses deux adjoints peuvent s'adresser directement aux membres du Comité Directeur, chefs des anciens Trois Mouvements. Ces lettres personnelles seront adressées sous pli séparé par les liaisons normales. Elles passeront, sans être ouvertes, au Secrétariat du Comité Directeur qui en discutera à sa première réunion."*[103]

Il nous semble, à lire ces consignes, que la liberté de ton et de langage est plus marquée aux deux extrémités de l'échelle hiérarchique ; les chefs de mouvements exposent sans détours leurs attentes aux autorités de la France Libre, de même qu'à l'échelle des régions, des services et des départements les inquiétudes et les préoccupations sont librement exprimées[104]. Aussi, en ce qui

---

[101] Presque au sens premier du mot.

[102] AN 72 AJ 624, 24 mai 1943. Nous soulignons.

[103] AN 72 AJ 624, 12 avril 1943.

[104] Ainsi, le responsable des groupes Francs de Lyon (région R1) écrit au régional : "Nous avons demandé à chaque chef de Secteur (Ville) de constituer un PC pour permettre la liaison à tout prix au cas de mesures très sévères en matière de circulation entre les secteurs et nous. Nous leur avons demandé de faire protéger chaque PC par un groupe franc. L'utilité de ce PC et de ce groupe franc de protection n'est évidemment pas à démontrer. Les chefs de Secteurs ont constitué ces PC et formé leur groupe franc, mais ils réclament les armes que nous leur avons promises. Si les militants doivent être armés par nos soins au jour J et pas avant, par contre les GF de protection des PC

concerne les temporalités et leurs éventuels croisements ou décalages, il nous faudra préciser dans quelle mesure ces divers niveaux de responsabilité génèrent leur propre chronologie, en quoi ces temporalités se démarquent les unes des autres ou se rejoignent.

Enfin, et pour en finir avec le nécessaire déchiffrement des formes de discours et de leurs contextes, il convient d'insister sur ce que nous disent les circulaires de l'utilisation par les mêmes auteurs d'un tout autre type de discours : la contre-propagande et la presse clandestine, qu'elles soient destinées aux militants ou plus largement à l'opinion. Une toute autre temporalité s'y construit en effet, puisque le journal n'évoque pas les difficultés et les tensions inhérentes à la mise en place de l'unification des structures et des formes d'action. Ces problèmes sont absents de la presse d'opinion, ce qu'explique bien Laurent Douzou lorsqu'il définit la fonction du journal *Libération-Sud* : *"[Le] statut d'organe "officiel" d'une organisation de résistance*, écrit-il*, condamne bien entendu le journal à ne pas tout dire, par exemple pour ce qui a trait aux relations entre mouvements. Il s'ensuit que son langage est, à de nombreux points de vue, une langue officielle ; on y chercherait en vain tout ce qui forme la substance des négociations entre résistants de l'intérieur ou entre ces derniers et Londres. Irremplaçable […] la feuille clandestine n'est cependant d'aucun secours à l'historien pour percer le secret des délibérations qui absorbent une bonne part de l'énergie des dirigeants de la Résistance. Instrument de contre-propagande, le journal se doit aussi d'être un agent incitant ses lecteurs à lutter aux côtés de ceux dont il porte les idées. Il n'a pas à proprement parler un public, encore moins des abonnés*."[105]

Du temps de la clandestinité, les responsables des MUR ont pleinement conscience des objectifs et de la fonction de mobilisation de la presse de contre-propagande –ou des bulletins internes d'informations qui ne sont pas des circulaires–, ainsi que de la nature de son discours, et du registre de langue utilisé. Les mots n'ont pas la même signification, ni le discours la même portée :

> *"Le SG nous a demandé de reprendre sous une autre forme et sous un autre titre le bulletin secret des MUR qui faisait lui-même suite au BIMU. Nous reprendrons ce titre, et notre bulletin s'appellera Bulletin Intérieur des MUR ; il sera hebdomadaire et paraîtra tous les Mardis. […] Ce que nous voudrions faire essentiellement, c'est refléter le plus exactement et le plus complètement possible la résistance intérieure de la France, à la fois dans sa lutte et dans ses souffrances."*[106]

---

doivent être armés dès maintenant pour éviter des surprises désagréables au dernier moment. Il est donc indispensable étant donné l'imminence du débarquement que ces GF soient armés dès les premiers jours de Mai. **Il est à souhaiter que nous ne nous heurtions pas indéfiniment à la bureaucratie des dirigeants de l'AS. […] Il paraît que ses chefs n'ont pas d'armes. De qui se moque-t-on** ?" HERVÉ À MAGNY. 27/4/44, AN 72 AJ 625, nous soulignons.

[105] in *La Désobéissance, op. cit.,* pp. 265-266

[106] AN 72 AJ 624 : MUR Alban Vistel B.1.II.y CID / VX à Toutes Régions. N° 25/R. 13 décembre 1943.

Il s'agit bien ici de donner à voir la Résistance, de tendre à ses acteurs et à la population un miroir, de lui construire une image, une représentation d'elle-même, et ce à un moment (décembre 1943) qui, nous le verrons, correspond à une phase de forte affirmation de *l'identité résistante* des mouvements unis. C'est là une des fonctions essentielles de la presse clandestine[107].

[107] Nous développons cet aspect dans notre troisième partie entièrement consacrée à une analyse lexicale d'un corpus de la presse des mouvements de la zone sud.

L'action résistante dans les documents internes

Le choix d'une étude fondée sur les documents internes : priorités et hiérarchie des préoccupations

Les spécificités et les conditions de production des documents internes des mouvements explicitées, nous nous attacherons ici à définir la nature particulière du présent qui s'y exprime, à en délimiter les formes et les contours. Destinés à un usage interne, diffusés dans le cercle très étroit des décideurs, des chefs de régions, de départements ou des responsables de services, ne franchissant pas les limites de l'organisation résistante, les circulaires, les directives et les rapports d'activité sont rédigés à la fois dans le présent de l'action et pour l'action. Ils témoignent au plus près de l'évolution des préoccupations immédiates, des prises de décision et des stratégies mises en œuvre à l'intérieur des mouvements. Le choix de reconstituer des régimes de temporalités à partir de l'étude de ces documents permet de résoudre en partie les inévitables difficultés liées au caractère quasi insaisissable, irréductible, définitivement perdu du présent de l'action. Ils apportent une part de signification et de lisibilité à l'action résistante que les faits objectifs et les expressions manifestes qui en résultent ne peuvent seuls donner.

Sens, faits et effets de l'action résistante

Avant de détailler le contenu de ces documents internes et de décrypter les ressorts du présent de l'action, un temps d'arrêt nécessaire à une définition minimale de ce que recouvre la notion s'impose. Dans le prolongement des écrits de François Marcot il convient de rappeler que l'action est pleinement constitutive de la résistance, qu'il n'est pas de résistance sans action[108]. Sur la base de cette identification entière de la résistance à l'action la réflexion doit porter à la fois sur les faits, la nature et le sens de l'action résistante. Il lui faut être suffisamment englobante et souple pour rendre compte de la diversité des situations, des engagements, des acteurs et des formes de l'action, en suivant les variations chronologiques. Cette définition doit aider à penser ensemble, sans les opposer, l'idée, les faits et leur réception. On pourrait ainsi considérer l'action résistante comme un tout composé de quelques éléments solidaires, absolument indissociables et néanmoins distincts. Elle fonctionne dans un va-et-vient permanent entre le sens, les faits et les effets ; ces trois axes, entremêlés, ne s'excluent pas. La compréhension de l'action résistante gagnerait à surmonter cette opposition récurrente entre l'être et l'agir, deux idées qu'il n'est pas possible

[108] "La notion de résistance est liée à celle du refus, refus de la défaite et de son caractère inéluctable. Mais la résistance n'appartient pas au monde des idées, elle commence avec l'action, on n'est pas résistant, on fait de la résistance.", "Réflexions sur les valeurs de la Résistance", in *Mémoire et Histoire*, *op. cit.*, p. 81.

d'appréhender séparément, sauf à prendre le risque de déformer le phénomène en lui retirant une part de son identité[109].

La voie d'une approche conceptuelle qui permette de relier entre eux, sans les dissocier, tous les éléments de la chaîne, a été largement éclairée et balisée par Pierre Laborie[110]. Il a fixé les principaux repères et tracé les directions d'un parcours sur lequel il serait bon de cheminer plus longuement, au moins pour échapper à la commodité rigide des schémas d'explication traditionnels[111]. Nous voudrions explorer les pistes ouvertes par cet historien en nous appuyant sur la distinction qu'il propose entre acte de Résistance et action de résistance[112] pour définir l'idée de Résistance. L'acte de Résistance exprime ici les intentions et le sens, l'action de résistance traduit les faits et leurs résultats.

Quelques précisions s'imposent cependant sur le vocabulaire choisi et sur la polysémie de certains mots employés. Leur utilisation peut en effet prêter à confusion et même parfois créer un malentendu. Tel que l'utilise Pierre Laborie, le mot acte renvoie à une notion explicitement empruntée à la phénoménologie[113]. Pour cette philosophie la notion d'acte est associée à celle d'intentionnalité, conceptualisée dans les années 1920 par le phénoménologue allemand Edmund Husserl[114]. Elle désigne la relation entre l'être et le monde —à travers un réseau de valeurs, intentions, motivations, raisons, représentations, volonté, désir, attente, souvenir, imagination, qui façonnent des modes de présence au monde—, et elle précède l'action sur le monde. Mais dans l'usage courant le mot acte n'exprime pas la même idée et ne se réfère pas à

---

109 "Il est certain que, vue de l'extérieur, et dans un examen superficiel, la Résistance se montre comme l'action par excellence : action de propagande, action politique, action directe, action militaire. Mais cette action n'est que la conséquence, l'effet d'une immense machine complexe et qu'y aurait-il donc à l'origine de cette machine, comme de toute machine, sinon l'intelligence, la volonté, l'âme des hommes ?" Alban Vistel, revue *Esprit*, 1952.

110 "L'effort de clarification et de rigueur […] devrait […] aider à concevoir la Résistance comme un ensemble d'espaces interactifs et interdépendants, indispensables les uns aux autres et solidaires de l'ensemble, où l'acceptation de critères communs essentiels n'apparaîtrait pas comme contradictoire avec l'existence de caractères et de finalités propres.", "L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement" in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches, op. cit.*, p. 27

111 Ces derniers reflètent souvent des modes de pensée qui envisagent difficilement l'idée que des critères objectivement contraires puissent participer d'un même processus sans qu'il y ait forcément contradiction.

112 "Chaque fait de résistance ne témoigne pas d'un acte de Résistance. […] un fait de résistance n'est pas toujours un acte de Résistance, il y a Résistance quand acte et action se confondent et ne font qu'un.", "L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement" in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches, op. cit.*, pp. 22-23

113 "L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement" in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches, op. cit.*, p. 21.

114 Pour un éclairage simple et accessible sur la pensée phénoménologique et son application éventuelle aux sciences humaines, nous renvoyons au manuel de philosophie de Philippe Huneman et Estelle Kulich, *Introduction à la phénoménologie, op. cit.*

l'intentionnalité. Il est, pour le dictionnaire Le Robert par exemple, une "action humaine considérée dans son aspect objectif plutôt que subjectif", évacuant ainsi toute idée d'intention et donc toute dimension phénoménologique. Le mot acte se confond dans ce cas avec d'autres : fait, geste, action, etc. Il se situe alors en aval, du côté des faits et des effets, et non plus en amont du côté du sens, de l'idée et de l'intention.

Pour éviter toute interprétation équivoque, et tout en suivant l'esprit de la définition déjà mentionnée, nous proposons ici le concept **d'action résistante**. Il est destiné à penser ensemble, dans leur spécificité comme dans leurs interactions et leurs influences réciproques, trois composantes distinctes de l'action résistante : le sens (l'être), les faits (l'agir), les effets (la réception). Ces trois axes s'inscrivent dans le mouvement constant et discontinu d'une chronologie. Le concept ne fonctionne qu'à condition de le situer dans le temps. Dans la perspective de saisir la Résistance dans sa globalité, il pourrait compléter d'autres notions et aider à différencier ce qui relève de l'action proprement dite (action résistante), de l'entité et de l'institution, de l'idée et de la personne morale, de l'imaginaire qu'elle génère et de l'événement. Autant d'éléments qui participent à la construction de l'identité du phénomène et en font la singularité.

Il convient de se garder de tout préjugé sur la valeur respective des composantes de l'action résistante, de se prémunir autant que possible de la tentation de projeter comme modèle explicatif d'un phénomène des appréciations personnelles[115].

Le sens

Située à l'une des extrémités de la chaîne la question du sens regroupe tout ce qui appartient au domaine de la pensée et des idées, des intentions, des valeurs, des motivations, des manières d'être et des raisons de l'agir, des objectifs, des stratégies et de l'anticipation des effets de l'action, de l'adhésion et

---

[115] La remarque, à laquelle nous ne prétendons pas échapper, vaut autant pour le dénigrement et la volonté démystificatrice de la Résistance que pour son inconditionnelle célébration héroïsante. Elle s'applique du reste à tout objet d'histoire : "Remarquons qu'il y a des problèmes de fait qu'il ne faut pas confondre avec des jugements de valeur, *souligne Marc Bloch dans un de ses cours donnés en octobre 1940 à l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand*. C'est un problème de fait de savoir si Mirabeau a touché de l'argent de la Cour ; c'est un problème de fait de savoir dans quelle mesure sa vénalité a influé sur son action politique ; c'est un problème de fait de rechercher dans quelle mesure, compte tenu des habitudes vénales de son ambiance ou des siennes propres, il pouvait avoir le sentiment, en agissant ainsi, de commettre une faute de moralité. […] Ce qui sort de l'histoire, c'est le jugement pris à notre compte (des mots gros : honnête, sincère)". Cf. "Comment et pourquoi travaille un historien" in *Marc Bloch. L'Histoire, la Guerre, la Résistance, op. cit.*, p. 838. Ajoutons qu'il revient aussi à l'histoire de comprendre le sens du jugement de valeur.

de la "conscience de résister"[116], qui ne se confond pas forcément avec une conscience politique particulière. Le sens apparaît ici en premier pour la commodité du propos mais, dans le temps comme dans la diversité des situations, il n'est pas forcément le premier des trois pôles de l'action résistante.

Les faits

Le domaine de l'agir renvoie à l'action au sens étroit, c'est-à-dire au passage à l'acte, aux pratiques, aux modes de l'engagement, aux manières d'agir et aux formes de l'action. Il tient compte de l'évolution de la guerre, de la diversification et de la spécialisation de l'action et de l'intégration progressive de la lutte armée. Pour le rappeler simplement, le spectre de l'agir —lutte contre l'occupant et ses complices— est très large, qu'il soit ou non armé. Il concerne aussi bien la rédaction, la confection et la diffusion d'un journal de contre-propagande, l'organisation d'un groupe clandestin (réunions secrètes, rédactions de circulaires et de directives) ou de manifestations commémoratives (défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax), en passant par les attentats contre le matériel et les personnes, les actions armées des groupes francs ou la structuration des maquis.

Les effets

Cette dernière composante touche aux conséquences et aux résultats —y compris symboliques— de l'action et appartient aussi au champ de la réception. Les effets de l'action résistante peuvent être doubles ; ils sont l'aboutissement logique et cohérent d'un objectif pensé dans sa dimension résistante, et témoignent ainsi du sens initial qui lui était donné ; ils échappent aux intentions de départ et prennent une toute autre signification, très éloignée du sens originel, par appropriation —ou réappropriation— sociale. Au sujet de ces juxtapositions croisées de significations qui se nourrissent constamment les unes les autres et se transforment réciproquement, Pierre Laborie parle de "surcroîts de sens"[117]. À cette extrémité on s'éloigne de l'action résistante *stricto sensu* pour basculer dans le champ social de la réception et de l'imaginaire. Ainsi, Pascal Copeau l'expliquait en dénonçant, à propos des drames des Glières et du Vercors, les

---

[116] Sur ce point nous reprenons l'essentiel des idées de Pierre Laborie pour qui "la conscience de résister, c'est-à-dire de participer à l'expression collective et coordonnée d'un refus intransigeant, par un choix volontaire, par une adhésion responsable à des objectifs distinctement affirmés, par l'acceptation de fait et de principe, de la nécessité de la lutte armée, avec une juste conscience du risque et du sens de la lutte." Et précise dans une note qu'il faut prendre en compte la multitude et le degré des niveaux de conscience: "Conscience de résister qui n'exclut pas des différences importantes dans le degré de conscience, du patriotisme viscéral à l'engagement longuement et mûrement réfléchi", "L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement", in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches*, *op. cit.*, p. 26.

[117] Il emprunte l'expression à Hannah Arendt, "L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement", *La Résistance et les Français. Nouvelles approches*, *op. cit.*, p. 20.

jugements rapides qui tendent à en réduire les "effets" à des échecs objectifs ; il en soulignait à l'inverse toute la portée symbolique. "*De là à démythifier systématiquement, il faut bien prendre garde. La nature et la force de la Résistance sont mythiques. [...] Alors peut-être vaudra-t-il mieux laisser subsister quelques légendes que de risquer de distordre une vérité plus complexe qui est beaucoup moins dans la consistance concrète de la cause que dans l'infinie complexité abstraite des effets*."[118]

Pour qu'il y ait action résistante il importe qu'à un moment donné les trois pôles décrits (sens, faits et effets) soient présents. Ils n'apparaissent pas forcément simultanément, ni dans un ordre chronologique précis ; il n'est pas inutile d'insister sur la dimension temporelle comme sur le phénomène de l'appropriation collective. Une action devient pleinement résistante lorsque dans l'expérience les trois conditions sont remplies, convergentes et reliées entre elles, quelles que soient la force et l'intensité du lien. *A contrario* on risque de s'écarter de l'action résistante lorsque l'être, l'agir et la réception sont appréhendés et pensés isolément, et que pour les acteurs ils demeurent totalement cloisonnés.

Traces de l'action résistante

Un exemple devrait rendre plus parlant cet essai de conceptualisation : le récit en apparence très banal d'un sabotage commis en décembre 1942 dans la région de Lyon par un groupe franc du mouvement Libération-Sud. Ce document a initialement été mis en lumière par Laurent Douzou pour illustrer la "*mort anonyme, cruelle et solitaire des clandestins*" et les conditions particulières —à côté de la répression— dans lesquelles elle survient parfois. Comme il le souligne, cette mort aurait pu rester définitivement perdue, inconnue, s'il n'y avait eu ce "*rapport miraculeusement préservé [qui] l'arrache miraculeusement au néant*"[119]. Si l'objectif premier de l'opération a visiblement été atteint, celle-ci s'est conclue dramatiquement, comme le rapporte le responsable :

> *"CENTRE LIBÉRATION À LONDRES. Dans la nuit du 5.12.42, les 2ème et 3ème groupes devaient sur mon ordre faire sauter les transformateurs des usines CARNAU et GENDRON à VILLEURBANNE. Dans le 2ème groupe, tout se passa comme d'habitude, et l'opération réussit, dans le 3ème groupe un accident mortel nous prive d'un de nos camarades, marié, père d'un enfant de six mois. […] Relevé sans connaissance, il fut transporté immédiatement chez notre Docteur, qui constata que le décès remontait à quelques minutes. J'ai à ce moment là pris la responsabilité de faire coudre le corps dans un sac de forte toile. Le corps fut lesté de grosses pierres et jeté du haut du Pont Cusset dans le canal de Jonage. Le corps de GARNIER est entièrement nu, ses vêtements et ses papiers furent brûlés peu après. Madame GARNIER a été avertie que son mari a eu des ennuis avec la*

[118] Préface au livre de Fernand Rude, *Libération de Lyon et de sa région, op. cit*, p. 9

[119] Voir "Les morts de la Résistance", in *Autour des morts. Mémoire et Identité, Actes du Vème colloque sur la sociabilité*, Rouen, 19-21 novembre 1998, textes réunis par Olivier Dumoulin et Françoise Thelamon, Publications de l'Université de Rouen, n° 296, 2001, pp. 409-417.

> *police et qu'il lui avait fallu fuir immédiatement. Elle le suppose maintenant en Afrique du Nord. Elle ne sait rien de plus. Un premier secours de 3000 Frs. lui a été versé. GARNIER était ajusteur-monteur et gagnait 2200 Frs. par mois. Le service social fera parvenir chaque mois à Mme GARNIER 3000 Frs. Tous ces renseignements sont transmis à Londres avec l'espoir que Mme GARNIER pourra jouir après la guerre de tous les avantages de veuve de guerre. Il habitait 3, rue des Sablonnières aux États-Unis – LYON. NB – Le Comité Exécutif de "LIBE" demande s'il n'est pas possible* d'attribuer à GARNIER la croix de la Libération à titre posthume*, étant entendu qu'aucune publicité ne sera faite sur cette affaire avant la fin de la guerre."*[120]

À la première lecture le compte-rendu paraît presque anodin ; il apporte des informations factuelles sur les actes de sabotage, le moment, les conditions et le lieu. Mais il dit en même temps beaucoup plus que la seule relation d'une opération ciblée. Derrière le récit simple des faits se lisent toutes les composantes de l'action résistante. De fait le résultat, en l'occurrence la destruction stratégique d'un matériel industriel, coïncide avec l'objectif de départ. Mais la conséquence —la mort du militant— lui échappe et l'intention initiale prend immédiatement un supplément de sens, symbolisé par la demande d'attribution de "la croix de la Libération à titre posthume". Ici, le fait objectif est absolument indissociable de la signification profonde qui lui est donnée et du "surcroît de sens" qu'il acquiert. On pourra objecter que ce rapport est rédigé par le chef du groupe, plus à même peut-être de réfléchir au sens de cet engagement que le modeste "ajusteur-monteur" et ses camarades. Il n'empêche, et pour aller au-delà d'éventuels préjugés et a priori[121], la mort de cet homme prend quasi-instantanément pour ceux qui l'ont vécue, éprouvée et côtoyée, une dimension qui dépasse le cadre de "l'accident mortel".

C'est avec des nuances que nous suivons François Marcot lorsqu'il écrit que les "*actes de résistance ont très souvent —sauf chez les plus lucides et les plus visionnaires— précédé la prise de conscience d'une identité résistante*."[122] L'affirmation peut sembler un peu catégorique, il ne s'agit pas seulement de lucidité ou de prédisposition visionnaire et le récit du sabotage le montre bien. Que la conscience de la singularité de cette action précède le passage à l'acte proprement dit ou vienne après, elle n'en est et n'en devient pas moins à un moment donné conscience d'une dimension autre, conscience collective, conscience partagée. Elle se révèle ici par le biais d'un événement dramatique — et peut-être aussi justement parce qu'il a eu lieu[123].

---

[120] Archives Nationales AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud", Extrait d'un rapport du Chef des "groupes Z". Courrier 28. 1. 1943. Nous soulignons.

[121] Le responsable formaliserait son action, en la pensant, le militant de base beaucoup moins…

[122] "Sur les processus identitaires. À propos des résistants de Franche-Comté" in *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale, op. cit.*, p. 252.

[123] Nous reviendrons par la suite sur d'autres événements, petits et grands, qui accélèrent des prises de conscience.

S'il n'atteste pas toujours de la matérialité des faits, des gestes et des actes clandestins, l'ensemble des circulaires, des directives et des rapports d'activité est rédigé dans le présent de l'action. Les documents internes représentent les traces écrites les plus immédiates de l'action, traces quasi instantanées sur lesquelles le temps n'a que très peu agi. Ces sources dévoilent une part de ce qui entoure le moment de l'action résistante ; elles l'anticipent, l'accompagnent et l'analysent. Elles témoignent ainsi des trois niveaux décrits plus haut ; celui de la pensée et des stratégies, celui de l'organisation et, de façon plus indirecte et transposée, celui des effets et de leur réception. Parce qu'elles sont clandestines et ont pour fonction première d'organiser l'action, ces sources sont aussi une action, de l'action, un acte brut. Cet acte, on peut s'en servir comme tel pour établir des faits objectifs[124] ; on peut aussi le questionner autrement et en faire une clef de lecture de la réalité qui, au delà, reflète une certaine vision du monde.

[124] De tels documents répondraient largement au souhait de réaliser un "sec établissement des faits", selon les instructions que donnait Henri Michel aux correspondants départementaux du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale. Cf. Laurent Douzou, *La Résistance française, op. cit*., p. 172.

Les formes de représentations du temps : une évaluation par l'analyse de contenu

Au plus près des priorités de l'action résistante et à l'écoute des variations du temps, l'étude des circulaires internes doit pouvoir aider à reconstituer l'évolution des rapports au temps. Nous avons tenté d'en établir la chronologie à partir d'une description fine des préoccupations immédiates qui forment l'essentiel de ce type de documents. Elles révèlent aussi, à travers le présent et par delà les évidences d'une première lecture, différentes formes de représentations du passé et du futur. À ce stade de la recherche un exposé de la méthode d'analyse adoptée s'impose[125]. Celle-ci oblige en effet à tenir compte du caractère non sériel et lacunaire des documents internes comme de la qualité particulière de l'outil utilisé —le rapport au temps. La méthode s'appuie sur un choix de descripteurs qui oriente les modes de calcul et la technique statistique.

Le rapport au temps dans les documents internes de mouvements

Dans son introduction aux *Rois thaumaturges* Marc Bloch soulignait la difficulté à trouver les écrits ou les images qui puissent à la fois témoigner de la croyance au miracle royal de guérison et en dévoiler la signification. "*Il est bien peu de documents dont il soit permis de dire à l'avance, avec quelque certitude : il fournira, ou ne fournira pas, une indication utile sur l'histoire du miracle royal. Il faut aller à tâtons, se fier à la fortune ou à l'instinct et perdre beaucoup de temps pour une maigre récolte*."[126] Dans le domaine de l'histoire des représentations et de la "conscience collective"[127] les sources sont rarement données, encore moins offertes toute ficelées et prêtes à l'emploi. Le problème se pose aussi pour une étude des rapports au temps et des représentations du passé et du futur des résistants. Lorsque les sources existent, encore convient-il de déblayer un peu la surface des choses. Certaines —la presse ou la littérature clandestines, par exemple— sont très signifiantes, d'autres moins. Les documents internes de mouvements sont avant tout des textes techniques, administratifs ; pour l'essentiel ils organisent, ordonnent, dirigent, structurent, décident, tranchent, comptent, établissent des bilans, prospectent. Il a donc fallu trier, faire un choix et ne retenir vraiment que ceux qui laissaient entrevoir une forme d'inscription dans le temps. Les documents sélectionnés[128] disent beaucoup des priorités, des préoccupations et des perceptions immédiates des

---

[125] Pour la cohérence du propos et afin d'éviter les redites ou le caractère éventuellement rébarbatif d'une longue et fastidieuse explication —et accessoirement dans l'espoir d'une plus grande facilité de lecture— nous avons préféré présenter le détail des informations (caractéristiques du corpus, liste des catégories de descripteurs, mode de comptage et items, résultats statistiques et graphiques, tableau interprétatif) sous la forme d'une fiche technique renvoyée en annexe. Voir dans l'annexe II de la seconde partie, "Les descripteurs de l'analyse factorielle des correspondances", pp. 419-434.

[126] *Les rois thaumaturges, op. cit.,* 1924, p. 22-23.

[127] L'expression est de Marc Bloch.

[128] Notre analyse de contenu porte sur un corpus de 155 documents internes. Nous y revenons.

mouvements ; avec des intensités variables ils parlent aussi, au présent, d'un passé et d'un futur qui est d'abord celui de leur présent. Et c'est en cela qu'ils nous intéressent au premier plan, à condition de les écouter et de les faire parler.

À travers deux exemples distincts —un rapport sur le STO adressé par le chef de Libération-Sud Emmanuel d'Astier de la Vigerie au BCRA en février 1943 et une note interne du MLN de février 1944— nous voudrions simplement illustrer les différentes formes de temps qui se développent dans les documents internes. Restreintes au présent ou débordant plus largement sur le passé et le futur, ces perspectives temporelles se déploient le plus souvent autour d'un événement. Elles révèlent chacune, pour une période donnée, les changements opérés dans les intentions et les préoccupations. L'instauration le 16 février 1943 du travail obligatoire en Allemagne pour les jeunes gens nés entre 1920 et 1922 est un type d'événement subi, du moins dans l'immédiat. Emmanuel d'Astier le souligne avec force en concluant son rapport sur la "situation créée par l'application de la loi du 4 septembre 1942" :

> *"Nous préparons l'avenir mais c'est le présent qui nous frappe,* écrit-il. *Ceci veut dire que l'action commence et que nous n'en avons pas choisi le moment. Autrement dit, nous subissons une offensive. L'action nécessaire est une action défensive qui s'impose à nous si nous voulons subsister en force, jusqu'au moment de l'offensive. Cette action défensive n'aura d'utilité que si elle défend les Français. Sans elle nous commençons par essuyer une défaite et l'opinion populaire ne s'y trompera pas."*[129]

Ces quelques lignes, denses, montrent ici un véritable basculement dans le rapport au temps ; l'événement bouscule brusquement les priorités et modifie profondément une temporalité ouverte, alors tendue vers la construction du futur ("nous préparons l'avenir mais c'est le présent qui nous frappe"). Il fait varier le temps, qui se ferme et se replie sur les choses urgentes ; l'action, conçue comme "défensive", doit désormais répondre à la présence de la population, à ses attentes et aux menaces qui pèsent sur elle ("cette action défensive n'aura d'utilité que si elle défend les Français"). Elle conditionne l'existence de la Résistance et son avenir. À ce moment précis le rapport au temps s'inverse ; le présent domine et submerge le futur. Autre moment, autre inversion ; au début de l'année 1944 l'événement change de nature. Il n'est plus subi mais attendu, il n'est plus soumis aux contingences du présent mais s'identifie au futur, perçu comme imminent. Il oriente ainsi les décisions et commande les stratégies d'action des mouvements :

> *"INFORMATIONS*
> *En vue d'intensifier l'action contre l'ennemi et d'avoir* pour un moment qui est de plus en plus proche *des formations de combat dynamiques et solides, toutes les*

[129] AG 2 BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud", Document 47 : Libération à Londres. Extrait de "Situation créée par l'application de la loi du 4 septembre 42". Le 17 février 1943. AX 03 [Bernard]. Nous reviendrons plus longuement sur la portée de ce document et de cet événement dans une perspective chronologique plus large.

> *branches AS, Maquis, GF, FER, AO, sont réorganisées et unifiées à tous les échelons en Corps-francs de la Libération. […] L'action doit primer tout dans* la période qui commence.*"*[130]

Comme le texte d'Emmanuel d'Astier, cet extrait d'une directive, technique, anodine, atteste d'une forme de représentation du temps.

Le rapprochement de ces deux exemples est plutôt subjectif, dispersé entre deux périodes, sans cohérence particulière ; il se veut avant tout illustratif et ne possède aucune valeur démonstrative. Une mise en relation de citations contextualisées, assorties d'un commentaire, aide sans nul doute à l'établissement d'une chronologie. Elle atteint cependant très vite ses limites et ne suffit pas à prouver la pertinence du découpage en ruptures et en continuités, encore moins à dégager d'éventuels discontinuités ou emboîtements dans les rapports au temps.

[130] AN 72 AJ 624, SG du MLN à Toutes régions. Le 3 avril 1944. A communiquer aux chefs de service et aux chefs départementaux. Nous soulignons.

Nécessité d'une analyse de contenu

D'une manière générale en histoire l'intérêt des outils scientifiques d'analyse —analyse de contenu, lexicologie ou autres— n'est plus à démontrer. Quelle que soit la nature des sources disponibles il paraît impossible de les ignorer lorsque l'on cherche à valider, infirmer ou confirmer des hypothèses. Fondé sur un questionnement précis le recours aux diverses techniques statistiques doit pouvoir donner une vision d'ensemble des documents. Il contribue aussi à distinguer des logiques internes, des articulations ou des nuances difficilement perceptibles autrement. La démarche permet enfin de dépasser le stade premier des intuitions en évitant les erreurs d'appréciation inhérentes à l'étude empirique —généralisation, extrapolation, sur-interprétation ou, à l'inverse, omission. Ces quelques principes de base affirmés, nous n'insisterons pas plus longuement sur la nécessité d'une pratique largement admise par les historiens depuis plus d'une trentaine d'années.

Pour les années quarante, il suffit simplement d'évoquer des travaux dont les conclusions s'appuient sur diverses méthodes d'analyse, employées du reste pour étayer des problématiques parfois très différentes. Jacqueline Sainclivier réalise ainsi dans sa thèse de troisième cycle une étude sociologique des résistants d'Ille-et-Vilaine à partir d'une analyse factorielle des correspondances[131]. François Marcot applique la même méthode pour établir une typologie socio-professionnelle des "collaborateurs dans le Doubs"[132]. Enfin, dans une autre perspective, celle de l'histoire des représentations, Pierre Laborie utilise les champs lexicaux de la presse pour affiner son étude de l'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot[133]. À ce propos il met en garde contre "*les insuffisances d'une méthode d'investigation qui ne s'appuierait que sur des commentaires de citations choisies et tirées du contexte par l'auteur*"[134].

---

131 Soutenue en 1978 sa thèse est publiée en 1993. Cf. le chapitre 7 : "L'analyse factorielle des correspondances comme méthode d'explication de la résistance" in *La Résistance en Ille-et-Vilaine, op. cit.*, p. 165-181, 1993.

132 François Marcot et Jean-Philippe Massonie, "Les collaborateurs dans le Doubs" in *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°115, juillet 1979, pp. 27-54. Cette analyse lui suggère une conclusion d'ensemble qui insiste plus particulièrement sur le poids des déterminismes socio-professionnels et sur la force des "pesanteurs sociologiques" pour interpréter les comportements : "on se comporte dans la collaboration comme l'on est dans la société" (p. 39).

133 Sa thèse, soutenue en 1978, est publiée en 1980. Voir *Résistants, Vichyssois et autres, op. cit.*, p. 108. "[…] nous voulons enrichir l'analyse consacrée aux aspects de la lutte contre le communisme par les compléments d'information que peuvent apporter des techniques moins fondées sur l'intuition. […] l'utilisation d'une méthode plus rigoureuse devient alors une contribution nécessaire à la vérification des hypothèses avancées."

134 *Résistants, Vichyssois et autres, op. cit.*, p. 107. Antoine Prost formule à cet égard une remarque similaire : "Dans son usage habituel —et je n'envisage même pas le cas de citations sollicitées— la citation illustre l'analyse et elle en établit la possibilité, voire la vraisemblance ; non la vérité. […] Il n'empêche : la multiplication de citations qui ont valeur illustrative ne constitue jamais une preuve irréfutable." Cf. "Les mots" in *Pour une histoire politique, op. cit.*, p. 258-259 (1988).

Le choix d'une technique d'analyse dépend autant du questionnement que de l'état des sources, de leur quantité et de leur fréquence. Il doit aider à résoudre les difficultés liées à la nature des documents —comment les exploiter ? avec quelle méthode ?— et à la problématique d'ensemble —comment décrire et évaluer des représentations du passé, du présent et du futur ? Pour les documents internes des mouvements le principe d'une analyse du champ lexical était totalement exclu. Ils ne représentent pas une série homogène de textes d'égale longueur, équitablement distribués dans le temps, et permettant d'élaborer des échantillons composés sur le mode aléatoire[135]. Pour constituer un corpus d'étude relativement pertinent il a donc fallu pallier les lacunes propres à cet ensemble de documents, et faire en sorte qu'ils satisfassent trois critères : refléter la diversité des acteurs et des niveaux de responsabilité ; rendre compte sur la durée des évolutions, par une répartition chronologique aussi régulière que possible ; exprimer des formes d'inscription dans le temps[136].

Une analyse qualitative de contenu s'est rapidement imposée comme étant la mieux adaptée au corpus élaboré selon ces critères. Pour mener à bien cette analyse nous avons tenter de suivre les différentes étapes de la démarche proposée par Laurence Bardin[137].

D'abord la formulation d'hypothèses confortées ou nuancées par une "lecture flottante" des documents. En quoi l'étude des rapports au temps —et de leur évolution entre 1941 et 1944— peut-elle éclairer les intentions, les processus de décision et les mécanismes qui fondent les choix et les modes de l'action ? Les représentations du passé et du futur —et leurs effets réciproques— sont-elles révélatrices du contenu et des caractères d'une identité ? Ensuite la détermination de "l'unité de signification à coder" ou de "l'unité d'enregistrement"[138], pour emprunter au vocabulaire linguistique. Pour cette étude chaque document interne forme une unité (155 unités en tout). Considérer le document dans sa globalité permet à notre sens de contourner le problème de la longueur inégale des textes, en cherchant à éviter les déformations de sens. Enfin la construction des descripteurs[139] thématiques et diachroniques, par un va-et-vient constant entre le contenu des textes et les premières hypothèses[140].

---

135 À la différence des séries complètes de la presse ou de tracts, ce sont des sources lacunaires.

136 Sur cette base nous avons finalement retenus 155 documents internes.

137 Cf. Laurence Bardin, *L'analyse de contenu, op. cit.*

138 *L'analyse de contenu, op. cit.*, p. 135-138. Selon les objectifs fixés par l'analyse, ces "unités de codage" peuvent aussi bien être des mots, des phrases, des personnages, des textes ou des documents. Elles sont "à la croisée d'unités perceptives (mot, phrase, document matériel, personnage physique) et d'unités sémantiques (thèmes, événements, individus), mais il semble difficile, même s'il y a parfois recouvrement, de chercher à faire un découpage de nature purement formelle, dans la majorité des pratiques" (p. 138).

139 Parfois dénommés également "codes", "variables", "caractères" ou "catégories". *L'analyse de contenu, op. cit.*, p. 135. Il permettent de caractériser le document, de le signifier.

Des descripteurs thématiques

Nous avons construit trois catégories de descripteurs thématiques qui permettent de caractériser chaque document[141]. La combinaison des documents et de l'ensemble des descripteurs[142], grâce à l'analyse factorielle des correspondances, vise à mettre en valeur des cohérences et des logiques internes, des phases continues ou cycliques, des transitions et des moments de rupture et à révéler l'évolution des interactions réciproques entre les trois dimensions du temps.

Les périodes

Pour atténuer les effets de masse —sur ou sous-représentation des documents à l'intérieur de chaque période— six ont été retenues. Trois sont de durée égale correspondant à un semestre (début 1943, fin 1943, début 1944), la première est longue et couvre les deux années 1941 et 1942, les deux dernières sont plus courtes pour rendre compte de l'accélération et de la densité du temps (juin et juillet, août et septembre 1944).

Les acteurs

Quinze caractères décrivent à la fois les auteurs et les destinataires des rapports, des circulaires ou des directives. Des autorités extérieures à la base résistante, en passant par les chefs de mouvements, les cadres régionaux, départementaux et les services, ces quinze descripteurs tentent de représenter la diversité des niveaux de responsabilité et des modes d'inscription dans le temps. Il s'agit en particulier de faire apparaître les discontinuités et les décalages éventuels liés aux convergences et à l'unification, comme à la spécialisation et à la diversification progressives des lieux et des services.

Les formes de représentations du temps

Pour élaborer les caractères thématiques décrivant les expressions des trois dimensions du temps, nous avons utilisé, en les distinguant, les notions de "représentation" pour le passé et le futur. Rappelons simplement qu'une représentation du passé ou du futur est une construction ; elle implique une certaine conception du temps, elle suppose de le penser et passe aussi par l'imagination ou par un processus de reconstruction[143]. Le futur et le passé sont donc construits, reconstruits, conçus, imaginés, représentés. Une perception

---

140 Cette analyse a été exploitée et complétée par une analyse factorielle des correspondances. Elle apporte une vision d'ensemble et une cohérence à la masse des informations, même limitées à 155 documents. Pour les explications plus développées sur la méthode employée, la liste complète des descripteurs, le système d'énumération adopté (par présence ou par absence) ainsi que l'interprétation des résultats, nous renvoyons à la fiche technique proposée dans l'annexe II de la seconde partie.

141 Défini par la présence (1) ou l'absence (0) de chacun des descripteurs. Un document peut posséder plusieurs descripteurs.

142 70 au total.

traduit plus directement les impressions sensibles du présent suscitées par certaines représentations du passé et du futur (l'urgence, l'imminence, la fierté, la honte, le sentiment de l'honneur, la peur, l'attente, l'ennui ou l'impatience). Il existe aussi des représentations du présent.

En tout 49 descripteurs thématiques cherchent à traduire les formes de représentations et les perceptions du temps des documents internes. La description est qualitative ; une nouvelle fois il convient d'insister sur la difficulté à se préserver entièrement de la part de subjectivité propre à toute interprétation. La détermination de ces thèmes —qui désignent les visions d'avenir, les références au passé ou les perceptions du présent— est plus complexe que celle, par exemple, des catégories socio-professionnelles[144]. Attentive aux moindres nuances, sans *a priori*, elle essaie de ne négliger aucune expression du rapport au temps, quels qu'en soient l'épaisseur, le sens et l'intensité.

Ainsi —et dans la mesure où ils apparaissent régulièrement avec une certaine fréquence[145]— 29 caractères déclinent le plus finement possible les différentes formes de présent ; les faits qui font événement (4), la diversité des perceptions du temps (8), des priorités et des préoccupations (9), ainsi que les stratégies et les formes d'action (8)[146]. La nature essentiellement technique de ces textes, rédigés dans l'immédiat de l'action résistante, explique en grande partie la place majeure qu'y tient le présent. Enfin cinq caractères tentent de cerner les formes de relation au passé (repères historiques, mémoire légendaire, recherche des origines), les quinze derniers aident à décrire le rapport au futur et ses modes d'appréhension multiples (projection dans le futur, perceptions plus ou moins lointaines de sa survenue, projets d'avenir, construction et appropriation du temps)[147].

---

143 À propos des rapports au temps, plus précisément de la représentation du passé et de la "mémoire volontaire", Marcel Proust écrivait : "Ce que l'intelligence nous rend sous le nom de passé n'est pas lui", seulement sa représentation. Sur le caractère imprévisible des événements possibles du futur et la difficulté à les envisager : "Pour se représenter une situation inconnue, l'imagination emprunte des éléments connus et à cause de cela ne se la représente pas." D'où la nécessité de l'invention. Cf. *Contre Sainte-Beuve, op. cit.*, p. 43 et *Albertine disparue, op. cit.*, p. 12.

144 Qui, précisons-le, n'en demeurent pas moins des constructions, certes plus simples.

145 Sur l'ensemble des 155 documents internes et pour chaque caractère, nous avons éliminé tous ceux dont la fréquence était inférieure à 5. Aussi certains faits, comme le retour de Laval au pouvoir (avril 1942), Stalingrad, les rafles de l'été 1942, les exécutions d'otages, etc., présents dans la presse clandestine, sont quasiment absents de ces documents. Ici ils ne font pas événement, et cette absence témoigne non seulement de la nature "agissante" de ces textes, mais elle reflète aussi certainement la hiérarchie des priorités.

146 Pour la liste détaillée et explicitée des caractères nous renvoyons à l'annexe II de la seconde partie.

147 Remarquons qu'à ce niveau de l'action résistante, où le présent et l'immédiat semblent dominer, les formes de représentations du futur sont plus nombreuses que celles du passé. Ces résistants se projetteraient ainsi davantage dans le futur que dans le passé. Nous développons par la suite ce constat qui rejoint celui de Pierre Laborie pour qui la Résistance est indissociable de l'idée du futur.

Conclusion

On le voit juste s'esquisser dans cette toute première approche ; les documents internes, produits dans l'immédiat de l'action, apportent plus et autre chose que de simples éléments factuels. Précieux pour l'établissement d'une chronologie ou la reconstitution du fonctionnement institutionnel des mouvements, ils peuvent aussi être étudiés pour ce qu'ils révèlent du sens, de la nature et des modalités de l'action résistante. L'étude du discours émis par la presse clandestine des mouvements unis forme l'autre versant de notre recherche. Outre que la diffusion des organes de presse participe pleinement de l'action de résistance, l'écriture, la réflexion et les ressorts de l'imagination apportent les fondements théoriques, politiques, éthiques et symboliques à l'expérience de la Résistance. Ils contribuent à formuler peu à peu une idée singulière du phénomène. Plus classique, cette étude s'appuie sur une analyse lexicale simple d'un corpus d'éditoriaux et d'articles de fond publiés par six journaux clandestins. De portée nationale ou régionale ils tentent de couvrir la diversité des échelles d'observation : *Combat*, le Bulletin interne des mouvements unis, *La Libre Comté* (région R1), *Le Mur d'Auvergne* (région R6), *Provence Libre* (région R2) et *La Marseillaise* (région R1)[148].

Pour compléter ce tour d'horizon documentaire nous aurons recours, au fil de l'étude, à d'autres types de documents. Leur dispersion géographique, leur caractère parfois lacunaire et leur nature hétérogène rendent cependant très aléatoire le recours aux méthodes d'analyse systématique. Ainsi, les procès verbaux clandestins du comité directeur des MUR et du MLN[149], des articles de presse d'autres mouvements[150], de la correspondance privée[151] pour la période de l'Occupation, des essais, des témoignages, des récits, des reconstitutions historiques, des conférences, des professions de foi et des procès verbaux du MLN, des procès verbaux de congrès politiques, du courrier personnel, des programmes politiques, des lettres adressées aux militants du MLN pour l'après-guerre[152], tous ces documents feront simplement l'objet d'une étude littérale. Au moment venu, lorsque la nécessité se présentera, nous tenterons de résoudre les

---

Cf. *Les Français des années troubles, op. cit.*, p. 282.

148 La présentation détaillée de ces six journaux est développée dans notre troisième partie.

149 Conservés à la Fondation Charles de Gaulle. Voir à ce propos Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle, op. cit.*

150 Nous pensons en particulier aux mouvements Libération-Sud, Franc-Tireur, Défense de la France, Témoignage Chrétien, etc.

151 Présente de façon ponctuelle dans divers fonds d'archives. Voir la liste des sources et des fonds d'archives dans le volume 3.

152 Même remarque, nous renvoyons à la liste des sources mentionnée ci-dessus.

problèmes spécifiques soulevés par l'utilisation et l'exploitation de ces diverses sources.

L'action constituant le cœur et la raison d'être première de la Résistance[153], nous avons choisi d'engager ce travail par une analyse des documents qui lui sont le plus directement liés. Elle devrait permettre de reconstituer en partie une *identité* modelée par et dans l'action.

[153] En suivant l'affirmation de François Marcot selon laquelle la Résistance "commence avec l'action". Voir son article "Réflexions sur les valeurs de la Résistance" déjà mentionné.

Les deux parties qui suivent sont exclusivement consacrées aux mouvements de la zone sud et aux Mouvements Unis de Résistance. La première est descriptive, la seconde se veut interprétative et chacune possède sa propre cohérence. Complémentaires, elles sont pensées dans une relation dialectique et logique. Leur articulation répond à la nécessité de suivre pas à pas les différentes étapes du processus de construction identitaire, en distinguant les constantes des variables, l'action du discours.

Introduction

La définition des structures d'une identité forgée par l'expérience de la résistance passe par une description préalable et à rebours des mécanismes en jeu. Il semble en effet difficile d'esquisser d'emblée les traits d'une identité sans chercher à dérouler le processus qui la façonne et sans tenter d'en saisir la dynamique. Il s'agit donc dans un premier temps de connaître les mouvements de la zone sud en les étudiant non pour eux-mêmes, mais tout à la fois dans la perspective de leur rapprochement et du point de vue d'une identité qui s'élabore. Une mise en relation des composantes de ces groupes de résistance —diversité des acteurs, des forces, des influences et des niveaux de responsabilité— aidera ainsi à établir la hiérarchie des facteurs et des vecteurs qui modèlent dans la durée les grandes constantes autour desquelles se construit une identité.

La chronologie adoptée dans cette seconde partie se fonde sur l'analyse de contenu d'un corpus de 155 documents internes produits par les mouvements de la zone sud. Elle a permis de déterminer 70 descripteurs, répartis en trois catégories : la période, les acteurs ainsi que les formes de représentations et les perceptions du temps[154]. Le maniement empirique de cette masse d'informations —en particulier par l'élaboration d'une série de tableaux croisés— atteint très vite ses limites et peut s'avérer périlleux. Aussi le recours à la technique de l'analyse factorielle des correspondances (AFC) nous a semblé être un moyen plus efficace et plus sûr pour exploiter pleinement et de façon performante l'ensemble des données[155]. Précisons toutefois que cette technique ne prétend en aucune manière remplacer la réflexion critique, ni se substituer à l'intervention interprétative et compréhensive de l'historien.

Ainsi exploitée par l'analyse factorielle des correspondances, l'analyse de contenu des documents internes met en évidence plusieurs modes d'inscription dans le temps qui se suivent, se croisent, se superposent parfois. Des périodes se distinguent, que caractérise une certaine continuité dans le rapport au temps. Cette analyse donne une vue d'ensemble, commode pour la restitution ordonnée d'une périodisation ; elle lisse cependant quelque peu les décalages et les

---

[154] La liste détaillée des descripteurs est développée dans l'annexe II de cette partie, pp. 419-434. La méthode a déjà été explicitée dans la première partie.

[155] Pour cette présentation, nous renvoyons au chapitre que Jacqueline Sainclivier a consacré à "l'analyse factorielle comme méthode d'explication de la résistance. Cf. *La Résistance en Ille-et-Vilaine, op. cit.* , pp. 165-181.

nuances. Articulé autour des résultats de cette analyse[156], le récit qui vient tente de rendre compte de la cohérence chronologique ainsi obtenue, tout en accordant leur juste place aux écarts, aux dissonances, aux intermittences[157].

L'analyse factorielle des correspondances établit donc une classification des documents (ou individus) ; regroupés dans des ensembles (ou classes), ils forment de grandes unités de signification, qu'il reste à interpréter. Construite à partir d'un questionnement sur les rapports au temps, cette classification apporte une vue globale du corpus. Elle permet une périodisation nuancée des modes d'inscription dans le temps et met en valeur la hiérarchie des priorités et des niveaux de responsabilité. Nous proposons ci-après le tableau interprétatif de cette classification, complétée par une présentation des graphiques produits par l'analyse factorielle des correspondances (encart n°1). Par la suite, au fil du récit et pour chaque période, nous renverrons, sous la forme d'un encart, à une démonstration et à une recherche de "l'administration de la preuve"[158]. Celle-ci étant destinée à éviter l'écueil et la fragilité de l'arbitraire, en ne limitant pas l'analyse à une vision impressionniste et intuitive.

Dans la classification ascendante hiérarchique, quatre ensembles se distinguent, formés chacun par trois facteurs structurants : le temps (phases, ruptures, événements), les niveaux de responsabilité, ainsi que la hiérarchie des préoccupations. La variable temporelle ordonne et distribue l'ensemble des documents dans un continuum chronologique révélateur d'un processus. Trois périodes, de longueur inégale, sont nettement délimitées : de 1941 au début de l'année 1943 (classe A), de l'été 1943 au mois de juin 1944 (classe B) puis l'été 1944 (classe C). À l'intérieur de ces trois classes, tous les facteurs se combinent ; ils déterminent avec une influence variable la signification de ces regroupements. Si les trois premiers ensembles correspondent à un intervalle de temps précis et rythment une périodisation claire, le dernier groupe (classe D) se détache complètement. Il représente non pas une durée mais un moment imprévisible ou une transition (printemps 1943, l'immédiat après 6 juin). En effet, ce groupe ne s'inscrit pas dans la continuité chronologique et on peut l'interpréter comme l'expression d'une rupture provoquée par deux faits qui font événement. La nécessité soudaine de répondre aux attentes de populations menacées au printemps 1943 puis, en juin et juillet 1944, les conséquences dramatiques des combats bousculent et fragilisent un temps les mouvements unis.

---

156 Voir le tableau interprétatif ci-après, p. 64.

157 "Notre vie est si peu chronologique, interfère tant d'anachronismes dans la suite des jours" constatait Marcel Proust. *A l'ombre des jeunes filles en fleurs, op. cit.*, p. 225.

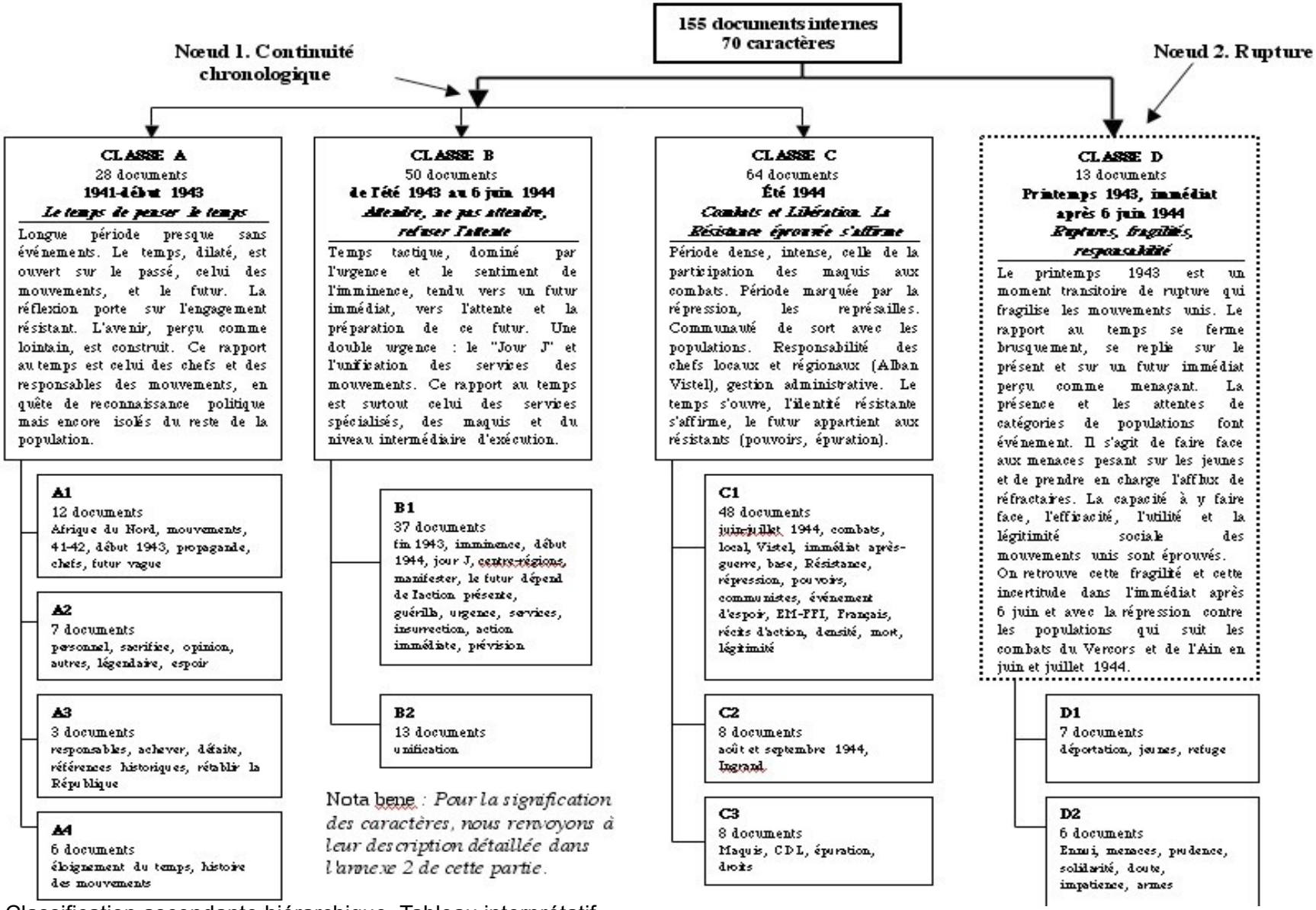
158 Selon l'expression d'Antoine Prost. Voir son article "Les mots" in René Rémond [dir.], *Pour une histoire politique, op. cit.*, p. 258

Ainsi, trois périodes et un moment, à l'intérieur desquelles les préoccupations ne changent pas fondamentalement, enveloppent des durées plus ou moins longues et se caractérisent par une relative unité dans le rapport au temps. Une première étape s'étire de l'année 1941 au début de 1943 ["Le temps de penser le temps", classe A] ; ouverte sur le passé et le futur elle est dominée par les préoccupations des chefs de mouvements. Une courte phase de rupture et de transition lui succède. Il s'agit du printemps 1943 ["Ruptures, fragilités, responsabilité", classe D], à la fois replié sur un événement —l'instauration du travail obligatoire— et tendu vers un futur immédiat perçu comme menaçant. Le sentiment de l'imminence, l'urgence dans l'unification et la préparation de ce qui est communément appelé le "jour J", la volonté d'agir sur l'événement, rythment un long moment qui s'étend de l'été 1943 au 6 juin 1944 ["Attendre, ne pas attendre, refuser l'attente", classe B]. Enfin, l'été 1944 ["Combats, Libération, pouvoirs. La Résistance éprouvée s'affirme", classe C] est une période très dense au cours de laquelle convergent les multiples préoccupations antérieures, amplifiées par la participation aux combats et la question des pouvoirs.

De petites phases décalées, dont le récit est destiné à saisir les variations les plus sensibles et les différences de perception du temps selon les niveaux de responsabilité, nuancent ces continuités. Cette forme d'écriture permettra de faire progressivement émerger des traits dominants et des caractères singuliers, repérer les événements qui modèlent ou révèlent les formes d'inscription dans le temps, distinguer enfin les variables qui entrent dans le processus de construction identitaire. Pour respecter le mouvement du temps, avec ses constances, ses modulations et ses irrégularités, nous avons adopté un procédé narratif souple qui introduit de la discontinuité dans le cours du récit. Celle-ci, en effet, ne s'enferme pas facilement dans une périodisation rigide et nous décrirons aussi tout ce qui échappe à l'ordre chronologique.

Nous décrirons dans ce processus trois étapes progressives au cours desquelles une identité singulière se forme, se développe, se diversifie et suit des voies d'appropriations multiples. Jusqu'au début de 1943 on verra qu'il est plus juste d'évoquer, à propos de Libération-Sud, de Franc-Tireur et de Combat —groupes séparés et parfois désunis— une identité "mouvements". En effet, la conscience identitaire est d'abord celle de chefs qui se pensent "Mouvements" avant de s'identifier à l'entité et l'idée "Résistance". Puis, entre 1943 et le début de 1944, avec l'unification, l'élaboration d'une pensée stratégique et le développement des maquis, une identité résistante propre aux trois mouvements prend forme et s'affirme comme telle. Multidimensionnelle elle se décline selon des univers différents (maquis, tacticiens et stratèges, responsables). L'année 1944, enfin, est celle de l'identification pleine et entière des mouvements unis à la Résistance. Afin de mieux rendre compte du processus et de la spécificité de

chacune de ces phases, des démonstrations progressives seront présentées dans des conclusions d'étapes. Celles-ci tenteront de caractériser chaque période.



Classification ascendante hiérarchique. Tableau interprétatif

ENCART N°1

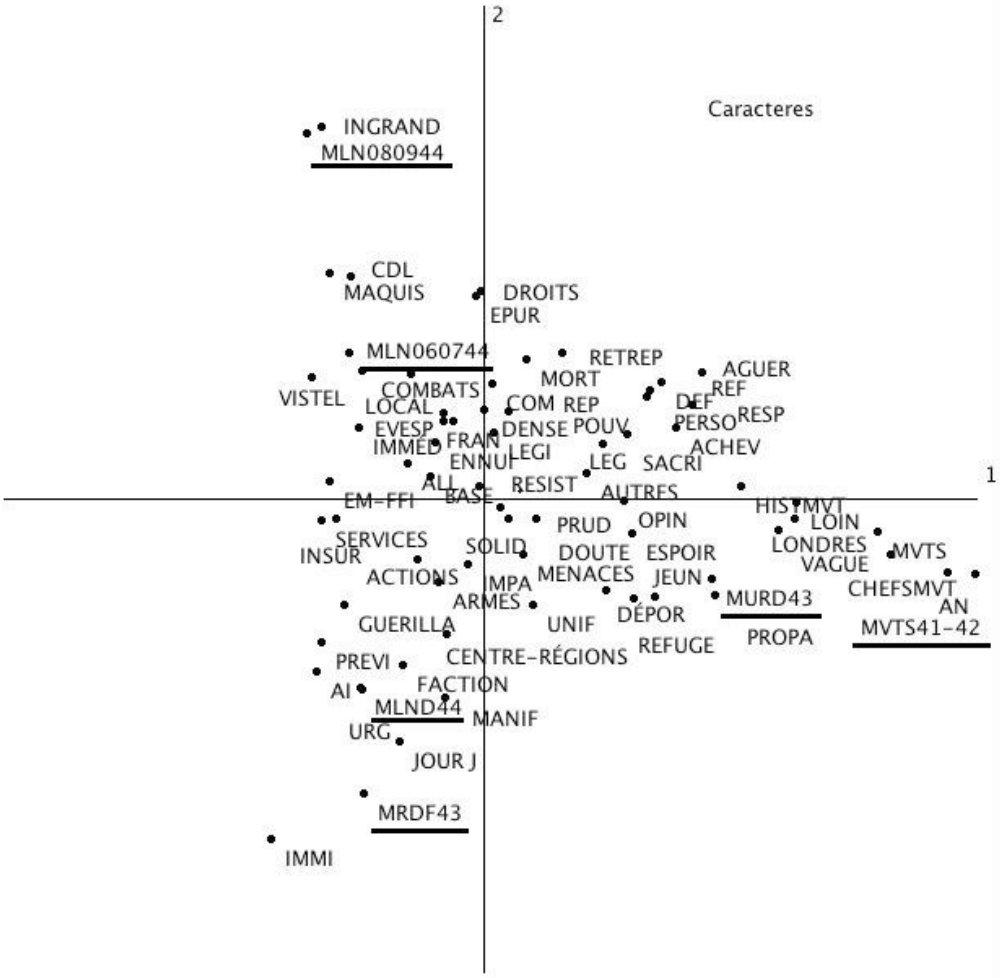
<u>Les graphiques de l'analyse factorielle des correspondances</u>

Formation et lecture des axes significatifs

Périodisation, niveaux de responsabilité et hiérarchie des préoccupations

L'analyse factorielle dessine sous la forme de nuages de points les corrélations entre les caractères et les documents. Ces nuages sont projetés sur un ensemble de graphiques à deux axes (abscisses et ordonnées) qui représentent un espace à plusieurs dimensions —un axe correspondant à une dimension. Les résultats de l'analyse factorielle nécessitent une double lecture ; celle de la contribution des caractères qui déterminent la formation des axes ; l'analyse des attractions et des répulsions (pôles négatifs et pôles positifs) des ensembles de caractères le long et de part et d'autre des axes ainsi formés. Pour chacune des périodes dégagées nous décrirons donc les trois dimensions les plus significatives (axes 1, 2 et 3). Les deux graphiques ci-dessous représentent la projection brute de l'ensemble des caractères sur les axes 1 et 2, puis sur les axes 1 et 3 :

Nota bene : pour la signification des abréviations utilisées pour désigner les différents caractères (temps, acteurs, priorités), nous renvoyons à l'annexe II, p. 419-434.



L'axe 1 correspond à l'axe chronologique (ou axe du temps). Il est formé par les caractères temporels (1941-1942, début 1943, fin 1943, début 1944, juin et juillet 1944, août et septembre 1944) qui se répartissent le long de l'axe de droite à gauche. Cet axe chronologique ne se dessine pas de lui-même ; il existe parce que chaque phase de la chronologie se lie de façon privilégiée à certains caractères. Ainsi les caractères "mouvements", "loin", "chefs mouvements", "histoire des mouvements" sont étroitement associés à la période 1941, 1942 et début 1943. De même les caractères "jour J", "imminence", "action immédiate", "urgence" structurent la période fin 1943 et début 1944. La représentation graphique obtenue permet de mettre en valeur la corrélation entre les différentes périodes et certains caractères, de détecter des priorités dominantes, et elle oblige à s'interroger sur le sens de ces regroupements. L'axe 1 révèle ici une double opposition du début de la période (les années 1941 et 1942, le début de 1943) avec la période de la fin 1943 et du début 1944 d'une part, et celle de l'été 1944 d'autre part. Par ailleurs l'ensemble fin 1943-début 1944 se

distingue de la période de l'été 1944. Le début de l'année 1943 fait la transition entre l'ensemble 1941-1942 et la période de l'hiver 1943-1944.

L'axe 2 est celui des acteurs résistants et des niveaux de responsabilité. On constate des groupes opposés ou dispersés révélateurs des niveaux de décision et de commandement : le groupe des chefs régionaux, le milieu des maquis et la Résistance locale se démarquent des chefs de mouvements et des instances dirigeantes des MUR et du MLN. Dans l'ensemble les oppositions sont cependant moins fortes que celles de l'axe chronologique. Par ailleurs on peut relever au centre du graphique un ensemble d'acteurs dont la spécificité est moins marquée ; il s'agit essentiellement des niveaux intermédiaires d'exécution et de transmission.

L'axe 3 dessine la hiérarchie des priorités et des préoccupations. Il est formé par les formes de représentations et les perceptions du passé, du présent et du futur. On peut y observer des oppositions marquées entre des préoccupations et des modes d'inscription dans le temps différents. Ces priorités et ces temporalités ont une chronologie particulière, parfois cyclique. L'instauration du travail obligatoire et la prise en charge des réfractaires orientent fortement la formation de cet axe. Cette préoccupation (début 1943) s'apparente à celle de la période immédiate qui suit le débarquement (juin et juillet 1944, combats des maquis, protection des populations). Elle s'oppose à la temporalité ouverte sur le passé et le futur caractéristique des années 1941 et 1942, comme à celle plus fermée et centrée sur l'attente du "jour J" de la période fin 1943-début 1944.

Chaque classe traduit la contribution de certains types de caractères dans la formation de l'un des trois axes. Ainsi, pour prendre un exemple, la période 1941-1942 (classe A) contribue fortement à la formation de l'axe 1, et détermine ainsi la répartition dans le graphique des autres caractères et individus (documents) : ils se rapprochent ou s'opposent. Dans cet ensemble cette période "pèse" plus que les autres et elle en définit donc la spécificité. Il faut ainsi s'intéresser plus particulièrement à la contribution de certains caractères dans la formation des trois axes, pour comprendre la cohérence de chaque classe. C'est ce que nous ferons pour chacune des périodes décrites.

Chapitre 4

Le temps de penser le temps (1941-début 1943)
L'existence, la reconnaissance, l'histoire

L'analyse de contenu des circulaires, exploitée par une analyse factorielle des correspondances, permet de distinguer un premier ensemble de 28 documents dont les préoccupations, les auteurs et le rapport au temps forment un tout cohérent et distinctif. Il s'agit de la classe A de la classification hiérarchique présentée dans le tableau interprétatif ["1941-début 1943. Le temps de penser le temps"][159]. L'encart ci-contre (encart n°2) apporte, par une description et une explication des principaux résultats de la technique quantitative utilisée, les éléments démonstratifs qui appuient notre récit.

Deux grandes priorités concomitantes parcourent cette longue période. Le besoin, d'abord, de sortir de l'isolement, et la recherche de la reconnaissance politique, à l'intérieur comme à l'extérieur, en France et dans l'opinion autant que vis à vis de la France libre. Cette préoccupation s'accompagne aussi de la volonté d'inscrire le combat résistant dans le temps, de le fonder et de lui donner une légitimité historique.

Au cours des derniers mois de l'année 1941, à peine formés, Franc-Tireur, Libération-Sud et Combat amorcent un processus d'unification lent et discontinu ; les trois mouvements se découvrent réciproquement, avec leurs différences et leurs sensibilités particulières. Ce faisant, si elles ne se diluent pas pour autant, leurs identités respectives s'estompent peu à peu devant la nécessité, pour sortir d'un certain isolement, de regrouper les moyens de l'action et de s'accorder sur les priorités du moment. Le principe de la convergence acquis — parfois avec difficulté— les trois mouvements s'ouvrent au cours de l'année 1942, conjointement ou séparément ; ils s'interrogent en particulier sur leurs relations avec la France libre et le général de Gaulle comme avec les Alliés, autant en termes de reconnaissance que de distinction, de positionnement et d'affirmation. Par ailleurs, le choix progressif par les communistes de la lutte armée à partir de l'été 1941 modifie peu à peu leur rapport à l'action. Cette ouverture progressive sur les autres forces de résistance oblige les trois mouvements à repenser leurs stratégies et leurs objectifs, change le regard qu'ils portent sur eux-mêmes et remodèle leur identité.

---

[159] Voir ce tableau, *supra* p. 64.

Le 23 décembre 1941 Emmanuel d'Astier (Libération-Sud) adresse à Londres au BCRA et aux autorités britanniques un rapport portant sur son propre mouvement, sur les autres groupes de résistance de la zone sud ainsi que sur leurs tentatives de rapprochement. Il en retrace les principales étapes[160]. La rédaction d'un historique des différents groupes clandestins participe de la construction d'une identité commune aux futurs grands mouvements de la zone sud ; le récit fixe une "naissance" (décembre 1940) et met en valeur les facteurs qui cristallisent les premières convergences (création des "organismes centraux", reconnaissance du "symbole de Gaulle"). Ces rapprochements de la fin 1941 précipitent et accélèrent les fusions à l'intérieur des plus petits groupes (Liberté, Libération nationale).

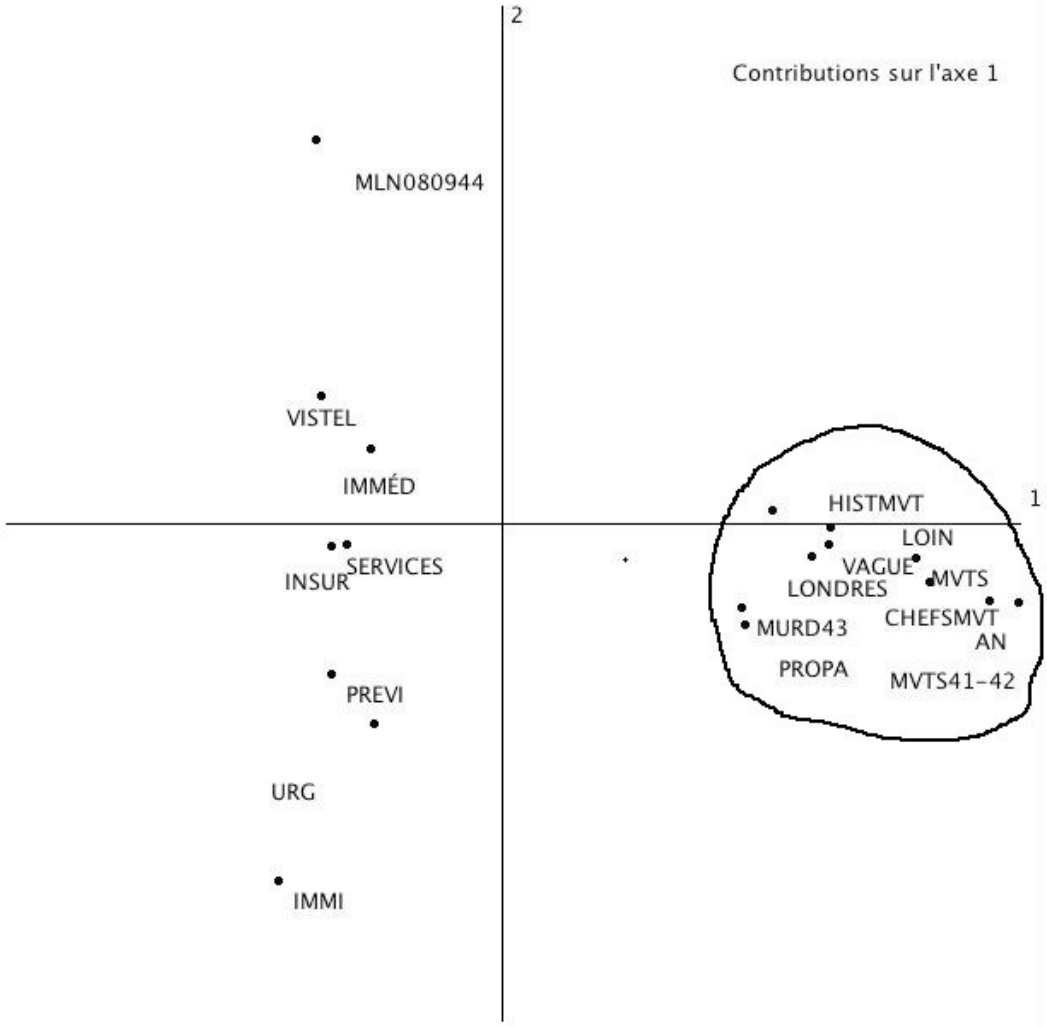
[160] Voir texte 1, annexe I, p. 408.

ENCART N°2

<u>Période 1. 1941-début 1943, classe A</u>

Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances

Le graphique ci-dessous, est une version simplifiée du graphe croisant les axes 1 et 2. Il ne retient, pour plus de lisibilité que les caractères à forte contribution. Chaque axe est en effet formé par les positions des différents caractères, mais tous n'y contribuent pas également. Nous n'avons retenu ici que ceux qui contribuaient le plus fortement à la formation de l'axe. Ainsi la phase 1941-1942 et début 1943 (MVTS41-42, MURD43) contribue largement à la formation de l'axe 1, axe du temps. Elle se démarque ici du reste de l'Occupation, singulièrement de la fin de la période (MLN080944). Elle se distingue par ailleurs tant sur le plan des préoccupations, dominées par un rapport au temps ouvert sur le passé (sentiment d'éloignement, écriture d'une mémoire de la résistance) et sur le futur, que sur celui des acteurs résistants (niveau de commandement et de décision de l'ensemble des mouvements). La classe A, essentiellement définie par sa position sur l'axe 1, définit donc une temporalité spécifique et alors dominante, celle des chefs de mouvements. Elle s'exprime essentiellement au cours de cette longue période, moins par la suite.



Les mouvements et les autres

Pour les trois mouvements les "autres" sont multiples ; ce sont les communistes, de Gaulle, la France libre et, plus largement, une idée de l'opinion. De la confrontation à d'autres entités résistantes émergent peu à peu de nouvelles préoccupations : formes de l'action, reconnaissance et légitimité politico-stratégique.

Les communistes, miroir et perspective de l'action armée

Le 20 avril 1942 les dirigeants du mouvement Franc-Tireur adressent une "Lettre à la radio française de Londres". Ils s'inquiètent des échecs militaires des Alliés, de leur impact négatif sur l'opinion des Français et évoquent le développement des actions communistes dans la France occupée. Réclamant des armes ils se proposent également de fournir aux Alliés des renseignements militaires :

> *"L'inaction au moins apparente des forces alliées, les échecs successifs subis en Extrême-Orient par nos amis Anglais, de même que leur demi-échec en Afrique du Nord, ont découragé tant soit peu une partie importante de l'opinion, qui attend avec impatience une action énergique de la part de nos alliés. Nous ne sommes pas placés pour donner un avis sur le plan militaire, au point de vue moral, il est de notre devoir de dire que cette question est de la plus haute importance. Le fait que, seuls ou presque, les Russes subissent le poids de la machine de guerre allemande, permet d'une manière qui pourrait devenir fâcheuse, le développement de l'action communiste. Nous demandons en outre, s'il n'est pas possible de recevoir, et le plus rapidement possible, de l'armement : revolvers, mitraillettes à la rigueur F. M.. Nous pourrons sans grande peine les répartir parmi nos amis, qui seront ainsi prêts à aider efficacement nos alliés lors de leur débarquement sur la terre française. Il ne faut pas oublier que les SOL (service ordre légionnaire) ont été armés par nos ennemis, et qu'avec l'avènement au pouvoir du traître Laval, les organisations PPF et autres germanophiles, seront certainement armées de façon à pouvoir nous combattre efficacement. Dans la mesure du possible, il nous paraîtrait utile que vous envoyiez encore en France quelques agents, qui, travaillant de concert avec nos organisations, permettraient à celles-ci de se développer complètement, tant sur le plan renseignements, que sur le plan strictement militaire."*[161]

La connaissance du combat et de l'engagement des communistes dans des actions militaires —sabotages, attentats et surtout exécutions de soldats allemands[162]—, après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne le 22 juin 1941, opère ici comme un événement à effet différé. Pour les mouvements de la zone sud l'entrée en guerre de l'URSS fait beaucoup moins événement et sens que

---

[161] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, Dossier "France-Liberté", France Liberté par F.F.L. Lisbonne. Le 20 avril 1942.

[162] Cette entrée dans la lutte armée commence avec l'attentat le 21 août 1941 au métro Barbès à Paris de l'aspirant allemand Moser par Pierre Georges [*Fabien*], suivi d'autres attentats à Paris et en France.

l'une de ses conséquences, le choix communiste de la lutte armée. Une fois clairement perçu, cet engagement met en question une part de leur existence et perturbe leur identité. Il les oblige, en retour, à modifier progressivement leur rapport à l'action et à en repenser les formes et les modalités. Cependant, si la presse des mouvements rend compte très vite du fait militaire et de ses conséquences, nourrissant ainsi l'espoir — :

> *"Devant la résistance russe, le haut Commandement allemand renonce à l'offensive sur Moscou pour concentrer ses efforts sur l'Ukraine"*[163]

commente le petit journal d'Henri Frenay —, nous n'en avons trouvé traces ni dans les courriers et rapports envoyés à Londres ni dans les circulaires avant le printemps 1942. Dans ces documents internes un silence de presque une année (août 1941-avril 1942) sépare l'entrée en action des communistes de la mention de ce fait par l'un ou l'autre des trois mouvements. Ce silence est aussi celui des responsables du PCF et de *L'Humanité* clandestine, au moins jusqu'à la fin de l'année 1941. Pour Roger Bourderon, à ce moment-là, "*le passage à la lutte armée fait problème pour nombre de cadres et de militants du parti. [...] Fin 1941, les directives aux militants ne parlent pas directement de la lutte armée. [...] En septembre et en octobre* [*L'Humanité*] *exalte avec emphase la lutte contre les hitlériens, mais fait silence sur les attentats des groupes armés du PCF.*"[164] Si les dirigeants du PCF ont mis du temps à revendiquer ces actions armées et à les intégrer à leur stratégie d'ensemble[165], on peut envisager que la réaction des responsables des mouvements non communistes ait pu être tardive.

Sur le développement de groupes paramilitaires et la prise en compte de la lutte armée dans un ensemble d'actions et d'objectifs plus larges, il faut relever des nuances entre les trois mouvements. Au printemps 1942, sous la pression combinée de la découverte de "l'action communiste" et de la répression, et en vue d'un débarquement espéré, l'option armée apparaît peu à peu dans l'horizon stratégique de Franc-Tireur. Mais la dimension militaire reste éloignée de l'image que le mouvement donne de son influence comme de l'idée même qu'il s'en fait ("Nous ne sommes pas placés pour donner un avis sur le plan militaire, au point de vue moral, il est de notre devoir de dire que cette question est de la plus haute importance")[166]. Présente à ce moment au sein de Libération-Sud, l'option militaire reste entièrement subordonnée aux perspectives politiques du

---

163 *Vérités*, 25 août 1941

164 "Le PCF dans la lutte armée", in *Lutte armée et maquis, op. cit.*, p. 133.

165 Pour sa part François Marcot date du printemps 1942 la pleine intégration de la lutte armée dans les stratégies communistes. Voir "Les enjeux de la lutte armée" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 575.

166 Laurent Douzou et Dominique Veillon parviennent aux mêmes conclusions. Voir *Lutte armée et maquis, op. cit.*, p. 89.

mouvement[167]. Quant à Combat, si des individualités fortes comme Henri Frenay ou Jacques Renouvin conçoivent et mettent sur pied très tôt des organisations vouées aux actions armées (groupes francs, Armée secrète), il faut attendre l'automne 1942 pour que le mouvement dans son ensemble adopte stratégiquement la perspective militaire[168].

Précisons que notre intention n'est pas de rendre compte ici de la place de la lutte armée dans les stratégies[169]. Nous abordons cet aspect essentiellement sous l'angle de la construction identitaire. Il s'agit en particulier de comprendre dans quelle mesure l'idée et la possibilité de la violence, inhérente à l'action armée, sont intégrées à une identité résistante et éventuellement associées à une réflexion éthique sur la singularité de cette guerre. À cet égard, il convient de s'interroger sur la signification prise par telle ou telle orientation stratégique. S'il est incontestable que l'option armée entre peu à peu dans les stratégies des mouvements de la zone sud, en quoi participe-t-elle de l'idée qu'ils se font de la résistance ? En d'autres termes, quelle guerre les résistants mènent-ils, comment la conçoivent-ils, avec quelles évolutions ? Faut-il confondre l'identité de la résistance avec des stratégies d'action changeantes qui s'adaptent sans cesse aux événements (répression, invasion de la zone sud, prise en charge des réfractaires, combats des maquis, participation à la libération, prise de pouvoir) ?

L'appréhension de l'action résistante —et plus spécialement son rapport à la dimension militaire ou guerrière— nécessite peut-être de raisonner avec des échelles croisées. Le point de vue stratégique aide à mieux cerner les diverses conceptions de la lutte armée élaborées progressivement par les résistants[170]. S'il permet d'accéder à l'une des dimensions de la résistance, il ne dit cependant pas tout de la nature du phénomène. L'approche par l'identité peut offrir une vue plus englobante, en portant le regard moins sur les formes, les pratiques et les stratégies de la lutte armée que du côté des enjeux identitaires liés au sens et aux modes d'appropriation de la violence. Il arrive que les questions d'ordre

---

167 Cf. Voir *Lutte armée et maquis, op. cit*., pp. 88-92 ainsi que François Marcot, "Les enjeux de la lutte armée" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 577.

168 L. Douzou et D. Veillon, in *Lutte armée et maquis, op. cit*., p. 91-92. F. Marcot date ce tournant du printemps et de l'été 1942 : "indiscutablement la dimension militaire de la résistance est clairement inscrite dans la stratégie de Combat", "Les enjeux de la lutte armée" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 577.

169 La chronologie précise et les enjeux en ont été largement établis par Laurent Douzou et Dominique Veillon dans leur article "Mouvements de résistance non communistes et lutte armée" in *Lutte armée et maquis, op. cit*., pp. 83-96.

170 François Marcot distingue ainsi trois stratégies qui sous-tendent chacune des conceptions particulières de la guerre. La "guerre des militaires soutenus par les citoyens" qui sépare traditionnellement le politique du militaire (France libre, ORA), la "guerre des citoyens-soldats" qui traduit une vision révolutionnaire de la guerre et s'exprime à travers l'imaginaire de l'insurrection nationale (communistes), enfin la "guerre des résistants-citoyens", plus pragmatique et témoignant de la volonté de légitimer la Résistance (MUR). Cf. "Les enjeux de la lutte armée", art. cit., pp. 581-584.

stratégique dominent entièrement les préoccupations et modèlent les représentations du temps[171]. Mais à d'autres moments elles passent aussi au second plan[172].

Pour Franc-Tireur, au printemps 1942, "le développement de l'action communiste"[173] trouble ; associé au choix et à la perspective de la lutte armée il interroge et bouscule quelque peu l'orientation essentiellement politique du mouvement. À cette époque l'engagement des communistes ne relève pas, dans l'esprit des mouvements, d'une action identifiée comme "résistante" ; il lui reste parallèle et n'appartient pas tout à fait à la Résistance. L'action proprement "résistante" est ainsi dissociée de celle des communistes, comme le suggère une "Note sur le groupement Libération" rédigée par Emmanuel d'Astier le 15 juin 1942 qui établit un bilan des actions menées par les mouvements de la zone sud, précise leurs objectifs, rappelle leurs convictions anti-vichystes et cherche à se démarquer du parti communiste :

> *"QUELQUES FAITS. Grâce à leurs journaux, tracts et propagande parlée, les groupes de résistance ont façonné, dirigé la pensée, puis* l'action *résistante. Ils ont eux-mêmes organisé des* actions *anti-totalitaires. Ils en suscitent chaque jour (manifestations de la faim, grèves, sabotages insaisissables, lutte contre la Gestapo, sabotage terroriste, représailles contre la collaboration, etc.). Il y a en France 400000 personnes en prison ou dans des camps de concentration, dont 120000 environ pour la zone libre. Le chiffre des tués est impossible à évaluer exactement. En avril 1942, on pouvait estimer que les Allemands ont fusillé 50 personnes par jour. Au 1er février 1942, il y avait eu 1239 attentats ; moins de 15% organisés par le parti communiste. […] CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. Le Gouvernement de Vichy, qui comprend l'importance de la résistance a tenté de la domestiquer. Ses efforts ont complètement échoué. La résistance reste anti-Vichy. Elle a réalisé et désire maintenir l'unité faite sur le nom du général de Gaulle.* Elle ne collabore pas avec le parti communiste*, tout en ayant des relations avec ses délégués pour l'étude de certaines questions techniques de la résistance. Les buts unanimes de la* résistance française *sont : La* reprise des hostilités, *le retour de la France en tant que nation ans le camp des Alliés.* L'action totale *jusqu'à la victoire."*[174]

Au printemps 1942 la réalité de l'action communiste est perçue essentiellement à travers son engagement dans la lutte armée, tout comme ses potentialités. Elle inquiète ; les mouvements la mettent à distance et, lorsqu'ils définissent dans les rapports d'activité leur propre identité, ils cherchent surtout à s'en démarquer. Une année plus tard, et en dépit d'une incontestable communauté de sort, des réticences demeurent et la vigilance suspicieuse l'emporte quant aux intentions du parti communiste. Une directive de Marcel

---

171 Ainsi de la période qui précède le 6 juin 1944 (été-automne-hiver 1943 et printemps 1944).

172 C'est le cas de cette longue période (1941-début 1943).

173 Document cité, le 20 avril 1942.

174 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, Dossier "Libération-Sud", Remis par Bernard [d'Astier] lors d'un voyage le 15 juin 1942. 42. Londres, le 20 juin 1942. Note sur le groupement "Libération". Nous soulignons.

Degliame, pourtant proche du parti communiste et chef de l'Action ouvrière, rédigée au nom du Comité Directeur des MUR du 16 avril 1943, indique la "position des Mouvements Unis à l'égard du communisme" et en fixe les formes et les limites :

> *"Le courage des militants communistes dans l'action contre l'ennemi, la brutalité de la répression dont le Parti Communiste est l'objet, l'efficacité enfin — particulièrement dans la zone nord— de la résistance organisée de ce Parti, font oublier généralement que de septembre 1939 à juin 1941, la politique de la SFIC a été défaitiste. Nous ne devons pas avoir la mémoire aussi courte et au besoin nous servir de cet argument, car nous demandons au Parti Communiste de faire la preuve que son actuelle attitude patriotique est bien une transformation profonde de ses conceptions et non point une tactique passagère. Cependant, depuis juin 1941, l'armée soviétique a porté au nazisme des coups qui provoqueront bientôt la défaite allemande et qui ont forcé l'admiration des milieux les plus prévenus contre la Troisième internationale. Ces faits ont déterminé une certaine camaraderie dans l'action entre les Mouvements de Résistance Unis et le Parti Communiste Français qui mène le combat."*[175]

Depuis l'automne 1942 l'image des communistes a sensiblement changé, comme du reste l'attitude à leur égard, en particulier venant de la base résistante. À Lyon un tract cosigné par les trois mouvements, le Front National et le parti communiste, est diffusé le 16 octobre 1942 pour soutenir les grévistes de la banlieue lyonnaise hostiles à la "Relève". La circulaire de Marcel Degliame ne fait donc qu'entériner un état de fait bien antérieur. Dans ce texte, en effet, on évoque désormais explicitement la "résistance organisée" pour désigner l'engagement du parti communiste. Si la méfiance subsiste, l'inquiétude sur les forces et les modalités de son action a en partie disparu. La crainte d'une concurrence laisse place à une certaine tolérance des mouvements unis, qui acceptent désormais à leur côté la présence des communistes. Cette évolution témoigne aussi d'une assurance et d'une affirmation de soi alors plus marquées[176]. Au printemps 1943 les trois mouvements sont en effet parvenus à regrouper leurs structures et leurs moyens d'action, élargissant ainsi leur base et les niveaux intermédiaires de responsabilité, et renforçant leur efficacité. Ces rapprochements lissent les différences tout en créant progressivement un sentiment commun d'adhésion à une entité qui dépasse les mouvements et les appartenances particulières.

---

175 AN 72 AJ 624, Comité Directeur des Mouvements de Résistance Unis. Fouché à toutes régions, le 16 avril 1943.

176 Sur les rapports entre les mouvements et les communistes et sur cette assurance, Alban Vistel parvient à des conclusions proches. *La nuit sans ombre, op. cit*., pp. 96-97. Peut-être cette attitude s'explique-t-elle aussi par l'implantation tardive et modeste, le recrutement limité du Front national dans la région de Lyon et par l'antériorité des mouvements sur les communistes. Les militants communistes s'engagent ainsi davantage dans les mouvements, à titre individuel et pour Vistel "ils se montreront militants des MUR plus que communistes de stricte obédience". *La nui sans ombre, op. cit.*, pp. 395-396 et pp. 438-439.

Si elle traverse la période —pour partie perçue dans le miroir de "l'action communiste"— la question de l'option armée n'est pas alors, pour les mouvements, une préoccupation dominante. Le principe de remettre la France dans la guerre est acquis —et constitue même un des premiers objectifs de la résistance[177]— et la perspective de la lutte armée stratégiquement présente. Ces questions sont posées mais elles restent en suspens, mal maîtrisées, irrésolues, dans l'attente et sans véritable contact avec la réalité. À tel point que Libération-Sud envisage en mai 1942 des "prises de pouvoir épisodiques (petits coups de main sans gravité sur Vichy)" pour précipiter l'arrivée des Allemands dans la zone sud, et provoquer en retour une situation d'occupation semblable à celle de la zone nord :

> *"M. BERNARD [*D'Astier*] estime que, dès maintenant, on peut faire œuvre utile par des prises de pouvoir* épisodiques *(petits coups de main* sans gravité *sur Vichy) afin d'amener les Allemands à pénétrer en zone libre pour y maintenir l'ordre et à les amener à rester, les obligeant ainsi à réaliser ce qu'ils n'ont jamais voulu faire, à savoir : l'occupation de toute la France continentale."*[178]

La prudence et la volonté de limiter les effets de ces actions en cherchant à en circonscrire le caractère violent ou brutal ("épisodiques", "sans gravité") montrent que si la nécessité d'un état de guerre est inscrite dans les stratégies des mouvements, l'exercice de la violence n'appartient pas tout à fait à leur horizon mental[179].

Entre la fin 1941 et le début de 1943 les positions stratégiques développées par les mouvements doivent surtout se lire à travers le prisme d'une recherche de légitimité. Il faut en effet insister sur les conditions de production particulières des documents de cette première période. Ils sont pour la plupart rédigés par les chefs des mouvements et adressés aux autorités de la France libre ou parfois même directement aux Alliés. Ils se situent dans une position d'attente et de reconnaissance, qui influe sur les relations et structure les représentations.

---

177 Comme le rappelle Emmanuel d'Astier en juin 1942 : "Les buts unanimes de la *résistance française* sont : La *reprise des hostilités,* le retour de la France en tant que nation dans le camp des Alliés. *L'action totale* jusqu'à la victoire".

178 3 AG 2 BCRA, Liasse 378. Rapport verbal de M. *Bernard* [D'Astier] à M. Pleven, le 20 mai 1942. Nous soulignons.

179 Cet exemple illustre le propos de Luc Capdevila pour qui la violence "n'est pas un absolu inhérent à la guerre, elle est une construction sociale évoluant avec la conjoncture." Luc Capdevila, "Violence" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit*., p. 991. Nous reviendrons dans la partie suivante sur le rapport à la violence.

Témoigner pour les Français

La quête de légitimité des mouvements passe aussi par l'affirmation qu'ils ne sont pas isolés du reste de l'opinion, dont ils se proclament les représentants. Les mouvements s'expriment en son nom, à l'exemple de Franc-Tireur qui traduit en avril 1942 l'état d'esprit et les aspirations des Français, et s'autorisent ainsi les manifestations d'impatience :

> *"Nous croyons devoir, ainsi que nous l'avons déjà fait, vous communiquer l'opinion et les desiderata d'une partie importante de l'opinion française, le succès remporté par nos feuilles nous y autorisant, croyons-nous, et nous le disons ici sans vaine forfanterie. L'inaction au moins apparente des forces alliées, les échecs successifs subis en Extrême-Orient par nos amis Anglais, de même que leur demi-échec en Afrique du Nord, ont découragé tant soit peu une partie importante de l'opinion, qui attend avec impatience une action énergique de la part de nos alliés."*[180]

Cette impatience du printemps 1942 est précisément celle de l'ensemble de l'opinion ; "sombre printemps" décrit par Pierre Laborie pour qui "cette année cruciale commence mal pour tous ceux, les plus nombreux, qui avaient cru un moment que le renforcement du camp des Alliés allait définitivement décider du sort du conflit et accélérer sa fin."[181] Dans le Var étudié par Jean-Marie Guillon le pessimisme domine également[182]. À l'écoute des préoccupations de l'opinion Franc-Tireur se fait l'écho de sa lassitude et de son impatience ; ici les temporalités se rejoignent. Dans l'esprit des mouvements, les résistants témoignent pour le reste des Français. Depuis la prison Saint-Paul de Lyon où il est incarcéré, Alban Vistel —qui était alors responsable de Libération-Sud pour le secteur de Vienne— évoque l'idée dans une lettre qu'il écrit en janvier 1943 à Yvon Morandat et André Philip :

> *"Nous sommes plus que jamais les seuls représentants qualifiés du peuple français, à ce titre nous déclarons ceci : Notre peuple suit le Général de Gaulle qui après avoir incarné la Patrie indomptée, incarne maintenant la Révolution Nécessaire que nous voulons et sommes décidés à réussir. […] Nous croyons, du fond de nos catacombes, avoir acquis le droit de témoigner et notre témoignage est celui de tout notre peuple."*[183]

Au-delà de l'expression d'une légitimité, la certitude de témoigner pour l'ensemble des Français aide peut-être à surmonter l'isolement de ces longs premiers mois. Isolement et volonté de témoignage ne sont pas contradictoires, d'autant moins que fin 1942-début 1943 l'existence et la légitimité de la Résistance sont reconnues dans l'opinion, qui lui manifeste de la sympathie[184].

---

180 AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 377. France Liberté par F.F.L. Lisbonne. Le 20 avril 1942.

181 In *L'opinion française sous Vichy, op. cit.*, p. 263.

182 *La Résistance dans le Var, op. cit.*, p. 102.

183 AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378. Lettre de A. P. Vistel adressée à André Philip et Léon [Yvon] Morandat, 22 janvier 1943, Prison Saint-Paul.

184 Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy, op. cit.*, p. 282.

Cependant, à la différence de ce qui se passera au printemps 1943, les mouvements ne sont pas tout à fait confrontés concrètement à la présence de la population. Qu'il s'agisse du "peuple français" de Vistel ou de "l'opinion française" de Franc-Tireur, la représentation de la population se confond avec une image idéelle pour le premier, ou traduit un usage plus politique pour les seconds, attachés aux principes démocratiques. En ce début d'année 1943, cette vision, encore limitée à une vague perception de l'opinion, reste très éloignée du réel.

La lettre d'Alban Vistel[185] tend par ailleurs à affirmer une forme de légitimité qui repose sur l'expérience volontaire de la clandestinité, sur les risques acceptés et les souffrances endurées. Les difficultés et les conditions d'existence des résistants nourrissent l'idée d'une différence fondamentale de nature avec le combat de la France libre. Cet éloignement des deux univers gonfle les attentes, suscite l'impatience, exacerbe parfois une forte incompréhension[186] et conforte les velléités d'indépendance[187].

Lorsqu'elle fait brusquement irruption avec l'instauration du travail obligatoire, la population —son existence, ses préoccupations et ses attentes— relève pleinement de l'imprévisible. "Nous préparons l'avenir mais c'est le présent qui nous frappe" s'inquiète et s'enthousiasme à la fois Emmanuel d'Astier le 17 février 1943[188]. L'imprévisible est le futur non présent à l'esprit[189]. Non imaginé et non envisagé il n'appartient pas à la temporalité du moment. Dans le temps qui précède sa survenue, l'imprévisible constitue tout ce qui peut advenir dans un ensemble d'autres possibles. Il se rapproche de l'indéfini et de l'indéterminé, surprend, désoriente et bouscule le rapport au temps.

Le décalage est frappant entre l'absence de la population dans les priorités et les perspectives des responsables des mouvements et la réalité de mesures qui tendent à la menacer peu à peu. De fait l'arrivée de Pierre Laval au pouvoir en avril 1942[190], la mise en place de la "Relève" en juin, puis la loi du 4 septembre

---

185 Sur le contenu de laquelle nous reviendrons dans notre dernière partie.

186 Sur les représentations réciproques entre résistants et France libre, lire l'article de Laurent Douzou, "Regards croisés entre résistants de l'intérieur et de l'extérieur" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.,* p. 975, ainsi que le beau témoignage de Francis-Louis Closon, *Le temps des passions, op. cit*. F.-L. Closon a en effet connu les deux expériences.

187 En particulier au printemps 1943.

188 3 AG 2 BCRA, liasse 378, dossier Libération-Sud, Libération à Londres. "Il est bien évident que la réquisition des hommes au STO prit au dépourvu les Mouvements en pleine croissance" analyse pour sa part Alban Vistel. *La Nuit sans ombre, op. cit.,* p. 318. Nous revenons plus longuement sur l'événement et ses enjeux.

189 Pour reprendre l'idée de Saint-Augustin sur l'attente, pensée comme un "futur présent à l'esprit".

190 À peine évoquée dans les documents internes consultés. Le 20 avril 1942, dans une lettre adressée par Franc-Tireur à Londres, on peut ainsi lire au détour d'une phrase : "Il ne faut pas oublier que les SOL (service ordre légionnaire) ont été armés par nos ennemis, et qu'avec l'avènement au pouvoir du traître Laval, les organisations PPF et autres germanophiles, seront certainement armées de

1942[191], auraient pu introduire une part de prévisible dans leur futur. Or, dans les circulaires retrouvées, il n'est fait mention de la Relève qu'en novembre 1942[192]. Ce quasi-silence des documents internes est d'autant plus étonnant que dès le printemps 1942 les grands organes clandestins des trois mouvements dénoncent la Relève et mettent en garde les ouvriers et les travailleurs[193]. À l'échelle locale la base résistante, proche de la population et de son vécu, perçoit immédiatement la signification à moyen terme de la Relève et de la loi du 4 septembre 1942. Elle diffuse très vite tracts, appels à la désobéissance et consignes de lutte[194], empêche les départs en Allemagne, organise les premiers refuges[195].

L'imprévisible comme la différence entre les préoccupations des responsables et celles de la base interrogent. La nature des mouvements qui, à l'origine — et à la différence notable de Libération-Sud—recrutent faiblement dans le milieu ouvrier, peut expliquer en partie cet écart. Pour les chefs de mouvements la marque d'une représentation quelque peu irréelle de la population et la recherche d'une reconnaissance politique orientent aussi les priorités du moment.

En ce début d'année 1943, la sympathie croissante de l'opinion à l'égard de la résistance entretient le sentiment d'échapper à la solitude[196] et celui de représenter la seule légitimité possible. Pourtant les mouvements, s'ils ne sont

---

façon à pouvoir nous combattre efficacement." AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 377, Dossier France-Liberté.

191 Les deux mesures touchent uniquement les ouvriers. La Relève, négociée avec les occupants par Laval pour éviter dans un premier temps la réquisition, date du 22 juin 1942 et se fonde sur le volontariat. Pour le départ volontaire de trois ouvriers français un prisonnier détenu en Allemagne est libéré. Devant l'échec de l'opération la loi du 4 septembre 1942 permet le départ forcé de travailleurs en Allemagne.

192 Emmanuel d'Astier rédige ainsi une "Note sur la résistance ouvrière contre la relève (très important)" destinée aux chefs de régions puis aux chefs de district du mouvement. Libé-Sud, 22 novembre 1942. AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378, dossier Libération-Sud.

193 Voir Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.,* p. 130.

194 Parmi d'innombrables exemples, en Franche-Comté, les membres de Combat distribuent dans le Jura en octobre 1942 un tract destiné aux ouvriers et dénonçant la Relève. Voir François Marcot, *Les Voix de la Résistance, op. cit*., p. 89. Dans l'Isère, Paul et Suzanne Silvestre signalent la diffusion dès l'été 1942 de tracts émanant aussi bien du parti communiste que de *Libération* ou de *Combat*. Voir *Chronique des maquis de l'Isère, op. cit.*, p. 35

195 "Au sein des mouvements, non encore unis à cette date [fin 1942] à Grenoble, notons-le, la base qui est en prise directe avec le problème, se mobilise pour bloquer les départs" racontent Anne et Paul Silvestre. Ils donnent comme exemples "les militants du mouvement “Combat” ont placé les premiers requis dans les fermes de Tullins, Vinay, Poliénas, Cras, Moirans, etc.", ou ceux en octobre 1942 de "Franc-Tireur" dans une ferme de Villard-de-Lans dans le Vercors, *Chronique des maquis de l'Isère, op. cit*, p. 36-39.

196 On ne peut détacher cette question de la solitude et de l'isolement des notions de solidarité et de fraternité. Au milieu des combats de la libération de Paris, Albert Camus écrivait dans *Combat*, le 25 août 1944 : "Nous reconnaissons avec étonnement dans cette nuit bouleversante que pendant quatre ans nous n'avons jamais été seuls. Nous avons vécu les années de la fraternité", "La nuit de la vérité" in *Essais*, *op. cit*., p. 257.

pas seuls, restent encore isolés, un peu fermés sur eux-mêmes, coupés d'une certaine réalité sociale. La nature de la légitimité dépend étroitement de l'ordre des priorités. La fusion des moyens militaires, qui aboutit à la formation de l'Armée secrète (fin 1942), et la création des Mouvements Unis de Résistance en janvier 1943, dominent les préoccupations des dirigeants. Pour ces derniers, entre la fin 1941 et le début de 1943, la légitimité se pose presque exclusivement en termes politique et stratégique d'efficacité. Dans cet esprit, et avec une vision encore vague de la population, l'irruption de cette dernière fait véritablement événement. Elle bouleverse les repères et oblige à envisager autrement la question de la légitimité[197]. Laurent Douzou et Dominique Veillon observent que l'intégration du militaire dans l'action politique recueille l'intérêt et l'approbation de Londres à l'automne 1942[198]. Ainsi, en matière de reconnaissance politique, stratégique ou institutionnelle, et du point de vue des responsables des mouvements, il est juste de situer le tournant à ce moment-là. Il faut ajouter cependant qu'à partir du mois de février 1943 cette légitimité de la résistance change peu à peu de nature et devient également sociale.

Auparavant peu d'événements sont venus bousculer cette longue période qui s'étend de l'année 1941 au début de 1943. Les quelques priorités —premiers rapprochements des mouvements, confrontation et reconnaissance mutuelle à l'intérieur comme à l'extérieur, affirmation aussi de leur indépendance— commandent en grande partie le rapport au temps. Celui-ci se caractérise par une large ouverture sur le passé et sur le futur. Les préoccupations du moment obligent les trois groupes de résistance à mettre en perspective les faits et la nature de leur combat. Les diverses synthèses que les dirigeants[199] adressent aux autorités de la France libre en reconstituent *a posteriori* l'histoire. En inscrivant les mouvements dans le temps elles leur apportent une cohérence et une unité rétrospectives et contribuent ainsi à construire et à ancrer leur légitimité historique[200]. Enfin, à travers l'écriture se cristallise peu à peu une réflexion sur l'identité et la singularité de leur action.

---

197 Et la notion même de légitimité, telle que les historiens peuvent l'employer.

198 Pour Laurent Douzou et Dominique Veillon, étudiant l'intégration de la lutte armée dans la stratégie d'ensemble des mouvements, "le tournant opéré en cet automne 1942 est d'autant plus important qu'il coïncide avec un bouleversement complet de la situation de la zone sud bientôt occupée par les troupes allemandes". Voir "Les mouvements de Résistance non communistes et la lutte armée", in *Lutte armée et maquis, op. cit.*, p. 91.

199 Il s'agit en particulier d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, d'Henri Frenay, de Claude Bourdet et de quelques responsables locaux ou des services des mouvements et des MUR.

200 Dominique Colas préfère pour sa part utiliser la notion de "légitimité traditionnelle", empruntée à Max Weber, pour désigner une des dimensions de la légitimité telle que la concevait le général de Gaulle. Voir son article "Légitimité" in *Dictionnaire de Gaulle, op. cit.*, p. 686.

Inscrire les mouvements dans l'Histoire[201]

S'ils sont avant tout destinés à fournir des renseignements pratiques sur les structures, les composantes et les objectifs des mouvements, les rapports dévoilent sur ces groupes de résistance d'autres aspects. Entre les lignes des descriptions factuelles, et de façon plus ou moins explicite selon les auteurs[202], un passé s'écrit, un avenir se prépare, et peu à peu se dessine une identité. Celle-ci passe par l'exploration, la construction et la mise en récit des origines et d'une histoire commune. Avant d'en décrire les principaux éléments quelques rappels simples sur le caractère mouvant et les usages de la mémoire s'imposent.

La mémoire, au même titre du reste que l'énonciation d'un temps originel, possède de multiples fonctions, souvent imbriquées et qui ne se contredisent pas forcément. À une visée légitimante —qui entre dans la catégorie des usages politiques et des phénomènes de reconstruction du passé bien connus des historiens—, se mêle une fonction explicative et signifiante d'une expérience singulière. Ces deux fonctions peuvent difficilement être dissociées ; elles se nourrissent l'une l'autre et s'influencent réciproquement. De même il est tout aussi artificiel de séparer la référence à des origines et la construction d'une mémoire. Toutefois, afin de faciliter la lisibilité de l'analyse, nous avons choisi de distinguer les origines de la mémoire, en explicitant ce qui relève de leurs usages politiques, ou de leur fonction symbolique.

---

[201] Histoire avec un H majuscule pour distinguer le rapport au temps de la discipline.

[202] Il s'agit ici essentiellement d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, d'Henri Frenay, de Claude Bourdet et d'Alban Vistel.

Le critère de l'antériorité

À l'image de celui rédigé par Emmanuel d'Astier en décembre 1941, les historiques adressés aux services de la France libre ou aux Alliés évoquent, à propos de l'apparition des premiers groupes, l'idée d'une "naissance". Avec des modulations dans la chronologie, elle est le plus souvent datée de la fin de l'année 1940.

> *"En décembre 1940, des embryons de groupes de résistance* prirent naissance *en France avec l'idée d'une résistance nationale à l'intérieur du pays, indépendante de pays étrangers, basée sur les éléments sains dans le Gouvernement, parmi les classes supérieures et dans les masses. L'idéal gaulliste n'a pas encore pénétré profondément en France. Le groupe "Libération" est, jusqu'à ce jour,* un des premiers *à établir un système général de résistance clandestine. Janvier/février 1941 : Après avoir publié quelques tracts, quelques affiches et avoir commis un certain nombre d'actes de sabotage, "Libération" eut ses premières expériences avec la police ; une réorganisation générale paraît nécessaire. Durant cette période, les deux groupes "Liberté" et "Libération Nationale" (connu sous le nom de "Les Petites Ailes")* prirent naissance*."*[203]

Quelques mois plus tard, en mai 1942, Emmanuel d'Astier apporte des détails sur les conditions d'agrégation de son mouvement :

> *"C'est en octobre 1940 que s'est créé le Mouvement "LIBÉRATION". M. BERNARD a pris contact avec des amis par groupe de un, deux et trois jusqu'à ce qu'il soit arrivé à un petit noyau extrêmement solide de 15 à 20 personnes. À ce moment-là, tout en poursuivant le recrutement des membres par contacts personnels, le noyau BERNARD a pris contact avec d'autres petits noyaux qui avaient eu la même idée, ce qui a permis d'étendre territorialement leur domaine d'action."*[204]

Henri Frenay adopte le même type d'analyse lorsqu'il relate en octobre 1942 les premiers pas et les origines de Combat :

> *"Le mouvement "Combat" est* né *en Décembre 1941 de la fusion réalisée entre le mouvement "Liberté" (journal "Liberté") et le mouvement de "Libération Nationale" (Journaux clandestins : "Petites Ailes" et "Vérités"). "Liberté" et "Libération Nationale" avaient été fondés* dès *Septembre 1940."*[205]

Au fur et à mesure qu'ils rédigent de nouvelles synthèses, Henri Frenay et Emmanuel d'Astier reculent de plusieurs semaines, en amont, la date de l'apparition de leur mouvement (décembre, octobre puis septembre 1940). Ce glissement dans le temps fixe le plus loin possible le moment fondateur. En insistant particulièrement sur leur caractère pionnier ("un des premiers", "dès septembre 1940"), les deux responsables contribuent à fonder la légitimité de

---

[203] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud". Rapport Bernard [Emmanuel d'Astier] daté du 23 décembre 1941, reçu par les Services britanniques le 21 mai 1942. "Historique des groupes de résistance". Nous soulignons.

[204] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Rapport Bernard [Emmanuel d'Astier de la Vigerie], le 20 mai 1942.

[205] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 379, Dossier "MUR", Rapport de Monsieur Charvet [Henri Frenay] sur le Mouvement "Combat", le 10 octobre 1942. Nous soulignons.

ces groupes sur le critère de l'antériorité. Celui-ci —associé peut-être à une forme d'élitisme— modèle fortement l'identité des trois mouvements de résistance de la zone sud. En étudiant les "pionniers", Laurent Douzou a bien montré combien cette première période de la Résistance a été rapidement "oubliée", reléguée dans une lointaine préhistoire de la clandestinité. Sa mémoire s'est vite effacée, par nécessité, par la densité et l'accélération du temps, et par le développement exponentiel des structures de la Résistance à partir de 1942[206]. De notre côté nous voudrions insister davantage sur la façon dont ce critère de l'antériorité, revendiqué et valorisé dans les récits des responsables, participe à la fois à asseoir leur légitimité et à construire leur identité.

La période de la toute première résistance Henri Frenay la décrit en avril 1943 comme une "*époque héroïque pendant laquelle des liens très solides d'amitié et de confiance se nouèrent entre mes camarades et moi-même, liens qui tout autant que l'idéal que nous défendions nous unissait les uns aux autres*."[207] Source d'une confiance sans limites —ou d'une méfiance obstinée—, l'ancienneté du combat clandestin deviendra un enjeu non négligeable lorsque ces groupes devront s'ouvrir à d'autres formations, élargir et diversifier leur recrutement, mettre en œuvre l'unification. Pour Alban Vistel, "*les militants des mouvements sont trop conscients d'avoir marché les premiers dans le désert ; pour la grande majorité d'entre eux, le baptême politique a été administré par la Résistance et ils entendent conserver une primauté chèrement acquise*."[208]

À ce critère de l'antériorité s'ajoute dans les rapports des responsables une référence plus fugace —et parfois reconstruite *a posteriori*[209]— au refus de l'esprit de défaite, de la collaboration et du régime de Vichy. La reconnaissance et la crédibilité des mouvements commandent aussi une certaine lecture du passé récent. Ainsi, au moment où les journaux clandestins publient la "Déclaration aux mouvements" du général de Gaulle, Emmanuel d'Astier demande dans un rapport de mai 1942 que puisse être mieux connu en France le chef de la France libre. Parmi un ensemble de qualités —tacticien visionnaire, courage dans les combats de 1914-1918 et de 1940— il met en valeur son rejet du défaitisme, une attitude et un acte fondateur que les résistants partagent avec de Gaulle.

> *"Le général de Gaulle constitue en France uniquement un symbole. Par suite vraisemblablement d'une erreur des Services de Propagande, on ignore tout du Général. On sait vaguement qu'il a écrit un livre prophétique en 1934, qu'il avait eu de bonnes idées sur la guerre, puisque les Allemands ont adopté ses théories avec succès, qu'il avait fait proposer au Parlement par M. Paul Reynaud, en 1935, des*

---

206 Voir par exemple son article "Pionniers de la Résistance" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 969.

207 AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Reçu de Charvet [Henri Frenay], le 8 avril 1943

208 *La Nuit sans ombre, op. cit.*, p. 395

209 Plus particulièrement pour Combat et Vichy.

> *conceptions hardies qui devaient être bonnes. Il a eu une belle conduite pendant la guerre 1939-40* et il a été le premier à lever le drapeau de la résistance en partant à Londres. *Tout le monde ignore en France, par exemple (et chose plus grave, les agents du Général ne semblent pas le savoir eux-mêmes) que le Général de Gaulle a eu une conduite héroïque pendant la guerre 1914-1918.[…] Et puis, il est vraiment désagréable pour des généraux étoilés de se ranger sous les ordres d'un simple Brigadier. Ils ne se rappellent pas, en effet, qu'il a été membre d'un Gouvernement français, et que c'est à ce titre aussi que,* s'opposant à la mentalité défaitiste des autres membres du Gouvernement, il est parti pour Londres.*"*[210]

À la différence de Libération-Sud[211], on ne trouve aucune allusion explicite au rejet du gouvernement de Vichy et du maréchal Pétain avant le mois de décembre 1943 dans les documents adressés par Henri Frenay aux autorités de la France libre. À cette date, le chef de Combat a quitté la clandestinité pour rejoindre Alger et entrer comme Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés au Comité français de Libération nationale. Dans un long historique intitulé significativement "La Résistance en France" il rend compte alors de la position de l'ensemble des mouvements "vis à vis du gouvernement de Vichy et du Maréchal". Ils se sont ainsi, selon lui, opposés spontanément à l'armistice, considéré comme une trahison, puis à la politique de collaboration et à l'idéologie nazie :

> *"Dès leur origine les Mouvements de résistance ont refusé de s'associer à l'armistice conclu par le maréchal Pétain. Ils ont estimé qu'il trahissait à la fois l'honneur et les intérêts français. Le Maréchal a manqué à la parole donnée par la France à ses alliés en interrompant prématurément la lutte. Dans la guerre qui continuait la France avait encore un rôle grâce à son Empire, à sa flotte, à ses armées d'Outre-mer. Les Mouvements de résistance ont toujours estimé que l'attitude qui consiste à refuser de se soumettre est toujours plus forte que celle qui consiste à faire une politique de « réalisme ». Si cependant, dans le désarroi des jours qui précédèrent l'armistice, une erreur était possible, la politique de collaboration instituée par le Maréchal à Montoire le 12 octobre 1940, n'était plus une erreur, mais un crime. Crime contre l'âme française qui se soumettait implicitement à l'idéologie nazie, crime contre nos intérêts puisque cette politique consistait à aider l'ennemi contre nos alliés."*[212]

On sait, grâce aux recherches de Jean-Louis Cuvelliez, Jean-Marie Guillon et Daniel Cordier, que Frenay n'a pris ses distances avec le maréchal Pétain et certaines idées de la Révolution nationale que tardivement. Au cours de l'été 1941, rejetant le gaullisme, il proclamait dans un document du Mouvement de Libération Nationale sa "condamnation de la propagande souvent injuste qui

---

[210] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Rapport Bernard [Emmanuel d'Astier de la Vigerie], le 20 mai 1942. Nous soulignons.

[211] *Ibidem* : "Le but du Mouvement est de renverser VICHY en temps opportun pour faire la place aux représentants qualifiés du Général de GAULLE qui constitueraient, en quelque sorte, un Comité de Salut Public chargé des intérêts français jusqu'à ce que la libération du territoire permette au sentiment populaire de faire connaître le régime qu'il désire."

[212] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 377, dossier "Combat". "La Résistance en France", rapport rédigé par Henri Frenay, le 27 décembre 1943.

attaque notre gouvernement et surtout le Maréchal."[213] Cet écart entre les deux textes écrits en 1941 et 1943[214] attestent du chemin parcouru, qui passe de l'adhésion au désaveu. Déjà en mai 1942, dans sa "Lettre au Maréchal Pétain" publiée comme éditorial de *Combat*, Frenay établissait une chronologie des renoncements, des lâchetés et des trahisons du Maréchal et concluait son article en affirmant : "*La France toute entière contre Laval est désormais contre vous. Vous l'aurez voulu !*". Ce décalage relève d'un phénomène classique de relecture et de réécriture du passé à son avantage, au demeurant bien antérieur à la rédaction des mémoires de l'après-guerre[215].

Pourtant, Frenay évoque —avec il est vrai une certaine confusion dans la chronologie— la période de flottement et de "désarroi" qui a précédé la rencontre Pétain-Hitler à Montoire[216]. Il reconnaît ainsi sans détour la possibilité d'une "erreur". Cette incise sur Montoire, si elle est peut-être destinée à l'amender, souligne le trouble régnant alors, en 1940-1941, en zone libre. Elle montre aussi combien le rappel du refus fondateur de l'armistice et de la collaboration reste central dans le récit des premiers engagements résistants.

En dehors de la défaite et de quelques rares références à l'histoire de France (la guerre de 1914-1918), les synthèses et les circulaires parlent peu du temps d'avant 1939-1940, si ce n'est pour rejeter le retour d'un régime semblable à celui de la IIIème République[217]. Plusieurs explications peuvent être avancées pour tenter de comprendre cette quasi-absence de l'histoire —éclipse qui ne signifie cependant pas absence d'un passé.

Il convient d'abord de rappeler la nature spécifique des documents internes; ce sont des textes techniques qui règlent en priorité les problèmes du présent et dont le contenu reste très différent des récits et des réflexions de la presse de

---

213 "Position de notre Mouvement vis à vis du gaullisme", document analysé par Jean-Louis Cuvelliez, "Les débuts de la Résistance à Toulouse et dans la région" in *Mémoire et Histoire, op. cit*, p. 134.

214 En juin 1943 un autre rapport sur le mouvement affirmait : "Tous les militants sans exception veulent se battre contre l'ennemi, et tous les militants veulent jeter bas Vichy et la "Révolution Nationale"". AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Rapport sur le développement organique de la Résistance vu dans l'historique d'un Mouvement uni.

215 *La nuit finira. Mémoires de Résistance, 1940-1945, op. cit.*, 1973

216 L'entrevue de Montoire a eu lieu en fait le 24 octobre 1940 et elle signe l'entrée de la France de Vichy dans la collaboration.

217 Pour Combat il faudra "construire une République aussi éloignée des impuissances et des tares de la IIIème République que des perfidies de l'État Français", et marquer "la volonté de rompre avec les erreurs et les faiblesses de la III° République défunte". (AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Rapport Charvet. Juin 1943, Liasse 377, dossier "Combat", "La Résistance en France", 27 décembre 1943). Pour Libération-Sud "il ne saurait être question de redonner l'existence au Parlement qui décréta à Vichy, en Juillet 1940, sa déchéance." (AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Réponse de Libération au questionnaire n°1 du Comité des experts, 10 février 1943).

mouvements. Par ailleurs les premières années de la clandestinité ont peut-être absorbé en partie l'onde de choc de la défaite. Elles n'en effacent pas le souvenir mais contribuent à l'éloigner. Au cours des années 1942 et 1943 la ligne du temps se déplace et opère un véritable glissement chronologique ; la durée se rétrécit et l'évocation du passé tout récent du combat clandestin l'emporte sur les références historiques. La Résistance génère ainsi peu à peu sa propre histoire, dont la défaite constitue le point de départ. Elle s'écrit à différentes échelles et se normalise peu à peu.

Un temps originel et lointain

Dans une circulaire du 16 avril 1943 rédigée au nom du Comité directeur des MUR, Marcel Degliame, alors responsable de l'Action ouvrière, rappelle les principales étapes qui ont conduit au processus d'unification. Il contribue ainsi à fixer une histoire commune aux trois mouvements. Figée et presque sans aspérités, elle lisse les divergences, efface les difficultés, situe dans le temps l'acte fondateur et rythme l'enchaînement logique des faits :

> *"Les Mouvements de Résistance sont nés spontanément et en ordre dispersé pendant l'année 1940 du rassemblement de patriotes qui refusaient la défaite. Des années ont passé. D'un commun accord, les Mouvements de Résistance se sont ralliés au Général de GAULLE et ont reçu de lui les moyens de leur développement. Il y a eu des manifestations courageuses de la résistance communiste. Il y a eu la reconstitution progressive des partis politiques et des mouvements syndicaux. Il y a eu les événements d'Afrique du Nord et la formation d'une aile droite anti-démocratique de la Résistance. Il y a eu l'approche de la défaite allemande. C'est au milieu de tous ces événements et entre tous ces facteurs politiques que COMBAT, FRANC-TIREUR ET LIBERATION ont fait l'union et que nous procédons à la mise en place de l'unité de commandement à tous les échelons."*[218]

Destinée à être diffusée dans les régions, du sommet à la base résistante, c'est une histoire normée que construit ici Marcel Degliame. Les relectures schématiques et les reconstructions du passé y sont limpides et on pourrait s'en tenir à les détailler une à une. Au-delà des évidences et derrière la simplicité du récit, l'intérêt de ce texte réside aussi dans ce qu'il révèle d'une certaine perception du temps résistant. Répétée à de nombreuses reprises, l'utilisation de l'expression "il y a eu" pour rendre compte d'événements récents, renvoie progressivement l'histoire des mouvements dans un temps originel et lointain. Avec l'action clandestine la durée s'étire, "*des années ont passé*", l'impression d'éloignement du temps transforme des semaines et des mois en années entières.

Cette perception éloignée du passé proche caractérise et imprègne le rapport au temps des résistants. On le retrouve à divers niveaux de responsabilité. Ainsi de cet ancien chef local de Combat dans le Jura, Pierre Larceneux, qui, ayant rejoint le SOE, retrace en juin 1943 dans une lettre adressée au BCRA, son long parcours dans la clandestinité. Il commence avec l'armistice par la formation de petits noyaux, se poursuit avec la rédaction et la diffusion de tracts clandestins puis aboutit au développement régional du mouvement Combat :

> *"Voici en un bref raccourci notre rôle dans la Résistance. Dès après l'armistice, et sans contact avec un organisme central, mon frère aidé de quelques amis, noyaute les personnes résistantes. Il assume la tâche de regrouper sur le plan départemental, les petits noyaux locaux, et en même temps, il essaye de rejoindre*

[218] 72 AJ 624, Fonds Alban Vistel. Comité directeur des Mouvements de Résistance unis. Fouché [Marcel Degliame] à toutes régions, le 16 avril 1943. Nous soulignons.

> *des agents du général de GAULLE, ainsi que de se procurer les journaux pour faire de la propagande. C'est lui qui monte sur le département, toute la diffusion du journal "Combat" et qui imprime les consignes et tracts d'intérêt départemental. Il est alors le centre de toute la Résistance sur tout le département. De mon côté, au début de 1942, je me mets à la disposition de "Combat" à LYON, ou je suis employé au petit bonheur des taches pour cet organisme alors embryonnaire. J'entre en contact avec les chefs départementaux et je fais de mon mieux. […] Le travail ingrat du début* permettait *des perspectives de belle organisation. De plus, on* arrivait *à l'époque où l'ALLEMAGNE* faiblissait *et où* c'était *"bien" d'être résistants.* Il y eut *beaucoup de nouvelles figures à "Combat" après* juillet 1942*, pour devenir les responsables locaux."*[219]

L'amertume perceptible et le jugement ironique porté sur les "nouvelles figures" du mouvement soulignent à quel point le critère de l'ancienneté structure précocement le sentiment d'identité des résistants. Récurrent, il traversera toute la période et se prolongera bien après la Libération. Comme dans la circulaire de Marcel Degliame, Pierre Larceneux emploie une forme grammaticale du passé —ici l'imparfait— pour raconter en juin 1943 un épisode à peine distant d'une année, amplifiant ainsi l'effet d'éloignement du temps. On retrouve cette même impression dans une lettre de Frenay d'avril 1943, au ton plus personnel que celui des synthèses régulièrement adressées à la France libre. Il utilise également l'imparfait pour dépeindre dans le détail les premiers pas difficiles de son mouvement.

> *"Combat a commencé en Août 1940 date à laquelle j'ai réuni quelques amis qui malgré le caractère désespéré d'une semblable entreprise ont bien voulu me faire confiance et ont trouvé en eux la foi nécessaire pour entreprendre l'œuvre de libération alors que tout semblait irrémédiablement perdu. Pendant 18 mois, c'est-à-dire jusqu'au mois de janvier 1942, nous nous sommes développés seuls, sans aucun appui extérieur, sans liaisons avec Londres. Comme les autres Mouvements nous fûmes un mouvement spontané de révolte contre "l'inévitable", nous n'étions inféodés à personne. Je vous passe très brièvement les difficultés que nous dûmes surmonter. Nous n'avions pas un sou et devions après avoir écorné nos maigres moyens personnels, pratiquer en grand le "tapage" de toutes nos réactions. On mangeait dans les restaurants à 15 frs, on voyageait en troisième classe, on économisait les enveloppes. Ce fut l'époque héroïque pendant laquelle des liens très solides d'amitié et de confiance se nouèrent entre mes camarades et moi-même, liens qui tout autant que l'idéal que nous défendions nous unissait les uns aux autres. Et vous savez combien les liens humains peuvent être puissants."*[220]

Racontés par Henri Frenay sur le mode épique, il semble que des années-lumière séparent 1943 de ces premiers temps de la clandestinité. Deux origines se mêlent ici. La première définit le choix d'engagement comme une réponse à la fatalité, au renoncement et au consentement à la défaite : "*nous fûmes un mouvement spontané de révolte contre "l'inévitable"*". Ce moment fondateur se double d'une représentation idéalisée et mythifiée des débuts de la résistance,

---

[219] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, Dossier "Combat", Lettre de [Pierre] Larceneux, arrivé le 18 juin 1943 à Londres. Sur Pierre Larceneux, voir François Marcot, *Les Voix de la Résistance, op. cit.* Nous soulignons.

[220] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Reçu de Charvet [Henri Frenay], le 8 avril 1943

que Frenay situe dans une période lointaine ("*ce fut l'époque héroïque")*. L'expression lui tient visiblement à cœur puisqu'il l'emploie à nouveau dans un rapport de décembre 1943 :

> *"Le Mouvement COMBAT est* né *de la fusion des deux Mouvements Libération Nationale et liberté. L'auteur du présent rapport dirigeait le Mouvement de Libération Nationale. Celui-ci fut créé au mois d'août 1940. Il ne se développa que très lentement, car son fondateur, à l'origine ne pouvait faire appel qu'à ses relations personnelles qui étaient rares et à sa fortune personnelle qui était maigre. L'ambiance qui régnait d'autre part en France à l'époque ne se prêtait guère au développement d'un mouvement qui visait à reprendre les armes un jour contre le vainqueur qui apparaissait alors tout puissant. Ce fut l'époque héroïque de la résistance."*[221]

Ces récits et ces mots des années 1942-1943, parfois perdus au milieu de préoccupations plus immédiates et techniques, dévoilent une dimension essentielle à la compréhension de l'identité du phénomène de la Résistance. Ils participent en effet à la construction d'une mémoire de nature légendaire, qui enveloppera au fil du temps toute la période de la clandestinité. Une histoire s'écrit, esquissée à grands traits en juin 1943 par Emmanuel d'Astier, sous la forme d'un premier bilan rétrospectif.

> *"Aujourd'hui, au début de Juin 1943, nous pouvons jeter un regard derrière nous et constater qu'aux prix d'innombrables sacrifices, grâce au dévouement de milliers de militants qui ont fait bon marché de leur tranquillité, souvent de leur liberté et parfois de leur vie, nous avons pu depuis plus de deux ans, remplir notre rôle et affirmer au monde entier la volonté unanime de notre pays."*[222]

---

[221] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, dossier "Combat". "La Résistance en France", rapport rédigé par Henri Frenay, le 27 décembre 1943.

[222] An 3 AG^2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Au Comité directeur des Mouvements Unis de Résistance, courrier arrivé le 27 juillet 1943.

Un légendaire

À côté d'un usage du passé récent à des fins de reconnaissance politique — critère de l'antériorité, reconstruction du contexte et du sens des premiers engagements— des traces d'un légendaire se glissent peu à peu entre les lignes des documents internes. Sur un tout autre registre, elles partagent l'imaginaire des récits pensés et construits de la presse clandestine ou des allocutions radiophoniques d'un Pierre Brossolette[223]. Elles témoignent aussi, à leur manière, de la conscience de la singularité du combat résistant.

Les spécialistes de périodes plus éloignées, les médiévistes et les antiquisants en particulier, ont depuis longtemps réfléchi à l'utilisation des mots qui qualifient les formes et les manifestations de l'imaginaire[224]. Dans sa préface à *L'imaginaire médiéval*, Jacques Le Goff rappelle que lorsque le contenu d'une notion est flou —et le terme pour la désigner ouvert à des significations multiples, tantôt voisines tantôt éloignées voire antinomiques—, une élucidation préalable rigoureuse s'avère indispensable. Le même effort de définition s'impose donc pour la Résistance[225].

Il arrive souvent que des historiens emploient indifféremment les mots "légendaire", "légende", "fable", "dimension légendaire", "mythe", "dimension mythique" pour exposer sur l'imaginaire résistant — et sans toujours distinguer précisément la période de la clandestinité de l'après-guerre— des analyses parfois divergentes[226]. Qu'il s'agisse de chercher à démêler, dans les représentations de la Résistance, la part respective de la réalité et de

---

[223] Sur les écrits de résistance de Pierre Brossolette, se reporter aux commentaires de Laurent Douzou, *La Résistance : une histoire périlleuse, op. cit.*, pp. 25-31.

[224] Voir à ce sujet l'essai d'anthropologie historique de Jacques Le Goff, *L'imaginaire médiéval, op. cit.*, pp. 423-442.

[225] Nous avons écrit une première ébauche de cette réflexion dans l'article "La Résistance : du légendaire au mythe" paru dans le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit*., pp. 1017-1020, auquel nous nous permettons de renvoyer.

[226] Sur les questions relatives à l'imaginaire de la Résistance, sur les méthodes et les notions adoptées, et avec des nuances dans les interprétations, voir les articles et ouvrages suivants :

Pierre Laborie, "Opinion et représentations : la Libération et la construction de l'image de la Résistance" (1983) et "Honneur inventé ou invention du futur ? Mémoire et appropriation de la Résistance à la Libération" (2002), in *Les Français des années troubles, op. cit.*

Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans la Var. Essai d'histoire politique, op. cit*, en particulier le chapitre "La Résistance, du légendaire à la peur de l'oubli". (1989)

Jean-Marie Guillon, "La Résistance, 50 ans et 2000 titres après" (1995) in *Mémoire et Histoire : la Résistance, op. cit.,* pp. 27-43.

Laurent Douzou, "La constitution du mythe de la Résistance" (1996) in *La France de 1945 : résistants, retours, renaissances, op. cit*., pp. 73-83 et *La Résistance française : une histoire périlleuse, op. cit.*

H. R. Kedward, *À la recherche du maquis, op. cit.*

l'invention[227] ou d'insister sur la nécessité de prendre en compte sa dimension légendaire[228], l'absence de clarification du vocabulaire est source de confusion. Elle fournit des arguments aux jugements sommaires qui tendent à réduire une approche culturelle et anthropologique à une caricature de commémoration[229].

Quelques critères permettent de distinguer les notions de légende, mythe et légendaire, dans la diversité de leurs fonctions et de leurs usages ; celui du moment, du contexte et du lieu, celui des origines et des sources, celui des créateurs et des vecteurs.

Légende. Apparentée à la fable, au conte ou à l'épopée, la légende désigne avant tout un récit inventé qui raconte les faits, les gestes et l'histoire de personnages appartenant à l'univers du merveilleux. Le mot a subi des glissements de sens, et des habitudes de langage l'associent couramment à l'idée du faux et du mensonge, tout en l'utilisant aussi pour valoriser l'extraordinaire.

Mythe. De connotation voisine, le mot mythe subit les mêmes altérations de signification. Dans le sens commun une utilisation banale du terme renvoie à une conception négative de la notion. En opposition à la réalité et au vrai, le mythe est souvent assimilé à une invention ou une affabulation. Dans cette acception, "*la notion de mythe demeure confondue avec celle de mystification : illusion, phantasme ou camouflage, le mythe altère les données de l'observation expérimentale et [...] s'interpose comme un écran entre la vérité des faits et les exigences de la connaissance*."[230] Le concept de "mythe résistancialiste"[231], avancé pour servir de modèle d'explication au phénomène d'appropriation de l'idée de Résistance à la Libération, relève de cet usage étroit du mot. Selon cette analyse les Français se seraient indûment pensés résistants, et le mythe-illusion

---

227 Voir Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy*, *op. cit.*, et Jaques Sémelin, *Sans armes face à Hitler, op. cit.*

228 Les deux approches n'étant pas forcément contradictoires. On peut étudier des imaginaires comme participant pleinement de l'identité d'un phénomène, tout en restant lucide sur leurs usages et leurs instrumentalisations politiques ou idéologiques. Voir *L'imaginaire médiéval*, pp. 424-425 : "L'idéologique est investi par une conception du monde qui tend à imposer à la représentation un sens qui pervertit aussi bien le “réel” matériel que cet autre réel, l'“imaginaire”". La remarque de Jacques Le Goff vaut aussi pour le travail, l'éthique et les interprétations avancées par l'historien. Plutôt que de se limiter à confronter systématiquement l'imaginaire à la réalité des faits établis, et à lister les écarts, pourquoi ne pas s'interroger sur le sens et la fonction de la réalité et de la présence de cet imaginaire ? Cette question est abordée par Pierre Laborie dans son étude sur André Malraux et la Résistance : "André Malraux et l'expérience de la Résistance" in *Les Français des années troubles, op. cit.*, pp. 81-98.

229 L'article d'Henry Rousso, "Les clairs-obscurs des années noires", paru dans *L'Express* du 13 juillet 2006 évoque ainsi à propos d'une "certaine historiographie française" la "difficulté à tourner la page de l'histoire commémorative."

230 Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques, op. cit.*, p. 13.

231 Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy, op. cit.*

aurait servi à masquer les comportements supposés inavouables ou honteux de l'Occupation, pour mieux les refouler.

On ne peut toutefois limiter cette notion à la seule idée du mensonge ou de l'illusion. Le mythe, comme représentation symbolique et idéalisée du réel, ne conserve de celui-ci que quelques éléments qu'il normalise, reconstruit, organise et fige. Il fait de cette réalité transformée le support d'un récit structuré à visée explicative, identitaire et parfois aussi légitimante. Le mythe remplit plusieurs fonctions ; il dit et enseigne à l'homme ses origines, lui fournit des repères temporels, fonde son identité, encadre et oriente son action présente et le rassure quant à son avenir. Porteur de sens le mythe aide les hommes à s'approprier le monde à travers leur passé et leur futur.

Récit *sur la* Résistance le mythe met ainsi en évidence le sens de sa lutte et en énonce la mémoire comme origine et fondement d'une identité collective. Récit *de* résistance, le légendaire appartient à l'identité du phénomène et participe de sa singularité.

Légendaire. Au mot *légende*, d'usage équivoque, nous préférons le terme de *légendaire* pour qualifier les divers récits qui s'inspirent et se nourrissent de la clandestinité[232]. À cet égard nous suivons pleinement l'idée de Jean-Marie Guillon selon laquelle "*le légendaire apparaît avec la Résistance elle-même et s'affirme au fur et à mesure de son action. Il est partie prenante du phénomène exceptionnel que constitue la Résistance et donc de sa mémoire."*[233] Le légendaire naît de faits réels et les interprète en s'éloignant de la réalité originelle. Il se caractérise par l'immédiateté et répond au besoin de donner une signification à une expérience jugée révélatrice, qu'elle soit directement vécue ou plus simplement perçue et reçue. Plus englobante, la notion s'applique aussi bien aux écrits élaborés de la presse de mouvements ou de la littérature clandestine, qu'aux récits populaires, à la parole, aux gestes, aux symboles et à tout autre vecteur. Variant selon les lieux, les habitudes culturelles et les moments, le légendaire alimente sans cesse une mémoire multiforme et changeante de l'expérience de la Résistance. Par le légendaire des actions, des faits d'armes, des manifestations de solidarité ou des coups de main sont métamorphosés en récits merveilleux, déformés par la proximité, le silence ou l'éloignement, propagés par la rumeur et le mystère.

---

232 "Parler de légendaire ou de mythologie n'est en rien une remise en cause du bien-fondé de cette reconstruction et, encore moins, de la Résistance elle-même", Jean-Marie Guillon et Christian Bougeard, "La Résistance et l'histoire, passé / présent" in *La Résistance et les Français. Nouvelles Approches, op. cit.*, p. 29.

233 *La Résistance dans le Var, op. cit.*, chapitre "La Résistance, du légendaire à la peur de l'oubli", p. 804.

À travers certains articles de la presse se dessine une vision lyrique, embellie et parfois même poétique du combat résistant. L'imaginaire s'y déploie plus aisément que dans les textes quasi-administratifs des directives et des documents internes[234]. Ces derniers sont moins explicites, et il ne peut s'agir que de quelques incises, des observations et des remarques disparates, des mots surpris au détour d'une phrase ; là s'immiscent quelques traces d'un mode singulier de présence au monde.

Au fil du temps, cette mémoire légendaire des mouvements va s'élargir et se modifier. Entre 1941 et 1943, avec la répression et les premiers morts, un martyrologe commence de se former ; il s'accompagne d'une quête de reconnaissance symbolique et puise parfois dans les références d'un passé idéalisé. Alban Vistel compare ainsi la prison Saint-Paul de Lyon, où il est interné avec d'autres résistants, aux "catacombes" des premiers temps chrétiens[235]. Plus prosaïquement Emmanuel d'Astier demande que l'on n'oublie pas ceux qui font "leur devoir de Français", autant pour leur rendre hommage que pour valoriser l'exemplarité de leur sacrifice :

> *"Le Gaullisme manque de martyrs. Il y aurait lieu de mettre en valeur la résistance des gens arrêtés dès lors qu'ils n'ont pas réussi à se débrouiller pour se libérer et reprendre leur travail. Ainsi, M. BERNARD lui-même, s'il était arrêté et qu'il ne puisse s'en tirer, trouverait très normal, à condition que l'on ne donne pas des informations nouvelles, qu'on le cite comme ayant fait son devoir de Français."*[236]

La requête de d'Astier rejoint celle du groupe franc de Libération-Sud qui, en décembre 1942, souhaite voir attribuer à l'un de ses morts, Garnier, "la croix de la Libération à titre posthume."[237]

Pour les mouvements, le rappel des sacrifices consentis, de la précocité et de la longévité de leur résistance confortent la certitude de leur légitimité historique. Elle donne des droits impérieux sur le futur, ainsi que le réclame Henri Frenay :

> *"Un rajeunissement des cadres de la république, nous apparaît indispensable pour mener la Révolution que nous voulons faire. Nous pensons que les hommes de la résistance, trempés par des années d'épreuve ont donné au pays les garanties qu'il est en droit d'exiger de ceux qui auront l'honneur de le diriger."*[238]

---

234 Sur une analyse de la presse des mouvements et des MUR, voir notre troisième partie.

235 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud". "Nous croyons, du fond de nos catacombes, avoir acquis le droit de témoigner, et notre témoignage est celui de tout notre peuple", lettre adressée à Yvon Morandat et André Philip en janvier 1943.

236 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Rapport Bernard [Emmanuel d'Astier] , le 20 mai 1942.

237 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Extrait d'un rapport du Chef des "groupes Z". Courrier du 28 janvier 1943.

238 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, dossier "Combat", "La Résistance en France" par Henri Frenay, 27 décembre 1943.

Avec le légendaire, qui se forme au moment où se développe l'action et fait du passé récent de la clandestinité sa propre mémoire, s'affirment aussi les visions du futur[239].

[239] "L'introduction du futur —futur né d'un imaginaire conçu dans le présent et renvoyé vers ce même présent— est nécessaire à la compréhension des sensibilités collectives", Pierre Laborie, "De l'opinion publique à l'imaginaire social" in *Vingtième Siècle*, art. cit., p. 108.

Un futur incarné à construire

Une nouvelle fois il faut préciser le contenu et la signification du vocabulaire utilisé, et distinguer en particulier les mots "futur" et "projet". En effet, bien qu'étroitement liés, ils ne recouvrent pas forcément le même questionnement sur les représentations de l'avenir.

Les projets traduisent en termes politiques des idées sur la reconstruction du pays, les institutions nouvelles, la justice, l'économie ou la société. D'importants travaux ont déjà très largement étudié les divers programmes de la Résistance, depuis les *Idées sociales et politiques de la Résistance* de Boris Mirkine-Guetzévitch et Henri Michel (1954) au *Programme commun de la Résistance* de Claire Andrieu (1984) en passant par le *Comité général d'études dans la clandestinité* de Diane de Bellescize (1979), pour mentionner les plus connus. Si l'objet de notre travail n'est pas de mener *in extenso* une analyse des projets d'avenir des mouvements de la zone Sud, dont les fondements idéologiques recoupent en partie les grandes lignes des synthèses du CNR ou du CGE, quelques précisions s'imposent cependant.

Entre 1942 et 1943, des idées de programmes sont esquissées dans les documents internes. Succinctes, elles ne dépassent guère la perspective immédiate de la libération. Ce n'est que progressivement, sous la pression des événements et pour asseoir leur crédibilité, que les mouvements élaborent des projets plus solides, pour l'essentiel à la fin de 1943 et au cours de l'année 1944[240]. Comme le fait remarquer Claire Andrieu ces premières ébauches traduisent à la fois un rejet de la période de l'avant-guerre et du retour à la Troisième République, et une forte volonté de renouveau[241]. Ainsi de cette lettre de Franc-Tireur adressée au "peuple américain" en 1942 qui proteste contre l'idée de voir les anciennes élites politiques revenir au pouvoir, élites qu'il désigne comme responsables de l'effondrement du pays :

> *"Nous devons en effet vous dire que la majorité des Français, bien que toujours politiquement "axés à gauche", selon la vieille formule, ne supporteraient pas un retour des équipes politiciennes, dont la nullité et le manque total d'énergie furent parmi les causes déterminantes du désastre. […] Par tous les moyens, nous nous*

---

240 Pour Claire Andrieu, "la grande période de rédaction de programmes dans la clandestinité se situe en 1943-1944, parce que l'approche de la Libération en développe le besoin, mais aussi parce que la plus grande partie de l'activité programmatique se produit autour du CNR, dans l'esprit d'aboutir à un programme commun", "Programmes de la Résistance" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.,* p. 651-652. Voir aussi Diane de Bellescize, "Comité général d'études" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.* Plus largement sur la question européenne et les projets de construction de l'Europe élaborés par les principaux mouvements de résistance, nous renvoyons au livre d'Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance, op. cit.*, en particulier le chapitre "Le Temps de l'Europe", pp. 159-222.

241 "Programmes de la Résistance", p. 651

> *opposerons au retour de ces équipes qui, en 25 ans d'incompétence, d'inertie ou de lâcheté, ont laissé précipiter la France aux abîmes. Nous le disons tout net : si notre combat devait avoir pour simple résultat de remettre au gouvernail ces déplorables timoniers, nous préfèrerions l'abandonner, car tout* espoir d'une rédemption *serait perdu en France. […] La France, après l'exemplaire exécution des traîtres, veut être conduite par des équipes* nouvelles*, aux solutions* neuves*,* n'empruntant rien au passé mort *non plus qu'aux régimes totalitaires, hitlérien ou stalinien. Et peu nombreux seront ceux de l'ancien personnel politique dont l'attitude au cours des deux années terribles permettra le remploi."*[242]

Dans ce texte, les contours de la France de l'après-guerre sont encore flous et imprécis ; si l'avenir semble leur appartenir, il reste aux mouvements à le construire. Au-delà des aspirations au renouvellement —et plus généralement de la lenteur relative à lui donner concrètement forme avant 1943-1944—, cette lettre révèle une manière d'être au temps[243] singulière. Elle s'identifie au futur et à l'idée d'une "rédemption" et refuse de s'inspirer du passé considéré comme "mort" —du moins celui du régime politique de l'avant-guerre, comme le dénonce par exemple "Libération-Sud" en février 1943 :

> *"Nous écartons le projet d'un corps consultatif en raison de l'impossibilité de trouver, dans ce qui restera des corps élus avant 1939, même après épuration, une représentation authentique de la France d'aujourd'hui. Nous estimons que la légitimité du Gouvernement de la Libération Nationale lui sera donnée par l'adhésion, déjà acquise, des groupements de Résistance, des syndicats ouvriers, et des partis républicains. Nous estimons qu'il ne saurait être question de redonner l'existence au Parlement qui décréta à Vichy, en Juillet 1940, sa déchéance."*[244]

C'est à la demande du Comité général d'études que le mouvement de d'Astier rédige un programme institutionnel plus complet. On est alors loin de l'année1942 où la formulation d'un projet se limitait à des vues générales et plutôt vagues, qu'il s'agisse de Libération-Sud ou de Combat :

> *"Les groupements se sont mis d'accord sur quelques données politiques essentielles :*
> *Volonté formelle de restaurer le régime de forme républicaine et démocratique."*[245]

> *"Des groupes d'étude étudient, dès maintenant, les problèmes politiques et économiques qui se poseront à la France, non seulement au lendemain des hostilités, mais encore pour la période de reconstruction."*[246]

---

[242] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, dossier "France-Liberté", Lettre du Comité directeur de "Franc-Tireur" au peuple américain, le 30 mai 1942. Nous soulignons.

[243] L'expression "manière d'être au temps" est empruntée à François Hartog. Il l'utilise pour définir les "régimes d'historicité", c'est à dire les formes d'inscription dans le temps de diverses sociétés humaines (des Anciens Grecs aux Maoris). François Hartog, *Régimes d'historicité, op. cit*., pp. 19-20

[244] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Réponse de Libération au questionnaire n°1 du Comité des experts, 10 février 1943.

[245] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Note de Bernard [d'Astier] sur le groupement "Libération", 15 juin 1942

[246] AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 379, Dossier "MUR", Rapport de Monsieur Charvet [Frenay] sur le Mouvement "Combat", le 14 octobre 1942.

La nécessité d'une reconnaissance politique introduit peu à peu une pensée sur le régime et les réformes de l'après-guerre. Une nouvelle fois la confrontation d'extraits écrits à quelques mois de distance souligne la vitesse de maturation des mouvements de résistance et la rapidité d'un temps condensé à l'extrême. Cette densité accélère la mise en forme d'une réflexion sur les futures institutions, dont la portée dépasse désormais la seule période de la libération. Développant sa réponse au questionnaire du CGE, Emmanuel d'Astier insiste en particulier sur le rôle premier des mouvements de Résistance et sur la représentativité démocratique des forces politiques amenées à gérer l'après-guerre. Il rejette ainsi l'éventualité d'une application de la loi Treveneuc[247], qui prévoirait la réunion des conseils généraux de l'avant-guerre, considérés ici comme dépassés, nuls et non avenus :

> *"Le Gouvernement de la Libération Nationale aura un caractère de Comité de Salut Public. Sa mission sera de faire participer la France à la victoire des Nations Unies et de restaurer les libertés ; les prisonniers étant libérés, il aura à convoquer l'Assemblée Populaire qui décidera des futures institutions politiques. Le Gouvernement de la Libération Nationale assumera toutes les responsabilités, son caractère représentatif étant affirmé par sa composition : union sacrée des républicains patriotes devant l'ennemi et ses collaborateurs français ; plus précisément, il sera composé de personnalités appartenant aux Groupements de Résistance et partis politiques ayant donné leur adhésion à la déclaration du Général de Gaulle de 1942. Le Gouvernement de la Libération Nationale prendra position dès sa constitution et dans sa première proclamation sur son caractère de Comité de Salut Public qui lui fera assumer les pleins pouvoirs jusqu'à la constitution d'une convention nationale élue au suffrage universel par scrutin départemental proportionnel ou majoritaire avec ballottage, après le retour des prisonniers ; auparavant il n'y aura aucune élection. Nous écartons le projet d'un corps consultatif en raison de l'impossibilité de trouver, dans ce qui restera des corps élus avant 1939, même après épuration, une représentation authentique de la France d'aujourd'hui. Nous estimons que la légitimité du Gouvernement de la Libération Nationale lui sera donnée par l'adhésion, déjà acquise, des groupements de Résistance des syndicats ouvriers, et des partis républicains. Nous estimons qu'il ne saurait être question de redonner l'existence au Parlement qui décréta à Vichy, en Juillet 1940, sa déchéance. Nous repoussons également une application de la loi TREVENEUC considérant que les anciens États-Généraux n'ont pas un caractère représentatif de la France actuelle."*[248]

En deçà d'une analyse des projets institutionnels, notre questionnement sur le futur s'inscrit plutôt dans une démarche qui consiste à comprendre, à partir des perceptions et des priorités du présent des acteurs, les interactions entre leurs visions du futur et les modalités de leur action sur le monde. Par exemple, s'il fallait relier les mots "projet" et "futur", il faudrait d'abord restituer dans le présent la place de certaines représentations du futur pour pouvoir mettre en

---

[247] La loi dite de Treveneuc date de 1872 et son article premier stipule : "Si l'Assemblée nationale ou celles qui lui succèderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assemblent immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, au chef-lieu e chaque département."

[248] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Réponse de Libération au questionnaire n°1 du Comité des experts, 10 février 1943.

perspective les programmes d'avenir, et en saisir le sens et la portée. La volonté précoce d'épuration et de justice intransigeante des résistants peut ainsi se lire à travers le prisme d'un idéal de pureté, de purification et de régénérescence. Il s'agit donc d'interroger le rapport au futur des résistants moins en terme de projets d'avenir, que dans la mesure où il exprime une manière d'être au monde révélatrice de leur identité.

Pierre Laborie a montré que l'appropriation de l'idée de Résistance par les Français à la Libération pouvait être interprétée comme une identification forte à l'idée du futur quelle représentait[249]. Très rapidement —et sans toujours avoir une conception précise de son contenu— les mouvements ont conscience d'incarner, par leur attitude et dans la solitude de leur engagement, une certaine idée du futur. En janvier 1943 Alban Vistel évoque ainsi le "moral" des résistants internés à Lyon :

> *"Tous les Chefs et tous les Militants des Mouvements de Résistance incarcérés à Saint-Paul sont unanimes pour ne rien regretter de leur action passée. Leur moral est inébranlable et aussi leur foi dans l'avenir."*[250]

Cet état d'esprit, entièrement tendu vers le futur et cherchant à circonscrire l'emprise du passé, repose sur de simples perceptions du temps ; la foi, l'espérance, le rejet de la fatalité et le refus de se plier à l'ordre des choses :

> *"Combat a commencé en Août 1940 date à laquelle j'ai réuni quelques amis qui malgré le caractère désespéré d'une semblable entreprise ont bien voulu me faire confiance et ont trouvé en eux la foi nécessaire pour entreprendre l'œuvre de libération alors que tout semblait irrémédiablement perdu. Pendant 18 mois, c'est-à-dire jusqu'au mois de janvier 1942, nous nous sommes développés seuls, sans aucun appui extérieur, sans liaisons avec Londres. Comme les autres Mouvements nous fûmes un mouvement spontané de révolte contre "l'inévitable""*[251]

Ce rapport au temps ouvert sur le passé et le futur témoigne d'une confiance plus affermie des mouvements. La conjonction d'un certain nombre de variables et de priorités —confrontation ou rencontre des autres groupes de résistance, rapprochements et reconnaissance— cristallise peu à peu quelques traits distinctifs d'une certaine manière d'être au monde.

Dans la *Nuit sans ombre*, Alban Vistel revient à plusieurs reprises sur l'impression de sérénité qui se dégage selon lui des rapports entre les

---

249 "Honneur inventé ou invention du futur ? Mémoire et appropriation de la Résistance à la Libération" in *Les Français des années troubles, op. cit.*, p. 282.

250 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Alban Vistel à Yvon Morandat et André Philip, 22 janvier 1943. Alban Vistel a longuement réfléchi à la place du futur dans l'imaginaire des résistants. En 1952 il définit la résistance comme étant "essentiellement un dynamisme, un douloureux effort d'approfondissement, une volonté de conquête de l'avenir". "Fondements spirituels de la Résistance" in *Esprit*, art. cit. Nous reviendrons plus longuement sur cette pensée dans notre dernière partie pp. ??

251 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Reçu de Charvet [Frenay] , le 8 avril 1943.

mouvements de la région de Lyon et les communistes. Il insiste en particulier sur l'absence de tout complexe d'infériorité : "*Contrairement aux partis de naguère, elle [la Résistance] se sent capable d'engager l'unité d'action sans redouter l'associé : prête sans doute au dialogue viril et fraternel, mais sans rien concéder sur l'essentiel*"[252], et plus loin : "*Nous sommes les MUR, sans autre passé que celui que nous avons voulu, construit ; vierges de préjugés, mais conscients de notre force, et sans complexe d'infériorité*."[253]

Cette assurance—au demeurant très éloignée de l'inquiétude exprimée par "Franc-Tireur" au printemps 1942[254]—, ne s'affiche pas uniquement dans les relations avec les communistes. Elle touche aux représentations du passé et du futur et structure le sentiment d'identité des mouvements. Si la reconnaissance politique repose en partie sur leur capacité d'union, leur efficacité stratégique et leur action, ils savent qu'elle se fonde aussi sur la certitude de leur légitimité historique.

Celle-ci apporte une distance critique et permet une grande liberté de jugement, qui s'exerce par exemple sans détour à la fin de 1942 devant le ralliement, après le débarquement allié en Afrique du Nord, des forces que les mouvements désignent comme "giraudistes". Dans une circulaire du 17 novembre 1942 Libération-Sud explique la façon dont le mouvement doit, dans sa presse, parler de ces derniers. Ainsi, tout en se satisfaisant de l'aide militaire et stratégique qu'ils pourraient apporter, la circulaire demande de condamner sans détour leur engagement vichyste et préconise de les écarter des responsabilités politiques de l'après-guerre.

> *"Notre propagande doit d'une part, saluer avec satisfaction l'apport militaire du général Giraud qui d'une manière ou d'une autre devra s'intégrer dans la France Combattante mais d'autre part, se désolidariser avec une netteté absolue et brutale de Darlan, comme, en général de tout dirigeant vichyssois converti.[…] Il faut dire et redire que les* convertis de la dernière heure *n'ont pas à espérer d'échapper par un tour de passe-passe à leurs responsabilités. Il faut tout mettre en œuvre pour ne pas laisser s'accréditer dans les esprits faibles, la légende du double-jeu de nature à blanchir les traîtres que nous n'avons pas cessé de dénoncer. Ce serait* nous renier nous-mêmes que de consentir sous prétexte de politique*, à pactiser avec* ces transfuges*. Il ne faut pas perdre de vue en effet, que tous les éléments de la nuance Darlan ne consentent à devenir anti-allemands que dans la mesure où ils escomptent la libération sans le rétablissement de la république. Notre action*

---

[252] *La nuit sans ombre, op. cit.,* p. 144

[253] *La nuit sans ombre, op. cit.,* p. 275. Il faut toutefois préciser les raisons sous-jacentes à cette analyse. En rejetant tout "complexe d'infériorité" Vistel cherche aussi à répondre aux accusations —du moins aux soupçons— de noyautage par des militants communistes des postes de direction des MUR.

[254] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, Dossier "France-Liberté", France Liberté par F.F.L. Lisbonne. Le 20 avril 1942. "Le fait que, seuls ou presque, les Russes subissent le poids de la machine de guerre allemande, permet d'une manière qui pourrait devenir fâcheuse, le développement de l'action communiste."

> *politique qui a pour but de rendre la parole au peuple français doit donc nécessairement lutter contre ces partisans de la dictature dès que le rôle d'instrument stratégique temporaire qu'ils peuvent être appelés à jouer est terminé. Quant aux* retournements *de personnalités mineures que vous ne manquerez pas de constater de plus en plus souvent sur le plan régional et local on les accueillera dans le même esprit sans perdre de vue cependant que le changement d'attitude des personnalités en place peut souvent présenter de grands avantages au point de vue de notre action et nous assurer de précieuses complicités."*[255]

Seul un certain réalisme pragmatique parvient à contenir une méfiance profonde à l'égard des partisans du général Giraud, perçus comme des "convertis de la dernière heure" et des "transfuges", et dont il faut surveiller étroitement les velléités peu démocratiques. Totalement étrangers à l'histoire, à l'action et au quotidien des mouvements, dont ils n'ont partagé ni le vécu difficile, ni la longévité, ni même le caractère politique, ils ne peuvent prétendre, pour les mouvements, à la moindre légitimité. On sait que ce besoin de revendiquer au présent et dans l'avenir la prééminence des groupes de résistance sur les forces giraudistes répond à un contexte diplomatique et militaire particulier. Dominées par les Etats-Unis les logiques de guerre alliées font en effet peu de cas des intentions politiques des résistants[256]. Ceux-ci doivent donc sans cesse réaffirmer et prouver la nécessité et le bien-fondé de leur existence.

---

[255] AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération-Sud", Propa-diffu à toutes les régions. Circulaire n° 6. Position de Libé à l'égard des événements d'Afrique du Nord, du général de Gaulle et de l'amiral Darlan. Le 17 novembre 1942. Nous soulignons.

[256] Comme l'explique Robert Frank, les Etats-Unis conservent jusqu'en novembre 1942 des relations diplomatiques avec Vichy et font montre d'indifférence et de méfiance à l'égard de la Résistance et du général de Gaulle, dont la logique politique —maintenir une France souveraine *dans* la guerre— contrarie la logique militaire des Alliés —rendre à la France sa souveraineté *après* la guerre. Voir "La Résistance et les Alliés" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, pp. 87-92.

Conclusions d'étape
L'identité des mouvements au début de 1943

Au début de 1943, avec des nuances selon les mouvements et les personnalités qui les dirigent, des lignes de force se précisent. Elles dessinent alors les contours d'une identité "mouvements" qui se structure autour de trois composantes imbriquées : la clandestinité, la question de la légitimité et la volonté de s'approprier le temps. On peut également y associer le témoignage.

La clandestinité

Vécue dans la difficulté et l'anonymat, racontée parfois sur le mode épique, la clandestinité imprègne les représentations de soi des mouvements. Pour *Combat* les clandestins sont des "Inconnus" dont "*l'Histoire, un jour, dira ce que furent les chefs, les cadres, les soldats de la Résistance. Dès aujourd'hui la France doit connaître ceux qui luttent, travaillent et demain vaincront. Ceux qui, n'ayant pas eu le privilège d'être, en juin 1940, en dehors de la métropole, et qui, sans relâche, ont, en France, continué la lutte.*"[257] La clandestinité modèle les récits de leur propre histoire, autorise les jugements entiers, oriente les relations avec les autres groupes (France libre, communistes ou giraudistes) ou les Alliés et nourrit la confiance ou la suspicion. Largement revendiqués, le caractère clandestin et pionnier ainsi que la longévité et l'ancienneté de leur engagement sont des critères incontournables qui fondent le sentiment de leur légitimité.

La question de la légitimité

Sur le long terme, la question de la légitimité est, avec celle de l'existence et de la survie, un élément essentiel et récurrent de l'identité des mouvements de résistance. Pour Denis Peschanski "*l'histoire de la France défaite, occupée puis libérée peut se lire et s'écrire comme un combat constant pour la légitimité : celle qui se joue dans le triptyque État-Nation-Patrie, celle qui implique le pouvoir et la chose publique.*"[258] Si, en novembre 1942 ou au printemps 1943, elle se pose en termes politique, stratégique, diplomatique et institutionnel (État), il faut aussi y ajouter, conjointement ou à d'autres moments, une dimension sociale et historique (Nation et Patrie).

---

[257] *Combat*, n° spécial, janvier 1943, "Les Inconnus".
[258] Article "Légitimité" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.,* p. 644.

S'approprier le temps

Le choix d'engagement des mouvements s'inscrit dans un rapport au temps qui se réfère au rejet originel de l'état d'esprit défaitiste. Portée par un espoir lucide et pariant sur un avenir encore brouillé, cette attitude écarte la fatalité des déterminismes, n'accepte pas les interprétations désespérées du temps présent et refuse de se plier au destin définitivement réglé. Elle semble exprimer une certaine volonté de s'approprier le temps ; dans la durée elle produit une mémoire propre, de nature légendaire, et s'identifie aux constructions du futur. Elle peut se traduire par une obstination à ne pas se laisser déborder par les événements.

Ces trois composantes identitaires sont un peu comme des traits de caractère se fixant et se développant dans un environnement dominé par les préoccupations de reconnaissance, de rapprochements et d'affirmation. Ils nourrissent l'idée d'un engagement et d'une première résistance pensée et vécue comme témoignage, comme présence, comme être-là. Témoignage pour l'ensemble des Français, "refus de l'inévitable" selon Henri Frenay, présence morale de l'irréductible face au renoncement et à l'abandon. Au fil du temps, dans des contextes variables et en fonction de priorités autres, par amplification ou par intermittence, ces composantes s'affineront, s'enrichiront et se mêleront à des éléments moins marquants dont certains ont été entrevus au cours de cette première période. Ainsi du rapport à l'action —formes de l'action et nature de la guerre, conditions et exercice de la violence, perspective de la lutte armée— et de la réflexion qu'il peut susciter sur la singularité du combat résistant.

Entre 1941 et le début de 1943 ces points communs partagés forment une conscience identitaire encore limitée aux responsables de Libération-Sud, Combat et Franc-Tireur. Par ailleurs ceux-ci se réfèrent alors davantage à l'entité "Mouvements" et ne s'identifient pas encore tout à fait à l'idée "Résistance". La formation des MUR, l'unification et l'élargissement, comme la découverte objective de la population, vont accélérer et confirmer les tendances de fond, ou bouleverser des bases moins solides.

Chapitre 5

Printemps 1943. Une transition courte et dense. Accélérations, crises et maturation

Deux faits rythment les premiers mois de l'année 1943 ; l'instauration en février du travail obligatoire en Allemagne, subi dans un premier temps, est extérieure aux mouvements, alors que l'unification des moyens d'action résulte d'une décision propre. Ces deux événements prolongent, bousculent et remodèlent tout à la fois les priorités et les repères de la période précédente. À l'élargissement de la base, à la diversification des services et des niveaux de commandement, au chevauchement et parfois au heurt des préoccupations qui l'accompagnent, s'ajoutent les attentes d'une population présente et inquiète (encart n°3 ci-après). Cette accumulation soudaine crée sur le moment les conditions d'une véritable crise existentielle de l'ensemble "mouvements" — crise aux enjeux multiples, autant politiques, sociaux que stratégiques— tout en renforçant dans la durée un sentiment commun d'identité.

Faire face à l'imprévu

Le 16 février 1943 une loi du gouvernement de Vichy instaure pour les jeunes Français nés entre 1920 et 1922 le Service du travail obligatoire en Allemagne. Cette loi, dans le prolongement de la politique de la Relève, élargit celle du 4 septembre 1942, s'étend à tous les jeunes gens et menace particulièrement et directement les paysans. Entre mars et avril-mai 1943 quelques-uns parmi les requis refusent de partir, se réfugient ou se cachent dans les campagnes. Au printemps le phénomène prend de l'ampleur[259] et surprend les responsables des mouvements. Pour Alban Vistel "*il est évident que la réquisition des hommes au STO prit au dépourvu les Mouvements en pleine croissance. Les dirigeants eurent très vite conscience du poids de l'enjeu. Il s'agissait de l'honneur de la Résistance et peut-être de sa survie. Elle a lancé ses proclamations, multiplié ses efforts pour convaincre ; elle a réussi, les*

[259] Sur le STO et ses conséquences sur le développement de la Résistance, nous n'avons pour objectif de refaire ce qui est mieux écrit et expliqué ailleurs. Voir en particulier *Lutte armée et maquis, op. cit*. et *À la Recherche du maquis, op. cit*. Notre intention est plus simplement de comprendre ce que peut provoquer un tel événement dans la perception que les résistants ont de leur identité, dans l'évolution des stratégies et du rapport au temps.

consciences sont éveillées, mais c'est alors que tout commence, que tout devient difficile."[260]

[260] *La nuit sans ombre, op. cit.,* p. 318

ENCART N°3

Période 2. Le printemps 1943. Ruptures et fragilités, classe D

Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances

Le graphique ci-dessous est une version simplifiée du graphe croisant les axes 1 et 3. Il ne retient, pour plus de lisibilité, que les caractères à forte contribution. Ici l'instauration du travail obligatoire, l'afflux des réfractaires et la nécessité de répondre aux attentes d'une population qui se sent directement menacée (JEUN, MENACES, DÉPOR, REFUGE, SOLID, FRAN) orientent très largement la formation de l'axe 3, axe des préoccupations. Moment transitoire, le printemps 1943 (MURD43) est dominé par le doute. On retrouve cette même fragilité et cette même impatience (IMPA) juste après les combats de l'après 6 juin (Vercors et Ain), en particulier face à la répression dont sont victimes des populations, au début de l'été 1944 (MLN060744). Ces deux moments de rupture et de fragilité se superposent et interfèrent avec la continuité chronologique dominante. Le printemps 1943 est une courte période de rupture très structurante, un temps fermé, replié sur le présent et un futur perçu comme menaçant, où l'événement décide. Les acteurs font face à leurs responsabilités immédiates et s'effacent un peu devant la réalité (réfractaires, combats).

Le lendemain de la promulgation de la loi du 16 février, Emmanuel d'Astier adresse à Londres un rapport portant sur la "situation créée par l'application de la loi du 4 septembre 1942". L'appel est angoissé, impatient, confus, il mêle les incertitudes à l'exaltation enthousiaste et fait montre d'une certaine clairvoyance quant à la portée immédiate de l'événement.

> *"La situation de fait créée par le service obligatoire du travail pour les jeunes nés entre le 1/1/20 et le 31/12/22, et par le recensement des hommes âgés de 21 à 31 ans a provoqué le jour même un mécontentement et une volonté de résistance tels qu'ils doivent servir à une action positive."*[261]

Quelques jours plus tard, le 28 février, arrive à Londres le télégramme suivant envoyé par Henri Frenay :

> *"Mouvements unis et AS demandent appui radio pour donner consignes à Français toute catégorie partant pour Allemagne. Consignes devraient être répétées plusieurs fois par semaine. Vous suggérons établir une émission bi-hebdomadaire LA FRANCE EN GUERRE comprenant compte rendu sur la résistance et consignes action."*[262]

Les deux responsables perçoivent vite les conséquences des mesures menaçant certaines catégories de Français. La volonté d'appropriation de cette situation imprévue est immédiate et la prise de conscience se fait à plusieurs niveaux qui s'enchaînent et se précipitent. L'appel d'Emmanuel d'Astier est très riche à cet égard ; du foisonnement d'idées exprimées sans détour et sans fuite, de grandes lignes de force se dégagent. Elles disent beaucoup de la façon dont l'événement STO est reçu —et plus précisément son effet direct, la présence de la population. L'événement possède ici une dynamique qui opère en deux temps. Il s'agit d'abord d'éviter d'en subir le caractère imprévu en lui faisant face et en cherchant à le maîtriser rapidement ; mesurer tout ce qu'il perturbe dans le développement prévu de l'action des mouvements ("*Nous préparons l'avenir mais c'est le présent qui nous frappe*"), comprendre aussi qu'il est susceptible de remettre en cause leur existence même ("[sans action] *nous commençons par essuyer une défaite et l'opinion populaire ne s'y trompera pas*"). Par ce constat la Résistance se doit dès lors d'*être* une solution, un recours qui protégera les Français. Dans sa relation avec les populations, jusqu'alors presque inexistante, sa fonction change fondamentalement de nature ; il n'est plus seulement question de "convaincre et d'éveiller les consciences"[263] : "*l'action nécessaire est une action défensive qui s'impose à nous si nous voulons subsister*

---

[261] AN 3 AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud", Libération à Londres. Le 17 février 1943. AX 03. Voir l'intégralité du document, texte 2, annexe I, p. 409. Remarquons au passage qu'il confond les deux lois. Cette confusion s'explique peut-être par le fait que la loi du 16 février est perçue dans l'esprit des dirigeants des mouvements comme la suite logique de celle du 4 septembre. Voir sur ce sujet, François Marcot, "Le Service National Maquis : structures, pouvoirs et stratégies" in *Lutte armée et maquis*, p. 211.

[262] AN 3 AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud". France COMBATTANTE — BCRA du Général de GAULLE — BCRA, section "A/M" [Affaires militaires] . Signé : NEF – DENIS.

[263] Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*

en force, jusqu'au moment de l'offensive. Cette action défensive n'aura d'utilité que si elle défend les Français"[264].

Pendant quelques semaines le temps se referme brusquement sur le présent et la perspective d'un proche avenir sombre. Une véritable course de vitesse s'engage contre un futur immédiat —celui des réquisitions— et contre une urgence qui imposent brusquement leur rythme au développement des mouvements. Face à cette menace, et à l'image des choix d'engagement qui ont suivi la défaite de 1940, les mouvements témoignent à nouveau par leur attitude du refus de subir l'ordre des choses. Ici s'exprime l'une des constantes de l'identité résistante esquissée plus haut : dompter le temps et agir coûte que coûte sur l'événement.

Cette courte et dense transition du printemps 1943, s'il est coutumier de la désigner comme une phase d'accélération des mutations et d'affirmation des décisions, peut également être considérée comme une période de doute, de trouble et de confusion identitaire. Des interrogations multiples la traversent, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui questionnent aussi bien la légitimité sociale des mouvements que leur identité politique et stratégique.

[264] Emmanuel d'Astier, février 1943.

Identité et légitimité sociale

Les conséquences de l'instauration du Service du travail obligatoire, pour le développement de la Résistance comme pour sa relation avec les populations, ont déjà été largement analysées par les historiens. Elles sont connues et nous n'y reviendrons pas plus longuement[265].

Afin de faire apparaître quelques variables identitaires nous observerons ici plus précisément la nature et le rôle catalyseur de l'événement, la façon dont il est interprété et le sens qui lui est donné. Pour les mouvements, et sous l'angle d'une identité en construction, le fait social que représente la présence des populations *fait* davantage *événement* que la date du 16 février 1943. Précisons que l'adjectif "social" est employé sans connotation politique ou idéologique ; il renvoie essentiellement aux rapports entre les mouvements et la société. Il vise en particulier à rendre compte de leur disposition à s'ouvrir aux autres Français, à s'adapter à leurs attentes et à intégrer leur réalité aux stratégies et plus généralement à l'identité de la Résistance.

Cette rencontre avec la société, qui mêle parfois le réel à des représentations imagées, peut en retour avoir des incidences sur l'élaboration de projets socio-politiques. Elle provoque dans l'immédiat une crise de croissance à double effet. Aux doutes sur l'existence, la responsabilité et la fonction sociale des mouvements s'ajoute une remise en question de l'un des fondements de leur identité. L'éventualité d'un élargissement de la base résistante par l'intégration de personnes sans passé résistant, bouscule en effet sérieusement le critère distinctif de l'antériorité et celui du caractère pionnier du vécu clandestin.

---

[265] François Marcot résume ainsi les effets du STO sur la Résistance : "S'il est un événement décisif dans l'histoire de la Résistance, c'est bien la création du Service du travail obligatoire en Allemagne. Il est immédiatement perçu comme tel et plus rien ne sera comme avant : il déstabilise les organisations de résistance, transforme profondément leurs relations avec la population et ouvre des perspectives d'actions nouvelles", voir sa mise au point dans l'article "16 février 1943 : le Service du travail obligatoire" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 623. Voir aussi son chapitre sur les rapports entre "le STO, la Résistance et la population" in *Résistance et population (1940-1944), op. cit.*, pp. 81-91.

Protéger les Français : existence et responsabilité des mouvements

Quelque temps après les premiers appels lancés par les chefs de Libération-Sud et de Combat, des directives sont envoyées aux responsables régionaux des MUR. Leur tonalité reflète la volonté de surmonter l'imprévu, mais exprime aussi toute la difficulté à le faire ; l'incertitude et une forme de panique affleurent. Le CD des MUR comprend très vite l'opportunité. Il s'agit en effet de répondre aux attentes des populations menacées en se donnant les moyens d'organiser et d'encadrer leur protection. Dans ce but une note adressée aux départements et aux régions insiste sur le rôle de premier plan que doivent jouer les mouvements unis :

> *"La présente note a pour but de préciser et de compléter les directives que vous avez reçues précédemment sur la lutte contre la déportation ainsi que d'unifier notre action sur l'ensemble du territoire de la zone sud. Les décrets sur le service obligatoire du travail, prélude à la réquisition générale de la main d'œuvre en France, ont provoqué dans la population une indignation générale et une opposition unanimes. L'immense majorité des Français menacés par ces mesures souhaitent échapper à la déportation sans toutefois discerner clairement les moyens qui les mettraient à l'abri du danger. Ces hommes attendent des directives qui ne viennent pas et un soutien qui ne leur est pas donné*. C'est aux Mouvements Unis qu'il appartient de leur donner directives et soutien. *Nous avons, hélas ! été pris de court par les mesures gouvernementales. La publication des décrets, les opérations de recensement et les départs se sont passés à une vitesse record qui nous a empêché d'organiser méthodiquement les contre-mesures."*[266]

Avec l'inquiétude des premières constatations, l'idée de transformer l'événement pour ne pas le subir, de le convertir et d'en changer la signification, vient très vite à l'esprit des dirigeants. La nécessité de tenir compte de la présence de la population bouleverse certes le rôle de la Résistance, et la perspective de ne pas parvenir à y répondre rapidement est perçue comme une mise en péril de son existence. Pourtant, et de façon concomitante, l'événement est interprété aussi comme une immense possibilité de développement. Si la crainte de perdre en crédibilité est bien réelle, à l'inverse l'espoir de gagner en légitimité auprès des Français suscite l'enthousiasme d'Emmanuel d'Astier : "*Il convient de prendre les mesures de protection effectives de la population qui établiront et consolideront définitivement la situation de la France Combattante vis-à-vis du peuple de France dont elle a, elle, plus que d'autres, la véritable confiance.*"

Au cours du printemps 1943, jusqu'en juin, des échanges intenses animent les divers niveaux de responsabilité. Par un dialogue incessant, à travers les

[266] AN 72 AJ 624, Fonds Alban Vistel, Le Comité Directeur des Mouvements de Résistance Unis à toutes Régions et Départements. Le 1er Avril 1943. Nous soulignons. Le constat appuie l'analyse de François Marcot : "on comprend dès lors la nouvelle fonction de la Résistance […] : fournir à une masse de Français, les réfractaires, leurs familles et une grande part de la population, les cadres d'une nouvelle légitimité". Voir *Résistance et population, op. cit.*, p. 83.

questions impatientes, les demandes de consignes d'action et la multiplication des directives, on peut voir se former autour de cet événement une temporalité distincte de celle de la période précédente. Les extrémités —passé et futur— se redessinent dans la durée et dans les usages. Le futur, s'il est encore marqué par l'inquiétude et l'incertitude quasi existentielles, perceptions du temps très présentes dans les textes des différents responsables, paraît aussi s'ouvrir et s'éclaircir[267] ; l'espoir affleure, s'impose peu à peu. Il exprime le sentiment d'une possibilité d'avoir prise sur le cours des choses, et de pouvoir agir sur l'avenir. Si les mouvements cherchaient jusqu'alors à situer la Résistance dans le temps et à lui fonder une histoire, la nécessité d'intégrer des catégories de la population à leur horizon immédiat structure maintenant l'essentiel de leurs préoccupations. La conscience de représenter à la fois une réponse aux attentes des Français et une alternative à Vichy —conscience exprimée par Emmanuel d'Astier dans son analyse du 17 février— est partagée et relayée à tous les niveaux. Ainsi, avec le même sentiment d'enthousiasme et de doute mêlés que celui du chef de Libération-Sud, un responsable local du mouvement dans l'Ain adresse en juin 1943 à Londres un rapport sur la formation des refuges dans les campagnes de la Bresse :

> *"Un fait nouveau et qui pourrait être d'une grande importance : les "miliciens" et autres éléments "vichyssois" se trouvent complètement désemparés à la suite des événements qui ont accompagnés l'appel des jeunes de la classe 42 pour le service obligatoire du travail. J'ai déjà noté que, dès que fut connu l'appel de la classe 42, cultivateurs y compris, des "comités de défense" furent spontanément constitués par les jeunes gens dans de nombreuses communes du département de l'Ain. C'était le dimanche 31 mai. Les jours suivants, ces comités entrèrent en contact avec les organisations de résistance qui se sont beaucoup développées depuis six mois. Elles offrirent de faire partir les réfractaires pour les forêts du Charolais et organiser leur séjour. […] CONCLUSIONS. Il existe actuellement en Bresse, et vraisemblablement dans beaucoup d'autres régions rurales, un ensemble de circonstances particulièrement favorables à la "Résistance". On peut dire qu'elle ne furent jamais aussi favorables, et que la résistance rallie actuellement, bon gré mal gré, l'unanimité de la population."*[268]

L'utilisation des guillemets pour désigner la Résistance —à la fois comme entité, comme notion et dans sa réalité— est révélatrice de la représentation que les résistants se font de la perception du phénomène par la population. Ici l'identité de la Résistance n'est plus seulement réductible à ce qu'en font les résistants. Elle se construit aussi dans un jeu de miroirs, en fonction du regard et des attentes de l'autre, là où l'image d'espoir et de protection renvoyée par la population modifie en retour l'idée même de Résistance et le sens qui lui est donnée, et tend à démarquer la Résistance de sa fonction première. Les résistants prennent rapidement conscience, en ce printemps 1943, que la Résistance est également perçue à travers ce qu'elle peut apporter, que son rôle "social" doit

---

[267] Les sentiments peuvent être contraires et néanmoins coexister.

[268] AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud", Situation nouvelle dans les campagnes de Bresse. LIB/ 35006. 23/06/43

fondamentalement changer. L'image et le crédit de la Résistance semblent dès lors importer autant que son action ; elles en sont dans une large mesure, et pour quelques semaines, le moteur principal. Le futur immédiat et sombre des réquisitions réoriente et domine toutes les priorités, dans l'espoir toutefois qu'elles ne durent qu'un temps. C'est du moins le sentiment qui ressort d'une directive du Comité Directeur des MUR rédigée par Henri Frenay ; il insiste sur le caractère "actuel" de cette priorité, lucide et sans illusions quant à un hypothétique appui des Alliés :

> *"Il est inutile de souligner à quel point tous les efforts à tous les échelons doivent être concentrés sur* cette lutte contre la déportation qui est l'essentiel du travail actuel de la Résistance*. A l'échelon national, nous mettons tout en œuvre journellement pour procurer aux régions les armes, l'argent, l'aide extérieure dont nous avons un besoin urgent. Nous pouvons vous affirmer que le Général de Gaulle, particulièrement préoccupé de la situation, est décidé à nous apporter toute l'aide qui est en son pouvoir, et à réclamer tous les moyens possibles. Mais il ne faut pas oublier que les moyens mis à notre disposition le sont par les Alliés, dont les conceptions nous échappent. Dans ces conditions, ceux-ci peuvent être amenés à ne pas tenir compte des conditions nationales ou locales qui* marquent gravement le destin français*, et dont l'importance lui paraît secondaire dans la marche générale des opérations."*[269]

Si cette directive exprime la volonté de limiter dans le temps l'effet d'une réorientation tactique de la Résistance, comme celle d'ailleurs de ne pas laisser l'événement dicter ses choix stratégiques, elle en révèle aussi une des principales caractéristiques identitaires. De fait, le sort et l'avenir de la Résistance se confondent ici avec le "destin français". En précisant que l'identification à la France ne signifie cependant pas, dans l'esprit des mouvements, assimilation de la société française —ou de quelques-unes de ses composantes— à la Résistance[270].

Au printemps 1943, et avec plus d'acuité peut-être qu'au cours de la période précédente, les mouvements prennent conscience que la légitimité sociale de la Résistance repose non seulement sur sa vocation à incarner le futur mais aussi sur sa capacité à construire un avenir dans lequel les Français puissent se reconnaître. Sous la pression d'une population menacée qui attend de la Résistance des réponses immédiates, ils se doivent d'élaborer des projets politiques mobilisateurs à plus long terme. Cette demande d'ouverture du temps émane en partie de la base résistante, directement confrontée aux éléments les plus jeunes de la population. À travers elle, la ligne du futur se déplace, se précise et commence de se fixer au-delà de la période transitoire de la Libération. Parmi d'autres, l'exemple de ce rapport d'un membre de Libération-

---

[269] 72 AJ 624, Fonds Alban Vistel, Le Comité Directeur des Mouvements de Résistance Unis à toutes Régions et Départements. Le 1er Avril 1943. Nous soulignons. Cf. François Marcot, "Le Service National Maquis : structures, pouvoirs et stratégies", in *Lutte armée et maquis*, *op. cit.*, p. 213.

[270] Nous nous attarderons plus longuement sur la question de la porosité, de l'effacement ou de l'affirmation des frontières identitaires entre les mouvements et le reste de la population.

Sud sur l'état d'esprit des étudiants lyonnais proches des Forces Unies de la Jeunesse en témoigne. Constatant la fragilité des convictions et une certaine ignorance des raisons profondes de l'engagement clandestin, il exprime la nécessité de lui donner du sens et une plus grande lisibilité :

> *"Il existe à Lyon un Comité INTERFACULTÉS composé d'une cinquantaine d'étudiants qui exerce dans les milieux universitaires une excellente action de propagande. Le Comité diffuse les tracts du FUJ [Front Uni de la Jeunesse] en liaison avec lequel il travaille et les journaux clandestins. Cependant le stade de la propagande est déjà dépassé et le Comité est déjà lancé dans l'action. Les jeunes qui le composent ont du cran et beaucoup d'enthousiasme. […]* Sur le plan doctrinal, les jeunes veulent savoir pourquoi ils se battent. *Ils réclament une prise de position progressive et révolutionnaire par la FC [France Combattante] .* L'unité sur le plan de la Libération seul, aboutit au vide absolu sur le plan politique. *Dès lors dans les conditions actuelles, quand on s'interroge sur les raisons que l'on a de se battre, on ne sait pas pourquoi on se bat, en dehors de la libération. S'il y a des Comités d'Études qui fonctionnent en France, on ignore tout de leurs travaux. Il est urgent de tenir le pays au courant de ces travaux et pour cela les publier dans les revues françaises qui pourraient être parachutées sous format réduit. Sans cela* comment veut-on rendre la parole au peuple français, s'il ne sait sur quoi on lui demande de s'exprimer*."*[271]

Cette même conviction d'une indispensable et lointaine projection dans le futur est partagée par Emmanuel d'Astier dans une lettre qu'il écrit de Londres à ses homologues du Comité Directeur des MUR en juin 1943. S'interrogeant sur l'avenir du combat résistant, il y évoque l'unité nécessaire des groupes de résistance et leur transformation en force de propositions politiques :

> *"Hors de l'action quotidienne depuis plus de deux mois, mais tout près de nos camarades par la pensée et par l'espoir,après de longues conversations avec nos compagnons de captivité, qui furent des militants éprouvés, je prends la liberté de communiquer quelques réflexions au Comité Directeur.[…] Maintenant se pose la question de savoir si nous sommes prêts à affronter d'autres épreuves plus décisives. Pourrons-nous mener au combat tous ceux qui veulent que la France prenne part à la défaite de ses ennemis ? Pourrons-nous traduire en actes la volonté du pays et* veiller à la réalisation de son idéal *? Nous avons depuis plusieurs mois posé les principes d'organisation qui doivent nous permettre de faire face à ces tâches. La mise en œuvre a rencontré des difficultés diverses, et toutes n'ont pas été résolues. La diversité de nos mouvements, la diversité des milieux sociaux qui ont adhéré, ont été jusqu'à présent favorables à l'action clandestine et lui ont permis de s'étendre très largement malgré une répression obstinée. Ils ont aussi démontré l'unanimité de la volonté du pays. Il s'agit maintenant de dégager une force homogène et disciplinée* au service d'une doctrine clairement exprimée et pensée*."*[272]

L'obligation soudaine faite aux mouvements de protéger et de garantir la population d'un avenir immédiat perçu comme menaçant se double d'une exigence de transformation. La maîtrise sociale, politique ou stratégique de

---

[271] AG 2 BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud". LIB 43/1 du 18 juin 1943. RAV 1er JUIN 1943. Nous soulignons.

[272] AN 3 AG2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Emmanuel d'Astier au Comité directeur des MUR, juin 1943. Nous soulignons.

l'événement ne peut en effet suffire à asseoir leur légitimité et leur crédibilité auprès des populations. Ces dernières doivent pouvoir adhérer aux perspectives et aux projets qui leur sont proposés. Et c'est bien là que s'immisce le doute, perceptible dans la lettre d'Emmanuel d'Astier. Les mouvements, à la fin du printemps 1943, sont-ils suffisamment mûrs et aptes à parler de l'avenir et à lui donner un contenu ? Il semble que pour le responsable de Libération-Sud l'inquiétude porte sur leur capacité à s'identifier aux attentes des Français, à s'approprier et à transformer un espoir réel[273]. Elle rejoint le constat établi en février : l'événement imprévu oblige à improviser, à inventer vite et c'est peut-être cette précipitation forcée qui trouble une identité "mouvements" tiraillée entre l'espoir et le doute suscité par ce même espoir. Si la Résistance doit être une proposition de futur, il lui faut aussi ancrer la population dans son futur et le partager avec elle. Ce n'est pas seulement sa fonction sociale qui se modifie, ce sont aussi, à travers un élargissement probable de sa base, son identité et son devenir. Ajoutons enfin que, pour les mouvements, cette ouverture sur le futur est bien différente des idées de programmes développées par exemple par le parti socialiste clandestin. Si, pour ce dernier, l'élaboration d'un projet d'avenir appartient à sa culture politique traditionnelle, le rapport au futur des mouvements ne peut pas être envisagé dans cette seule perspective programmatique. Il s'agit davantage d'incarner le futur.

Néanmoins, des réticences accompagnent cette quête de légitimité sociale. Elles expriment peut-être la crainte de responsables locaux, en prise directe avec la réalité, de voir se diluer, se perdre ou même se dévoyer la nature et le sens premier de "leur" résistance.

[273] Pour les Français, au début de l'été 1943, les certitudes, mêmes fragiles, l'emportent sur la lassitude et l'inquiétude. Voir Pierre Laborie, "1943. Solidarités et ambivalences de la France moyenne" in *La France des années noires, op. cit.*, p. 334.

Une identité dévoyée ?

L'intégration nécessaire de personnes très jeunes a pu susciter, *a contrario* de l'enthousiasme et des perspectives optimistes d'un Frenay ou d'un d'Astier, la défiance et la perplexité. À partir du printemps 1943 Alain Le Ray est chargé de la prise en charge, de l'organisation puis de la militarisation des camps de réfractaires du Vercors : "*ce fut pendant quinze interminables mois,* raconte-t-il en 1978*, la servitude dominante des mouvements de Résistance : faire vivre leurs maquis et veiller à leur sécurité. Deux sujétions souvent contradictoires ! [...] Déchargés du fardeau écrasant de cette foule à entretenir et à protéger, nous aurions pu nous consacrer à l'essentiel avec un petit nombre de formations légères hautement spécialisées et entraînées"*[274]. Regrets et amertume de la "servitude", des "sujétions" et du "fardeau écrasant" que vient renforcer l'écart considérable entre la longue expérience des "aînés" et la virginité clandestine de jeunes réfractaires ignorant tout de la "lumière de la Résistance"[275].

L'ancienneté, le caractère pionnier de l'engagement, un certain élitisme aussi, fondent et appuient des réserves d'ordre stratégique émises sur les premiers maquis. Les jugements d'Alain Le Ray recoupent les remarques formulées par Henri Cordesse à propos de la Lozère. L'un et l'autre partagent le même sentiment de contrainte obligée : "*Il y a loin d'un refus du STO à un engagement dans la Résistance, surtout si cet engagement implique de "prendre le maquis". (...) L'idée de constituer des maquis est considérée comme une folie (...) par la génération aînée des résistants eux-mêmes. Objectivement, cette attitude est parfaitement fondée. Aussi, les premiers maquis ne se forment-ils que dans des circonstances particulières, lorsque toutes les autres solutions : placement à la campagne ou dans des entreprises forestières de fabrication de charbon de bois, s'avèrent irréalisables. Ce n'est que petit à petit, que la formule "maquis" s'imposera ou* plutôt sera imposée *par la pression croissante des polices de Vichy et allemande, d'une part, et la pression croissante des effectifs de réfractaires d'autre part*."[276] Le constat établi en juin 1943 par un responsable local de Libération-Sud dans l'Ain fait écho à ce scepticisme en déplorant la frivolité des comportements, la légèreté et le caractère éphémère des convictions "résistantes" des réfractaires :

---

[274] Préface au livre de Paul et Anne Silvestre, *Chronique des maquis de l'Isère. 1943-1944, op. cit*., p. 12.

[275] *Idem*, p. 54.

[276] Henri Cordesse, *Histoire de la Résistance en Lozère, op. cit*., p. 50-51. Nous soulignons l'incise. Il ajoute quelques lignes plus loin : "Pour la majorité des Français, la Résistance a de solides appuis extérieurs et intérieurs ; en puissance, ses moyens sont à la mesure du mystère qui l'entoure et des périls qu'elle accepte… Aussi, la plupart des réfractaires s'en remettent-ils à elle avec confiance et sérénité. Par contre, chez les responsables de la Résistance, la vision des choses est toute différente. Les aînés persistent à penser que l'organisation de maquis serait une erreur aussi bien dans le domaine de la vie matérielle et de la sécurité que dans le domaine "militaire"."*Ibidem*, p. 54.

> *"Les camps de réfractaires en forêt posent ailleurs de très graves problèmes. L'enthousiasme des premiers jours passé, l'amusement du camping et de l'illégalité épuisé, restent l'inconfort, les privations, l'ennui, les maladies si l'hiver survient avant le règlement du problème. Les défections seront nombreuses s'il n'y a pas auparavant compromission grave pour une action violente. Le Gouvernement a encore une très belle carte à jouer en laissant simplement traîner les choses. Les déceptions pourront alors jeter beaucoup d'éléments* actuellement "résistants" mais dépourvus de doctrine *dans le camp adverse. Faute d'exploiter une conjoncture politique, si favorable soit-elle, on s'expose à la voir se retourner complètement sur soi."*[277]

L'utilisation des guillemets ("éléments actuellement "résistants"") pour désigner l'état d'esprit —et non l'état— d'un moment, est révélatrice de la méfiance vis-à-vis de ces jeunes réfractaires dénués de toute référence à l'identité résistante d'origine. Pour la "génération aînée" cette dernière peut difficilement être partagée si l'on ne répond pas préalablement au critère de l'antériorité. Ces responsables ne considèrent donc pas les réfractaires comme d'authentiques résistants —si ce n'est justement avec la distance sceptique suggérée par les guillemets. Leur inévitable assimilation aux structures des mouvements les oblige pourtant à élargir les premiers critères distinctifs d'appartenance à la Résistance.

Ainsi, dans la continuité de l'attitude adoptée face à l'instauration du STO —attitude consistant à ne pas se laisser déborder par les événements—, les appels à élaborer une "doctrine" montrent la détermination des mouvements à maîtriser cette ouverture identitaire. Quelle que soit l'échelle de décisions, on retrouve la même préoccupation à vouloir contrôler, encadrer et voir s'approprier par les plus jeunes les valeurs qui structurent l'identité résistante. Ainsi, outre ce responsable de Libération-Sud dans l'Ain qui s'inquiète précisément de leur absence de motivations idéologiques, Emmanuel d'Astier convient "*qu'il s'agit maintenant de dégager une force homogène et disciplinée au service d'une doctrine clairement exprimée et pensée.*"[278] Ces propos rejoignent les attentes exprimées dans un rapport sur l'engagement potentiel d'étudiants lyonnais : "*Sur le plan doctrinal, les jeunes veulent savoir pourquoi ils se battent*."[279] Si l'élaboration d'une "doctrine" sert à donner forme au futur, elle a aussi pour fonction de construire, ou de renforcer, un sentiment commun d'identité et une manière d'être reconnue de tous.

La prise en charge de nouvelles recrues a-t-elle objectivement déstructuré la nature originelle de la Résistance ? Plus exactement, l'impression subjective d'une identité dévoyée est-elle partagée et ressentie de tous ? Il semble plutôt

---

[277] AN 3 AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud", "Situation nouvelle dans les campagnes de Bresse". LIB/ 35006. 23/06/43. Nous soulignons.

[278] AN 3 AG[2] BCRA liasse 379, dossier "MUR", LIB 46/41, arrivé le 27 juillet 1943, Au Comité directeur des Mouvements unis de résistance.

[279] AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud". LIB 43/1 du 18 juin 1943. RAV 1er JUIN 1943.

que le sentiment de l'urgence ait très vite pris le dessus, recouvrant la crainte d'une perte identitaire —ou tout au moins en étouffant la manifestation. L'urgence a en effet orienté les priorités et circonscrit l'amertume exprimée quelques années plus tard par Alain Le Ray et Henri Cordesse. Leurs regrets rétrospectifs sont peu présents dans les documents internes clandestins, non parce qu'ils sont inexistants, mais sans doute parce que les enjeux sont ailleurs. En revanche, loin de la diluer, l'élargissement de la base contribue à terme à enrichir et étoffer cette identité —une fois surmontés des doutes qui se prolongent durant tout l'été 1943.

Les débats, les hésitations et les choix stratégiques participent également des interrogations identitaires et de la crise de croissance du printemps 1943. Le développement et l'encadrement des maquis obligent en effet les mouvements à préciser et recentrer leur identité stratégique. Elle les amène aussi à renforcer davantage leur indépendance vis-à-vis des autorités et des missions de la France libre —et finalement à affirmer la singularité de l'engagement résistant.

Stratégie et identité

Les deux mots sont associés pour rappeler d'abord qu'il n'est pas question de faire —ou refaire— une analyse isolée des stratégies des mouvements, ni même de revenir sur les conflits de pouvoirs, d'influences ou de personnes qui ont pu accompagner leur élaboration. En les rapprochant il s'agit plutôt d'interroger l'existence d'une stratégie résistante distincte des conceptions classiquement militaires de la guerre. C'est aussi tenter de comprendre, derrière la visibilité et les simples évidences des querelles de responsables, ce que justement ces rivalités signifient et révèlent des enjeux identitaires en œuvre. Le ressassement de l'opposition Frenay-Moulin, souvent réduite à de strictes explications politiques, tend en effet à masquer des questionnements alors essentiels sur la nature profonde de la Résistance. Aussi mettre l'accent sur l'articulation entre stratégie, guerre et identité résistante peut aider à mieux saisir la part de singularité du phénomène, notamment à travers la conscience et l'affirmation de son caractère spécifique.

Les priorités se chevauchent

Avec l'unification des MUR, la spécialisation et la mise en place des services locaux, les préoccupations tendent inévitablement à se diversifier. Le vécu et l'appréciation de la réalité diffèrent en effet selon les niveaux de décision, et les priorités finissent par se multiplier et se chevaucher. Si les interrogations identitaires traversent toutes les échelles de responsabilité, leur portée et leur signification varient selon la nature des enjeux. Pour les chefs des trois mouvements la préoccupation centrale du printemps 1943 est celle de l'indépendance ; indissociable de leur conception de la Résistance, de son rôle et de ses stratégies, elle imprègne l'idée qu'ils se font de l'identité résistante.

Alors que Libération-Sud, Combat et Franc-Tireur se pensaient en 1942 davantage dans le cadre d'une identité "mouvements", l'affirmation de leur indépendance vis à vis du général Gaulle, des missions ou des autorités de la France libre se traduit par une identification de plus en plus forte à l'entité "Résistance". Les échanges de vues entre les différents responsables —et en particulier ceux qui opposent Henri Frenay et Jean Moulin— montrent bien qu'en s'exprimant désormais au nom de la "Résistance française", les membres du Comité directeur des MUR cherchent aussi à se réapproprier un phénomène et une entité dont ils craignent qu'ils leur échappent. Ces différends sur l'indépendance des mouvements s'expriment sans détour au cours de la réunion du Comité directeur des MUR du 23 avril 1943. Frenay et Moulin s'y affrontent violemment dans des exposés contradictoires :

> *"Exposé de GERVAIS. Volonté d'indépendance de la Résistance française. Aux yeux du CNF [Comité national français] et des Alliés, du fait que la Résistance a été coiffée par les agents de Charles, celle-ci apparaît de moins en moins une expression libre de la volonté nationale, mais comme une organisation fonctionnarisée de la France Combattante. Il ne faut pas, dit GERVAIS, que le CNF considère la résistance comme un instrument docile à ses ordres, car l'opinion que nous représentons est libre et entend rester libre. Attitude de MAX et activité des agents de Charles. EXPOSÉ DE MAX. Max fait remarquer que l'extension des pouvoirs de VIDAL aux deux zones est une décision personnelle de Charles et devant une telle décision du Général "Il faut être au garde à vous comme à Bir-Aheim [sic] ". Gervais fait alors remarquer : "le général mal informé, peu renseigné sur l'état d'esprit de l'AS fait preuve de légèreté en donnant à VIDAL le commandement de formations volontaires organisées par la Résistance, encadrées par elle comme on confie le commandement d'une division.""*[280]

Les allégations d'indépendance des mouvements sous-tendent des vues profondément divergentes sur la nature et la portée des stratégies à adopter. Elles contribuent en même temps à renforcer et à affirmer une conception singulière du rapport à la guerre, autant comme idée que comme pratique.

[280] Procès verbal du Comité Directeur des MUR, le 28 avril 1943. Fonds Jacques Baumel déposé à la Fondation Charles de Gaulle.

Stratégies, guerre et identité résistante

Les débats stratégiques du printemps 1943 finissent par fixer une certaine idée résistante de la guerre. Précisons une nouvelle fois qu'il ne s'agit pas de revenir dans le détail sur l'élaboration et le contenu des stratégies résistantes, mais de comprendre dans quelle mesure ces échanges entre les divers responsables des mouvements et de la France libre les obligent peu à peu à penser leur rapport à la guerre. Il semble difficile, lorsque l'on évoque les stratégies mises en œuvre par les résistants, de faire l'impasse sur ce qu'elles peuvent révéler de la représentation et du sens donné à leur action. L'un et l'autre dépassent en effet le cadre strictement militaire— en dépit il est vrai de l'utilisation d'un vocabulaire qui emprunte le plus souvent au registre guerrier, ainsi que l'atteste, parmi d'autres exemples, ce compte rendu d'une réunion du Comité directeur des MUR sur le statut de l'armée secrète :

> *"Réorganisation de l'AS [Armée secrète] :*
> *Étant donné l'importance du loyalisme des cadres d'AS et la nécessité de la coïncidence des consignes émanant de l'EM [État Major] AS et MU [Mouvements Unis] , le CD [Comité directeur] tient à rappeler que l'AS est et reste une émanation des MU et, constituant une partie de la Résistance, ne peut à aucun prix en être dissociée. Le CD rappelle que l'AS étant également une* armée politique*, une* force insurrectionnelle *a non seulement un rôle à jouer au jour J aux côtés des Alliés mais aussi une tache de PRISE DU POUVOIR. Aussi le CD accepte la proposition de GERVAIS de réorganiser l'AS sur les bases suivantes : Il persistera une AS,* qui devra changer de titre*, force destinée à aider les alliés au jour J, et qui restera sous le commandement de Duclos [Delestraint] . Par contre tout ce qui est MAQUIS sera soustrait au commandement de l'ex-AS et constituera une formation à action immédiate confiée, selon la proposition de MAX, au commandement de GERVAIS. De même, toutes les formations à taches insurrectionnelles seront rattachées au secteur "PRISE DU POUVOIR". Ce secteur comprendra donc :*
> *les comités politiques et de Salut Public*
> *le NAP (et le service BARDO [René Hardy])*
> *l'AS INSURECTIONNELLE, celle-ci étant constituée des forces AS des villes et des grands centres.*
> *Enfin les GF seront intégrés dans l'AS Action immédiate. Le service BARDO entrant dans la secteur Prise du Pouvoir."*[281]

L'attention portée à la qualification des différentes formations qui composent les mouvements unis ("armée politique", "force insurrectionnelle") montre le souci constant de ne pas enfermer les entités résistantes dans une vocation étroitement militaire. Dans l'esprit de Frenay —comme de l'ensemble des mouvements unis— l'Armée secrète ne peut être dissociée de la Résistance, au risque sinon de la dénaturer ; elle est selon lui une "armée politique" qui doit conserver son essence originelle. Aussi, lorsque la décision est prise de

[281] Procès verbal du Comité Directeur des MUR, le 19 avril 1943. Fonds Jacques Baumel déposé à la Fondation Charles de Gaulle. Duclos est un des pseudonymes de Charles Delestraint. Nous soulignons.

transformer et de limiter cette Armée secrète à des objectifs exclusivement militaires (Groupes francs et Action immédiate) dirigés par le général Delestraint, Frenay suggère-t-il d'en modifier le "titre". On peut supposer qu'à la tête du tout nouveau secteur Maquis il cherchera aussi à y transposer l'idée qu'il se fait du combat résistant.

Une interrogation sous-tend en effet les discussions des membres du Comité directeur des mouvements unis ; quelle guerre les résistants font-ils ? La question n'est certes pas directement posée ainsi. Elle se laisse toutefois deviner derrière la volonté de définir la part respective du politique et du militaire dans la hiérarchie, les objectifs et les prérogatives des composantes des MUR. Ces débats stratégiques tendent à cristalliser une conscience plus précise et plus affirmée de la singularité de l'action résistante. La "guerre" des résistants n'est pas celle des militaires ; la réorganisation de l'armée secrète et de la branche maquis contribue à renforcer cette différence fondamentale :

> *"Questions AS*
> *[…] Après discussion il est adopté le texte définitif suivant réglant désormais les attributions respectives du Commandement de l'AS et du CD. Il est fait confiance à Duchesne [Delestraint] pour assurer le commandement de l'AS. Le contrôle des MU sur l'AS demeure et se fera a posteriori qu'il s'agisse de l'orientation générale ou du choix des cadres supérieurs. Les MAQUIS restent sous les ordres du CD sous la réserve suivante que certains d'entre eux pourront passer sous les ordres du Commandant de l'AS, sur sa demande,* afin de remplir certaines tâches de caractère militaire*. Les GF organisés par les MU, restent sous les ordres du CD, étant entendu que s'ils doivent* participer à des actions intéressant la guerre*, les directives générales pour ces actions leur seront données par le commandant de l'AS. […] Les MU insisteront auprès de leurs militants pour que toute autorité soit donnée à DUCHESNE dans le cadre de ces décisions.* De ces décisions il résulte que les MAQUIS sont constitués par les MU, et restent à leurs ordres*, quelques-uns étant passés à l'AS sur sa demande dans la mesure où elle en a besoin topographiquement ou humainement."*[282]

Le rôle de l'armée secrète et, ponctuellement, de quelques éléments de la branche maquis, se limite désormais à une fonction tactique et guerrière ("afin de remplir certaines tâches de caractère militaire", "participer à des actions intéressant la guerre"). Cette restriction préalable élargit en retour le domaine et la portée de l'action du secteur maquis, comme prolongement naturel de la première résistance, bien au-delà d'une simple vocation militaire.

Il faut rappeler que les procès-verbaux des réunions du comité directeur sont rédigés dans une langue technique. Si les mots utilisés empruntent pour l'essentiel à la terminologie militaire ils disent en même temps autre chose que ce que la surface des termes laisse rapidement entrevoir. Ce type de vocabulaire n'est pas employé ici seulement pour désigner le fait guerrier ; il ne s'agit pas de

[282] Procès verbal du Comité Directeur des MUR, le 6 mai 1943. Fonds Jacques Baumel déposé à la Fondation Charles de Gaulle.Nous soulignons.

parler d'une armée au sens classique, mais de tenter de qualifier un certain rapport à la guerre, de définir une façon de penser et de faire la guerre. Si les résistants, dans ces documents, écrivent ces mots —il n'en existe quasiment pas d'autres— leur signification ne relève pas forcément du seul champ militaire. Au fond il vaudrait mieux parler d'une "conception résistante de la guerre" ; elle va se modeler au fil des événements, nourrir peu à peu une réflexion sur la justesse et la portée morale d'une guerre autre, qui se singulariserait des stratégies des temps ordinaires. Cette pensée résistante de la guerre s'exprime davantage dans les bulletins internes et dans la presse clandestine des mouvements[283].

Dans le prolongement des distinctions opérées par François Marcot sur les trois principales stratégies de la guerre[284], les décisions prises par le Comité directeur des MUR en avril et mai 1943 confirment la divergence des points de vue. Ils se retrouvent dans l'opposition marquée entre les perspectives "gaullistes" exprimées par Jean Moulin et le général Delestraint et celles défendues par les mouvements. Dans les exemples de procès-verbaux cités plus haut le rôle de Frenay apparaît essentiel dans l'élaboration et l'expression d'une vision stratégique spécifiquement résistante. Le chef de Combat insiste en effet sur la nécessité de délimiter dans l'action ce qui relève du domaine politique ou du simple fait militaire —en rappelant la subordination du second au premier. Cette position tendrait à nuancer l'analyse de François Marcot sur les orientations stratégiques de Combat au printemps et à l'été 1942 —c'est à dire un an auparavant. Selon lui, "*s'il ne s'agit que de se préparer pour plus tard, indiscutablement la dimension militaire de la résistance est clairement inscrite dans la stratégie de Combat*"[285]. Il nous semble plutôt que ce qui sépare l'idée de la Résistance de Frenay des intentions de la France libre ou de Jean Moulin repose plus généralement sur le refus de la voir réduite à sa seule dimension militaire ou administrative. L'origine, l'antériorité et l'expérience résistante pionnière, qui forment l'identité première des mouvements unis, appuient pour partie cette hypothèse.

Au fond —et c'est ce que ne cessent d'affirmer les mouvements— la nature et le sens de la Résistance ne peuvent se résumer à une vision fonctionnelle d'efficacité stratégique. La guerre des résistants, forte de cette identité originelle, mêle des objectifs "militaires" à une vision politique et morale plus large. Si la dimension militaire de l'action résistante occupe progressivement une place centrale dans les préoccupations des mouvements[286], il reste qu'elle n'est pas la seule et qu'elle se greffe sur une idée de la Résistance qui lui préexiste et qui la

---

283 Voir notre troisième partie.

284 Voir "Les enjeux de la lutte armée", in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.,* p. 581. Il s'agit de celles des militaires, des "citoyens-soldats" et des "résistants-citoyens".

285 "Les enjeux de la lutte armée", art. cit, p. 575

286 Et recouvre même à certains moments toute autre priorité…

nourrit. Ainsi, à propos de l'organisation du service paramilitaire de Libération-Sud qui commence à se mettre en place au printemps 1942, Laurent Douzou explique que "*Libération n'a pas spontanément pensé les questions que posait son action résistante en des termes étroitement —ou, si l'on préfère, purement— militaires*."[287] L'incise de Laurent Douzou souligne un vrai problème de terminologie ; le vocabulaire disponible pour qualifier cet aspect de l'action résistante emprisonne quelque peu la réalité. Le mot "militaire" est en effet chargé d'une signification particulière qui tend soit à en dévaloriser le contenu, soit à en restreindre la portée. Mal adapté à l'inédit de la clandestinité, il rétrécit un peu le regard et n'aide pas à définir de façon satisfaisante ce qui échappe aux situations communes. Sur le plan de la stratégie, l'action des mouvements unis se caractérise par une étroite imbrication des intentions politiques et des moyens militaires. Le refus de dissocier ces deux pôles de l'action se nourrit en même temps d'une profonde méfiance à l'égard des militaires, certainement à cause de leur "vichysme"[288] et peut-être parce que leur engagement tardif ne répond pas au critère de l'antériorité. Des préventions contre ces derniers sont ainsi relayées par la base résistante :

> *"Compte rendu de Claudius sur son voyage à Corneille.*
> *Claudius expose ses entrevues avec BESSAC, chef de Région et FÉLICIEN. Il parle de la situation particulière de Corneille où nos camarades désireraient voir pour des raisons d'efficacité supérieure une coopération plus étroite entre l'AP [action politique] et l'AS groupées sous la même rubrique action. D'après Claudius, Félicien aurait émis le vœu : Qu'en aucun cas des chefs militaires de carrière ne soient en contact avec les hommes, ces officiers ne pouvant agir que par l'intermédiaire d'hommes de confiance. De ne pas séparer arbitrairement les tâches militaires du rôle insurrectionnel de l'AS des MU."*[289]

Rappelons que cette vision "résistante" de la guerre, qui combine la tactique —"tâches militaires"— au politique —"rôle insurrectionnel"— a été en partie suscitée par le risque de débordement au seul profit d'une résistance communiste engagée depuis l'automne 1941 dans l'action armée. Pour les mouvements unis l'option militaire s'est également imposée par nécessité, celle de prouver leur efficacité, de justifier leur existence et d'y trouver là une reconnaissance. Mais cette conception de l'action est aussi le fruit d'une lointaine évolution et d'une adaptation constante à la réalité des événements[290]. L'assimilation rapide de paramètres imprévus, l'appropriation d'un univers parfois éloigné de la culture politique des résistants —ainsi du fait militaire—,

---

[287] Le mouvement de résistance "Libération-Sud" (1940-1944), thèse de doctorat, tome 1, op. cit., p. 272.

[288] Voir à ce sujet l'article "Militaires" rédigé par Jean Delmas pour le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 899.

[289] Procès verbal du Comité Directeur des MUR, mai 1943. Fonds Jacques Baumel déposé à la Fondation Charles de Gaulle.

[290] Événements extérieurs à la clandestinité, comme la participation des forces de la France libre aux combats d'Afrique du Nord, ou qui affectent directement la Résistance comme l'instauration du travail obligatoire en Allemagne.

obligent à une permanente recomposition. Celle-ci atteste que l'identité est un processus mouvant, changeant dont la construction passe par des appropriations successives d'éléments dissemblables qui se greffent les uns aux autres.

Par delà des divergences de vues sur la mise en œuvre des orientations stratégiques, et sans vouloir les négliger, il semble que ce soient des regards différents sur la nature et l'identité de la guerre qui opposent les représentants de la France libre et les mouvements unis. Par ces débats, vifs et sans détours, se forge une vision spécifiquement résistante de l'action. Elle repose sur une conscience plus affirmée de la singularité du combat résistant. Il est possible aussi que des lectures distinctes de la défaite fournissent l'une des clefs de ces désaccords. La défaite de 1940 est perçue principalement par les Français libres et ses représentants gaullistes (Jean Moulin, Delestraint) comme une bataille perdue, principalement à travers ses conséquences militaires[291], alors que les premiers résistants pensent leur présence comme l'expression d'un refus, "un mouvement spontané de révolte contre “l'inévitable”"[292].

Au moment où se précisent les orientations stratégiques et où les mouvements unis intègrent la perspective militaire à leur identité d'ensemble, des responsables ressentent le besoin de rappeler, pour le préserver et le pérenniser, le caractère politique de l'action résistante. Eugène Claudius-Petit, à propos de Franc-Tireur, s'inquiète ainsi du risque de dilution identitaire que pourrait entraîner la fusion de son mouvement dans les divers composantes des MUR :

> *"Claudius affirme que son ex-mouvement a été et reste une “pensée”. GERVAIS répond qu'un mouvement est à la fois une organisation géographique et une expression. Il y a donc d'une part fusion des trois organisations géographiques, donc un seul mouvement et diffusion de trois pensées différentes, donc trois PD [Propagande-Diffusion] ."*[293]

Autant de rappels et de précisions montrant que les transformations d'ordre tactique suscitent également le doute et la prudence et qu'elles ne se font pas aveuglément, sans débats internes. Henri Frenay est d'autant plus sensible aux craintes exprimées par Claudius-Petit qu'il partage avec lui l'idée que la résistance des mouvements revêt aussi, et d'abord, une dimension morale :

> *"Primitivement les Mouvements de résistance en général et COMBAT en particulier étaient nés du refus de se soumettre à « l'inévitable » et d'accepter la domination nazie. C'est une attitude morale qui détermine leur action. C'est une attitude morale*

---

[291] "La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la guerre !" analyse le général de Gaulle après la signature de l'armistice, en introduction d'une affiche adressée "À tous les Français" placardée début août 1940 sur les murs de Londres. Voir *Discours et messages, op. cit.*

[292] Selon les propos de Frenay. AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 379, dossier "MUR", Reçu de Charvet [Frenay] , le 8 avril 1943

[293] Procès verbal du Comité Directeur des MUR, les 18 et 19 mai 1943. Fonds Jacques Baumel déposé à la Fondation Charles de Gaulle.

> *qui détermina leur action. Cette action, à son début, ne visait qu'à faire naître et développer le climat de résistance de manière à permettre un jour l'appel aux armes."*[294]

Ces quelques lignes apportent des nuances à l'analyse habituellement avancée pour expliquer l'opposition violente entre les missions gaullistes et les mouvements —et plus précisément entre Moulin et Frenay[295]. Certes il ne s'agit pas de minorer dans cette confrontation la place des querelles de personnes, de pouvoirs ou celle d'intentions éventuellement moins altruistes. À ce sujet Albert Camus ne se faisait aucune illusion et le disait mieux dans un article de décembre 1944 : "*Il est vrai que les hommes de la résistance ne sont pas des saints, et cela est heureux, car nous n'avons que faire d'une nation de saints*"[296]. Mais interpréter l'affirmation d'indépendance des mouvements uniquement sous l'angle des rivalités peut conduire à dénaturer le sens premier de leur action. C'est oublier la précocité et la solitude de leur engagement. C'est altérer une conception plus profonde et plus aboutie de la Résistance qu'une simple analyse en termes strictement politiques et structurels pourraient le laisser accroire. Henri Frenay s'il n'est pas à lui seul, loin s'en faut, "l'inventeur de la Résistance"[297], partage avec les autres responsables des mouvements unis une idée de la Résistance. Peut-être en affirme-t-il plus que d'autres et de façon précoce la singularité.

---

294 AN 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, dossier "Combat", "La Résistance en France" par Henri Frenay, 27 décembre 1943.

295 Voir Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe, op. cit.*

296 Albert Camus, éditorial de *Combat*, 1er décembre 1944. In *Camus à Combat, op. cit.*, p. 366

297 "Henri Frenay, l'inventeur de la Résistance" est le titre d'un documentaire de Jean Chérasse construit comme une enquête menée par Robert Belot, et diffusé sur France 5 en 2004.

Conclusion d'étape
L'identité résistante des mouvements unis au printemps 1943
Doutes, appropriations et affermissement

Le printemps 1943 se distingue de la longue période précédente (1941-début 1943) par sa densité. Parmi d'autres faits, la généralisation du travail obligatoire imposé par les Allemands et l'unification des mouvements marquent cette courte phase. Ces facteurs bousculent les premiers éléments structurants de l'identité résistante des mouvements. Construites autour de ces événements majeurs, quatre variables remodèlent peu à peu les trois principales composantes identitaires que nous avions définies plus haut, à savoir la clandestinité, la question de la légitimité et la volonté de s'approprier le temps. Ces variables sont : la population, à travers sa présence et ses attentes, l'accueil des réfractaires et l'élargissement de la base résistante, les convergences et l'unification entre les mouvements et les missions de la France libre, enfin les modalités de l'action et les stratégies. Étroitement liées dans le temps comme dans leurs manifestations respectives, elles interrogent vigoureusement l'existence des mouvements.

<u>*Quatre variables*</u>

La population : présence et attentes. À toutes les échelles de décision, la présence de la population fait événement. Son désarroi et ses attentes mettent brusquement en question la responsabilité des mouvements, leur efficacité et leur capacité à tenter de la protéger.

Prise en charge des réfractaires et élargissement de la base résistante. Perçu avec enthousiasme par certains dirigeants (d'Astier, Frenay) comme une immense possibilité de développement, l'afflux des réfractaires provoque réticences, malaise et perplexité de la part de quelques responsables locaux. Comment préserver puis transmettre aux nouveaux venus l'essence de la résistance des mouvements ? Comment concilier l'expérience des aînés avec l'intégration de plus jeunes considérés comme des novices dépourvus de "doctrine", sans diluer et perdre l'identité première ?

Convergences, unification et reconnaissance : les mouvements unis et les missions de la France libre. Le regroupement accéléré des forces éparses des trois mouvements se double d'un dialogue croissant de ces derniers avec les autorités gaullistes. Cette reconnaissance réciproque révèle et attise en même temps de profondes divergences de vues sur le sens, la portée, les intentions et les objectifs de la Résistance. Du côté des mouvements unis elle contribue à aiguiser leur volonté d'indépendance, le sentiment de leur légitimité et l'affirmation de leurs prérogatives dans les choix stratégiques.

Modalités de l'action et stratégies. Les débats sur la place respective du politique et du militaire dans les orientations tactiques de la Résistance posent la question de sa vision stratégique, tout comme celle des formes et des modalités de son action.

Si ces quatre variables perturbent sérieusement certains repères, leur appropriation progressive finit aussi par affermir quelques grandes constantes. Elle passe par des mécanismes d'imprégnation et d'adaptation, qui participe d'une maturation permanente, et dont l'élucidation reste indispensable à la compréhension du processus identitaire.

Une maturation permanente

Les débats sur le caractère politique et militaire de l'action résistante montrent que la construction identitaire ne peut pas être appréhendée seulement en termes d'oppositions exclusives. Pour les mouvements unis, au début de l'été 1943, il semble au contraire qu'il n'y ait pas de contradiction entre le fait d'adopter volontairement l'option militaire et celui d'affirmer une certaine dimension morale de la Résistance. L'une et l'autre doivent être pensées ensemble. Une certaine vision de la Résistance s'élabore ainsi qui compose avec d'autres réalités (population), d'autres objectifs (lutte armée) et d'autres forces (France libre, communistes). C'est un processus qui obéit à des phénomènes d'apprivoisement, d'assimilation, de greffes et d'adaptation à des intentions de tous ordres (politiques, morales, tactiques et militaires). Ces appropriations permettent d'intégrer à l'identité première, qui perdure, des facteurs parfois inattendus. Elles confirment, précisent et redessinent ses traits dominants tout en faisant émerger des préoccupations nouvelles. Il s'agit en particulier de la légitimité, dont la portée s'élargit à l'ensemble de la société, et de la conception résistante de l'action.

Responsabilité et légitimité sociale. La responsabilité vis-à-vis de catégories de populations menacées ajoute au contenu essentiellement politique et historique de la légitimité des mouvements unis une dimension sociale. Jusqu'alors repliée en partie sur des questions de pouvoirs et de prérogatives, leur légitimité repose aussi sur leur capacité à répondre aux attentes des Français, à prendre en charge et à absorber les plus jeunes. Leur existence dépend maintenant de la conquête de cette légitimité sociale.

Conception résistante de l'action et identité stratégique. Confrontés à une conception stratégique classique et très fonctionnelle de leur rôle à venir, les mouvements ont inlassablement opposé aux envoyés de la France libre leur propre vision de l'action résistante. Ce faisant ils sont parvenus à délimiter plus

précisément les champs politique, militaire et moral de leur engagement. Désormais, ils en disent le sens et témoignent d'une conscience plus claire de sa singularité. Les mouvements commencent à formuler leur définition de la résistance ; "attitude morale" ou manière d'être, intégrant pleinement la fonction stratégique, elle cherche à dépasser la seule dimension militaire. Cette réflexion sur la nature de l'action laisse entrevoir d'autres interrogations, non encore résolues, en particulier sur le rapport à la guerre.

Au début de l'été 1943 les premières difficultés politiques, sociales et stratégiques ont été plus ou moins surmontées, et cette courte période voit progressivement se formuler d'autres questionnements sur l'identité résistante des mouvements unis. Deux composantes mêlées semblent dès lors s'imposer.

L'élargissement de la base résistante entraîne d'abord une démultiplication des points de vue. Les préoccupations se diversifient et une parole autre, dissonante parfois de celle, jusqu'alors dominante, des dirigeants se fait davantage entendre. Portée par les responsables locaux en prise directe avec la réalité des camps de réfractaires à organiser, elle se confond de plus en plus avec celle des maquis. Dans leur sillage l'identité résistante est ainsi amenée à s'étoffer, et à devenir, en quelque sorte, multidimensionnelle.

Par ailleurs, si une identité "maquis" commence de voir le jour, son développement s'inscrit également dans le contexte d'une réflexion à peine amorcée sur la nature de la "guerre" menée par les mouvements. Avec la croissance des maquis —et la prise en charge par ces derniers d'une partie de la lutte armée— les questions sur le caractère politico-révolutionnaire, militaire, moral et éthique de l'action résistante, ou celles sur l'écart entre la fin et les moyens, se déplacent vers cet univers nouveau. Dans un premier temps, au cours de l'été et de l'automne 1943 puis ensuite en 1944, dans la confrontation à la réalité des combats, les maquis se retrouvent au centre des interrogations sur le sens de cette action.

Chapitre 6

Été 1943-juin 1944. Une identité multidimensionnelle

À nouveau, une longue période fait suite aux quelques semaines qui ont entouré le printemps 1943. Marquée par une certaine unité temporelle elle s'ordonne autour d'un événement à venir, qui n'est pas encore, et que tous qualifient alors de "Jour J". C'est d'abord dans l'espoir, l'attente, la préparation tactique et politique que se fabriquent peu à peu son existence, sa présence et qu'il impose sa prégnance. Entre l'été 1943 et le début de juin 1944 la réalité et la signification de cet événement ne résident pas dans le fait survenu, authentifié et daté, celui du 6 juin 1944 et de ses conséquences[298]. Une année durant elles se forment uniquement dans l'attente et dans la construction. Pour les mouvements, il n'est plus question de subir et de faire face à l'événement imprévu, mais au contraire d'agir sur lui, de le maîtriser pleinement en tentant de le créer ou de l'inventer (encart n°4).

La diversification régionale et locale des structures des mouvements unis ainsi que la spécialisation des services[299] provoquent en même temps une multiplicité de perceptions de l'événement. Dans leur diversité ces représentations dispersées contribuent à renforcer le caractère multidimensionnel de l'identité résistante en construction. Des décalages et des discontinuités, dans la conception du "jour J" comme dans sa chronologie, révèlent ainsi plusieurs temporalités —ou "régimes de temporalités"— qui s'emboîtent, s'entremêlent et parfois se superposent. On peut en dégager trois.

Tendu vers un futur immédiat, dominé par l'urgence, *le temps des stratèges* scande la préparation militaire du "jour J". C'est le temps des services et des niveaux intermédiaires de responsabilité. Dépendant en partie des décisions des stratèges, mais s'en démarquant aussi, l'univers des maquis développe quant à lui

---

298 Nous adoptons ici entièrement la conception de l'événement développée par Pierre Laborie : "Faire de l'histoire du très contemporain […] c'est admettre que la “vérité” de l'événement qui décide des choix collectifs n'est pas la réalité objective établie par l'historien, mais celle construite par les contemporains dans leurs propres temporalités et leur propre langage." In *Les Français des années troubles, op. cit.*, p. 16.

299 "Au fur et à mesure que s'écoulent les mois, *analyse Alban Vistel*, Propagande et Recrutement s'enflent selon le processus de la boule de neige ; l'action s'engendrant elle-même se diversifie et se complexifie. La Résistance ne peut que se comporter comme un organisme vivant puisqu'elle est la vie qui éclôt au sein du marécage. Donc, d'un organisme élémentaire, sous la poussée de l'action, vont naître des organismes multiples dont les fonctions seront de plus en plus spécialisées." In *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 190.

une temporalité différente, décalée, détonante. Mélange d'impatience, d'espoir et de désespoir, *le temps des maquis* épouse le rythme des saisons, et finit par former un esprit original qui imprègne peu à peu l'identité résistante dans son ensemble. Enfin, au cours de cette longue période, *les responsables* des mouvements unis continuent de construire et d'écrire la Résistance, de penser son avenir, au contact d'une réalité changeante et au delà du "jour J"[300].

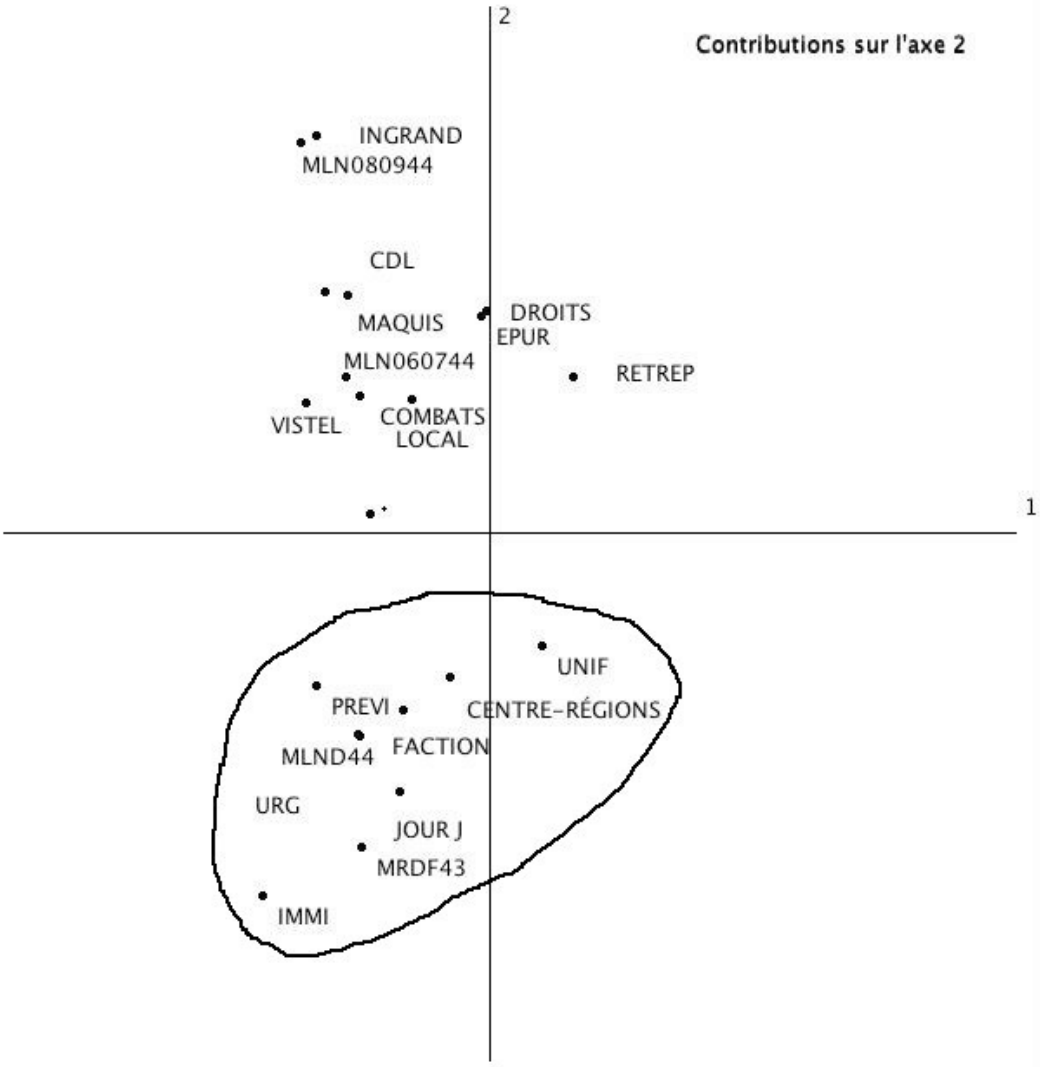
[300] L'expression "jour J" recouvre plusieurs aspects : le débarquement allié, les combats résistants qui pourraient l'accompagner, la libération du territoire, la prise des pouvoirs, la délivrance espérée, bref une multiplicité d'événements pensés, attendus, prévus ou amenés à se produire dans une période inévitablement élastique.

ENCART N°4

Période 3. Août 1943 - 6 juin 1944. Attendre, ne pas attendre, refuser l'attente. Classe B

Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances

Le graphique ci-dessous, est une version simplifiée du graphe croisant les axes 1 et 2. Il ne retient, pour plus de lisibilité que les caractères à forte contribution. Chaque axe est en effet formé par les positions des différents caractères, mais tous n'y contribuent pas également. Nous n'avons retenu ici que ceux qui contribuaient le plus fortement à la formation de l'axe. Ici deux niveaux de responsabilité s'opposent et contribuent à former l'axe 2, axe des acteurs résistants. Chacun de ces ensembles d'acteurs (maquis, CDL, chef régional, responsables locaux d'un côté, niveau intermédiaire d'exécution de l'autre) s'expriment spécifiquement aux cours de deux périodes distinctes (fin 1943-début 1944, puis été 1944). Pour ce qui concerne la classe B, de l'été 1943 au 6 juin 1944, le sentiment de l'imminence et l'urgence accompagnent la préparation du jour J, préoccupation centrale de cette période. Le temps est limité à un futur immédiat dont l'issue dépend de l'action présente. C'est une temporalité tactique qui cherche à agir sur l'événement, à le créer, le maîtriser.



Le temps des stratèges. Attendre, ne pas attendre, refuser l'attente

Entre l'été 1943 et le mois de juin 1944, les priorités de quelques-uns des services des mouvements unis s'organisent autour de la préparation du jour J, dans une tension permanente entre attente et refus de l'attente. La fabrique tactique de cet événement en est quasiment l'unique matrice. Avant tout il convient d'insister sur le caractère cyclique de cette attente, de plus en plus déniée au fil des semaines[301]. À deux reprises, à l'été 1943 d'abord, puis avec une intensité croissante entre janvier et mai-juin 1944, le sentiment de l'imminence modèle une temporalité fermée sur elle-même, soumise à l'urgence omniprésente.

Été 1943. L'emballement

Ces deux moments se différencient cependant par le degré de fragilité qui affleure à la surface d'une assurance largement affichée. Il est nécessaire en effet de distinguer entre le discours mobilisateur des circulaires, auquel on peut finir par croire, et une conscience sous-jacente, et plus discrète, d'une certaine impréparation. À l'été 1943 la force de l'espoir tient aussi lieu de certitudes, entretenues par des impressions convergentes, partagées à la fois par les états-majors résistants et par l'opinion, impressions d'autant plus amplifiées qu'elles se nourrissent réciproquement. Dans le Var étudié par Jean-Marie Guillon l'été 1943 est "*une nouvelle période d'espoir qui s'ouvre pour la population et pour la Résistance. La victoire est proche. La Résistance, surtout gaulliste, le proclame dans ses tracts et ses journaux*."[302] Le 18 août 1943 une circulaire du Comité directeur des MUR adressée aux services et aux régions témoigne très largement de cet état d'esprit. Elle demande d'organiser très vite l'unité d'action des diverses composantes des mouvements unis (services et liaisons) au niveau des départements :

> *"En raison de* l'éventualité d'événements décisifs relativement prochains*, tout l'effort de la direction des Mouvements Unis tend à renforcer la structure régionale, à consolider l'autorité des Directoires Régionaux et à assurer,* en vue du jour « J », *l'autonomie d'action de la Région. Parallèlement, tous les efforts des directions régionales doivent tendre à renforcer la structure départementale. Il importe, en effet, de ne pas perdre de vue que la véritable unité d'action de la Résistance sera nécessairement,* au jour « J *», le département. Les liaisons seront en effet, à ce point précaires, que l'action ne pourra de toute évidence être dirigée efficacement qu'à l'échelon départemental. C'est pour cette raison qu'il importe,* de toute urgence*, que chaque département possède véritablement, et en dehors de toutes*

[301] "Le jour J n'aura pas lieu" est le titre d'un éditorial écrit par Alban Vistel dans *La Marseillaise* clandestine de mai 1944. Nous revenons par la suite sur la portée de ces écrits.

[302] *La Résistance dans le Var, op. cit.*, p. 242

> *questions de personnes et de tendances, une tête, formée de une ou plusieurs personnes, tenant entre leurs mains tous les fils locaux de la Résistance, exerçant une autorité réelle et reconnue et sachant commander."*[303]

Dans cette circulaire le sentiment de l'imminence alimente l'urgence, insistante, impérieuse, et sert d'argument à l'accélération de l'unification des structures des mouvements. La certitude absolue de l'arrivée quasi-immédiate du jour tant attendu et d'une délivrance toute proche se superpose toutefois à l'inquiétude suscitée par une réalité de terrain encore instable, fluctuante. L'été 1943 est en fait une période où tout s'emballe, où l'espoir fébrile se mêle au flottement et à l'impréparation. Début août 1943, le constat en est fait sans ambages par le Comité directeur qui exige de ses services discipline et efficacité :

> *"Les récents événements politiques et militaires qui peuvent, dans un délai relativement court, mettre notre organisation à l'épreuve de l'action décisive, les coups très durs qui ont frappé récemment les Régions dans leur personnel directeur, et enfin, certaines décisions prises à Londres par les chefs de la Résistance, en accord avec le général de Gaulle, nécessitent un certain nombre de mises au point quant au fonctionnement des services régionaux. […] Conclusion. Les indications ci-dessus nous montrent combien il est largement fait confiance aux Directeurs Régionaux. Il est indispensable que cette confiance soit méritée. Pour cela, il faut : 1° cesser immédiatement les querelles de personnes et de tendances.* Vous n'avez peut-être plus que quatre mois avant de faire devant l'Histoire la preuve de votre travail. *L'autorité accrue qui est ainsi donnée aux Directoires régionaux correspond à l'évolution de la* situation internationale qui peut nous faire espérer une libération prochaine.*"*[304]

Pour les résistants, comme pour l'ensemble des Français, le désespoir provoqué par l'absence d'un débarquement allié sont à la mesure de ce fol et déraisonné emballement estival. Dans certaines régions du sud de la France il se prolonge même jusqu'à l'automne avec la libération début octobre de la Corse[305]. Aussi on comprend mieux qu'"*à la joie sans retenue, aux préparatifs fébriles en vue de la Libération, succèdent l'abattement et la colère quand l'on se rend compte que l'issue s'éloigne de nouveau*", selon l'analyse de Jean-Marie Guillon pour le département du Var[306]. Parmi les trois temporalités détectées plus haut, celle des maquis est certainement la plus affectée par les déceptions d'une attente sans cesse prolongée. Le désarroi comme la volonté de le surmonter marquent durablement cette composante nouvelle des mouvements unis, à l'influence croissante[307]. Pour les "stratèges", en revanche, les priorités restent quasiment identiques ; passée la dépression de l'automne et de l'hiver 1943, elles visent

---

303 AN 72 AJ 624, 18 août 1943. Le CD des MRU à tous services, toutes régions. Nous soulignons.

304 AN 72 AJ 624, 2 août 1943, Le CD des MRU à tous services et toutes régions. Nous soulignons.

305 Voir H. R. Kedward, *À la recherche du maquis, op. cit*., p. 115 : "Il serait difficile de comprendre l'enthousiasme de Dalloz, de Delestraint, de Farge et de Moulin pour le "plan montagnards" sans référence à l'enthousiasme suscité par l'idée d'une arrivée imminente des Alliés sur la côte du Midi."

306 *La Résistance dans le Var, op. cit.*

307 Nous développons cet aspect plus loin.

toujours le même objectif, la participation au "jour J". Avec pour toile de fond les débats sur l'attentisme et l'affirmation —par la preuve et par l'épreuve— de l'identité combattante de la Résistance.

De janvier à juin 1944. Un activisme mesuré[308]

Sans revenir trop longuement sur les stratégies qui précédent et préparent la période de la libération, deux faits importants du début de l'année 1944 doivent d'abord être mentionnés. Ils contribuent à entériner et à accélérer les convergences tactiques et l'unification des mouvements unis[309]. Il s'agit de la création des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) le 29 décembre 1943 puis des Corps Francs de la Libération (CFL), le 24 mars 1944. Il faut rappeler cependant que les acteurs ont le plus souvent des conceptions d'action plus floues que clairement élaborées. Pour François Marcot elles "*représentent des logiques que nous avons formalisées à un degré qui n'est pas, loin de là, celui de tous les acteurs concernés, c'est-à-dire les dirigeants de la Résistance. Beaucoup se situent dans un flou qui explique hésitations, remords et évolutions*."[310] Enfin il convient d'insister sur la portée des discussions concernant l'attentisme —et son pendant, la "lutte contre l'attentisme". Cette question traverse en effet, à des degrés variables, tous les niveaux de responsabilité, avec une multiplicité de significations et d'effets[311]. Elle peut être perçue selon des registres différents. Centrale pour les services intermédiaires et pour les stratèges, elle conditionne pour une grande part la survie des maquis. Par ailleurs, en revenant sur la nature de l'action résistante —et sur ses conséquences possibles—, le débat sur l'attentisme interroge à nouveau le sens et l'identité profonde de la Résistance.

Au sein des services des mouvements unis, et d'un point de vue strictement stratégique, le rejet de l'attentisme anime les partisans de l'action immédiate jusqu'à l'obsession. Peut-être, en ce début de 1944, l'annonce certaine et répétée dans les circulaires de la survenue du "jour J" constitue-t-elle une forme de parade à cet attentisme redouté :

"A quelques semaines des événements décisifs pour notre pays"[312]

---

308 Henri Michel utilise un terme voisin, et parle "d'activisme limité". Voir *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit*., p. 292. Le terme choisi ici voudrait rendre compte d'une attitude et d'un engagement qui font de l'action une nécessité, sans tomber dans l'idée d'agitation, notion souvent associée à des comportements radicaux ou extrémistes.

309 Cette accélération généralisée, Jean-Marie Guillon l'analyse dans ces termes : "la situation de ces quelques semaines est caractérisée par une extrême fluidité. Constat banal que celui de cette accélération de l'Histoire, mais comment dire autrement cette réalité ? Fluidité des individus qui, ainsi, n'ont jamais été aussi nombreux en errance. Fluidité des sentiments, prêts à s'enflammer. Fluidité des masses que la Résistance mobilise. Fluidité des rapports de force entre ceux qui la composent. D'autant que la Résistance connaît au printemps 1944, avant le 6 juin, d'importantes transformations, générales et locales, d'hommes et de structures" in *La Résistance dans le Var, op. cit.,* p. 610

310 In *Lutte armée et maquis, op. cit*., p. 511

311 Voir l'article "Attentisme" rédigé par François Marcot dans le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 704. Consulter également dans "Attentismes" la définition plus large et à sens multiples proposée par Pierre Laborie, in *Les mots de 39-45, op. cit.,* p. 16-17.

312 AN 72 AJ 624, 12 janvier 1944. Le chef régional des FFI au Directoire régional des MUR.

> *"La présente note a pour but de fixer par écrit les directives qui seront probablement les dernières avant la période d'opération."*[313]
> *"On peut raisonnablement espérer que quatre mois environ nous séparent des événements décisifs devant amener la libération du territoire. Mais ce délai peut être considérablement plus court."*[314]

Celui-ci suscite d'autant plus d'appréhensions que les incertitudes sur l'efficacité des forces d'action des mouvements unis perdurent. Ainsi, à peine quelques jours après la formation des FFI, leur chef régional Albert Chambonnet exprime au Directoire régional des MUR ses inquiétudes :

> *"A quelques semaines des événements décisifs pour notre pays, une crise de confiance menace de surgir entre les FFI et les MUR. J'en ai pour ma part constaté des symptômes que je veux croire locaux, en Savoie, Haute-Savoie et dans l'Ain, et vous m'avez parlé vous-même de ce malaise général au cours de notre dernière réunion. […] Des échecs dus à des querelles de boutique nous humilient auprès de nos Alliés qui observent soigneusement nos disputes à l'aide de leurs agents placés au cœur même de la Résistance, et qui se confirment dans l'opinion favorable à leur politique consistant à prétendre que la France est incapable de s'unir, même pour une action dont dépend notre existence. Au moment où, à l'instar de la plupart des nations européennes, nous devrions vivre dans une véritable psychose de guérilla, nous en sommes encore à discuter interminablement sur le degré de confiance que l'on peut accorder à tel ou tel élément de la Résistance."*[315]

Ces lignes sont révélatrices de la brusque précipitation des attitudes et des sentiments que provoque la préparation à l'action. Aux craintes devant les difficultés de l'unification et des querelles de personnes, à la question, récurrente, de la légitimité de la Résistance vis-à-vis de la population et des Alliés, s'ajoute une certaine impatience quant aux formes d'action à adopter, impatience qu'exaspère l'incertitude sur le moment de survenue du "jour J". L'urgence de l'efficacité dans l'action domine ; elle se mêle aux doutes sur l'existence même de la Résistance. Cette angoisse explique en partie la multiplication des directives régionales destinées aux différentes échelles géographiques. En voici deux exemples :

> *"ORGANISATION DÉPARTEMENTALE.*
> *On peut raisonnablement espérer que quatre mois environ nous séparent des événements décisifs devant amener la libération du territoire. Mais ce délai peut être considérablement plus court. En conséquence la période d'organisation doit être considérée comme close. […] En conséquence toutes considérations de personne ou d'habitude doivent être subordonnées à la nécessité de mettre en place définitivement des départements unifiés formant un bloc sans fissures des MUR, collaborant le plus étroitement possible avec les formations amies du FN, FTP, Armée d'Armistice, etc."*[316]
>
> *"INFORMATIONS*
> *En vue d'intensifier l'action contre l'ennemi et d'avoir pour un moment qui est de plus en plus proche des formations de combat dynamiques et solides, toutes les*

[313] AN 72 AJ 624, l'exécutif zone sud du mouvement de la libération nationale, début 1944
[314] AN 72 AJ 624, Comité Directeur à toutes régions. 14 février 1944
[315] AN 72 AJ 624, 12 janvier 1944. Le chef régional des FFI au directoire régional des MUR.
[316] AN 72 AJ 624, CD à toutes régions. 14 février 1944. Nous soulignons.

> *branches AS, Maquis, GF, FER, AO, sont réorganisées et unifiées à tous les échelons en Corps-francs de la Libération. […] L'action doit primer tout dans la période qui commence."*[317]

Autant que les appels réguliers et insistants à l'efficacité, la certitude de l'approche de l'événement attendu est sans cesse affirmée, martelée par les responsables des services, un peu pour le circonscrire, en dessiner les contours et le contenu. Dire l'événement à venir, c'est aussi tenter de le maîtriser en le préparant et en l'organisant le plus tôt possible. Ces deux extraits de directives le montrent :

> *"NOTE.*
> *Nous vous prions de bien vouloir nous indiquer dans votre région au moins trois "points de chute" qui ne seront pas utilisés dans la période actuelle, mais qui pourront nous servir dans les circonstances du débarquement ou de l'insurrection, au cas où les liaisons normales seraient coupées, pour toucher le Directoire régional."*[318]

> *"Veuillez nous faire connaître d'urgence où en est la mise en place de votre plan insurrectionnel. Pour raison de sécurité donnez-nous seulement les grandes lignes pour le reste nous vous faisons confiance."*[319]

Les circulaires régionales adressées aux services et aux départements emploient l'impératif, le ton est autoritaire ; en apparence l'impression de certitude est forte, la maîtrise de l'événement semble sûre. On retrouve cette même urgence impérieuse dans les directives de la Comidac (comité d'action)[320]. Elle approche parfois la précipitation fébrile :

> *"Il importe d'utiliser au plus tôt les possibilités existantes et de donner aux FFI tous les moyens disponibles pour leur permettre de les mettre en place et de les utiliser le moment venu. Il vaut mieux tenter de réaliser quelques chose immédiatement, plutôt que de vouloir trop bien faire et de ne pas être prêt à temps. […] Il faut avant tout réaliser quelque chose, même d'imparfait, et le faire vite, quitte à perfectionner ensuite si l'on a le temps."*[321]

Cependant, derrière cette assurance affichée, la répétition constante et prolongée de l'arrivée, perçue comme imminente, du "jour J"[322], révèle en même temps une profonde incertitude. Incertitude sur le début de la fin, incertitude

---

317 AN 72 AJ 624, SG du MLN à Toutes régions. Le 3 avril 1944. A communiquer aux chefs de service et aux chefs départementaux. Nous soulignons.

318 AN 72 AJ 624, SG du MLN à toutes régions. Le 28 février 1944. Nous soulignons.

319 AN 72 AJ 624, ER SE 2 à tous départements, le 4 avril 1944.

320 Fondée en février 1944 la Comidac est chargée de diriger les FFI. Maurice Chevance y représente les mouvements de la zone sud, à côté de Jean de Voguë (mouvements de la zone nord) et de Pierre Villon (Front national). Marcel Degliame pour les mouvements unis participe également aux réunions. Voir l'article de François Marcot, "Comité d'action militaire", in *Dictionnaire historique…, op. cit.*, p. 175.

321 Directive n°4 de la Commission d'Action datée du 15 avril 1944. Fonds Villon. AN 85 AJ Musée de la Résistance Nationale de Champigny

322 Il n'est pas superficiel de rappeler que les résistants n'ont aucune idée précise de la date de l'événement attendu. Cette quasi ignorance les place dans une situation objective d'attente, vécue selon des modes différents.

aussi sur ce que sera la participation effective de la Résistance à la réalité de ce moment (combats, insurrection, prise de pouvoirs, etc.). À l'image de Marcel Degliame, les responsables des services FFI ou AS ne cachent pas ces doutes à leurs militants, même au début de juin 1944 :

> *"Dès la présence sur une portion du territoire des formations régulières des armées alliées, des conditions nouvelles sont créées pour les formations militaires de la Résistance.* Nous ne sommes pas pour le moment en mesure de déterminer ces conditions, mais nous ne savons pas dans quelles circonstances les formations clandestines seront intégrées dans les formations régulières de l'armée française.*"*[323]

Du mois de janvier au 6 juin les circulaires et les consignes placent leurs destinataires dans une permanente situation d'urgence et de fébrilité ; l'événement est là, incertain mais constamment proche, le même sentiment d'imminence se répète et s'égrène au long de ces six mois :

12 janvier, le chef régional des FFI au Directoire régional des MUR : "*À quelques semaines des événements décisifs pour notre pays*".

Janvier 1944, l'Exécutif zone Sud du MLN à tous directoires régionaux et départementaux : "La présente note a pour but de fixer par écrit les directives qui seront probablement les dernières avant la période d'opération et de définir les tâches essentielles qui doivent être celles de nos responsables dans l'immédiat, pendant la période d'opérations et aussitôt après la libération."

14 février 1944, le CD du MLN à toutes régions : "On peut raisonnablement espérer que quatre mois environ nous séparent des événements décisifs devant amener la libération du territoire. Mais ce délai peut être considérablement plus court."

3 avril 1944, le SG du MLN à toutes régions : "En vue d'intensifier l'action contre l'ennemi et d'avoir pour un moment qui est de plus en plus proche des formations de combat dynamiques et solides."

8 mai 1944, le CD des MUR à tous services et départements : "Le CD des MUR tient à informer les responsables de ERSE des décisions qu'il vient de prendre dans un but d'efficacité et en prévision des événements décisifs tant attendus et, selon toute vraisemblance, imminents."

---

[323] AN 72 AJ 624, Fouché, délégué général FFI zone sud à toutes régions zone sud, tous responsables FFI, 1 juin 1944. Nous soulignons.

11 mai 1944, le SG du MLN à tous services, tous départements : "Dans toute la France, le 1er mai 1944 a marqué un nouveau succès de la Nation contre l'ennemi, un nouveau pas en avant vers la libération de la Patrie."

16 mai 1944, Région de Lyon, affaires économiques, ravitaillement, Savoy à NAP : **"***Il nous a été demandé d'être prêts à partir du 15 courant*."

22 mai 1944, Comité d'Action, à tous les officiers, sous-officiers et soldats des Forces Françaises de l'Intérieur : "Dans ces heures graves pour l'avenir de la Patrie et peut-être à la veille d'événements décisifs, la Nation a les yeux fixés sur vous."[324]

1er juin 1944, Fouché à toutes régions zone Sud, tous responsables FFI : "Bien que n'ayant pas d'informations précises sur l'éventualité proche d'un débarquement allié, les indices que nous possédons nous permettent de penser que dès maintenant nous pouvons considérer comme en état d'alerte."[325]

Cette impression de proximité immédiate du "jour J", répétée à l'envi, mais toujours contrariée, étirée dans le temps, suscite diverses réactions de la part des résistants, selon leur niveau de responsabilité et en fonction de leur personnalité. L'excitation et l'exaltation s'effacent devant une impatience et une exaspération plus vives chez les responsables des services dans les départements. Elles s'expriment ainsi dans un rapport établi le 27 avril par le chef des groupes francs du Rhône pour Alban Vistel. L'attente insatisfaite des armes promises cristallise les déceptions :

> *"Nous avons demandé à chaque chef de Secteur (Ville) de constituer un PC pour permettre la liaison à tout prix au cas de mesures très sévères en matière de circulation entre les secteurs et nous. Nous leur avons demandé de faire protéger chaque PC par un groupe franc. L'utilité de ce PC et de ce groupe franc de protection n'est évidemment pas à démontrer. Les chefs de Secteurs ont constitué ces PC et formé leur groupe franc, mais ils réclament les armes que nous leur avons promises. Si les militants doivent être armés par nos soins au jour J et pas avant, par contre les GF de protection des PC doivent être armés dès maintenant pour éviter des surprises désagréables au dernier moment. Il est donc indispensable étant donné l'imminence du débarquement que ces GF soient armés dès les premiers jours de Mai. Il est à souhaiter que nous ne nous heurtions pas indéfiniment à la bureaucratie des dirigeants de l'AS. […] Il paraît que ses chefs n'ont pas d'armes. De qui se moque-t-on ?"*[326]

Si la colère et l'agacement dominent, l'humour peut aider de temps à autre à dépasser l'attente, les peurs et les impatiences vives :

---

[324] AN 85 AJ. Fonds Villon, Musée de la Résistance Nationale de Champigny.
[325] AN 72 AJ 624
[326] AN 72 AJ 625, Hervé À Magny, le 27avril 1944.

> *"Nous vous signalons que nos GF en sont réduits à demander des armes aux Maquis qui leur en ont promis en échange de Matériel sanitaire qu'ils se sont procuré dans un hôpital. Cette histoire de troc est très drôle. Mais les meilleures plaisanteries sont les plus courtes. Cordialement."*[327]

Écartelés entre une certaine volonté de s'approprier le temps et l'impossibilité réelle d'avoir prise sur le cours des choses, les résistants s'exaspèrent d'une situation d'attente interminable, dont l'issue relève de décisions qui les dépassent, et où leur sort, leur action et leur raison d'être ne semblent plus tout à fait leur appartenir. S'il puise une part d'explication dans la crainte d'une concurrence communiste, le rejet de l'attentisme se nourrit très largement de ces sentiments exacerbés. Pour certains, comme Alban Vistel, ce refus de l'attente va jusqu'à se traduire par un déni du "jour J", rappelant ainsi l'identité combattante de la Résistance :

> *"Eh bien non, le jour "J" n'aura jamais lieu et l'on ne participe pas à la Résistance en se croisant les bras dans l'attente du jour "J", fût-on capable d'être un héros ce jour-là. Supprimons les boutons mystérieux par égard pour l'attentiste moyen. Comment saurez-vous que le jour "J" est né ? Il n'y aura pas de jour "J", la Résistance est une volonté et non une date. La Résistance est un combat perpétuel et non le combat d'un jour, car, qui ne combat toujours, ne combattra jamais."*[328]

Au sein des mouvements unis tous ne partagent cependant pas cette dénégation ultime. Dans *Provence libre*, l'un des organes des mouvements unis de la région R2, dirigé par Georges Cisson et Henri Michel, la lutte contre l'attentisme se fait plus mesurée, plus réaliste, et tente d'éviter les dérives et les écueils d'une trop grande exaltation :

> *"Insurrection et libération sont bien liées, je ne le conteste pas, mais tout cela dépend d'un vaste plan d'ensemble qu'il ne nous appartient pas de connaître, à nous "Résistants Métropolitains".[…] En résumé, ACTION IMMÉDIATE DISCIPLINÉE, tel est le mot d'ordre que nous vous lançons. Rejeté par tous les Résistants théoriciens et pantouflards ou par tous les militants anarchisants, il doit assurer le grand rassemblement de tous les PATRIOTES VÉRITABLES qui, en en faisant leur règle de conduite, sauront surmonter utilement toutes les tracasseries de l'ennemi et se PRÉPARER à mener, demain, avec succès, les luttes glorieuses, mais dures, qui nous attendent."*[329]

Cet appel à la discipline et à la raison s'inscrit dans un contexte de rivalité stratégique avec les actions communistes. Il reflète à sa manière les inquiétudes exprimées par les responsables locaux dans leurs rapports. De fait, dans les départements, à l'exaspération provoquée par l'absence de moyens en armes ou

---

[327] AN 72 AJ 625, Abricot à ERSE / H le 2 mai 1944. ERSE signifie Énergie Régionale du Sud-Est, cf. Alban Vistel, *op. cit.,* p. 418.

[328] *La Marseillaise* clandestine, mai 1944. Cité dans *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit*., p. 15.

[329] François Lonval "Contre l'attentisme ! Pour l'action disciplinée", *Provence libre*, Organe régional des mouvements unis de la résistance française, n°4, 31 mars 1944. Jean-Marie Guillon analyse cet article comme étant *"une réplique évidente et, peut-être aussi, une mise en garde pour ceux qui, au sein de l'organisation, partagent leur volonté d'engager l'action tous azimuts"* in *La Résistance dans le Var, op. cit*., p. 388.

en matériel sanitaire —et il se peut que cette insuffisance de moyens soit interprétée comme la volonté d'écarter les résistants de la participation au "jour j"— s'ajoute le risque d'un débordement par les communistes. Les interrogations sur la place, la crédibilité et la réalité des pouvoirs des mouvements unis se multiplient. Ainsi, dans l'Isère le chef départemental interpelle Alban Vistel sur l'attitude des résistants communistes, sur leur stratégie politique, et doute au passage de la sincérité de leur patriotisme :

> *"Les MUR n'ont jamais eu une attitude anti-communiste, ils ont même recherché la collaboration avec le PC mais ils ont dû constater que cette collaboration s'établissait toujours à sens unique. À l'heure actuelle, on peut remarquer une véritable manœuvre communiste qui se camoufle sous la couverture d'un chauvinisme exagéré. Nous ne pouvons pas croire que les organisations communistes abandonnent leurs aspirations au seul profit de la lutte actuelle. Pourquoi séparent-ils délibérément leur action dans la Résistance de celles qu'ils devraient mener pour la libération de la classe ouvrière ? Ils cachent avec précaution leurs actions purement sociales et politiques, se bornant à obtenir la majorité au sein des commissions du CDLN par le truchement d'organisations dont ils sont les maîtres ; comme s'ils pensaient que ces commissions fonctionneront un jour sous une forme parlementaire."*[330]

La concurrence et l'influence de l'action communiste préoccupent autant la base résistante que les responsables des mouvements. Pourtant la "lutte contre l'attentisme" l'emporte sur la méfiance. Ce thème récurrent, quasi obsessionnel, ressassé dans les circulaires, peut être pensé comme une réponse à l'attente exaspérée et impatiente de la base :

> *"[La] situation [militaire] sera plus périlleuse encore si l'action armée de masse se généralise et si nous savons entraîner dans la lutte tout le peuple de France. Il serait grave en effet que l'unité dans l'action commune se limite seulement à ceux qui se battent cependant que d'autres attendraient le jour J. Vaincre l'attentisme qui constitue non seulement un crime mais une faute, est un devoir auquel chacun de nous doit s'attacher.*
> *En conséquence, nous demandons à chacun des membres de nos organisations de se faire le champion de la mobilisation militaire et politique de tous les patriotes."*[331]

Il traduit toutefois, et avant tout, l'imprégnation et l'adoption accélérée, au printemps 1944, d'une stratégie d'action immédiate. Le rejet de l'attentisme est essentiellement stratégique et politique, il se concrétise par exemple par la création des Corps Francs de la Libération. Pour le rédacteur de la note qui suit, Marcel Degliame, les CFL doivent d'abord et avant tout "faire la guerre". Il les considère en effet comme "l'élite de la lutte armée" et conçoit leur rôle comme un moyen d'orienter définitivement la résistance vers l'action immédiate et d'éliminer ainsi l'attentisme :

> *"NOTE SUR LA CRÉATION DES CORPS FRANCS DE LA LIBÉRATION*

---

330 AN 72 AJ 625, MUR départemental (Cerise) à SCD (Magny). Le 30 mai 1944. Rapport sur la situation politique.

331 AN 72 AJ 624, Aux membres des MUR, du FN, de la CGT, du PC, janvier 1944.

> *En créant les CFL, le CD a répondu à une nécessité urgente : DONNER À LA RÉSISTANCE UN VÉRITABLE ORGANE D'ACTION. Il a marqué sa volonté très nette d'en finir enfin avec "l'attentisme" qui, malgré les rudes coups qui lui ont été portés, sévit encore bien plus qu'on ne le croit dans certains milieux de la Résistance. […] L'une des grandes faiblesses de la Résistance est son absence de doctrine par rapport à l'action. Une grande partie des cadres de direction n'ayant pas compris ou pas voulu comprendre que l'objectif essentiel doit être : FAIRE LA GUERRE. Il a souvent été question de "l'attentisme", il est certain que ce fut pendant longtemps la base même de la doctrine de la Résistance. Il est non moins certain que si cette conception n'est pas encore complètement détruite, elle tend de plus en plus à disparaître. En tout cas, elle se fait honteuse et ne s'avoue plus, même chez ceux qui furent ses plus chauds partisans. Mais ceci ne nous satisfait pas encore, il n'est pas suffisant de se déclarer en principe d'accord pour l'action encore faut-il appliquer ces principes. Nous voulons faire des CFL l'élite de la lutte armée pour la libération de la France. Il faut leur donner en premier lieu une véritable doctrine de l'action qui leur fait défaut."*[332]

En effet, selon Jean-Marie Guillon, au-delà de la participation de l'ensemble des forces de la résistance au "jour J", la lutte pour l'hégémonie politique entre ces mêmes forces oriente des stratégies militaires qui se précisent soudainement au printemps 1944. "*L'autorité politique des mouvements repose sur leur capacité à garder l'hégémonie militaire*, explique-t-il. *Tout l'enjeu de la transformation des MUR en MLN, de leurs éléments militaires (AS, GF, maquis) en CFL, du passage de "l'attentisme" à "l'activisme" et de la mise sous leur tutelle des FFI en voie de création est là.*"[333] Sous cet angle la perception du temps se rétrécit considérablement, enfermée dans un présent dilaté, débordant sur le passé et le futur du moment qui entoure le "jour J". À tel point que pour les stratèges des mouvements unis —tel Marcel Degliame— cette forme de négation de l'attente conduit à refuser pour l'instant toute pensée sur l'avenir. L'essentiel est d'agir sur l'événement. Imaginer le futur de la Résistance, s'y projeter, serait ainsi en quelque sorte tomber dans un attentisme "répudié" :

> *"Nous demandons donc aux chefs de nos formations d'action* de passer pour le moment de côtés ces soucis d'avenir et de répudier cette forme spéciale d'attentisme*. Avant de se préoccuper de la poursuite de l'ennemi en déroute, il faut s'attacher à mettre au point notre tâche essentielle qui est : LE COMBAT DES ARRIÈRES."*[334]

Comme Maurice Kriegel-Valrimont, Marcel Degliame appartient à la catégorie des dirigeants de tendance communiste —ou communisants— engagés dans les MUR. Partisan fervent et promoteur de l'action immédiate, il développe une conception activiste de la Résistance, celle des stratèges, soucieuse avant tout d'efficacité. Centrale au printemps 1944, cette vision, d'abord repliée sur le présent, domine alors les priorités. Le temps des stratèges finit par effacer, dans l'immédiateté de l'action, volontairement ou non, le passé et le futur. Il pourrait

---

[332] AN 72 AJ 624, Fouché, SG du MLN à toutes régions. Le 11 avril 1944, "Lettre de service pour EM des CFL."

[333] "La lutte armée et ses interprétations" in *Lutte armée et maquis, op. cit.,* p. 153.

[334] AN 72 AJ 624, 1er juin 1944, Fouché, délégué général FFI zone Sud à toutes régions zone Sud, tous responsables FFI.

presque laisser croire à une dilution de l'identité dans l'activisme. C'est oublier le caractère multidimensionnel de l'identité résistante des mouvements unis. Si l'activisme revendiqué par les "stratèges" reflète la nécessité d'exister comme force de résistance, en particulier vis-à-vis des communistes, il est modéré par l'expression d'une conception autre de l'action résistante. C'est par exemple le sens de l'article de *Provence libre*, "Contre l'attentisme ! Pour l'action disciplinée !" :

> *"D'autres, plus ardents, mais aussi, impatients et quelquefois imprudents, pensent pouvoir détenir l'initiative des opérations, sous prétexte que le Général de GAULLE a dit un jour que "la libération du territoire était inséparable de l'insurrection nationale". Ils voudraient volontiers déclencher, immédiatement, la grève générale, espérant décider ainsi les Alliés à venir tout de suite au secours de la Métropole en flammes. Je ne méconnais pas tout ce qu'il peut y avoir de séduisant dans cette dernière formule ; mais elle pèche par ignorance des nécessités militaires."*[335]

Pour les mouvements unis la dimension combattante de l'action résistante est absolument indissociable de l'idée de responsabilité. Ils appartiennent pleinement à la catégorie des "résistants-citoyens" décrits par François Marcot, pour lesquels la question de la "légitimation de la Résistance" prime sur celle de la participation à la lutte armée[336]. L'allusion à l'usage communiste du célèbre slogan du général de Gaulle —"*la libération est inséparable de l'insurrection nationale*"— témoigne de leur volonté de se démarquer clairement de l'action communiste, en affirmant et en revendiquant la singularité de leur identité. Les débats pleinement assumés sur les limites respectives de l'activisme et de l'attentisme prouvent la force et la solidité d'une conception de la Résistance spécifique aux mouvements unis. *A contrario* d'un nivellement qui serait une réponse à la crainte d'une fragmentation ou d'une dispersion, elle s'enrichit de la multiplicité des expériences. Celle des maquis se construit lentement dans l'enthousiasme, l'impatience, les déceptions et les premiers combats d'une très longue année.

---

335 François Lonval, *Provence libre*, n° 4, 31 mars 1944.

336 Voir art. cit. in *Lutte armée et maquis, op. cit.,* pp. 509-511.

L'univers des maquis

Pensés stratégiquement par les dirigeants des mouvements unis, les premiers maquis sont perçus tout autrement par ceux qui s'y réfugient, s'y installent et y vivent après le printemps 1943. D'abord lieux de refuge ou de fuite, "*tout au long de l'été et de l'automne de 1943, leur localisation est gouvernée par les circonstances créées par la chasse aux réfractaires de Vichy plutôt que par ce qui ressemblerait à une logistique militaire*", explique H. R. Kedward[337]. Ce milieu, dont la vocation et les objectifs se transforment peu à peu, crée un univers inédit et original, dans un rapport au temps décalé, qui se démarque des préoccupations des autres composantes des MUR. Par appropriation l'esprit des maquis va progressivement imprégner et étoffer l'identité de la Résistance.

Été 1943. L'enthousiasme et l'ennui

Proches des préoccupations et de la sensibilité des jeunes réfractaires qu'ils accueillent et cherchent à encadrer, les responsables départementaux des maquis des MUR rendent compte dans des rapports de leur état d'esprit. Très éloignée dans sa nature, son épaisseur et son contenu de celle des dirigeants ou des stratèges, la temporalité des gens du maquis est celle d'une vie et d'une situation précaires, rapidement aménagées dans les "campagnes", les "forêts" et les "bois". L'attente qui s'éternise, le découragement, ou plus simplement l'ennui, dominent les sentiments éprouvés et relayés par les chefs locaux des maquis. Car il s'agit bien ici de sentiments et de perceptions sensibles du temps —et non de représentations modelées par des intentions stratégiques ou par la quête du pouvoir. Un rapport sur la "situation nouvelle dans les campagnes de Bresse" reflète ces impressions :

> *"Le départ des jeunes gens de la classe 42 a été très bien organisé ; le début de leur séjour en* forêt *semble l'avoir été beaucoup moins. Certains groupes errèrent pendant 24 heures dans les* bois*, sans vivres, sans organisation de couchage et, ce qui fut plus grave, abandonnés de leurs chefs : résultat : la totalité des réfractaires d'une commune riveraine de la Saône est rentrée à la maison découragée, se camoufle actuellement dans des granges, ou attend dans ses foyers une éventuelle arrestation. De tels événements, s'ils se reproduisaient, aboutiraient rapidement à un découragement général et au ralliement à la "collaboration" de tous les éléments récemment conquis par la "résistance". Les camps de réfractaires en* forêt *posent ailleurs de très graves problèmes.* L'enthousiasme des premiers jours passé, l'amusement du camping et de l'illégalité épuisé, restent l'inconfort, les privations, l'ennui, les maladies *si l'hiver survient avant le règlement du problème.* Les défections seront nombreuses s'il n'y a pas auparavant compromission grave pour une action violente. *Le Gouvernement a encore une très belle carte à jouer en laissant simplement traîner les choses. Les* déceptions *pourront alors jeter beaucoup d'éléments actuellement "résistants" mais* dépourvus de doctrine *dans le*

[337] *À la recherche du maquis, op. cit.*, p. 77

> *camp adverse. Faute d'exploiter une conjoncture politique, si favorable soit-elle, on s'expose à la voir se retourner complètement sur soi."*[338]

Le temps de ces jeunes qui ne sont pas encore des "résistants", bien que destinés à le devenir —du moins à travers l'image qu'en donne ici ce responsable départemental— est celui de leur vécu quotidien, de leur âge aussi, encore marqué par le jeu et l'amusement ("*enthousiasme des premiers jours*", "*l'amusement du camping et de l'illégalité*"), d'une forme d'insouciance et de l'absence d'engagement politique. Dès lors, face aux difficultés et à une situation qui perdure, dans l'éloignement du danger aussi, le temps peut sembler long, et le découragement exprimer une impatience devant l'inaction et le manque d'horizon. Cette temporalité du refuge, de la fuite et de la vie inconfortable dans les bois, rythmée par l'attente et l'ennui, échappe en partie à l'urgence des stratèges. À l'été 1943 les jeunes du maquis s'installent dans une forme de lenteur qui suscite l'inquiétude de ce chef départemental. Il propose ainsi d'autres perspectives et insiste particulièrement sur la nécessité de l'action immédiate, non comme stratégie mais comme moyen de les conserver sur place et de les préparer à d'éventuels combats. Avec l'arrivée de l'automne puis de l'hiver cette temporalité spécifique aux premiers maquis, encore décalée et étrangère à celle des autres composantes des MUR —et dont ils prennent seulement conscience—, s'enracine. À l'échelle des responsables départementaux les inquiétudes sur l'état d'esprit des réfractaires dont ils ont la charge se mêlent à d'autres objectifs, plus stratégiques. La part prise par les FTP dans l'organisation des maquis oblige une nouvelle fois à penser ceux-ci en termes stratégiques. La crainte que l'action communiste ne prenne de court les mouvements unis, autant pour des questions de recrutement que de pouvoirs, fixe les priorités immédiates. Dans l'Isère, un délégué de Combat rend compte d'une réunion de coordination entre les différentes forces de résistance de ce département. Elle a eu lieu en mai 1943 :

> *"La question des camps a été envisagée.*
> *Étudier en commun ultérieurement une amélioration de leur organisation, de leur ravitaillement et de leur discipline (point sur lequel le PC a été très sévère, peut-être avec raison). […] Ont été également discutées les actions à envisager dès maintenant : contre la relève, contre les déportations d'otages (protection des habitations des otages dès qu'ils sont désignés), action contre la milice, contre les occupants, manifestations de masse. Ceci me paraît extrêmement utile, à la condition d'éviter encore que le PC ne nous force la main. […] CONCLUSION. Cette réunion me paraît avoir été utile. Un pas important a été fait. Il faudra dans l'avenir autant d'adresse que de souplesse. Il est en effet vraisemblable que le PC s'efforcera par la suite de diriger les débats, d'imposer ses points de vue, voire* de nous mettre devant le fait accompli sur bien des décisions à prendre. *De même, il tâchera peut-être de faire de la propagande idéologique parmi notre personnel et de s'emparer des leviers de commande. De tout cela, nous nous en doutions. Je crois qu'il faut surtout veiller à ce qu'il ne décide pas à notre insu de notre action."*[339]

---

[338] AN 3 AG [2] BCRA liasse 378, Dossier "Libération-Sud", Situation nouvelle dans les campagnes de Bresse. LIB/ 35006. 23/06/43. Nous soulignons.

Cette inquiétude sur le développement de l'action communiste n'est pas exempte d'une certaine admiration. Le contact avec les communistes, les emprunts, les influences et la porosité tendent en effet à uniformiser les stratégies. Cependant en insistant sur la nécessité de préserver la spécificité de l'action des mouvements unis ("notre action"), ce responsable rappelle et affirme l'originalité de leur résistance. Henri Cordesse, dans sa reconstitution des premiers maquis de Lozère, suggère une autre conséquence de cette crainte du "danger communiste" ; il y voit de la part des Alliés et des Français libres la "peur du peuple" et y trouve l'une des explications de l'absence d'envois d'armes et de "l'abandon" des maquis en 1943. Elle a encouragé l'inaction et une forme particulière d'attentisme qu'il analyse ainsi finement : "*Avec le recul les conséquences de cette attitude d'exaltation et d'abandon à la fois apparaissent particulièrement graves*. […] *Il est probable que, comme la "drôle de guerre" fut une période débilitante pour l'armée française, l'attentisme forcé, le camouflage pour le camouflage, furent souvent néfastes à la notion et à la stratégie des maquis.*"[340] L'écart entre la volonté d'agir et le maintien —voulu ou non— dans l'inaction forcée caractérise la période de l'automne et de l'hiver 1943 ; pour les maquis le rejet de l'attentisme prend alors une signification quasi existentielle, vitale.

[339] AN 72 AJ 625, Fonds Alban Vistel, Note au sujet de la réunion de coordination établie par le délégué de Combat. Le 17 mai 1943. Note établie à l'intention du chef départemental. Nous soulignons.

[340] *Histoire de la Résistance en Lozère, op. cit.*, p. 60.

Automne et hiver 1943-1944. Impatiences, déceptions et désespoirs

Les doutes exprimés plus haut, en juin 1943, par le chef départemental des MUR de l'Ain au sujet des jeunes réfractaires réfugiés dans les campagnes de la Bresse étaient fondés. L'inactivité est désormais amplifiée par l'attente insatisfaite d'un éventuel débarquement. Le désespoir, l'exaspération et l'impatience finissent par l'emporter. Les responsables des services des mouvements unis de la région de Lyon se font largement l'écho de ces sentiments. Ils décrivent dans leurs synthèses une fragilité et un état d'esprit qu'ils contrôlent mal et dont ils s'alarment sérieusement. Pour quelques-uns d'entre eux l'action est envisagée comme une solution nécessaire. C'est ce que propose par exemple Henri Jaboulay dans son "rapport général sur la situation du Service Maquis à fin octobre" adressé au Directoire régional le 31 octobre 1943 :

> *"Action des Maquis : L'un des plus sûrs moyens, en tout cas un moyen indispensable pour créer la cohésion, l'esprit d'équipe dans tous les camps et* entretenir très haut le moral*, c'est l'action. Beaucoup de chefs départementaux MUR, des chefs AS ou GF ne sont pas de cet avis parce qu'ils n'ont pas de contacts avec les hommes des camps. Cette action est indispensable. Elle aguerrit les réfractaires, les entraîne, les détourne d'actions individuelles généralement regrettables. Tous les responsables de l'action militaire doivent se pénétrer de cette nécessité, en conséquence, ils doivent prévoir que toutes les Missions dont ils décident l'exécution d'employer au maximum les réfractaires de maquis.* L'hiver approche, nous ne conserverons nos hommes que s'ils sont suffisamment équipés, correctement ravitaillés, s'ils disposent d'armes pour se défendre, s'ils ont l'impression en agissant d'être utiles à notre cause. Sinon nous assisterons à une dispersion complète des camps.*"*[341]

Lorsque Alban Vistel, commentant ce rapport, écrit pour répondre aux accusations postérieures à la guerre, que les responsables de sa région n'étaient pas "attentistes", il a raison[342]. Mais à ce moment-là, au cours de l'automne 1943, même s'il s'agit bien d'apporter des arguments aux soupçons d'attentisme, engager les maquisards dans l'action est aussi pensé comme une réponse à leur *attente* impatiente ("*entretenir très haut le moral*"). Il est moins question de lutter contre l'attentisme que contre les effets psychologiques de l'inaction, contre son caractère démobilisateur. Les chefs de maquis ou de services locaux disent ce sentiment diffus de désespoir, sans intentions et sans objectifs politiques particuliers, simplement pour témoigner de l'état d'esprit de la base résistante. Chargé de l'Action ouvrière, Jean Gay [Jacqueline], conclut son "rapport d'information et d'activité de l'Action ouvrière de la région lyonnaise"

---

341 AN 72 AJ 624, Logement I à Directoire Régional. 31 octobre 1943. "Rapport général sur la situation de Service Maquis à fin octobre"

342 "Il a été dit et écrit trop souvent que les MUR auraient été attentistes et que les FTP auraient été les seuls activistes. Toutes nos directives, inscrites sur des documents authentiques, sont là pour rétablir la vérité et, dans nos départements, les faits s'inscrivent en faux contre cette assertion", *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 333.

par un appel insistant, dans lequel l'espoir inébranlable se teinte d'une lassitude perceptible et agacée. À nouveau la demande d'armes donne l'occasion d'exprimer l'exaspération face à un débarquement annoncé et toujours repoussé, de dire l'impatience à agir, et de réclamer la généralisation rapide de la lutte armée :

> *"CONCLUSION — L'ensemble de notre activité pourrait être bien amélioré si l'on en donnait les moyens dans le domaine des armes, explosifs, et matériels divers de sabotage. Nous demandons que le Directoire Régional se fasse notre interprète auprès du CFLN, pour* que nos espoirs ne soient pas déçus *et qu'à l'exemple de nos frères Corses, nous puissions participé d'une manière active à l'œuvre de libération. Depuis 3 années la propagande de nos Alliés Anglo-Américains est faite de* promesses *sur la création du 2ème front. Sans méconnaître toutes les difficultés qui peuvent être créées ou rencontrées à ce sujet nous pensons devant la maturité politique de l'ensemble de la population Française qu'il y a lieu que ce 2ème front qui est la crainte la plus grande de nos ennemis soit* enfin *réalisé. Qu'il nous soit permis de faire ressortir en passant la grossière erreur dans* des promesses qui depuis deux années successives nous sont faites sous l'angle de Avant la tombée des feuilles etc. … nos troupes seront sur le sol de France. *Nous* espérons *que les conclusions et les décisions qui sortiront de la conférence de Moscou, auront des résultats tangibles pour notre libération et que* l'année 1943 ne saurait se terminer sans qu'une action décisive soit engagé sur le sol de France. Ceci est le vœu *de toute la population laborieuse de notre pays, par son action isolée et collective elle condamne l'attentisme et demande une action généralisée appuyée par la force armée."*[343]

La saison de la "tombée des feuilles" étant passée, la lassitude réelle d'une partie des résistants, et particulièrement de la base, se confond avec celle de la population "laborieuse" évoquée par Jean Gay. Les attentes et les impatiences sont communes ; les temporalités se rejoignent, jusqu'aux préoccupations quotidiennes auxquelles les maquisards n'échappent pas. Dans le Var étudié par Jean-Marie Guillon "*la fin de l'automne 1943 a finalement plus d'importance que son début. La vie quotidienne se trouve bien davantage bouleversée par ce qui commence que par l'installation des Allemands. Les espérances de septembre se sont évanouies. S'ouvre une nouvelle période d'attente exaspérante. Les tensions s'accumulent. La résignation s'efface devant la volonté plus répandue de participer au combat*."[344]

Avec l'enracinement de leurs maquis dans un environnement local qui suppose des solidarités plus larges, les mouvements unis se rapprochent de la population, de son vécu, de ses angoisses et de ses problèmes. Cette porosité entre deux univers encore éloignés il y a quelques mois contribue peu à peu à modifier l'image et l'identité même de la Résistance. Un article du Bulletin

---

[343] AN 72 AJ 626, Rapport d'information et d'activité de l'AO des MUR de la région lyonnaise. Décembre 1943. Nous soulignons. Le vocabulaire employé est révélateur : "promesses", "ne soient déçus", "enfin", et l'ironie sensible derrière "Avant la tombée des feuilles…", référence directe au discours prometteur de Winston Churchill prononcé à la BBC le 30 juin 1943 : "De violents combats dans la Méditerranée et ailleurs auront lieu avant la chute des feuilles d'automne."

[344] *La Résistance dans le Var*, *op. cit.*, p. 264

intérieur des MUR daté du 10 mai 1943 donne un exemple des formes diverses de complicité qui lient un refuge et son environnement immédiat:

> *"Le mouvement des réfractaires devant partir pour le Reich semble avoir pris des proportions importantes en Corrèze. L'action de la police française, renforcée par la police allemande parait en outre devoir se développer dans ce département où 500 insoumis auraient pris le maquis notamment dans les régions d'Ussel, Tulle, Argentat et Bort. En cas d'alerte, des retraites souterraines ont été aménagées. Les insoumis ont d'ailleurs de nombreuses complicités parmi les populations. Les paysans en auraient délivrés certains des mains de la police. Un groupe de jeunes gens ont effectué une opération similaire dans un train qui transportait deux prisonniers de Tulle à Ussel."*[345]

L'association étroite entre un lieu de refuge et d'accueil et un maquis facilite cette transformation. De plus en plus, par l'intermédiaire des maquis, la Résistance s'identifie profondément à la France. Ce rapport d'un responsable cévenol de "Combat", rédigé en décembre 1943, atteste d'une identification qui n'est pas seulement symbolique :

> *"Notre région est adossée aux Cévennes protectrices de nos jeunes requis, qui vont rechercher dans leurs fourrés inexpugnables le souvenir des « Camisards » et y soutenir comme eux leur* idéal de LIBERTÉ.*"*[346]

Le récit de ce chef local, proche de ses hommes, traduit une sensibilité au désespoir qui affleure très souvent à l'automne 1943, et dont il s'inquiète ("*qu'on ne les désespère pas*"). Les expressions imagées et lyriques, la référence à l'histoire "légendaire" de la lutte des camisards —que prolongeraient ici ces jeunes réfractaires—, le rappel des sacrifices des "camarades arrêtés" témoignent aussi de la richesse et de la solidité de l'identité résistante. Elle naît du refus de la "souillure" du pays et d'une volonté de vengeance ("*ils veulent la venger*"), elle se nourrit de la proximité quotidienne avec les difficultés et les souffrances, et dévoile avec acuité la singularité de son combat. Ce responsable compose ici une sorte de mystique et identifie les résistants à la France ("*la France martyre*", "*le VRAI visage de la France*"). Celle-ci s'oppose aussi certainement à la "vraie France" que Vichy prétend alors incarner. Il renoue avec l'idéal des temps pionniers et rappelle l'antériorité et la solitude des premiers engagements ("*certains centres locaux de résistance ont travaillé depuis les toutes premières heures à s'organiser chichement, homme par homme, revolver par revolver, chaque jour dans le cadre très restreint de leurs moyens personnels, surmontant les premières déceptions*"). Surtout il confirme la réalité d'une idée de la Résistance partagée, dont la formulation s'élargit et ne se limite plus au cercle étroit des principaux chefs des mouvements unis. Avec l'apport des maquis, loin de se disperser ou de se désagréger, le socle identitaire des mouvements unis s'enrichit et se renforce. Par cette vision idéalisée du vécu des

---

[345] "Les réfractaires de Corrèze", BIMU, 10 mai 1943.

[346] 3 AG^2 BCRA, Liasse 377, Dossier "Combat", Groupe de Salindres-Rousson, SALINDRES, le 10.12.43. Un chef de Trentaine, Jean de Vienne. Nous soulignons. Voir l'intégralité du document, texte 3, annexe I, p. 411.

maquis l'idée de Résistance atteint une dimension qui dépasse la seule définition institutionnelle —avec ses enjeux de pouvoir, ses actions et ses stratégies. Cet imaginaire est une composante pleine et entière de l'identité du phénomène. Elle donne du sens aux sacrifices, aux épreuves endurées et aux impatiences. Elle appartient à cette part "d'atemporel" indissociable selon Pierre Laborie de l'idée de Résistance[347] C'est à travers ce type de récits, rédigés au plus près du vécu des résistants[348], *avec*, *par* et *dans* la clandestinité, que se forge et s'épanouit une véritable conscience résistante. À l'automne et à l'hiver 1943 ce temps du refuge, fait de lenteur et d'attente, permet cet approfondissement identitaire et le développement progressif d'un esprit maquis[349], parfois sublimé dans une vision poétique et idéalisée :

> *"Après le village, il faut encore deux heures de marche, et souvent plus. Les feuilles tombent tard cette année et les forêts ont gardé leur profondeur vivante. Nous connaissons maintenant ce qu'est une saison, ce qu'elle représente de pérennité et de transformation lente et ce n'est plus à travers les poètes que nous adorons le soleil. Tout cela est devenu notre vie, car nous avons froid lorsqu'il fait froid, et quand le soleil donne nous y baignons notre corps."*[350]

L'impatience, l'exaspération et une certaine désespérance l'emportent cependant. Les responsables expriment leur crainte des effets négatifs et éventuellement incontrôlables de ces sentiments. Le Bulletin interne des MUR publie en février 1944 une série de "témoignages" sur les maquis de la zone sud. L'un d'entre eux insiste dans son analyse sur le "scepticisme" dominant. Tout en rappelant la fidélité profonde des jeunes maquisards au général de Gaulle, il s'alarme d'une "foi" et d'une espérance qui semblent à ses yeux s'effriter et s'inquiète de l'absence de sens donné à leur engagement :

> *"Cet article, qui fait suite à un témoignage sur les camps de la Résistance, précède et prépare un 3ème article qui traitera des grandes lignes d'une pédagogie révolutionnaire dans les camps de la Résistance. […] Pessimisme des camps. […] depuis six mois, l'isolement pèse de plus en plus lourdement. L'abandon où les laisse une grande partie du pays, les déceptions qu'ont causées tant de promesses oubliées, et le brutal reniement de la fraternité des nations combattantes, tout cela compose un climat où domine une sorte de scepticisme, tantôt ironique, tantôt butée. Le sentiment général est que les grands problèmes se résoudront par dessus leur tête, qu'ils ne sont que des numéros jetés dans la fatalité d'un combat. On peut dire qu'une chose seule demeure intacte, c'est la foi dans la probité, dans la fidélité intransigeante du général de GAULLE. Que cela lui soit un hommage. Je*

---

347 Voir ses articles recueillis dans *Les Français des années troubles*, *op. cit.*, et plus particulièrement celui sur "L'idée de Résistance : entre définition et sens" (pp. 65-80), celui consacré à André Malraux (pp. 81-98) ainsi que celui sur l'appropriation par les Français de la Résistance à la Libération (pp. 269-282). Il est certes difficile —voire impossible— de savoir dans quelle mesure et comment tous les résistants engagés dans des actions vivent et pensent la Résistance. Il semble cependant que cet exemple, comme d'autres déjà cités, abonde dans le sens de Pierre Laborie ; la relation des résistants à la Résistance ne passe pas uniquement par leur participation à des actions de résistance…

348 Et que n'auraient sans doute pas dénié un Vistel ou un Malraux…

349 Que nous analysons par la suite.

350 "Un témoignage sur le maquis", BIMU, n°109, 8 février 1944

> *ne pense pas qu'il puisse recevoir de plus pur, de plus marqué par l'angoisse et par l'espérance. Tel est le grand obstacle à toute pédagogie dans les camps : la faculté même de croire semble atteinte. Certes nous avons connu des soirs exaltants, où la Marseillaise jaillissait d'elle-même. Mais s'il s'agit, non pas de réveiller l'enthousiasme, mais d'exercer une action éducatrice en profondeur, alors on se heurte en général à ce pessimisme comme à un mur. C'est du désespoir que naît le fascisme, mais il est encore temps de rendre un sens, à tout cela, de rendre l'espérance à la meilleure partie de ce peuple, de lui faire approfondir la raison véritable de son sursaut, la raison de son combat et de sa victoire."*[351]

Devant ce constat plutôt pessimiste, et certainement aussi très personnel, on comprend mieux dès lors les messages adressés à la base résistante, mêlant les mises en garde aux encouragements :

> *"Ami Résistant. Depuis longtemps déjà vous cherchez à conformer vos actes à vos sentiments. Les paroles ne vous suffisent pas, vous voulez agir, faire quelque chose pour la France.[…] Deux grosses difficultés nous empêchent de faire des progrès réels et rapides. La première consiste dans la multitude de petits groupements plus ou moins armés, dont les chefs par vaines ambitions, par sectarisme ou par méfiance exagérée, s'opposent à une véritable unification. Ces hommes préparent inconsciemment de tragiques erreurs au jour J. Lorsque faute d'un commandement unique, et de mêmes signes de reconnaissance, les patriotes tireront les uns sur les autres."*[352]

La diversification des échelles géographiques et des niveaux de responsabilité au sein des mouvements unis entraînent des discontinuités dans la perception des événements. Des nuances et des variantes apparaissent dans la construction identitaire de la Résistance. Toutefois, loin d'être hermétiques, ces appréhensions et ces décalages multiples s'imprègnent les uns les autres. Avec les premiers combats de l'hiver 1943-1944, l'univers des maquis, de plus en plus tragique, finit par imposer son rythme et marquer durablement l'identité résistante.

---

[351] "Témoignages sur les Maquis", BIMU, 15 février 1944.

[352] AN 72 AJ 624, Tract "Ami Résistant" signé par l'État-major départemental de l'Armée Secrète, décembre 1943.

Hiver 1943-1944. Les premiers combats

La région R1 possède trois grandes zones stratégiques de maquis, les Glières en Haute-Savoie, l'Ain et le Vercors. Les deux premiers massifs montagneux s'illustrent au cours de l'hiver 1944. Les rapports, les circulaires et les récits des responsables départementaux ou des chefs de ces zones de maquis —notamment Henri Clair [*Navand*] pour les Glières et Romans-Petit pour l'Ain — témoignent de l'ampleur des combats subis ou provoqués par les résistants, de leur violence et de leur âpreté, et de l'imaginaire qu'ils suscitent. Comme pour les stratégies, précisons qu'il n'est pas question de faire —ou refaire— ici la chronique de la participation des unités des mouvements unis (AS, FFI, CFL) et des maquis aux opérations armées de l'hiver 1943-1944. Un rapide panorama de ces trois secteurs permettra simplement d'éclairer leur rôle stratégique et militaire ainsi que la chronologie des combats[353].

Le plateau des Glières, perché entre Annecy, Annemasse et Bonneville en Haute-Savoie, et contrôlé par les cadres de l'Armée Secrète, a été choisi pour servir de lieu de parachutage et de regroupement des maquisards, sans véritables objectifs stratégiques immédiats[354]. À la fin du mois de janvier des maquisards entraînés affluent sur le plateau, armés par les parachutages récents, et commandés par Tom Morel. Ils récupèrent les armes. Peu après le plateau est cerné par d'importantes forces conjuguées de la Milice, des Groupes mobiles de réserve (GMR) et des Allemands. Déjà, à la fin du mois de décembre 1943, des télégrammes mettant en garde contre la présence des troupes allemandes et miliciennes parviennent au Comité directeur des MUR et à Londres:

> *"On nous communique l'information suivante : "Une grosse expédition est organisée en ce moment contre les réfractaires et les terroristes de la Haute-Savoie. Elle comprendra un nombre important d'Inspecteurs, de Commissaires de Police et surtout de GMR. C'est M. PERRIER Alphonse, Directeur de la Sécurité Publique qui devait en prendre la direction, mais il a été paraît-il accidenté. […] L'opération aura lieu du 2 au 3 Janvier 1944. Le 31.12.43"*[355]

Du 9 au 26 mars le plateau des Glières est encerclé puis pris d'assaut par les Allemands et les Miliciens, dans un combat complètement inégal[356]. Les maquisards affrontent alors directement l'ennemi, subissent des pertes, sont recueillis par les populations environnantes, ou pourchassés par les forces allemandes aidées des Miliciens, faits prisonniers certains sont torturés,

---

[353] En nous appuyant largement sur les travaux de H. R. Kedward, *À la recherche du maquis, op. cit.* et de Alban Vistel, *La nuit sans ombre*, *op. cit*.

[354] Voir *À la recherche du maquis, op. cit.*, p. 206

[355] 3 AG^2 BCRA, Liasse 379, Dossier "MUR", télégrammes : opérations contre les maquis, 31 décembre 1943. MUR 3/37, XGG à tous.

[356] 465 maquisards contre 8000 hommes (selon Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 365, 20000 selon Kedward, *À la recherche du maquis, op. cit..*, p. 201).

massacrés, fusillés ou déportés[357]. On connaît l'impact psychologique des combats des Glières et la médiatisation qui l'a accompagné[358], aussi bien par la voix de Maurice Schuman et le soutien de Radio-Londres, que par la calomnie haineuse de Philippe Henriot à Radio-Vichy. On sait aussi que, pour partie, l'attaque du 9 mars à Entremont contre les GMR se voulait une réponse aux accusations de "terrorisme" et de lâcheté portées contre les maquisards[359]. Il s'agissait peut-être aussi pour ces derniers de défendre leur honneur et d'affirmer par l'expérience leur patriotisme et leur identité combattante. Dans ces combats la dimension légendaire est immédiatement présente, à la fois contemporaine et constitutive de l'engagement du maquis. On ne peut les appréhender uniquement sous l'angle de l'efficacité stratégique ; leur portée symbolique est tout aussi fondamentale. Ainsi, début mars 1944, quelque temps avant l'assaut final du plateau, le Bulletin interne des mouvements unis fait le récit des premiers accrochages en insistant tout particulièrement sur "l'héroïsme" et le courage des maquisards :

> *"Les opérations répressives contre les maquis de Haute-Savoie et de l'Ain semblent toucher à leur fin. Dans l'Ain les troupes allemandes se seraient retirées ; en Haute-Savoie on peut dire que dans l'ensemble l'opération milicienne et policière qui visaient à la destruction complète des rassemblements de réfractaires armés a échoué. L'héroïsme des combattants du Maquis, leur connaissance de la montagne, leur combativité ont suppléé en partie au manque d'armes et de munitions qui s'est fait cruellement sentir. Si les patriotes avaient été suffisamment armés, l'échec des forces de répression se serait transformé en une cuisante défaite. […] Rappelons qu'en Haute-Savoie, l'opération était tentée par la Police française et la Milice. […] Pour le moment les Allemands occupent l'ancienne ligne de démarcation à la limite du département de l'Ain et de la Haute-Savoie. Ils arrêtent toutes les personnes qui se présentent à cette limite, même celles venant de la zone Nord. Leur action est d'une sauvagerie extraordinaire, de nombreuses personnes ont été exécutées, sans autre forme de procès."*[360]

L'article se conclut par une demande de citation, dont la signification est loin d'être simplement anecdotique. S'il s'agit de récompenser le mérite et l'exemplarité de l'engagement d'un résistant, elle vise également à répondre au dénigrement de ceux qui tentent de réduire les maquisards à des "terroristes" lâches et sans âme :

> *"Citation d'un chef de GF. La citation suivante qu'on nous communique illustre magnifiquement ce que nous disions de la combativité et de l'héroïsme des hommes du maquis dans la dure épreuve à laquelle ils ont dû faire face. "Le chef régional des FFI nomme lieutenant à titre provisoire SIMON, chef d'un Groupe Franc de Haute-Savoie. Le chef régional des FFI cite à l'ordre de la région le lieutenant SIMON, en ces termes : "*Magnifique soldat de la résistance*. A poursuivi*

---

357 Voir aussi l'article "Maquis des Glières" rédigé par Olivier Vallade in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 723.

358 Voir à ce sujet Aurélie Luneau : "Février-mars 1944. La bataille radiophonique des Glières" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 630.

359 H. R. Kedward, *À la recherche du maquis, op. cit*, p. 202-203

360 "L'attaque des maquis", BIMU n° 112, 2 mars 1944

> *la lutte sans interruption depuis juin 1940. Prisonnier évadé, après plusieurs tentatives, chef prestigieux par sa bravoure et son sens de l'honneur, a su créer et commander un groupe franc* légendaire *dans son département par sa fanatique action patriotique. A affirmé son sang-froid dans d'innombrables coups de main menés avec succès contre l'ennemi et ses agents. Le 22/12/43 a abattu trois Allemands, dont un commandant qui tentaient de l'arrêter. A été blessé au cours de l'opération." Le chef régional des FFI. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de la Libération."*[361]

Tout en se réappropriant une forme de distinction remise dans les conflits traditionnels, ce texte révèle en filigrane le caractère peu ordinaire de la guerre qui est ici menée. Le responsable de ce groupe franc de la Haute-Savoie est en effet qualifié de "magnifique soldat de la résistance", et la citation évoque avant tout la Résistance dans sa dimension patriotique et légendaire. À travers le parcours de ce chef on retrouve tous les critères qui signent l'appartenance à la Résistance : la précocité et l'antériorité du choix d'engagement ("*A poursuivi la lutte sans interruption depuis juin 1940*"), le courage, la persévérance, l'honneur et l'identité combattante. Enfin, la demande d'attribution de la Croix de la Libération —demande rencontrée déjà plus haut— exprime l'espoir d'une ultime reconnaissance, celle qui désigne définitivement aux yeux de tous la singularité et la légitimité de l'action résistante. Dans cet affrontement aussi frontal que symbolique entre les résistants et les forces ennemies, la mémoire des morts et le récit des circonstances de leur mort jouent un rôle essentiel. L'une et l'autre s'écrivent et se transmettent instantanément. Ainsi de celle, qualifiée "d'héroïque", du lieutenant Tom Morel, chef du maquis des Glières, début mars 1944 :

> *"La mort du Lieutenant TOM. Tandis que la Milice se donne des airs de troupe régulière en parlant dans ses communiqués d'un "front d'investissement" le Colonel Lelong cherche à entamer des négociations avec les maquis… La mort héroïque du Lieutenant Tom (Théo Morel) le 13 Mars, à ENTREMONT, devrait suffire à ruiner la confiance qu'on peut avoir en ce genre de tractation. Le médecin d'un maquis du lieutenant avait été capturé par les GMR, le maquis de MOREL s'empara alors de 5 miliciens, puis le lieutenant fit proposer un échange. Il demanda à parlementer avec les GMR. Le 13 Mars, à ENTREMONT comme il s'avançait seul en avant d'une trentaine de ses hommes à la rencontre de l'officier de GMR qui avait accepté de négocier, il fut abattu presque à bout portant."*[362]

Cette vision héroïsante de la mort de Tom Morel, qui insiste sur son abnégation, ainsi que les quelques autres comptes rendus publiés par le Bulletin interne des mouvements unis, confirment l'analyse de H. R. Kedward sur la réalité de "l'intensité émotionnelle" vécue par les acteurs et sur l'idéalisation de cet épisode des Glières[363]. Elles ont été ressenties, exprimées, relayées et

---

361 *ibidem.* Nous soulignons. Le chef régional des FFI est alors Albert Chambonnet.

362 "La répression", BIMU, 28 mars 1944

363 À propos des souvenirs recueillis ou rédigés *a posteriori*, il écrit : "Il n'y a aucune raison de déprécier ces mémoires en les taxant de nostalgie ; des expressions similaires sont trop fréquentes dans les témoignages oraux partout dans la zone sud pour qu'il soit question de mauvaise foi. L'idéalisme, toujours mêlé au souvenir de rudes épreuves physiques, rivalisait avec la colère et le

amplifiées immédiatement par les récits clandestins. Ces derniers, ajoutés aux instrumentalisations politiques et aux dénigrements de Vichy, aux usages psychologiques de Radio-Londres[364], ou aux images déformées que véhicule la rumeur populaire, contribuent à faire de la représentation des maquis une véritable "construction de l'imaginaire collectif"[365]. Pour les maquisards le symbolique transcende les combats, il est indissociable de l'expérience combattante proprement dite. Les souffrances accompagnent l'exaltation et les élans d'espoir. Interprétés comme des signes avant-coureur du début de la fin[366], les accrochages du maquis autorisent et justifient les appels pressants à la "lutte" lancés par les partisans de l'action immédiate. Ainsi cette directive particulièrement optimiste adressée à l'ensemble des forces de résistance, des partis politiques et des syndicats clandestins :

> *"Chers Amis, Dans un appel commun rendu public, que nous vous demandons de reproduire et de diffuser massivement, nous avons défini la ligne générale d'action que nous pensons devoir être celle de tous les patriotes, de tous les Français, face au plan de guerre civile des hitlérien-vichyssois. Cette ligne de combat commune des organisations et partis de la Résistance, pour le soutien et l'élargissement par tous les moyens de la bataille des Savoies, tient compte de la faiblesse relative de l'ennemi, qui, déjà en grande difficulté à l'Est, se rend parfaitement compte de la situation périlleuse qui sera la sienne, lorsqu'il aura à faire face au forces alliées d'invasion à l'Ouest et au Sud. Cette situation sera plus périlleuse encore si l'action armée de masse se généralise et si nous savons entraîner dans la lutte tout le peuple de France."*[367]

Dans l'Ain également, les maquis commandés par Romans-Petit sont attaqués par les Allemands entre le 5 et le 14 février 1944 ; les pertes sont moins lourdes pour les résistants, mais elles touchent la population. Le 3 mars Romans-Petit adresse à Albert Chambonnet un rapport qui dresse un bilan des combats et des pertes. Il y souligne, non sans une certaine condescendance envers les populations, le climat de "psychose" et de peur qui entoure les attaques du maquis :

---

ressentiment à l'égard de l'infiltration, de la trahison et de la répression par les forces de la collaboration. La profondeur de ce sentiment n'est pas le produit de l'imagination d'après-guerre" in *À la recherche du maquis, op. cit.,* p. 204.

364 Sur le déroulement du drame et sur la formation de son légendaire, voir la belle analyse de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, "La bataille des Glières et la “guerre psychologique”" in *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 99, juillet 1975, pp. 45-72.

365 Pour reprendre l'analyse de Pierre Laborie : "Influencée par les clichés habituels sur les clandestins et les hors-la-loi, la vision populaire des maquis semble indissociable de tout un environnement fabuleux. Les sabotages, les embuscades, les coups mortels portés à l'ennemi, la personnalité héroïque des chefs, transfigurés par la rumeur, donnent naissance à des récits épiques qui vont rester dans les mémoires. Les ressources de l'imaginaire tiennent sans doute lieu de revanche pour un peuple humilié" in *L'opinion française sous Vichy, op. cit.*, p. 301.

366 "Quant aux récentes mesures de maintien de l’ordre en Savoie et en Haute-Savoie, que l’on attend à voir s’étendre au Briançonnais, on peut également les interpréter dans le cadre de l’attente du débarquement", "Le 2ème front", BIMU, 8 février 1944

367 AN 72 AJ 624, février 1944, aux membres des MUR, du FN, de la CGT, du PC. Souligné par l'auteur de la directive.

> *"L'attaque allemande contre les maquis de Saphir a été déclenchée le 5 février et s'est terminée le 14 février. […] Il ressort de cette vaste opération, que malgré le froid, l'abondance de la neige, le mauvais état des chaussures, les difficultés de ravitaillement, nos hommes se sont conduits en SOLDATS. Cette épreuve du feu, du froid, de la faim consolide notre troupe puisque en dehors d'une trentaine qui abandonne la lutte, tous les autres sont plus ardents que jamais. […] Nos pertes s'élèvent à 23 tués, blessés ou disparus, ce qui constitue un échec pour nos ennemis. Par contre la population civile a eu 32 morts et non 75 comme annoncé, malgré mes rectifications, par le CDL. Plus de 400 personnes ont été arrêtées et 60 fermes brûlées. Là, il faut reconnaître le succès partiel des Allemands. Je dis partiel, car vous n'imaginez pas le degré de fanatisme auquel ont atteint les militants, ceux qui depuis toujours nous aident et vivent notre vie. Que la masse dans 4 ou 5 villages connaisse la psychose de la peur, c'est regrettable, mais sans grande importance pour nous. Et le versement des acomptes pour la réparation des dommages matériels dissipe rapidement le nuage."*[368]

La multiplication, en ce début de 1944 et dans toute la zone sud, des lieux de combats marque profondément l'histoire des maquis. Bien au-delà de l'affrontement Vichy-Allemands-Résistance sur fond de légitimité, bien au-delà aussi des débats sur leur portée stratégique, ces tout premiers combats nourrissent un univers original et inédit.

[368] AN 72 AJ 625, Dossier "Ain", RSAF/R à DURAND. RSA/B. ROMANS A DIDIER. Le 3 mars 1944. Remarque finale qui en dit long sur l'image que Romans-Petit se fait de la population — et en contrepoint, des résistants.

Esprit et imaginaire des maquis

Entrevu à plusieurs reprises à travers cette description des étapes de la formation et du développement des maquis, l'univers maquisard apparaît lui aussi infiniment complexe. Il s'y mêle le tragique de la violence subie, et parfois exercée, le souci de la justice ou le désir plus radical de vengeance, l'enthousiasme idéaliste, le sacrifice et la volonté de lui donner un sens profond, la conscience éprouvée d'un engagement à nul autre pareil. Un vécu spécifique, des codes inventés ou réinventés, un certain légendaire et le poids des souffrances composent cet univers très singulier. D'autant que chaque maquis se distingue des autres par une histoire et des caractères qui lui sont propres. Un article du Bulletin interne des MUR, rédigé sous la forme d'un "témoignage", décrit cette grande diversité du monde maquisard, et observe avec un regard approchant l'analyse anthropologique le pittoresque des rites et des habitudes. Il y évoque un "monde séparé" marqué par la féodalité et qui génère ses codes, ses mythes et son histoire propres :

> *"Diversité des camps : Lorsqu'on parle des camps, il faut d'abord nuancer, car apparemment, ils ne se ressemblent guère entre eux. L'un vit sur un rythme scout, un autre, sur un rythme militaire, un autre comme les jours se présentent. Il en est qui s'occupent fort de cuisine, et les autres de formation personnelle… on n'en finirait pas. Un simplement pris au hasard est en lui-même un monde : il a son histoire, ses problèmes ; parfois ses drames, il a ses ténors (…), il a ses héros et ses mythes - et dans ses mythes entre parfois le mépris ou la détestation des autres camps. (…). Féodalité des camps : Quelque [sic] soit le camp ou la région auxquels on ait affaire, on peut bien se dire qu'on va pénétrer dans un monde séparé qui possède sa structure, sa hiérarchie, ses mythes, son inconscient propre, monde où la rupture des cadres légaux a permis la résurgence d'un fonds ancien et qu'on pouvait croire à jamais enseveli ; monde féodal où, plutôt qu'un grade, on possède une région, où le vassal mesure sa force au nombre de ses hommes et croit parfois devenir suzerain, où les hommes obéissent par une sorte d'allégeance bizarrement mêlée de contrainte, où se rend une justice hors des codes, hors des lois, toute livrée à l'appréciation humaine."*[369]

On peut interpréter l'expression "camps de la Résistance" comme une réappropriation du vocabulaire de Vichy, en particulier celui qui désigne les camps des Chantiers de la jeunesse. L'isolement de ces "camps de la Résistance", leur fonctionnement "féodal", tendent à renforcer un mode de vie et une existence dont la signification profonde, pour ceux qui y subsistent, finit par dépasser les seuls objectifs stratégiques de la lutte armée :

> *"En vérité, nos camarades ne comprendraient pas qu'on ne considérât les camps de la Résistance que sous l'angle d'une utilité militaire. Ils l'auront peut-être mais en attendant, ils constituent un milieu exceptionnel, où le patriotisme français pourrait reprendre sa grandeur et son efficience révolutionnaire ; ils sont formés de jeunes hommes, ils sont séparés du monde ; ils sont animés par l'idée du combat."*[370]

---

[369] "Témoignages sur les Maquis", BIMU, 15 février 1944

[370] "Témoignages sur les Maquis", BIMU, 15 février 1944

Cet état d'esprit nourrit une vision idéalisée des maquis qui rejoint l'idée première de la Résistance ; elle est avant tout un témoignage, une présence, une défense de l'honneur. C'est sur ces quelques valeurs ou sentiments partagés —la fierté, l'humiliation, la honte— que se modèle le sentiment d'appartenance au monde des maquis et, à travers celui-ci, à une identité résistante :

> *"Cet article est un témoignage sur les camps, leur vie, leur idéal. (…) Dans une fierté neuve, les hommes se sont retrouvés et se sont reconnus. Car, ce qui pesait sur la plaine, encore bien plus qu'une contrainte, c'était une humiliation. Depuis, trois ans, nous étions outragés par les défilés chantant sous nos fenêtres, par l'insulte perpétuelle que nous faisaient leur force et leur joie.* Ici, nous tenons un coin de terre française*. (…) En vérité jamais troupe française ne connut pareil dénuement. Et si, pour une raison dont nous ne sommes pas maîtres, les camps ne jouaient aucun rôle dans l'achèvement de l'Allemagne, ils auraient inscrit néanmoins dans l'histoire une épopée, dont on ne peut aujourd'hui raconter le meilleur."*[371]

Pour le rédacteur de ce témoignage il semble que la situation géographique du maquis, qui l'isole de la "plaine", et son dénuement contribuent à renforcer une forme de pureté retrouvée face à l"l'insulte" et à "l'outrage". Dans un milieu dominé par la culture rurale et marqué par un attachement quasi-organique à la terre, l'image du maquis qui tient un "coin de terre française" est révélatrice de la forte identification de celui-ci à la France. L'expression montre à nouveau la volonté de réinvestir les thèmes ruraux développés par le régime de Vichy. Par une sorte de glissement identitaire, la Résistance se confond peu à peu avec le "Maquis"[372]. Les premiers combats et la répression qui l'accompagne décloisonnent ce monde clos ; le sort de la population lui est en effet de plus en plus intimement lié. Pour preuve cet article du Bulletin interne des mouvements unis, significativement intitulé "Les épreuves de la Résistance", qui décrit les représailles touchant indifféremment villageois et maquisards :

> *"Malheureusement l'activité de l'ennemi et de ses valets ne se borne pas à ces tentatives avortées. La Répression est chaque jour plus dure. L'avant-dernier BIMUM qui n'a pas pu paraître pour des raisons indépendantes de notre volonté et dont nos lecteurs auront deviné la nature, vous donnait un récit complet des événements de Nantua (Ain) au cours desquels plus de 150 personnes furent arrêtées, en représailles des activités du maquis. Le Dr. Mercier de Nantua fut abattu par la Gestapo, plus de trente élèves du Collège furent arrêtés et déportés, le Maire d'Oyonnax, Maréchal et son adjoint Santhonnax fusillés, tandis que les PPF de l'endroit transformés en gestapo auxiliaire désignaient les suspects. (…) En Haute-Savoie, la répression se fait de plus en plus dure. On signale notamment l'arrestation de deux gendarmes de la Brigade d'Abondance, coupables de n'avoir pas réagi devant les éléments du maquis."*[373]

La répression s'accentuant et frappant sans distinction populations et résistants, les récits publiés associent toujours plus étroitement les épreuves douloureuses de la Résistance à celles de la France et des Français. La proximité

---

371 "Un témoignage sur le maquis", BIMU, n° 109, 8 février 1944. Nous soulignons.

372 La majuscule apparaît régulièrement dans les récits contemporains.

373 "Les épreuves de la Résistance", BIMU, 11 janvier 1944

des maquis avec les populations environnantes, comme les risques et les dangers partagés, contribuent à forger une communauté de destin. À travers elle les populations concernées finissent par appartenir pleinement à la Résistance, et les frontières entre les deux mondes semblent de plus en plus poreuses. Les récits du Bulletin interne insistent beaucoup sur l'intensification de la répression et sur sa généralisation à "la nation toute entière" :

> *"Il est impossible de donner le détail des actes de répression sauvage qui ensanglantent* le pays*. Arrestations, exécutions sans jugement sont le pain quotidien de la Résistance Française. Mais la terreur* s'étend à l'ensemble de la population *: rafles dans les rues, rafales de mitraillettes tirées au hasard et qui atteignent des passants inoffensifs, incendies de maisons et de fermes "pour l'exemple", pillages par les agents de la Gestapo*, voilà le tableau de la France à Fin Mars 1944*. Il semble que les Allemands renoncent de plus en plus à la terreur clandestine qui fut de règle pendant trois ans. Maintenant au contraire, ils recherchent les actes de terrorisme spectaculaires, publient les noms des condamnés à mort, frappent au hasard, et cela volontairement. Tandis que la Résistance devient générale, la Répression* s'étend à la nation toute entière *en même temps que l'ennemi débordé dont il essaye d'augmenter l'efficacité en ajoutant à leur horreur."*[374]

Les enterrements qui suivent les représailles représentent certainement le témoignage le plus probant de cette porosité fraternelle entre résistants et villageois. Les récits de ces moments de communion, de fusion, rendent compte d'une véritable identité de sort :

> *"Dans la région de DONZEVAL, dans la commune de St FÉRÉOLE (Corrèze) eut lieu le 15 Novembre à 16H, un engagement entre les troupes allemandes et un groupe d'environ 80 réfractaires. 18 d'entre eux furent tués et 18 faits prisonniers. C'est avec un effectif de près de 400 hommes et après avoir incendié la ferme où les jeunes Patriotes étaient réfugiés, que les Allemands purent en venir à bout. L'enterrement des victimes eut lieu le mercredi 17 Nov. en présence d'une foule nombreuse et recueillie."*[375]

On pourrait ainsi multiplier les exemples de répression et de solidarité relatés dans le Bulletin interne des mouvements unis. Diffusé à l'ensemble des services et des régions ces cahiers informatifs et documentaires, qui peuvent atteindre plusieurs dizaines de pages, donnent à voir la Résistance et contribuent ainsi à forger une certaine vision de celle-ci, "dans sa lutte et dans ses souffrances". C'est du moins ainsi que l'imaginent ses concepteurs :

> *"Le Secrétariat Général nous a demandé de reprendre sous une autre forme et sous un autre titre le bulletin secret des MUR qui faisait lui-même suite au BIMU. Nous reprendrons ce titre, et notre bulletin s'appellera Bulletin Intérieur des MUR ; il sera hebdomadaire et paraîtra tous les Mardis. […] Ce que nous voudrions faire essentiellement, c'est refléter le plus exactement et le plus complètement possible la résistance intérieure de la France, à la fois dans sa lutte et dans ses souffrances."*[376]

---

374 "La répression", BIMU, 28 mars 1944. Nous soulignons.

375 "Au tableau d'honneur du maquis", BIMU, 21 décembre 1943.

En retour, les nombreuses représailles provoquent chez les maquisards des sentiments de vengeance, qui se traduisent parfois par une violence exercée. Elle est toutefois quasiment absente des récits clandestins, si ce n'est de façon indirecte, notamment à travers des mises au point sur les écarts de comportement ou sur les abus de quelques éléments du maquis :

> *"Depuis quelques temps, les habitants de la région du Petit-Bernard et d'Entremont étaient attaqués sur la route par des hommes du maquis. (…). Le chef du groupe franc fit savoir alors à la population qu'elle n'avait pas à s'inquiéter, mais que la police du maquis ne pouvait tolérer que des actes de brigandages se fassent et qu'on en laisse la responsabilité au Maquis ; qu'en conséquence, elle avait dû faire le travail de la police de Vichy, celle-ci montrant plus d'ardeur à traquer les bons Français qu'à rechercher les bandits."*[377]

Avec les premiers combats et la brutalité d'une répression impitoyable exercée par les Allemands et les Miliciens, le rapport à la violence fait pourtant de plus en plus partie de l'univers des maquis. Dans un témoignage recueilli en 1982 par H. R. Kedward, Henri Cordesse revient sur l'état d'esprit de certains résistants et la place qu'y prenait alors la violence. "*Dans le maquis à cette époque*, raconte-t-il, *on voyait se développer une mentalité de guerre à outrance. Parce que les Allemands et la Milice ne leur faisaient pas de quartier, eux seraient sans pitié envers les collaborateurs. C'était une mentalité terrible. J'ai vu des maquisards dont l'objectif principal était de venger leurs camarades. C'était très difficile à contrôler, et cette mentalité explique un certain nombre de bavures. Il y avait un degré de passion que les mots peuvent difficilement exprimer."*[378]Au sein des mouvements unis, la présence de la violence, subie et éprouvée —et son corollaire, le droit de l'exercer et, éventuellement, de donner la mort— interroge la nature et la vocation combattantes des maquis. Elle pose brusquement, avec acuité, la question éthique des limites et des seuils au delà desquels la Résistance pourrait risquer de perdre définitivement ses fondements identitaires, et peut-être même sa raison d'être. L'enjeu est essentiel ; il s'agit pour les mouvements unis de préserver intacte l'idée qu'ils se font de la Résistance. Comment intégrer —c'est à dire non pas accepter, ou subir, mais s'approprier— l'inévitable violence ? Comment maîtriser le rapport à la violence ? Quel sens lui donner ? Les réponses apportées prennent deux chemins entrecroisés, balisés pour l'avenir : d'un côté l'exigence d'une justice modérée qui tente de dépasser l'immédiateté de la vengeance, et de l'autre la mémoire légendaire et le martyrologe :

---

[376] AN 72 AJ 624. CID / VX à Toutes Régions. N° 25/R. 13 décembre 1943. Le Centre d'Information et de Documentation (CID) correspond au service de presse des MUR, qui publie un bulletin documentaire. En avril 1944 le CNR crée l'Agence d'information et de documentation (AID) en fusionnant le CID, le Bulletin de la France combattante et l'Agence France libre. L'AID devient par la suite l'AFP (Agence France Presse). Voir MICHEL (Henri) et MIRKINE-GUETZÉVITCH (Boris), *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, PUF ("Esprit de la Résistance"), 1954, 410 pages.

[377] "Pour l'honneur du maquis : un exemple", BIMU, 21 décembre 1943.

[378] *Histoire de la Résistance en Lozère, op. cit.*, p. 233.

> *"Un violent engagement vient de mettre aux prises dans un coin du maquis situé dans le Massif Central, un groupe de patriotes français et des forces allemandes évaluées à 1500 hommes. Les Allemands qui devaient avoir connaissance des lieux avaient cerné le camps tenu par les patriotes. (…) Le chef du détachement français a dressé procès-verbal de l'opération constituant un dossier complet qui, après la libération de la France, rendra hommage à la mémoire de ceux qui sont tombés glorieusement dans une lutte inégale."*[379]

La justice à venir passe d'abord par l'établissement de dossiers à charge. Les responsables des MUR, au printemps 1944, adressent à leurs divers services une circulaire destinée à recueillir les faits et les témoignages sur les exactions commises par les Allemands ou les Miliciens. Cette initiative doit être replacée dans le contexte de la campagne d'opinion lancée par Philippe Henriot contre les maquis et les "terroristes". Il s'agit de constituer un "livre blanc des atrocités hitlériennes en France" qui aidera à l'application de la justice :

> *"Les troupes allemandes, la Gestapo et la Milice aux ordres de l'ennemi multiplient depuis quelque temps les assassinats de réfractaires et les atrocités contre les Maquis. Justement ému de cette situation et désireux d'adresser au monde civilisé un solennel avertissement, le CD du MLN a pris la décision de constituer un LIVRE BLANC des atrocités hitlériennes en France et a chargé deux responsables de la constitution de cette pièce. Il vous demande instamment de lui adresser tout détail, toute information, tout renseignement vérifié et reconnu exact sur les attaques de Maquis, sur les traitements barbares infligés aux réfractaires prisonniers et toute autre atrocité au compte de la WEHRMACHT ou de la Milice. Trop souvent c'est seulement par la lecture de rapports de police ou d'articles de journaux que la résistance connaît les exploits des meilleurs de ses éléments. Il est nécessaire qu'un témoignage de l'effort de la France en guerre soit donné à l'opinion française et au monde extérieur. Le CD vous demande donc d'envoyer le plus tôt possible tous détails, tous renseignements au SECRETARIAT GENERAL avec comme souscription ; HAMOND par CAD."*[380]

Le vocabulaire employé dans cette directive ("assassinats", "atrocités", "traitements barbares"), et qui désigne objectivement une réalité, n'est peut-être pas non plus choisi au hasard. Il possède en effet une fonction précise, celle de "témoigner" à "l'opinion française et au monde extérieur" des actions de la Résistance, afin de susciter la sympathie et la solidarité à son égard. Dans une certaine mesure il s'agit également de reconquérir une partie de l'opinion en tentant de contenir l'influence exercée par Philippe Henriot. Au début de 1944 la confrontation douloureuse avec une brutalité volontairement infâmante, déshumanisante, qui dénigre les résistants et tente de leur dénier toute légitimité, transforme profondément l'univers des maquis. Avant ces premiers combats ils étaient restés relativement épargnés par une violence envisagée essentiellement sous l'angle de la stratégie et des objectifs de la lutte armée. À la négation et au déshonneur systématiquement employés par les Allemands ou par Vichy —en paroles et en actes—, et qui font des résistants des "terroristes"[381], un article du

[379] "L'attaque des maquis", BIMU n° 112, 2 mars 1944

[380] AN 72 AJ 624, SRSE H 2 à tous services et départements. Le 5 mai 1944

[381] Voir l'article "Terrorisme, terroristes" rédigé par Jean-Marie Guillon in *Dictionnaire… , op. cit.*, p. 984.

Bulletin interne des MUR répond par le détournement ironique de ce vocabulaire:

> *"C'est quelque chose que d'avoir une arme entre les mains. Le drapeau flotte au mât. Voici donc les "terroristes" comme dit Vichy, les terroristes à l'ombre des trois couleurs. Voici les hommes libres."*[382]

L'indignation et la volonté de réaffirmer la noblesse et la légitimité de l'action des maquis influent sur la définition du statut et des intentions des Corps Francs de la Libération (CFL), créés par les mouvements unis le 24 mars 1944 :

> *"[…] il faut faire le travail nécessaire pour que les groupes d'action ne soient pas coupés de l'opinion publique et pour cela :*
> *- faire connaître au public par des communiqués l'activité des patriotes armés,*
> *- démontrer qu'il s'agit de véritables faits de guerre et non d'actes terroristes.*
> *[…] Ces hommes, solidement encadrés, instruits militairement, participant d'une façon constante à la lutte contre l'ennemi, ont appris à se considérer et à se comporter comme des soldats."*[383]

Pour les responsables il s'agit de donner une image positive et rassurante du maquisard comme des raisons profondes de son choix d'engagement. Pour ce faire, une réflexion sur l'encadrement moral et doctrinaire des maquis se développe à l'hiver 1943-1944. Appelés "formation civique"[384], "pédagogie révolutionnaire dans les camps"[385] ou "projet de programme pour un cours d'instruction générale dans une école des maquis"[386], ces projets visent à consolider l'adhésion des jeunes réfractaires —transformés en "volontaires"[387]— à un idéal partagé et à renforcer un sentiment commun d'identité. Lucides sur les limites de leur conscience "résistante"[388] ils modèlent une identité fondée sur le

---

382 "Un témoignage sur le maquis", BIMU, n° 109, 8 février 1944

383 "Création des Corps Francs de la Libération", BIMU, n° 118, 20 avril 1944.

384 BIMU, n° 109, 8 février 1944

385 ibidem

386 "L'instruction générale est indispensable à la formation d'un chef dans toute l'acception du terme. C'est ce que l'on a bien vu dans certaines écoles de cadres du maquis où tout le temps n'est pas employé comme on serait tenté de le croire au maniement d'armes ou à l'apprentissage du métier militaire au sens strict du mot : "ce serait mal comprendre la nature des problèmes qui se posent à la résistance et surtout la révolte qui a poussé ces jeunes gens à se joindre à l'armée de la libération", nous écrit notre correspondant. (…) Deux leçons sont consacrées à la France et aux provinces françaises, une leçon est consacrée à la "place de la France et des Français dans la Résistance" et conclut en ces termes : "À la différence des Vichystes, de ceux qui crient au double jeu, nous ne nous en remettons à personne du soin du combat, nous le menons nous-mêmes. C'est la meilleure école de redressement moral et de la formation des cadres de demain."" BIMU, 21 décembre 1943.

387 "Dans les camps on ne trouve plus des réfractaires, mais des volontaires. La distance qui sépare les deux mots mesure une évolution de 6 mois. Elle commande à l'égard des camps tout jugement, toute action, toute pédagogie." BIMU, n° 109, 8 février 1944. Par ailleurs, de façon significative, l'organe du service des Maquis-École a pour nom "Journal des Volontaires".

388 "Lorsqu'on leur demande pourquoi ils sont ici, la réponse est parfois lente à venir et mal dégrossie, et pourtant elle est toujours la même. En vérité, bien peu ont réfléchi leur décision. Simplement, il était inconcevable pour eux d'aller ailleurs. Partir en Allemagne, était comme une honte que, par caractère, ils ne pouvaient subir, comme une défaite que leur honneur, d'instinct refusait", constate l'observateur du bulletin interne. "Un témoignage sur le maquis", BIMU, n° 109, 8 février 1944.

volontariat d'un engagement librement consenti[389]. La liberté semble être, avec l'honneur[390], la valeur centrale dans laquelle se reconnaissent les volontaires des maquis[391]. Les lieux du maquis sont perçus et vécus comme une sorte d'"exil à l'intérieur de notre propre pays", comme une zone de liberté au milieu —ou au-dessus— de la "plaine" occupée[392]. Henri Cordesse insiste également sur l'importance de l'action —et de sa représentation—, y compris de manière symbolique, anecdotique voire un peu superficielle, pour forger l'image combattante des maquisards : "*C'était vital pour le maquis d'établir une aura de force et de pouvoir. […] Les maquisards devaient créer un climat de mystère et d'efficacité. Ils étaient en fuite et avaient pris un engagement politique. Il leur fallait produire un effet. […] Pour la plupart des maquisards, cependant, il était encore nécessaire de sentir qu'on appartenait à une tradition combattante, d'être à la hauteur des images d'Épinal de guerriers durs à cuire*."[393] Ces actes, destinés à impressionner et à prouver la présence et la force d'une entité prête à combattre, participent d'une forme de mise en scène qui caractérise aussi l'identité des maquis. Cette représentation de soi nourrit l'imaginaire collectif des populations avoisinantes. Des coups de main, des faits d'armes ou des manifestations plus spectaculaires organisées par des chefs locaux —ainsi du défilé des maquisards à Oyonnax dans l'Ain, organisé pour le 11 novembre 1943 par Romans-Petit— contribuent largement à l'enrichir. Ces actions sont métamorphosées en récits merveilleux par appropriations successives, adaptées à la diversité des cultures locales, déformées par la proximité ou l'éloignement, propagées par la rumeur et le secret. Le climat de mystère —parfois savamment entretenu— qui les entoure aide à la survie même du maquis.

---

389 "Il ne s'agit nullement d'une armée régulièrement levée : ces hommes ne sont pas venus là par mobilisation, mais par refus d'obéissance. Ils ont donc commis un acte de volonté, de libre engagement et, plus ou moins obscurément, ils l'ont commis au nom d'un idéal", analyse un autre observateur du développement des maquis. "Témoignages sur les Maquis", BIMU, 15 février 1944.

390 Un tract des MUR de Grenoble cité par Henri Michel écrit à ce sujet : "Quel est le but du maquis ? Lutter par tous les moyens contre l'ennemi, pour sauver nos mœurs, notre civilisation, notre conception de l'homme, notre liberté. Derrière lui, le grand Ferré, Jeanne Hachette, Jeanne d'Arc, les Francs-Tireurs des Vosges. Devant lui, jamais quitté des yeux, ce bien inestimable, une fois de plus à défendre, ce seul bien qui nous reste comme aux heures de notre histoire où nous fûmes les plus grands : l'honneur." *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.*, p. 308.

391 "Voici les hommes libres" proclame un article du Bulletin interne des MUR daté du 8 février 1944.

392 Dans les instructions du service des Maquis-École publiées par le *Courrier français du Témoignage chrétien* n°10 ("Conscience du Maquis", avril-mai 1944), l'identité des maquisards répond à trois critères : ils sont à la fois réfractaires, hors-la-loi et libérateurs. "Nous sommes des libérateurs. Nous avons accepté l'exil à l'intérieur de notre propre pays. […] Déjà nous libérons, dans une mesure plus ou moins grande, par l'efficacité de ce refus et de notre action ; non seulement au point de vue militaire nous distrayons une partie des forces de l'occupant […] mais encore nous sommes par notre existence même, par notre cité libre bien qu'assiégée, un coin de France intact au milieu de la mêlée. Tandis que ceux de la ville, ceux de la plaine, sont sous le joug allemand, dans notre maquis nous commençons à respirer chez nous."

393 Témoignage recueilli par H. R. Kedward, *À la recherche du maquis, op. cit.*, p. 337.

Divers éléments composent et organisent l'univers des maquis. Parmi ceux-ci le sentiment de la liberté, l'engagement volontaire, l'honneur à défendre, le légendaire, la réappropriation et le retournement du vocabulaire "légal" de Vichy[394], une certaine utopie révolutionnaire de régénération et, progressivement, la violence, en font un monde un peu décalé. Dans les derniers mois de l'Occupation, cet univers à part va finir par imprégner profondément l'esprit de la Résistance. Les combats et les tragédies des maquis sont relayés et sublimés par la presse clandestine, et tendent à se confondre avec la Résistance dans son entier. Peut-être effacent-t-ils aussi quelque peu la mémoire ou le souvenir des temps pionniers ?

Au moment où se développe ce monde si singulier, entre l'été 1943 et le printemps 1944, les structures de décisions des mouvements unis connaissent une nouvelle et courte phase de crise, suivie d'une période de maturation accélérée.

[394] Kedward utilise à ce sujet la notion "d'inversion" : "Le discours du maquis tout entier comme élément distinctif de revendications plus générales de la Résistance, inversait l'idée de légalité et proclamait le droit à une révolte légitime", *À la recherche du maquis, op. cit.*, p. 400.

L'avenir de la Résistance : le temps des responsables

Au début de 1943, si les dirigeants des trois mouvements ont la certitude que leur résistance incarne une idée du futur, il leur reste encore à la construire et à lui donner un contenu plus précis. Avec la perspective de la libération, perçue comme imminente à plusieurs reprises entre l'été 1943 et le printemps 1944, la réflexion sur le devenir de la Résistance s'intensifie. Essentiellement cantonnée au cercle des membres du Comité directeur des mouvements unis (MUR puis MLN), cette préoccupation politique de l'avenir et du devenir caractérise une temporalité largement ouverte sur le futur et sur la période de l'après-libération. Au cœur du fonctionnement interne des mouvements unis —le Comité directeur est placé au sommet de la double hiérarchie des MUR, verticale et horizontale—, elle vit et se développe de façon un peu autonome, en décalage avec les priorités des stratèges ou celles des maquis.

Le Comité directeur des MUR

Composé des représentants des mouvements, le Comité directeur des MUR se modifie profondément à partir de l'été 1943. Jean Moulin et Delestraint disparus en juin, la Délégation générale se retrouve isolée, en position de faiblesse et laissée par Londres sans consignes et sans moyens. Une nouvelle génération de responsables remplace peu à peu les chefs des trois mouvements de la zone Sud —Henri Frenay, Emmanuel d'Astier et Jean-Pierre Lévy—, du fait de leur départ à Alger ou de leur arrestation. Des personnalités nouvelles comme Claude Bourdet et Marcel Degliame pour Combat, ou Pascal Copeau et Maurice Kriegel-[Valrimont] pour Libération-Sud, animent les débats et orientent les décisions du Comité directeur. Parmi ces derniers, certains sont proches de la mouvance communiste (Marcel Degliame, Maurice Kriegel-Valrimont, Pierre Hervé, secrétaire général). Le secrétariat administratif est assuré par Jacques Baumel[395], issu de Combat. Des envoyés de la France libre participent régulièrement à ces réunions ; ainsi de Francis-Louis Closon, chargé de mettre sur pied les Comités de la Libération, ou de Jacques Bingen, délégué général du CFLN. Par ailleurs, le Comité directeur est au centre de multiples sollicitations. Outre, en juillet 1943, la rivalité interne entre les trois mouvements, vite réglée, il doit faire face à des forces et des concurrences extérieures et régler des velléités de rapprochement ou de fusion ; celles des communistes par l'intermédiaire du Front national, des giraudistes, des

[395] Voir Laurent Douzou, *Le mouvement de Résistance Libération-Sud (1940-1944), op. cit.*, p. 724. La partie qui suit s'appuie en partie sur les documents conservés après-guerre par Jacques Baumel, et en particulier sur une collection presque complète des procès verbaux des réunions du Comité directeur des MUR-MLN entre l'été 1943 et le début de 1944. Ce fonds est déposé à la Fondation Charles de Gaulle. Par la suite les citations de ces procès verbaux sont mentionnées de la façon suivante : PV du CD du (date).

institutions de la France libre (CNR, CFLN, CGE), des autres partis et mouvements, celles aussi de la base et des régions MUR. Enfin, une des caractéristiques du Comité directeur des MUR est de parler de plus en plus souvent au nom de la Résistance. Cette appropriation entière de l'idée et de l'entité "Résistance" se traduit par l'emploi des expressions récurrentes, utilisées naturellement, en particulier dans les procès verbaux des réunions du Comité directeur. Sans prétendre restituer avec précision les fréquences d'apparition de l'expression "de la Résistance", quelques exemples devraient permettre de rendre compte de l'ampleur de cette identification. La Résistance prend définitivement une majuscule :

"Il constate d'abord l'état de crise profonde de la résistance"
"on inaugure à l'intérieur de la Résistance une politique de hiérarchie verticale"
"une conception différente de la Résistance"
"un danger de noyautage et de chapeautage de la Résistance"
"le CD dirige et anime la Résistance"
"la réunion des CD confèrerait à la Résistance"
"la ligne de démarcation morale qui sépare encore la Résistance"
"toute la France Résistante"
"la différence de conception du PC et de la Résistance"
"Dans le projet de la Résistance", "responsables locaux de la Résistance"
"représentants de la Résistance"
"la France Résistante"
"la Résistance militante"
"les familles spirituelles et politiques résistantes françaises"
"la décision de la Résistance"
"il est nécessaire que la Résistance prenne l'initiative"
"expression de la Résistance"
"fait appel à la sagesse de la Résistance"
"les cadres de la Résistance"
"la Résistance organisée"
"l'ensemble de la France Résistante"
"avec représentation de la Résistance"
"un rôle prééminent à la Résistance"
"mouvements et diverses forces de la Résistance"
"désignations de personnalités extérieures à la Résistance"
"non contactées par la Résistance"
"le mot Résistance"
"éviter la stagnation de la Résistance"
"la recherche et l'élaboration d'une pensée résistante"
"la Résistance veut-elle durer après la libération"
"devant le silence de la Résistance"
"la Résistance peut continuer"
"l'union de la Résistance"
"le rassemblement de toutes les forces résistantes"
"la Résistance doit être le creuset"
"en accord avec la Résistance"
"la consultation populaire qui s'imposera à la Résistance"[396].

[396] Procès verbaux des 9,10 et 31 juillet, des 8, 11, 24 et 30 septembre, des 10, 22 et 27 octobre, du 16 novembre et du 14 décembre 1943

On pourrait multiplier les exemples à l'envi. Ce chapelet de citations laisse deviner l'évolution des préoccupations du Comité directeur à la fin de l'année 1943. Elles s'articulent autour de quelques questions centrales —les mouvements unis ont-ils une vision commune de la Résistance ? comment apporter cohésion et unité à l'entité Résistance ? quel sera son devenir politique ?—, et prennent trois chemins entrecroisés : un positionnement institutionnel et identitaire, l'organisation et la maîtrise des pouvoirs à la libération, l'avenir et le devenir de la Résistance des mouvements unis.

Un positionnement institutionnel et identitaire

Les mouvements unis tentent de clarifier progressivement leurs relations avec les autre forces résistantes. Ce positionnement institutionnel se fait par cercles concentriques plus ou moins espacés les uns des autres. Le premier cercle est formé des trois mouvements qui composent les MUR : Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur. Le temps d'une courte période, en juillet 1943, des conflits de prérogatives et d'influence s'exacerbent et provoquent une crise. La rivalité oppose plus particulièrement Combat aux deux autres mouvements. Ceux-ci lui reprochent sa volonté de mainmise sur les décisions du CD et sur la direction des différentes régions des MUR. Issu de Libération-Sud Pascal Copeau [E'] critique le "complexe de supériorité" de Combat et parle d'une "crise profonde de la résistance" :

> *"E' demande la parole et s'excuse d'entrée si, par certains côtés, son exposé revêtira l'allure d'un réquisitoire. Il constate d'abord l'état de crise profonde de la résistance. Il reproche au CD de ne pas être vraiment un CD, car on n'a jamais pris de décisions à la majorité des voix, avec obligation de s'y conformer […]. Comme la fusion donne des résultats médiocres, E' remarque que l'on inaugure à l'intérieur de la Résistance une politique de hiérarchie verticale. Celle-ci, si elle se poursuivait, ferait des chefs de Région des dessus de cheminée […]. Pour mettre fin à cet antagonisme, il faut renoncer à la politique du bluff. Il faut notamment que Combat renonce à son complexe de supériorité et d'infaillibilité exagérée. Il y a entre Libé, FT et Combat une conception différente de la Résistance. FT et Libé ne se dissimulent pas leur insuffisance et leur faiblesse d'organisation parce qu'ils ne veulent pas prendre, comme Combat, leurs désirs pour des réalités."*[397]

Si ces rivalités internes se répercutent en partie à l'échelle régionale[398] elles sont très rapidement résorbées au sein du CD des MUR. Dès le 10 juillet le problème central n'est plus celui de la division à surmonter, mais bien celui de l'unification définitive et effective des mouvements, puis du rapprochement avec des entités extérieures. John Sweets explique à juste titre que la "*prise de responsabilité* [des nouveaux dirigeants] *coïncide avec la fusion des trois mouvements qui révèle, entre leurs militants, une homogénéité de pensée propice au dépassement des oppositions politiques et des différences organisationnelles. On peut estimer,* précise-t-il*, qu'ils vont progressivement, mais somme toute assez vite* [le mois de juillet 1943]*, abandonner l'esprit de chapelle pour penser et agir dans le cadre de la nouvelle structure commune.*"[399] L'unification, surtout au niveau des instances dirigeantes des mouvements des deux zones, se justifie en partie par la nécessité d'une reconnaissance institutionnelle et officielle de la Résistance, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Pour Claude Bourdet elle passe entre autres par la confiance accordée au général de Gaulle :

---

397 PV du CD du 9 juillet 1943

398 Voir les PV du CD des MUR des mois de juillet, août et septembre 1943.

399 Article "Mouvements unis de Résistance" in *Dictionnaire historique…, op. cit.*, p. 133

> *"À l'égard de l'étranger, comme à l'égard des Français, la réunion des CD confèrerait à la Résistance un prestige et un poids plus grands. Selon C' [Claude Bourdet] ce Comité exécutif permettrait de faire tomber la ligne de démarcation morale qui sépare encore la Résistance, et, conférant la présidence au Général de Gaulle, devrait jouer un rôle de souveraineté dans l'attente du gouvernement provisoire métropolitain."*[400]

Au delà du premier cercle la méfiance se porte sur les militaires proches du général Giraud et des idées de la Révolution nationale, et que les mouvements qualifient de "giraudistes". Ces derniers mettent sérieusement en doute leurs intentions "résistantes", rejettent leur conservatisme et refusent catégoriquement de leur confier toute responsabilité d'importance, qu'elle soit politique ou militaire. Ils font l'objet d'une prise de position du Comité directeur lors de la réunion du 10 juillet 1943 :

> *"Attitude vis à vis des giraudistes. A' tient à exposer au CD la position des FFC vis à vis des éléments AS giraudistes. Désirant élever le débat, il affirme que les FFC ne sont pas le reliquat de l'armée d'hier, mais le noyau d'une force militaire nouvelle. Il est impossible, donc, de préparer la réhabilitation de ces éléments giraudistes, cela fausserait l'enjeu de la lutte. […] C' précise que l'on peut recevoir dans l'AS des éléments giraudistes, à condition de ne pas leur confier des postes et de ne jamais les admettre dans l'Action politique."*[401]

Les mouvements se défient d'un groupe perçu comme incapable d'adhérer à l'idée d'une "force militaire nouvelle", et qui par ailleurs ne répond pas au critère, fondamental du point de vue identitaire, de l'antériorité. Cette mise au point avec les "giraudistes" est quasi définitive ; la question de leur adjonction à l'Armée Secrète revient à plusieurs reprises au niveau régional, et on sait qu'elle se concrétisera par l'admission au sein du Comité d'action militaire (Comac) du général Revers comme simple conseiller militaire.

Les autorités, les missions, les envoyés et les institutions de la France libre —ou proposés par elle— forment un tout autre cercle concentrique. Sans nous attarder trop longuement sur les difficultés et la nature souvent chaotique des relations avec les principaux responsables des mouvements unis, il faut souligner le rôle central joué par le positionnement institutionnel. Il s'y mêle en effet l'exigence de reconnaissance, la revendication de prérogatives propres et l'affirmation de la spécificité résistante de l'engagement. De leur point de vue l'expérience de la Résistance et de la clandestinité donnent aux mouvements une légitimité supérieure au sein des institutions de la France libre (Assemblée Consultative d'Alger, Conseil national de la Résistance), ou en dehors d'elle. Au moment où se forment ces institutions, la volonté d'indépendance, une certaine

---

400 PV du CD du 10 juillet 1943. La position de Claude Bourdet en faveur d'un soutien au général de Gaulle, qui n'a pas suscité d'objections et de contradictions de la part des autres participants aux débats de cette réunion, montre bien que les multiples interprétations apportées à un même document dépendent étroitement des questions préalables posées à l'archive. Voir sur ces procès verbaux la thèse avancée par Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle, op. cit.*.

401 PV du CD du 10 juillet 1943.

distance et le rejet de toute confusion dominent largement les débats du Comité directeur :

> *"Question délégué de la Résistance à Alger. E expose son point de vue sur le Conseil Consultatif qui serait une sorte de parlement réduit comprenant quatre sections métropolitaines, dont deux offertes à la Résistance et qui, n'ayant pas d'initiatives, pourraient être consultées surtout quand le Comité d'Alger le désirerait. Selon E, ce Conseil Consultatif ne devrait pas comprendre de délégués mandatés de la Résistance, mais des personnalités françaises, connues pour leur attitude résistante depuis deux ans. Car, actuellement, le CFLN, dans ses décisions, n'engage que lui. Le jour où il aurait l'accord des délégués placés à ses côtés, ces délégués pas toujours très bien informés des réalités de la Résistance française, engageraient cette Résistance. […] Sauf D, les membres du CD sont toutefois d'accord pour envoyer à Alger certaines personnalités ayant là-bas un rôle représentatif, mais mandatés ni par les mouvements, ni par quelque Comité de Coordination que ce soit."*[402]

À l'été 1943 il est clair que les mouvements unis —la "Résistance française"— refusent de céder, ou même de déléguer, le moindre pouvoir aux instances de la France libre, dont ils cherchent du reste à limiter les attributions aux seules fonctions de représentation. La succession de Jean Moulin à la tête du CNR est l'occasion de réaffirmer leur légitimité première dans les décisions et le pouvoir exécutif, notamment au cours de la réunion du 19 août :

> *"Question présidence du Conseil de la Résistance. Pour succéder à Max, A suggère aux membres du CD le nom de Rousseau [Georges Bidault] qui ralliera, semble-t-il, la majorité des suffrages. […] À propos, il est essentiel, selon eux, que ce nouveau Président prenne* l'engagement de ne jamais laisser le Conseil déborder de ses fonctions purement représentatives et empiéter sur les tâches constructives et exécutives qui sont du ressort des mouvements.*"*[403]

Le positionnement institutionnel des mouvements unis s'attache également à s'assurer l'exercice des pouvoirs et à décider de l'avenir. Si elle concerne également les rapports de force politiques, la confrontation ou le dialogue avec les composantes résistantes communistes et socialistes révèle plus profondément l'idée que les mouvements unis se font de leur résistance. La nécessité pour ces derniers d'accepter la présence et l'action du Front national et du Comité d'Action socialiste, les oblige en retour à réaffirmer leur singularité. De l'été 1943 à l'hiver 1943-1944 la définition et la délimitation des relations entre mouvements unis, communistes et socialistes —voire parfois la perspective d'une intégration ou d'une fusion— animent très régulièrement les débats du

---

402 PV du CD du 31 juillet 1943. Ce qui est désigné ici sous l'appellation de "Conseil Consultatif" est en fait l'Assemblée consultative provisoire d'Alger. La question des délégués et de leur rôle représentatif au sein de cette Assemblée revient lors de la réunion du 14 août 1943. La position du CD n'a pas varié : "*En fin de séance A demande aux différents membres du CD les noms des camarades qu'ils ont l'intention d'envoyer à Alger. À ce propos E' [Copeau] insiste à nouveau pour que ces délégués ne puissent pas être considérés comme mandatés par les mouvements de Résistance, engageant par leur vote les mouvements dont ils sont issus*", "Représentant au Comité d'Alger", PV du CD du 14 août 1943.

403 PV du CD du 19 août 1943. Nous soulignons.

comité directeur. La prudence, la curiosité et parfois la sympathie se mêlent à la fermeté des décisions et des prises de position.

La méfiance domine les discussions sur l'attitude à adopter à l'égard du Front national. Les soupçons portent surtout sur la nature et les objectifs de son action et la sincérité de la démarche résistante du mouvement communiste, perçu d'abord comme un "danger" :

> *"Question FN. (…) A' met en garde les MU du projet du FN de créer dans chaque commune, chaque quartier, chaque entreprise, des Comités de la France Combattante ce qui, selon lui, représente un danger de noyautage et de chapeautage de la Résistance."*[404]

Le problème de la répartition locale des pouvoirs au moment de la libération suscite des interrogations et des réserves sur les méthodes que pourraient employer le Front national. Les débats du comité directeur des MUR, en soulevant la question de la représentativité des communistes —en particulier à travers leur volonté d'être présents partout— finissent par cristalliser une conception spécifique de la prise des pouvoirs et de leur future organisation. En cherchant à se démarquer des communistes, les mouvements unis en viennent à insister sur le caractère démocratique de leurs intentions. Il s'agit de "respecter l'opinion publique locale" en acceptant que l'exercice du pouvoir aille au delà des seules forces résistantes :

> *"Rapports avec le PC. Le CD discute les termes de la lettre envoyée par le PC, et, à ce sujet A' demande à chacun des membres du CD son opinion sur les Comités de la France Combattante et à quels besoins ils répondent selon eux. (…) Selon E' [Copeau], danger de mettre sur un même pied, d'une part toute la France Résistante, de l'autre le PC (…). D' exprime alors la différente conception, du PC et de la Résistance, au sujet de ces comités.* Dans le projet de la Résistance on respecte l'opinion publique locale en adjoignant aux responsables locaux de la Résistance quelques personnalités représentatives du pays. *Au contraire selon le PC, il faut systématiquement désigner dans toutes les communes et entreprises des représentants de la Résistance et du PC, même là où ceux-ci n'existent pas."*[405]

On peut penser que la crainte d'une mainmise communiste sur les institutions locales inspire en partie cette défense de l'expression démocratique. Les mouvements unis s'identifient ici une nouvelle fois à la Résistance. Il faut en effet remarquer la distinction opérée entre une "France Résistante" qu'ils affirment représenter, et le parti communiste. Bien que le Front national se définisse comme un groupement autonome du parti communiste et qu'il soit reconnu comme mouvement de résistance par les délégués de la France libre depuis le début de 1943[406], il est d'abord perçu par les responsables des MUR

---

[404] PV du CD du 10 juillet 1943. Les "Comités de la France combattante" correspondent aux futurs Comités départementaux de la libération.

[405] PV du CD du 20 juillet 1943. Nous soulignons.

[406] Voir Daniel Virieux, article "Front national" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 122.

comme une branche du parti communiste. Ce dernier n'est pas tout à fait vu comme une composante pleine et entière de la Résistance. Sa concurrence et son attractivité —y compris parmi les responsables— inquiètent cependant certains membres du comité directeur :

> *"Question Front National. E met le CD au courant des véritables mobiles du Front national, et s'étonne qu'un membre des FFC, comme Rivoire [Georges Bidault], puisse faire partie de son Comité Directeur. Une note expliquant à nos dirigeants ce qu'est exactement le FN devra être envoyée à nos chefs de régions."*[407]

En septembre 1943 la perspective d'une commémoration de la bataille de Valmy donne aux mouvements unis l'occasion d'afficher leur différence. Très largement investi depuis 1942 par le parti communiste l'anniversaire de la victoire républicaine de Valmy de 1792 n'est pas perçu par les MUR comme suffisamment mobilisateur et signifiant :

> *"Anniversaire de Valmy. A demande aux MU ce qu'ils comptent faire pour cet anniversaire. Il les informe que le PC est décidé à manifester, mais que les éléments cégétistes ne se détermineront qu'en fonction de la décision de la Résistance. Après discussion, le CD rejette le projet de manifestation spectaculaire pour la commémoration d'une fête qui n'est pas suffisamment entrée dans les mœurs, par contre, les MU sont prêts à examiner avec le PC et la CGT toutes les mesures, même violentes, destinées à saboter la déportation massive prévue par Sauckel."*[408]

Cette distance obéit peut-être à un positionnement tactique. Elle montre aussi la volonté d'éviter toute confusion avec les références communistes. La mémoire politique des mouvements unis doit être la même que celle des Français. Ainsi à la proposition du Front national de célébrer les "martyrs" du 22 octobre, anniversaire de l'exécution des otages de Châteaubriant, ils préfèrent la date plus consensuelle du 11 novembre :

> *"En fin de séance, Anselme [Georges Bidault] rapporte au CD le projet du FN d'une cérémonie le 21 octobre [sic]. Le CD refuse ce projet de journée nationale et demande au PC et au FN de la reporter au 11 novembre qui sera le "11 novembre des martyrs"."*[409]

La nécessité récurrente de rappeler ce qui distingue les mouvements unis du Front national, de préciser et de fixer les différences, en particulier concernant les stratégies politiques, révèle en creux la réalité de l'attraction communiste. Imprègne-t-elle pour autant l'identité résistante des MUR ? Si, à titre individuel, des dirigeants apportent au sein du comité directeur des pratiques, des habitudes ou des méthodes de pensée proches des idées et de la stratégie du parti communiste, collectivement les mouvements unis semblent vouloir imposer leur spécificité[410]. Ces quelques exemples, qui distinguent dans

---

[407] PV du CD du 31 juillet 1943.

[408] PV du CD du 11 septembre 1943.

[409] PV du CD du 30 septembre 1943.

[410] Par exemple, si les communistes influencent en partie les modes d'action et les choix stratégiques des mouvements unis, notamment au cours du débat sur la "lutte contre l'attentisme", leur

le vocabulaire la "France Résistante" du parti communiste[411], rejoignent finalement les conclusions émises par Laurent Douzou[412]. Les aléas de la clandestinité et de la répression, les départs ou les arrestations des tout premiers dirigeants et l'arrivée de nouvelles recrues, expliquent en partie le rôle plus marqué de responsables issus d'un militantisme de gauche ou d'extrême-gauche. Mais la présence de sympathisants communisants ne signifie pas forcément que les mouvements unis, pas plus du reste que "Libération-Sud", soient "sous influence"[413]. La continuité de pensée et de conception de l'action résistante propre à "Libération-Sud" relevée par Laurent Douzou[414] —avec une prééminence du politique sur le militaire— peut également s'appliquer aux mouvements unis dans leur ensemble. D'autant que la confrontation et l'échange avec les autres forces résistantes obligent à formuler une vision idéologique plus cohérente.

Parallèlement aux relations avec le Front national, les dirigeants des MUR doivent répondre aux velléités de rapprochement émises par deux groupes de tendance socialiste, au reste très liés, l'un politique, l'autre paramilitaire : le Comité d'Action socialiste et les groupes "Froment"[415]. Les discussions et les

---

conception politique de la prise des pouvoirs se démarque de celle du Front national. Voir infra "Pouvoirs et devenir de la Résistance", p. ??.

411 Considéré comme faisant partie des "éléments extérieurs à la Résistance organisée". PV du CD du 30 septembre 1943.

412 Voir dans le tome 2 de sa thèse, le chapitre : "Un mouvement influent sous influence ?", pp. 710-764.

413 Au sujet de l'éventualité d'un noyautage communiste de Libération-Sud, Laurent Douzou, citant John Sweets, rappelle dans une note le poids de l'anti-communisme et des reconstructions de la guerre froide, qui expliquerait pour partie l'accusation *a posteriori* de "noyautage" de Libération-Sud et des MUR. *Le mouvement de Résistance "Libération-Sud", op. cit.*, p. 758. Cependant la mise en garde contre les "dangers de noyautage" exprimée dans le PV du 10 juillet 1943 témoignent d'une crainte bien réelle. Crainte du Front national et du parti communiste ou prévenance à l'égard de certaines individualités du CD ?

414 "Du *Libération* première manière, celui de 1941, au *Libération* fondu dans les M. U. R. , il y aurait eu, en somme, en dépit de nombreuses vicissitudes que nous avons relatées, une continuité assez remarquable", *Le mouvement de Résistance "Libération-Sud", op. cit.*, p. 763.

415 Trois organisations, de nature politique ou militaire, se forment autour du parti socialiste clandestin : le Comité d'action socialiste, le réseau Brutus et les groupes "Froment-Veny". Dans la zone Sud, le CAS correspond à la reconstitution du parti socialiste. Elle est menée par Daniel Mayer, principalement dans les régions de Marseille et de Toulouse. Gaston Defferre [*Danvers, Denver*] participe activement à cette formation politique. Le réseau Brutus se développe à partir de 1941 autour de Pierre et Boris Fourcaud [*Froment*], avec l'appui de dirigeants socialistes tels André Boyer, Eugène Thomas, Raymond Naves ou Gaston Defferre. Quant aux groupes "Froment-Veny", il s'agit de la branche paramilitaire du réseau Brutus, particulièrement développée dans le Sud-Ouest. Elle est dirigée par le colonel Lefèvre [*Vincent, Veny*]. Le 7 décembre 1942 au cours d'une réunion à Lyon avec les mouvements des négociations sont engagées pour intégrer cette formation paramilitaire à l'AS des MUR. La fusion est effective en mars 1943. Dans la région de Toulouse les socialistes issus des groupes "Froment" détiennent à ce moment les postes de direction de l'AS. Les mouvements, rejetant cette suprématie, cherchent alors à se substituer aux responsables socialistes. Le conflit s'envenime et les groupes Froment, désormais prénommés "groupes Veny", rompent avec l'AS à l'été 1943. Voir l'article "Brutus" rédigé par Jean-Marie Guillon, in *Dictionnaire historique*

décisions prises par le Comité directeur témoignent à nouveau d'une méfiance viscérale à l'égard de ce qui peut ressembler à une reconstitution des partis politiques d'avant-guerre. Si ces groupes de tendance socialiste peuvent apporter leurs forces aux mouvements unis, leur représentation politique en est totalement exclue, comme le montrent les discussions sur le remplacement d'André Boyer par son adjoint Gaston Defferre et sur le rôle de ce dernier au sein du CD :

> *"Question fusion groupe Froment. Cette fusion pose le problème de Danvers qui est d'une part l'adjoint de Brémond [André Boyer], d'autre part un des dirigeants du parti socialiste reconstitué. Après examen de son cas, et tout en maintenant le principe rigoureux de n'admettre comme responsable des MUR personne qui soit en même temps dirigeant local ou national d'un parti, le CD ne fait pas d'objection au remplacement éventuel de Brémond par Danvers au CD, en cas d'absence de ce dernier. […] Il ne devra d'autre part jamais se considérer comme le représentant du CAS au CD lorsqu'il siègera en séance. Le CD tient à préciser que l'exception faite pour Danvers n'est valable que pour lui et ne met en aucun cas en cause le principe formel de l'indépendance totale de nos responsables vis à vis des autres mouvements ou partis."*[416]

Le CAS et ses dirigeants, dont l'engagement résistant comme sa précocité peuvent difficilement être mis en doute, font ici les frais de l'image dépréciée et du discrédit de l'ensemble des partis politiques —en particulier les partis de gouvernement de la IIIème République. Pour les mouvements unis, refuser la présence participative de Gaston Defferre en tant que représentant du CAS, revient aussi à réaffirmer la prééminence de l'identité résistante sur toute autre forme d'appartenances politiques. La perspective de fusion d'un groupe marqué idéologiquement ne doit en aucun cas provoquer la dilution de l'entité Résistance ; celle-ci prime au contraire sur tout le reste, et les préventions à l'égard des formations socialistes persistent :

> *"Affaire Froment. […] Faisant l'historique de nos rapports avec le CAS, C2 donne la raison de la création des groupes Froment. […] Si ces conversations démontrent l'identité de nos buts d'avenir C2 demande alors que l'on établisse en commun un programme. Leur intention, dit-il, est probablement d'amener la Résistance autour du PS, il nous faut leur faire comprendre que* la Résistance doit être le creuset dans lequel doivent se fondre leur parti et nos mouvements.*"*[417]

Cette méfiance intransigeante du comité directeur des MUR vis à vis du CAS et des groupes Froment se répercute au niveau local, en particulier dans les départements, comme celui du Lot, où les effectifs socialistes pèsent dans les forces résistantes. Elle entraîne leur mise à l'écart de la part des MUR, et se

---

de la Résistance, op. cit., p. 145, le témoignage "Les groupes Veny" publié dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n°32, mars 2003, pp. 10-11, ainsi que l'article de Pierre Laborie, "Les partis politiques et la Résistance dans le Lot" in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n°85, janvier 1972, pp. 3-32.

416 PV du CD du 12 novembre 1943.

417 PV du CD du 16 novembre 1943. Nous soulignons.

heurte parfois aussi aux tentatives de noyautage des communistes[418]. Davantage que pour le parti communiste, l'image des socialistes reste pour les MUR indissociable de celle de l'échec et de l'esprit de démission accolée aux partis politiques d'avant-guerre. Le parti socialiste symbolise, avec d'autres, le passé rejeté, celui d'une politique politicienne à courte vue tant décriée dans les journaux des mouvements unis.

S'ils se démarquent radicalement des partis politiques traditionnels, en contenant autant que faire se peut leur influence et leur rôle, les mouvements unis cherchent également à défendre l'identité, le combat et la place de la Résistance au regard des Alliés, anglo-saxons en particulier. Entre quête de reconnaissance et doutes sur leurs intentions, associant étroitement le sort de la Résistance à celui de la France, il s'agit essentiellement de garantir l'existence et la légitimité de l'action résistante. Robert Frank a bien montré que pour la Résistance la question identitaire sous-tend la confrontation entre les logiques politiques résistantes et les logiques militaires alliées. Il lui faut en effet faire la preuve de sa crédibilité et de son utilité[419]. C'est dans sa capacité à maîtriser la période de la libération, à contrôler la prise des pouvoirs et à engager l'avenir du pays que se jouent l'existence, la légitimité et le devenir de la Résistance. La reconnaissance passe d'abord par la nécessité d'afficher au moment de la libération une image d'unité, notamment à travers les institutions représentatives créées par le CFLN :

> *"Comités de Libération. […] Nécessité, par le Comité de Libération de représenter aux yeux des Alliés, non seulement la Résistance militante et encadrée, mais également l'ensemble des familles spirituelles et politiques résistantes françaises."*[420]

À l'automne 1943 l'inquiétude l'emporte cependant et modèle très largement la représentation que se font les mouvements unis des objectifs des Alliés. C'est qu'alors le CFLN et le général de Gaulle doivent contrecarrer les projets américains d'administration des futurs territoires libérés. Il s'agissait en effet de mettre en place une forme d'occupation —ou de présence— militaire et administrative, plus connue sous le nom d'AMGOT[421]. Un article du Bulletin interne des MUR s'alarme de telles perspectives et les dénonce avec lucidité, indignation et sans détours :

---

418 Voir Pierre Laborie, "Les partis politiques et la Résistance dans le Lot", art. cit., pp. 17-19

419 Robert Frank, "Identités résistantes et logiques alliées" in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches, op. cit*., pp. 73-79.

420 PV du CD du 8 septembre 1943.

421 Allied Military Government of Occupied Territories. Voir l'article de François Kersaudy, "AMGOT" in *Dictionnaire Charles de Gaulle, op. cit*., p. 27. Voir également Charles-Louis Foulon, *Les pouvoirs en province à la Libération, op. cit*., pp. 31-36. En Sicile, à partir de 1943, l'AMGOT a favorisé l'instauration d'un régime monarchique et a refusé la réapparition des partis politiques. Le même projet américain pour la future France libérée s'appuie sur un "manuel général" et sur des manuels consacrés aux différentes régions françaises, appelés "zone handbooks". Truffés de stéréotypes ils donnent une vision particulièrement déformée des Français.

> *"Depuis qu'il est devenu clair que la victoire alliée est certaine, une vaste conspiration internationale s'est formée dans le dessein d'escamoter au peuple français sa victoire au profit des formes les plus cyniques des impérialismes mondiaux. Ce n'est pas faire le jeu de l'ennemi que de dénoncer cette entreprise. (…) La Résistance française a prouvé par son action qu'elle était au dessus de tout soupçon. Mais il ne faudrait pas que sous le prétexte fallacieux de ne rien faire qui puisse porter atteinte à l'unité morale de la coalition anti-nazie, nous soyons empêchés d'exiger pour notre pays le respect auquel il a droit. Il faut que l'on sache à Vichy, mais aussi à Alger comme à Londres et à Washington que la France n'a pas lutté au cours de ces mortelles années contre l'oppression sanglante de la tyrannie nazie pour se contenter d'une parodie de libération. Il faut que l'on sache que toute tentative de calmer le peuple français en lui jetant l'os à demi rongé d'une quelconque République pourrie est vouée à l'échec. (…) Il faut enfin que l'on comprenne que le peuple français est majeur, que non seulement il est capable de se passer de toute forme de tutelle avouée ou cachée, mais que sa maturité politique est telle qu'elle lui permet dès à présent de déjouer toutes les tentatives qui visent à lui arracher sa victoire."*[422]

La fermeté de cette mise au point témoigne tout à la fois de la nature profondément politique de la Résistance et d'une réflexion plus aboutie, en cette fin de 1943, sur le devenir et le prolongement de son action.

---

[422] Bulletin interne des Mouvements unis, 21 décembre 1943. En octobre 1943, le journal *Libération* s'alarme aussi de ce projet : "Les "terroristes" pensent qu'il serait criminel et absurde de faire absolument confiance à des États-Majors militaires étrangers, à des envoyés politiques étrangers ou à des officiers d'une armée française de type colonial, pour instaurer une République et permettre au peuple français de s'exprimer. […] Pour tout dire : si l'alternative était au jour entre la "terreur" et l'AMGOT, notre choix est fait. De nous, nous sommes sûrs. Des esprits pondérés, nous le sommes moins", *Libération*, n° 38, 30 octobre 1943. Dans le même esprit, Jacques Baumel s'indigne encore en 1999, dans son livre *Résister*, du sort que semblait réserver l'administration américaine à la France : "[…] une France libérée sans Résistance, sans avoir payé le prix du sang, aurait sans aucun doute connu une longue période de protectorat et d'humiliation. Il suffit pour s'en convaincre de se référer à l'analyse et aux plans de la Maison-Blanche qui étaient fondés sur une considération aussi simple qu'impitoyable : "La France n'existe plus"", *Résister*, *op. cit.*, p. 101.

Pouvoirs et devenir de la Résistance

L'automne 1943 précipite en effet la cristallisation des projets pour la période de la libération. C'est d'abord à travers l'organisation et la répartition des pouvoirs que s'affirme peu à peu l'identité politique des mouvements unis. Les négociations avec les délégués du CFLN (Jacques Bingen, Francis-Louis Closon), alors admis dans les réunions du comité directeur des MUR, obligent les mouvements à dévoiler leurs intentions et les poussent à préciser le sens de leurs idées. Sur la justice comme sur les objectifs politiques immédiats de la libération quelques divergences apparaissent entre les divers membres du Comité directeur. Enfin, c'est dans ce contexte qu'émerge puis se concrétise l'idée d'une formation destinée à prolonger et pérenniser la résistance des mouvements unis.

Pouvoirs, "insurrection" et justice

Les débats sur l'organisation des pouvoirs donnent à nouveau l'occasion aux mouvements unis d'affirmer leur existence et de mettre en avant leurs prérogatives. Ils s'emparent ainsi de la notion "d'insurrection" —ou de celle de "phase insurrectionnelle"— en lui donnant un contenu et en cherchant à maîtriser la mise en place des différentes instances. Les discussions portent en particulier sur la composition des Comités de Libération, sur les désignations des Commissaires de la République ainsi que sur leurs attributions respectives. Avec comme point central la question du contrôle des pouvoirs par la Résistance, l'échelle géographique du département acquérant une certaine importance stratégique. Claude Bourdet ou Pascal Copeau défendent ainsi tour à tour l'idée d'une majorité résistante dans la représentation des Comités de Libération :

> *"Comités de Libération. Aubin [Claude Bourdet] met le CD au courant d'une conversation qu'il a eue avec Verdon sur la Commission des Comités de Libération. Une discussion s'engage alors, à l'issue de laquelle le CD est unanime à demander :*
> *que les personnalités représentatives choisies soient nommées par le Directoire régional et non désignées ou mandatées par les formations politiques locales.*
> *que le nombre de notabilités au sein du Comité de Libération soit toujours inférieur au nombre de membres résistants ; par exemple en zone nord, sur les 8 membres, 5 seront résistants, 3 extra-résistants. En zone sud, 3 et 2."*[423]

La forte représentation de la Résistance est destinée à peser sur le choix des hauts responsables administratifs, futurs préfets ou commissaires de la République. L'objectif est aussi de contenir tout ce qui pourrait échapper au contrôle de la Résistance, en anticipant sur les réactions supposées des populations —désignées dans l'extrait ci-dessous par le terme de "problème insurrectionnel" :

[423] PV du CD du 8 septembre 1943.

> *"Comité de la Libération et Commissaires de la République. Salard [Pascal Copeau] donne lecture d'une note qu'il a écrite sur les Comités de la Libération, note précisant les fonctions et les prérogatives des Comités de Libération dans l'hypothèse des Préfets Régionaux et dans celle des Commissaires de la République. À la suite d'une intervention de Porcheret [?], Geoffroy [Emmanuel d'Astier] attire son attention sur le problème insurrectionnel qui se pose à la Résistance, surtout à Paris où 70% des forces populaires semblent devoir suivre, le jour J, les directives des Comités populaires et les mots d'ordre du PC et du FN. Pour ne pas être débordés par les forces populaires, il est nécessaire que la Résistance prenne l'initiative de la prise du pouvoir et donne satisfaction à la foule par quelques exemples de justice sommaire. À une critique de Porcheret, qui voit là le danger de faire endosser par le général de Gaulle de telles mesures, et qui craint que l'on ne puisse rester maître de ces forces libérées, Geoffroy redoute qu'une attitude timorée et anarchique ne provoque de plus graves désordres et de plus nombreuses exécutions, alors qu'il sera possible de canaliser les excès et d'en limiter les dégâts en donnant ses responsabilités aux Comités de Libération, expression de la Résistance."*[424]

Nous reviendrons plus longuement sur la vision singulière de la justice que reflète les propos d'Emmanuel d'Astier. Le "problème insurrectionnel qui se pose à la Résistance" se résume ici dans un équilibre délicat entre l'image fantasmée et redoutée de débordements violents et incontrôlables, la crainte de voir le parti communiste s'approprier les pouvoirs, et la nécessité pour les forces résistantes de donner des gages immédiats de justice et d'autorité. En se projetant par anticipation dans la période de la libération, le Comité directeur cherche aussi à en envisager les multiples possibles. Par ailleurs l'expression "phase insurrectionnelle", alors très largement utilisée, et presque banalisée à en perdre son sens premier, cache en fait une réalité plutôt éloignée de l'idée d'une révolte ou d'un soulèvement généralisé. Si elle nourrit l'imaginaire de nombre de résistants, pour les mouvements unis elle semble désigner davantage une période courte et instable de transition, perçue comme décisive pour leur existence, leur légitimité et leur devenir, un moment qu'il leur faut absolument maîtriser, comme le rappellent les participants à la réunion du 30 septembre :

> *"Compte-rendu séances CGE. Dans toutes les régions où ce sera possible des Commissaires de la République issus de la Résistance seront nommés. […] Le CGE insiste pour que la phase insurrectionnelle soit la plus courte possible et fait appel à la sagesse de la Résistance. […] A' demande alors quelle attitude auront les cadres de la Résistance en cas de manifestations spontanées ou menées par les éléments extérieurs à la Résistance organisée (PC). Le CD est d'accord pour que nos responsables prennent la tête de tout mouvement qui se déclenchera, même s'il n'est pas déclenché par nous-mêmes."*[425]

Ces mises au point sur la "phase insurrectionnelle" sont l'aboutissement de discussions intenses entre les mouvements unis, d'une part, et les représentants ou les délégués du CFLN, d'autre part. Ainsi à l'été 1943 Francis-Louis Closon est envoyé en mission auprès des mouvements de résistance. D'autres l'ont précédé, le croisent ou le suivent dans des missions similaires ; ainsi de Claude

---

424 PV du CD du 24 septembre 1943

425 PV du CD du 30 septembre 1943

Bouchinet-*Serreules*, Émile Laffon, Émile Bollaert ou Jacques Bingen. Closon est plus particulièrement chargé de l'élaboration et de la mise en place des Comités de la Libération, ainsi que de la désignation des futurs Commissaires de la République. Plongé dans la clandestinité on le retrouve alors sous le pseudonyme de *Vincent*, invité à s'expliquer aux réunions du Comité directeur des MUR. Il y soutient le point de vue du CFLN, qui souhaite avant tout voir nommer dans les instances dirigeantes des administrateurs efficaces et compétents[426]. Cet objectif ne coïncide pas forcément avec les intentions des mouvements unis, attachés à assurer à la Résistance une place de choix dans les organes de décision et le renouvellement des institutions. Les deux parties partagent pourtant le même sens de la responsabilité, la même "sagesse" pour reprendre le terme employé par le CGE.[427] La position de Closon sur les conditions et les formes d'une justice immédiate tempère fortement les propos d'Emmanuel d'Astier qui trouvait "*nécessaire que la Résistance [...] donne satisfaction à la foule par quelques exemples de justice sommaire.*"[428] Cette défense d'une justice modérée et prudente traduit en fait le point de vue des juristes du CFLN. Le 16 octobre il réitère auprès du Comité directeur ses conceptions :

> *"En vue d'éviter les nombreuses exécutions sommaires et les règlements de compte personnels, Vincent demande au CD de prévoir la constitution de Tribunaux spéciaux. Les Comités de la libération régionaux et départementaux, en vue de faciliter leur travail, devront dresser les listes des suspects et préparer les dossiers. Ainsi une justice sommaire, avec verdict rapide devra se substituer à l'action désordonnée de bandes sans mandat."*[429]

Du côté de d'Astier on peut voir se dessiner une image pour le moins condescendante des populations, qui tend à les réduire à une sorte de masse informe et incontrôlable assoiffée de vengeance. Une telle représentation reflète assez bien un certain élitisme des dirigeants des mouvements unis, qui cherchent avant tout à éviter toute imbrication entre les forces de résistance et les populations. Il s'agit aussi de contourner l'idéologie confusionnelle de "l'insurrection nationale" prônée par le parti communiste, et parvenir à réduire ainsi son attractivité. Pourtant, pour Emmanuel d'Astier, il convient en même temps de satisfaire la soif de justice de la base résistante. La responsabilité des mouvements unis se joue ici sur leur capacité à maintenir au moment de la libération un équilibre fragile entre une justice modérée et inflexible, sans débordements et règlements de compte, et la forte volonté d'épuration et de renouvellement. D'où cette relative mesure des documents internes, et en particulier des procès-verbaux du Comité directeur.

---

426 Voir C.-L. Foulon, *Le Pouvoir en province, op. cit.*, pp. 53-67.

427 PV du CD du 10 octobre 1943. Voir l'intégralité du document, texte 4, annexe I, p. 412.

428 idem, 24 septembre 1943. Ces propos contredisent les souvenirs et les images reconstruites après la guerre par le même d'Astier.

429 PV du CD du 16 octobre 1943

Confrontés aux propositions et aux missions du CFLN, comme à la concurrence du parti communiste, obligés de préciser leur vision politique, les mouvements unis prennent conscience qu'il leur faut penser l'avenir de leur résistance. Si la création des MUR a répondu fin 1942-début 1943 à une nécessité d'efficacité dans l'action, la mise en place progressive, début 1944, de ce qui sera le Mouvement de Libération nationale s'inscrit plutôt dans une perspective de prolongement politique.

Prolonger l'identité de la Résistance

La question du devenir politique de la Résistance est clairement posée pour la première fois au cours de la réunion du Comité directeur du 22 octobre 1943.[430] Les dirigeants des mouvements unis se projettent bien au-delà de la période de la libération. L'efficacité du Front national, sa capacité mobilisatrice et l'écho de son action précipitent une prise de conscience lucide et inquiète ; comment la résistance peut-elle survivre à son contexte originel d'existence[431] ? Quel est son avenir ? Comment prolonger la Résistance dans sa singularité ? Sous quelles formes ? Pour les membres du Comité directeur, l'exemple du Front national inspire —tout en voulant la contrer— la nature essentiellement politique de la réponse apportée. Ils lancent donc l'idée d'une formation ouverte, destinée à participer à des élections démocratiques, à marquer la présence des forces de résistance dans le jeu politique de l'après-guerre, et accessoirement à "*faire pièce à l'action du FN*" :

> *"Question Union de la Résistance. À une question de Perche, C1 [Claude Bourdet] répond qu'il s'agit d'une action en deux temps :*
> *la première étape est de faire admettre le rassemblement de toutes les forces résistantes sous un nom unique (…)*
> *la deuxième étape est l'élargissement de ce bloc et une prise de position politique."*[432]

Les choses vont vite puisque le 23 novembre la décision est prise de fonder le Mouvement de Libération Nationale :

> *"Question Union de la Résistance. […] Décision : Le CD décide qu'après un nouveau délai de 8 jours, et dans le cas d'un refus du FN de souscrire à cette Union, les MUR annonceront la constitution du Mouvement Français de la Libération Nationale, au sein duquel ils se fondront, et qui sera ouvert à tous. D'ores et déjà […] quatre des mouvements de zone nord donneront leur adhésion. Même dans l'hypothèse de l'acceptation de l'Union par le FN, les MUR demanderont aux mouvements zone nord, à l'intérieur de cette Union, de constituer ce mouvement de la Libération Nationale."*[433]

La formation du MLN fixe d'emblée l'identité politique des mouvements unis ; celle-ci est double. Elle s'inscrit à la fois dans une démarche qui relève *du*

---

430 PV du CD du 22 octobre 1943. Voir texte 5, annexe I, p. 413.
431 *Ibidem*, "la Résistance veut-elle durer après la libération ou veut-elle mourir ?"
432 PV du CD du 27 octobre 1943
433 PV du Cd du 23 novembre 1943

politique, puisque cette création les oblige à préciser leur projet de société ainsi que leur vision d'avenir, et dans une stratégie qui ressort davantage de *la* politique. Il s'agit en effet d'assurer, en particulier face aux communistes et aux autres partis, la présence des forces issues de la Résistance dans le jeu démocratique de l'après-guerre. On peut s'interroger d'ores et déjà sur la logique qui finira par s'imposer ; celle *du* politique ou celle *de la* politique ? Celle de l'héritage partisan ou celle de l'héritage moral ? L'une et l'autre sont-elles compatibles ? Au début de 1944 le contenu du programme du MLN reste encore flou, se limitant à quelques grandes généralités, ainsi que l'annonce à ses militants le Bulletin interne :

> *"Pour l'unité de la Résistance française. Déclaration. Tous les militants de la Résistance estiment que l'heure est venue d'accroître au maximum l'unité de la Résistance Française. En vue de répondre à ce vœu unanime, les Comités Directeurs des Mouvements de Résistance et Défense de la France et le Comité Directeur des MUR […] se constituent en Comité d'Initiative du Mouvement de la Libération Nationale et demandent à tous les mouvements nationaux, régionaux et locaux de se joindre à eux, et de créer immédiatement des Comités analogues sur le plan local. […] Les buts sont les suivants :*
> *1) rendre plus intense et plus efficace, contre l'ennemi et contre les traîtres la lutte pour la libération, en développant l'action immédiate et en préparant l'insurrection nationale.*
> *2) Défendre par sa presse les intérêts de la France et de l'Empire*
> *3) Organiser dès maintenant les forces de la Résistance en vue de l'établissement de la IV° République et de la construction d'une société juste."*[434]

En février 1944 l'éditorial "Où va la Résistance ?" publié dans le journal *Combat* explicite plus longuement l'origine, le sens et les objectifs du Mouvement de Libération Nationale. Le thème de l'union et du rassemblement y est central, de même que la volonté de faire du MLN l'expression et l'héritage de "*l'esprit de la Résistance et de sa mission*". Après une analyse des causes de l'effondrement du pays et de ses institutions, l'article envisage à travers la création du MLN l'avenir de la Résistance :

> *"Où va la Résistance ? Nous annonçons aujourd'hui un nouveau pas en avant. L'étape de l'unification dont les MUR ont été les protagonistes est franchie. Les Mouvements Unis et deux organisations, en zone Nord, s'unissent et proposent à tous les mouvements de France l'union dans le Mouvement de la Libération Nationale. C'est le moment de préciser sans ambiguïté : où va la Résistance ? […] CE QUE NOUS VOULONS. […] Les hommes de la Résistance ont compris qu'ils luttaient pour beaucoup plus que pour la libération du territoire. […] La volonté d'une société nouvelle, d'un régime vigoureux et juste, anime tous nos combattants. Nous l'exprimons par ce mot qui a déjà la fortune d'un slogan : "IV° République". […] Dans la France de demain existera certainement le parti communiste, qui a prouvé sa vitalité dans la résistance, et sans doute un regroupement conservateur ou "modéré". Et il existera aussi un grand parti républicain et révolutionnaire qui rénovera la vie politique française et construira la IV° République.* Ce ne sera pas le parti "de la Résistance" mais ce sera le parti héritier de l'esprit de la Résistance et de sa mission. *Il sortira des congrès départementaux et régionaux, et des États*

[434] Bulletin interne des MUR, n° 103, 18 janvier 1944.

> *Généraux de la Résistance, dès la libération. Nous ne le créerons pas, les camarades, vous le créerez. Et vous y associerez tous ceux qui veulent faire avec nous une France jeune et belle, pure et forte. Le travail n'est pas près de finir, il commence."*[435]

Tout en rappelant l'originalité du phénomène "Résistance" et de son histoire, *Combat* définit la création du MLN comme une volonté d'en prolonger l'esprit "révolutionnaire". Il envisage également la question de son héritage. La forme proposée ici est plutôt celle d'un groupe politique. On est là au cœur d'une véritable aporie identitaire ; comment pérenniser la Résistance sans en dénaturer l'action et le sens originels ? Peut-elle survivre à la période de l'Occupation ? En privilégiant la dimension partisane —au sens large et noble du terme— le risque n'est-il pas d'enfermer cet héritage dans la seule perspective politique et d'en limiter la portée morale ? Lorsqu'il affirme, au moment de la création du MLN —c'est à dire la transformation de la Résistance en parti politique— qu'il "*ne sera pas le parti "de la Résistance" mais [...] le parti héritier de l'esprit de la Résistance et de sa mission",* l'éditorial de *Combat* entrevoit, plus ou moins consciemment, l'enjeu de l'immédiat après-guerre, celui de la possibilité de perpétuer la Résistance dans sa singularité. Que doit-il rester de la Résistance ? C'est dans la nature des réponses apportées que se nouent quelques-unes des réflexions sur le prolongement moral du phénomène que développeront plus tard les Camus, Cassou, Mauriac ou Vistel[436]. Derrière l'interrogation quasi existentielle soulevée par l'un des membres du Comité directeur des MUR en octobre 1943[437] se devine une autre question : comment concilier la participation au jeu politique et démocratique avec la préservation du "fait moral"[438], en évitant les compromis, les malentendus et les hiatus ?

Entre l'automne 1943 et le printemps 1944, l'une des principales préoccupations des responsables des mouvements unis consiste à renforcer l'identité politique de la Résistance et à maîtriser la conquête des pouvoirs. Lire et tenter de décrypter le langage normé et administratif des seuls procès-verbaux des réunions du Comité directeur ne suffit cependant pas à rendre compte du vécu de ses principaux responsables. En effet, l'impression domine d'une activité idéologique et prospective détachée des réalités quotidiennes. Pourtant, au même titre que pour les jeunes maquisards, les dirigeants ne s'affranchissent pas de l'expérience de la clandestinité, de ses aléas, de ses risques, des arrestations.

---

435 *Combat*, n°51, février 1944. Nous soulignons. Voir l'intégralité du document, texte 5, annexe I de la troisième partie, p. 442.

436 François Mauriac, *Bloc-Notes, op. cit., La Paix des cimes, op. cit*., Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance, op.* cit., Jean Cassou, *La mémoire courte, op. cit*., Albert Camus, *Actuelles. Chronique, op. cit.* Nous reviendrons plus longuement dans notre dernière partie sur la question de l'héritage.

437 "La Résistance veut-elle durer après la Libération ou veut-elle mourir ?", PV du CD du 22 octobre 1943.

438 Pour reprendre la célèbre expression de Jean Cassou.

Celle-ci façonne une vision subjective de la Résistance, dont témoigne une rare correspondance dispersée dans la masse des circulaires.

Un univers personnel

Les lettres et les télégrammes écrits par des dirigeants régionaux ou nationaux des divers mouvements laissent entrevoir un univers plus personnel où le sens et le poids des responsabilités nourrissent une identification forte à la Résistance. Les arrestations d'amis ou de proches, si elles sont commentées avec pudeur, révèlent néanmoins les peurs et les menaces qui touchent directement chacun d'entre eux. Les missives ou les courriers retenus ici, et rédigés par Jacques Baumel, Marc Bloch et Jacques Bingen, en fournissent plus qu'une simple illustration. Ils évoquent tout à la fois une conscience vive d'un engagement singulier, un sens aigu du sacrifice personnel et une fraternité aussi discrète que profonde.

Le 25 mars 1944 Claude Bourdet, responsable de Combat et membre du CD des MUR, est arrêté. Jacques Baumel adresse aux principaux dirigeants du mouvement une longue lettre dans laquelle il les appelle à réfléchir à la succession de Bourdet. En deux lignes introductives, il exprime sur cette arrestation un désarroi partagé, une angoisse vite refoulée :

> *"Le tragique événement de cette semaine nous laisse tous encore sous le coup d'une stupeur et d'une émotion profondes. Mais cette disparition, en dehors du côté affectif qu'elle comporte, nous oblige à nous consulter sur l'opportunité d'une certaine politique et ouvre le débat sur la "relève du pilote"."*[439]

La nécessité de réagir vite, de décider, d'organiser ou d'anticiper les responsabilités et les contraintes pesantes de la clandestinité, expliquent peut-être cette apparente retenue. Le contraste est grand entre un engagement entièrement voué à la construction de l'avenir et la conscience d'un futur personnel incertain, aléatoire. Ainsi de ce message de Marc Bloch, griffonné à l'encre bleue sur une feuille à petits carreaux, détaché d'un carnet de notes et envoyé, quelques semaines avant son arrestation, à Alban Vistel le 26 janvier 1944. Les sentiments de sympathie, d'amitié et de délicatesse se mêlent aux préoccupations impérieuses du moment :

> *"Mon cher ami. Je n'ai pas encore osé aller vous voir craignant de vous fatiguer et ignorant d'ailleurs votre domicile. Barelo m'a promis de me servir prochainement de guide. Votre maladie me peine beaucoup : pour vous d'abord (ce n'est jamais drôle d'être, même provisoirement, sur le flanc) ; pour la tâche commune aussi. Tant de choses dépendent de vous ! Pour la région, l'essentiel était que la machine continuait à tourner à peu près rond. En attendant que la situation soit définitivement réglée : 1°) que le CD ait désigné le chef régional unique (ce qui*

[439] Rossini à membres ex-équipe Combat, le 5 avril 1944. Voir Henry Ingrand, *Libération de l'Auvergne, op. cit.*

n'était pas encore fait à la fin de la semaine dernière) ; 2°) que les attributions soient fixées entre nous, nous avons donc décidé, Drac et moi, que je me ferais provisoirement remettre le courrier du Centre. Je m'arrangerai avec Sylvie pour que vous soyez régulièrement tenu au courant. Remettez-vous bien vite. Dorlotez-vous ! Amitiés. Narbonne."[440]

L'empathie de Marc Bloch évoque une communauté de sort ; celle d'une certaine solitude du responsable résistant sur lequel tout semble reposer, en particulier l'avenir d'un combat qui dépasse sa propre existence. L'appropriation individuelle de cet engagement collectif, mélange de souffrances, d'exaltation et d'impatiences quotidiennes, passe par une identification quasi fusionnelle à la Résistance, précisément parce qu'elle engage la vie de ceux qui y participent. Sans vouloir extrapoler, ni développer trop longuement ce qui a déjà été écrit ailleurs[441], les lettres personnelles révèlent des manières d'être au temps modelées par l'engagement résistant. Des univers intérieurs se construisent ; ils aident à transcender un vécu dominé par le risque et le danger, et à lui donner sens. L'échange de courrier qui suit date de janvier 1944. Il oppose Pierre Villon, principal responsable du Front national, à Jacques Bingen, représentant de la Délégation générale pour la zone sud et membre occasionnel du comité directeur des MUR, au sujet de l'organisation des départs pour Londres d'agents du FN. Au-delà des affrontements et des tensions politiques entre les divers mouvements, il révèle des formes subjectives d'appropriation de l'action résistante. Le 12 janvier Pierre Villon écrit à Bingen une lettre dans laquelle il le soupçonne plus ou moins de privilégier volontairement ses services et ses propres agents et de négliger le FN. C'est l'occasion —ou le prétexte—de dénoncer ce qu'il croit être de la "malveillance" de la part du délégué général qu'il n'hésite pas à qualifier indirectement, en rapportant les propos d'un autre, de "petit embusqué de la Résistance" !

"Mon cher Talbot
J'apprends à l'instant que notre délégué, Hubert, est revenu de Lyon. Joseph était venu le chercher jeudi dernier l'obligeant à laisser tout tomber et à partir le soir même, en lui disant qu'il partirait sûrement le lendemain*, puisque vos Services lui avaient assuré qu'une place serait retenue pour lui. Or, arrivé à Lyon — pour la 3° fois — vos agents lui disent : "Non, vous ne partirez ni par le 1er ni par le 2ème voyage. Ne comptez pas sur un 3ème. Mais si vous voulez attendre quelques jours, nous pourrons peut-être vous envoyer par l'Espagne où vous serez dépanné par les Américains." Mon ami Hubert appelle cela des "brimades des petits embusqués de la Résistance". Pour ma part, je me réserve d'appeler cela par un autre nom jusqu'au moment où vous aurez bien voulu me fournir des explications écrites, afin que je puisse les produire devant le Comité Directeur du FN. Une chose est sûre : cette fois-ci il ne s'agit pas de la bonne ou de la mauvaise volonté de nos Alliés, ni des conditions climatériques [sic], mais bel et bien d'une mesure de malveillance prise contre le FN. A vous de nous démontrer, par des sanctions contre les*

[440] AN 72 AJ 626, Lettre de Marc Bloch, le 26 janvier 1944. Marc Bloch représente le mouvement "Franc-Tireur" au Comité Directeur des MUR de la région R1 (Lyon).

[441] Voir Laurent Douzou pour le commentaire des quelques lettres de Jacques Bingen ou François Marcot pour une analyse des lettres de fusillés.

> *responsables, qu'il ne s'agit que d'un acte d'individualité et non d'une politique ! Bien cordialement, vôtre VILLON."*[442]

Jacques Bingen répond très vite le 20 janvier aux "accusations inamicales" du chef du FN et à ce qu'il juge être une "insulte" de sa part, rappelant les difficultés et les dangers partagés par tous les clandestins. Et avec fermeté il renvoie Villon à son "complexe d'infériorité" !

> *"Mon cher Villon,*
> *J'ai reçu il y a deux jours votre lettre datée du 12 concernant H. ;* je profite de mon premier moment de liberté *pour vous répondre, comme vous me l'enjoignez. En ce qui concerne le fait qu'H. ait été inutilement là-bas pour la 3ème fois, ma réponse est,* hélas*, facile et vous connaissez comme moi Mon Lachaud, mon Marc, pour ne parler que d'eux,* sont dans le même cas que votre H. *; et si même vous pouviez douter de mon désir de voir partir H — supposition non-fondée — vous ne pouvez douter du prix que j'attache aux départs de L et M. […] Les termes de H très clairs, et les vôtres, plus mystérieux, me paraissent donc à la fois injustes, inamicaux et, pour tout dire, inacceptables. Votre ami H dont je déplore vous le savez fort bien, veuillez le lui dire, le non-départ, vitupère mes services de L ;* le palmarès des services centraux qui sera quelque jour publié*, lui aussi, indiquera des pertes suffisamment lourdes pour que personne n'insulte ni les morts ni les prisonniers ni ceux qui ont repris leur* lourde et dangereuse succession et qui tiennent (jusqu'à quand ?) leurs postes de combat. *Je ne puis comprendre, mon cher Villon, permettez-moi de vous le dire en toute amitié, que vous ramassiez de pareils propos gratuits, résultats verbal et momentané d'un dépit naturel de H, pour en faire l'objet d'une lettre officielle.* Les insultes à des combattants venant d'autres combattants du même camp sont douloureuses. *Je ne puis comprendre, non plus, que le principal dirigeant d'un grand mouvement de résistance puisse conserver encore un tel complexe d'infériorité qu'il voie une "brimade" ou une "politique" lorsque, à notre extrême regret, nous sommes ici (et sans doute là-bas) dans l'impossibilité de satisfaire vos légitimes demandes. Vous savez fort bien que* je suis le premier à être marri et inquiet, et le premier aussi, à pâtir de ces contretemps successifs. *Voilà ce que je tenais à vous répondre par écrit — une fois n'est pas coutume et je n'entends pas constituer un dossier de contentieux,* notre sécurité à tous s'y oppose ainsi que la lourde charge que j'assume*. Mais comme vous-même, qui me connaissez et savez les difficultés françaises et météorologiques que nous rencontrons, avez pu vous laisser aller à des accusations inamicales, je tenais à vous fournir, pour votre CD qui ne me connaît pas, les explications écrites que vous m'avez réclamées. Bien cordialement votre TALBOT."*[443]

Ces deux lettres de Pierre Villon et de Jacques Bingen, aux propos francs et sans détours, permettent d'approcher des expériences de la Résistance qui s'interpénètrent, sans que l'on sache vraiment ce qui de la vision subjective ou des préoccupations partagées —les départs pour Londres, le combat commun— influe le plus sur l'autre. L'écriture est directe, Jacques Bingen expose une grande part de lui-même et semble s'exprimer avec plus de naturel et de spontanéité que Pierre Villon. Les expressions, les adjectifs et la ponctuation qu'il utilise disent toute la densité de sa vie de résistant ; l'intensité de l'action présente —"*je profite de mon premier moment de liberté*"—, la conscience aiguë du danger et du risque liés à son engagement —"*Vous savez fort bien que je suis*

[442] 85 AJ Fonds Villon, 1086 (Musée de la Résistance Nationale). Nous soulignons.
[443] 85 AJ Fonds Villon, 1086 (Musée de la Résistance Nationale). Nous soulignons.

le premier à être marri et inquiet, et le premier aussi, à pâtir de ces contretemps successifs"—, l'incertitude sur son avenir personnel et l'idée de sa propre mort, entrevue avec pudeur et lucidité —"*ceux qui ont repris leur lourde et dangereuse succession et qui tiennent (jusqu'à quand ?) leurs postes de combat"*. Ces impressions traduisent une appropriation intériorisée d'un "combat" collectif qui ne lui appartient pas entièrement, qu'il éprouve comme les autres —"*Les insultes à des combattants venant d'autres combattants du même camp sont douloureuses"*— et qui dépasse son existence. Par ailleurs, pour Jacques Bingen, cette lutte singulière est faite d'angoisses partagées —"*sont dans le même cas*"—, de souffrances et de sacrifices communs —"*le palmarès des services centraux qui sera quelque jour publié, lui aussi, indiquera des pertes suffisamment lourdes pour que personne n'insulte ni les morts ni les prisonniers*". Au-delà de l'humour —voire de l'ironie— perceptible dans l'emploi de ce mot ("*palmarès*"), on touche ici une nouvelle fois à l'une des dimensions essentielles de l'identité résistante et de son expérience. Bingen dévoile un univers personnel qui donne sens à son propre vécu. Il intègre à son monde intérieur les "*morts*" et les "*prisonniers*" de la Résistance, auxquels il s'identifie, et dont il inscrit l'engagement dans le temps et dans l'histoire —"*le palmarès [...] qui sera quelque jour publié*". Au fond, cette présence au monde esquissée à grands traits par Jacques Bingen ressemble à ce que Jean Cassou a qualifié dans la *Mémoire courte* de "légende intérieure" : "*Croyances, pensées, convictions, rêves composent une sorte de légende intérieure dont on a la révélation à certains moments capitaux de sa vie, et cette révélation est si puissante et si totale qu'elle semble près d'emporter toute cette vie et de faire qu'on puisse la jouer contre la mort*."[444]

Quels que soient le niveau de responsabilité, le lieu et la chronologie, l'action résistante génère pour ceux qui la vivent un légendaire, dont les formes, le degré de conscience, le contenu et l'élaboration peuvent sensiblement varier. Ces modulations traduisent à la fois une multiplicité des formes d'appropriation et une diversité des expériences de la Résistance. Le légendaire partagé —qu'il s'agisse de l'univers singulier des maquis ou celui, plus personnel et intériorisé, des responsables— témoigne par ailleurs de la centralité du phénomène.

[444] *La mémoire courte*, *op. cit.*, p. 66.

Conclusion d'étape
L'identité résistante à l'été 1944
Multiplicité des expériences, des appropriations et des appartenances, mais singularité d'une identité

Au moment où la Résistance s'engage dans les combats libérateurs, il est d'usage de constater l'unification accélérée et plus ou moins aboutie de ses composantes (Conseil national de la Résistance, Forces Françaises de l'Intérieur, Mouvement de Libération nationale, etc.)[445]. Cette vue d'ensemble sur l'état de la Résistance au début de l'été 1944 relève d'une lecture qui fait la part belle aux grandes structures reconnues. L'analyse, au sein des mouvements unis, de trois lieux[446] de résistance, de trois expériences distinctes —celles des maquis, des stratèges et des responsables— nuance le regard.

Multi-appropriations

En effet, l'identité résistante ne se construit pas de manière uniforme et linéaire. Comme il existe une multiplicité d'appartenances identitaires —une personne ou un groupe appartiennent à plusieurs identités entremêlées, qu'elles soient sociales, familiales, religieuses, politiques, etc.— il peut exister une "multi-appropriation" d'une même identité partagée. Et partant des façons différentes de la vivre, parfois très éloignées.

Ainsi, pour les réfractaires devenus peu à peu des maquisards, c'est avant tout le sentiment d'appartenance au maquis —à travers son histoire, ses rites, sa localisation, sa culture, sa composition et ses habitudes— qui signe l'adhésion à l'identité résistante. L'appartenance à la Résistance se fait par le biais de l'identification à l'univers singulier du maquis.

Les "stratèges", pour leur part, perçoivent la Résistance essentiellement à travers l'efficacité de ses services et de ses moyens d'action. Leur temporalité, dominée par l'urgence, l'imminence, la préparation du futur immédiat et le refus de l'attente, modèle une conception fonctionnelle de la Résistance, d'abord pensée comme un outil stratégique.

---

445 Voir ainsi le chapitre "L'unification" du Que sais-je ? de Jean-François Muracciole, *Histoire de la Résistance en France, op. cit*., pp. 48-60 ou, plus récemment, l'article co-écrit par Dominique Veillon et Jean-Marie Guillon, "Les grandes étapes de la Résistance" in *Dictionnaire…, op. cit*., pp. 3-11.

446 Nous utilisons le terme "lieu" à la fois parce qu'il désigne un espace particulier (les maquis, par exemple) mais aussi parce qu'il peut définir une position, une situation dans un ensemble plus ou moins hiérarchisé.

Enfin les responsables nationaux et régionaux des mouvements unis envisagent le devenir de la Résistance à plus long terme, bien au-delà de son contexte originel, et tentent de lui bâtir une identité politique pérenne. La confrontation, par cercles concentriques, à d'autres groupes de résistance et d'autres sensibilités, a accéléré une prise de conscience et rendu nécessaire l'élaboration d'une doctrine cohérente et originale. Il semble cependant qu'elle soit très largement conditionnée par le poids et l'influence des mouvements unis dans les rapports de force avec les autres entités issues de la Résistance —et en particulier le Front national. Dès lors que se pose la question de l'héritage, l'enjeu identitaire devient essentiel. Le risque étant de réduire l'existence des mouvements unis à une posture plutôt qu'à un contenu. Comment maintenir, sans la dénaturer, l'identité résistante ? Sous quelles formes envisager son avenir ? Par la maîtrise des pouvoirs et la participation à des élections démocratiques, par la formation d'un mouvement partisan —le MLN— ou par le biais d'un prolongement moral ? Au moment de la libération, les réponses apportées dépendront étroitement de l'idée que les mouvements unis se feront alors de la Résistance, de ce qu'ils y projetteront comme de la centralité ou de la relativité de cette identité dans leur parcours à venir[447].

Trois constantes

La diversification des modes d'appropriations de la Résistance, loin d'éclater l'identité résistante, la conforte dans ses grandes lignes. Des appartenances intermédiaires renforcent le sentiment d'identité et multiplient des visions de la Résistance qui donnent sens à chaque expérience. Trois grandes constantes traversent ces diverses conceptions ; la dimension légendaire, le rapport entre activisme et responsabilité, l'appropriation du temps. Autant de tendances lourdes qui parcourent toute la période, absorbent en les intégrant ou en s'en imprégnant des variables nouvelles et définissent une identité résistante multidimensionnelle.

Le légendaire. Partagé à des degrés divers par l'ensemble des composantes des mouvements unis le légendaire s'immisce de façon plus ou moins marquée dans tous les "lieux" de résistance et contribue à modeler les appartenances identitaires. Les formes prises par ce légendaire ne sont pas toutes identiques, elles se conjuguent selon le vécu, les attentes et la nature propre de chaque lieu. Très présent dans l'univers des maquis, comme dans le monde intérieur des résistants, il s'efface devant l'urgence et l'imminence des priorités stratégiques.

S'approprier le temps. Rejet de la fatalité et de l'inéluctable, l'identité résistante se construit à contre-courant de la résignation dominante et du

[447] Voir notre quatrième et dernière partie.

sentiment d'abandon. Pour les "stratèges" comme pour les responsables, la volonté de contrôler le temps —et plus spécialement le temps à venir— conditionne en partie l'existence et le sens de la Résistance. Pour les premiers il s'agit surtout, en niant l'attente et en refusant de subir le cours des choses, de créer l'événement et d'agir sur lui. La préparation et l'anticipation du "jour J" l'emportent sur toute autre préoccupation et façonnent une temporalité centrée sur le présent et le futur immédiat[448]. Les dirigeants des mouvements unis, pour leur part, se projettent plus loin, après la Libération, dans une perspective temporelle très ouverte. L'organisation et le contrôle des pouvoirs participent de leur volonté d'investir le futur. À ces intentions politiques s'ajoute une réflexion, à peine entamée à l'automne 1943, sur l'héritage moral de la Résistance.

Activisme et responsabilité. Cœur de l'identité résistante, l'action se vit, se construit, s'adapte et se pense. Ces registres croisés —l'agir, la conceptualisation, l'appropriation— obligent à distinguer le discours d'une part, de la stratégie mise en œuvre, de la réalité et du vécu d'autre part. En effet, selon le lieu de résistance et selon l'expérience, le rapport à l'action peut se concevoir à travers des objectifs stratégiques, politiques et idéologiques, se vivre et s'éprouver dans les premiers combats, puis nourrir l'imaginaire résistant et se métamorphoser en récit épique. Autour de la question récurrente de la "lutte contre l'attentisme" discours et réalité se chevauchent. Par imitation ou par imprégnation d'un modèle communisant, le discours sur l'action se veut mobilisateur, condamnant un "attentisme" considéré comme "*non seulement un crime mais une faute*"[449]. Il affirme également le caractère combattant et activiste de l'identité résistante. C'est le sens de l'article que publie Alban Vistel dans *La Marseillaise* en mai 1944, "Le jour J n'aura pas lieu" dans lequel il se livre à une lecture plus personnelle de la "lutte contre l'attentisme". Rejetant cette vision négative de l'attentisme, assimilé à une "trahison", il y définit la Résistance comme un combat de nature autre dont la signification morale et humaniste dépasse très largement le seul cadre de la guerre.

> *"Il n'y aura pas de jour « J », la Résistance est une volonté et non pas une date. La Résistance est un combat perpétuel et non le combat d'un jour, car, qui ne combat toujours, ne combattra jamais. Si nos vrais militants ne s'étaient pas jetés dans le combat aux heures honteuses de 1941, la Résistance ne serait jamais née et, avec l'esclavage, nous aurions bu le déshonneur. Jamais les F.F.I. ne seraient nées. Jamais l'ennemi n'aurait été harcelé, démoralisé, vaincu. Jamais la France n'aurait racheté devant le monde la trahison de ses dirigeants. Toutes nos créations, et cette «Marseillaise», comme tous nos espoirs sont le fruit d'un combat incessant. Il n'y a pas de jour «J». Il y a la lutte de chaque heure avec la volonté de vaincre l'ennemi, de lui nuire par tous les moyens ou bien l'acceptation, c'est-à-dire : l'attentisme. L'on a pu naguère discuter sur l'opportunité de l'action immédiate de*

[448] Sur l'action comme nécessité pour agir directement sur l'événement ou le cours des choses, nous renvoyons à l'essai d'Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance, op. cit*., p. 151 passim, en particulier au chapitre consacré aux "accélérateurs".

[449] AN 72 AJ 624, Aux membres des MUR, du FN, de la CGT, du PC, janvier 1944

forme violente, en prétextant qu'il ne fallait pas se découvrir prématurément ; maintenant, cela n'est plus permis : L'ATTENTISME EST UNE TRAHISON. La Résistance est née du combat d'une poignée d'hommes, elle a grandi dans le combat incessant, elle va vaincre dans un long combat où se seront affrontées les puissances de vie et les puissances de mort. Le jour « J » n'aura pas lieu parce que notre combat pour un monde meilleur ne cessera pas avec la fuite de l'ennemi. Il cessera, nous l'espérons, d'être sanglant, mais nous savons bien que nos générations ne sont pas vouées au repos. La Résistance est une révolution permanente contre l'attentisme qui n'est souvent qu'une forme prétentieuse du vieil opportunisme. La Résistance va au delà de la guerre parce qu'elle est le refus des compromis qui abaissent l'homme. Le jour « J » n'aura jamais lieu."

Nous le verrons par la suite, l'exemple de Vistel montre cependant que l'écart est grand entre cette vision lyrique de l'action résistante et une confrontation avec la réalité qui nécessite adaptation et pragmatisme. Déjà au printemps 1944 la brutalité des combats et de la répression incite plutôt à la mesure et à la responsabilité. Épargner les forces résistantes et protéger les populations tempèrent un activisme souvent exalté par une représentation idéalisée de l'action. Le réel détonne, et la violence interroge plus profondément l'éthique résistante des mouvements unis, tout comme le sens et les limites de leur identité combattante. La question se posera avec plus d'acuité encore à l'été 1944, englobant plus largement les notions de justice, de haine, de vengeance ou d'épuration.

Chapitre 7

Été 1944. La réalité, le légendaire et la légitimité

En dehors des affrontements qui opposent au printemps 1944 les maquis de Savoie et de l'Ain aux forces allemandes ou miliciennes, l'expérience directe des combats reste encore très largement méconnue, étrangère à un quotidien submergé par l'attente. Idéalisée ou envisagée avec plus de pragmatisme, la réalité du "jour J" surgit brusquement et rythme la dense et courte période de l'été 1944. "*Instruction, entraînement, action sortent de l'univers mythique pour devenir réalité*", observe Alban Vistel dans la *Nuit sans ombre*[450]. En effet, le contact avec un réel à peine entrevu au printemps, et finalement assez éloigné du vécu clandestin, bouscule les projections stratégiques patiemment élaborées. Avec la généralisation des combats, la guerre entre soudain dans l'univers des résistants (encart n°5). Par ailleurs, l'attention portée au parcours et au destin d'Alban Vistel, sans l'ériger en modèle généralisable, appuie et illustre l'originalité de la résistance des mouvements unis. Elle en est l'une des expressions.

La région de Lyon (R1) est particulièrement exposée ; concentration de maquis dans le Jura, les Alpes et le Massif central, positionnement nodal entre zone nord et zone sud le long de la vallée du Rhône, puis après le 15 août lieu de passage des troupes alliées. Bombardements aériens, combats et accrochages meurtriers, répression brutale et massacres frappent sans distinction résistants et populations. Pour ce qui concerne les mouvements unis, l'une des particularités de R1 réside dans sa gestion. À la tête du directoire régional des MUR depuis janvier 1944, Alban Vistel est nommé chef régional des Forces Françaises de l'intérieur le 16 juillet[451]. Il cumule ainsi au cours de l'été 1944 les responsabilités civiles, politiques et militaires, alors qu'il n'avait encore au début de l'année qu'un rôle second. Cette situation le place au centre des décisions et démultiplie ses fonctions, en amont et en aval, dans l'urgence de l'action comme dans l'appropriation réflexive. De fait il fait appliquer, parfois en les adaptant, directives et ordres émanant du comité directeur et de l'état-major FFI. Sillonnant la région il organise et tente de réguler les prises de pouvoir locales, recueille les attentes et les préoccupations des responsables de maquis, se tient à l'écoute de leur enthousiasme, de leurs doutes et de leurs souffrances. À la confluence de ces divers lieux de résistance —maquis, stratèges, pouvoirs

450 *Ibidem*, p. 295.
451 *La Nuit sans ombre, op. cit.*, p. 491

locaux, administration civile— Vistel s'imprègne d'une multiplicité d'expériences, qu'il vit parfois directement. Elles reconstruisent en permanence son rapport à l'action, confirment une vision d'ensemble de la Résistance déjà esquissée dans ses premiers écrits clandestins[452]. Son parcours, s'il ressemble à celui d'autres responsables régionaux, a ceci de singulier qu'il s'accompagne d'une réflexion écrite contemporaine à l'action. Cette simultanéité de l'action et de l'écriture sur l'action reste rare en effet ; si des résistants ont cherché à comprendre le sens de leur engagement au moment où ils le vivaient[453], ils ont le plus souvent livré leurs impressions et leurs analyses après guerre[454]. À la fois acteur et penseur, Alban Vistel développe une idée de la Résistance que renforce définitivement l'expérience multiforme de l'été 1944.

Il faut en effet distinguer dans cette chronologie deux moments. Ils permettent chacun de rendre compte de la prégnance des événements, de la variabilité des priorités, ainsi que des transformations et de la maturation accélérée de la Résistance. Pour l'essentiel, la confrontation à la réalité du "jour J" et de ses conséquences directes —bombardements, combats et répression— marque les mois de juin et de juillet. Dans l'urgence, "*le temps est révolu des projets à long terme, il ne nous est plus permis de construire, seulement de maintenir ce qui a tant coûté*."[455] Comme au printemps 1943, l'événement impose son rythme, interrogeant la légitimité de la Résistance. Avec les premières libérations les doutes sont vite surmontés et le temps s'ouvre ; en août puis en septembre, la Résistance prend peu à peu le pouvoir, gère et administre, épure et régénère.

---

452 Parmi ceux-ci ses éditoriaux de *La Marseillaise* cherchent à transformer immédiatement l'expérience vécue.

453 Ainsi de Jacques Bingen, de Pierre Brossolette, disparus sous l'Occupation, ou de Frenay.

454 Henry Frenay, Henry Ingrand, Charles d'Aragon, par exemple.

455 *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 441

ENCART N°5

Période 4. Été 1944. Combats et Libération. Classe C

Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances

Le graphique ci-dessous, est une version simplifiée du graphe croisant les axes 1 et 2. Il ne retient, pour plus de lisibilité que les caractères à forte contribution. Chaque axe est en effet formé par les positions des différents caractères, mais tous n'y contribuent pas également. Nous n'avons retenu ici que ceux qui contribuaient le plus fortement à la formation de l'axe. Ici, nous reprenons les mêmes contributions sur l'axe 2 utilisées dans l'encart n°4. Le niveau de responsabilité formé par les maquis, les chefs régionaux, les responsables des comités départementaux de la libération ainsi que les responsables locaux se singularise fortement au cours de l'été 1944. Cette période est structurée par des préoccupations liées d'abord à la participation aux combats de la Libération (COMBATS, MAQUIS) puis à l'affirmation des prérogatives de la Résistance (DROITS) comme des exigences de l'épuration et du rétablissement de l'ordre républicain.

Juin et juillet 1944.
Faire face à la réalité : bombardements, soulèvements, combats

Dans les tous premiers jours qui suivent le débarquement allié, et dans un espace de temps très court, un profond décalage se produit entre ce que les résistants avaient projeté sur le "jour J" —représentation de l'insurrection et des combats libérateurs— et une réalité bien plus tragique et souvent imprévisible —ainsi des bombardements alliés dont sont victimes les populations civiles. Des faits de tous ordres se précipitent, s'enchaînent, s'enchevêtrent avec une rapidité qui vire très vite au débordement. Il convient ici, pour mieux les saisir, de tenter de les démêler tant dans leur nature que dans leurs effets et le sens qu'ils prennent. Distinguer d'abord ce que les résistants subissent et qui dépassent leurs propres facultés de décision —les stratégies de guerre alliées—, de ce qu'ils provoquent directement par leurs actions —les soulèvements[456] locaux. Ces divers événements mettent sérieusement en question les mouvements unis, qui se retrouvent éprouvés dans leur existence même (classe D, encart n°6). Une nouvelle fois c'est à travers les modes d'appréhension de cet imprévisible, comme dans les réponses qui lui sont apportées, que se révèle la force —ou la fragilité— de leur identité résistante.

[456] Nous préférons au mot "insurrection", connoté idéologiquement, le terme plus neutre de "soulèvement" pour désigner les prises de pouvoir locales, accompagnées ou non de combats.

ENCART N°6

<u>Immédiat après 6 juin et répression de l'été 1944. Ruptures et fragilités, classe D</u>

Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances

Le graphique ci-dessous est une version simplifiée du graphe croisant les axes 1 et 3. Il ne retient, pour plus de lisibilité, que les caractères à forte contribution. En plus de l'instauration du travail obligatoire, on retrouve une même fragilité et une même impatience (IMPA) juste après les combats de l'après 6 juin (Vercors et Ain), en particulier face à la répression dont sont victimes des populations, au début de l'été 1944 (MLN060744). Les acteurs font face à leurs responsabilités immédiates et s'effacent un peu devant la réalité (armes, combats, appel à la prudence).

Le "jour J" : agir, exister, s'adapter

En dépit de son expression formatée, l'événement est multiforme. S'il désigne objectivement l'arrivée sur le sol français des troupes alliées, il faut y ajouter ce qu'il entraîne sur le plan militaire, politique et humain ; son impact psychologique immédiat est fulgurant, ses conséquences indirectes parfois tragiques. Le 7 juin 1944 l'exécutif du Mouvement de Libération Nationale reproduit et diffuse à l'ensemble des services et des régions un communiqué du COMAC annonçant le débarquement et précisant le rôle stratégique des forces de la Résistance (FFI). Elles doivent accompagner l'avance alliée en retardant les déplacements et les liaisons des Allemands :

> *"Les premières troupes alliées ont mis le pied sur le sol national. Le premier débarquement sur les côtes françaises est réussi. Le « mur de l'Atlantique » est percé. D'autres débarquements sont probables. La bataille pour la libération de la FRANCE est commencée. Les FFI sauront avec honneur participer à cette bataille, non seulement en exécutant avec discipline les missions dont elles ont été chargées par l'EM interallié, mais encore en appliquant les directives concernant la participation des FFI à l'offensive alliée. Elles aideront constamment à l'affaiblissement de l'ennemi, à la destruction de ses communications et au retardement de ses liaisons et déplacements."*[457]

Dans les départements de la région R1, à tous les niveaux, la nouvelle suscite instantanément des sentiments de soulagement et de libération, intenses mais de très courte durée. Jusqu'à la mi-juin, en effet, de Savoie, de l'Ain, de l'Ardèche ou de Lyon les messages enthousiastes et fébriles se multiplient et se croisent, comme pour partager l'événement et l'inscrire tout de suite dans l'histoire :

> *"Au moment où s'ouvre pour nous tous* le plus grand chapitre de l'Histoire de la Résistance*, la Région prend les mesures suivantes : Poirier, sous-régional Blanche-Neige, est nommé sous-régional Pomme-Raisin-Cerise."*[458]

Très vite cependant, les bombardements et les initiatives locales de quelques résistants dans l'Ain et en Ardèche provoquent désordre et désorganisation. La panique, l'urgence et l'inquiétude se mêlent à l'espoir joyeux, puis l'emportent. Les dirigeants sont débordés et la conscience de leur responsabilité vis-à-vis des populations et des résistants s'en trouve renforcée. C'est le cas d'Alban Vistel qui, à partir du 12 juin, adresse à ses supérieurs une série de télégrammes autant exaltés qu'angoissés :

> *"D20. 12 juin 1944*
> *FFI, population départements AIN, SAONE ET LOIRE, ARDECHE, DROME, ont dépassé objectifs prévus par Plan - stop - tentons contenir action - stop - dans ces*

---

457 AN 72 AJ 624, SG du MLN à tous services, toutes régions. Origine : COMAC, 7 juin 1944

458 AN 72 AJ 625, Dossier "Savoie", 7 JUIN 1944. RSG/ A à POIRIER, LADOUMEGUE, PELISSIER, ARNOLD. Nous soulignons. La métaphore est pleine de sens, elle dit beaucoup de l'imaginaire de la Résistance qui s'épanouit. Nous y revenons pas la suite.

départements, impossible faire machine arrière - stop - Pas de recul, sinon péril population sédentaire - stop - secours armes urgent - stop - Levée massive - stop - enthousiasme - stop - Allemands craintifs, démoralisés - stop - si recul, désastre - stop - vous supplions agir pour parachutages massifs sur ces territoires - stop - CHEF REGIONAL RSG. ALBAN"[459]

Les allers et retours entre les échelles de décision, de la région aux départements et aux maquis, se bousculent ; entre le 7 et le 20 juin les informations sur les premiers soulèvements, sur les combats ou sur la situation des populations affluent de toutes parts. En ce début du mois de juin, la contraction du temps est telle que la longue période d'attente qui précédait semble reléguée à des années-lumière. Dans la diversité de ses conséquences — bombardements, soulèvements précoces, adaptations stratégiques—, qu'il vienne de l'extérieur ou qu'il soit le fait des résistants eux-mêmes, l'événement "jour J" impose son rythme. Il place les mouvements unis dans l'obligation d'agir, et de réagir à une réalité parfois très éloignée de ce qu'ils attendaient, espéraient ou qu'ils avaient stratégiquement prévue. Les quelques récits adressés alors au chef régional Alban Vistel disent cette prégnance soudaine de l'action, avec ce qu'elle suppose de rapidité de décision et de responsabilités :

- **12 juin** : Henri Jaboulay, responsable du service maquis adresse au chef régional un "résumé de la situation" dans l'Ain : "*AIN — Toute la partie montagneuse du département est pratiquement libérée. Oyonnax, la Cluse, Nantua, Bellegarde sont entre nos mains. Dans la plaine, situation plus difficile*."[460]

- **Le même jour, 14 juin**, il reçoit de l'Ardèche le rapport suivant que le responsable du département intitule :"Les événements (insurrection)" : "*ANNONAY. La veille du débarquement une expédition de milice sur Annonay est repoussée par les FTPF qui ont 2 blessés légers. Le lendemain l'AS s'empare des points stratégiques de la Ville. La CGT donne l'ordre de grève générale qui fut suivi dans la presque totalité des usines. Le Comité local s'installe à la Poste et donne des directives par meetings à la population et contrôle les services publics et la police. La composition politique de ce Comité est celle recommandée par le CFLN 6 PC MUR FN CGT AS et FTPF et comporte des personnalités choisies dans les résistants. […] LAMASTRE — Les FTPF décident l'occupation de la Ville le 6 juin le comité local se réunit en l'absence du délégué PC, établit une liste de personnalités et membre des organisations. Cette liste ne correspond pas aux instructions du CFLN, celle-ci est modifiée sur l'intervention du PC et comprend désormais PC-MUR-FN-CGT et personnalités choisies dans la Résistance. Installation du contrôle de tous les services publics en excluant le président de la commission du*

[459] AN 72 AJ 624, câble du 12 juin 1944
[460] AN 72 AJ 625, Belleroche à Magny, Didier, Bayard, 12 juin 1944, Résumé de la situation à ce jour.

ravitaillement. Du 5 au 10 juin — 3 miliciens ou traîtres notoires sont exécutés. 4 autres des villages voisins subissent le même sort. Un meeting parfaitement réussi a permis de faire connaître à la population les directives du CFLN. Appel à l'enrôlement et permanence."[461]

À bien des égards, ce rapport direct à l'action combattante est nouveau. L'urgence et l'immédiat submergent pour un temps les priorités et les perspectives plus larges patiemment élaborées. L'inquiétude se mêle à l'enthousiasme ; les rapports rendent compte de l'accumulation sans fin des difficultés et témoignent d'un besoin de s'approprier cette emprise de l'urgence, de plus en plus tragique. Placé par sa fonction de chef régional politique et militaire au cœur des préoccupations, Alban Vistel doit d'abord faire état de la situation aux responsables nationaux. Débordé et révolté par l'indifférence apparente de ces derniers, il multiplie ainsi les télégrammes indignés sur le manque d'armes et les bombardements :

"Afflux dans Maquis Isère - stop - effectifs quintuplés - stop - armement dérisoire - défense sans espoir - stop - effectifs allemands trois mille hommes, artillerie - stop - Vercors cerné, effectifs doublés, armement insuffisant - stop - impossible reculer ou limiter action - stop - sommes courant consignes EMI, mais ne pouvons que supplier pour parachutage massif sur terrains homologués - stop - ALBAN"[462]

"FFI Ain et Ardèche ont dépassé objectif prévu par plan – stop – tentons contenir action – stop – dans ces départements impossible faire machine arrière – stop – pas de recul sinon péril population sédentaire – stop – secours armes urgents – stop – levée massive, si recul, désastre – vous supplions agir pour parachutage massif sur ces territoires."[463]

"Bombardement LYON et villes région, effet moral plus désastreux encore qu'effets matériels. Population douloureusement indignée. Exploitation par pro-nazis. Effet stratégique hors de proportion avec sacrifices peuple Français. Quarante-huit heures à quatre jours après, toutes communications ferroviaires rétablies. Coût très dur pour résistance, le plus dur. Partageons indignation douloureuse. Prêts à tous sacrifices, mais pas si inutiles. Sommes en état effectuer nous-mêmes coupures voies ferrées beaucoup plus efficaces, de même destructions usines. Pour cela, demandons inlassablement armes et matériel. Avons reçu pour RHONE, en trois mois, je dis trois mois, explosifs mille kilos, je dis mille kilos. Vous supplions intervenir. Situation tragique, combat sans espoir. Attirons attention sur indignation contre aviateurs américains, bombardements précédents exécutés avec souci population civile. Répétons : sacrifices énormes pour résultats insignifiants. Aide résistance plus économique, tous points de vue, plus efficace. Chef Régional RSG, ALBAN"[464]

Autant de "cris" de colère qui expriment la crainte de voir se déliter le crédit de la Résistance auprès d'une population de plus en plus menacée par des bombardements et des choix stratégiques discutables —et qui semblent négliger

---

461 AN 72 AJ 625, Groseille, D à Magny, Les événements (insurrection), 14 juin 1944.
462 AN 72 AJ 624, D16. RSG à COMIDAC ET MERLIN. 16 juin 1944
463 AN 72 AJ 624, télégramme du 15 juin
464 AN 72 AJ 624, D17. CABLE MERLIN.

par ailleurs les potentialités d'action des résistants. En effet l'impossibilité d'agir, par manque d'armes et de consignes claires, heurte l'activisme des mouvements unis et perturbe une identité construite en partie sur la perspective de participer pleinement aux combats libérateurs. Pour Alban Vistel, situé dans une position intermédiaire entre les échelles nationale et départementale, il s'agit de trouver un point d'équilibre entre des exigences et des attentes dissonantes. Le 15 juin il fait ainsi diffuser l'ordre du général Kœnig, commandant des Forces françaises de l'Intérieur, qui exige un sérieux ralentissement de l'action :

> *"Urgent et important – stop – ordre formel freiner au maximum activité guérilla – stop – sommes dans l'impossibilité actuellement vous ravitailler en quantité suffisante armes et munitions – stop – partout rompez contact dans mesure du possible pour permettre réorganisation – stop – constituez petits groupes isolés, évitez gros rassemblements – KŒNIG."*[465]

Trois jours après, le 18 juin, il adresse aux chefs de sa région une directive qui nuance et interprète l'ordre de Kœnig, en l'adaptant à la situation particulière des départements de l'Ain et de l'Ardèche. Dans le premier, les maquis menés par Henri Romans-Petit ont commencé, depuis le 8 juin, à libérer des villes puis à contrôler toute une zone au nord du département. En Ardèche un État-Major commun aux FTP et à l'Armée secrète des mouvements unis occupe dès le 6 juin la ville d'Annonay et proclame le rétablissement de la République[466].

> *"Vu la situation dans les départements de Citron, Groseille, nous vous demandons d'interpréter les ordres de l'État-Major du Général KŒNIG non dans leur sens étroit, mais plutôt comme des directives générales. Il est entendu que l'application du plan guérilla ne doit pas conduire à une prise insurrectionnelle du Pouvoir qui serait prématurée dans les circonstances présentes. Cependant, les ordres que vous avez reçus ne signifient pas que nous devons adopter une attitude statique en face des événements. C'est pour vous un devoir et un ordre que de harceler continuellement l'ennemi par des coups de mains et des guérillas afin de l'empêcher de concentrer ses forces importantes contre nos camarades de Citron et de Groseille qui ont été amenés à engager des opérations importantes. Pour eux, un recul signifie un désastre. Il est du devoir de toute la Résistance d'aider leur action. Poire est en mesure d'agir et nous sommes convaincus que cela a été fait. En résumé, l'Exécutif donne l'ordre d'accentuer sur tout le territoire de R1 l'action de guérilla sans que cette action puisse conduire à une prise prématurée du Pouvoir. […] Il faut que l'ennemi soit dans l'impossibilité d'acheminer des renforts sur Citron et Groseille."*[467]

Mélange de jubilation non dissimulée et de fébrilité inquiète, le message de Vistel révèle les tiraillements intenables entre activisme et responsabilité. Tout en appelant à une prudence nécessaire pour se prémunir d'un échec sans retour, il lui faut maintenir la mobilisation, affirmer et exalter de façon démonstrative l'identité combattante de la Résistance. Le choix de l'adaptation stratégique, de

---

465 AN 72 AJ 624

466 Voir l'article de Marie-Laure Auzias, "République d'Annonay" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 756.

467 AN 72 AJ 624, Alban à tous chefs départementaux FFI, 18 juin 1944. *Nota bene* : Citron : Ain, Groseille : Ardèche, Poire : Savoie.

l'action et du pragmatisme —l'écart donc avec les ordres officiels de l'État-major FFI— répond en fait à une véritable nécessité existentielle. Responsabilité et action sont alors les principales raisons d'être de la résistance des mouvements unis. Peut-être convient-il de tenir compte également de la crainte d'un débordement par les FTP[468], et partant de voir se dissoudre leur identité.

Les conséquences dramatiques des bombardements aériens et le sentiment d'abandon de la Résistance par les Alliés soudent dans une même communauté de sort résistants et populations. Les interpellations désespérées de Vistel —"*Population douloureusement indignée*", "*coût très dur pour résistance, le plus dur*", "*partageons indignation douloureuse*", "*prêts à tous sacrifices, mais pas si inutiles*", "*situation tragique, combat sans espoir"*— évoquent en creux cet enchevêtrement des destins. Elles disent aussi l'inquiétude devant les risques de délégitimation et de perte de crédibilité de la Résistance que peut entraîner une situation qui fragilise davantage des populations désemparées. En effet, alliés de ceux qui bombardent, les mouvements unis se trouvent en porte-à-faux avec une réalité qu'ils ne maîtrisent pas vraiment. Les réponses apportées —et le sens donné à ces bombardements— sont variables selon les lieux, les contextes et les sensibilités. Dans ses télégrammes Alban Vistel se démarque nettement de cette stratégie alliée et n'hésite pas à critiquer frontalement son inefficacité ; elle menace la Résistance dans son existence même ("*coût très dur pour résistance, le plus dur*"). Son indignation est partagée par les membres du Comité départemental de la Drôme, dont il transmet le message suivant au CFLN:

> *"Le CDL de la Drôme s'inquiète de l'amertume ressentie par la population à la suite des bombardements. Considérant que l'action des patriotes armés contre les chemins de fer aurait pu éviter des pertes inutiles et que ces pertes sont souvent hors de proportion avec les dégâts vite réparés, il demande au CFLN d'insister auprès de nos alliés pour que cette épreuve du peuple français soit abrégée et que la libération rapide du territoire puisse justifier au plus tôt le prix de ces ravages. Il fait remarquer au CFLN que si les souffrances se prolongeaient le moral de la population s'affaiblirait et que l'action de la Résistance en serait fort diminuée. Il assure le CFLN de l'entier dévouement du peuple de la Drôme qui demande à combattre et chassera avec l'aide de nos alliés l'envahisseur et ses complices de Vichy."*[469]

Cette intransigeance vis-à-vis des Alliés est-elle le seul fait des mouvements unis ? Pour les membres du Comité de la Libération de la Loire —qui regroupe avec le MLN, le Front National, le parti communiste français, la CGT et les "équipes chrétiennes"—, le positionnement est plus prudent, moins virulent, moins critique. Il s'agit avant tout de dénoncer "l'attentisme" et les formes de récupération partisane destinée à discréditer la Résistance, ainsi que d'appeler à la mobilisation, dans la pure rhétorique communiste[470] :

---

468 Initiateurs du soulèvement d'Annonay.

469 AN 72 AJ 625, Message du CDL au CFLN, Drôme.

470 Voir sur cette rhétorique l'analyse de François Marcot, "Les mots des résistants", art. cit.

"Après vingt autres villes de France, Saint-Étienne vient de subir la douloureuse épreuve des bombardements aériens. Chacun de nous pleure des morts parmi ses proches et ses amis. Notre douleur ne doit pas nous aveugler sur les vrais responsables de nos deuils. […] Nous déplorons que les raids de l'aviation américaine soient opérés dans des conditions qui ne sauvegardent pas suffisamment la sécurité des populations civiles. Mais, même s'ils s'entouraient de précautions supplémentaires, les bombardements aériens resteraient meurtriers. […] Cette politique aurait pu amener la COVENTYSATION [sic] de toutes nos villes industrielles si nos alliés avaient mené leur guerre avec toute la sauvagerie chère aux Stukas de 1940.[…] Les autorités civiles, commandées par les hommes de Vichy, n'ont rien fait avant la journée tragique du 26 mai 1944.[…] Des milliers de Français meurent sous les bombardements aériens.[…] Tous les attentistes, dont l'inaction prolonge nos misères, nous exposent à de nouveaux malheurs. Au contraire, les patriotes, les résistants, les réfractaires, en risquant sans crainte leur vie, vous protègent contre l'ennemi et contre la mort. […] Aidez donc les patriotes qui pourront peut-être vous épargner de nouvelles épreuves ! Pour leur venir en aide, tous les moyens sont bons dès lors qu'ils sont Français."[471]

Dans la région de Lyon comme dans les autres lieux stratégiques ciblés, les bombardements alliés interrogent indirectement l'existence et le devenir de la Résistance. Ils obligent à réaffirmer, au moins par écrit, deux principes qui fondent l'identité résistante des mouvements unis : la responsabilité et la question de la légitimité.

Dans l'action, les soulèvements locaux de l'Ain, de l'Ardèche puis du Vercors sont l'occasion d'éprouver et de renforcer le caractère combattant de cette identité. Les démonstrations de force spectaculaires, destinées à impressionner, participent également d'une volonté d'affirmation identitaire. Ainsi, dans les villes provisoirement libérées de l'Ain, Nantua, Oyonnax et Bellegarde, le chef du maquis AS Henri Romans-Petit s'approprie symboliquement l'espace public et déclare avec optimisme et défi que "*jamais plus la population ne reverra les boches*". Un rapport adressé au directoire régional décrit avec enthousiasme la scène, après avoir raconté le départ précipité des Allemands et les conditions dont les villes de Nantua, Oyonnax et Bellegarde ont été investies par les forces de la Résistance :

"Dès la réception de l'ordre d'application du Plan Vert, le 8 juin à 3h. du matin , toutes les formations de l'arrondissement de Nantua maquis, AS, FTP, MOA, prennent part à l'action. Devant l'enthousiasme général de la population et l'absence totale de résistance de l'ennemi (allemands et miliciens), les responsables politiques, d'accord avec ROMANS, s'emparent des mairies de Nantua et Oyonnax et créent des Comités de Libération qui font fonctionner normalement la machine administrative. De même est prise la sous-préfecture. La manifestation annoncée au public qui y assiste en grand nombre, en présence du sous-préfet, de ROMANS et des nouvelles autorités, ROMANS, dans une harangue improvisée promet à la population que jamais plus elle ne reverra les boches. Le jour suivant, on apprend que les allemands ont quitté Bellegarde. Le lieutenant

[471] AN 72 AJ 625, tract du CDL de la Loire, "À la population stéphanoise", juin 1944. Sur l'usage du mot "conventysation" dont l'orthographe varie beaucoup, nous renvoyons au livre de Pierre Laborie, *Les mots de 39-45, op. cit.*, article "Coventrisation".

Maxime va en camion à Bellegarde, est reçu par une foule enthousiaste, et un comité de Libération local installé à la Mairie. A 11h du matin une délégation de la SNCF de Bellegarde annonce q'un train de marchandises périssables est en partance pour la Suisse. Les denrées sont distribuées à la population et une machine avec trois wagons est envoyée sur la voie pour fermer le tunnel du Credo : le déraillement s'effectue comme prévu. Les PTT sont pris et toutes communications avec l'extérieur coupées. ROMANS arrive et demande qu'une manifestation publique soit organisée à Nantua. Elle se déroule à 18 heures : levée des couleurs, défilé des troupes, harangue de ROMANS sous une pluie battante qui n'enlève pas l'enthousiasme de la population."[472]

Quatre rapports différents sur la situation dans l'Ain sont adressés au cours du mois de juillet à Alban Vistel. Précisons que pour certains l'intention première est de dénoncer avec plus ou moins de véhémence l'attitude de Romans-Petit, en particulier au moment de la libération de Nantua après le 6 juin, et de mettre l'accent sur son implication directe dans les drames qui ont suivi. Depuis l'automne 1943 l'indépendance de ce dernier est en effet très peu appréciée des autres dirigeants de la Résistance, regroupés pour la plupart dans le Comité départemental de la libération de l'Ain[473]. L'échec de sa stratégie en juin et juillet déclenche les hostilités et ouvre largement la porte aux critiques. Toutefois, et au-delà de l'établissement des responsabilités, ces rapports détaillés, écrits sur le vif, donnent également à voir la réalité de la répression allemande contre les maquis, ainsi que des représailles dont sont victimes les populations civiles. Après le soulèvement précoce de la région de Nantua, les Allemands décident de reprendre l'agglomération le 11 juillet. Le rapport cité plus haut dresse un bilan de l'attaque allemande et s'interroge sur les raisons de l'échec :

"Que s'est-il passé entre le 11 juillet à 6 heures du matin et le mercredi 12 juillet à 16 heures entre l'État-Major FFI et les groupes qui combattaient ? Pourquoi le pont de Neuville n'a pas été préalablement miné ? Pourquoi aucun renfort n'a été envoyé aux groupes qui résistaient devant NEUVILLE et PONCIN ? Pourquoi aucune mesure ne fut prise pour couper la route du CERDON en faisant notamment sauter les rochers surplombant la route ? Résultat : toutes les parties libres de l'Ain sont entièrement reconquises, tous les éléments de résistance découverts, la population civile victime d'atrocités (incendies, vols, viols, pillages, fusillades) :

NEUVILLE SUR AIN	*12 à 15 fusillés,*	*3 maisons brûlées*
PONCIN	*3 fusillés*	*3 à 5 maisons brûlées*
CERDON	*3 fusillés*	*45 à 50 maisons brûlées*

472 AN 72 AJ 625, Rapport sur les événements de la région de Nantua du 8 juin au 13 juillet 1944. 501 / M.

473 Pour une mise au point précise sur les maquis de l'Ain, sur le déroulement des libérations précoces et des combats, sur le rôle et l'attitude de Romans-Petit ainsi que sur ses relations avec les autres résistants, nous renvoyons à l'article de Georges Le Goupil, "Débats stratégiques autour des maquis de l'Ain" in *Lutte armée et maquis, op. cit*., pp. 243-247. Notre propos n'est pas, à l'appui des rapports mentionnés, de revenir sur des faits établis, mais de saisir du point de vue identitaire la portée et le sens donné aux conséquences tragiques de ces décisions. En effet, pour le Vercors comme pour l'Ain, l'Ardèche et une quantité d'autres régions, s'il convient de restituer les enchaînements en tentant de déterminer les responsabilités des uns et des autres, il importe aussi de comprendre comment et pourquoi les échecs stratégiques et militaires se transforment instantanément en récit légendaire.

MAILLAT *4 maisons brûlées*
ROUGEMONT *5 fusillés* *maisons brûlées*
VIEUX IZENAVE *2 fusillés* *maisons brûlées.*
D'autres localités ont souffert, mais leur accès est actuellement interdit. De même, on ignore l'ampleur des atrocités commises à NANTUA, LACLUSE, OYONNAX."[474]

Les questions répétées expriment le désarroi de ces résistants devant les exactions subies par les populations. Le 31 juillet un nouveau rapport sur la situation de l'Ain insiste sur la méfiance et le ressentiment des habitants à l'égard des forces de résistance. Il constate que le "climat politique" n'est "pas brillant" et désigne ce qu'il juge être l'irresponsabilité de certains chefs, au premier rang desquels il place Romans-Petit :

"CLIMAT POLITIQUE
Pas brillant. Les habitants sont étonnés des renseignements qu'avaient les allemands qui sont allés sans hésitation et sans rien demander à personne là où il fallait (réédition 5° colonne). Au point de vue politique, tout à refaire mais unanimité contre le maquis et surtout contre le commandement. Pas de discipline et les chefs préoccupés de faire la bombe, naturellement la libération du territoire est sévèrement jugée du fait qu'elle n'a pas réussi. Rien de perdu mais il faut laisser faire pour le moment et juste maintenir le contact nécessaire. ROMANS n'a plus la confiance de la population et il peut faire son mea culpa. Ce qui a surtout porté sur la population ce sont, plus que la conduite du maquis, les discours de ROMANS affirmant que c'était fini et que les allemands ne reviendraient pas. […] J'ai établi ce rapport rapidement puisque tout était pressé. Seyssel"[475]

Un autre texte disculpe Romans-Petit, met en valeur son courage et accuse du désastre les officiers et sous-officiers de réserve récemment ralliés aux FFI :

" L'attaque du 11 juillet a été menée par de puissants effectifs partis de Bourg—Neuville-sur-Ain — Artemare. Dès le 12 juillet au soir, les Allemands étaient à Nantua. Leurs colonnes, parties de Neuville n'avaient été efficacement contenues qu'à Neuville où l'AS s'est héroïquement battue. […] Le moral des combattants a été assez bas après la retraite. Il devient meilleur ces jours-ci. Il semblerait, selon l'opinion de ces combattants que certains officiers ou sous-officiers, particulièrement de réserve, qui avaient rejoint les FFI les tout derniers temps, ont été en dessous de leur tâche. Ils ne portent aucune critique contre leur Ct en Chef, dont ils ont appris à connaître depuis de longs mois, le courage et le dévouement."[476]

Un dernier rapport émanant d'un membre du Comité directeur des Jeunes des MUR fait le même constat au sujet des officiers de l'ORA et insiste à nouveau sur "l'amertume de la population" ainsi que sur la "démoralisation" des FFI :

"Du 19 au 20 juillet (approximativement), les troupes russes de la Wehrmacht ont parcouru ces territoires soulevés, en tout sens. Ils n'ont rencontré, sauf les deux premiers jours à PONCIN-NEUVILLE, aucune résistance de la part des FFI. Des dizaines de villages ont été incendiés complètement. Un grand nombre d'otages civils fusillés dans les villes "libérées". Le désastre pour les FFI est grave : la

474 AN 72 AJ 625, *ibidem*. Juillet 1944.
475 AN 72 AJ 625, Seyssel à Alban, Rapport Nantua-Oyonnax, 31 juillet 1944
476 AN 72 AJ 625, Rapport sur la situation dans l'Ain, juillet 1944.

démoralisation des troupes est notable. Le désastre pour la population, qui n'a pas été défendue, est plus grand encore. Le département de l'Ain, civil et militaire manifeste son amertume. Je me suis efforcé, par des enquêtes, de rechercher les responsabilités d'ordre général, à qui sont imputables ces échecs. De partout, de l'unanimité des volontaires du maquis, de l'avis indigné des cadres FTP et AS, de l'avis même de nombreux responsables politiques de l'OMA [Organisation métropolitaine de l'Armée], c'est à cette dernière, à ses officiers et à ses méthodes qu'incombe une responsabilité aussi lourde. Le 6 juin, des militaires, officiers et sous-officiers, de tous grades, et qui jusqu'alors n'avaient en aucune circonstance accepté de collaborer à la Résistance, quand bien souvent, ils ne lui avaient pas marqué une hostilité déclarée, ont afflué au maquis. […] Ce tableau général souffre évidemment des exceptions. Bien des officiers, qui avaient participé jusqu'alors à la Résistance civile, sont passé le 6 juin au maquis, qui ont fait preuve de qualité ont su gagner la confiance de leurs hommes; mais ce n'est pas le plus grand nombre. […] Le Maquis est une réalité de la France nouvelle. Il ne souhaite pas devenir le moyen de "rachat" des épaves de la France ancienne."[477]

Quelles qu'aient pu être les véritables responsabilités —et au-delà des querelles de personnes ou des jugements parfois rapides— ces analyses sont révélatrices du sentiment de fragilité et des incertitudes qui traversent alors les mouvements unis. La Résistance, qu'ils disent incarner, peut-elle vraiment protéger la population, lorsqu'elle ne provoque pas directement ses souffrances ? Il faut souligner dans ces divers rapports le souci constant d'établir les responsabilités. Parallèlement aux événements tragiques de l'Ain des récits sur le soulèvement dans le Vercors parviennent au chef régional. Ils sont rédigés par le colonel Descour, *Bayard*, chef d'état-major régional, qui a décidé les 8 et 9 juin de prendre et de verrouiller le plateau du Vercors. Du 13 au 15 juin la zone occupée par les maquisards subit une première offensive des Allemands, ainsi que le décrit le colonel Descour dans deux courriers successifs. Il y détaille les phases de l'attaque allemande, les combats et les pertes dans les deux camps :

"14 juin – midi. Le Vercors a été attaqué hier 13 juin par un Bataillon qui a essayé de s'introduire sur le plateau par St Nizier. Après un combat qui a duré de 9h. du matin jusqu'à 9 h. du soir, les boches ont été rejetés et se sont [?]. La lutte a été très dure. Nous avons eu 8 tués et 4 blessés. Les boches ont eu de lourdes pertes, ont laissé pas mal de matériel sur le terrain mais ont ramené leurs morts et leurs blessés. Nous nous attendons à être attaqués à nouveau par des forces plus importantes. À la suite des parachutages de la nuit dernière nous avons environ 2000 hommes armés sur le plateau.[…] 15 juin – soir. Les boches ont attaqué ce matin à 5h15 avec un régiment appuyé par de l'artillerie lourde et un luxe inouï de mortiers et armes automatiques. Après un combat acharné qui a duré jusqu'à 11h. ils ont réussi à prendre pied sur le plateau. L'ordre de repli a été donné vers midi. Les boches ont des pertes considérables et ont été éprouvés à un point tel qu'ils n'ont pas été en mesure d'exploiter leur succès : ils n'ont pas poussé au delà de St. Nizier. Nous nous attendions à ce que la localité soit incendiée. En fait une ferme seulement a été brûlée. De notre côté pertes sérieuses – de l'ordre d'une vingtaine de tués et d'une cinquantaine de blessés. Toutes dispositions sont prises pour éviter

[477] AN 72 AJ 624, "Rapport sur l'attitude de l'OMA au sein des Forces Françaises de l'Intérieur de l'Ain", Fait dans l'Ain, le 23 juillet 1944. Yann. L'OMA est le nom originel de l'Organisation de la Résistance Armée (ORA).

que les boches ne progressent plus avant. Nous lançons sans arrêt des appels à Londres et Alger pour que les envois d'armes et de munitions soient intensifiés."[478]

"Je saisirai la première occasion pour m'absenter quelques heures de mon PC et me rendre auprès de vous. Actuellement il ne m'est pas possible de partir car nous sommes ici en pleine action et je ne veux pas m'éloigner du bâtiment alors qu'il est en danger. La situation est plutôt bonnes : les actions de diversion menées énergiquement dans l'Isère et dans la Drôme, les grosses pertes subies au cours des combats de St-Nizier ont obligé les allemands à stopper leur offensive. Si les renforts en armement promis par LONDRES et ALGER arrivent à temps nous tiendrons le coup.[…] A bientôt, j'espère. BAYARD."[479]

Ces lignes reflètent l'optimisme et l'espoir qui animent alors, à la mi-juin, les maquisards du Vercors, sentiments entretenus et renforcés par la certitude d'une aide imminente des Alliés ("*si les renforts en armement promis*…")[480]. En juin et juillet une multitude de récits, de rapports, d'enquêtes et de renseignements de tous ordres parviennent ainsi à Alban Vistel, qui, rappelons-le, cumule depuis le 16 juillet les fonctions politiques et militaires comme chef régional FFI[481]. À la mi-juillet 1944, dans l'immédiateté de l'action et sans le recul des années, ces informations mises bout à bout, confrontées entre elles, lui apportent une certaine vision de l'état militaire et politique de sa région. Elle reste certainement parcellaire du fait de communications lentes et perturbées entre les services et les départements. Néanmoins, l'expérience des soulèvements précoces de l'Ardèche et de l'Ain et des combats difficiles qui ont suivi modifie très vite les perspectives d'action. Les récits de Descour sur la situation dans le Vercors sont lus à travers les leçons de cette expérience tragique. Dans un laps de temps très court les échecs sont analysés et pensés, leurs conséquences pesées ; dès lors les adaptations stratégiques adoptées par le chef régional FFI — mobilité, guérilla et non-occupation des villes— accordent une place essentielle au critère de la responsabilité. Les décisions prises relèvent en effet d'un activisme mesuré, soucieux d'épargner les vies humaines, de protéger les habitants et d'assurer l'avenir de la Résistance. Il s'exprime dans la directive envoyée aux responsables militaires de la Drôme le 17 juillet. Vistel y ordonne l'évacuation immédiate des villes du département pour ne pas exposer inutilement les forces résistantes et les habitants. Il s'appuie en particulier sur l'échec "douloureux" de l'Ain pour exiger des responsables la discipline et l'obéissance à ses consignes afin de protéger la population civile des représailles :

---

478 AN 72 AJ 624 Bayard à Magny, 14 juin, midi, 15 juin, soir

479 AN 72 AJ 624, Bayard à Magny, 19 juin

480 H. R. Kedward explique cette ferveur par la formation et le développement d'un "“mythe” motivant du Vercors comme partie intégrante du déploiement de la stratégie alliée". *À la recherche du maquis, op. cit.*, p. 254.

481 Quelques années plus tard, en 1970, il s'appuiera sur ces nombreux documents pour reconstituer avec précision et minutie la trame chronologique des événements de l'été 1944 dans sa région. Voir *La nuit sans ombre, op. cit.*, pp. 447-497.

"À la suite d'une réunion de l'Exécutif militaire en présence du DMR le chef régional FFI vous communique la décision suivante : Toutes les agglomérations urbaines occupées par nos troupes dans le département de NOIX [Drôme] doivent être évacuées sans délai. Les personnes compromises se retireront avec nos troupes ou essaimeront dans le département en maintenant le contact indispensable et en poursuivant le travail d'organisation nécessaire à notre tâche de libération et de reconstruction. Cet ordre doit être exécuté immédiatement car la non exécution entraînerait pour les chefs militaires et civils la plus grave des responsabilités et les plus graves sanctions. Nous donnons cet ordre pleinement conscient des réactions qu'il peut susciter parmi vous. Il s'agit de faire preuve de la plus parfaite discipline. Nous donnons cet ordre conscients des responsabilités et en pleine connaissance des événements douloureux qui se sont produits dans le département de CITRON [Ain]. Cela ne signifie pas que toute action doit cesser, bien au contraire l'action doit être plus mordante que jamais. Vous devez non plus contrôler les agglomérations de l'intérieur et acquérir ainsi un faux sentiment de sécurité extrêmement dangereux mais contrôler ces agglomérations de l'extérieur en faisant des raids rapides et punitifs et en harcelant continuellement les communications de l'ennemi. Il est apparu, en effet, que dans les villes, nos hommes s'abandonnent à la facilité et que l'ennemi est en mesure de nous porter des coups redoutables lorsque nous sommes rassemblés. D'autre part, les représailles qui s'exercent alors sur la population civile sont terribles et nos pertes humaines sont effroyablement disproportionnées avec les résultats militaires que nous obtenons. Nous devons tirer des leçons de l'expérience tragique de CITRON et nous avons le devoir de ne pas recommencer cette expérience. Il en résulterait pour nous un profond discrédit et nous perdrions l'appui d'une population civile qui a donné maintes preuves de son dévouement et d'abnégation.[…] L'ennemi doit sentir qu'il a à combattre une armée insaisissable et que ce combat est exténuant et coûteux. Ces directives entrent dans le cadre des directives générales données par Kœnig. Nous enjoignons de suivre strictement ces directives et nous vous demandons de nous rendre compte à tout prix dès que possible. Pour l'exécutif militaire. Le chef FFI Alban."[482]

De telles consignes n'auront malheureusement pas le temps d'être exécutées: le 21 juillet le plateau du Vercors est massivement attaqué par les forces allemandes. La répression et les massacres qui accompagnent les combats imprègnent alors durablement une Résistance marquée de plus en plus par la tragédie.

[482] AN 72 AJ 624, Région FFI à Noix [Drôme] FFI, le 17 juillet 1944. Les noyers couvrent une partie du territoire de la Drôme, d'où le nom de code choisi, "Noix".

Sens du légendaire

Les résistants ont conscience, en effet, que se jouent dans ces combats l'existence de la Résistance, sa légitimité sociale et son droit futur à exercer les pouvoirs. L'attention portée aux réactions de la population montre à quel point, pour eux, l'image de la Résistance est tout aussi importante dans sa construction identitaire que son efficacité stratégique. La légitimité est également une question d'image et l'adhésion se fait en partie sur ce que représente symboliquement la Résistance. À propos des relations entre les maquis et l'opinion au seuil de l'été 1944, Pierre Laborie explique que "*l'image de la Résistance a incontestablement évolué de façon favorable, dans le sens du courant porteur de l'opinion, mais elle reste marquée, jusqu'au bout, par le balancement caractéristique d'une ambivalence persistante*."[483] Dans la région R1 la proximité avec les maquis finit par régler le quotidien des habitants. Comme pour le Jura, le Sud-Ouest et une quantité d'autres zones de maquis, le climat croissant d'insécurité modèle des comportements ambivalents où les "solidarités objectives"[484] se mêlent à la méfiance hostile voire à la peur[485]. Cette séquence de l'immédiat après 6 juin, faite de crainte et d'expectative distante, et dont témoignent les rapports écrits sur la situation dans l'Ain, reste brève cependant. Très vite, la généralisation des combats en juillet et la multiplication des lieux où s'exercent sans distinction répression contre les maquisards et représailles contre les populations civiles effacent peu à peu les frontières entre les deux univers. La répression joue un rôle de catalyseur. En liant le sort des uns à celui des autres elle accélère et cristallise une adhésion plus marquée à la Résistance Ce contexte chahuté, où les événements de tous ordres, heureux et tragiques, se multiplient, s'entrecroisent et se succèdent avec précipitation, inspire à Alban Vistel un projet d'éditorial de la *Marseillaise* du 14 juillet 1944. Comme un Pierre Brossolette[486], il y métamorphose la réalité vécue en discours épique, reliant dans le temps la Révolution à la "Résistance unie".[487] Le lyrisme un peu flamboyant tranche avec le style directif et impérieux qu'utilise Vistel dans ses circulaires, télégrammes, ordres et consignes[488]. Ce rapprochement entre des textes de nature différente, rédigés au même moment, témoigne de l'instantanéité de l'action et du légendaire qui caractérise l'expérience de la

---

483 *L'opinion française sous Vichy, op. cit*, p. 310

484 Pour reprendre l'expression de Pierre Laborie. Voir *L'opinion française sous Vichy, op. cit.*, p. 306.

485 Voir également l'article de François Marcot, "Le monde rural et la Résistance française" in *Les courants politiques et la Résistance : continuité ou rupture ?, op. cit.*, pp. 250-275 : "L'attitude des communautés rurales dépend d'abord de la nature des actions entreprises par les maquis, de la légitimité qui leur est attribuée et des risques encourus."

486 Voir Pierre Brossolette, *Résistance (1927-1943), op. cit.*

487 Projet d'éditorial de *La Marseillaise*, organe des MUR-MLN, 14 juillet 1944. Voir texte 6, annexe I, p. 414.

488 En 1970, avec lucidité, Alban Vistel revient sur son lyrisme d'alors : "Peu importe que la voix paraisse appartenir à un autre car toute voix s'éteint. L'essentiel demeure que le langage soit le lien signifiant, répondant à l'attente." *La nuit…, op. cit.*, p 569.

Résistance. Synthétisant les rapports factuels reçus sur les combats de l'Ain, de l'Ardèche et du Vercors —"*La grève vaut la bataille des monts du Vercors, de l'Ain, de l'Ardèche, ou des Savoies*"— Vistel les transforme immédiatement en récit symbolique. Consubstantielle aux événements vécus cette dimension légendaire peut être interprétée comme un moyen de s'approprier une réalité désordonnée, parfois douloureuse, et de lui donner un sens. Présent par intermittences dans les circulaires, il accompagne ici une vision plus aboutie de la portée et de la signification de l'engagement résistant. Il faut en effet insister sur la singularité de la pensée d'Alban Vistel. S'il n'est pas le seul à développer une idée de la Résistance il se distingue d'autres responsables régionaux des mouvements unis par la précocité et l'originalité de sa réflexion. On ne trouve en effet pas d'écrits similaires chez Henry Ingrand, chef de la région R5, Max Juvenal pour la région de Marseille et Aix-en-Provence (R2), ou François Verdier pour la région de Toulouse (R5). L'éditorial de Vistel réunit quelques composantes de ce que l'on peut qualifier de légendaire résistant ; le rapport à l'histoire, la commémoration du sacrifice et du martyre des héros ainsi qu'une représentation idéalisée du peuple. Tout d'abord, en faisant de la Résistance l'héritière et le prolongement de Révolution de 1789 il l'inscrit dans une lignée et contribue à la légitimer[489]. Par ailleurs le rappel des quatre années d'occupation[490] situe la Résistance dans un temps historique et mythique à la fois, avec une origine, un moment fondateur[491] —la "honte" et les "deuils"— et une mémoire, celle des martyrs, des héros[492] et de leurs combats[493]. Pour ces derniers, en particulier les accrochages récents et tragiques de l'Ain, remarquons qu'ils entrent très vite dans la mémoire collective. Enfin Vistel voit dans les gestes de solidarité des populations avoisinantes comme dans les souffrances endurées stoïquement, les vertus d'un peuple qu'il idéalise et exalte[494]. Cette vision du peuple et de la nation[495] rejoint celle d'Albert Camus définissant

---

489 "C'est pourquoi, la Résistance unie, seule gardienne des grandes traditions et des valeurs nationales n'a pas cessé, des années sombres à cette année douloureuse de maintenir, de commémorer cette grande date de l'histoire de l'Humanité."

490 "Quatre années de souffrances et d'âpre lutte nous font ressouvenir", "Il y eut le 14 Juillet de honte et de deuils, le 14 Juillet de défi et d'espoir, le 14 Juillet de douleurs où s'affirmait notre puissance, et voici le 14 Juillet de Victoire."

491 Moment que l'on pourrait rapprocher du "Temps primordial où l'événement a eu lieu pour la première fois […], un Temps prodigieux, “sacré” où quelque chose de nouveau, fort et de significatif s'est pleinement manifesté", défini par Mircea Éliade. Voir *Aspects du mythe, op. cit*., p. 33.

492 "Le souvenir de nos martyrs", "le héros que frappe la brute de la gestapo ou de la Milice".

493 "La bataille des monts du Vercors, de l'Ain, de l'Ardèche ou des Savoies".

494 "Tous, hommes de France, tous, hommes authentiques ! et vous femmes, nos grands compagnons qui n'ont pas faibli, vous tous, vous toutes, camarades unis dans le dernier combat, nous allons vaincre. L'armée immense des Forces Françaises de l'Intérieur, c'est vous tous. Chacun à son poste, obscur ou élevé, le combat est identique et il réclame la même vertu. La grève vaut la bataille des monts du Vercors, de l'Ain, de l'Ardèche, ou des Savoies, la femme qui accueille le proscrit blessé vaut le héros que frappe la brute de la Gestapo ou de la Milice."

495 "En plein combat ultime, tout ce qui, dans la Nation, n'a pas renié, tout ce qui a conservé le sens de la dignité et de la grandeur s'est rassemblé."

quelques semaines plus tard le peuple comme "*ce qui, dans une nation ne veut jamais s'agenouiller*"[496]. Elle se nourrit de l'expérience personnelle de Vistel dont le souci constant d'épargner les habitants dicte ses directives :

> *"En effet, seul le commandement FFI sera, dans l'avenir, responsable devant la Nation. La population civile a déjà souffert de l'action militaire irréfléchie et incontrôlée."*[497]

Dans un article de *La Marseillaise* du mois de juin, il invoquait déjà la légitimité de la Résistance fondée sur les "*morts de Châteaubriant, morts de Montluc, de Saint-Paul, d'Eysses, morts des maquis du Jura, de l'Ain, de la Dordogne*"[498], pour réclamer la reconnaissance du CFLN par les alliés anglo-américains. L'association-fusion des résistants au peuple et à la nation ainsi que leur identification à la "vraie France"[499] caractérisent l'univers idéalisé de Vistel. La référence aux "morts de Châteaubriant" montre par ailleurs que l'on ne peut réduire l'événement de l'exécution des otages en octobre 1941 à la seule mémoire communiste. Elle symbolise pour le plus grand nombre les tragédies de l'Occupation. Le texte de Vistel prouve que le sens de l'événement va très au-delà de son caractère purement factuel. Il se peut que le martyrologe communiste, repris, réapproprié et diffusé très tôt par la presse clandestine des mouvements unis, ait pu influencer Alban Vistel. Ainsi *Combat*, bien avant l'unification des trois mouvements, rend hommage en mai 1942 aux fusillés de Châteaubriant dans un article rédigé par un proche de Frenay, René Cerf-Ferrière et intitulé "Les martyrs" :

> *"Le 28 octobre 1940 [sic] . Vingt sept [otages] furent pris parmi les 400 internés communistes du camp de Châteaubriant, internés par les Autorités de Vichy, pour propagande communiste et anti-allemande, et gardés par la garde mobile. […] Parmi ces vingt-sept hommes, se trouvait le jeune Guy Moquet [sic] , 17 ans. […] Lorsque les vingt-sept martyrs quittèrent le camp ce fut aux accents de la Marseillaise, du chant du Départ et de l'Internationale chantés par leurs camarades. Cinq mille personnes allèrent, le dimanche qui suivit l'exécution, honorer la mémoire de ces héros français, dans la carrière où avait eu lieu leur sacrifice. Ces 27 hommes sont morts, en Français, pour la libération du pays, pour leur idéal. C'est avec émotion que nous pensons à eux, nos camarades dans la lutte commune. Ainsi, 27 Français sont morts, ce jour-là, arrêtés par d'autres Français, choisis et livrés à l'ennemi pour être fusillés. Et chaque jour, maintenant, la police française, collaborant avec la police allemande, livre au tribunal allemand ses victimes. Vichy ne s'est pas contenté d'ouvrir toutes grandes les portes du pays à l'ennemi, il lui*

---

496 *Combat*, 23 août 1944. Ces lignes de Vistel appuient la réflexion développée par Pierre Laborie sur la façon dont les résistants ont appréhendé la notion de peuple et en ont usé. Voir son article "Peuple" in *Dictionnaire historique, op. cit.*, pp. 965-967.

497 AN 72 AJ 624, RSG/A (ALBAN) à CARRÉ, le 1 août 1944.

498 "Le vrai gouvernement de la France", juin 1944, cité dans *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 24. En évoquant les morts de Montluc, Vistel fait sans doute allusion aux massacres par les Allemands des prisonniers de la prison de Montluc après le 6 juin. Voir Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 80.

499 "Alors, nous nous lançâmes comme des fous, parce que cela nous était demandé, sans écouter les conseils de prudence, ni l'attentisme. Il s'agissait de plébisciter la vraie France", *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 23.

vend des Français, nos frères. C'est sa façon de comprendre "l'épopée", comme il dit. Ces hontes et ces crimes seront payés."

Il se peut aussi qu'un idéal de l'unité conduise Vistel à ne pas différencier les morts —comme les contextes dans lesquels la mort survient. Qu'il s'agisse des pionniers de 1940, des otages de 1941 ou des jeunes maquisards de 1944, ces morts symbolisent sous l'Occupation ce qu'il nomme la "vraie France". Ils représentent l'image partagée d'une nation martyrisée pour ses luttes, pleinement identifiée à la Résistance. À la fin du mois de juillet, le désastre du Vercors et les atrocités commises par les Allemands contre les maquisards et les populations locales[500], achèvent de forger cette représentation où l'espoir et le tragique s'entremêlent. Par amplification, dans le déroulement quotidien de l'action, l'enchaînement et la multiplication des combats, des joies et des drames nourrissent sans fin le légendaire. Il ne cesse de s'enrichir et son expression contribue à donner un sens aux sacrifices, en particulier celui du témoignage :

"À l'heure où le monde entier va recouvrer un visage humain. À l'heure où le dernier combat s'apaise dans notre région, à l'heure où va mourir le dernier mort de la Résistance, c'est avec une joie mutilée que nous accueillons la Libération. Quatre années d'un long combat nous ont durcis, il nous faudra réapprendre beaucoup de choses, mais aussi nous souvenir. Tant de compagnons ne sont plus là, tant de héros sont morts, assassinés dans les tortures, mais tous avec la même âme inviolée qui montait vers les lèvres à l'ultime instant. Cependant, la Libération est là, comme un fruit étonnant, et la vie reprendra sa couleur humaine ; mais il faudra beaucoup d'amour, beaucoup de joie, beaucoup de solidarité pacifique pour que s'apaisent les douleurs du calvaire de la Résistance, du calvaire de la France, du calvaire du Monde."[501]

S'approprier une réalité douloureuse en la sublimant ne signifie, pour ceux qui la vivent, ni la dénier ni éluder les diverses responsabilités. Il n'est pas question ici de revenir sur les causes objectives et psychologiques du désastre militaire et humain du Vercors[502]. En constatant le caractère immédiatement légendaire de l'événement, nous suivons simplement les analyses ultérieures proposées par quelques-uns de ses acteurs ou de ses témoins. Alban Vistel[503], Alain Le Ray[504] ou Pascal Copeau ont en effet tenu à insister d'abord sur sa signification symbolique. À l'été 1944 les demandes de citation destinées à rendre hommage aux morts —en particulier l'attribution posthume de la Croix

---

500 326 résistants et 130 civils sont tués au cours de l'assaut. Voir *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 768.

501 AN 72 AJ 624, Enregistré le 28 août 1944, à la barbe des Allemands, pour être diffusé le Jour de la Libération. Voir texte 7, annexe I, p. 415.

502 De nombreux ouvrages ont été publiés sur le sujet. Voir, parmi d'autres, Pierre Bolle (dir.), *Grenoble et le Vercors, op. cit.,* Gilles Vergnon, *Le Vercors. Histoire et mémoire d'un maquis, op. cit.,* Philippe Barrière, *Grenoble à la Libération : 1944-1945, op. cit.*

503 Alban Vistel écrit en 1970 dans la *Nuit sans ombre, op. cit., p.* 487 : "le terrible sacrifice eut une portée considérable tant à l'instant où il fut consenti que pour l'avenir."

504 "Il est possible d'affirmer, affirme-t-il en 1975, que le Vercors ne fut pas un désastre mais un exploit héroïque. Les pertes ont été trop grandes, bien sûr : mais le Vercors est une page d'histoire dont la France a lieu d'être fière", cité par H. R. Kedward in *À la recherche du maquis, op. cit.*, p. 260.

de la Libération— participent également de la geste légendaire. Ainsi de cette citation "à l'ordre de la région" rédigée par Alban Vistel pour honorer la mémoire d'un jeune maquisard du Vercors, Jacques Descour[505] :

> *"Bien reçu votre mot et le texte de la citation de Jacques. Je la fais passer à Hervieux. Par ailleurs le Colonel St. Sauveur avait aussi demandé à Hervieux de lui faire une proposition de citation. Il demande donc à H. de la lui communiquer pour qu'il la fasse à l'ordre de l'Armée. Très respectueusement. LEMOINE*
> *CITATION À L'ORDRE DE LA RÉGION*
> *Est cité à l'ordre de la région, le soldat Jacques DESCOUR :*
> *Engagé volontaire à l'âge de 18 ans, ce jeune soldat eut une carrière courte mais pleine du plus pur héroïsme. Les 14 et 15 juillet, lors des bombardements du terrain de Vassieux, a montré un sang-froid et un courage calme alors qu'il servait un FM en DCA sous les piquées et les mitraillades des avions ennemis. A forcé l'admiration de tous. Lors des combats qui se sont déroulés autour de Vassieux a assuré les liaisons les plus périlleuses tout en combattant. Il est mort héroïquement et en grand soldat. La présente citation comporte l'attribution de la Croix de la Libération à titre posthume. Chef régional FFI."*[506]

Jacques Descour ne figurera jamais à l'Ordre de la Libération. Mais cette demande de citation, même inaboutie, va bien au-delà de la simple anecdote ou de la recherche d'une gloire posthume. Ce n'est pas le premier exemple rencontré et, comme pour le militant du groupe franc de Libération-Sud, Garnier, cette quête de reconnaissance fait sortir de l'anonymat la mort de Jacques Descour et lui donne, par le récit héroïsé, un sens qui n'est pas celui de la mort ordinaire. Il faut rapprocher ce texte des articles rédigés par Vistel au même moment ; si tous les résistants de sa région ne peuvent bénéficier de la même sollicitude[507], ses écrits contribuent à intégrer l'ensemble des faits, des morts et des victimes de la Résistance dans la même mémoire de nature légendaire.

---

505 Fils du chef d'état-major régional, le colonel Descour [Bayard]. Voir *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 485. Alban Vistel précise dans son livre les conditions de la mort de ce jeune résistant, sans évoquer sa demande de citation : "Engagé comme soldat à dix-huit ans, le jeune Jacques Descour servait une mitrailleuse sur le terrain de Vassieux. Une balle en plein front…".

506 AN 72 AJ 624, Lemoine à Alban, août 1944

507 Le colonel Descour est un proche collaborateur de Vistel. On trouve d'autres exemples de citations à l'ordre de la région attribuant également la Croix de la Libération à titre posthume. Ainsi de ce "Coco, de l'Ain" : "Admirable de dévouement, de courage et de simplicité. A rendu des services inappréciables à la Résistance dès le début. Toujours présent dans les situations difficiles, a rejoint définitivement le Maquis après les opérations de Février, pour venger son père fusillé par les Allemands. A trouvé héroïquement la mort, le 11 avril 1944, au cours d'un repli difficile, sans cesser de combattre jusqu'au dernier souffle. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de la Libération." Ou encore de ce monsieur Bovagne, toujours de l'Ain : "Militant toujours prêt à lutter contre l'ennemi de la France. A participé notamment le 2 Février 1944 à l'échauffourée de R. où les Allemands subirent un sanglant échec. Aux cours des grandes opérations a apporté au Maquis une aide vigilante en accomplissant de véritables exploits pour acheminer le ravitaillement et évacuer les blessés. Mort au Champ d'Honneur le 8 Février 1944. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de la Libération." Les deux résistants n'appartiendront pas non plus à l'Ordre de la Libération. Ces citations montrent la force de l'attachement à une reconnaissance symbolique de la singularité de l'engagement résistant.

Premier été 1944 : bilan

Inscrits dans le prolongement immédiat du "jour J", les mois de juin et de juillet 1944 forment pour les mouvements unis de la région de Lyon une certaine unité de temps. Les chevauchements entre le début et la fin de l'été existent certes et des préoccupations de la première partie perdureront dans la seconde. Cette courte séquence est modelée par la confrontation directe à la dense réalité de la guerre : bombardements, combats, représailles, répression. Elle voit émerger la figure centrale du chef régional, Alban Vistel. La concentration exceptionnelle des pouvoirs et l'effet de sources —directives, rapports et circulaires passent par ce niveau intermédiaire entre les instances nationales et les services régionaux— expliquent en partie ce phénomène. Une idée personnelle de la Résistance semble s'imposer. Même s'il convient de ne pas faire de ce point de vue particulier une généralité, cette voix originale constitue néanmoins une des singularités de la région R1. En s'imprégnant des impressions recueillies auprès des autres responsables de la région et en s'appropriant leurs analyses et leurs récits, Vistel finit par traduire une vision partagée de l'expérience de la Résistance. Son talent et son lyrisme en font en quelque sorte l'aède.

Face à une réalité complexe, parfois imprévue, des contradictions traversent cette période et fragilisent les repères identitaires des mouvements unis. Parmi ceux-ci l'action effective, principale raison d'être de la Résistance, se heurte à des conséquences souvent dramatiques. Tiraillé par des aspirations divergentes, le chef régional doit maintenir un juste équilibre entre l'action nécessaire, l'adaptation stratégique à l'évolution de la guerre et la responsabilité civile.

Une Résistance fragilisée ?

Trois facteurs, trois faits de guerre, déstabilisent un moment les mouvements unis. Dépendants des orientations stratégiques alliées, ils sont en même temps solidaires et proches d'une population dont ils vivent et partagent les difficultés. L'épisode des bombardements au début de juin suscite une colère et une révolte exprimées sans détour dans les messages adressés aux autorités de la France libre comme dans la presse clandestine. Derrière l'indignation et les doutes sur l'efficacité réelle de ces bombardements, se devinent des questionnements quasi-existentiels sur la légitimité de la Résistance et de son action. Paradoxalement les soulèvements précoces qui accompagnent en Ardèche, dans la Drôme et dans l'Ain l'annonce du "jour J" multiplient ces mêmes interrogations. S'ils sont dans l'instant la démonstration spectaculaire d'une Résistance qui se veut forte et téméraire, leurs conséquences la fragilisent. En ce début d'été 1944 les choses vont tellement vite que l'analyse d'un échec, si

rapide soit-elle, ne suffit pas à éviter d'autres drames. Ainsi, au hasard des bombardements destructeurs succède dans les zones de maquis l'atrocité de la répression et des représailles allemandes. Bien que de nature très différente, chacun de ces événements tragiques engage toujours la responsabilité, la légitimité et l'existence de la Résistance.

La force du témoignage

Justement, cette légitimité ne réside pas seulement dans l'efficience d'une action aux effets souvent limités. Pour les mouvements unis le choix d'une présence combattante et le prix du sacrifice[508] portent témoignage d'une toute autre légitimité, celle de l'honneur[509] et de l'incarnation d'une France demeurée digne et non-résignée[510]. Au tournant de l'été 1944, dans la période qui précède l'élan de la libération d'août et de septembre, l'adhésion à la Résistance se fait d'abord sur ce témoignage sacrificiel auquel les populations se trouvent parfois mêlées. Cette forme d'adhésion recouvre d'ailleurs les innombrables gestes de solidarité ou de compassion qui ont accompagné depuis les débuts de l'Occupation les drames de la Résistance (fuite, refuge, répression, exécutions, enterrements, etc.)[511]. Conscient —et bénéficiaire à la fois[512]— de ce soutien discret et silencieux, Vistel n'oublie pas de l'associer à sa vision épique et légendaire du combat clandestin.

Marqué par des fragilités, l'épisode de juin et juillet cède peu à peu le pas à une phase tout aussi dense au cours de laquelle la Résistance tente à la fois d'imposer son ordre et d'enraciner durablement sa vision du monde. Centrée sur le mois d'août et le tout début de septembre, cette période de libération est encore un moment de guerre et de combats qui précède le départ définitif des Allemands.

---

508 Dans son acception la plus neutre possible.

509 "Pour aujourd'hui, écrit Alban Vistel le 28 août 1944, c'est l'honneur qui nous est restitué, un honneur conquis sur toutes les faiblesses, un honneur bien à nous." AN 72 AJ 624

510 "Français, Françaises, n'oubliez jamais que la Résistance aura incarné l'âme de la France, cette âme que le monde a longtemps confondu avec son honneur et qu'il ne peut séparer de son espoir", *ibidem*.

511 Solidarité amplifiée dans les derniers mois de l'Occupation. Voir, par exemple, dans le Lot de Pierre Laborie : "[Les représailles] entraînent une partie supplémentaire de l'opinion à partager une solidarité de fait avec la cause de la Résistance dont la lutte s'identifie à celle du pays tout entier, d'une manière désormais irréversible" in *Résistants, Vichyssois et autres, op. cit.*, p. 309.

512 Voir *La nuit sans ombre, op. cit.*

Août et début septembre 1944.
L'élan de la libération

Sans entrer dans le détail des opérations, la libération de la région R1 se fait par étapes selon le positionnement stratégique et la nature des lieux (villes et campagnes)[513]. Les acteurs de cet épisode sont multiples. Les stratégies adoptées parfois divergentes. Parmi les responsables, les choix d'action du Commissaire de la République Yves Farge [*Grégoire*], contrebalancent ainsi les décisions plus tempérées du chef régional FFI, Alban Vistel. Du côté des services, il faut distinguer le rôle de l'Action ouvrière qui appuie fortement dans les villes l'option de la grève insurrectionnelle, de celui des maquis dispersés dans toute la région et prêts pour certains (Vercors et Savoie) à aider à la libération de la capitale. Enfin, autour du 20 août, Américains et troupes de la 1ère armée du général de Lattre de Tassigny atteignent la région ; les premiers empruntent à l'est la route Napoléon, les seconds s'engagent dans la vallée du Rhône. Dans l'Ain comme en Savoie les chefs des maquis composent avec les forces américaines.

L'approche puis l'annonce du second débarquement en Provence, le 15 août, suscitent des velléités d'action semblables à celles qui ont suivi le 6 juin. Néanmoins les expériences tragiques de juin et de juillet ainsi que le manque d'armes amènent les dirigeants —et le chef régional FFI au premier plan— à tenter de contenir le plus possible le déclenchement des actions. Les zones rurales sont les premières à être libérées. Ainsi de l'Ardèche les 12 et 13 août, les Allemands ayant en grande partie quitté le département pour concentrer leurs troupes dans la vallée du Rhône. Puis vient le tour de la Haute-Savoie et d'Annecy, le 20 août. Évacuées un temps, la Tarentaise et la Maurienne, passages stratégiques d'évacuation vers l'Italie, sont réoccupées par les Allemands. Des centres urbains importants sont également libérés, Saint-Étienne le 20 août et Grenoble le 22 août. L'arrivée des premières unités américaines dans la région provoque le repli des Allemands sur l'axe rhodanien. Les 23 et 24 août le CDL du Rhône, lance en l'absence de son président Alban Vistel, un mot d'ordre de grève générale. Le 25 l'action "insurrectionnelle" est déclenchée à Villeurbanne, qui est réoccupée dès le lendemain, dans la terreur, par les forces allemandes. Prudent, Vistel lance alors ses FFI dans la périphérie de Lyon puis investit la préfecture du Rhône le 2 septembre, les Allemands ayant quitté la rive gauche du fleuve. Le 3 septembre la capitale régionale est définitivement libérée.

---

[513] Fernand Rude a donné dans son livre *Libération de Lyon et de sa région*, une description précise de la libération de la région Rhônes-Alpes. Pour ce bref résumé nous utilisons sa chronique.

Notre intention n'est pas de retracer davantage l'historique de la libération de la région lyonnaise. Plus modestement ce rapide panorama doit permettre de fixer les grandes étapes, repérer les divers lieux, dégager les enjeux et démêler les intentions et priorités de ses différents acteurs. Deux grandes préoccupations animent cette deuxième partie de l'été 1944 ; outre leur participation effective aux actions de libération, les mouvements unis préparent activement la mise en place d'un pouvoir résistant —non sans subir la concurrence d'autres courants politiques en particulier celle des communistes.

Libérer. Le bref été des combattants

En dehors de l'aide apportée par les Américains dans les vallées de Savoie réoccupées par les Allemands fin août (Maurienne et Tarentaise), les FFI ont mené l'essentiel des actions de libération. Le départ des troupes allemandes de certaines zones périphériques (Ardèche, par exemple) a certainement facilité leur tâche, tout en concentrant les difficultés sur des axes stratégiques (frontières italiennes, vallée du Rhône et Lyon). Sous couvert du Commissaire de la République, Yves Farge[514], le secrétaire général pour la police de R1, Marc Laurent ("Martel") adresse le 19 août à Vistel l'ordre d'exploiter immédiatement par l'action cette situation militaire :

> *"Monsieur, L'avance alliée partant du littoral méditerranéen provoque l'exode vers notre Région lyonnaise des forces des différentes polices allemandes et leurs auxiliaires, Milice française et autres groupements anti-nationaux. Les renseignements que je reçois, les constatations que j'ai faites depuis deux jours, m'amènent à cette conviction que le passage dans cette "cuvette" lyonnaise de ces individualités ou groupes pour y recevoir des subsides : vivres, espèces, essence, et des instructions pour leur repli plus lointain, nous permet, si nous avons quelque courage et audace, sinon leur destruction – et je la sais possible – au moins leur blocage dans leur retraite. Je pense que les renseignements que vous recevez sur les chemins qu'empruntent ces boches et leurs auxiliaires, et les informations qui vous sont données sur leur passage dans la ville de Lyon, vous conduisent aux mêmes conclusions. C'est ma tâche, comme chef des Polices dans cette région, de tous les coincer, mais malheureusement, je ne dispose, actuellement, d'aucun moyen de l'accomplir, attendu que les forces policières gouvernementales vichyssoises ne sont pas prêtes à déjà accepter mes ordres. Je dois donc me tourner vers vous qui commandez en chef régionalement les forces dévouées à notre idéal. Appréhender les criminels de guerre boches et français est une des tâches des FFI. La négligent-elles ? N'en ont-elles pas la possibilité, faute de renseignements ? Alors je suis prêt à les aider et si besoin est, à les mener pour cette action. Voulez-vous envisager promptement – immédiatement dirais-je – le détachement d'une compagnie FFI d'un maquis voisin de Lyon, ou la possibilité d'utiliser de groupes territoriaux d'AS proches, avec lesquels je saurai si le commandement régional FFI est accaparé par des tâches militaires de plus ample envergure, assurer efficacement cette action partielle et policière. Le succès de ces arrestations dépend de la rapidité de votre décision. Veuillez me croire bien cordialement vôtre."*[515]

Selon Fernand Rude, cette présence ennemie renforcée autour de Lyon et les massacres d'une centaine de détenus de la prison de Montluc le 20 août à Saint-Genis-Laval "impressionnent" fortement Vistel[516]. Cet état d'esprit expliquerait son refus de céder de manière trop précoce aux appels pressants à

---

514 Voir les Mémoires d'Yves Farge, *Rebelles, Soldats et Citoyens. Souvenirs d'un Commissaire de la République, op. cit.*, p. 140 : "Je suis sûr que la Libération de Lyon est proche. Allons-nous demeurer désarmés, impuissants en présence de cette menace ?"

515 AN 72 AJ 624, GPRF, Commissariat de la république. Secrétariat général pour la Police au Chef régional FFI, 19 août 1944.

516 *Libération de Lyon…, op. cit.*, p. 73. Voir sur ces massacres le récit reconstitué par Yves Farge dans ses Mémoires publiés en 1946, *Rebelles, Soldats et Citoyens…, op. cit.*, p. 144-149

l'insurrection et à la prise de pouvoir dans la banlieue lyonnaise, lancés par les FTP, les Milices Patriotiques, l'Action ouvrière et certains éléments FFI, dont le secrétaire général de la police. La prudence stratégique de Vistel ne doit ni être interprétée comme une attitude timorée ni même confondue avec "l'attentisme" alors décrié par les partisans de l'action immédiate. Lui-même l'analyse ainsi pour le vingtième anniversaire de la libération de Lyon et revient sur ce qu'il ressentait alors : "*Cette ville posait un angoissant problème. Nous connaissions le plan de représailles de l'ennemi sur la population civile non engagée, nous connaissions, hélas, notre pauvreté en armements malgré nos appels réitérés et pressants. S'il importait d'affirmer la présence et l'efficacité de la Résistance, le sens de nos responsabilités nous interdisait toutes actions prématurées et non coordonnées.[...] Nos combattants avaient reçu l'ordre formel d'éviter l'accrochage dans les zones urbaines où le risque d'exposer une population sans défense revêtait un caractère tragique. Le travail reconstruit les ponts, mais les morts ne ressuscitent pas, les morts inutiles n'en finissent pas de mourir et il est écrasant d'être comptable du sang des autres*."[517] En août 1944 les messages que Vistel envoie aux responsables de sa région montrent qu'il reste en même temps très soucieux de voir s'affirmer l'efficacité militaire de la Résistance :

> *"Bien reçu vos notes des 16 et 17 dont je vous remercie. J'ai reçu également un courrier de MATHIEU et de CHANTAL. Mon impression est excellente, je crois que notre armée est en train de faire ses preuves."*[518]

Au-delà de la relation des faits d'armes et de la discussion des choix stratégiques, les quelques rapports sur les ultimes combats en Savoie expriment cette même volonté de mettre en valeur la lutte armée menée par les mouvements unis. Dans les derniers jours d'août la configuration est très différente de celle du mois de juillet ; la réussite des actions, auprès des troupes alliées parfois, donne à l'engagement résistant une dimension qui n'est plus uniquement celle du témoignage. L'identité de la Résistance se confond ici pleinement avec la lutte armée. Le colonel Descour l'exprime ainsi avec une fierté non dissimulée dans un compte rendu sur la situation militaire des vallées savoyardes daté du 25 août :

> *"Vu hier le Général Cdt la 5ème Division US et les officiers de son État-Major. Ai proposé un plan d'opérations communes pour le dégagement de la Maurienne. Celui de la Tarentaise est en cours par nos propres forces. Je tiens à ce que ce soient les FFI qui arrivent les premiers aux cols frontières. Au plateau du Mt-Cenis nous déplacerons les poteaux-frontières pour réparer l'imbécillité de Napoléon III. La région entre Grenoble et Albertville a été nettoyée par nos soins. Les Américains ont fort peu de mordant sauf en cas de supériorité matérielle écrasante. Nos troupes se battent de mieux en mieux portées sur les ailes de la victoire."*[519]

---

517 "Il y a vingt ans… le jour se levait", 3 septembre 1944, synthèse sur la libération de Lyon, 4 pages dactylographiées, 1964, Archives du CHRD de Lyon, Ar. 35, Collection musée de la Résistance et de la Déportation de la rue Boileau.

518 AN 72 AJ 624, Alban à Bayard, 23 août 1944

519 AN 72 AJ 624, Bayard à Alban, 25 août 1944, 20 heures.

Derrière la comparaison —voire la confrontation— avec les forces américaines se profile une nouvelle fois la question de la légitimité de la Résistance. La crainte de la voir s'effriter inspire au colonel Descour [*Bayard*] une mise en garde vigoureuse dans laquelle il affirme la fonction militaire des FFI qu'il tente de décharger de toutes tâches politiques :

> *"Je suis fort soucieux de la tournure prise par les événements dans les villes libérées. Un peu partout on profite de la situation de transition actuelle pour faire régner l'arbitraire et le désordre. Les autorités civiles sont débordées. Il faudrait que les Comités de Libération reçoivent des ordres très fermes faisant comprendre que n'importe qui n'a pas le droit d'arrêter n'importe qui, n'importe où, n'importe comment. Quelques réflexions surprises chez les chefs américains prouvent que ces gens-là sont inquiets. Il ne faudrait certes pas que ce soit eux qui remettent de l'ordre chez nous ! Il ne faudrait pas non plus que les chefs FFI ne puissent pas continuer leur tâche de soldats : la guerre n'est pas terminée, ni même la libération acquise définitivement. Et une tâche très lourde de réorganisation interne des FFI s'impose. Je souhaiterais vous voir faire une tournée dans les départements pour que vous vous rendiez compte de la situation, donniez vos instructions aux Comités de Libération. Je vous demande à nouveau de me consacrer quelques heures. Je vais aujourd'hui en Tarentaise. J'envoie Lemoine auprès de Belleroche. Je serai demain au QG des Américains. Il faudrait que je sois à la fois où l'on se bat et auprès des Alliés, suivant les ordres de Cochet. C'est commode ! Votre amicalement dévoué. Bayard."*

Cette distinction revendiquée et réclamée entre la "tâche de soldats" des FFI et la prise en charge par les instances politiques de la gestion laborieuse du quotidien et du maintien de l'ordre, est révélatrice de l'évolution de l'image de soi de ces résistants. Elle recoupe la représentation qui s'impose alors dans l'opinion moyenne. À la fin d'août 1944, en effet, dans un temps très court, l'augmentation rapide des effectifs des maquis et la participation des FFI aux derniers combats libérateurs et leur visibilité plus grande, figent une image de la Résistance qui tend à se confondre avec les seuls faits et actes de ces éléments militaires[520]. La condescendance n'est pas totalement absente du texte du colonel Descour, gradé issu du l'ORA. L'action militaire des FFI semble à ses yeux plus prestigieuse, plus "noble" en quelque sorte, que les tâches politiques et administratives des Comités de la Libération.

Cette vision des choses s'explique certainement par la prééminence de l'activité militaire sur une organisation politique plus discrète et moins démonstrative[521]. Le moment est propice en effet à l'effacement des frontières

---

[520] Voir sur ce sujet, Pierre Laborie, "Opinion et représentations : la Libération et la construction de l'image de la Résistance" in *Les Français des années troubles, op. cit.*, p. 245, ainsi que Luc Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation, op. cit.* Luc Capdevila fait la distinction entre une résistance politique, qui exerce le pouvoir par l'intermédiaire des CDL et des CLL, et une résistance de type militaire représentée par les FFI-FTP. Il montre que peu à peu se dessine une image négative de la Résistance, perçue d'abord à travers le prisme d'une Résistance locale, celle des FFI, qui se charge de l'épuration et du maintien de l'ordre.

[521] Jean-Marie Guillon fait le même constat pour le Var. Voir *La Libération du Var : Résistance et nouveaux pouvoirs*, Les Cahiers de l'IHTP, n° 5, juin 1990.

entre les prérogatives militaires et politiques[522]. Le phénomène ne dure cependant qu'un temps, de la deuxième quinzaine d'août aux premiers jours de septembre. Par ailleurs, de façon plus individuelle, elle développe pour des chefs de maquis conscients des risques encourus un sentiment de fragilité. Ils savent en effet que leur avenir personnel est beaucoup plus aléatoire, submergé par un présent dilaté, envahissant. Les lettres écrites dans le feu de l'action par le colonel Descour disent, au détour d'analyses plus techniques, l'incertitude et la densité de ce temps singulier :

> *"Je saisirai la première occasion pour m'absenter quelques heures de mon PC et me rendre auprès de vous. Actuellement il ne m'est pas possible de partir car nous sommes ici en pleine action et je ne veux pas m'éloigner du bâtiment alors qu'il est en danger. […]A bientôt, j'espère. BAYARD."*[523]

> *"Je voudrais beaucoup vous revoir. Ne pouvez-vous venir à mon PC ? Il m'est impossible de me rendre auprès de vous. Les événements vont trop vite pour que je me permette une fugue, si courte soit-elle."*[524]

Seules des perspectives certaines de victoire permettent d'envisager une projection plus lointaine dans le futur. Ces notes du lieutenant Vallier, chef du maquis AS du Var, en témoignent :

> *"Je commence maintenant à faire des projets pour l'après guerre… Jusqu'à présent, cela me semblait si lointain et tellement incertain que je me forçais à ne pas y penser, que je ne voulais pas me laisser aller à quelque chose qui pouvait me rendre plus dure ensuite la tension nécessaire pour tenir"*[525]

Enfin, de manière plus générale, cette centralité de l'activité militaire au mois d'août éclipse le travail plus obscur de la préparation et de l'organisation de la prise des pouvoirs.

---

522 D'autant que dans la région R1 le chef régional MUR et le chef régional FFI ne font qu'un depuis la mi-juillet. On trouve l'une des origines de ce brouillage entre fonctions militaires et civiles dans la "Charte Didier-Magny" adoptée en mai 1944 et destinée à réguler les relations entre FFI et MUR [Didier est Albert Chambonnet alors chef régional FFI, Magny est un autre pseudonyme de Vistel] : "Nous dirons comme préambule que si dans le passé il a été parfois un usage abusif de la distinction, civile-militaire, cette distinction s'efface aujourd'hui devant l'approche de la grande Épreuve. Nous sommes tous des militaires face au combat tant attendu, nous devons être tous des civils pour la reconstruction morale, sociale, économique et politique qui suivra la Libération." Cité dans *La nuit sans ombre, op. cit.*, annexe XVI.

523 Bayard à Magny (Vistel), le 19 juin 1944

524 Bayard à Alban, PC, le 22 août 1944

525 Journal du maquis du lieutenant Vallier (Gleb Sivirine), chef du maquis AS du Var, *De Farigoule à Canjuers*, Lundi 14 août 1944, 177ème jour de maquis. Mise en ligne du journal sur le site Internet : http://www.maquis-vallier.fr/journal par Jean-Michel et Claude Sivirine et présentation du contexte par Jean-Marie Guillon. Publié sous le titre *Le Cahier rouge du maquis, op. cit.*

Vers le pouvoir résistant

Comme partout en France, la prise des pouvoirs dans la région R1 n'est pas uniforme. Des décalages dans le temps, des contextes politiques différents et des rapports de force favorables à tel ou tel groupe de résistance selon les lieux produisent des situations très diversifiées[526]. En amont, en juillet et en août, conjointement à leur participation à la lutte armée, les mouvements unis préparent l'installation des futurs pouvoirs résistants. Sans entrer dans un récit détaillé des multiples modes d'accès au pouvoir, nous voudrions avant tout éclairer cette phase préparatoire. Elle nous semble révélatrice de l'état d'esprit avec lequel sont pensées, conçues et anticipées l'affirmation d'une légitimité résistante et la mise en place d'un ordre résistant.

La mise en œuvre minutieuse du contrôle et de la gestion des pouvoirs à la libération constitue à l'été 1944 l'une des grandes priorités des mouvements unis. Ces derniers s'évertuent à s'assurer une présence forte dans les futures instances politiques et administratives, et c'est à travers les débats sur leur composition qu'ils identifient définitivement leur résistance à la Résistance. La création des Comités départementaux de la Libération (CDL) a été très largement encouragée par le comité directeur des MUR[527]. Reconnus officiellement en octobre 1943 par les autorités de la France libre, ses statuts définitifs sont rédigés pour l'essentiel par Francis-Louis Closon, délégué du CFLN aux CDL, puis adoptés par le CNR le 23 mars 1944. La fonction première des Comités départementaux de la libération est la "préparation et le contrôle de l'insurrection". Au delà leur rôle devra se limiter à celui d'une assemblée consultative. Dans la région R1 la lenteur et les difficultés de leur formation obligent le chef régional à adresser une directive aux CDL des départements moins exemplaires à ses yeux que celui qu'il dirige, le Rhône[528] :

> *"1) Composition du Directoire départemental. Activité des différents services. Prévoir pour la période de Libération un élargissement de ce directoire en* y adjoignant des hommes et des femmes vraiment capables et ayant fait leur preuve dans la Résistance. Ne plus rester dans une petite chapelle remplie de ce que l'on appelle plus ou moins des "amis", mais trouver en soi assez de pureté morale pour mettre en place vraiment les meilleurs.
> *2) Comités de Libération. […] Nous résumons et complétons par des directives qui nous parviennent à l'instant : Lorsque le PC et le FN sont représentés dans le noyau actif et que le représentant de la CGT est de tendance unitaire, il y aura deux représentants MUR pour le noyau actif. Il est bien entendu que trois MUR doivent signer au noyau élargi et il faut être absolument intransigeant sur ces points*. Tout récemment le PC et le FN ont commis la maladresse politique de vouloir minimiser et l'importance des MUR et leur représentation. Cela n'avait pas pour nous des

[526] Voir Fernand Rude, *Libération…, op. cit.*, et Alban Vistel, *La nuit…, op. cit.*

[527] Voir Charles-Louis Foulon, *Le pouvoir en province à la libération, op. cit.*, p. 49 et *passim.*

[528] On trouve dans l'étude de Fernand Rude, une analyse précise de la composition, de la formation et des difficultés des CDL de la région lyonnaise. Voir *Libération de Lyon, op. cit.*, p. 37 et *passim*.

représailles, mais une prise de conscience plus profonde de ce que nous sommes et de ce que nous voulons. *Il faut immédiatement élargir le CDL et le porter à 18 membres. […] Une fois désignées,* les personnalités résistantes *représentant les tendances politiques du département, vous désignez des techniciens qui formeront leurs commissions avec un large esprit d'unité, mais avec le souci de la compétence.* Le Comité de Libération doit travailler et plus tard assumer des responsabilités gouvernementales*. Il aura, peut-être,* à affronter des pouvoirs "alliés". Il doit donc être avant tout présentable et capable de mener à bien les missions*. Toute autre considération de dosage politique, de tentative d'un parti quelconque d'en faire un instrument, doit être énergiquement combattu. Nous vous rappelons que la charte Didier-Magny et d'autres textes ont réglé définitivement les rapports civils-militaires. Nous demandons à ce que le plus grand effort soit fait pour que ces rapports soient les meilleurs possibles de ce côté-là, le programme réalisé doit être accentué encore s'il est possible. Plus que jamais, toute notre énergie doit être tendue vers l'action organisée pour la Libération. Plus celle-ci s'approche, plus nous devons prendre conscience de nos responsabilités présentes et futures. Cordialement. ALBAN."*[529]

Le 17 juillet il réitère ses ordres en demandant au responsable départemental de l'Ain de "plus que jamais mettre sur pied le Comité Départemental de la Libération". L'engagement demandé est entier, l'exigence absolue : "Nous ne pouvons pas nous adonner au repos ni aux joies de la famille jusqu'à ce que notre tâche soit accomplie."[530] On retrouve de la part de Vistel la même intransigeance pour régler le cas de l'Ardèche. Suite à un rapport du 3 juillet faisant état d'une situation chaotique dans ce département, et des difficultés à y constituer un CDL équilibré[531], il adresse au responsable

---

[529] AN 72 AJ 624, Alban à Datte, Banane, Citron, le 16 juin 1944. Nous soulignons.

[530] AN 72 AJ 625, Alban à Pélissier, 17 juillet 1944

[531] AN 72 AJ 625, Rapport de Patrice à Alban sur la situation dans l'Ardèche libérée, le 3 juillet 1944. "Mon Cher Président, Je reçois de l'Ardèche des renseignements qui me paraissent requérir de votre part une attention toute particulière, et c'est pourquoi je me fais un devoir de vous les communiquer. […] En dépit de vos intentions et de celles de Grégoire [Yves Farge], nettement formulées devant le Comité régional, le CDL de l'Ardèche oppose une fin de non-recevoir à la candidature, au noyau actif de représentants des organisations chrétiennes. […] Les gens bien informés des choses de la résistance en Ardèche affirment que le PC a été l'instigateur du mouvement qui a abouti à la prise du pouvoir dans certaines localités. Les FTP, qui sont d'obédience et d'esprit communistes, ont été politiquement soutenus par le FN. Ils ont procédé à des arrestations massives de suspects et enrôlé de façon plus ou moins forcée les jeunes gens du territoire libéré. L'AS, qui n'était pas d'accord avec les FTP sur les méthodes d'action de ceux-ci, le premier moment de surprise passé, a réagi avec assez de force. Elle est intervenue au sujet des arrestations et des exécutions, dont quelques-unes avaient été faites au petit bonheur, sinon même au gré de certaine animosités partisanes. Elle a pu sauver un certain nombre de vies humaines au Cheylard. Par contre, à Lamastre, l'équipe spéciale des exécuteurs FTP a assassiné une douzaine de personnes, après des simulacres de jugement. Le chef de cette équipe, lassé et dégoûté de la besogne qu'on lui faisait faire, a fini par se retirer et a créé un corps franc qui opère uniquement contre les Allemands et ne se mêle plus d'aucune exécution. […] À la suite de ces incidents, réaction de la part des paysans, qui disent couramment : "Nous voulons bien nous enrôler chez les chrétiens, mais pas chez les rouges." […] Quoiqu'il en soit, il est très sûr que, dans cette région libérée, les FTP sont les troupes armées du PC. […] Ces faits ne passent pas inaperçus de la population, et ils sont commentés défavorablement par les gens qu'ils risquent de détourner de la résistance. […] Cependant, [L'AS] aurait pu gagner l'estime de la population si elle s'était montrée techniquement à la hauteur de sa tâche."

départemental une vigoureuse mise en garde. Elle dénonce pêle-mêle l'inefficacité du CDL, sa composition inégale, le manque de représentativité de ses membres et son isolement du reste de la population :

> *"CDL : Selon le rapport Mazel je vois que non seulement vous n'avez suivi aucune des directives qui vous ont été adressées, mais encore que vous semblez avoir totalement oublié que vous m'aviez donné autrefois une composition toute différente de celle d'aujourd'hui, composition que j'ai soumise à l'homologation. De toute façon nous ne reviendrons pas sur le passé, mais nous vous donnons l'ordre formel de vous en tenir aux directives qui vous sont données. En effet, votre CDL actuel n'a ni prestige, ni efficacité. Nous voyons qu'il se compose d'un MUR, d'un FN, d'un PC, d'un CGT. Il n'y a pas de représentation socialiste, pas de représentation des autres tendances et pas de représentation des mouvements confessionnels qui pourtant ont une importance considérable dans votre département. Vous n'avez pas davantage de représentant du monde paysan, alors que votre département est exclusivement rural. Nous vous demandons à quoi sert votre CDL, sinon à faire des parlotes stériles dans un coin du département, isolés et ignorés de la grande masse de la population. […] En ce qui nous concerne, nous responsables du MLN, il nous appartient d'exiger de nos chefs départementaux que les CDL constituent des Assemblées d'hommes efficaces et capables d'administrer un département. Si nous ne parvenons pas à faire exécuter nos directives, nous serons au regret de changer nos chefs départementaux. L'heure est trop grave pour que nous nous arrêtions à des considérations de personnes."*[532]

Ces instructions révèlent trois préoccupations qui chacune pose la question de la légitimité des mouvements unis. La première concerne bien plus que la simple reconnaissance par les Alliés des prérogatives politiques et institutionnelles de la Résistance ; en les "affrontant" il s'agit de leur opposer une autorité résistante souveraine incontestable, et à laquelle ils ne pourront pas se substituer. La seconde préoccupation renvoie à l'organisation interne des CDL. L'association permanente dans le vocabulaire, par glissements successifs, entre les termes "représentants des MUR,", "la Résistance", "personnalités résistantes", "l'importance des MUR", montrent la très forte appropriation de l'idée de Résistance par les mouvements unis. Le rappel incessant de cette légitimité des MUR cache mal la crainte de voir d'autres groupes politiques exercer le pouvoir à la Libération, situation qui serait vécue comme une forme d'usurpation. L'inquiétude se fixe plus particulièrement sur la place accordée aux

[532] AN 72 AJ 625, RSG Alban à D (Ardèche), le 25 juillet 1944. Quelques jours plus tard, ayant reçu une réponse positive de l'Ardèche, Vistel envoie le courrier suivant : "Votre courrier du 1 courant dont je vous remercie. Tous nos malentendus venaient de l'absence de liaison. Vous verrez maintenant qu'ils se dissiperont. […] En résumé votre CDL me semble assez bien constitué. Je pense que l'opinion publique l'accueillera avec satisfaction et qu'il aura une grande autorité morale dans le département. Vous avez donc réussi dans le cadre des directives qui vous ont été données. Je sais toutes les difficultés que vous avez eues à surmonter. Vous l'avez fait avec un grand courage malgré toutes les épreuves qui vous ont frappées. Si cela peut vous encourager, sachez qu'ici notre situation est parfois terrible et que dans les autres départements il en est souvent de même. Je vois clair maintenant et je suis heureux de vous dire que la Région vous fait la plus entière confiance et est heureuse que le MLN soit représenté par des hommes tels que vous. […] Pour terminer, je vous demande de penser beaucoup à notre Grand Mouvement de Libération Nationale dont la survivance dans l'avenir est décidée. Il faut que nos secteurs soient solides et informés de cette décision." AN 72 AJ 625, RSG Alban à D (Ardèche), le 11 août 1944.

communistes et à la représentation de leurs différentes composantes —qu'il s'agisse du mouvement de résistance (Front national), du parti politique (PCF) ou du syndicat (CGT). Cette concurrence est d'autant plus animée qu'elle porte non seulement sur la maîtrise des pouvoirs mais également sur les modalités stratégiques de la prise de pouvoir[533]. Au début de l'été 1944 la défiance de Vistel à l'égard du Front national s'exprime à plusieurs reprises. D'abord ouvertement dans une lettre écrite à Pascal Copeau faisant état des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de l'unité d'action :

> *"Au sujet de nos relations avec le FN, je vous signale ce qui suit :*
> *Malgré la lettre que vous connaissez et que j'ai adressée aux organisations du FN, PC, CGT, etc., la prise de contact avec les responsables du FN continue d'être très difficile, sinon impossible. Je ne vous cacherai pas que la longue patience de nos responsables commence d'être lasse. D'autre part il est apparu, au cours de ces dernières semaines, qu'il existait une certaine mauvaise volonté pour la réalisation de l'Unité d'action.* Cette situation s'est aggravée tout dernièrement et il apparaît assez nettement qu'une campagne de discrédit contre notre Organisation ait été déclenchée, sinon par des responsables du FN, tout au moins par des éléments de base*."*[534]

Le lendemain un courrier envoyé aux responsables de l'Action ouvrière se fait l'écho, avec diplomatie, des préventions de responsables des MUR vis à vis de ce qu'ils croient être les intentions des communistes :

> *"Chers Camarades, […] L'unité avec le FN. Je dois vous dire une chose que vous ignorez, c'est que, dès Novembre 43, nous avons fait, après enquête auprès de tous les responsables des MUR, une proposition d'union au FN. Le mouvement qui devait naître de cette fusion se serait nommé "L'Union pour la Résistance française". A notre grand regret les pourparlers n'ont pas abouti. Cela n'a pas empêché mes camarades et moi-même de continuer à plaider pour cette union. Si elle se réalise à la base, nous n'y ferons pas obstacle, mais nous considérons plus loyal de la réaliser d'abord à la tête, l'on évitera* ainsi une accusation que nous avons trop connue dans le passé de "débauchage et de noyautage"*."*[535]

Cette méfiance soupçonneuse de Vistel, même adoucie dans ce dernier extrait, tranche avec les initiatives de rapprochement puis de fusion avec le Front national qu'il entreprendra juste après la Libération. Dans l'intervalle, l'élan de la libération a insufflé et exalté une véritable utopie unitaire à laquelle Alban Vistel s'avèrera être particulièrement sensible. Cette sorte de mystique de l'unité a très probablement orienté ses décisions politiques au sein du MLN[536]. Enfin, l'espoir d'une participation gouvernementale de la Résistance conduit le chef régional à déclarer dans son instruction que "*le Comité de Libération doit travailler et plus tard assumer des responsabilités gouvernementales."* Ce projet est pourtant très largement remis en question par une ordonnance édictée par le

---

533 La fameuse "phase insurrectionnelle".

534 AN 72 AJ 624, Alban à SKF (Corton, [Copeau]), 20 juin 1944. Nous soulignons.

535 AN 72 AJ 624 RSG / Alban à LADOUMERGUE, VAUDREY, MANGUY, DARVIN, ARNAUD, RP, LAVRANCE, LIEGE, ATELIERS D'OULLINS, le 21 juin 1944. Nous soulignons.

536 Nous y revenons plus longuement dans notre quatrième partie.

gouvernement provisoire le 21 avril 1944. Diffusée dans la région tardivement, dans le courant du mois de juillet, elle réduit la fonction exécutive des CDL et prévoit leur élargissement à des personnalités extérieures à la Résistance. Ces dispositions provoquent un conflit entre les partisans d'une présence résistante dominante dans l'action gouvernementale à venir, et ceux qui privilégient le strict rétablissement de la légalité républicaine. Non que les mouvements unis ne soient pas attachés à l'ordre républicain. Ce qu'ils rejettent en bloc c'est le retour prévu aux institutions d'avant-guerre (en particulier les municipalités) et la non prise en compte d'une volonté de changement[537]. Dans la région de Lyon l'application de l'ordonnance du 21 avril oppose les CDL, les mouvements unis et le chef régional, au Commissaire de la République, Yves Farge, bien déterminé à la faire respecter[538]. Autour de cette ordonnance s'affrontent deux légitimités, deux conceptions de la période transitoire de la Libération. Plus revendicative, l'affirmation par les mouvements unis de leur légitimité révèle des sentiments partagés. Un profond besoin de reconnaissance d'abord. Un pressentiment aussi. Celui de voir non seulement se diluer, à travers la minoration du rôle des CDL, l'esprit de la Résistance, mais aussi s'éloigner la perspective d'une contribution décisive aux réformes de la libération. Le 17 juillet le CDL du Rhône, que préside Alban Vistel, s'alarme dans un communiqué à Alger de cet état de fait et utilise l'argument de la légitimité des sacrifices consentis :

> *"[…] Regrettons qu'auteur loi n'ait pas acquis certitude existence d'une véritable démocratie clandestine dont l'émanation directe est Comités locaux et départementaux Libération. Opinion masse Résistance profondément déçue. Disons : si preuve donnée du combat quotidien, preuve faite de capacités de reconstruction. La soi-disant expérience Assemblées du passé, expérience d'échecs répétés et expérience jeu oppression politique et sociale. Résistance est terrible sélection d'hommes capables refaire la France. France demande Assemblée provisoire incarnant pur esprit Résistance et volonté rénovation. Erreur croire qu'il faut montrer lien avec passé, bien au contraire, peuple français attend preuve qu'il y a quelque chose de changé."*[539]

On trouve dans ce télégramme les germes des déceptions de l'après-guerre, l'exaspération alors transformée en amertume. Une autre lettre du CDL du Rhône adressée cette fois-ci au Commissaire de la République Yves Farge reprend les mêmes termes :

> *" Il apparaît […] que les dispositions de l'ordonnance du 21 avril est en désaccord complet avec toutes les instructions reçues, avec toutes les aspirations de la résistance et avec les intérêts de la France. […] Seules des personnes nouvelles ayant participé réellement à la résistance et souffert, peuvent prétendre à l'organisation d'une administration rénovée. Un autre danger se dresse encore,*

---

537 Sur ces questions voir *Les pouvoirs en France à la Libération*, sous la direction de Philippe Buton et Jean-Marie Guillon, *op. cit.*

538 Voir Fernand Rude, *Libération de Lyon, op. cit.*, pp. 46-47. Dans son étude, *La nuit sans ombre*, Alban Vistel reste très discret sur ce conflit.

539 Cité par Fernand Rude, *Libération de Lyon, op. cit.*, p. 44.

celui du découragement de ceux qui ont lutté et qui penseront immédiatement qu'il n'y a rien de changé et que ce n'était pas la peine de tant sacrifier pour un idéal pur que rien ne soit changé."[540]

L'exaltation, la joie, l'enthousiasme, tous ces sentiments évoqués pour parler de la Libération, ne doivent pas cacher des dissonances, une certaine mélancolie et le pressentiment de lendemains illusoires. On peut s'interroger sur cette forme de prédisposition psychologique au doute, un peu dépressive. Ne contribue-t-elle pas à créer, dès l'été 1944, un terrain propice à l'expression du dépit et du désarroi face à ce qui sera vécu comme un effacement, voire un détournement, de "l'esprit de la Résistance"?[541]

---

[540] AN 72 AJ 625, CDL Noyau actif à Monsieur de Commissaire régional de la République, le 31 juillet 1944.

[541] Voir, parmi d'autres, Jean Cassou, Alban Vistel, Jean Paulhan, François Mauriac, Albert Camus, etc. Nous reviendrons sur le devenir de la Résistance dans notre dernière partie.

Conclusion d'étape
Début septembre 1944. Une "joie mutilée"[542] ?

Dans la région R1, en suivant le parcours de son chef politique et militaire, Alban Vistel, cette courte période précédant la Libération laisse s'exprimer la volonté de s'approprier le temps, et plus spécialement le temps à venir. Si elle se traduit par la participation effective aux combats libérateurs, par la préparation et l'anticipation de la prise des pouvoirs, cette détermination se heurte aux logiques admises du retour à la légalité républicaine. Comme on l'a vu, il semble difficile pour les mouvements unis d'imaginer que le pouvoir et le changement tant désirés puissent, même partiellement, leur échapper. Bien qu'il consacre une identité affermie, où les fonctions politiques et combattantes sont clairement délimitées, le passage de la clandestinité à la lumière ouvre tout grand la porte aux incertitudes. Des questions essentielles sur le rôle, le devenir et l'héritage de la Résistance, déjà formulées dans les périodes précédentes, se posent à nouveau.

Identité politique et identité combattante

Avec les événements de l'été 1944 les fonctions et les prérogatives militaires et politiques de la Résistance finissent par s'enchevêtrer. La superposition des instances de décision (CDL, directoire régional MUR, État-major FFI, direction régionale FFI, services spécialisés), la multiplication des lieux de combats (maquis, vallées alpines, axe rhodanien, centres urbains) et des formes d'action (lutte armée et guérilla, grève "insurrectionnelle"), enfin la diversité des acteurs et les rivalités qu'elle entraîne parfois (FFI, FTP, Action ouvrière, alliés) ajoutent à la confusion. Dans ces conditions on peut s'interroger sur la survie d'une distinction militaire / politique à laquelle les responsables des mouvements unis ont toujours été particulièrement attachés. Précisons que cette distinction opérée au printemps 1943 ne signifiait pas séparation des deux entités, mais subordination du militaire au politique. L'exemple de la région lyonnaise, où les deux directions se concentrent à partir de la mi-juillet dans les mains d'une seule personne —et qui aurait pu ainsi présenter un risque d'absorption de l'une par l'autre— montre qu'il n'en est rien. Parce qu'elle fonde l'identité de la Résistance la séparation demeure. On l'a remarqué, l'intransigeance de Vistel à mettre sur pied dans les départements les institutions politiques en vue de la Libération atteste de l'attention accordée au rôle politique des mouvements unis et à leur représentativité. Ces derniers voient en effet dans leur capacité à faire régner un ordre juste et mesuré, ainsi qu'à canaliser les violences, le fondement même de leur légitimité auprès des populations. Le sens de la responsabilité et la fidélité à la légalité républicaine, quoi qu'il en coûte,

[542] Expression empruntée à Alban Vistel.

contribuent selon eux à asseoir leur crédibilité. Cette vocation politique[543] se double de l'affirmation d'une identité combattante[544], dont on a vu que, du moins pour Vistel, la portée morale dépasse la stricte dimension militaire. Au delà des actions et de la stratégie, la lutte armée clandestine a un sens qui n'est pas celui d'une armée traditionnelle. Bien que certains chefs militaires —ainsi du colonel Descour— revendiquent le statut de "soldats", la rencontre et la comparaison avec les troupes américaines éclaire en retour la singularité du combat résistant. La guerre des résistants n'est pas une guerre ordinaire, elle est autre comme en témoignent ces impressions d'un jeune officier maquisard relevées, et réinterprétées, par Alban Vistel :

> *"Le 19 août, Legrand voit arriver à son PC la première jeep américaine montée par les officiers de liaison de la brigade motorisée du général Butler qui chemine sur la route de Die. Legrand écrit mélancoliquement dans son journal : "Nous les reçûmes avec joie, mais je ne cache pas qu'un sentiment d'amertume me faisait comprendre aussi que le beau rôle des FFI était terminé. Néanmoins nous avions encore des services à rendre." Il est surprenant mais bon qu'un jeune officier en pleine ascension vienne évoquer soudain l'accent mélancolique de* Servitude et grandeur militaire*, il est bien émouvant de le surprendre regrettant déjà cette aventure bien étrangère aux catégories traditionnelles."*[545]

L'unité comme idéal

Cette identité combattante de la Résistance, Vistel en écrit une histoire magnifiée dans le discours qu'il prononce à la libération de Lyon. Il y associe, dans une vision idéalisée de l'unité du pays, identifié à la Résistance, toutes les formes d'action et de solidarité[546]. À Lyon, comme partout ailleurs, dans les jours qui suivent la Libération, une véritable "mystique"[547] unitaire, partagée par tous, s'empare du pays. Sans doute l'euphorie lyrique de Vistel reflète-t-elle une part de réalité[548]. Elle dit un moment éphémère où rêve et réel se confondent, où l'élan libératoire de la Résistance rejoint les espoirs et les attentes du plus grand nombre. Le discours enregistré d'Alban Vistel recoupe les "*grandes proclamations qui jalonnent ces premiers jours [et qui] se font l'écho de l'image unitaire que la Résistance toute entière veut donner d'elle, en même temps qu'elles font connaître à la population les nouvelles autorités et qu'elles la rassurent sur l'ordre dont elles sont les garantes*."[549] La tentation est grande

---

543 Dans le sens d'une participation à la vie et la gestion de la chose publique et du bien commun.

544 "Les Forces Françaises se sont couvertes de gloire, pas un département qui n'ait accompli de hautes faits de guerre, pas un dont l'action n'ait eu une portée considérable sur la conduite des opérations" proclame Alban Vistel le 28 août 1944.

545 *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 532.

546 Voir texte 7, annexe I, p. 415.

547 L'expression est utilisée par Jean-Marie Guillon : "Révolution par en haut (le gouvernement provisoire, les armées débarquées, les institutions nouvelles, les Partis socialiste et communiste, etc.) et révolution par en bas se rejoignent dans cette mystique de l'unité" in *La Libération du Var, op. cit*, p. 15.

548 Les textes de Vistel alternent sans cesse lyrisme et lucidité.

549 Jean-Marie Guillon, *La Libération du Var, op. cit.*

alors de transformer ce sentiment de l'unité conquise par la Résistance en courant dynamique et constructif, tourné vers l'avenir. L'enthousiasme et la certitude d'une pleine adhésion de la population à ce mouvement incarné par la Résistance sont d'autant plus forts qu'ils se fondent sur la légitimité du sacrifice, du témoignage et des morts. Cette "joie mutilée" évoquée par Vistel, qui fait la singularité de l'expérience résistante et que tourmentent encore des nouvelles tragiques. Ainsi de ce communiqué transmis fin août au chef régional :

> *"On me communique la liste des fusillés de BELLECOUR. Je voudrais croire qu'elle n'est pas exacte : vous comprendrez pourquoi en la lisant… Si c'est vrai, cela crie vengeance.*
> *CHAMBONNET Albert, né le 4/10/1903 à BEGISSE (Gard) – marié – s/officier d'aviation – domicilié à Ste FOY, 8 rue Croix-Nivert et 259, rue Garibaldi. CHIRAT Pierre, né le 7/8/1916 à LYON – Célibataire – employé vendeur – 62, rue des Maisons Neuves. BERNARD René, né le 3/10/1904, chauffeur, 45, rue de la Vengeance à MONTREUIL. DRU Gilbert, 2/3/1920 à LYON – Célibataire – étudiant – 60, cours Morand – chez RIBES. PFEIFFER Léon, né le 12/10/1922 à NANCY – Célibataire – graveur – sans domicile."*[550]

C'est au nom de cette légitimité et de cet idéal unitaire que les mouvements unis investissent l'avenir et pensent à celui de la Résistance, pleinement conscients que leur histoire leur donne des droits sur le futur.

L'avenir de la Résistance

Une fois connues et acceptées les intentions du Gouvernement provisoire en matière institutionnelle, les mouvements unis réfléchissent très vite aux modalités de prolongement de leur engagement. Comment transformer l'expérience de la Résistance en mouvement politique ? Plus largement, l'expérience peut-elle survivre à son contexte d'origine, et sous quelles formes ? Le 5 août 1944 le Comité directeur du MLN adresse à l'ensemble de ses composantes une longue et riche directive programmatique[551]. Elle règle un certain nombre de problèmes déjà abordés par le Comité directeur des MUR à l'automne 1943. Ce texte donne une idée précise de la façon dont les mouvements unis envisagent aussi bien l'avenir de la Résistance que celui de leur résistance, l'identification de l'une à l'autre paraissant être ici une sorte d'évidence[552].

La Résistance veut s'approprier le futur. La certitude de la victoire[553], la volonté de prendre en charge l'avenir du pays en assurant une présence résistante décisive et de premier plan dans les orientations politiques et réformatrices de

---

550 AN 72 AJ 624

551 Voir texte 8, annexe I, p. 417.

552 Le MLN veut organiser des "congrès de la Résistance" et s'exprime alternativement au nom de la Résistance ou en son propre nom.

553 "Nation victorieuse"

l'après-Libération[554], le rejet enfin du repli nostalgique sur le passé[555], révèlent une idée de la Résistance conçue avant tout comme un mouvement vers le futur.

L'identité démocratique du MLN. Dans cette perspective le MLN se pense comme le prolongement politique naturel de la Résistance et des valeurs qu'il lui attribue —et qu'il affirme avoir défendus : l'unité, le combat "*pour la liberté, l'indépendance souveraine et l'intégrité de la Patrie*" et l'idéal démocratique.

Les réponses apportées aux interrogations de l'automne 1943 sur le devenir de la Résistance sont essentiellement politiques. Elles laissent en suspens la question de l'héritage moral, pierre d'achoppement d'une Résistance confrontée dans les jours et les semaines qui suivent la Libération à l'exercice du pouvoir, au retour du fonctionnement démocratique libre, aux questionnements éthiques de l'épuration, à l'éloignement et à l'érosion du temps.

---

554 "entendent bien demain assumer des responsabilités publiques", "la Résistance […] entrera toute vivante et toute entière dans la vie publique française"

555 "la Résistance ne poursuivra pas le mythe stérile des “Anciens Combattants”"

Conclusion de la deuxième partie

Une identité résistante dans l'action

Centrée pour l'essentiel sur une analyse de contenu des documents internes des mouvements unis, cette seconde partie a permis à la fois de montrer l'intérêt d'une lecture différente de ces textes, de déployer certains mécanismes d'un processus de construction identitaire et de dégager les éléments qui structurent, dans son développement, une identité résistante.

Une autre lecture

Le choix de lecture de ces documents se démarque d'une utilisation habituellement destinée à établir les faits. Elle obéit à un objectif précis : suivre de l'intérieur, en le déroulant, un processus de construction identitaire forgée par l'expérience de la Résistance. Les directives, les circulaires et les rapports d'activité ne sont pas des textes théoriques ou réflexifs. Ils n'ont pas pour fonction de penser le sens de l'action résistante, mais servent à l'organiser, la préparer et l'anticiper. Et pourtant, la lecture proposée ici, attentive avant tout aux modes d'inscription dans le temps, révèle bien plus que les seuls éléments factuels apparents, qu'ils soient politiques ou stratégiques. Derrière la technicité des mots, entre les lignes des consignes d'action et dans les interstices d'un vocabulaire parfois bureaucratique s'immiscent fréquemment des traces lisibles et fortes d'une vision de la Résistance et d'une certaine présence au monde. Et c'est peut-être justement parce que l'action résistante n'est pas ordinaire qu'affleure si facilement dans des documents qui pourraient sembler au premier abord banals et anodins, l'expression plus ou moins aboutie de la conscience d'une singularité.

La description du processus identitaire proposée ici ne doit pas être considérée comme un modèle général et généralisable. *A contrario*, modelée par son objet, à l'écoute des variations imposées par le temps et les lieux, elle tente de mettre en évidence les composantes, les variables et les mécanismes en jeu dans la formation progressive d'une identité résistante.

Sur le processus de construction identitaire

En suivant pas à pas le développement, les rapprochements et les transformations des trois mouvements de la zone sud, de la base au sommet, dans la diversité des composantes, des services et des ancrages géographiques, comme dans la multiplicité des préoccupations et des vécus, deux traits majeurs s'imposent.

D'abord l'identité obéit à un processus régulier et dynamique de construction et de maturation. Influencée par diverses variables elle passe par des mécanismes successifs d'adaptation, d'imprégnations et de recomposition. Un noyau identitaire se forme et perdure dans le temps. Loin de diluer son contenu, la diversification des mouvements unis multiplie les formes d'appropriation de l'expérience de la Résistance et contribue ainsi à enrichir, étoffer et affermir une identité au caractère de plus en plus multidimensionnel.

Ensuite, dans le déroulement de cette construction identitaire, quelques éléments structurants et permanents, partagés à des degrés divers par toutes les composantes des mouvements unis, expriment la conscience, le sentiment d'appartenance et la réalité d'une identité singulière. Cette idée de la Résistance se traduit en particulier par l'expression d'une dimension légendaire constitutive de l'expérience, par la définition progressive d'une conception résistante de l'action qui intègre les rapports entre stratégies, violence, guerre et éthique, enfin par un sens marqué de la responsabilité, à la fois sociale, politique et morale. Ainsi, avec des variations dans le temps et des nuances selon les "lieux", des éléments partagés structurent profondément l'identité résistante des mouvements unis. Pensée et vécue comme témoignage, elle se caractérise également par ce que l'on pourrait qualifier d'activisme mesuré, où action résistante et sens de la responsabilité se conjuguent étroitement. Enfin, à travers le légendaire, dans l'anticipation stratégique du futur immédiat ou par les réflexions sur le prolongement de la Résistance, s'exprime une volonté forte et constante de s'approprier le temps.

Fondée sur les résultats de cette analyse, la périodisation rend compte d'une certaine cohérence chronologique qui accorde leur juste place aux écarts et aux dissonances. Comme des lames de fond, des traits dominants d'une identité résistante apparaissent ou s'effacent temporairement selon les moments, puis perdurent dans le temps. Entre l'année 1941 et la Libération ce processus identitaire se caractérise d'abord par l'appartenance à une identité "mouvements" qui, par la suite, se transforme en une identification progressive à la Résistance, entendue à la fois comme idée et comme entité. Quatre périodes révèlent ainsi des préoccupations changeantes, parfois récurrentes.

Sur "l'identité résistante" des mouvements unis

Entre 1941 et 1944 des composantes identitaires se mettent en place, se structurent et s'affirment. Des variables, de diverse nature, assurent, remodèlent ou modifient ces composantes. Au début de 1943 l'identité des mouvements unis s'ordonne autour de trois éléments structurants mêlés ; la clandestinité, à travers les critères de l'antériorité, de la longévité et de l'ancienneté, signe l'appartenance aux temps originels et pionniers ; la question de la légitimité, politique et historique ; la volonté de s'approprier le temps, mémoire légendaire et construction de l'avenir. Des variables conjoncturelles, à la fois événements extérieurs, orientations stratégiques et processus interne de rapprochements des mouvements, confortent ces premières composantes, les bousculent aussi et en développent d'autres. À l'été 1943 la question de la responsabilité et de la légitimité sociale d'une part, et celle du rapport entre les stratégies et une conception résistante de l'action, d'autre part, caractérisent l'identité des mouvements unis. Avec l'installation et l'organisation des maquis, avec les premiers combats et l'attente du "jour J", les éléments repérés se confirment et s'épanouissent. À l'été 1944 l'identité et le légendaire résistants s'enrichissent de l'esprit et de l'univers des maquis. L'identité combattante des mouvements unis s'affirme en interrogeant la dimension éthique et morale de l'action résistante. La volonté d'agir questionne le rapport entre l'activisme des stratégies et la responsabilité à l'égard des populations. Enfin la question de la maîtrise du temps oriente au cours de l'été 1944 les velléités de pouvoirs et pose le problème du devenir de la Résistance.

Selon la période, le contexte, les "lieux", des éléments d'identité apparaissent et se développent, parfois avec un certain éparpillement, une certaine dispersion. Il faut des conditions particulières pour qu'un sentiment d'identité fort s'exprime en tant que tel et soit pensé dans sa singularité. Parmi les composantes des mouvements unis, il nous semble que deux "lieux" de résistance favorisent plus que d'autres l'émergence d'une forme de conscience résistante. L'univers des maquis et le vécu quotidien des dirigeants représentent deux modes d'appréhension de l'expérience de la Résistance bien distincts. Ils possèdent chacun une cohérence interne, fondée sur une histoire et une identité propres, isolées de l'ensemble, et cette singularité dans la singularité les porte à développer une pensée et un légendaire résistants.

Approcher la Résistance sous l'angle de la construction identitaire permet de revisiter certaines notions avancées pour analyser le phénomène. Ainsi de la question de la légitimité, très souvent utilisée dans sa seule acception politique. Il nous semble important d'en élargir le champ à la dimension historique et sociale. Le critère de l'antériorité fonde la légitimité historique des mouvements unis, alors que la nécessité de protéger directement les populations oblige ces

derniers à s'interroger sur leur fonction sociale. Ce questionnement montre la pérennité d'un noyau identitaire référent, tout en révélant au sein des mouvements unis une multiplicité des appropriations et des appartenances à l'identité résistante.

Dans un autre registre que celui des documents internes, la presse clandestine des mouvements unis apporte à cette multiplicité d'expériences les mots de l'analyse, de la réflexion, de l'imaginaire et du lyrisme. Elle se l'approprie, s'en imprègne, la transforme et finit peu à peu par bâtir une certaine idée de la Résistance.

Au plus près de l'action, dans sa structuration comme dans son déroulement, quelques constantes identitaires émergent et s'imposent progressivement. On passe, en 1941, d'une résistance de mouvements isolés et encore cloisonnés, à la pleine identification, en 1944, des mouvements unis à l'entité Résistance. Référence centrale, ses modes d'appropriation se révèlent multiples et diversifiés. L'expérience se vit et se conjugue différemment selon les *lieux* de résistance. Parmi ceux-ci, les maquis et la clandestinité des responsables se distinguent par une construction originale, plus affirmée et plus aboutie, de l'identité résistante. La revendication d'une triple légitimité — politique, sociale et historique—, le légendaire, la responsabilité dans l'action et le témoignage en dessinent les principaux traits.

Il reste maintenant à saisir l'idée que les mouvements unis se font de la Résistance. Parmi les expressions manifestes de leur action, les publications clandestines énoncent publiquement une parole qui donne peu à peu sens et contenu à leur identité. Le discours résistant des mouvements unis définit une manière d'être singulière. Il façonne les mots et les catégories de pensée autour desquels s'ordonne leur rapport au monde.

Introduction

Sans vouloir répéter ce que de très nombreux acteurs et historiens ont déjà écrit sur le rôle essentiel du langage pour les groupes embryonnaires de la fin de 1940 et les premiers mouvements structurés de l'année 1941, il faut s'arrêter un temps sur sa portée et sa signification. Il est vrai que les formules, utilisées à l'envi, peuvent maintenant sembler banales. Mais insistons encore ; pour les résistants la parole interdite, les mots subversifs et le "Verbe"[556] qui transgresse sont des armes —"armes de l'esprit" selon *Témoignage chrétien*— qui participent pleinement de leur action et de l'affirmation de leur identité. Convaincre, dire une vérité autre, dénoncer les mensonges, témoigner et redonner espoir ; les premières voix résistantes, puisant parfois aux sources d'un silence meurtri et recueilli[557], surmontent la tentation du seul refuge dans le silence, et cherchent à briser celui que l'on impose à un pays muselé[558]. Pourtant, face à la confusion voulue et calculée des esprits, face aux détournements de sens et au dévoiement des mots, le silence, dans sa nécessité et sa dignité, a pu aussi se faire "éloquent". En 1943, dans *Domaine français*, recueil de textes et de poésies publié à Genève et diffusé clandestinement en zone sud, Jacques Debû-Bridel défendait encore avec force "l'éloquence du silence" :

> *"Contre [la] vanité, contre [le] mensonge, le silence est une défense, un refuge. […] De quelle utilité enfin serait la parole dans une contrée où les mots les plus essentiels auraient perdu dans l'expression courante leur signification ? Où chaque terme, et surtout les plus nobles, trahiraient la valeur qu'ils sont censés représenter,*

556 Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*

557 Un "examen de conscience" (Vistel), une "conscience qui s'examine" (Mauriac, *Le Cahier noir*), "examen de conscience d'un Français" (Marc Bloch, *L'étrange défaite*)

558 Comme André Chamson dans *Écrit en 40* ("C'est lui seul [le silence] qui peut aujourd'hui donner asile à la vérité. Nous aurons dû porter les malheurs de la Patrie comme des malheurs domestiques, au fond de nous, dans le secret de nos rêveries. […] La méditation d'un peuple, qui veut retrouver sa grandeur ne peut être silencieuse. Elle a besoin de mille voix pour atteindre son intensité et son évidence libératrices. J'ai l'espoir que ces voix se seront préparées dans le silence"), comme Jean Bruller dans *Le silence de la mer* (1941) ("Je terminai silencieusement ma pipe. Je toussai un peu et je dis : “C'est peut-être inhumain de lui refuser l'obole d'un seul mot”. Ma nièce leva son visage. Elle haussait très haut les sourcils, sur des yeux brillants et indignés. Je me sentis presque un peu rougir", raconte le narrateur du livre), Antoine de Saint-Éxupéry a écrit dans *Lettre à un otage* (1943), adressée des Etats-Unis à son ami Léon Werth, de belles pages sur les sens multiples du silence : "Et voici qu'aujourd'hui où la France, à la suite de l'occupation totale, est entrée en bloc dans le silence avec sa cargaison, comme un navire tous feux éteints dont on ignore s'il survit ou non aux périls de la mer, le sort de chacun de ceux que j'aime me tourmente plus gravement qu'une maladie installée en moi. Je me découvre menacé dans mon essence par leur fragilité. Celui qui, cette nuit, hante ma mémoire, est âgé de cinquante ans. Il est malade. Et il est juif. Comment survivrait-il à la terreur allemande ? Pour imaginer qu'il respire encore j'ai besoin de le croire ignoré de l'envahisseur, abrité en secret par le beau rempart de silence des paysans de son village."

> *où le mot "amour" signifierait "haine", ou bien "fidélité" "trahison" ? […] Le silence est aveu d'impuissance, de défaite, mais en même temps sauvegarde et refuge des vaincus. Une défaite à soi-même avouée, comprise, mesurée est le contraire d'une défaite acceptée. Les résignations se dissimulent toujours sous des mots trompeurs par une certaine jactance. Le silence apparaît pour les âmes nobles comme la nécessaire conséquence de toute défaite. Refuge premier des vaincus, protestation muette contre l'outrage subi et non accepté. […] Quand les hommes ne peuvent plus aimer et travailler en chantant leur joie de vivre, ils besognent muets, farouchement, à des œuvres terribles qui, un jour, les libéreront. En silence s'élaborent les grandes révolutions et germent les pensées et les œuvres fécondes, loin du bruit et du bavardage. Plaignons sincèrement ceux qui prendraient pour de la résignation ce silence nécessaire et se refuseraient à comprendre toute la portée de son éloquence."*[559]

Aussi, à côté de ce silence, il faut aux voix résistantes inventer et faire entendre un langage du vrai, imposer une parole et la rendre à nouveau légitime. Dans un article de décembre 1942 le journal Combat dénonce ainsi le "*temps du mensonge*" et prévient : "*Aujourd'hui on ne dit pas ce qu'on pense. Hier, on ne faisait pas ce qu'on disait. Aucune intransigeance ne sera trop grande pour nous rendre l'identité des mots et des choses, des paroles et des actes. Sur ce point nous serons impitoyables*."[560] Cette parole est d'abord celle de la contre-propagande, parfois de la "pure propagande" pour reprendre les termes de Henri Michel : "*L'expression et la diffusion d'idées, de propos, de critiques, d'accusations contre l'occupant et ses amis, n'étaient pas seulement une incitation à l'action, mais déjà une forme de cette action*."[561] Et il ajoute quelques lignes plus loin : "*La propagande pouvait grossir ou schématiser leurs options [mouvements] ; elle en exprimait cependant la substance.*"[562] Elle traduit aussi autre chose que des options politiques d'avenir ou une pensée économique et sociale. Au risque d'avancer encore une évidence, les mots, en transformant l'expérience, dévoilent une part de l'identité résistante.

Six journaux clandestins

La recherche sur le vocabulaire, on le sait, peut aider à révéler les modes de désignation ou d'auto-désignation. Le discours exprime, et construit à la fois, une représentation de soi ; il structure et fige les références, les valeurs et les catégories qui fondent un sentiment d'identité. Afin de saisir la pensée résistante des mouvements unis, et de décrire son élaboration progressive, l'étude qui suit s'appuie sur une analyse lexicale simple. Elle porte sur un échantillon de 251 éditoriaux et articles de fond sélectionnés dans un corpus de six journaux clandestins. Échelonné dans le temps, de 1941 à l'été 1944, le choix de ces titres tente de tenir compte de la diversité des échelles, des situations, des niveaux de

---

559 In *Domaine français. Message 1943*, Genève, Éditions des Trois-Collines, 1943.
560 "Le temps du mensonge", *Combat*, n° 38, décembre 1942
561 *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.*, p. 4
562 *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.*

responsabilité et des *lieux* de résistance tels qu'ils sont apparus au fil du temps[563]. Il s'adapte également à la réalité d'une production soucieuse de laisser s'exprimer des approches différentes et variables de la Résistance[564]. Les mouvements unis ont ainsi diffusé parmi d'autres des feuilles clandestines aussi diverses que *Combat*, le Bulletin intérieur des MUR, *La Libre Comté*, *La Marseillaise*, *Provence Libre* et *Le Mur d'Auvergne*.

Combat, organe du mouvement du même nom, devient peu à peu un périodique clandestin de portée nationale, dont le premier numéro paraît en décembre 1941. Il résulte de la fusion de *Vérités* et de *Liberté*[565]. Imprimés à Lyon par Eugène Pons et André Bollier-[*Velin]*, puis à Paris, cinquante-huit numéros tirés jusqu'à 300000 exemplaires sont diffusés en zone sud puis sur l'ensemble du territoire occupé jusqu'en août 1944. Ménageant d'abord le maréchal Pétain, *Combat* se rallie au général de Gaulle en août 1942. Henri Frenay, Georges Bidault et Claude Bourdet-[*Marcus]* en sont les premiers rédacteurs ; en 1942 René Cerf-Ferrière -[*Manuel]*, issu du premier Mouvement de Libération Nationale, en devient le rédacteur en chef. Par la suite la rédaction s'étoffe et se modifie au gré des arrestations et de l'élargissement du recrutement ; en 1943 et 1944, Georges Bidault-[*Louis Rivoire]* et Pascal Pia assument l'un après l'autre la direction[566]. À la fin de 1943 Albert Camus -[*Bauchard]* entre au journal par l'intermédiaire de Pascal Pia ; il en rédige régulièrement les éditoriaux jusqu'à la libération[567]. Pour *Combat*, les mêmes personnes cumulent de multiples fonctions ; rédacteurs du journal, elles sont

---

563 Voir notre seconde partie.

564 Cette diversité est pleinement assumée et revendiquée comme une dimension des MUR : "Les Mouvements Unis de la Résistance Française font paraître mensuellement les trois journaux clandestins que tous les Français connaissent : Combat, Libération, Franc-Tireur. D'aucuns peuvent penser que ce pluralisme dans la presse risque d'entraver l'unité dans la résistance. Eh bien non ! car si chaque équipe de rédacteurs a évidemment une tournure d'esprit plus particulière, la cohésion de notre front est assurée par une pensée directrice, une idée-force : la lutte contre l'ennemi commun.", *Provence Libre*, n°1, décembre 1943, "Union dans la Résistance".

565 Organe du premier Mouvement de Libération Nationale de Henri Frenay, *Vérités* est créé en août 1941 et lui même suite aux *Petites Ailes*. Il diffuse en zone sud des informations militaires et économiques et bénéficie des chroniques religieuses du père Chaillet. *Liberté* est diffusé le 25 novembre 1940 en zone sud. Fondé par les professeurs de droit François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen, imprimé à Marseille, il recrute ses militants dans les milieux démocrates-chrétiens. Voir les notices "Vérités", "Libertés" et "Petites Ailes" dans le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*

566 Le journal a fait l'objet de trois études, dont deux ont été publiées. La première, datant de 1957, est celle de Marie Granet et Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, PUF ("Esprit de Résistance"), 1957. La seconde a été écrite par Yves-Marc Ajchenbaum, *À la vie, à la mort. L'histoire du journal "Combat" (1941-1974)*, Le Monde éditions, 1994. Voir aussi le mémoire de Fabienne Isambert, *Combat. Prémices, naissance et évolution d'un journal clandestin de Zone Sud. Novembre 1940 à Juillet 1944*, mémoire de maîtrise, Université de Tours, 1996, 156 pages.

567 *Camus à* Combat, Cahiers Albert Camus n°8, Édition établie, présentée et annotée par Jacqueline Lévi-Valensi, Gallimard-NRF, 2002, 746 pages. Nous reviendrons par la suite sur le contenu des textes ainsi que sur leurs auteurs.

également chefs du mouvement et membres successifs du comité directeur des MUR puis du MLN. Les textes publiés reflètent en partie les préoccupations des responsables de *Combat*.

Le Bulletin interne (ou intérieur) des mouvements unis (BIMU ou BIMUR) est un hebdomadaire qui paraît du 10 mai 1943 au 20 avril 1944, en dépit des aléas et des difficultés de la clandestinité[568]. Il diffère de *Combat* tant dans sa nature que dans sa fonction, son contenu, ses intentions et ses lecteurs. Ce Bulletin se présente sous la forme de cahiers documentaires et s'adresse pour l'essentiel aux cadres et aux militants des services des mouvements unis. "Bulletin secret" selon ses rédacteurs[569], c'est un journal interne qui n'est pas destiné au grand public. Il est édité par le service de presse des MUR, le Centre d'information et de documentation (CID)[570]. Le BIMU mêle des informations sur l'occupation et le cours de la guerre à la réflexion de fond sur des thèmes propres au développement de la Résistance, ou sur des sujets de portée plus générale. Les informations sur la situation internationale proviennent d'une documentation élaborée par un service du Commissariat à l'Intérieur de Londres et adressée à l'ensemble des mouvements de la Résistance[571]. Le Bulletin intérieur s'organise autour de quelques rubriques régulières proposant des articles d'analyse, des récits d'action, des documents et des reportages, des proclamations des mouvements unis ainsi que des reproductions de discours des Alliés ou de membres du CFLN[572]. Sa création au printemps 1943 coïncide avec l'unification

---

568 Les rédacteurs du numéro du 11 janvier1944 précisent par exemple : "L'avant-dernier BIMU […] n'a pas pu paraître pour des raisons indépendantes de notre volonté et dont nos lecteurs auront deviné la nature." Nous avons eu l'occasion d'évoquer à plusieurs reprises dans notre seconde partie l'existence de ce Bulletin.

569 "Le S[Secrétariat] G[Général] nous a demandé de reprendre sous une autre forme et sous un autre titre le bulletin secret des MUR qui faisait lui-même suite au BIMU. Nous reprendrons ce titre, et notre bulletin s'appellera Bulletin Intérieur des MUR ; il sera hebdomadaire et paraîtra tous les Mardis." AN 72 AJ 624, Centre d'Information et de Documentation à Toutes Régions. N° 25/R. 13 décembre 1943

570 D'après Roux-Fouillet, *Catalogue des périodiques clandestins*, *op. cit*., p. 34. Claude Bellanger, Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch mentionnent simplement l'existence de ce Bulletin intérieur. Voir de C. Bellanger, *La presse clandestine (1940-1944), op. cit*., 1961, p. 199, ainsi que de H. Michel et B. Mirkine-Guetzévitch, *Les idées sociales et politiques de la Résistance, op. cit*., p. 402-403. À la fin avril 1944, à l'initiative de Georges Bidault, le BIMUR fusionne avec le Bulletin d'information et de propagande (BIP) et l'Agence France Libre pour former l'Agence d'Information et de Documentation, qui deviendra à la Libération l'Agence France Presse (AFP). Voir Claude Bellanger, *La presse clandestine (1940-1944), op. cit*., p. 200. Selon Dominique Veillon et Claude Lévy, la création du BIMUR pourrait s'interpréter comme la volonté des responsables des mouvements unis, et celle de Frenay en particulier, de se démarquer du Bulletin d'Information et de Propagande (BIP) "trop inféodé à Londres" ou de "contrecarrer l'influence de la Délégation". Voir leur article "Aspects généraux de la presse clandestine" in *La presse clandestine (1940-1944)*, *op. cit.,* Colloque d'Avignon, p. 25.

571 Et rédigée par Jacques Kayser et Jean-Paul de Dadelsen, d'après Claude Bellanger, *La presse clandestine (1940-1944), op. cit*., p. 246. Voir également Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre, op. cit.*, p. 350-351.

572 Les rubriques abordent ainsi : "L'activité de la Gestapo", "Nouvelles diverses", "La Résistance française", "Les épreuves de la Résistance", "La répression", "Action immédiate", "Guerre et

des mouvements, et le BIMU accompagnera jusqu'en avril 1944 le développement des maquis. Pour ses rédacteurs, il est conçu comme l'expression d'une certaine vision de la Résistance, qu'ils cherchent à faire partager[573].

Provence Libre, La Marseillaise, La Libre Comté et *Le Mur d'Auvergne*, organes régionaux des MUR-MLN, reflètent la diversité des sensibilités, des lieux et des appropriations de l'idée de Résistance au sein même des mouvements unis. Pour certains ils en sont l'émanation directe, ainsi de *La Marseillaise*. D'autres, existant préalablement aux MUR sous un nom différent, s'y sont agrégés ; *La Libre Comté* prolonge dans le Jura les tracts dactylographiés *Courage et Confiance*. Chacun de ces périodiques, publiés de la fin 1943 jusqu'à l'été 1944, et marqués par l'origine géographique ou la personnalité de ses rédacteurs, possède sa singularité et son histoire, et témoigne d'une conception particulière de la Résistance.

Dans le Var, autour de Draguignan et de Toulon les six numéros de *Provence Libre* sont diffusés du mois de décembre 1943 au 30 juin 1944. Imprimé à Toulon par Lyons et Azzaro jusqu'à 30000 exemplaires, l'organe des MUR de la région R2 est rédigé par des membres du Directoire régional dont Max Juvenal-[*Maxence]*, Georges Cisson[574] et le futur historien Henri Michel[575]. Réflexion sur la nature, la portée et le devenir de l'action résistante, mise en perspective et inscription de la Résistance dans l'histoire française et provençale[576], projets d'avenir, consignes, informations sur les exactions allemandes, analyse critique de la guerre et des choix stratégiques alliés font l'originalité et la richesse de *Provence Libre*[577]. Le journal, socialisant, traduit assez bien cet "activisme limité" dont Henri Michel parlera plus tard dans sa thèse[578].

---

diplomatie".

573 "Ce que nous voudrions faire essentiellement, c'est refléter le plus exactement et le plus complètement possible la résistance intérieure de la France, à la fois dans sa lutte et dans ses souffrances", *idem*, Centre d'Information et de Documentation à Toutes Régions. N° 25/R. 13 décembre 1943. En dehors des contributeurs connus de Londres (J. Kayser, par exemple), le mystère reste entier sur l'identité des rédacteurs du Bulletin.

574 Arrêté, Georges Cisson sera fusillé à Signes le 18 juillet 1944. Voir *La Résistance dans le Var, op. cit*., p. 366.

575 Voir Roux-Fouillet, *Catalogue…, op. cit.,* p. 155, Henri Michel, *La Résistance dans le Var (1940-1944), op. cit*., p. 46 ainsi que Jean-Marie Guillon, *Le Var, la guerre, la Résistance, op. cit.* et *La Résistance dans le Var, op. cit.,* pp. 385-389.

576 Sa manchette est agrémentée du petit dessin d'un paysage de l'arrière-pays varois, avec mas et cyprès, et un chemin s'ouvrant symboliquement sur la montagne Sainte-Victoire. Sous le titre on peut lire : "En l'an 102, aux Sources de l'Arc, au pied du Mont Sainte-Victoire, les Cimbres et les Teutons furent anéantis."

577 Pour Jean-Marie Guillon "ces articles reflètent plus les conceptions de leurs auteurs que celles des MUR en général", *La Résistance dans le Var, op. cit*., p. 388.

578 *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit*., p. 292.

La Libre Comté est éditée en avril 1944 par les MUR-MLN du Jura, partie de la Franche-Comté située en zone sud, dans la région R1[579]. Les rédacteurs sont issus pour la plupart du mouvement Combat, précocement implanté dans le département. Le journal porte comme épigraphe la devise "*Comtois ! Rends toi… Nenni, ma foi…*" ; elle renvoie à la représentation d'opiniâtreté des Comtois, associés ici à une vieille tradition de lutte et de résistance. Les articles de fond et les éditoriaux dévoilent une Résistance ferme, mesurée et responsable dans l'action, soucieuse de maintenir son autorité sur l'ensemble de la population et de faire régner un véritable ordre résistant, appelant à une justice modérée[580]. Le récit des représailles allemandes qui mettent le Haut-Jura à feu et à sang en avril puis à l'été 1944 couvre des pages entières du journal ; il adopte ainsi, dès sa parution, une tonalité singulièrement tragique.

Le lyrisme qui caractérise certains articles de *La Libre Comté* ressemble à celui des éditoriaux rédigés par Alban Vistel pour *La Marseillaise*[581]. Organe régional des MUR-MLN du sud-est (région R1), imprimé à Lyon par André Bollier-[*Velin]*, diffusé à partir du mois de février 1944, *La Marseillaise* atteint le 30 juin un tirage de 50000 exemplaires[582]. Dans des textes aux accents qui rappellent Jules Michelet, Alban Vistel s'enthousiasme pour l'union d'un peuple qu'il idéalise et fait de la Résistance le témoin présent d'une France éternelle. S'il enserre la Résistance dans les profondeurs de l'histoire de France —de Jeanne d'Arc aux Poilus de la Grande Guerre, en passant par Saint-Just—, il esquisse en même temps les traits du mouvement qui prolongera son combat. *La Marseillaise* défend en effet les prérogatives politiques, morales et sociales de la Résistance à la Libération et élabore une doctrine pour le Mouvement de Libération Nationale.

Le ton, le contenu et les idées du *Mur d'Auvergne* se démarquent sensiblement des autres feuilles clandestines des mouvements unis. Dix numéros paraissent entre le 1er février et le 25 août 1944. Le journal auvergnat, qui affirme être reproduit sur une "Imprimerie Spéciale du Maquis quelque part sur les plateaux de la Margeride"[583], se définit comme un "organe de l'action immédiate des mouvements de résistance". *Le Mur d'Auvergne* est diffusé dans la région de Clermont-Ferrand (R6) à l'initiative du chef régional FFI, Émile

---

579 Voir François Marcot, *La Résistance dans le Jura, op. cit*., et *Les Voix de la Résistance, op. cit*., p. 201-220

580 "On déshonore et on brise l'essor d'une révolution par les injustices et les excès. À quoi servirait d'avoir abattu nos ennemis si nous conservions leurs méthodes inhumaines et barbares ?", "Ne ternissons pas notre idéal", *La Libre Comté*, n° 2, mai 1944.

581 S'interrogeant sur la signification de ce lyrisme, Alban Vistel apporte dans *La nuit sans ombre* l'explication suivante : "Chaque temps exige un langage. Celui-ci pouvait alors être entendu", p. 42-43. Nous revenons par la suite sur le sens et la fonction de ces catégories de langage.

582 *La nuit sans ombre, op. cit*., p. 195

583 *Le Mur d'Auvergne*, n° 5, juin 1944. Il est imprimé dans le Puy-de-Dôme et en Haute-Loire selon Eugène Martres, *Le Cantal de 1939 à 1945. Les troupes allemandes à travers le Massif central*, Éditions de Borée, Cournon d'Auvergne (63), 1993, p. 223

Coulaudon-[*Gaspard]*, qui en rédige les éditoriaux. Il est, avec Robert Huguet et Henry Ingrand, le chef régional des MUR-MLN, l'une des personnalités notables de ce secteur géographique[584]. La glorification des faits d'armes et des combats —ainsi du Mont-Mouchet— et l'exaltation très martiale des maquisards inspirent une bonne partie des articles du *Mur d'Auvergne*. Par ailleurs la violence revendiquée et exercée contre les "traîtres"[585], les menaces et les appels à une épuration expéditive[586] détonnent avec les propos bien plus mesurés des autres journaux[587].

584 Voir John F. Sweets, *Clermont-Ferrand à l'heure allemande, op. cit.*, p. 201-230.

585 Voici quelques exemples de cette prose vengeresse : "Partout le nettoyage continue : Miliciens, agents de la Gestapo, traîtres à la Patrie sont exécutés après jugement de nos Tribunaux militaires. […] À Mauriac également, gros lessivage : Sept miliciens sont exécutés", *Le Mur d'Auvergne*, n° 9, 15 août 1944.

586 "Chefs de la Résistance, à quelque mouvement que vous apparteniez, plus de faiblesse ! Un traître dévoilé, avec preuves formelles de son indignité, doit être, après un jugement sommaire, passé par les armes", *Le Mur d'Auvergne*, n°2, mars 1944. "Tous ceux qui auront exercé des sévices quelconques sur des membres de la Résistance seront impitoyablement punis et, si eux-mêmes ont commis des actes répréhensibles à l'encontre des familles de patriotes, des représailles pourront être décidées de la même façon envers leurs propres familles", *Le Mur d'Auvergne*, n°5, juin 1944.

587 On retrouvera cette violence réclamée à la Libération par le même journal et par son directeur Émile Coulaudon. À ce sujet John F. Sweets rappelle les titres évocateurs des éditoriaux exigeant une "justice par la corde". Voir *Clermont-Ferrand à l'heure allemande, op. cit.*, p. 232-233.

Vocabulaire, mots et catégories

De ce panorama rapide émergent quelques variantes dans l'expression de la pensée et de l'action résistantes. Intuitive, cette description doit être approfondie par une étude plus systématique du vocabulaire des mouvements unis. Là encore des précisions s'imposent ; comme celle de l'analyse factorielle des correspondances, les techniques de l'analyse lexicale ne peuvent en aucune façon tenir lieu de raisonnement. Elles viennent à l'appui d'une démonstration, infirment ou confirment des hypothèses, les réorientent éventuellement, et aident à limiter les risques de sur ou de sous interprétation. L'analyse lexicale est à la fois une précaution et un outil, un moyen, un instrument de travail étroitement associé à un questionnement préalable[588]. Elle peut parfois donner le sentiment de déboucher sur des évidences…[589] Elle apporte cependant une vision globale de la masse documentaire et met en valeur des articulations difficilement perceptibles par une simple lecture littérale.

Quelques critères ont présidé à la constitution du corpus[590]. Il lui fallait en effet être contrastif —diversité des locuteurs et des *lieux* de résistance— et diachronique —évolution dans le temps. Les articles sélectionnés ont ainsi été divisés et étudiés selon trois modalités :

- un découpage par locuteur, qui permet une approche synchronique du vocabulaire en formant 6 sous-ensembles : *Combat*, BIMU (pour Bulletin interne des MUR), *La Libre Comté*, *La Marseillaise*, *Provence Libre*, *Le Mur d'Auvergne*.

- un découpage par période afin de mener une étude diachronique de la presse clandestine des mouvements unis, avec 5 sous-ensembles : 1941-1942, premier semestre de 1943 (*début 1943*), second semestre de 1943 (*fin 1943*), premier semestre de 1944, jusqu'au 6 juin (*début 1944*), été 1944 (*fin 1944*).

- enfin, pour affiner ces deux découpages et suivre l'évolution propre à chaque journal clandestin, une troisième partition croise périodes et locuteurs.

Une première approche quantitative du corpus consiste à dénombrer les formes pleines les plus utilisées, à les classer dans un tableau en fonction de leurs occurrences et de leurs fréquences, puis à comparer entre eux les sous-

588 Pour Antoine Prost "l'historien peut s'intéresser aux méthodes linguistiques pour leur valeur démonstrative ou pour leur valeur heuristique", "Les mots" in *Pour une histoire politique, op. cit.*, p. 257.

589 *Ibidem*, p. 269. Ainsi, le fait que les formes "Résistance" et "France" soient les plus fréquemment employées dans l'ensemble du corpus, ressemble beaucoup à une évidence…

590 Voir A. Prost, *ibidem*, p. 280

ensembles, en respectant le double découpage diachronique et synchronique[591]. De cette mise à plat du vocabulaire, trois traits recoupent les conclusions de la seconde partie. D'abord, pour les mouvements unis, l'identité de la Résistance ne surgit pas *ex nihilo* ; son idée et sa réalité se forment peu à peu. De même l'entité, l'organisation et ses structures se construisent progressivement et finissent pas se diversifier. Par ailleurs, cette analyse lexicale simple confirme la multiplicité des appropriations du phénomène selon les *lieux* de résistance. Enfin, quelques constantes traversent le temps et dépassent les sensibilités : valeurs et qualités, dénonciation morale de l'ennemi, identification à la France, sens et formes de l'action, présence et témoignage, légendaire.

L'observation du vocabulaire valide l'idée d'une construction progressive de l'identité résistante et de son caractère multidimensionnel. Elle révèle aussi une forte adéquation entre le contenu de la presse clandestine et celui des documents internes. On retrouve en effet dans les journaux des mouvements unis, au même moment et dans les mêmes lieux, les préoccupations et les thèmes présents dans les circulaires. Alors que l'on pourrait imaginer des décalages, des écarts, voire des divergences entre la confidentialité des discussions et des consignes et le discours public de la presse clandestine, on constate au contraire une cohérence étroite entre l'identité en action exprimée dans les documents internes et l'identité affirmée à l'extérieur.

Cette concordance de l'action et de la pensée sur l'action semble caractériser la résistance des mouvements unis. Les propos des textes publiés ne diffèrent pas fondamentalement des perspectives débattues dans les réunions. La réflexion accompagne, prolonge et donne sens à l'action résistante. Celle-ci ne peut dès lors se définir seulement comme une idéologie, ou une pratique sans horizon. Parce qu'elle ne dissocie pas l'être du faire et d'une idée du faire, cette résistance ressemble beaucoup à une éthique. Aussi, loin de constituer uniquement de la "pure propagande"[592], les feuilles clandestines reflètent aussi avec sincérité des conceptions diversifiées de la Résistance. On pourra même y voir s'esquisser les premiers traits d'historiographies distinctes.

---

591 Pour une analyse plus fouillée, voir l'encart n°1 ci-après.

592 Pour reprendre le mot de Henri Michel.

ENCART n°1

Le vocabulaire des mouvements unis. Approche quantitative et thématique

Répartition synchronique et diachronique des formes, des occurrences et des fréquences

Les tableaux sont présentés dans l'annexe II : "Tableaux des occurrences et des fréquences", p. 478.

Le tableau 1 (p. 479), diachronique, distribue dans la colonne "CORPUS" les premières formes pleines et significatives de l'ensemble du corpus. Dans les colonnes suivantes on procède à la même distribution pour chaque période : "1941-1942", "début 1943", "fin 1943", "début 1944", "fin 1944".

Le tableau 2 (p. 482), synchronique, présente une partition analogue mais en distinguant par colonne les différents journaux clandestins : "Combat", "BIMU", "Libre Comté", "Marseillaise", "Provence Libre", "Mur d'Auvergne".

Pour chaque colonne, les *formes* définissent les mots en excluant les articles (le, la, les…), les mots outils (donc, ainsi…), les conjonctions de coordination (et, car…), les chiffres (à l'exception des dates : 1940, par exemple) et les signes de ponctuation. Nous n'avons pas distingué majuscules et minuscules. L'*occurrence* désigne le nombre de fois qu'une forme apparaît dans le corpus sélectionné. La *fréquence* (1/1000, ‰) d'une forme indique le rapport entre le nombre d'occurrences de la forme et le nombre total d'occurrences du corpus choisi. La fréquence permet de comparer l'utilisation d'une même forme à l'intérieur des différents sous-ensembles. Par exemple, le mot "France" est bien plus fréquemment utilisé par *Combat* (7,7 ‰), organe national, que par *La Libre Comté* (1,58 ‰), journal dont le caractère régional est particulièrement affirmé[593]. La fréquence du mot "résistance" est plus forte à la fin de 1943 (5,25 ‰), c'est à dire au moment où elle s'affirme, que pendant la période 1941-1942 (1,24 ‰). Ce dernier constat appuie l'idée d'une Résistance qui se construit progressivement.

Pour compléter cette approche quantitative, nous avons procédé à un regroupement thématique des formes lexicales, en redonnant aux mots leur signification (voir description, graphiques et calcul des écarts à l'indépendance dans l'annexe III, pp. 495-498). Huit thèmes ont ainsi été définis : Résistance et désignation de soi ; rapport au temps ; valeurs, qualités et postures ; ennemis, actes et comportements de l'ennemi ; populations, territoires et victimes ; action, formes de l'action et injonction ; France et champ patriotique ; les alliés et le monde.

Le vocabulaire dans le temps (diachronique)

La répartition chronologique des formes fait apparaître des changements dans la hiérarchie des préoccupations, le rapport au passé, au présent et au futur, ainsi qu'une évolution dans l'auto-désignation. L'observation met également en valeur la rupture déjà relevée du printemps 1943 et révèle des constantes dans le vocabulaire des valeurs, des qualités, de l'action et de l'injonction.

1) Hiérarchie des priorités et rapport au temps

On retrouve dans l'évocation du passé récent, des préoccupations présentes et du futur (espoir vague ou projets d'avenir), la même chronologie que celle décrite dans la seconde partie.

- La réflexion sur les causes de la défaite concerne essentiellement la période 1941-1942 et début 1943 (armistice, an 1940, défaite, épreuve) : "Depuis plus de deux ans la France souffre dans son corps et dans son âme. C'est pour elle le temps de l'épreuve : une épreuve à laquelle rien ne l'avait préparée. Elle a souffert l'angoisse de la retraite, le déchirement de la défaite, la honte de l'armistice."[594] Puis le passé disparaît pour ne réapparaître qu'à l'été 1944 ; il s'agit alors de celui de la France occupée ou de la Résistance (quatre, ans) : "Provençaux ! Vous venez pendant plus de quatre ans de subir la plus

[593] Parmi un ensemble d'appartenances identitaires hiérarchisées. Nous renvoyons à l'article de François Marcot, "Sur les processus identitaires. À propose des résistants de Franche-Comté" in *Bretagne et identités régionales, op. cit.,* pp. 239-256

[594] *Combat*, n°39, janvier 1943, "Le temps de l'épreuve", article rédigé par Henri Frenay.

terrible des oppressions"[595], "Il y a quatre ans une voix s'élevait qui appelait les Français à la résistance, qui clamait l'espérance et disait la volonté de lutter et de vaincre"[596].

- Le vocabulaire du printemps 1943 dévoile une double préoccupation. Des formes nouvelles se détachent ; *déportation*, *réfractaires et Laval* indiquent clairement qu'elle est alors la priorité des mouvements unis : "*Le mouvement des réfractaires devant partir pour le Reich semble avoir pris des proportions importantes en Corrèze*"[597]. Ils cherchent par ailleurs à se faire reconnaître ou à se démarquer des hommes et des institutions de la France Libre (*de Gaulle*, *Giraud*, *comité*, *chef)* : "*Nous adjurons le Général Giraud d'entendre le magnifique appel que lui a adressé de Gaulle*. *Nous l'adjurons avant tout de liquider la dangereuse camarilla qu'il a maintenue en place et qui, jour et nuit, travaille à entraver l'union qui signifiera leur condamnation. Général Giraud, la France attend !*"[598]

- Enfin, s'il reste vague et lointain jusqu'en 1943 (libération, victoire, demain, espoir) l'avenir semble se préciser à partir de la fin de 1943 (révolution, république, sera, après) : "le peuple vrai, celui de la Résistance sait qu'il lutte maintenant pour la libération de sa Patrie, pour sa liberté pour l'émancipation du Prolétariat, pour que naisse enfin le règne de la Justice Sociale dans une République vraie"[599].

Le graphique de l'évolution des formes lexicales relatives au rapport au temps recoupe ces constats (voir graphique 4, annexe III, p. 491).

2) Auto-désignation et énonciation

La chronologie du vocabulaire montre à la fois une affirmation progressive de l'idée et de l'entité Résistance, et une diversification dans le temps des termes employés pour la qualifier.

- Ce qui frappe d'abord c'est la faible fréquence du mot *résistance* (1,24 ‰) pendant la période 1941-1942, les formes *nous* (12,89 ‰) et *de Gaulle* (1,81 ‰) le surpassant largement.

- Sauf au printemps 1943, période de rupture sur laquelle nous revenons ci-dessous, le pronom *nous* s'impose toujours comme la forme la plus utilisée. Cette observation recoupe les conclusions formulées par François Marcot sur l'usage de ce pronom dans les tracts des mouvements non communistes de Franche-Comté[600] ; il témoigne ici d'une posture énonciative d'autorité. Celle-ci distingue en effet les mouvements unis du reste de la population en hiérarchisant leurs rôles respectifs au profit des premiers.

- Après 1943 la référence à de Gaulle disparaît et la Résistance s'identifie ou s'associe soit à des institutions (*comité*, *Alger*), soit à des phénomènes comme celui des maquis (*maquis*, *camps*), soit à des personnalités (*Frenay, chef*), soit aux mouvements eux-mêmes et à leurs structures (*mouvements*, *mouvement*, *combat*, *libération, FFI*), soit à des ensembles de personnes (*groupes*, *camarades*, *patriotes*, *militants, soldats*) ou à ses martyrs (*fusillés*, *morts*).

3) La rupture du printemps 1943

Le printemps 1943 est marquée par un certain effacement, une mise en retrait des mouvements unis, et parallèlement une présence plus marquée de catégories particulières de population auxquelles ils s'adressent directement : la fréquence des formes *notre* (1,29 ‰ contre une moyenne sur l'ensemble du corpus de 3,16 ‰), *tu* (1,29 ‰ début 1943), *ouvriers* (1,04 ‰), *réfractaires* (0,91 ‰) révèle une modification des priorités. Dans la presse clandestine comme dans les documents internes l'instauration du travail obligatoire est perçue comme une rupture.

À la différence de l'ensemble des tracts des mouvements non communistes francs-comtois[601] le mot *peuple* appartient au vocabulaire des mouvements unis. Présent entre 1941 et début 1943 puis à l'été 1944, son usage peut renvoyer à l'image idéalisée du peuple "acteur de l'histoire" conçue par Jules Michelet et reprise dans *La Marseillaise* : "*Sagesse du peuple qui rejette toutes tentatives de totalitarisme et qui ne confond pas l'unité prolétarienne avec le parti unique imposé par une minorité. Sagesse du peuple dont nous percevons l'aspiration unanime vers le renouveau par la révolution nécessaire*"[602].

4) Des constantes

---

595 *Provence Libre*, n°6, 30 juin 1944
596 *Le Mur d'Auvergne*, n°6, 20 juin 1944.
597 BIMU, 10 mai 1943, "Les réfractaires de Corrèze".
598 *Combat*, n° 39, janvier 1943
599 *La Libre Comté*, n°2, mai 1944
600 Art. cit., pp. 92-93
601 *ibidem*, p. 89
602 *La Marseillaise*, n°1, mai 1944

Trois thèmes ne varient pas fondamentalement entre 1941 et l'été 1944 : la dénonciation de l'ennemi, la définition des valeurs et des qualités "résistantes", l'injonction et la place de l'action.

- Les ennemis sont multiples. Désignés d'abord sous le terme générique et globalisant d'*ennemi* (1,46 ‰ sur toute la période), il s'agit de nommer les personnes (*maréchal*, *Pétain*, *Hitler*, *Laval*), le gouvernement de Vichy et sa politique (*Vichy*, *gouvernement*, *déportation*, *politique, police*), ainsi que l'Allemagne et ses forces d'occupation (*Allemagne*, *allemande*, *Gestapo*, *allemands*, *armée*, *soldats*). La dénonciation adopte un registre essentiellement moral ; à travers eux sont stigmatisés le mensonge pour Vichy (*mensonge*, *trahison*) et la violence pour les Allemands (*fusillés*, *déportation*, *épreuve*, *répression*, *guerre, mort, morts*).

- Quelques valeurs et qualités s'imposent et perdurent tout au long de la période. Elles s'opposent aux comportements de l'ennemi et définissent à la fois une attitude de résistance, de présence et de refus : *liberté*, *vie*, *devoir*, *honneur*, *volonté*, *courage*, *unité*, *contre*, *dire*, *jamais*.

- Enfin, étroitement lié à ces manières d'être, le vocabulaire de l'action, assez général (*action*, *faire*, *lutte*, *combat*), relève davantage de l'injonction (*faut*, *doit*) que de l'urgence et des appels précis à agir.

Le graphique de l'évolution de la répartition thématique des formes lexicales permet de compléter cette approche quantitative (voir graphique 2, annexe III, p. 490).

Le vocabulaire selon les lieux de résistance (synchronique)

La comparaison du vocabulaire utilisé par les six journaux des mouvements unis dévoile des conceptions plurielles et parfois entremêlées de la Résistance. Elles s'expriment à travers les mêmes thèmes développés ci-dessus : la désignation du phénomène Résistance, les valeurs et les qualités, le rapport au temps, l'action, les ennemis et la population. Deux visions de la Résistance, de son contenu et de son action se dessinent, bien que la délimitation ne soit pas aussi tranchée : la première renvoie à une idée plus abstraite (rapport au temps, valeurs et qualités), la seconde se caractérise par une proximité plus grande avec la réalité (populations, actions). Chaque feuille clandestine partage à des degrés divers l'une et l'autre. Le graphique de la répartition thématique comparée des formes lexicales ainsi que celui du rapport au temps recoupent cette observation (voir graphiques 3 et 5, annexe III, pp. 490-491).

1) Une idée plus abstraite, entre éthique et politique

- Les formes désignant les qualités et les valeurs dominent largement le vocabulaire de *La Marseillaise* (19 formes sur 50) et de *Provence Libre* (14 sur 50), dans une perspective plus morale pour le premier (*intransigeance*, *âme*, *liberté*, *humaine*, *vie*, *conscience*, *volonté*, *mort*, *honneur, unis*) et plus politique pour le second (*union*, *patrie*, *liberté*, *unité*, *libre*, *pensée*, *politique*).

- On retrouve dans *Combat*, *La Marseillaise* et *Provence Libre* un rapport au passé et au futur très proche : retour sur la défaite (*1940*, *défaite*), inscription dans l'histoire (*histoire*, *héros*, *souvenir*), investissement dans un avenir plus ou moins construit (*demain*, *victoire*, *libération*, *jour j*, *révolution*, *gouvernement*, *meilleur*, *espoir*, *après*, *république*, *parti*, *politique*, *mieux, doctrine*). *La Libre Comté* et *Le Mur d'Auvergne* partagent aussi cette projection dans le futur (*justice*, *vers*, *sera*, *république*).

- *La Marseillaise* et *Provence Libre* se singularisent des autres journaux clandestins par la quasi-absence d'un ennemi. *La Marseillaise* ne les mentionne presque pas tandis que *Provence Libre* évoque un *ennemi* vague et indéfini.

2) Une proximité avec la réalité, les territoires et les populations

- La dimension régionale des mouvements unis est revendiquée par *La Libre Comté*, *Le Mur d'Auvergne* et, dans une moindre mesure, le Bulletin interne des MUR (*Savoie*, *région*, *Jura*, *Comté*, *Auvergne*). Par ailleurs, pour *La Libre Comté* et le BIMU, les maquis représentent une entité résistante à part entière (*maquis*, *chef*, *camps*, *réfractaires*, *camp*, *chefs*), dont l'identité imprègne celle de la Résistance. À la différence de *Combat*, *La Marseillaise* et *Provence Libre*, le BIMU, *La Libre Comté* et *Le Mur d'Auvergne* s'adressent plus directement aux militants et aux populations (*réfractaires*, *jeunes*, *population*, *comtois*, *paysans*, *hommes*, *enfants*, *gens*, *vous, patriotes, camarades*).

- La dénonciation des ennemis appartient au vocabulaire de La Libre Comté, du BIMU, du Mur d'Auvergne et de Combat ; ils sont clairement désignés (Vichy, ennemi, gouvernement, Allemagne, allemands, police, Gestapo, troupes, allemand, allemandes, forces, traîtres, boches, miliciens). Cette stigmatisation s'accompagne d'une exigence affichée d'épuration : épuration, justice, heure, jours.

- Le rapport au temps est dominé par les préoccupations du présent, dans une proximité avec les difficultés et les souffrances des populations : *prisonniers, victimes, feu, réfractaires, répression, arrestations, maintenant, mort, morts.*

- Enfin si la nécessité de l'action est partagée par tous (*action, lutte, combat, faire, faut, doit*), le vocabulaire du BIMU et du *Mur d'Auvergne* témoignage d'une conception plus "activiste" et plus martiale, l'accent étant davantage porté sur la lutte armée : *armes*, *activité*, *mesure*, *FFI*, *bataille*.

De cet aperçu d'ensemble un mot se détache par sa fréquence élevée et sa constance : celui de *France*. Plus qu'une simple forme lexicale, il renvoie à l'une des catégories essentielles de l'identité résistante. Quant à la forme "résistance", sa fréquence, encore faible entre 1941 et 1942, progresse régulièrement puis s'impose comme l'une des plus fortes à partir de 1943. Elle confirme très simplement l'idée d'une construction.

Par "catégorie" il faut entendre un ensemble de référents, de codes culturels et de concepts plus ou moins élaborés qui, à un moment donné, fondent tout un univers mental et en modèlent les représentations. Comme les mots, les catégories de pensée et les formes de langage varient, et le temps transforme parfois leur signification et leurs usages[603]. Avec son éloignement, le risque est grand de déformer un sens originel dont le contenu peut sembler étranger, et par là même entièrement nous échapper. Parmi d'autres éléments —ainsi du rapport à l'action— certains mots et des catégories distinctives participent aussi de la singularité du phénomène. La Résistance crée en effet sa propre langue[604]. Pour parvenir à la comprendre, l'écoute doit être attentive à ce que disent le lyrisme et le légendaire, le patriotisme et l'attachement à la France, l'affirmation martiale de soi, la volonté de témoignage, la confrontation du mensonge et de la vérité, l'union et l'idéal de l'unité, les qualités, les valeurs et les manières d'être.

L'observation diachronique et synchronique du vocabulaire des mouvements unis[605] dévoile trois traits majeurs, autour desquels s'articule cette partie. Il s'agit d'abord de retracer les étapes de la construction discursive de l'identité résistante, ainsi que celles de son appropriation progressive. Les préoccupations changent comme le rapport au passé et au futur, et des ruptures temporelles cristallisent des prises de conscience et des affirmations identitaires. Puis, selon les *lieux* (responsables, maquis, régions), il faudra tenter de rendre compte de la diversité de cette identité. Deux visions complémentaires de son contenu et de son action semblent en effet se dessiner. Elles ne s'excluent pas et

---

603 Marc Bloch le rappelle dans *Apologie pour l'histoire* : "[…] le vocabulaire des documents n'est, à sa façon, rien d'autre qu'un témoignage. […] Chaque terme important, chaque tour de style caractéristique devient un véritable instrument de connaissance, seulement une fois confronté avec son entourage ; replacé dans l'usage de l'époque, du milieu et de l'auteur. […] Un mot vaut beaucoup moins par son étymologie que par l'usage qui en est fait", pp. 174-175. À propos des mots de la Résistance, Alban Vistel ne dit pas autre chose : "Et comme ils sont là et que leur usage ne peut être éludé, le mieux est de les définir afin de tenter de redonner leur sens et leur rayonnement", in "Fondements spirituels de la Résistance", *Esprit*, Octobre 1952.

604 Pour Libération, Laurent Douzou évoque également cette question du langage : "L'ensemble — jusque dans la grandiloquence qui affleure ici ou là— est daté. […] Est-là la raison pour laquelle ce langage donne de temps à autre un tel sentiment de distance par rapport à son lecteur du temps de paix un demi siècle plus tard ?", *Le mouvement de Résistance Libération-Sud, op. cit.*, p. 623.

605 Voir l'encart n°1.

chaque *lieu* de résistance s'y reconnaît avec une plus ou moins grande intensité. L'une, plus abstraite, s'appuie davantage sur une réflexion d'ordre éthique et politique, tandis que l'autre se définit par une proximité plus marquée avec la réalité, les territoires et les populations. Enfin, transcendant le temps et les différences, quelques grandes constantes finissent par s'imposer et par structurer une idée partagée de la Résistance.

Chapitre 8

Dans le temps. Construire une idée de la Résistance

Dans un éditorial de juillet 1944 *La Libre Comté* rappelle les conditions qui ont permis à la Résistance de se former. S'il évoque l'appel du général de Gaulle, l'article insiste aussi sur l'agrégation progressive de sentiments, de connivences et de gestes, au départ individuels, isolés, symboliques parfois et dispersés :

> *"L'oeuvre de la libération est née le jour où DE GAULLE a lancé dans l'espace son appel désormais historique, le jour où le premier Français s'est cabré devant la capitulation déshonorante. Elle a commencé pour vous le jour où vous avez compris la dure leçon et où votre coeur et votre raison ont protesté contre les honteuses abdications de PÉTAIN et de sa clique. Tout d'abord votre refus a été tout intérieur, puis vous l'avez extériorisé par des paroles et des actes. Vous avez lu dans les yeux des amis ou des adversaires de la veille le même sursaut de fierté, vous vous êtes confiés puis associés : la Résistance était née."*[606]

Cette représentation d'un phénomène s'élaborant dans la durée et se cristallisant peu à peu se superpose assez bien avec l'image qu'en donne l'évolution d'ensemble du vocabulaire. La Résistance se construit et s'étoffe par paliers. La chronologie adoptée ici tente d'en décrire les caractéristiques. Elle repose sur deux approches qualitatives et complémentaires du lexique des six journaux clandestins. L'étude diachronique des écarts à l'indépendance[607] d'une part, par un classement des formes lexicales dans des ensembles thématiques, aide à déterminer les préoccupations propres à chaque période. Elle nécessite un retour systématique au texte et aux phrases dans lesquelles les mots prennent sens. Celle des spécificités d'autre part (encart n°2), donne pour chaque phase les formes sous-employées ou sur-employées, en régression ou en progression. Une nouvelle fois, il faut préciser que le recours aux méthodes de la lexicométrie a une vocation essentiellement démonstrative. Destiné à valider des hypothèses, à confirmer ou à nuancer les conclusions apportées par l'analyse de contenu des documents internes, il soutient et contribue à appuyer l'argumentation. Quatre moments se distinguent, scandés par des continuités et des ruptures comparables à celles déjà repérées dans les circulaires et les directives.

Dans les premiers temps, au cours des années 1941 et 1942, on peut s'interroger sur la réalité, comme sur la claire conscience, d'une "identité

---

606 "N'attendez plus le jour J", *La Libre Comté*, n°5, 15 juillet 1944.

607 Pour de plus amples explications, voir l'annexe III de la troisième partie, p. 484.

résistante" structurée. Cette période voit surtout se dessiner et s'élaborer dans une inventivité permanente des manières d'être qui témoignent à la fois d'un refus et d'une présence. Les attitudes préconisées, de dimension morale, ne ressortent pas encore explicitement de la Résistance —le terme est d'ailleurs peu employé au cours de cette période. De même on ne remarque pas de différenciation nette entre "résistants" et "populations" ; les uns et les autres partagent le même sort et se confondent dans l'ensemble plus large des victimes de la guerre et de l'Occupation.

Au cours du printemps 1943, la place des populations l'emporte sur celle des "résistants". Si les deux groupes se démarquent, la désignation des seconds se limite toutefois aux responsables et aux institutions.

Il faut attendre la fin de 1943 et le début de 1944 pour que l'identité résistante s'affermisse, dans un double mouvement d'absorption et de diversification[608]. La Résistance devient dès lors une sorte de point d'ancrage, le dénominateur commun qui fédère et rassemble la multiplicité de ses modes d'appropriation.

Enfin, par un incessant mécanisme de reconstruction, gommant les différences, donnée à tous et revendiquée par tous —y compris de façon exclusive par le MLN— elle s'impose définitivement, à l'été 1944, comme la seule référence légitime.

Afin de saisir avec nuance les évolutions propres à chacune de ces quatre périodes, l'analyse diachronique du vocabulaire sera affinée par une étude combinant locuteurs et découpage chronologique.

---

608 Jean-Marie Guillon parle à ce sujet de mouvement à la fois centripète et centrifuge.

ENCART N° 2

Le vocabulaire des mouvements unis. L'analyse diachronique des spécificités

C'est en suivant la définition qu'en donne Antoine Prost que nous avons voulu compléter la première approche lexicale quantitative (occurrences et fréquences de l'encart n°1) par une analyse des spécificités. "*L'analyse des spécificités calcule pour chaque terme, dans chaque partie d'un corpus "partitionné", la probabilité qu'il aurait eu d'apparaître aussi souvent, ou aussi peu souvent, si son emploi avait été également réparti dans l'ensemble du corpus. […] Le chercheur n'a plus alors qu'à analyser ces spécificités positives (sur-emplois) ou négatives (sous-emplois).*"[609] Antoine Prost rappelle néanmoins les limites heuristiques, pour les historiens, de cette méthode ; elle risque de "*traiter les textes comme des populations de mots*" et non comme des énoncés porteurs de sens. L'analyse des spécificités est menée ici à partir du corpus formé par les six journaux clandestins, découpé en 5 sous-ensembles qui correspondent chacun à une période : 1941-1942, premier semestre 1943, deuxième semestre 1943, premier semestre 1944 (jusqu'au 6 juin), été 1944 (juin, juillet et août).

Le logiciel Hyperbase permet d'établir la liste des spécificités de chaque sous-corpus (fonction "SPÉCIFICITÉS D'UN TEXTE") ; on obtient ainsi deux colonnes par sous-ensemble, les excédents et les déficits, avec pour chaque colonne les formes et l'écart réduit, celui-ci devant être strictement supérieur à 2. En d'autres termes, les formes présentes dans ces listes ont au minimum 3 chances pour 1000 d'apparaître —valeur positive (+)— ou de ne pas apparaître —valeur négative (-)[610]. Le tableau produit (voir annexe IV, p. 499) donne une vision d'ensemble assez précise de l'évolution des préoccupations, de l'image de soi ainsi que de l'appropriation progressive de la Résistance.

Quatre périodes se détachent :

- Les <u>années 1941 et 1942</u> se caractérisent par un sous-emploi (-5) de la forme "résistance" ; la Résistance est encore absente, ou du moins éloignée, de l'univers des mouvements.

- À cette absence fait suite, au <u>premier semestre 1943</u>, un certain effacement des "résistants" (sous-emploi de "nous", sur-emplois de catégories de populations, "ouvriers", "déportés", "réfractaires", "fils", etc.).

- En revanche la période <u>de l'été 1943 à juin 1944</u> est marquée par une affirmation forte de la Résistance (sur-emploi).

- Enfin on peut interpréter la non-présence de la forme "résistance" <u>au cours de</u> <u>l'été 1944</u>, en termes de sur-emploi ou de sous-emploi, comme traduisant une forme d'adhésion ou une assimilation large de l'idée de Résistance. Partagée et reconnue, elle n'a plus besoin de s'affirmer en tant que telle ; elle a fini par s'imposer "naturellement" à tous.

[609] in "Les mots", art. cit., p. 264.

[610] Voir le Guide d'utilisation du logiciel élaborée par Etienne Brunet, *Proust. Œuvres romanesques complètes. Guide d'utilisation*, Éditions Honoré Champion, 1998, pp. 165-169.

Les années 1941 et 1942. Présence et témoignage

En décembre 1941, dans l'éditorial de leur tout premier numéro, les rédacteurs de *Combat* esquissent les formes et la nature de leur action. Pour l'heure, celle-ci ressemble beaucoup à un témoignage, au sens fort du terme[611]. Le vocabulaire utilisé dans ces quelques lignes le montre : "foi", "esprit", "âme" et "vérité".

> *"La rédaction de "Combat" présente aux Français le dernier-né des journaux clandestins. Dès le premier numéro elle entend informer ses lecteurs des buts qu'elle poursuit et des moyens qu'elle emploiera. […] Nous voulons qu'à la défaite des armes succède la victoire de l'esprit. […] La France est en voie de perdre à la fois son corps et son âme. Le bon sens français le pressent. En dépit de la propagande asservie, de la surveillance policière renforcée, des emprisonnements et des fusillades, le peuple français se refuse dans son immense majorité à favoriser sa propre destruction. […] Il faut montrer à nous-mêmes et au monde que notre Patrie reste fidèle à ses traditions d'honneur et de liberté. Nous combattrons par la parole et l'exemple en attendant de pouvoir reprendre les armes. […] La meilleure de nos armes est notre foi. […] Notre arme est aussi la Vérité."*[612]

Parmi les six journaux clandestins étudiés, seul *Combat* paraît au cours des années 1941 et 1942. Durant cette période les organes *Franc-Tireur*, *Témoignage Chrétien*[613] et *Libération-Sud*[614] partagent avec des variantes des préoccupations proches. Tous expriment une certaine présence morale. Notre développement s'appuie essentiellement sur un échantillon d'articles et d'éditoriaux publiés par *Combat* entre la fin 1941 et 1942. Les résultats de l'analyse qualitative du vocabulaire (encart n° 3) sont complétés par une comparaison avec quelques journaux clandestins des premiers temps de la

---

611 Nous reprenons la définition de "témoignage" donnée par le *Grand Robert* de la langue française : "Acte par lequel on atteste, on assume publiquement une croyance, on affirme la vérité ou la valeur d'une idée, d'un principe, soit par un témoignage, soit par son attitude, soit par son existence même", volume 6, p. 1082.

612 *Combat*, n°1, décembre 1941.

613 "Il n'y a pas de doute que notre monde actuel ne soit une prison de l'esprit, avant d'être une prison du corps, qu'il est aussi. L'honnêteté exige que nous ne refusions pas de voir ce qui est vrai ; et ce n'est pas pour nous une petite affaire, puisque notre conscience est déchirée par deux puissances, celle qui nous donne le mensonge et celle qui nous refuse la vérité. […] Fils de lumière, les chrétiens doivent savoir et ils doivent témoigner. Sur leur plan à eux, qui est celui du Règne de Dieu et de sa Justice, nul opportunisme, nulle crainte charnelle ne peuvent les dispenser de ce témoignage qu'ils doivent opposer à la caricature de la justice, à la caricature de la vérité, à la caricature, hélas, de l'honneur", *Cahiers du Témoignage chrétien*, n° 1, novembre 1941, "France, prends garde de perdre ton âme".

614 "Libération n'est point née d'un jugement sur les réalités internationales plus adroit ou plus intelligent que celui de ces Messieurs de Vichy, mais d'une révolte de notre conscience contre le déshonneur que l'on imposait à la France. […] Nous étions pour la résistance même quand, à des vues humaines, elle paraissait sans espoir parce que pour nous la justice, même écrasée par les hommes, reste la réalité suprême, et que la vérité, même enterrée dans son puits, reste quand même la vérité", *Libération*-Sud, n°8, 1er mars 1942, "Échecs passagers, certitudes croissantes". On remarquera l'utilisation du passé simple et de l'imparfait pour parler d'un temps (1941) objectivement bien peu éloigné du moment de la rédaction de cet article (mars 1942).

clandestinité (1940-1941), ainsi qu'avec *Libération-Sud*, *Franc-Tireur* ou les *Cahiers du Témoignage chrétien*. Dans l'ensemble *Combat* se distingue des cinq autres organes des mouvements unis tant par sa dénonciation du comportement des ennemis, par la réflexion menée sur les causes de la défaite que par la volonté de porter témoignage. Ces nuances s'expliquent en partie par la parution continue de *Combat* de 1941 à 1944, à la différence du Bulletin des MUR, de *La Libre Comté*, de *Provence Libre*, du *Mur d'Auvergne* et de *La Marseillaise*, créés plus tardivement. Pour la période 1941-1942, le recours aux publications des principaux mouvements de la zone sud nous permettent de compenser cet isolement relatif de *Combat*.

Dans ces temps reculés de l'histoire des mouvements, l'identification à la Résistance est encore très faible. Ainsi le sous-emploi de la forme "résistance" dans les années 1941 et 1942 (encart n°2) révèle que la notion même demeure floue, indéfinie et presque extérieure à leur univers. L'entité Résistance n'est alors ni affirmée ni revendiquée en tant que telle. Jusqu'à la fin de 1942 le mot ne prend quasiment pas de majuscule et il désigne surtout une opposition à toute forme de résignation, qu'elles qu'en soient la nature et l'origine politique. À quelques mois de distance (décembre 1941 et août 1942), ces deux exemples l'attestent qui définissent autant un état d'esprit qu'une attitude de combativité :

> *"Le Journal "Combat" appelle les Français à la lutte. Il les convie à s'unir pour vaincre l'esprit de soumission et préparer l'appel aux armes. Notre combat sera mené contre l'Allemagne d'abord, mais aussi contre quiconque pactisera avec elle et, consciemment ou non, se fera son auxiliaire dans notre malheur. Il lance un appel particulier aux ouvriers et aux paysans que la défaite a plus durement frappés que quiconque et dont le vigoureux bon sens,* l'esprit de résistance *sont le meilleur gage du salut."*[615]

> *"Car, sans adhérer pour cela aux doctrines staliniennes, le peuple de Paris sait gré au communisme d'avoir fourni à la cause commune son large contingent de fusillés, et d'être* un îlot de résistance *qui, par ses tracts, ses affiches, ses journaux clandestins, est à Paris, le seul qui soit véritablement actif."*[616]

Si, pour le moment, *Combat* ne délimite pas précisément les contours d'une Résistance dont la construction et l'appropriation restent encore indéterminées, les préoccupations et les thèmes abordés finissent par dessiner, en la normalisant, une véritable attitude de résistance. Celle-ci passe également par la nécessité de dire la singularité d'un engagement au contenu essentiellement moral[617].

---

615 *Combat*, n°1, "Appel", décembre 1941. Nous soulignons.

616 *Combat*, "Vacances à Paris", août 1942. Nous soulignons.

617 Précisons que cette dimension morale préconisée par le journal *Combat* n'est pas contradictoire avec les projets militaires ou de lutte armée mis sur pied et encouragés par Henri Frenay : actions de choc, groupes francs et équipes d'action immédiate organisés par Jacques Renouvin.

Encart n°3

Le vocabulaire de *Combat*. Analyse diachronique qualitative par la méthode des écarts à l'indépendance

L'approche proposée tente d'affiner l'analyse qualitative du vocabulaire par la méthode des écarts à l'indépendance présentée dans l'annexe III (p. 494). Elle croise ainsi périodes et locuteurs. Ici les articles du journal *Combat* sont répartis selon six périodes, de 1941 à l'été 1944.

-

Tableaux des écarts à l'indépendance. Répartition thématique des formes lexicales pour *Combat*

Trois traits caractérisent les années 1941 et 1942 :

- le traumatisme de la défaite (+ 1,47 en 1941, +0,33 début 1942) ainsi que la dénonciation morale de la trahison et du comportement des ennemis (+ 0,52 en 1941)

- une certaine indifférenciation dans la désignation des populations et des groupes de résistance ("victimes et héros" : + 2,22 en 1941, + 0,58 fin 1942 ; "désignation" : - 1,14 en 1941, - 0,66 à la fin 1942 ; "populations" : + 0,68 en 1941, + 0,23 fin 1942)

- la définition et l'affirmation progressive de manières d'être et de postures de présence ("valeurs" : + 0,84 fin 1942, "témoignage" : + 0,45 en 1941, + 1,33 fin 1942).

Deux traits dominent en effet cette longue période. Ils s'accompagnent, par un jeu de miroir et d'oppositions, d'une première définition qui préconise et encourage des manières d'être spécifiques. D'une part, le besoin de comprendre —pour le surmonter— le traumatisme de la défaite, passe par une mise en accusation de l'occupation, du renoncement et de l'esprit de trahison. Conjointement, et en regard de ces comportements stigmatisés, *Combat* modèle peu à peu l'image exemplaire et indifférenciée d'une communauté de Français soudés autant par les souffrances, les drames et les difficultés que par des valeurs partagées ainsi que de petits gestes complices de réactivité ou d'opposition.

<u>*Surmonter la défaite, dénoncer la trahison et le mensonge*</u>

Plus qu'à tout autre moment, les premiers temps de la clandestinité se prêtent à une sorte d'"examen de conscience"[618]. L'attention portée par *Combat* à l'analyse de la défaite —elle se prolonge encore en 1943— est la même pour *Franc-Tireur*[619] ou *Libération*, et en général pour une grande part des journaux clandestins[620]. Présent également dans les rapports et les historiques rédigés par les responsables des mouvements[621], ce travail réflexif sur l'effondrement du pays est conçu comme une nécessité. C'est en effet dans ce retour originel aux causes de la défaite que commence de se définir une certaine "identité résistante", une manière d'être singulière, qui reste toutefois encore éloignée de *la* Résistance. Elle puise peut-être moins dans la défaite *stricto sensu* que dans le refus du renoncement. Par ailleurs, à côté d'une définition "en négatif", cette première résistance incarne le choix d'une lecture lucide, rigoureuse et intransigeante de l'événement. Elle en exprime aussi le dépassement. Dans leurs tout premiers numéros, les rédacteurs de *Libération* (juillet 1941) et de *Franc-Tireur* (janvier 1942) ne disent pas autre chose :

> *"Nous, les Français de LIBÉRATION, nous voulons […] considérer la défaite comme un épisode dans une guerre qui s'impose au monde entier."*[622]

> *"Nous ne cessons de proclamer que les deux fautes essentielles de Paul Reynaud furent de faire appel, en mai 1940, à des défaitistes notoires et de livrer le pouvoir par sa démission. Il demeure que la faiblesse essentielle de ces hommes est de n'avoir été que des Daladier, des Reynaud, des Gamelin à l'heure où face à l'ennemi […] le salut du pays aurait eu besoin des Poincaré, des Clemenceau et des Foch. […] Nous accusons le maréchal Pétain […], traître conscient […], d'avoir réussi en 1940 la capitulation qu'il avait tentée en mars et mai 1918."*[623]

Constater avec clairvoyance la réalité de l'événement, en accepter l'existence sans s'y résigner, tenter de le circonscrire et de l'expliquer traduit d'abord une volonté de surmonter la défaite[624]. La démarche participe d'une attitude de résistance et imprègne la plupart des écrits clandestins de cette période[625]. Elle en constitue alors l'un des éléments fondateurs et structurants.

---

618 L'expression est utilisée par Marc Bloch dans *L'étrange défaite, op. cit., p.* 159 : "L'équité veut que le témoignage du soldat se prolonge par l'examen de conscience d'un Français". Elle est reprise par Alban Vistel dans "Fondements spirituels de la Résistance", art. cit., p. 483 : "En face de cette mauvaise conscience, l'examen s'imposait".

619 Pour *Franc-Tireur*, voir Dominique Veillon, *op. cit.*, p. 273.

620 Voir, par exemple, sur les tracts non communistes diffusés en Franche-Comté, François Marcot, *Les voix de la Résistance, op. cit.*, pp. 35-53.

621 Voir notre seconde partie.

622 *Libération*, n°1, juillet 1941.

623 *Le Franc-Tireur*, n°1, janvier 1942, éditorial "Nous accusons" rédigé par Antoine Avinin. Cf. Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur… op. cit.*, pp. 274-275.

624 Voir à ce sujet *Penser la défaite, op. cit.*, en particulier les articles de Pierre Laborie, "La défaite : usages du sens et masques du déni", pp. 9-17 et de Vincent Duclert, "Penser pour résister : *L'Étrange défaite* de Marc Bloch", pp. 169-177.

625 Sur cette question, on pourra utilement se référer au livre de Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.*, pp. 145-146.

Par ailleurs, au-delà du seul fait militaire, c'est avant tout un état d'esprit qui est rejeté et dénoncé. Ainsi, pour *Combat*, les thèmes récurrents de la trahison, de la lâcheté et de l'abandon occupent une place essentielle dans les analyses avancées par les rédacteurs. Ménageant un certain temps le maréchal Pétain, ces jugements désignent d'abord la politique du gouvernement de Vichy et de Laval, puis englobent l'ensemble des responsables de la collaboration. La "Lettre au maréchal Pétain" écrite par Henri Frenay en mai 1942 consomme définitivement la rupture avec le chef de l'État. Ci-dessous, les quelques extraits d'articles ou d'éditoriaux publiés par *Combat* entre décembre 1941 et décembre 1942 reflètent cette dénonciation constante de la "trahison" :

> *"Nous ne sommes pas les adversaires d'un homme, mais d'une politique de trahison qui s'exerce souvent malgré et contre cet homme."*[626]
> *"Il lui faut des équipes neuves qui puissent s'engager plus avant dans la voie de la trahison. Vous obéissez et pour diriger tous ces traîtres, vous vous laissez imposer celui-là même que vous aviez chassé."*[627]
> *"Les niaises consolations des officieux de la Révolution Nationale ne peuvent plus faire illusion à personne. Nous étions dans la boue, nous sommes dans l'ordure. Du moins, la situation, pour effroyable qu'elle soit, est-elle nette et tous les faux-semblants dissipés. Il ne reste plus aux Français, si aveuglés que certains d'entre eux aient pu être, d'autre alternative que de prendre ouvertement avec Vichy, le parti de la trahison ou contre Vichy le parti de la France."*[628]
> *"Nous continuons depuis un mois de descendre la pente à grande allure. À chaque nouvel abaissement, on croit être arrivé au bout, on s'imagine qu'il est impossible de déchoir davantage, chaque fois, l'impossible se réalise, l'infamie et la trahison battent leur précédent record."*[629]
> *"Après vingt mois d'abandon et de trahison, Vichy à coups de prébendes, n'a pas conquis plus de 5% de la nation. 5% de profiteurs, de corrompus."*[630]
> *"En mobilisant pour les boches Vichy fait une bonne affaire. Car on sait que gronde la colère dans les villes affamées, car on sait que les poings se serrent devant l'abominable scandale du marché noir, car on sait que seront bientôt punis les privilégiés qui, parce que l'argent de la trahison coule entre les doigts, accaparent à coups de billets de mille les denrées disponibles."*[631]
> *"Deux ans de révolution nationale. Deux ans d'abandon, d'entorse à l'armistice, de lâchetés, de trahison."*[632]
> *"Les temps de la rigueur et de l'exactitude sont venus. Nous savons que la flatterie mène au désastre et que le mensonge mène à la trahison."*[633]
> *"Ce grondement de tout un peuple, prélude de notre révolution. Nous marcherons à sa tête et nous la conduirons vers vous pour le règlement des comptes. Il y aura aussi des larmes, de la sueur, du sang. La trahison se paye !"*[634]

La trahison, symbolisée d'abord par la demande d'armistice, puis par l'accentuation de la collaboration, signe une véritable rupture morale et

---

626 *Combat*, décembre 1941, "La politique extérieure du gouvernement". Nous soulignons.
627 *Combat*, mai 1942, "Lettre au maréchal Pétain". Nous soulignons.
628 *Combat*, mai 1942, "Laval, maire du palais".
629 *Combat*, juillet 1942, "Les voiles sont déchirées".
630 *Combat*, septembre 1942, "Pourquoi ?"
631 *Combat*, octobre 1942, "Il faut dire : NON !"
632 *Combat*, novembre 1942, "Depuis deux ans".
633 *Combat*, décembre 1942, "Le temps du mensonge"
634 *Combat*, décembre 1942, "Relève".

temporelle avec une certaine vision de la France, à laquelle s'identifie les résistants. Elle ajoute à l'humiliation, exacerbe le traumatisme et ravive la blessure. En condamnant ainsi le renoncement et la forfaiture, *Combat* se situe en retour du côté de la continuité, de l'honneur et de la fidélité. Avec celle de l'intégrité, ces valeurs sont constamment revendiquées par les premiers résistants, dont l'engagement veut s'inscrire dans une tradition et dans un rapport identitaire au passé. Parmi d'autres, ces phrases montrent bien combien l'idée de fidélité définit alors l'attitude résistante :

> *"Il faut montrer à nous-mêmes et au monde que notre Patrie reste fidèle à ses traditions d'honneur et de liberté."*[635]
> *"La France réelle, populaire et profonde, demeure fidèle à elle-même, c'est à dire à la Liberté. Après vingt-sept mois d'occupation et de tyrannie, l'Allemagne nazie a réussi à faire contre elle l'unanimité du peuple français."*[636]
> *"La France souffre un dur martyr. C'est dans l'épreuve qu'on juge les peuples et les hommes. C'est dans l'épreuve qu'on juge la force des caractères, la sincérité des intentions, la fidélité aux promesses. C'est dans le malheur qu'on vérifie l'identité entre les apparences et la réalité. […] Le vent de la défaite, le temps de l'épreuve, ont balayé les prétendues élites qui avaient l'affection et la confiance du pays. Seuls parmi eux, d'autant plus méritoires qu'ils sont plus rares, quelques hommes ont su rester fidèles à eux-mêmes et à la vocation de la France."*[637]

Ce jeu de miroir se poursuit avec la dénonciation d'autres comportements associés à la trahison. Ainsi du mensonge ; le mot domine en effet largement le vocabulaire de *Combat* entre 1941 et 1942[638]. Pour les rédacteurs du journal le mensonge, "*grand mot du régime*", résume à lui seul la politique du gouvernement de Vichy. La période qui a suivi la défaite et l'armistice est même qualifiée de "temps du mensonge" :

> *"Le grand mot du régime a été prononcé par Pétain le 25 juin 1940 et il y a tout lieu de penser qu'il passera aux générations futures, inscrivons le ici à nouveau : Je hais les* mensonges *qui vous ont fait tant de mal. Ayant ainsi parlé, le régime et le chef qui "l'incarne" ont aussitôt commencé à mentir.* Mensonge*, l'armistice dans l'honneur.* Mensonge *la collaboration dans la dignité.* Mensonge *la révolution nationale.* Mensonge *sur* mensonge *le prétendu double jeu. Personne n'a plus lourdement, plus sottement* menti*, mais personne n'a* menti *avec plus de constance et d'audace que ce régime et cet homme qui se présentaient à la nation en débandade comme providentiellement désignés pour la sauver."*[639]

Comme avec les termes antithétiques de trahison et de fidélité, les rédacteurs opposent au mensonge de l'ennemi une vérité dont ils se proclament à la fois les détenteurs, les garants et, d'une certaine manière, les "apôtres". "L'appel" publié en décembre 1941 use ainsi d'un vocabulaire directement emprunté à la religion[640] :

---

635 *Combat*, décembre 1941, "Appel"
636 *Combat*, septembre 1942, "Pourquoi ?"
637 *Combat*, janvier 1943, "Le temps de l'épreuve"
638 Il arrive en deuxième position des termes en sur-emploi entre 1941-1942. Voir le vocabulaire spécifique dans l'encart n°2.
639 *Combat*, décembre 1942, "Le temps du mensonge"

> *"Les* mensonges *des plus insidieux aux plus grossiers s'étalent sur nos murs et remplissent les journaux et la radio. Nous lutterons contre l'anesthésie du peuple français. […] Organisons ensemble la Croisade de la Vérité contre le* Mensonge*, du Bien contre le Mal, du Christianisme contre le Paganisme, de la Liberté contre l'Esclavage. Grâce à vous la France se libérera."*[641]

Vérité et fidélité : ces deux qualités revendiquées et énoncées par les premiers résistants ne décrivent pas précisément une action de résistance telle que les historiens ont tenté *a posteriori* de la conceptualiser —et qui inclue à la fois "la volonté de nuire à un ennemi identifié", la "conscience de résister, c'est à dire de participer à une expression collective de refus", des "comportements et des pratiques de transgression" et des "stratégies à buts multiples"[642]. Vu de l'intérieur, dans ces temps pionniers, elles participent d'abord de la formation d'une "identité résistante" encore indéterminée, qui ne distingue pas nettement les mouvements des populations. Celle-ci se définit moins par une appartenance à une entité clairement délimitée que par l'adhésion à des valeurs propres et par l'adoption d'une attitude qui renvoie plutôt au "non-consentement"[643]. Cette résistance aux contours flous s'apparente davantage à une présence morale, à la permanence d'un être-là, au maintien *hic et nunc* de ce qui existe, au non-effacement de ce qui est[644]. Éloignée de la pure action[645], elle rappelle le *Silence de la mer*, écrit dans la même période, en octobre 1941. Le texte de Jean Bruller y dépeint en effet un comportement spécifique de présence silencieuse, conçu alors comme une forme de résistance[646]. Elle rejoint la discrétion et l'humilité de ces réactions individuelles décrites par Jacques Maritain en janvier 1941 dans son "témoignage" sur la défaite et l'Occupation, *À travers le désastre*[647].

---

640 Il faut rappeler que le mouvement "Combat" recrute en partie dans les milieux démocrates-chrétiens, comme l'attestent le groupe "Liberté" mené par François de Menthon ou les chroniques religieuses données par le père Chaillet aux *Petites Ailes* de Frenay (sous le pseudonyme de *Testis*).

641 *Combat*, décembre 1941, "Appel"

642 Pierre Laborie, "Qu'est-ce que la Résistance ?" in *Dictionnaire historique*…, p. 37. Voir également les définitions proposées par Henri Michel, François Bédarida ou François Marcot.

643 L'expression, de Pierre Laborie, est utilisée dans un documentaire-fiction consacré à la Résistance, "La Résistance", réalisé par Christophe Nick et diffusé sur France 2 et France 5 en février 2008.

644 "Le contraire de la mode, ce n'est évidemment pas le démodé ; ce ne peut être que le présent : ce qui est là, ce qui est ancré, permanent, résistant, habité : l'objet et son souvenir, l'être et son histoire", Georges Perec, *Penser / classer*, Éditions du Seuil, 1985, p. 55

645 Le fait que le terme "action" ne soit pas spécifique de la période 1941-1942 (sous-emploi) est ici particulièrement révélateur. Voir l'encart n°2 sur le vocabulaire spécifique ainsi que l'annexe IV, p. 489.

646 Et qui, au moment de sa parution à la fin 1942 puis bien après, dans un contexte différent de guerre, de transformation et d'autonomisation de la Résistance et de son action, pourra sembler décalé, dépassé et presque anachronique.

647 "Les réactions et les sentiments de la masse française ne peuvent avoir actuellement aucune expression publique et se produisent au plan du comportement individuel de chacun. Ce que nous apprenons de ces réactions et de ces sentiments par des relations privées apporte un rayon, un mince rayon dans notre nuit. (…) Enfin et surtout, tous les témoignages attestent un redressement général dans le domaine en quelque sorte atomique de l'existence individuelle. Chacun en France, depuis six mois, a réagi au malheur pour son propre compte en le surmontant par la force d'âme", *À travers le désastre, op. cit.*, p. 79.

Résister et témoigner

Quelques précisions s'imposent sur la nature et le contenu de cette résistance des premiers temps de la clandestinité. Ici le raisonnement nécessite de distinguer ce qui relève de l'historicisation postérieure au phénomène, et ce que les mouvements, à leurs débuts, désignent eux-mêmes comme comportements de résistance. D'un point de vue conceptuel, par la publication et la diffusion de leurs écrits clandestins, ils s'inscrivent évidemment dans une action de résistance. Pour autant on peut s'interroger sur le sens et la portée des attitudes encouragées par la presse de la Résistance. Ainsi, à plusieurs reprises, les rédacteurs de *Combat* font le récit de gestes et de manières d'être qu'ils projettent sur toute une population. Dans l'extrait suivant, la figure du "Français" qui "résiste" personnifie la masse des habitants occupés et privés de liberté :

> *"Le Français n'est ni un lâche ni un imbécile. Il sait qu'il a perdu une bataille, mais le Français n'acceptera jamais d'avoir "aussi" perdu la Liberté. Il sait aujourd'hui mieux qu'en Septembre 39 pourquoi il doit combattre. Aujourd'hui il* résiste*, il souhaite pouvoir demain reprendre son fusil. Il sait qui lui ment, qui le brime, qui le pille. Il sait pourquoi il veut chasser le boche."*[648]

En distinguant l'attitude présente d'une action future, le journal établit une différence entre une forme de résistance-conscience ("*il sait*") propre à la période 1941-1942, et une représentation plus explicitement armée de l'engagement à venir ("*reprendre son fusil*"). Remarquons que celle-ci n'est pas qualifiée de "résistance". Pour *Combat*, l'utilisation de "résister" renvoie peut-être à la définition alors courante du mot : "tenir ferme contre, ne pas céder", "opposition, refus de soumission" explique par exemple le *Nouveau Petit Larousse illustré* de 1931. Cette conception est encore en grande partie dépourvue de la dimension combattante qui sera développée, revendiquée et exaltée après 1943. Au risque d'un anachronisme, on peut difficilement étendre et généraliser à toute l'Occupation —et en particulier à ses débuts— l'usage qui sera fait par la suite de "résister". C'est un mot vivant, et il n'échappe pas plus qu'un autre aux variations et aux transformations rapides de la clandestinité. En 1942 il exprime davantage l'idée d'une conscience ou d'un témoignage. À côté de "résister" d'autres termes s'imposent et imprègnent spécifiquement le discours de *Combat* des années 1941 et 1942. Ils définissent aussi une présence morale —"sait", "parole", "foi", "dire"— et s'opposent aux mots "mensonge", "trahison" et "lâcheté". Cette dualité est régulièrement soulignée par le journal clandestin, comme dans l'article intitulé "L'école du mensonge" et publié en juillet 1942 :

> *"De toute façon, nous nageons dans le mensonge perpétuel… et tous les jours des Français en meurent, car il ne faut tout de même pas oublier qu'on fusille quotidiennement des hommes et des femmes qui ont le courage de* dire *tout haut ce que (paraît-il ?) le Maréchal dit à voix basse à des confidents qui ne se découvrent pas."*[649]

---

[648] *Combat*, juin 1942, "Pensez Français". Nous soulignons.

[649] *Combat*, juillet 1942, "L'école du mensonge". Nous soulignons. Voir pour le vocabulaire spécifique, l'encart n°2 et l'annexe IV, p. 489.

Les rédacteurs assimilent ici la parole publique —le fait de dénoncer le mensonge et "*le courage de dire tout haut*"— à une forme d'action. Le discours de *Combat* érige en modèle une conduite rapportée à tout un pays et à son peuple :

> *"Confiance ! La France n'est ni morte, ni pourrie, ni abattue. Malgré le fracas de la propagande, malgré l'intimidation du pouvoir, malgré la désertion d'une partie des classes dirigeantes, le peuple de chez nous, tous partis et tous milieux sociaux confondus, voit la vérité et reconnaît son devoir."*[650]

Dans cet esprit, elle doit nécessairement s'accompagner d'une exigence d'exemplarité fondée sur quelques valeurs fortes. Parmi celles-ci sont ainsi valorisées la résolution ou la dignité :

> *"Le monde est dans l'attente d'événements décisifs. […] Nous devons nous attendre à des jours très durs. […] Nous devons être prêts pour une échéance très proche. Nous devons aussi s'il le faut savoir durer, savoir supporter jusqu'au bout cette honte et cette misère qui nous accablent, mais dont nous sortirons rachetés. De toute façon, nous sommes aux jours critiques. Les jours de danger sont là, qui annoncent les jours de victoire. Prudence, discipline, résolution."*[651]

Ces façons d'être que *Combat* encourage et associe alors à l'idée de résistance ne sont pas à proprement parler des actions de résistance. En revanche il est indéniable que les manifestations publiques et collectives préconisées par le journal —savoir et dire, exercer et tenir une parole, attester d'une simple présence face à l'ennemi—, affirment le refus de consentir à l'inéluctable. En 1941 et 1942, si les mouvements ne situent pas précisément leur place dans cet ensemble de comportements suggérés, ils ne hiérarchisent pas non plus les gestes et les actions. Dès lors en quoi, dans leur discours, se démarquent-ils du reste de la population, du "*peuple de chez nous*" ? Pour tenter de répondre il faut revenir à la signification donnée à cette première résistance, comme à celle de ses enjeux et de sa portée.

Constatons d'abord que la résistance des mouvements n'est alors ni tout à fait autonomisée, ni pensée dans sa spécificité. Dans ces conditions il est peut-être encore prématuré d'évoquer une "identité résistante" pleinement et consciemment constituée. Précisons que la remarque porte sur la façon dont *Combat* décrit son action ainsi que les divers gestes collectifs de refus. Aussi on préférera parler d'une manière d'être singulière au contenu essentiellement moral, dont les contours conceptuels et sociaux restent flous et imprécis. En effet ce qui frappe dans le discours du journal, c'est la perméabilité et la porosité des frontières entre ce que l'on dit de faire et ce que l'on fait réellement d'une part, entre les résistants et l'ensemble des Français d'autre part. Cette résistance des mouvements, telle qu'elle se lit dans la presse clandestine, est marquée par une certaine indétermination des formes de l'action. Elle se caractérise également par une confusion des rôles et des fonctions, qui ne sont pas

650 *Combat*, juillet 1942, "Les voiles sont déchirées"
651 *Combat*, juin 1942, "Voici l'heure"

clairement dissociés. À cet égard le fait que le thème "désignation" soit sous représenté entre 1941 et 1942 (-1,14 et –0,66), alors que ceux regroupant les populations et les victimes sont à l'inverse surreprésentés (+0,68 et +0,23 pour les populations, +2,22 et+0,58 pour les victimes), est particulièrement révélateur de cette indifférenciation[652].

À défaut de circonscrire une action résistante limitée aux seuls militants, la presse des mouvements incarne une sorte de résistance-témoignage idéalement partagée et reconnue de tous. Elle donne sens à des gestes épars et isolés et les transforme, par la construction de l'image sublimée d'une communauté de refus et de "non-consentement". Celle-ci trouve sa cohésion dans la complicité et la connivence. En guidant et en modelant ces attitudes de présence —qui ne sont pas des actions de résistance— le journal contribue aussi à leur conférer une dimension collective. Dans cet esprit, il se fait ainsi l'écho de rassemblements patriotiques et commémoratifs :

> *"Le 14 Juillet 1942 aura marqué une date dans l'histoire du relèvement national. Dans toute l'étendue de la Z. n. o. les manifestations ont obtenu un splendide succès. Malgré un déploiement incroyable de police et même de troupes, partout les patriotes, dans une indescriptible atmosphère de dignité, d'enthousiasme et d'union, ont clamé leur foi dans la libération, dans la grandeur à venir de la France. On chantait la Marseillaise, le Chant du Départ, la Marche Lorraine, Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine."*[653]

Cette absence de distinction nette entre l'action résistante décrite par *Combat* et le récit des manifestations collectives de Français explique peut-être que le journal ne différencie pas non plus les victimes de l'Occupation. Soudés par des comportements qui cherchent à témoigner d'une présence irréductible, résistants et populations appartiennent aussi à la même communauté de sort.

---

652 Voir dans l'encart n°3 les tableaux des écarts à l'indépendance.

653 *Combat*, juillet 1942, "14 juillet 1942"

Une communauté de sort

En 1941 et dans le premier semestre de 1942 le combat mené par la presse des mouvements est pour l'essentiel un combat moral. Ses fonctions sont multiples et nombre d'études consacrées à des journaux de la Résistance le soulignent. Dans ces premiers temps il s'agit surtout de défendre par le témoignage des valeurs et une identité menacées, puis de mobiliser les lecteurs, et plus largement les Français, autour de cette sauvegarde, enfin, de recruter des militants. La fabrication et la diffusion des feuilles clandestines représentent en effet des outils indispensables au développement d'un mouvement[654]. On pourrait y ajouter une fonction identitaire ; le journal est aussi une sorte de miroir qui renvoie aux Français l'image façonnée d'une communauté de sort. À travers des récits inspirés de faits et de personnages réels, auxquels les lecteurs peuvent s'identifier, il contribue à modeler et à nourrir un sentiment d'appartenance à cette communauté.

Dans le discours de *Combat*, cette micro-société de refus semble se composer d'une série de cercles concentriques plus ou moins perméables, sans rapport avec le cloisonnement strictement hiérarchisé des années 1943 et 1944. Certes les rédacteurs du journal clandestin fixent d'emblée, dans leur premier éditorial, les limites entre un "nous" générique et leur lectorat potentiel[655]. Mais la désignation précise des entités résistantes fait encore largement défaut. En dehors du général de Gaulle et du nom du mouvement Combat, le vocabulaire des années 1941 et 1942 n'indique aucun service spécialisé, aucune institution, ni même aucun responsable[656]. Sans doute le recours au patronage du général de Gaulle permet-il de légitimer l'action de Combat, et ce en dépit des réticences internes au mouvement[657].

Formé par les rédacteurs du journal —les premiers éditoriaux sont le plus souvent signés "la rédaction de “Combat”"[658]— le premier cercle semble au

---

654 Voir à ce sujet la mise au point de François Marcot, *Les voix de la Résistance, op. cit*., pp. 13-16. Évoquant le premier article de Libération-Sud (pour lequel le journal est "*non pas une feuille de papier mais un acte*") ou s'appuyant sur les réflexions de Claude Bourdet et Alban Vistel, il écrit : "La presse clandestine nous paraît […] remplir une triple fonction : information des Français par la publication des nouvelles censurées ; éducation du citoyen par la dénonciation du totalitarisme nazi ou vichyssois et la défense des valeurs républicaines et démocratiques ; mobilisation des résistants —ou du peuple tout entier— pour un combat spirituel, politique ou militaire selon les périodes et les conceptions de chaque journal."

655 "La rédaction de “Combat” *présente aux Français le dernier-né des journaux clandestins. Dès le premier numéro elle entend informer* ses lecteurs *des buts qu’elle poursuit et des moyens qu’elle emploiera. Sa position étant ainsi clairement définie, chaque Français pourra choisir : il sera avec ou contre* nous. *C’est avec ceux qui viendront à* nous *que* nous *mènerons le bon combat de la France pour la France*", *Combat*, "Appel", décembre 1941. Nous soulignons.

656 Voir les occurrences du vocabulaire dans l'annexe II, p. 469.

657 Voir l'article de Laurent Douzou et Dominique Veillon consacré à "Combat" dans le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, pp. 117-119.

658 Numéros de *Combat* de décembre 1941.

premier abord se circonscrire à une petite catégorie de résistants. Dans un premier temps, celle-ci se définit par l'appartenance au mouvement puis, progressivement et conjointement, à un ensemble plus large désigné sous le terme de "groupes de résistance". C'est ainsi que le journal évoque leur rapprochement, en particulier celui qui a permis la fusion alors récente de "Liberté" et de "Vérités" :

> *"Nous avons le plaisir de faire part à nos lecteurs d'une nouvelle que nous venons d'apprendre avec une grande joie. Les groupes de résistance de la zone libre, comme de la zone occupée, hier encore séparés, se sont unis dans leur idéal commun, la libération du territoire. Cette association qui multiplie leur force est le gage du succès. La rédaction de "Combat" applaudit à cette heureuse décision."*[659]

Dans les articles de *Combat* comme dans les documents internes, on ne trouve pas alors d'identification forte à la Résistance. Entre 1941 et 1942 le groupe l'emporte sur l'entité supérieure, et c'est l'adhésion au mouvement qui détermine l'affirmation identitaire. Pour le dire autrement, on appartient d'abord à "Combat" bien avant de se réclamer de la Résistance. À l'intérieur même de ce premier cercle, on se démarque également par la portée et les conséquences de son engagement. Le sens du devoir et le sacrifice caractérisent en effet "patriotes" et "camarades", avec un vocabulaire qui n'est pas sans rappeler la presse du Front national. En mai 1942 René Cerf-Ferrière se souvient du sort des "martyrs" de Châteaubriant, dans un article très largement inspiré de la brochure écrite et publiée par Louis Aragon en février :

> *"Lorsque les vingt-sept martyrs quittèrent le camp ce fut aux accents de la Marseillaise, du chant du Départ et de l'Internationale chantés par leurs* camarades*. Cinq mille personnes allèrent, le dimanche qui suivit l'exécution, honorer la mémoire de ces héros français, dans la carrière où avait eu lieu leur sacrifice. Ces 27 hommes sont morts, en Français, pour la libération du pays , pour leur idéal. C'est avec émotion que nous pensons à eux, nos* camarades *dans la lutte commune."*[660]

Cependant, dans la différenciation des membres de Combat et des autres Français, le flou et l'indétermination prévalent. Les limites de ce premier cercle sont extensibles et les mêmes termes désignent aussi bien les militants des mouvements de résistance que des catégories particulières de la population. Ainsi du mot "patriotes", qui qualifie tantôt les résistants, tantôt des Français, tantôt des groupes socioprofessionnels, et dont l'usage est aussi "ambivalent" que celui relevé par François Marcot dans les tracts communistes de Franche-Comté[661]. Les cinq extraits suivants en donnent une bonne illustration, qui mêlent sans distinction marquée patronat, ouvriers, fusillés, internés, personnes engagées, familles de militants et manifestants :

> *Juin 1942 : "Patrons, votre devoir de patriotes est plus clair aujourd'hui qu'il ne l'était hier. Refuser de fournir aux Allemands la possibilité de forger de nouvelles*

---

659 *Combat*, décembre 1941, "Vers la victoire".

660 *Combat*, mai 1942, "Les martyrs". Nous soulignons.

661 Voir "Les mots des résistants. Essai lexicographique", art. cit., p. 99 : "[…] le plus souvent, l'emploi de patriote est ambivalent et l'on ne sait s'il s'agit des seuls résistants engagés ou de ceux qui sont assez patriotes pour soutenir les résistants."

chaînes de notre propre esclavage. Tournez au ralenti, mais ne mettez pas un chômeur sur le pavé. Votre argent a moins de valeur que votre liberté."[662]
Août 1942 : "Depuis deux ans l'ennemi nous pille, nous affame. Depuis deux ans l'ennemi emprisonne et fusille les patriotes."[663]
Octobre 1942 : "Dans tout le pays, des patriotes souffrent pour la libération de la France. Dans les prisons et les camps de représailles, ces hommes et ces femmes manquent de la nourriture strictement nécessaire. Souvent, malgré nos efforts, leurs familles sont dans le dénuement, car les charges des Mouvements de résistance s'accroissent en ce moment d'une manière démesurée. Il faut absolument nous aider et les aider, en versant dans chaque secteur votre contribution au fonds de solidarité. CEUX QUI SOUFFRENT, SOUFFRENT POUR VOUS. IL FAUT VOUS PRIVER POUR EUX. DEMAIN VOUS SEREZ PARMI EUX. COMBAT."[664]
Novembre 1942 : "Le 11 novembre des patriotes. La rupture de l'armistice et l'entrée en zone libre des troupes de l'axe a coïncidé un peu partout avec les manifestations des vrais Français, de ceux qui se souviennent."[665]
"Les événements vont se précipiter. Sur le territoire métropolitain la situation des patriotes va devenir encore pire. Mais on aperçoit la fin du défilé : le grand jour approche, le plus beau jour de notre vie, celui pour lequel nous sommes nés. Vive la France."[666]

Cette ambiguïté sur le statut et l'identité des "patriotes" est renforcée par l'attention particulière portée aux victimes de la guerre, de l'Occupation et des diverses exactions de l'ennemi, qu'il s'agisse de celles des Allemands ou des hommes de Vichy. Elles forment un deuxième cercle élargi, dans lequel se dilue parfois le noyau plus étroit des militants engagés de Combat. Les termes spécifiques aux années 1941 et 1942 —"fusillés", "otages", "juifs", "exécutions", "exécution"— désignent indifféremment le sort des résistants et celui du reste de la population[667]. À travers le discours du journal les uns et les autres semblent subir les conséquences d'une répression qui ne les dissocie pas. Les récits indignés se multiplient. Ils rendent compte des représailles et des exécutions qui visent sans discernement "auteurs des attentats", "anonymes" et "Français innocents". La série de courts extraits proposée ci-après en offre un aperçu :

Janvier 1942 : "En représailles du meurtre d'une sentinelle allemande rue Tanger, à Paris, vingt otages, des juifs et communistes, ont été fusillés à Paris sur l'ordre du bourreau von Stulpnagel. Vichy cependant a fait du zèle en affirmant avoir arrêté presque tous les auteurs des attentats contre l'armée d'occupation. Mais s'il arrête les auteurs des attentats, comment Vichy peut-il justifier son silence devant l'assassinat de centaines de Français innocents ?"[668]
Mai 1942 : "Chaque jour la liste s'allonge. Nous n'aurons jamais assez de pleurs dans nos yeux. Nous aurons assez de bras pour les venger. 20 fusillés à Rouen, 10 à Paris, 5 à Dijon. Plus de 400 dans les autres pays occupés. En France seule, 130 en décembre, 205 en mars."[669]

---

662 *Combat*, juin 1942, "Alerte au travail".
663 *Combat*, août 1942, "Tous avec de Gaulle".
664 *Combat*, octobre 1942, "Militants et sympathisants".
665 *Combat*, décembre 1942, "Le 11 novembre des patriotes".
666 *Combat*, novembre 1942, "Vers la délivrance".
667 Voir le vocabulaire spécifique, encart n°2.
668 *Combat*, début 1942, "Assassinat d'otages"
669 *Combat*, mai 1942, "Les martyrs fusillés"

> *Mai 1942 : "Ainsi, 27 Français sont morts, ce jour-là, arrêtés par d'autres Français, choisis et livrés à l'ennemi pour être fusillés. Et chaque jour, maintenant, la police française, collaborant avec la police allemande, livre au tribunal allemand ses victimes. Vichy ne s'est pas contenté d'ouvrir toutes grandes les portes du pays à l'ennemi, il lui vend des Français, nos frères."*[670]
> *Mai 1942 : "Le maire de Plasson ( ) condamné à mort pour avoir hébergé un parachutiste anglais a été fusillé le 31 mars dernier. À Caen, le 5 mai, 30 otages meurent sous les balles allemandes ; le même jour, 10 otages sont fusillés à Romorantin. Héros, aujourd'hui anonymes, demain vous serez vengés !"*[671]

Les héros sont d'abord des Français ordinaires, des anonymes ; chacun peut se reconnaître dans ces figures d'une martyrologie indistincte destinée avant tout à symboliser les souffrances d'un pays tout entier. Parmi les victimes, *Combat* ne hiérarchise pas entre ce qui relève de l'engagement volontaire et ce qui ressort du hasard et des aléas des politiques de répression[672]. Le journal associe indifféremment fusillés, otages et innocents et n'isole pas les résistants de l'ensemble. Dans le discours toutes ces victimes forment, par l'exemplarité édifiante de leur sacrifice, une même communauté de sort. Ici *Combat* ne se démarque pas d'une tendance générale partagée. En 1941 et 1942, les divers récits clandestins des exactions et des exécutions d'otages[673], par une série d'imitations réciproques et successives, finissent par figer une image standard et quelque peu normée du martyre. S'il exprime une indignation sincère, le journal se veut également mobilisateur en suscitant une forme d'identification à ce modèle victimaire.

---

670 *Combat*, mai 1942, "Les martyrs"

671 *Combat*, mai 1942, "Fusillés"

672 Sur la répression voir l'article de François Marcot, "Bilan de la répression" in *Dictionnaire…, op. cit.*, p. 774. Sans doute cette indifférenciation reflète-t-elle en partie les choix répressifs de l'ennemi ?

673 Dont les récits communistes des exécutions de Châteaubriant restent le modèle générique. Voir l'article de Didier Guivarc'h dans le *Dictionnaire…, op. cit.*, p. 1001.

Une lente autonomisation

L'indétermination identitaire des mouvements, la perméabilité des frontières entre résistants et populations, l'enchevêtrement de l'action et du témoignage, ces traits caractéristiques et dominants perdurent encore dans la première moitié de l'année 1942. *Combat* semble alors se situer dans le prolongement de la période 1940-1941. Son discours reste en effet marqué par une orientation morale typique des tout débuts de la Résistance. Celle–ci érige en principes indéfectibles les valeurs d'intégrité et de fidélité. La nécessité de retisser des liens avec le passé en cherchant à préserver ce qui est l'emporte. Elle fait écho aux appels, aux conseils et aux injonctions des tracts et journaux clandestins de 1940 et 1941. "*Résister, c'est déjà garder son cœur et son cerveau. Mais c'est surtout agir, faire quelque chose qui se traduise en faits positifs, en actes raisonnés et utiles*" : c'est ainsi, par exemple, que *Résistance*, dans son éditorial du 15 décembre 1940, définit tout à la fois son engagement et sa raison d'être[674]. On pourrait multiplier les extraits de ces premières feuilles clandestines des deux zones qui expriment, avec parfois des sensibilités différentes, une idée commune de présence et de témoignage[675].

Il faut attendre le second semestre 1942 et le début de 1943 pour voir les mouvements se démarquer franchement du reste de la population et affirmer progressivement la spécificité de leur combat. Cette différenciation passe à la fois par un retour réflexif sur la nature propre de l'action résistante et par sa mise en perspective temporelle. La relation des faits de résistance efface peu à peu celle des manifestations collectives de refus. De même une narration se dessine qui inscrit la résistance des mouvements dans une continuité historique. Ainsi, en septembre 1942 un éditorial de *Combat,* rédigé sous la forme d'un bilan, revient sur les premiers temps de l'Occupation et rappelle le sens de l'engagement des mouvements de résistance :

> *"La France réelle, populaire et profonde, demeure fidèle à elle-même, c'est à dire à la Liberté. Après vingt-sept mois d'occupation et de tyrannie, l'Allemagne nazie a réussi à faire contre elle l'unanimité du peuple français. […] La Liberté, sans sa mère, n'avait plus la force de porter le flambeau. Le Droit n'avait plus de soutien sur le vieux continent. Pourquoi ? Tout cela parce que la France semblait avoir disparu. "Combat", avec d'autres, a fait la "survie" de la France. Réveillant les énergies et le patriotisme, réveillant l'âme de la France, COMBAT, avec les mouvements de Résistance, avec les armées de la France Combattante, avec de Gaulle, a montré au monde un autre miracle : celui de la France éternelle."*[676]

Une telle affirmation —"“*Combat”, avec d'autres, a fait la “survie” de la France*"— renvoie assez bien à l'idée du témoignage et de la fidélité. Elle révèle

---

674 Voir l'article de Julien Blanc, "Musée de l'Homme" in *Dictionnaire…, op. cit.*, p. 134 ainsi que son introduction au journal d'Agnès Humbert, *Notre Guerre, op. cit.*

675 Parmi de nombreux travaux, nous renvoyons à ceux de François Marcot, *Les voix de la Résistance, op. cit.*, de H. R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans le France de Vichy, op. cit.*, de Daniel Cordier, Jean Moulin. *L'inconnu du Panthéon*, tome III, *op. cit.*, pp. ??

676 *Combat*, septembre 1942, "Pourquoi ?"

également une forte identification à la France, qui va bien au-delà d'un patriotisme étroit[677]. Par ailleurs, cette histoire des mouvements se particularise aussi par les origines, l'antériorité et l'identité même d'un acte fondateur inspiré par l'espérance. À ce sujet, Henri Frenay n'hésite pas à évoquer un "acte de foi" dans un article publié en décembre 1942 :

> *"Pour vous tous, hommes et femmes de COMBAT, résistants de la première heure, les événements donnent raison à cet acte de foi sublime que vous avez prononcé quand tout semblait perdu. Vous avez cru en la France. Vous n'avez pas plus douté d'elle qu'on ne doute de sa mère. Ce sera votre mérite d'avoir proclamé par votre courage qu'au dessus de la matière il y a l'esprit, qu'au dessus de la raison, il y a la foi."*[678]

Enfin, les difficultés, les tensions et les angoisses de la clandestinité contribuent à distinguer l'engagement résistant des autres formes de combat ; le "soldat" de la Résistance n'est pas un soldat ordinaire. Conscients de la nature profondément autre de l'expérience clandestine, les rédacteurs de *Combat* la compare à celle, plus "classique", de la Grande Guerre, pour mieux mettre en valeur sa singularité :

> *"Au petit jour, sortir de la tranchée, côte à côte avec ses camarades de compagnie, c'est dur, et il faut du courage ; mais c'est moins dur que tout seul dans la ville où, traqué par la police et la Gestapo, il faut accomplir la mission dont on est chargé. Mourir face à l'ennemi, faire payer chèrement sa peau, c'est le lot des soldats guerriers. Risquer chaque jour, chaque nuit, pendant des semaines, des mois, la prison, le poteau, c'est le lot des soldats de la Résistance."*[679]

Outre l'écriture d'une histoire particulière[680] et la volonté de donner du sens au phénomène résistant, la mention plus régulière des responsables et des structures organisatrices révèle une certaine autonomisation des mouvements[681]. L'extrait ci-dessous, écrit en novembre 1942, indique assez bien que la résistance est aussi devenue l'affaire quasi exclusive des mouvements et de ses diverses instances :

> *"*Notre Comité Directeur *a suivi heure par heure les événements qui se sont déroulés en ces derniers jours. Nous demeurons en liaison avec l'État-Major de la France Combattante et appliquons strictement les ordres du général de Gaulle. Les conditions dans lesquelles nous travaillons pour la libération vont devenir de plus en plus semblables à celles dans lesquelles se trouvent depuis longtemps nos camarades de la zone occupée. Quoi qu'il arrive,* nos organisations *ne s'en trouveront nullement modifiées. Nous demandons à* nos militants *dans les*

677 Nous revenons par la suite sur cette question, essentielle du point de vue identitaire, de l'identification à une idée de la France.

678 *Combat*, décembre 1942, "Unité"

679 *Combat*, n°spécial de janvier 1943, "Les Inconnus". Voir l'intégralité de l'article dans le texte 1 de l'annexe I, p. 436.

680 Qui recoupe les premiers "historiques de mouvements" rédigés au même moment par les responsables de Libération-Sud, Franc-Tireur et Combat pour les autorités de la France libre. Voir notre seconde partie.

681 Le tableau des écarts à l'indépendance montre une forte progression de la référence aux responsables et de la désignation des mouvements à la fin de 1942 : + 1,13 pour les responsables, + 0,77 pour les mouvements. Voir l'encart n°2.

> *semaines qui viennent une absolue discipline* aux ordres de leurs chefs*, qui eux-mêmes ne relèvent que du Général de Gaulle."*[682]

À la fin de 1942, tout en se précisant, l'idée de Résistance tend aussi à se restreindre aux seuls militants engagés des mouvements. Elle *s'élitise* en quelque sorte, revêt une forme plus structurelle et se détache peu à peu de l'imprécision et de l'élasticité des premiers temps. Sans doute convient-il de mettre ces transformations en relation avec les tentatives de rapprochement des trois mouvements de la zone sud, ainsi qu'avec une quête croissante de reconnaissance auprès des autorités de la France libre. Ces deux aspects forment la toile de fond de questions émergentes dans la période transitoire du printemps 1943. Globalement, les idées et les propos émis par la presse des mouvements recoupent les interrogations formulées au même moment dans les rapports, directives et circulaires. Une crise de croissance, aux enjeux multiples — politiques, stratégiques et sociaux— perturbe alors le développement des mouvements et bouscule les premiers repères[683]. C'est au prix d'un patient travail sur eux-mêmes qu'ils parviennent à réduire les flottements et les tâtonnements de cette période. Bien que le discours des journaux clandestins ne parle pas des hésitations internes aux mouvements, l'analyse lexicale fait apparaître une préoccupation identitaire plus marquée. Au printemps 1943, par glissements successifs, la recherche, l'approfondissement puis l'affirmation de soi accompagnent en effet appels à la solidarité, ordres et consignes d'action.

---

682 *Combat*, novembre 1942, "Nous continuons". Nous soulignons.

683 Voir notre seconde partie.

Le printemps 1943. Fragilités et continuités : une quête identitaire

La création d'un bulletin interne de liaison et d'informations concrétise l'unification progressive des principaux services des trois mouvements de la zone sud. Le premier numéro paraît le 10 mai 1943. Le bulletin, variante de la presse clandestine déjà existante, développe une pensée originale et élabore peu à peu une doctrine propre aux mouvements unis. Il ne se confond pas avec les journaux des mouvements et les textes publiés sont différents. Ces derniers nuancent les idées exprimées dans *Combat*, *Franc-Tireur* ou *Libération-Sud*. Pour le début de 1943, l'étude du vocabulaire porte sur onze articles du bulletin interne en plus de ceux de *Combat.* L'analyse des spécificités[684] fait apparaître des préoccupations nouvelles, étroitement liées à la conjoncture et à l'intensification de la collaboration d'État. Les conséquences prévisibles occupent une place centrale dans les premiers articles du bulletin interne comme dans les colonnes de *Combat*. Avec des intentions spécifiques, l'un et l'autre cherchent à informer et à alerter leur public respectif de l'ampleur des réquisitions à venir. Cependant le bulletin interne, qui s'adresse uniquement aux cadres et aux militants des mouvements, use d'un ton moins passionné que celui de *Combat*. C'est ainsi qu'il rend compte de la rencontre entre Laval et Hitler à Berchtesgaden le 29 avril 1943 et de la décision de transférer davantage de travailleurs français en Allemagne :

> *"Depuis une dizaine de jours on s'attend dans les milieux politiques vichyssois à un discours de M. Laval. Le président doit s'adresser au peuple français pour lui annoncer officiellement que 400000 hommes devront être au service de l'Allemagne avant la fin du mois de juin. Sur ce nombre, 220000 devront se rendre en Allemagne et 180000 devront travailler en France dans l'organisation Todt."*[685]

Sur ce sujet un article de Henri Frenay diffuse les mêmes informations chiffrées. La tonalité est tout autre, mêlant rage, indignation et incitation à la mobilisation :

> *"Le 29 Avril, comme on siffle un chien, Hitler mandait Laval à son PC. Les jours suivants, dans la presse, point de déclarations sensationnelles. Les grands titres des journaux à gage dissimulaient mal le vide inquiétant de leurs articles. Avant de le rendre public, il fallait y préparer la France. Nous, hommes de la résistance, lui devons la vérité. La voici dans sa tragique horreur. 220000 hommes, suivis prochainement de 180000 autres, ont été promis par Laval à Hitler. […] Les gars de chez nous, les vrais, ceux qui, contrairement à vous [Laval], se sentent la gueule et la tripe françaises, connaissent leur devoir. […] Ils désobéiront. Il y a dans nos montagnes, dans nos forêts, dans nos hameaux innombrables des dizaines de milliers d'hommes qui vous ont répondu merde. La terre de France peut en nourrir dix fois plus. Elle attend ses fils qui la libéreront de l'esclavage et de la trahison."*[686]

Ces deux extraits abordent la même question dans des formes distinctes. Par ailleurs, au printemps 1943, le bulletin interne évoque assez furtivement les

---

684 Voir l'encart n°2 et l'annexe IV, pp. 489.

685 BIMU, "On s'attend à un prochain discours de Laval", 19 mai 1943

686 *Combat*, "Désobéir… c'est servir", 15 juin 1943.

menaces pesant sur des catégories de populations. *A contrario* le discours de *Combat* insiste alors durablement sur les réquisitions prévues du travail obligatoire et en appelle à la solidarité des Français[687]. Rappelons que les mêmes personnes peuvent s'exprimer à la fois dans la presse de mouvements, dans une circulaire ou dans le bulletin interne. Cette diversité des registres d'écriture renvoie à la nature, aux objectifs et aux fonctions propres à chaque écrit clandestin. Au moment de sa création, le bulletin interne des mouvements unis reflète surtout les priorités des responsables[688]. Celles-ci s'attachent d'abord à résoudre les problèmes d'orientations stratégiques et d'indépendance politique, reléguant très vite au second plan les difficultés des populations[689]. En revanche, à l'image des autres journaux clandestins, *Combat* s'inscrit plutôt dans une optique mobilisatrice. Si elles traduisent des logiques internes spécifiques, ces dissonances témoignent également du caractère mouvant et difficilement saisissable de ce printemps 1943. Du point de vue identitaire cette période, plus complexe et moins uniforme que la précédente, se dérobe un peu. Brève, dense et transitoire, elle se caractérise par des ruptures nettes qui fluctuent avec quelques continuités fortes. Le sous emploi du pronom "nous" semble refléter des hésitations dans l'affirmation de soi. Sans doute cet effacement temporaire des résistants résulte-t-il aussi, par un effet de nombre, du sur emploi de termes désignant des groupes de personnes ("tu", "fils", "réfractaires", "paysans", "ouvriers", "déportés")[690]. Dans cet entre-deux, la recherche par les mouvements unis de leur propre identité s'approfondit. Elle prend appui sur des repères solidement ancrés pour mieux surmonter quelques fragilités.

---

687 Voir les encarts n°2 et n°3.

688 On verra que le BIMU évoluera par la suite, et s'imprégnera des changements affectant la résistance des mouvements unis.

689 Voir dans notre seconde partie, "Les priorités se chevauchent".

690 Voir le tableau diachronique des spécificités dans l'annexe IV, pp. 489.

ENCART N°4

Le vocabulaire du Bulletin interne des mouvements unis. Analyse diachronique qualitative par la méthode des écarts à l'indépendance

Les articles du Bulletin interne des mouvements unis (BIMU) sont répartis selon trois périodes, du début 1943 au premier semestre 1944.

BIMU

Tableau des ѣcarts ѣ l'indѣpendance

	D43	F43	D44
dѣsignation	-0,17	0,13	0,03
temps	0,27	0,60	-0,87
valeurs	-0,35	1,54	-1,18
ennemis	1,10	-1,37	0,27
populations	-1,21	-1,02	2,23
actions	1,12	-0,76	-0,36
France	-0,10	-0,13	0,23
alliѣs	-0,66	1,01	-0,34

	D43	F43	D44
responsables	-1,78	-1,89	2,96
mouvements	-1,70	2,06	-0,54
services	2,84	-1,89	-1,66
institutions	-0,92	0,92	-0,62
ensemble	1,04	-1,51	-0,09
victimes	-0,33	1,04	-1,09

	D43	F43	D44
Dѣfaite	1,21	-0,35	-1,21
Rѣfѣrences	-0,87	1,30	-0,61
Futur	1,38	-2,08	-1,38
histoire rѣsistance	2,77	-2,68	-1,30
Prѣsent	-4,84	-0,09	3,37
Atemporalitѣ	0,69	-1,04	-0,69

	D43	F43	D44
humanisme	0,40	-0,80	0,40
tѣmoignage	0,64	2,72	-3,36
honneur	1,28	-2,56	1,28
solidaritѣ	-1,68	-0,64	2,32
sacrifice	-1,68	-0,64	2,32
projets	2,16	1,68	-3,84
unitѣ	-1,12	0,24	0,88

Tableaux des écarts à l'indépendance. Répartition thématique des formes lexicales pour le Bulletin interne des mouvements unis

Le BIMU paraît pour la première fois en mai 1943. Aussi le vocabulaire est-il sous-représenté par rapport à celui des deux semestres de l'année 1944. La méthode des écarts à l'indépendance permet de corriger en partie l'effet de nombre ainsi produit. Trois traits caractérisent cette très courte période :

- le thème de l'action (+1,12), à travers les appels ou les récits, s'affirme, comme nécessité et comme devoir,

- le recours à la solidarité est absent du discours (-1,68). De fait le bulletin, uniquement destiné aux cadres, aux militants et aux services spécialisés (+2,84) des mouvements unis, ne s'adresse pas aux populations. Peut-être est-il encore trop tôt pour solliciter explicitement leur solidarité,

Fragilités ?

Au moment où la prise en charge des réfractaires s'impose brusquement aux mouvements unis, la presse clandestine ne fait pas état des doutes qui les traversent. Perceptibles dans les écrits, les messages ou les rapports internes, les interrogations sur leur existence ou leur légitimité sont absentes d'un discours public qui n'hésite pas à solliciter directement des groupes entiers de la population. Le premier semestre de 1943 voit ainsi se multiplier de toutes parts les appels impérieux à la solidarité. Comme le fait au même moment *Libération-Sud*[691], *Combat* relaie très largement les mises en garde et les injonctions en direction des personnes menacées, ou celles susceptibles de leur apporter aide et secours :

> *"Ouvriers français ! Résistez aux négriers de la relève. Français ! Tous autour de vos camarades ouvriers menacés ! […] Nos compatriotes ouvriers, arrachés à leurs familles, partent la tête haute, en chantant la "Marseillaise" et en criant "À bas Hitler !". Ils sont prêts à continuer la lutte là-bas. Il faut agir… Il ne suffit pas de les plaindre : devant ce drame, il faut agir. […] Hier, quand, sur l'ordre de la Gestapo, on ramassait chez nous les femmes et les enfants, des réfugiés juifs, la solidarité humaine s'est manifestée pour ces malheureux traqués."*[692]

Bien qu'il ne soit pas spécifique de la période[693], le recours au vocabulaire de l'action ("*résistez*", "*il faut agir*") et l'utilisation plus appuyée de l'impératif rompent clairement avec les années 1941 et 1942[694]. Dans la forme, à l'instar de *Combat*, le champ lexical de l'action imprègne également les premiers articles du bulletin interne. Mais avec une différence fondamentale : plus précis, il sert avant tout à raconter des opérations et des faits d'armes, parfois violents —attentats ou déraillements—, organisés directement par des groupes engagés. Ces derniers ne se confondent en aucun cas avec le reste de la population :

> *"Attentats. À Louhans sur la ligne de Dijon à St Amour la voie a été enlevée sur une certaine longueur provoquant le déraillement d'un train de soldats allemands. On compte plusieurs morts et de nombreux blessés. […] On signale plusieurs attentats à Paris contre les troupes d'occupation. […] Nouvelles diverses. On signale que durant trois jours les communistes ont tenu les leviers de commande dans la commune de Romans dans la Drôme."*[695]

À l'inverse, dans le discours de *Combat*, des termes identiques désignent indifféremment des réalités dissemblables —un acte résistant ou une manifestation collective. Cette apparente confusion, probablement involontaire, ne doit pas pour autant masquer une distinction croissante des rôles. À cet égard les événements du printemps 1943 —accélération de l'unification et prise en charge des réfractaires— contribuent à précipiter une tendance repérée à la fin

---

691 Laurent Douzou estime qu'en 1943 12% des articles de *Libération-Sud* sont consacrés au thème de la Relève et du STO (8% en 1942, 6% en 1944). Voir sa thèse, *Le mouvement Libération-Sud, op. cit.*, tome 3, p. 829.

692 *Combat*, 10 janvier 1943

693 Voir annexe IV, pp. 489.

694 Voir le tableau diachronique des occurrences et des fréquences dans l'annexe II, p. 469.

695 BIMU, 17 mai 1943

de l'année 1942. Par ailleurs il ne faut pas non plus se méprendre sur les modalités et la nature profonde de cette "résistance" un peu vague à laquelle *Combat* se réfère lorsqu'il s'agit de mobiliser les esprits :

> *"RÉSISTEZ ! Depuis 2 mois, la France entière vit sous le régime de la déportation. […] Devant ce péril mortel, une seule réplique : LA RÉSISTANCE, LA RÉSISTANCE À TOUT PRIX. On ne se laisse pas étrangler sans se battre ; contre un adversaire harcelé de toutes parts, chaque instant gagné compte. Pour vaincre, il faut tenir, s'accrocher sans faiblesse et sans répit. […] Ne ralentissez pas votre effort. Pas un homme, pas un convoi ne doit partir sans que tout ait été fait pour empêcher ou retarder son départ […]. Continuez, ne vous laissez pas décourager par des échecs ou des succès incomplets. C'est la première grande bataille de la France depuis l'armistice, c'est la bataille de tous les Français sans distinction de classe ou de situation, c'est le combat pour leur existence même. Bientôt, dans quelques mois peut-être, nous nous battrons pour la libération, pour la victoire finale. Mais dès aujourd'hui, nous avons un front à tenir, un premier objectif à atteindre : la lutte commence. C'est de votre résistance que dépend le salut."*[696]

En fait de "résistance", le journal n'incite pas exactement les Français à franchir le pas de l'engagement direct. Les niveaux de lecture de ce texte peuvent être multiples et les mots ne doivent pas seulement être pris à la lettre. Les sollicitations répétées visent d'abord à modeler un climat de complicité favorable à une action résistante, renvoyée ici dans un futur incertain ("*dans quelques mois peut-être*"). Dans le cadre d'une publication clandestine *Combat* possède une fonction précise, différente de celle des circulaires internes. Au fond, il n'appelle pas son lectorat à l'action concrète et immédiate. Il tente en revanche de le maintenir sous tension, de le détourner de toute forme de passivité et, finalement, de le conditionner à la nécessité de l'action. Par ailleurs, ces appels adressés aux Français dévoilent une posture de plus en plus affirmée : *Combat* se fait donneur d'ordre. Cette relation nouvelle avec les populations provoque en retour une distanciation et une hiérarchisation plus marquées. Elle permet également une clarification identitaire. Deux "résistances" se détachent : l'une, avec minuscule, désigne les attitudes d'entraide et les liens de solidarité d'une communauté de Français menacés ; l'autre, avec majuscule, incarne une manière d'être, une éthique. Henri Frenay en développe l'idée dans un éditorial de janvier 1943 :

> *"Cette voix, c'est celle de la Résistance qui monte des villes et des campagnes et qui bientôt a couvert celle de la trahison. C'est la voix des modestes, des sans-grade qui sans le savoir sauvaient l'honneur du pays, la voix de ceux qui avait tout à perdre et rien à gagner. C'est la voix de la France, de la vraie France. Dans le coude à coude de cette résistance anonyme des hommes se sont révélés. À la tête des régions, des départements et des villes ils ont pris la place désertée par d'autres. L'épreuve les a grandi cependant qu'elle a rabaissé les fausses gloires. La France a jugé. Elle sait, l'expérience vient de le lui prouver, les erreurs de jugement qu'elle a pu faire. Elle sait aujourd'hui et se rappellera demain que les hommes se jugent sur leur valeur morale, sur l'identité entre leurs paroles et leurs actes. Au*

[696] *Combat*, février 1943, "La déportation des travailleurs français". On peut également mentionner un article utilisant le terme "résistance" avec la même acception et publié en janvier 1943 : "Résistance contre la déportation".

> *lendemain de la libération la France posera à chacun des ses fils la question : Qu'as-tu fait dans le temps de la honte et de la misère ? Et c'est sur la réponse, sans tenir compte de classe sociale, de parti ou de confession, qu'elle désignera ceux qui auront l'honneur de la représenter."*[697]

Cette vision de la Résistance confirme un certain élitisme des mouvements. Ils se dissocient de plus en plus du reste de la population, ce que montre par exemple la façon dont ils se nomment. L'ensemble flou et indéfini des "victimes" tend à disparaître au profit de références plus précises à des entités bien circonscrites : institutions, services spécialisés et responsables[698]. Un rédacteur de *Combat* évoque ainsi l'exemple de quelques personnages de référence, dont il valorise et idéalise quelque peu le parcours :

> *"Je l'entends encore ce discours ! Cette voix inconnue, que nous avons, depuis, appris à aimer, cette parole un peu heurtée, qui se lance à l'assaut des mots, puis s'apaise, au contraire des phrases redondantes des discoureurs professionnels. "La France - a perdu - une bataille - elle n'a pas - perdu - la guerre." […] La suite… nous l'avons tous vécue. […] Comme tant de Français, un homme, de Gaulle, incarnait pour moi la patrie. Puis ce fut la rencontre de Frenay, et de tous ceux dont on ne peut encore dire le nom, cette belle camaraderie dans un idéal d'honneur français et de rénovation totale, cette vie dangereuse mais passionnante, et petit à petit l'expérience corrigeant les premiers essais malhabiles, le montage de cette grande machine que nous pûmes bientôt offrir à de Gaulle, la Résistance, les Soldats de l'intérieur, frères de ces hommes à la Croix de Lorraine dont la France a entendu les noms avec un frémissement de fierté : D'Ornano, Kœnig, Leclerc…"*[699]

À peine perceptibles, les doutes n'ont duré qu'un temps. L'effacement relatif du pronom "nous" traduit moins une mise en retrait qu'une adaptation à une situation nouvelle. Le printemps 1943 peut ainsi être considéré comme une double phase d'ajustement et d'amplification. Pour les mouvements, il marque le passage d'un état d'indétermination à l'affirmation de plus en plus revendiquée du caractère distinctif de leur engagement. Dans la presse clandestine comme dans les documents internes, cette phase correspond à un changement radical dans les relations entre les mouvements et la population, pensées de plus en plus en terme de distinction, d'autorité et de pouvoir[700]. Ce moment incertain accélère finalement la prise de conscience d'une identité propre, pensée davantage dans sa singularité. Elle s'appuie sur quelques valeurs et repères déjà fortement ancrés qu'elle contribue à pérenniser.

---

697 *Combat*, janvier 1943, "Le temps de l'épreuve". Voir l'intégralité de l'article dans l'annexe I, le texte 2, p. 437.

698 Voir les encarts n°2 et n°3.

699 *Combat*, 15 juin 1943, "Deux anniversaires"

700 Voir dans le chapitre 2 de notre seconde partie, "Identité et légitimité sociale", pp. 108.

Continuités

Si au début de 1943 les menaces du présent déterminent le contenu du discours de *Combat*, le journal poursuit néanmoins sa réflexion sur le sens de l'engagement résistant. En effet, la prédominance des appels à la solidarité et à la mobilisation contre le travail obligatoire, ne doit pas voiler des préoccupations autres. Pour le bulletin interne des mouvements unis la tendance semble plus forte encore. En pleine continuité avec les années 1941 et 1942, mais avec un certain décalage temporel, l'un et l'autre se font l'écho de problèmes alors très largement abordés dans les circulaires et les rapports d'activité[701]. Il s'agit plus particulièrement de la reconnaissance politique par les Alliés de la Résistance. Pour les mouvements unis cette reconnaissance repose sur une légitimité historique fondée sur le refus du renoncement. Ainsi, presque un an après son ralliement au général de Gaulle, les rédacteurs de *Combat* n'hésitent pas à utiliser le symbole pour rappeler l'origine de leur choix. Dans l'extrait qui suit, écrit par Henri Frenay, on remarquera la nuance allusive "*ou presque seul*" ; en avril 1943, dans un contexte de tensions entre mouvements et représentants du général, l'incise est assez malicieuse. Elle traduit peut-être aussi la volonté de se singulariser :

> *"Le Général de GAULLE, au contraire, n'a jamais varié. Son appel du 18 juin 1940, alors que tout semblait perdu, fut la lumière dans les ténèbres, un cri de foi et d'espoir, un appel prophétique qui marque le début de la résurrection française. Seul, ou presque seul, il sauve l'honneur en relevant le drapeau que des lâches ou des traîtres avaient abandonné. Il redonna un sens à notre vie. Dernier ministre de la République, il promit dès les premiers jours au peuple Français de lui rendre ses libertés. Il n'a jamais varié."*[702]

À la différence des années 1941-1942, la référence à la période de la défaite de 1940 ne renvoie pas précisément à une analyse de celle-ci. Elle est ici évoquée en filigrane, comme pour mieux insister sur les réactions de résistance suscitées par son rejet. L'antériorité de leur combat assoit la légitimité des mouvements unis. Surtout, face aux velléités stratégiques des Alliés, elle les autorise à revendiquer un rôle premier dans la libération, l'administration et la reconstruction futures du pays. Un article du bulletin interne de mai 1943 le proclame clairement et sans détours :

> *"Notre terre natale violée, notre peuple captif, nos hommes asservis, nos jeunes gens déportés, nos femmes dans l'épreuve, nos enfants misérables avant tout et par dessus tout c'est à nous de les libérer. Nos Alliés nous y aiderons, comme nous les avons aidés, les aidons et les aiderons à se défendre et à attaquer. Mais il nous appartient de faire en sorte, par le combat commun et le sacrifice de tous, que nos chaînes soient brisées de nos mains. […] Union pour le renouveau de la France ! […] Oui, nous aurons la victoire, mais par des armées rajeunies. Oui, nous recouvrerons notre prospérité, mais par un régime économique et social transformé. Oui, nous rendrons à nos fils, la flamme dans leurs yeux, le rire dans la gorge, l'ardeur dans le cœur, mais par des conditions nouvelles de vie physique,*

---

701 Voir notre seconde partie.

702 *Combat*, avril 1943, "Le peuple a choisi".

> *intellectuelle et morale pour chacun. Cet édifice moderne à quoi, au fond de ses douleurs, rêve aujourd'hui la nation toute entière, on ne pourra le bâtir qu'au prix d'une immense effort ordonné et fraternel."*[703]

Lorsque l'on compare le discours de *Combat* avec celui du bulletin interne, ce dernier se démarque par une plus grande ouverture sur le passé et sur le futur. De même le bulletin continue de convoquer les valeurs humanistes et les vertus du témoignage[704]. On verra par la suite que *Combat* n'a nullement abandonné cette idée de la Résistance, bien au contraire. Si le bulletin semble prolonger au printemps 1943 les premières réflexions sur le sens du combat résistant, c'est peut-être parce qu'il se situe à un autre niveau. Conçu comme un outil d'encadrement doctrinal d'un cercle étroit de militants engagés des mouvements unis, sa fonction est différente de celle d'un journal clandestin. Si la question du travail obligatoire est présente, elle n'en demeure pas moins secondaire, d'autant que le BIMU paraît en mai 1943, au moment où les premières difficultés liées à cet événement commencent d'être surmontées. Les interrogations du bulletin interne sont davantage recentrées sur l'identité de la Résistance, sur ce qu'elle est et sur ce qu'elle pense. Lors de sa création, la vocation informative et pédagogique du bulletin l'emporte sur la relation des contingences du présent. Il est alors une sorte d'organe officiel, un dénominateur commun aux trois mouvements, synthétique et sans caractère propre. À cet égard il est un bon reflet de la formation progressive d'une identité spécifique aux mouvements unis. À partir de l'été 1943, elle va accompagner étroitement la constitution des maquis et se modeler en partie au contact de leur développement. L'unification des mouvements de la zone sud est effective au moment où se multiplient les maquis. Et c'est précisément dans la capacité à organiser et à structurer ces maquis que s'éprouve l'efficacité des services unifiés. L'univers maquisard devient dès lors un véritable creuset pour les mouvements unis. Ce dont témoigne cet article de *Combat* qui rend compte de la prise en main par les mouvements unis des groupes épars de réfractaires en Savoie :

> *"On estime que si une dizaine de classes sont appelées, le total des réfractaires dans la seule Savoie dépassera 20000. Les groupes sont encadrés et s'organisent rapidement. Ils ont reçu des armes parachutées, dont un certain nombre de mitraillettes, ainsi que des vivres et du tabac. Auprès du Chef des Réfractaires de Savoie se trouvent deux adjoints faisant partie des Mouvements de Résistance Unis. Le mouvement s'est étendu à toutes les régions. Partout où le terrain s'y prête : dans l'Isère, le Jura, le Massif central, les Basses Alpes, on signale chaque jour la création de nouveaux groupes qui, profitant de l'expérience des premiers, s'organisent solidement avec des cadres éprouvés, une discipline sérieuse, un*

---

703 BIMU, 27 mai 1943. Voir l'intégralité du document, texte 3, annexe I, pp. 439.

704 Voir les tableaux des écarts à l'indépendance, encarts n°2 et n°3. Pour prendre trois thèmes significatifs : "projets" : -1,27 pour *Combat*, + 2,16 pour le BIMU ; indifférence des thèmes "humanisme" et "témoignage" pour *Combat*, alors qu'ils représentent respectivement + 0,4 et + 0,64 pour le BIMU.

ravitaillement assuré, et qui résolument se préparent au Combat décisif pour la Libération."[705]

Courte période troublée par des événements multiples et concomitants — unification, prise en charge des jeunes réfractaires, formation des maquis— le printemps 1943 bouscule quelque peu l'identité première des trois mouvements. Toutefois, grâce à une série d'adaptations successives, les orientations d'ensemble repérées à la fin de 1942 se confirment. À l'été 1943, l'autonomisation identitaire des mouvements se trouve finalement renforcée, qui distingue nettement la singularité de l'engagement résistant des autres comportements. De l'été 1943 au premier semestre 1944 le monde des maquis imprègne durablement une identité résistante qui s'affirme dans un double mouvement de cristallisation et de diversification.

705 *Combat*, avril 1943, "La vérité sur la Savoie"

D'un été l'autre (1943-1944). Une identité résistante entre cristallisation et diversification

Parmi les idées supérieures ou les personnes morales dont se réclament les mouvements, la France demeure jusqu'au printemps 1943 la valeur fondamentale[706]. En revanche, à partir de l'été 1943, on observe à travers le vocabulaire un déplacement dans l'échelle des normes ; la Résistance prend alors la première place[707], tandis que s'exprime un patriotisme plus démonstratif[708]. De même l'analyse des spécificités pour les deux semestres de la fin 1943 et du début 1944 montre un sur emploi du terme "résistance" par rapport aux autres périodes[709]. À cet égard, le fait que le Bulletin interne décide en décembre 1943 de réorganiser son contenu en créant une rubrique spécialement consacrée à la Résistance (actions, projets, difficultés et drames) est significatif de la situation :

> *"La multiplicité et la variété des renseignements que reçoit le CID nous a incité à rechercher une formule qui permettrait d'en faire une synthèse hebdomadaire susceptible d'être utilisée par tous les services des MUR tant pour la propagande orale que pour la propagande et l'information écrites. La formule à laquelle nous nous sommes arrêtés se rapprochait beaucoup de celle qu'avaient adoptée nos camarades pour le Bulletin Secret des MUR. […] Nous avons classé et résumé nos informations dans 6 rubriques : la Résistance, l'Action immédiate, Alger, Vichy, le Monde, la Situation militaire. À ces rubriques sont jointes des annexes relatives à des questions importantes et de temps à autre un bulletin économique."*[710]

Conjointement à cette évolution, on remarque aussi une multiplication des termes désignant des entités résistantes, qu'il s'agisse d'institutions ("comité", "Alger", "CFLN", "assemblée"), de personnalités ("Frenay", "d'Astier", "lieutenant"), des mouvements ("mouvements", "MUR") ou de phénomènes comme celui des maquis ("maquis", "camps")[711]. Par ailleurs, la quasi disparition du général de Gaulle[712] témoigne en creux de l'affirmation plus forte de la Résistance. Elle signe également une rupture dans la représentation que les mouvements se font de leur légitimité : ils peuvent désormais se passer en partie de la caution gaullienne[713]. Enfin la Résistance devient dans le discours une

---

706 Alors que la fréquence du terme "France" pour l'ensemble du corpus toutes périodes confondues est de 4,73 ‰, elle atteint 8,98 ‰ en 1941-1942 et 7,90 ‰ début 1943. Voir le tableau diachronique des occurrences et des fréquences, annexe II, p. 469.

707 *Ibidem*. Pour l'ensemble du corpus, la fréquence du terme "résistance" est de 3,83 ‰, elle passe à 5,25 ‰ fin 1943, puis à 4,64 ‰ au premier semestre 1944.

708 Le thème "champ patriotique" augmente au début de 1944. Voir le graphique 2 ("Évolution de la répartition thématique des formes lexicales") de l'annexe III, p. 480. Le tableau des écarts à l'indépendance montre également la progression de ce thème en 1944 : + 0,19. Voir annexe III, p. 480.

709 Voir le tableau diachronique des spécificités, annexe IV, p. 485.

710 BIMU, 14 décembre 1943. CID signifie : centre d'information et de documentation.

711 Sur emploi de ces mots pour les périodes fin 1943 et début 1944. Voir le tableau diachronique des spécificités, annexe IV, p. 489.

712 Dans le vocabulaire "De Gaulle" est même sous employé au début de 1944.

713 Cet effacement de la référence au général de Gaulle s'explique aussi pour des raisons internes : abandon, en cet été 1943, de la Résistance intérieure par la France libre, conflit avec la Délégation

référence centrale qui fédère, ordonne et dirige toute action. Ainsi, pour cet article de *Combat* d'août 1943, elle est désormais une entité englobante, une "Résistance totale" :

> *"Le jour sinistre où la métropole fut investie par ses bourreaux, les Français véritables ne se laissèrent pas prendre à l'appel que d'une voix sénile lançait l'ex-Maréchal qui disait qu'on surmonte une défaite en se résignant. La Résistance était née. […] L'heure de la Résistance totale est enfin venue. Faisons taire à coups de bottes les pleureurs de Laval et de Sauckel ! et chassons avec eux ceux qui voudraient transformer la Résistance en parti politique. À l'action ! […] Oui, l'heure est venue de passer à la Résistance totale. Ne vous laissez endormir ni par les plaintes de ceux qui défaillent de peur, ni par les comitards politiciens qui, aujourd'hui comme hier, veulent tout casser, sauf l'assiette au beurre. L'heure de l'action totale de la Résistance totale a enfin sonné. Aidez-nous. Tous sur la brèche !"*[714]

Ces changements notables dans le champ lexical des mouvements unis amplifient une tendance déjà en germe à la fin de 1942. Ils confirment la cristallisation, l'élitisme et l'indépendance croissante de leur résistance. En même temps, la multiplicité des mots utilisés pour nommer et décrire ses différentes structures révèle aussi une diversification du phénomène. D'un été à l'autre (1943-1944), trois facteurs étroitement mêlés rythment ce mouvement à la fois centripète et centrifuge. Tout d'abord, la conception que les mouvements se font de la Résistance se recentre, s'affine et se précise autour de projets, de valeurs et d'idées-forces. Parmi celles-ci s'imposent plus particulièrement l'unité, l'honneur et le sens du sacrifice, l'identification à la France et à l'avenir. D'autre part ce recentrage s'accompagne d'une réorientation radicale des priorités ; le passé s'éclipse, l'action nécessaire submerge le présent et conditionne l'appropriation du futur. Enfin la multiplication des services spécialisés, le développement des maquis et l'élargissement d'une action ancrée dans les territoires contribuent à diversifier l'identité résistante des mouvements unis. Pour la fin 1943 et le début 1944, cinq tracts MUR de Franche-Comté de la fin 1943[715] suivis d'articles de *La Libre Comté*[716], des textes de cinq numéros de *Provence Libre*, trois du *Mur d'Auvergne* ainsi que trois de *La Marseillaise* complètent ceux de *Combat* et du Bulletin interne. À elle seule cette grande variété de la presse clandestine reflète la démultiplication du phénomène.

---

de Claude Bouchinet-Serreules, prise de contrôle par les mouvements du CNR. En revanche l'appui au général de Gaulle est total lorsqu'il s'agit de défendre auprès des Alliés sa légitimité et l'indépendance de la France.

[714] *Combat*, août 1943, "La Résistance totale".

[715] Intitulés "Courage et Confiance"

[716] Dont le premier numéro paraît le 1er avril 1944. *La Libre Comté* a été précédée de la diffusion des tracts "Courage et Confiance" rédigés par les mêmes personnes. Voir François Marcot, *Les Voix de la Résistance, op. cit.*, p. 201.

La Résistance : un phénomène singulier

Quelques grands thèmes s'affirment dans la longue période qui sépare les deux étés 1943 et 1944, tandis que la dimension du témoignage, si caractéristique de la première résistance des années 1941 et 1942, semble s'estomper[717]. En réalité, cet effacement s'explique moins par un abandon que par un enrichissement conceptuel plus large de la Résistance. En effet, si la perspective du témoignage est pour un temps absente du discours de *Combat*[718], elle perdure fin 1943 dans le Bulletin interne[719]. Par ailleurs, le premier article publié par *La Libre Comté* le 1er avril 1944 assimile explicitement l'action de résistance à un acte de foi :

> *"Ce journal naît à un moment où l'ennemi, grâce à la complicité et à la trahison de quelques misérables, paraît avoir terrassé le Mouvement de Résistance en Franche-Comté. […] Comme si la persécution la plus sanglante avait jamais pu briser l'essor de la pensée humaine, et avoir raison de la foi en une cause juste et sainte ! Oui les meilleurs des nôtres, les plus hardis, les plus purs, gémissent dans les geôles de l'ennemi, subissent en hurlant des tortures moyenâgeuses dont le seul récit fait frémir d'indignation, sont traînés en exil dans les sombres cachots de Prusse orientale ou de Pologne, tombent sous les balles allemandes ou françaises, hélas ! Et c'est à vous, d'abord, que nous pensons, martyrs d'une cause sainte : nous vous dédions ce journal et nous jurons que vos souffrances seront vengées. Votre pensée sera notre inspiratrice, ranimera notre courage, guidera nos bras justiciers."*[720]

D'autres idées parcourent également cet extrait de *La Libre Comté* : comme d'innombrables écrits de la même époque —ceux, par exemple, d'Albert Camus, d'Alban Vistel, de Jacques Bingen, de François Mauriac ou de Pierre Brossolette[721]— elles parlent du sentiment de la dette envers une petite élite sacrifiée. Cette représentation de la Résistance, qui conjugue recueillement, auto-célébration, élitisme et exaltation du sacrifice, puise dans des récits accumulés et sans cesse réappropriés. Elle est le produit d'une redéfinition permanente de la notion de l'honneur. Pour Claude Bourdet [*Marcus*] elle se confond avec l'essence même de la Résistance. Il le proclame dans un éditorial de *Combat* en septembre 1943 :

> *"Des amis bornés, des ennemis perfides cherchent trop souvent aujourd'hui à rétrécir la portée de cet immense phénomène que l'on appelle Résistance ou Gaullisme. Il faut donc de nouveau, comme il y a trois ans, en préciser le sens et*

---

717 Voir pour l'ensemble des textes produits alors par les mouvements unis le graphique 8 ("Évolution des valeurs et des qualités", p. 483) ainsi que le tableau diachronique des écarts à l'indépendance de l'annexe III, pp. 488. Ce dernier montre une nette mise en retrait du thème témoignage (-3,52 pour fin 1943, -1,95 début 1944, -1,17 à l'été 1944).

718 Voir dans l'encart n°3 les écarts à l'indépendance pour *Combat* : -1,66 fin 1943 et –2,76 début 1944 pour le thème "témoignage".

719 Voir dans l'encart n°4 : +2,73 fin 1943. Ces différences s'expliquent également par la longueur du découpage chronologique pour *Combat*, toute la période étant représentée, ce qui n'est pas le cas pour le BIMU ou *La Libre Comté*.

720 *La Libre Comté*, n°1, 1er avril 1944, "Résistance franc-comtoise".

721 Voir sur ce sujet Laurent Douzou, *Une histoire périlleuse, op. cit*., pp. 23-51 et Pierre Laborie, article "Mort" in *Dictionnaire*…, p. 956.

> *barrer le chemin aux imbéciles et aux traîtres, et à ces larves tortueuses de l'ancienne politique, pressées d'annexer un mouvement qui leur est tout étranger. Le Gaullisme, c'est d'abord, c'est essentiellement, le parti de l'Honneur. […] Voilà pourquoi nous voulons que "ça change". Voilà pourquoi nous sommes révolutionnaires. Tout est simple, tout est net. Nous n'avons ni traités, ni dogmatique, mais une seule foi, une vieille foi française : l'honneur. […] Demain, nous exigerons au pouvoir, dans tous les pouvoirs, des hommes durs et dignes de la Résistance, dignes de la France. Cela c'est notre devoir, notre engagement envers nos martyrs, envers nos compagnons de lutte et de souffrance. C'est notre Honneur."*[722]

Cette volonté de cerner précisément "*la portée de cet immense phénomène"* montre bien le degré de conscience atteint à l'été 1943 ainsi que l'ampleur de la cristallisation de l'idée de Résistance. Dans l'esprit du rédacteur, la recherche d'une définition est liée à l'origine et à la nature même du phénomène. Au delà de l'affirmation d'autorité, on peut s'interroger sur ce besoin de dire inlassablement le sens de l'événement : n'exprime-t-il pas aussi plus fondamentalement le sentiment de sa singularité ? Tenter maintenant, "*comme il y a trois ans*", de le circonscrire c'est rappeler également qu'il échappe aux catégories ordinaires. Plus largement, ce constat confirme bien l'hypothèse d'une écriture spécifique, consubstantielle à l'identité du phénomène, qu'elle serve à le définir ou à en retracer le légendaire[723].

Outre les valeurs du sacrifice et de l'honneur, la Résistance incarne de plus en plus une vision du futur. Claude Bourdet déclare dans son article que non seulement elle possède des droits sur le futur, mais qu'elle *est* intrinsèquement une proposition d'avenir. Cette projection dans le futur repose sur la légitimité historique de leur engagement. Elle s'appuie aussi sur des projets qui se multiplient entre 1943 et le début 1944. Parmi les nombreux articles publiés alors par la presse des mouvements unis, la liste non exhaustive de ceux de *Combat*, du Bulletin interne et de *Provence Libre* proposée ci-dessous donne un aperçu de ce foisonnement programmatique. Ces textes abordent la question du fonctionnement des institutions de l'après Libération, les réformes économiques, sociales et politiques, l'épuration et la place de la France :

- Pour *Combat* : "D'abord l'honneur" (septembre 1943), "Terroristes ? Non ! Justiciers" (15 octobre 1943), "La refonte du CFLN", "La France et le futur statut européen", "La Révolution à faire" (novembre 1943), "Nous ne voulons plus" (décembre 1943), "Où va la Résistance ?", "APPEL" (février 1944), "Nous ne voulons plus" (avril 1944).

- Pour le Bulletin interne des mouvements unis : "Alger et la Résistance" (décembre 1943), "Un complot contre la Renaissance française" (21 décembre 1943), "Pour l'unité de la Résistance française", "La question

[722] *Combat*, septembre 1943, "D'abord l'Honneur". Voir l'intégralité du document dans l'annexe I, texte 4, p. 441.

[723] Voir Laurent Douzou, *La Résistance : une histoire périlleuse, op. cit.*

constitutionnelle" (18 janvier 1944), "Le CFLN a les pouvoirs et l'autorité d'un véritable gouvernement" (8 février 1944), "À propos du programme du MLN" (5 avril 1944).

- Pour *Provence Libre* : "Demain", "Vers un grand parti du travail" (décembre 1943), "Vers un grand parti du travail" (février 1944).

Investir le futur consiste aussi à anticiper et à penser le devenir de la Résistance après la guerre. Au début de 1944 la presse clandestine se fait l'écho des réflexions menées depuis septembre et octobre 1943 dans les instances dirigeantes des MUR puis du MLN[724]. Un article de *Combat* s'interroge ainsi en février 1944 sur l'héritage de la Résistance et sur la forme, politique ou autre, qu'il pourrait prendre :

> *"Dans la France de demain existera certainement le parti communiste, qui a prouvé sa vitalité dans la Résistance, et sans doute un regroupement conservateur ou "modéré". Et il existera aussi un grand parti républicain et révolutionnaire qui rénovera la vie politique française et construira la IV° République.* Ce ne sera pas le parti "de la Résistance" mais ce sera le parti héritier de l'esprit de la Résistance et de sa mission.*"*[725]

Pour les mouvements unis, poser la question de l'héritage c'est en même temps soulever un autre problème ; la nécessité de se doter d'un corps doctrinal pour parvenir à transformer leur engagement clandestin en un "parti héritier de l'esprit de la Résistance". Leur survie en dépend et les débats d'idées animent les rubriques "tribune libre" de *La Marseillaise* ou de *Provence Libre.* Les deux organes proposent en effet d'ouvrir leurs colonnes à l'expression d'opinions politiques parfois divergentes —cette diversité étant par ailleurs pleinement assumée, et même revendiquée. C'est le cas dans cet article publié début juin 1944 par *La Marseillaise*. Alban Vistel y commente l'affirmation de l'un de ses militants selon laquelle les mouvements unis n'auraient pas de "doctrine" :

> *"TRIBUNE LIBRE : C'est là une audace, un avant-goût de Libération. Cette rubrique est offerte à tous les camarades de la Résistance. […] L'un de nos militants propose ce thème : "D'une doctrine de la Résistance". Il dit : "On déclare souvent que les M.U.R. n'ont pas de doctrine […]." Vue superficielle de la question. Tout d'abord, le temps nous a manqué pour élaborer une doctrine telle qu'on l'entendait jusqu'ici. […] Cependant, nous avons une doctrine. Oh ! très simple, elle n'emplit pas des tomes respectables, c'est : l'union de tous les Français dans la Résistance et pour la Révolution nécessaire. Nous y sommes restés fidèles malgré les désillusions passagères, malgré ce que des professeurs d'échecs nommaient "notre inexpérience politique". […] Les M.U.R. ont une doctrine et leurs hommes n'iront pas perdre le meilleur d'eux-mêmes dans un repos stérile, ni leur efficacité dans une diaspora qui remettrait tout en question."*[726]

---

[724] Voir notre seconde partie.

[725] *Combat*, février 1944, "Où va la Résistance ?". Nous soulignons. Nous renvoyons à l'intégralité de l'article, texte 5, annexe I, p. 442.

[726] *La Marseillaise*, juin 1944, "Tribune libre". Voir l'intégralité du document, texte 6, annexe I, p. 454.

Cet extrait insiste aussi sur l'idée que l'avenir de la Résistance passe par l'unité des mouvements unis, à l'intérieur comme à l'extérieur. Si ce thème de l'union devient central à la fin de 1943[727], sa signification reste encore ambiguë. Pour les uns l'unité renvoie essentiellement à la question de l'efficacité d'action, et le mot se confond davantage avec la notion d'unification. Ainsi, l'unité des mouvements est avant tout envisagée dans une optique technique et administrative. Elle est plutôt considérée comme un outil, un "instrument" ; c'est le mot utilisé par le Bulletin interne pour encourager la diffusion d'un programme unique d'action en avril 1944 :

> *"Ce programme qui est celui de toute la Résistance française doit être communiqué à nos militants à tous les échelons. […] Ce programme d'action doit être répandu largement par tous les moyens non seulement parmi nos militants, mais dans l'ensemble de la population. […] La Résistance Unie a un programme d'action commune : il importe de faire de ce programme un instrument de rapprochement et d'union à tous les échelons."*[728]

La même approche pragmatique est développée par le *Mur d'Auvergne* en février 1944 :

> *"La fusion totale de Combat, Libération, Franc-Tireur a été, il y a un an, le prélude d'une action unique dont des heureux effets n'ont pas tardé à se faire sentir. Le dernier quart d'heure approche et spontanément les autres mouvements de résistance se groupent autour des MUR pour la bataille décisive. Il importe que tous les hommes de la résistance sachent que l'entente doit se faire complète dans la lutte pour la liberté ! […] Cette union totale va décupler nos forces dans ces dernières semaines. Notre action sera d'autant plus efficace que nos moyens seront groupés et nos mots d'ordre communs."*[729]

De cette conception étroitement stratégique, qui s'inscrit dans le processus d'unification progressive engagé depuis la fin de 1942, émerge une toute autre vision de l'unité. Plus politique, cette dernière ne contredit pas la première, elle s'y mêle et la surpasse. De fait, l'unification des moyens d'action se transforme peu à peu en une idée plus transcendante : un véritable idéal unitaire se dessine. Il s'identifie à l'avenir, s'oppose radicalement à la division, sans exclure la diversité des opinions. *Provence Libre* en donne dans son premier numéro de décembre 1943 une définition nuancée :

> *"Les Mouvements Unis de la Résistance Française font paraître mensuellement les trois journaux clandestins que tous les Français connaissent : Combat, Libération, Franc-Tireur. D'aucuns peuvent penser que ce pluralisme dans la presse risque d'entraver l'unité dans la Résistance. Eh bien non ! car si chaque équipe de rédacteurs a évidemment une tournure d'esprit plus particulière, la cohésion de notre front est assurée par une pensée directrice, une idée-force : la lutte contre l'ennemi commun. […] Union en dehors et au dessus des partis, union des mystiques et non des clans, union de tous les Français résistants contre*

---

727 Voir le tableau diachronique des écarts à l'indépendance, annexe III, p. 488 : +1,46 pour le thème "unité" fin 1943.

728 BIMU, 5 avril 1944, "À propos du programme du MLN"

729 *Le Mur d'Auvergne*, n°1, février 1944, "Union totale !"

l'envahisseur et contre les traîtres, pour le salut de la Patrie, telle est la devise de notre Journal Régional."[730]

Comme *Provence Libre*, les rédacteurs de *Combat* rejettent tout esprit clanique et partisan :

"Le MLN est formé. La signification de cette fondation ne doit échapper à aucun de nos camarades. POUR LA ZONE SUD, il s'agit d'un resserrement officiel et définitif d'une unité qui existait en fait. Il y avait longtemps déjà que les Mouvements Unis ne constituaient plus des mouvements fédérés, mais véritablement un seul mouvement groupant plusieurs tendances. Si certains, imbus de l'esprit monobloc des totalitaires ou du sectarisme pointilleux, des vieux partis, ne comprennent pas comment on peut concilier unité organique et pluralisme réel, il n'y a qu'à leur répondre : Voyez le MLN, première fondation du monde nouveau."[731]

La recherche de l'unité est pensée comme un moyen de dépasser la diversité inhérente aux mouvements unis, tout en encourageant son expression. Cet idéal unitaire est l'un des fondements essentiels de leur identité résistante. Destiné à "*concilier unité organique et pluralisme réel*", il s'affirme avec force à la fin de 1943. Sur ce sujet, un éditorial de *La Marseillaise* publié en mai 1944 ne dit pas autre chose :

"Actif : la fusion de «COMBAT», «LIBÉRATION» et «FRANC-TIREUR» au sein des M.U.R., fusion dans laquelle s'effacent l'esprit de clan, les rivalités, inévitables, parce que nous sommes des hommes. Fusion dans laquelle les êtres se connaissent, les tendances s'affrontent pour mieux atteindre une synthèse d'où naîtra la doctrine de demain. Prélude à une fusion plus large encore, actif considérable : l'unité d'action dans la Résistance avec le Parti Communiste, le Front National, les Syndicats. Actif, le témoignage de notre volonté d'union dans la pureté et l'efficacité révolutionnaire : les Comités de Résistance française qui de l'humble commune à la ville inextricable naissent et essaiment de toutes parts."[732]

Alban Vistel fait ici de cette unité une valeur centrale et un produit de la fusion des trois mouvements. On retrouve un état d'esprit identique dans les colonnes du journal auvergnat *Le Mur d'Auvergne* :

"Chaque jour l'unité se fait plus étroite entre tous les militants de la Résistance. Ceux qui manifestent encore quelque réserve à l'égard d'une union complète dans le combat ont, à l'approche de l'heure de la libération, fait taire leurs sentiments au demeurant très honorables : attachement à tel ou tel groupe, qu'on ne peut taxer de chauvinisme mais bien plutôt de fidélité aux "couleurs", ou encore méfiance politique basée sur de vieilles histoires qui, au fur et à mesure que l'action se développe, que les camarades tombent, s'estompent peu à peu et vont rejoindre les souvenirs insensiblement effacés des absurdes conflits d'avant guerre. La Résistance est fière de sentir que, sous son patronage, grâce à son action et à la sincérité de l'idéal qu'elle poursuit, toutes les tendances se rejoignent dans son sein, l'esprit de sectarisme s'atténue pour disparaître, la fraternité de tous les combattants s'affirme."[733]

---

730 *Provence Libre*, n°1, décembre 1943, "Union dans la Résistance". Voir sur *Provence Libre* et la question de l'identité régionale l'article de Jean-Marie Guillon, "Résistance et identité régionale en Provence" in Christian Bougeard [dir.], *Bretagne et identités régionales, op. cit.*, pp. 223-237.

731 *Combat*, mars 1944, "Le MLN communique"

732 *La Marseillaise*, n°1, mai 1944, "Faisons le point"

733 *Le Mur d'Auvergne*, n°2, mars 1944, "Pour la Libération".

Ainsi, dès l'été 1943, les mouvements unis formulent avec précision une conception aboutie et partagée de la Résistance. Sa singularité tient pour l'essentiel à trois principes qui viennent s'ajouter à la dimension première du témoignage. Au même titre que le légendaire[734], le retour réflexif sur soi —notamment par l'écriture—, et la volonté de définir le sens du phénomène semblent désormais indissociables de son identité. Par ailleurs la Résistance est pensée comme une incarnation de l'avenir. Force de renouvellement, elle se projette dans la préparation politique des pouvoirs et des institutions de l'après guerre. Les mouvements unis tentent également d'anticiper sa survie en envisageant la question de son héritage. Enfin se développe une mystique unitaire originale, transcendante et non exclusive. De fait l'unité, si elle encourage la fusion des services techniques, ne signifie pas la disparition, l'effacement ou le nivellement d'une diversité constitutive de l'identité résistante. Pour les mouvements unis, il n'y a pas d'incompatibilité entre l'appartenance à une entité particulière —un maquis, un groupe de résistance, une région— et l'adhésion à l'idée de Résistance[735].

[734] Voir aussi notre seconde partie.

[735] On a vu dans la seconde partie que, dans le cas des maquis, l'adhésion à la Résistance se fait d'abord par le biais de l'appartenance à l'univers du maquis.

L'unité dans la diversité

Le champ lexical de la presse reflète assez bien, en particulier au début de 1944, une certaine diversification identitaire. Outre l'utilisation dominante du terme "résistance", l'analyse du vocabulaire spécifique montre qu'il est fait davantage mention de services ou d'ensemble de personnes[736]. La situation perdure à l'été 1944. En revanche, à la différence de la fin de 1943, la référence aux responsables nationaux ou aux institutions de la France Libre est nettement plus discrète[737]. Sans doute faut-il y voir, comme dans la relation avec le général de Gaulle, une affirmation marquée de la Résistance. Le communiqué du MLN mentionné plus haut[738], en revendiquant le pluralisme, prend acte d'une réalité : la diversité est une dimension essentielle de l'identité résistante des mouvements unis. On en retrouve l'expression directe dans les titres régionaux fondés sous l'égide des MUR puis du MLN. Ancrés dans les territoires, ces journaux — apparus pour une grande partie à la fin de 1943— accordent naturellement une place de choix aux récits des actions de la résistance locale et des maquis environnants. Évidemment, la multiplication des organes régionaux crée inévitablement un effet de masse à l'origine d'une surreprésentation du local en 1944. Mais elle est en même temps le fruit d'un choix assumé, celui d'une diversité voulue et encouragée par les instances dirigeantes des mouvements unis. Les premiers éditoriaux des journaux régionaux publiés fin 1943 et début 1944 s'en réclament explicitement. Cette vision est partagée aussi bien par *Le Mur d'Auvergne* que par *La Libre Comté*. L'un et l'autre justifient leur existence précisément au nom de la diversité. Pour *Le Mur d'Auvergne* il s'agit aussi de rendre compte des spécificités locales, de tisser des liens et de forger régionalement une conscience résistante :

> *"Pourquoi, se diront nos amis, ce nouveau journal de la Résistance ? Tous connaissent déjà Combat, Libération et Franc-Tireur, organes officiels des différents mouvements désormais fusionnés et certains pourraient juger qu'en effet la parution du Mur d'Auvergne ne s'imposait point. En réalité, si la presse existante traite abondamment toutes les questions d'intérêt général de la Résistance, le format relativement réduit ne lui permet pas de réserver à chaque région et en particulier à la nôtre la place qui, à notre avis, lui revient. Notre modeste ambition est d'être, pour les dizaines de milliers d'hommes de nos quatre départements, l'organe régional d'information les tenant au courant dans le détail de l'action même chez nous, leur transmettant les mots d'ordre, les mettant en garde contre les traîtres en dévoilant leurs noms et leurs actes, enfin disant les souffrances de nos martyrs dont la liste chaque jour s'allonge…"*[739]

---

736 On peut noter au premier semestre de 1944 les termes spécifiques suivants : camps, militants, MUR, lieutenant. Voir le tableau diachronique des spécificités, annexe IV, p. 489. Par ailleurs, la répartition thématique des formes lexicales corrobore ce constat : + 2,47 pour le thème "mouvements", +1,99 pour "groupes et services" et + 1,16 pour "ensemble". Voir le tableau diachronique des écarts à l'indépendance, annexe III, p. 486.

737 *Ibidem*.

738 *Combat*, mars 1944, "Le MLN communique"

739 *Le Mur d'Auvergne*, n°1, février 1944, "Pourquoi ?"

Quant aux rédacteurs de *La Libre Comté* ils n'hésitent pas à invoquer des figures historiques régionales ainsi que la forte identité franc-comtoise comme modèle de leur propre résistance :

> *"Ce journal naît à un moment où l'ennemi, grâce à la complicité et à la trahison de quelques misérables, paraît avoir terrassé le Mouvement de Résistance en Franche-Comté. […] Il faut que l'ennemi sache que les Comtois sont une race invincible, d'une humeur farouchement indépendante. […] Ne saviez-vous pas, ô méprisables ennemis, que nous appartenons à une race qui jamais n'accepte la défaite et que les montagnards jurassiens se faisaient enterrer naguère, la face contre terre, pour protester jusque dans la mort contre l'annexion française ? C'est de notre sol qu'a jailli l'hymne guerrier et sublime de la Marseillaise, qui a fait trembler les rois. […] Et vous prétendez qu'ainsi racés les franc-comtois tomberont un jour à genoux et demanderont grâce ? C'était mal nous connaître. Chaque fois que vous abattez un des nôtres, dix se lèvent pour reprendre le combat ! N'avez-vous pas compris le défi de notre fière devise ? "Comtois, rends-toi ?… Nenni ma foi.""*[740]

Pour ces trois journaux, la revendication d'une identité territoriale n'est en aucun cas contradictoire avec l'adhésion à une idée de la Résistance, au reste pleinement identifiée à la France. Les appartenances identitaires, régionales ou autres, peuvent s'emboîter sans forcément s'annuler[741].

La réflexion développée à travers la presse clandestine sur le sens de la Résistance rejoint assez fidèlement celle menée au même moment dans les réunions d'état-major. Les journaux, s'ils filtrent les informations et n'abordent que très peu les discussions et les débats internes aux mouvements, reflètent néanmoins une part de leurs préoccupations. Il faut rappeler que les mêmes personnes rédigent aussi bien des articles de presse que des circulaires. Et ce, quel que soit leur niveau de responsabilité : dirigeant national pour *Combat*, responsables locaux ou régionaux pour *Le Mur d'Auvergne*, *Provence Libre*, *La Marseillaise* et *La Libre Comté*, voire chefs de maquis pour le Bulletin interne. Rien d'étonnant dès lors que le thème de l'action, largement investi fin 1943 et début 1944 par les "stratèges", imprègne profondément le discours public.

---

740 *La Libre Comté*, n°1, avril 1944, "Résistance franc-comtoise".

741 Voir sur ce rapport entre Résistance franc-comtoise et identité régionale ainsi que sur les identités emboîtées l'article de François Marcot, "Sur les processus identitaires. À propos des résistants de Franche-Comté" in *Bretagne et identités régionales, op. cit.*, pp. 239-255.

Action et futur

L'action est en effet la principale priorité de la période. Tous en parlent, même si les modalités peuvent diverger[742]. De fait, c'est surtout comme principe générique que l'action est exaltée dans les articles de presse. Elle apparaît d'abord comme un impératif inhérent à l'identité même de la Résistance. Dans l'attente et la perspective du "jour J", *Combat* n'hésite par à en rappeler la nécessité :

> *"Un immense brassage a réuni tous ceux qui offrent leur vie pour la patrie. Ces hommes ont été réunis pour l'action. Et c'est pourquoi le sens premier de la Résistance c'est : l'action. Il y a mille formes d'action : depuis le coup de main de l'AS qui anéantit le parc à munitions de Grenoble, jusqu'à l'hospitalité offerte par tant de braves gens à des clandestins ou des réfractaires. Et il y a la résistance des camarades qui souffrent dans les prisons. Mais il n'y a pas de résistance "passive" ou de résistance "pour le jour J" ou de résistance "politique". C'est tout de suite qu'il s'agit de nuire à l'ennemi. Pour l'honneur de la France, pour sa participation à la guerre, pour la victoire."*[743]

Dans une période tendue vers une libération perçue comme certaine, où l'avenir social, politique, économique et institutionnel se construit à travers des programmes détaillés[744], l'action s'impose en retour comme une condition de ce futur. Il dépend en effet de l'action présente que l'avenir espéré se réalise. Cette orientation des priorités explique peut-être un effacement provisoire du passé dans la temporalité des mouvements unis —défaite, références historiques, légendaire. Les exemples abondent de ces appels faisant de l'action une urgence vitale. Sous la plume d'Émile Coulaudon, fondateur du *Mur d'Auvergne*, l'injonction dissimule à peine un certain mépris pour les "palabres" de la pensée :

> *"Une discipline librement consentie se magnifie d'une façon admirable dans nos forces françaises de l'Intérieur où se retrouvent groupés tous les membres des différents mouvements de Résistance. L'heure n'est plus aux palabres, mais à l'action, rien qu'à l'action. Nous avons derrière nous une telle masse de volontaires, une telle quantité d'armes modernes et de munitions, nos hommes ont un tel enthousiasme, une telle foi en la victoire finale que douter de celle-ci serait nier l'évidence même."*[745]

Toutefois, à côté de cette représentation étroitement "activiste", le discours clandestin élabore une réflexion sur les ressorts stratégiques, politiques et moraux de l'action résistante. Certes elle est pensée comme une nécessité mobilisatrice, comme un élément structurant fondamental de l'identité de la Résistance. Mais les conditions de sa pratique soulève très vite une multitude de

---

742 Les termes "action", "actif", "agit", "acte" sont sur employés au premier semestre 1944. Voir le tableau du vocabulaire spécifique dans l'annexe IV, p. 489.

743 *Combat*, février 1944, "Où va la Résistance ?"

744 Après d'intenses débats le CNR adopte son "Programme d'action de la Résistance" le 15 mars 1944. L'association des mots "programme" et "action" est, à cet égard, particulièrement significative d'une volonté d'afficher la dimension activiste de la Résistance.

745 *Le Mur d'Auvergne*, juin 1944, "Allons, enfants de la Patrie !"

questions emboîtées. Pour preuve cette mise en garde adressée aux militants des mouvements unis et publiée dans *Provence Libre* en février 1944 :

> *"Nous sommes des hommes d'action, nous faisons de l'action résistante, nous enrayons la machine ennemie par notre action immédiate ! Telles sont les paroles qui reviennent très souvent à nos oreilles. Je me propose dans cet article de donner quelques conseils à mes camarades afin qu'ils évitent un écueil très grave et très dangereux, celui de transformer l'action en activisme. Notre Mouvement n'a que faire de la mouche du coche. "Le devoir de l'heure présente n'est pas de gémir mais d'agir. Ne pas s'arrêter aux gémissements sur ce qui est ou ce qui fut, mais reconstruire ce qui se dressera et doit se dresser pour le bien de la société." N'est-ce pas pour cela que nous nous sommes enrôlés dans la Résistance ? Mais toute action, à quelque échelon de la hiérarchie que se trouve l'exécutant, doit être réfléchie. Marcher pour marcher, même en chantant, n'a aucun sens et personne n'a jamais aimé se retrouver dans un cul-de-sac. Et toute réflexion doit être posée."*[746]

On imagine aisément que cette incitation à adopter une démarche réfléchie dans l'action vise surtout à assurer la sécurité des militants. Il s'agit certainement aussi de freiner les velléités "activistes" encouragées par les partisans de l'action immédiate. Pour autant l'attention portée à la réflexion est particulièrement significative d'une certaine conception de l'action propre aux mouvements unis. Pour faire simple, elle ne détache pas la conscience de l'action nécessaire de ses enjeux stratégiques et éthiques (nature, sens, fondements moraux et responsabilité civile). En insistant sur cette vision d'ensemble, il ne s'agit pas d'ignorer l'existence de débats internes —parfois violents— sur les modalités et les formes de l'action. On sait que l'opposition au sein des mouvements unis entre les partisans de l'action immédiate et de l'insurrection nationale (Marcel Degliame, Pascal Copeau, Pierre Hervé, Maurice Kriegel-Valrimont) et ceux qui privilégient l'attente du débarquement et l'action concertée avec les Alliés (Michel Brault, Georges Rebattet, Antoine Avinin, René Cerf-Ferrières), voit finalement triompher au printemps 1944 la stratégie "activiste" de l'AI. Au cours de l'été 1944 cette conception se renforce dans la participation directe aux combats de la libération, en réponse aussi à une confrontation brutale avec la guerre. Le réel bouleverse alors les stratégies élaborées, jusqu'alors plutôt théoriques, et oblige à leur adaptation.

---

[746] *Provence Libre*, n°2, janvier 1944, "Conseils pour l'action".

Été 1944. La "guerre" des mouvements unis

Si certaines zones de maquis connaissent depuis les premiers mois de 1944 des actions armées sporadiques et la violence des représailles (Jura, Ain, Savoie), ce n'est vraiment qu'à partir du mois de juin que s'installe un véritable climat de guerre. À partir du 6 juin, le retour sur le territoire français de l'affrontement militaire classique, sous la forme d'une "bataille de France", est partout ressenti comme le début de la fin. Un verrou psychologique saute, le temps s'ouvre à nouveau. Parmi la multitude d'articles annonçant la nouvelle, cet extrait de *La Libre Comté* de juin 1944 exprime le soulagement, la détermination et l'espoir partagés :

> *"Le deuxième front, si impatiemment attendu, a été créé dans la matinée du 6 Juin, date désormais mémorable. La nouvelle que les opérations de débarquement avaient commencé, a causé dans tout le pays un immense espoir. […] Et immédiatement, sur tout le territoire, secondant […] admirablement l'action de nos Alliés les forces de la résistance sont entrées en action, retardant, paralysant les transports de troupes, s'emparant de points stratégiques, de noeuds ferroviaires, contrôlant des régions entières et obligeant l'ennemi à entreprendre des actions importantes contre des forces dont il avait sous-estimé la valeur et le nombre. Sur aucun point du territoire, les Allemands ne se sentent en sécurité. […] Aussi peut-on avoir une confiance entière, absolue dans l'issue de la lutte. Les démocraties victorieuses écraseront à jamais les régimes de dictature et sauront créer la Société harmonieuse à laquelle tous les Peuples aspirent et qui leur fera oublier le cauchemar dans lequel ils sont plongés depuis des années."*[747]

Au delà du strict fait militaire, cette bataille signe pour les mouvements unis leur pleine entrée dans une guerre multiforme. L'événement de l'été 1944 n'est pas tant le débarquement que l'intensification et la généralisation d'un état de guerre. Déjà en mars 1944, en réaction aux représailles meurtrières menées par les Allemands et les miliciens contre les maquisards dans l'Ain, en Corrèze et dans les Glières, Albert Camus liait étroitement le sort du pays et celui de la Résistance à cette dégradation de la situation. L'éditorial qu'il publie dans *Combat* veut montrer que la guerre ne se limite pas à une lutte des Allemands contre la Résistance seule, mais qu'elle concerne la population française dans son entier :

> *"On ne ment jamais inutilement. Le mensonge le plus impudent, pourvu qu'il soit répété assez souvent et assez longtemps, laisse toujours sa trace. […] Mais si le mensonge, tiré à des millions d'exemplaires, garde un certain pouvoir, il suffit du moins que la vérité soit dite pour que le mensonge recule. Et la vérité la voici : C'est que les Français ont tout en commun avec ceux qu'on veut aujourd'hui leur apprendre à craindre et à mépriser. Il n'y a pas deux France, l'une qui combat et l'autre qui juge le combat. […] Car cela vous concerne. La vérité est qu'aujourd'hui l'Allemagne n'a pas seulement déclenché une offensive contre les meilleurs et les plus fiers de nos compatriotes, elle continue aussi la guerre totale contre la totalité de la France, totalement offerte à ses coups. […] En vérité cela vous concerne et cela nous concerne tous. Car tous les Français aujourd'hui sont liés par l'ennemi*

[747] *La Libre Comté*, juin 1944, "Le deuxième front".

> *dans de tels liens que le geste de l'un crée l'élan de tous les autres et que la distraction ou l'indifférence d'un seul fait la mort de dix autres."*[748]

Au cours de l'été 1944 si la guerre se manifeste d'abord par les actions de guérilla des groupes armés de la Résistance, elle s'élargit à la terreur répressive dont sont indifféremment victimes résistants et populations. Par ailleurs, toutes proportions gardées et sans établir une quelconque équivalence avec l'horreur des représailles, les bombardements alliés sur des villes de la zone sud contribuent aussi à accentuer les drames vécus par les populations civiles. Ils provoquent l'indignation des rédacteurs de *Provence Libre* :

> *"La France sait que la guerre doit se gagner dans la souffrance et elle veut de toute sa volonté participer à la victoire. Son intention n'est donc pas de refuser le sacrifice, mais elle ne peut l'accepter qu'à la condition qu'il soit utile, indispensable."*[749]

La guerre domine alors l'essentiel des préoccupations des mouvements unis, spécialement en juin et juillet 1944. Elle envahit les esprits, jusque dans le vocabulaire de la presse clandestine où l'emporte nettement le champ lexical de l'action et de la violence[750]. Avec des nuances, *Provence Libre, La Marseillaise, Combat* et *Le Mur d'Auvergne* parlent tous de la guerre, selon des registres croisés, du simple récit factuel à la dénonciation indignée en passant par la réflexion sur le sens. Ces articles contribuent à édifier une image idéalisée du combattant, comme à démarquer l'action résistante des luttes ordinaires. La présence de la guerre constitue de fait un événement structurant de l'été 1944. Elle soulève des interrogations multiples, en particulier celle de son influence sur les comportements résistants et sur l'évolution de l'idée de Résistance. L'expérience de la guerre cristallise définitivement quelques composantes fortes de l'identité résistante des mouvements unis. S'imposent ainsi : un humanisme intransigeant ; une dimension combattante affirmée doublée d'une mémoire légendaire plus douloureuse ; un idéal unitaire équivoque, partagé entre générosité et élitisme, rassemblement et exercice des pouvoirs.

---

748 *Combat*, "À guerre totale, Résistance totale", mars 1944.

749 *Provence Libre*, n°5, 1er juin 1944, "Les bombardements anglo-américains". Voir l'intégralité de l'article dans l'annexe I, texte 7, p. 446. Nous revenons plus longuement par la suite sur le problème des bombardements.

750 Le tableau diachronique des occurrences et fréquences comme celui des spécificités indiquent clairement l'imprégnation du vocabulaire de la violence et de la guerre : sur emploi des termes "morts", "feu", "blessés", "blessé", "battre" ; fréquence plus grande des mots "morts" (1,09 ‰), "soldats" (0,79 ‰), "mort" (0,68 ‰), "héros" (0,68 ‰), "victimes" (0,56 ‰) et "sang" (0,56 ‰) par rapport à l'ensemble du vocabulaire. Voir les tableaux en annexe III et annexe IV.

"Tuer la guerre"[751] *?*

À partir du printemps 1944, et davantage encore au cours de l'été, des pages entières de la presse des mouvements unis donnent à voir la sauvagerie criminelle exercée par l'ennemi sur une grande partie du territoire français, toutes zones confondues. C'est le cas par exemple de *La Libre Comté,* qui dresse régulièrement le bilan précis des innombrables exactions commises par les Allemands et les miliciens contre les populations du Jura. Les descriptions très crues impressionnent ; elles accompagnent et appuient l'indignation, la dénonciation et un propos où l'intransigeance le dispute aux appels à la vengeance. C'est aussi la voie empruntée par Albert Camus, dans un article de *Combat* resté célèbre. Il y raconte le déroulement du massacre d'Ascq perpétré par les Allemands le 1er avril 1944 à la suite d'un sabotage ferroviaire[752]. 86 civils furent assassinés dans cette petite ville du département du Nord :

> *"Voilà l'image qu'il faut garder devant les yeux pour que rien ne soit oublié, celle qu'il faut proposer à tous les Français qui restent encore à Pécari. Car sur ces 86 innocents beaucoup pensaient que, n'ayant rien fait contre la force allemande, il ne leur serait rien fait. Mais la France est solidaire, il n'y a qu'une seule colère, qu'un seul martyre. […] Car il ne s'agit pas de savoir si ces crimes seront pardonnés, il s'agit de savoir s'ils seront payés. Et si nous avions tendance à en douter, l'image de ce village couvert de sang et maintenant seulement peuplé de veuves et d'orphelins suffirait à nous assurer que le crime sera payé puisque cela désormais dépend de tous les Français et puisque devant ce nouveau massacre, nous nous découvrons la solidarité du martyre et les forces de la vengeance."*[753]

Quelques semaines plus tard le même Camus précise le sens d'un état d'esprit que l'on pourrait qualifier d'humanisme intransigeant. Sous sa plume, les portes de l'humanité semblent se refermer sur tous ceux qui tentent précisément de la détruire. Parmi ces derniers, les miliciens s'excluent eux-mêmes d'une humanité qu'ils nient. Pire que les Allemands, leur trahison aggrave, selon Camus, l'inhumanité de leurs crimes :

> *"Quand les Allemands avaient incendié quelques villages et capturé quelques patriotes, les miliciens, avec un retard calculé, arrivaient et prenaient possession des prisonniers. Ils regardaient ces captifs silencieux et ils se mettaient en colère. Rien n'est plus irritant que la vue d'un homme pour ceux qui ont délibérément cessé d'être hommes. Et puis leur travail commençait. Il s'agissait de prouver que la dignité humaine est un mensonge et que l'homme conscient de soi et maître de son destin n'est qu'un mythe démocratique. Ils couvraient d'insultes leurs victimes, pour se mettre en goût, pour les avilir et d'abord en paroles et pour s'avilir un peu plus. Puis ils arrachaient quelques ongles, ils défonçaient quelques poitrines ; il fallait obtenir de la victime pantelante un cri de souffrance, un aveu, un reniement. S'ils y parvenaient, ils respiraient un peu mieux, ils pensaient : nous sommes tous pareils,*

751 *La Libre Comté*, août 1944.

752 Voir Étienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande (1940-1944)*, Lille, La Voix du Nord, 1999.

753 *Combat*, mai 1944, "Pendant trois heures ils ont fusillé des Français". Voir l'intégralité du document, texte 9, annexe I, p. 449.

> *ceux-là ne crâneront plus... heureux d'avoir transformé des juges muets en complices de leur déchéance."*[754]

La guerre menée par les mouvements unis n'est pas une guerre ordinaire —du moins si l'on s'en tient à des textes qui ne cessent de circonscrire leur action en l'isolant des excès et de la violence des combats. À travers le discours —qu'il convient néanmoins de ne pas confondre avec les comportements— se dessine une certaine éthique de l'action résistante. En réponse aux actes criminels de l'ennemi la Résistance est pensée comme un dépassement de la guerre[755]. L'idée parcoure en effet les articles de la presse clandestine. Elle oppose aux exactions et aux cruautés avilissantes de la guerre quelques principes humanistes qui seraient incarnés par la Résistance —"dignité humaine" pour *Combat*, "refus des compromis qui abaissent l'homme" pour *La Marseillaise*, "respect de la personne humaine" pour *Provence Libre*[756]. Pour les rédacteurs de *La Libre Comté*, l'un des objectifs de la Résistance doit être de "tuer la guerre" :

> *"Le touriste qui se hasarderait, en ce bel été ensoleillé, dans nos montagnes du Jura, emporterait de son voyage une vision d'horreur. De nombreux villages, hier coquets, fleuris, vibrant de cris d'enfants et de rires de jeunes filles, ne sont plus que des pans de murs croulants et calcinés, sous lesquels on entrevoit des carcasses de lits ou d'ustensiles divers, tordus par l'incendie. […] La guerre ! N'est-ce pas cela et rien que cela ? Et celle que nous impose un adversaire sans humanité n'est-elle pas particulièrement révoltante ? […] Faut-il trembler de peur, fuir en courbant l'échine sous l'averse de fer et de feu ? Ne vaut-il pas mieux, frémissant d'une noble indignation, saisir les armes avec virilité, faire front à la sauvagerie et rétablir le règne de la liberté, de la justice et de la fraternité ? Imprégné des vertus ancestrales, un vrai Comtois ne s'abandonne pas aux gémissements impuissants et dégradants. Soyez dignes de vos aïeux : tous debout pour bouter l'ennemi hors de France et tuer la guerre, cette chose ignoble…."*[757]

Ces affirmations fondées sur des valeurs républicaines —liberté, justice, fraternité— tranchent pourtant avec les appels à la vengeance formulés plus haut par Camus dans *Combat*[758]. Ils détonnent aussi avec ceux lancés par Philippe Viannay le 15 mars 1944 dans un éditorial de *Défense de la France,* qui associe paradoxalement "devoir de tuer" et "devoir de justice" : "*Tuer sans pitié ni remords parce c'est le Devoir, un douloureux devoir : le devoir de justice*"[759]. Encouragement à tuer qui trouve un écho dans les menaces proférées par *Le Mur d'Auvergne* contre Allemands et miliciens, auteurs d'un massacre de maquisards :

---

754 *Combat*, juillet 1944, "La grande peur des assassins".

755 "La Résistance va au delà de la guerre parce qu'elle est le refus des compromis qui abaissent l'homme", *La Marseillaise*, mai 1944, "Le jour J n'aura pas lieu".

756 Ainsi, le thème "humanisme" figure à nouveau parmi les sujets abordés par l'ensemble de la presse des mouvements unis : +1,46 à l'été 1944. Voir le tableau diachronique des écarts à l'indépendance, annexe III, p. 488.

757 *La Libre Comté*, août 1944, "La guerre, cette chose ignoble". Voir l'intégralité du document, texte 8, annexe I, p. 448.

758 Qui, précisons-le, défend les mêmes principes.

759 Cité par Olivier Wieviorka, "Défense de la France et la lutte armée" in *Lutte armée et maquis, op. cit.*, p. 100.

> *"[…] plus de 5000 personnes ont assisté aux funérailles qui ont pris ainsi un caractère grandiose de protestation émue et indignée envers les méthodes crapuleuses des Allemands. Des miliciens de Riom ont osé [*souiller*] de leur présence cette cérémonie patriotique dont le drapeau tricolore leur interdisait cependant l'accès. Leur tour viendra, une fosse commune sera leur dernière demeure !"*[760]

À propos de l'épuration, le même journal auvergnat n'est pas loin de souhaiter aux ennemis collaborateurs un sort identique à celui des résistants martyrisés :

> *"Les Miliciens et agents de Gestapo n'ayant pu s'enfuir sont arrêtés ou exécutés après jugement. […] La plupart des traîtres filent avec leur famille sur l'Allemagne. Entassés dans des camions, avec une ration de vivres, ils connaissent à leur tour la déportation qu'ils trouvaient si plaisantes pour nos petits gars. Et nous les retrouverons là-bas pour le règlement de comptes. Quand ce ne sera pas même en route comme le 21 août où 33 Miliciens du Puy, en fuite, ont été tués."*[761]

À l'été 1944, les exactions commises par les troupes allemandes exacerbent une germanophobie assez largement partagée par l'ensemble de la société française et qui n'est pas spécifique aux mouvements unis. On en retrouve l'expression dans la description de ces actes ainsi que dans la désignation des Allemands. *La Libre Comté*, par exemple, publie régulièrement une rubrique entièrement consacrée aux violences des Allemands et compare ces derniers aux Huns, "Les Huns ont passé par là" :

> *"“Partout où mon cheval a passé l'herbe ne repousse pas” (Attila). Ils ont passé là, à nouveau, hélas! et chacune des régions de notre belle Comté subit à tour de rôle l'occupation des Vandales, et chaque fois leurs méfaits dépassent en horreur les précédents. Il faudrait des pages et des pages pour narrer les actes de sauvagerie des brutes nazies. Le but de ces expéditions soi-disant militaires: Réduire les Maquis. En réalité il s'agit de terroriser une population de plus en plus hostile, d'autant plus facile à mater qu'elle est sans armes."*[762]

On pourrait multiplier les exemples de ces articles disposés à quelques lignes —ou quelques numéros— de distance d'autres textes aux accents nettement plus démocratiques et pondérés. Pour preuve cet éditorial de *La Libre Comté* exhortant les militants des mouvements à agir avec mesure, calme et justesse. L'article est révélateur d'une forte tension entre la générosité des intentions et la réalité de pratiques moins nobles qu'il tente de canaliser et d'encadrer :

> *"Notre idéal est sans bornes. […] Cet idéal est grand, noble, pur. Pour lui conserver son éclat fascinant et sa force attractive il faut se garder de le ternir par des actes vils. Amis résistants demeurez désintéressés et justes. […] Justes dans votre légitime désir de répression envers les traîtres. […] Les traîtres devront être punis : gardez-vous cependant de vous faire justice vous-mêmes. Les passions et les ressentiments aveuglent les meilleurs et leur font commettre des excès. Pas de règlements de comptes, ni d'assassinats : la justice. […] On déshonore et on brise*

---

760 *Le Mur d'Auvergne*, mars 1944, "Nos martyrs"
761 *Le Mur d'Auvergne*, 25 août 1944, "L'épuration"
762 "Les Huns ont passé par là", *La Libre Comté*, mai 1944

> *l'essor d'une révolution par les injustices et les excès. A quoi servirait d'avoir abattu nos ennemis si nous conservions leurs méthodes inhumaines et barbares?"*[763]

Ces contradictions témoignent de la complexité du rapport à la guerre et à la violence des mouvements unis. On peut difficilement le concevoir uniquement en noir et blanc, en opposant à la brutalité des crimes nazis et miliciens la modération assumée des mouvements de résistance. Avec une intensité croissante au cours de l'année 1944, une profonde ambivalence parcoure l'idée qu'ils se font de la Résistance, partagée entre un idéal humaniste et des désirs de vengeance. Cette vision équivoque puise dans les réticences morales des premiers temps de la clandestinité (1940-1943)[764], exprimées au nom du respect de la vie et de la dignité humaine. Elle apparaît peu à peu dans la confrontation brutale avec la violence, subie puis exercée. Elle se manifeste à travers des attitudes et des aspirations mêlées qui, détachées du contexte, peuvent sembler contradictoires. En 1944, elles ne sont pas consciemment et volontairement vécues comme telles, et les résistants n'échappent pas aux ambivalences multiples de l'Occupation[765]. Celles-ci expliquent en partie le fait que les mouvements unis puissent *à la fois* se réclamer d'un humanisme généreux et pacifiste[766], énoncer des propos haineux, et exalter les exploits militaires de la lutte armée. Selon les sensibilités, l'une de ces visions l'emporte, sans pour autant s'affranchir des deux autres aspects.

Au cours de l'été 1944, les faits d'armes et les accrochages dans les zones de maquis contribuent à valoriser plus que de coutume le caractère spécifiquement combattant de l'action résistante. Une représentation plus martiale de la Résistance se développe, en particulier à travers les comptes rendus accumulés des opérations conduites par les maquisards et les FFI[767]. À l'image de la bataille du Mont-Mouchet longuement détaillée par Émile Coulaudon-*Gaspard* dans *Le Mur d'Auvergne*, ces récits insistent sur l'ampleur de l'engagement, l'abnégation et le sens du sacrifice. Ils donnent à voir une Résistance en armes qui se bat :

---

763 *La Libre Comté*, mai 1944, "Ne ternissons pas notre idéal". Voir l'intégralité de ce document, texte 11, annexe I, p. 443.

764 Sur les réticences des mouvements non communistes et sur l'évolution du sentiment de la haine, voir l'article de Jean-Marie Guillon, "Haine", in *Dictionnaire historique…, op. cit.,* p. 938. Se reporter également aux actes du colloque, *Lutte armée et maquis, op. cit.*

765 Nous reprenons ici la définition de l'ambivalence proposée par Pierre Laborie : "L'ambivalence des attitudes est un trait dominant de la période. […] Stratégie de contournement, l'ambivalence n'est pas le renvoi de deux camps dos à dos" in *Les mots de 39-45, op. cit*., p. 10.

766 Un éditorial intitulé "La der des der" de *Provence Libre*, février 1944, souhaite ainsi que cette guerre soit définitivement "la der des der" : *"Si nous ne craignons pas, aujourd'hui, d'abandonner la vie facile, et pour quelques-uns d'entre nous de rompre toutes relations avec des êtres aimés, ce n'est pas par vaine gloriole ; mais c'est pour que demain luise enfin sur notre planète réconciliée cet astre de la paix vers lequel tout esprit généreux doit tourner ses regards. Et pour toutes ces raisons, je crois en la "der des ders"."*

767 L'analyse des spécificités montre ainsi un sur emploi des termes "FFI", "forces", "héros", "gars", "debout" et "battre". Voir, le tableau dans l'annexe IV, p. 489.

> *"Au lendemain des premiers combats pour la libération de notre territoire, je tiens à vous faire un bref exposé de la situation. […] Partout en France la guérilla fait rage, immobilisant les unités allemandes déjà gênées par les coupures des routes et des voies ferrées. La défaite d'Hitler et de ses brutes va être consommée. Les FFI d'Auvergne vont bientôt attaquer à fond pour précipiter cette défaite et libérer nos villes. Camarades, à la veille de la victoire, recueillez-vous. […] Pensez à ceux des FFI tombés le 10 et le 11 juin au Mont-Mouchet. Dans tout cela, c'est la Résistance, c'est le désir exacerbé de chasser le boche exécré et infâme, c'est la volonté du peuple de châtier les traîtres et de rétablir en France un régime de liberté qui se sont exprimés. Dans quelques jours nous descendrons sur les villes. Rien n'arrêtera la marée humaine qui déferlera des montagnes d'Auvergne. Nous serons vainqueurs et nous serons vengés. Et la IV° République pourra être fière des luttes menées et des sacrifices consentis par ses enfants."*[768]

Au-delà de la glorification édifiante des combats, cette dimension combattante affirmée traduit plus profondément un désir de revanche symbolique sur la défaite militaire et l'abandon de la lutte en juin 1940. C'est sans doute à travers cette volonté de reconquête qu'il faut comprendre la mise en avant récurrente en cet été 1944 du thème de la virilité. Elle participe aussi, à ce moment-là, de l'expression identitaire des mouvements unis. Ces quelques extraits dévoilent une virilité située du côté du droit, de l'éthique et de l'honneur :

> *"Ne vaut-il pas mieux, frémissant d'une noble indignation, saisir les armes avec virilité, faire front à la sauvagerie et rétablir le règne de la liberté, de la justice et de la fraternité ?"*[769]
> *"L'armée des volontaires l'armée combien terrible des hommes qui obéissent non pas aux dérisoires fascicules de mobilisation mais à la voix virile de la conscience."*[770]
> *"Ce 14 Juillet 1944 offre au monde le spectacle d'une France terriblement forte malgré ses blessures, virile comme aux grandes heures où, par elle, le monde était changé."*[771]

Difficile, en revanche, de mesurer la portée et l'influence de cette virilité affichée sur les violences exercées contre les femmes à la Libération par des éléments FFI[772]. On sait qu'elle reflète avant tout une époque marquée par une hiérarchisation sexuée des rôles. Ce thème de la virilité recoupe par ailleurs celui de l'intransigeance, principe associé à l'idée de Résistance. Alban Vistel en propose ainsi une définition dans un éditorial de *La Marseillaise* :

> *"La Résistance a été et doit demeurer une intransigeance. […] Camarades du Mouvement de Libération Nationale, l'intransigeance est pour nous le devoir primordial. Intransigeance envers nous-mêmes. Lutte de chaque heure contre notre paresse, nos défaillances et aussi nos liens les plus chers. Lutte contre l'attrait*

---

768 *Le Mur d'Auvergne*, 20 juin 1944, "Après la bataille du Mont-Mouchet". Voir l'intégralité du document, texte 12, annexe I, p. 455.

769 *La Libre Comté*, 15 août 1944

770 *La Marseillaise*, mai 1944

771 *La Marseillaise*, juillet 1944. Remarquons au passage l'expression employée par Alban Vistel, celle de "France virile".

772 Voir sur cette question, Fabrice Virgili, *La France virile, op. cit.,* pp. 304-312. Pour ce dernier la pratique des tontes à la Libération participe d'un processus de reconstruction nationale.

> *mensonger de la facilité, le "demain... nous verrons". Lutte contre la somnolence qui conduit au néant de l'homme et pis parfois : au reniement. Pas de trêve, pas de repos. Travailler à ÊTRE afin de pouvoir FAIRE."*[773]

Les protestations vigoureuses émises par le journal varois *Provence Libre* contre les conséquences des bombardements alliés sur les populations civiles constituent un exemple probant de cette intransigeance. S'interrogeant sur le bien-fondé de cet acte de guerre, les rédacteurs n'hésitent pas à contester les choix stratégiques des alliés anglo-saxons et rappellent au passage l'identité et la "raison d'être" de la Résistance. Elles conjuguent étroitement respect de la vie humaine, fidélité aux alliés et intransigeance morale :

> *"En ce mois de mai 1944, les bombardements aériens alliés se sont intensifiés sur toute la France […]. Le résultat : désorganisation complète du trafic ferroviaire entre Avignon et Nice durant quelques jours. […] Malgré toutes les précautions qui pourront être prises, il y aura toujours des victimes innocentes. C'est la rançon de la guerre et c'est aussi, et surtout, la faute des autorités de Vichy qui n'ont pas été capables de faire construire (notamment à Marseille) des abris nécessaires et de procéder à une évacuation convenable de la population non combattante. Mais les fautes des uns ne sauraient excuser les fautes des autres. La Résistance française sait que la libération de notre territoire ne peut s'effectuer dans la facilité, elle sait que les épreuves les plus dures sont à venir, mais jamais elle n'acceptera que soit oublié sa raison d'être : le respect de la personne humaine.."*[774]

Les combats de l'été 1944 exacerbent la complexité du rapport des mouvements unis à la violence. Le projet de "tuer la guerre" oblige en effet à composer entre des comportements et des espérances qui semblent *moralement*[775] inconciliables : martialité, sentiments de haine et de vengeance à peine étouffés[776], humanisme. Et pourtant… La présence de la guerre, avec ses martyrs et ses sacrifiés, génère et nourrit très vite un imaginaire combattant indissociable d'une mémoire meurtrie. Parce qu'il donne sens à une réalité tourmentée, le légendaire peut aider à surmonter une part de ces inextricables contradictions.

---

[773] *La Marseillaise*, juillet 1944, "La vertu d'intransigeance". Nous reviendrons plus longuement sur ce thème de l'intransigeance tel que le conçoit Vistel. Voir notre quatrième partie.

[774] "Les bombardements Anglo-Américains", éditorial de *La Provence Libre*, 1er juin 1944. Voir l'intégralité du document, texte 7, annexe I, p. 446.

[775] Nous utilisons l'adverbe détaché de toute idée de jugement moral.

[776] Ainsi cet éditorial de *Combat* intitulé "N'oubliez pas de haïr" en septembre 1943 : "*Et aujourd'hui, chaque fois que nous rencontrons un soldat du Reich, monte en nous une rage et une volonté farouches de lui faire payer, à lui et à tous les autres, tous les crimes allemands. Chaque fois notre désir de vengeance se renforce. Soutenus par une haine brûlante et forcenée, notre courage et notre résolution grandissent. Malgré tous les obstacles, ils nous conduiront à la revanche, à la libération et à la Victoire.*"

Le sens du sacrifice

Au cours de l'été 1944 la temporalité des mouvements unis s'ouvre à nouveau largement. La perspective d'une libération toute proche comme celle d'une participation revendiquée de la Résistance à la construction du futur suscitent en retour une réflexion rétrospective sur soi. La ligne du temps se déplace en aval et le passé semble se réduire à la période de l'Occupation. Pour les mouvements unis, la Résistance est entrée dans l'histoire, elle est désormais un moment de l'histoire. De fait, si l'évocation des événements du passé national est toujours présente (14 juillet 1789), elle s'efface devant le récit du passé récent[777]. Ainsi, pour les rédacteurs de *La Libre Comté*, par exemple, l'histoire de la Résistance est devenue une véritable référence, expression de la connivence originelle dans le refus :

> *"La réalité est tout autre, plus dure, plus lente, pleine de larmes et de sang. Une triste réalité humaine, faite de sacrifices et d'efforts incessants. L'oeuvre de la libération est née le jour où DE GAULLE a lancé dans l'espace son appel désormais historique, le jour où le premier Français s'est cabré devant la capitulation déshonorante. Elle a commencé pour vous le jour où vous avez compris la dure leçon et où votre coeur et votre raison ont protesté contre les honteuses abdications de PÉTAIN et de sa clique. Tout d'abord votre refus a été tout intérieur, puis vous l'avez extériorisé par des paroles et des actes. Vous avez lu dans les yeux des amis ou des adversaires de la veille le même sursaut de fierté, vous vous êtes confiés puis associés: la Résistance était née."*[778]

Cette vision des débuts de la Résistance participe de la dimension légendaire du phénomène. Sans redire ce qui a déjà été développé à propos des documents internes[779], il s'agit ici de montrer comment le registre d'écriture propre aux journaux clandestins contribue à structurer une représentation idéalisée de l'histoire de la Résistance. Précisons qu'à l'été 1944 le tirage total de la presse clandestine atteint, tous mouvements confondus, communistes et non communistes, environ 2 millions d'exemplaires[780], dépassant ainsi le cercle étroit des seuls militants. Un exemplaire étant probablement lu par plusieurs personnes, on peut se faire une petite idée de l'influence exercée par ces publications sur un lectorat élargi. Le lyrisme des articles de presse, tantôt enjoué tantôt dramatique, transforme tout un ensemble de personnages et d'actions de résistance en mémoire légendaire. L'écriture normalise, fixe les traits de plus en plus figés et facilement identifiables de cette mémoire. Se détachent ainsi quelques grandes figures, quelques faits d'armes et quelques

---

[777] Les thèmes "références historiques" (+0,77) et "occupation et Résistance : récit, passé et histoire" (+1,77) marquent en effet le discours de la presse des mouvements unis à l'été 1944. Voir le tableau diachronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

[778] *La Libre Comté*, 15 juillet 1944, "N'attendez plus le jour J". Voir l'intégralité du document, texte 13, annexe I, p. 457.

[779] Voir notre seconde partie.

[780] Voir l'article de Bruno Leroux, "Presse clandestine" in *Dictionnaire…,* p. 681.

lieux, laissant parfois dans l'oubli d'autres lieux, d'autres groupes, d'autres noms[781].

Pour rappel ce légendaire déployé dans la presse des mouvements unis se caractérise par la recherche d'une origine et d'un moment fondateur, que traduit bien l'expression de *La Libre Comté*, "la Résistance était née". Il inscrit par ailleurs la Résistance dans le temps long de l'histoire nationale. L'action résistante est en effet perçue comme l'héritière des luttes entamées depuis la Révolution française, qu'elle prolonge en quelque sorte. Avec le mystère et l'anonymat de la clandestinité, les combats des maquis (Glières, Vercors, Mont-Mouchet) nourrissent et amplifient cette dimension légendaire. En les magnifiant, elle achève de légitimer la Résistance aux yeux de tous. Enfin, lorsque les représailles et les massacres se multiplient et frappent sans distinction civils et maquisards, la portée du récit légendaire se modifie. Il contribue à souder résistants et populations martyrisées dans une même communauté de sort. Dans le dépassement, le légendaire donne sens au sacrifice et aux souffrances[782], et crée ainsi une cohésion autour d'une mémoire douloureuse partagée :

> *"Il n'y a qu'un seul combat,* écrit Albert Camus dans un éditorial de *Combat, et si vous ne le rejoignez pas, notre ennemi vous démontrera tous les jours qu'il est pourtant le vôtre. Prenez-y votre place car si le sort de tout ce que vous aimez et respectez vous concerne, alors encore une fois, n'en doutez pas, ce combat vous concerne. Dites-vous seulement que nous y apporterons tous ensemble cette grande force des opprimés qu'est la solidarité dans la souffrance. C'est cette force qui à son tour tuera le mensonge et notre espoir commun est qu'elle gardera alors assez d'élan pour animer une nouvelle vérité et une nouvelle France."*[783]

À l'image du légendaire, l'aspiration à l'unité, autre préoccupation centrale de l'été 1944, s'affirme comme un recours, un dépassement des meurtrissures et des tourments de la fin de l'occupation allemande[784].

---

781 Laurent Douzou compare ces récits racontant toujours les mêmes faits et évoquant toujours les mêmes figures à des *exempla*. Voir *La Résistance : une histoire périlleuse, op. cit.*

782 Le thème "sacrifice" s'impose tout au long de l'année 1944 : +0,90 début 1944, +2,32 à l'été. Voir le tableau diachronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

783 *Combat*, mars 1944, "À guerre totale, Résistance totale"

784 Le thème "unité" apparaît positif à l'été 1944 (+0,49). Voir le tableau diachronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

Les ambiguïtés de l'idéal unitaire

Conçue et réalisée d'abord dans une perspective d'efficacité, sous la forme plus technique de l'unification, l'idée de l'unité se forge peu à peu dans les difficultés de la clandestinité, puis dans les douleurs innombrables de l'été 1944. L'état de guerre généralisé, la violence exercée par les occupants, semblent cristalliser la volonté d'union ; les souffrances partagées constituent un ferment de l'idéal unitaire. C'est à travers ce prisme que *Provence Libre* exalte ainsi l'unité comme moteur du redressement national :

> *"[…] Pourquoi donc les Français, ordinairement si indépendants, si prêts à donner leur vie pour la Patrie, ont-ils été si facilement dupés ? Parce que dans notre pays il n'y avait plus d'unité française […]. Les Français semblaient se diviser en rouges et blancs, en communistes et nationalistes ! Mais lorsque vint la défaite et l'occupation, le peuple de France retrouva rapidement son unité : la barbarie hitlérienne, par son excès, permit au pays de cimenter les failles qui s'étaient faites dans l'opinion française, on ne distingua plus alors un rouge et un blanc, un patron et un ouvrier ; la souffrance commune, la lutte commune que mènent tous les Français, conduisent notre nation vers l'unité dans le combat contre l'envahisseur. […] PROVENÇAUX ! Dans le combat quotidien contre l'ennemi, la France s'est forgée une UNITÉ de pensée et d'action, qu'elle a payé du sang des meilleurs de ses fils. Nous vous conjurons de maintenir cette unité, l'heure de la Libération a enfin sonné ; la France ne doit pas donner aux Alliés l'impression qu'elle est en proie à des luttes intestines. Nous devons rester UNIS dans la VICTOIRE comme nous l'avons été dans le COMBAT !"*[785]

Cet éditorial du journal varois révèle d'autres fondements aux aspirations unitaires des mouvements unis. Dans la crainte sans doute de voir la maîtrise de la période de l'après-libération leur échapper, elles expriment le rejet viscéral de la guerre civile, notamment face à des alliés susceptibles de retourner à leur profit la situation. Par ailleurs, cet idéal unitaire ne peut pas être compris si l'on ne prend pas en compte le traumatisme encore bien présent de la défaite. Les appels à l'unité —et l'article de *Provence Libre* le montre bien— voudraient aussi transcender les clivages et les divisions stériles de l'avant-guerre, ressouder les fractures de l'Occupation, conjurer surtout la désunion à l'origine de l'effondrement de 1940. Pour Alban Vistel dans *La Marseillaise*, l'union à venir s'inscrit dans un mouvement entamé avec l'unification :

> *"Bilan politique ? La sagesse de nos militants de base qui ont poussé les dirigeants vers l'union sans réticence et entraînent vers une union plus large encore par delà les idéologies, les vieilles rancunes, la misère des querelles de personnes."*[786]

Provence Libre comme *La Marseillaise* font de la Résistance le modèle fédérateur de cette unité souhaitée. Pourtant, en valorisant l'exemplarité des "meilleurs de ses fils", ces journaux hiérarchisent fortement les rôles et se gardent de confondre élan unitaire et confusionnisme. Le ton autoritaire et impérieux employé par la presse des mouvements unis lorsqu'elle s'adresse à

---

785 *Provence Libre*, 30 juin 1944, "Appel à l'unité". Voir l'intégralité du document, texte 14, annexe I, p. 459.

786 *La Marseillaise*, mai 1944, "Faisons le point".

l'ensemble des Français en témoigne. Pour exemple cet entrefilet paru dans *La Libre Comté* ; la posture adoptée trace une frontière invisible entre la Résistance personnifiée et les individus :

> *"FRANÇAIS ! La Résistance est disciplinée ! Elle n'admet ni le pillage, ni le banditisme… Si vous êtes témoins d'actes de ce genre, signalez-les à la Résistance. Elle sévira…"*[787]

Au fond, le projet unitaire des mouvements unis porte en germe deux grandes contradictions. Celles-ci interrogent la façon dont ils conçoivent les relations entre la Résistance et le reste de la population d'une part ; entre ses diverses composantes à l'intérieur de la Résistance et au-delà du MLN, d'autre part. Avec la question sous-jacente de l'exercice des pouvoirs, ce projet ambigu est à la fois profondément généreux et étroitement élitiste ; unitaire sans être fusionnel. S'il permet de hiérarchiser dans le sacrifice et l'engagement, l'élitisme affiché masque mal quelques appréhensions. La crainte en particulier que l'appropriation de la Résistance par le plus grand nombre n'efface sa nature profonde. La perspective d'une Résistance dévoyée, envisagée avec angoisse dans cet extrait d'un article du *Mur d'Auvergne*, est néanmoins très vite écartée :

> *"La Résistance menée depuis de longs mois par une élite ayant un idéal bien accroché au cœur, ne doit pas s'effriter ou perdre son sens initial sous prétexte que, le succès approchant, la masse des Français va venir, en une véritable marée, se joindre aux Forces Françaises de l'Intérieur. Au contraire et plus que jamais elle devra tout mettre en œuvre pour réaliser l'union absolue de toutes les forces démocratiques françaises, aider au rapprochement des tendances, proscrire les querelles partisanes toujours préjudiciables à l'intérêt général des républicains sincères."*[788]

À la différence du Front National, les mouvements unis ne confondent plus à l'été 1944 la Résistance avec l'ensemble des Français[789]. Or c'est précisément la relation du MLN avec les mouvements communistes qui est au cœur d'une autre ambiguïté. Comment en effet concilier l'union proclamée des forces de la Résistance avec les stratégies concurrentes de conquête du pouvoir ? L'union politique élargie doit-elle prolonger au delà de la Libération l'unité d'action réalisée dans la Résistance ? Les réponses diffèrent selon les sensibilités ; la proposition de Vistel dans *La Marseillaise* va dans le sens d'un large rassemblement :

---

787 *La Libre Comté*, août 1944. Dans une étude lexicographique de la presse clandestine franc-comtoise François Marcot montre que la Résistance des mouvements "*se présente elle-même comme une quasi-personne, à la fois valeur et institution. En tant qu'institution elle donne des avis, des consignes, des ordres. […] La Résistance est un Ordre qui s'impose aux individus*" in art. cit., pp. 97-98.

788 *Le Mur d'Auvergne*, août 1944, "Dernière halte"

789 Rappelons qu'en 1941 et 1942 pour les mouvements unis, les frontières entre comportements de résistance et attitudes de non consentement étaient encore poreuses. Sur les rapports entre communistes, Résistance et population, nous renvoyons à l'article de François Marcot : "Voulant aux yeux des Français estomper les limites entre la Résistance et la population, ils répugnent à se référer à cette entité et préfèrent l'ambivalence du terme patriote", in "Les mots des résistants", art. cit., p. 101.

> *"L'union des anciens Mouvements de Résistance dans le grand Mouvement de Libération Nationale. L'unité d'action avec le Front National et le Parti Communiste, l'unité Syndicale refaite, tout cela prélude à un rassemblement plus vaste encore. La conscience de notre immense force, de notre fraternité profonde."*[790]

En revanche celle des rédacteurs du *Mur d'Auvergne* semble plus circonspecte, limitant l'unité à l'action en vue de la Libération :

> *"Nous sommes à mi-Août 1944… […] Alors que nous, les pionniers de la Résistance, allons voir nous rejoindre au combat de nouveaux camarades qui, bien que tardivement éclairés, n'en sont pas moins respectables par leur esprit de sacrifice, rappelons à ceux-ci quels buts étaient les nôtres lorsque l'idée de la Résistance a germé en nous. […] Amis de la Résistance, quels que vous soyez, communistes, socialistes, démocrates de toutes origines, des plus modérées aux plus avancées, restons coude à coude jusqu'à ce que les buts que nous poursuivons tous soient enfin atteints et que soient vengés nos camarades."*[791]

Sourdes encore dans la clandestinité, des divergences vont naître de cette aporie entre l'idéalisme du discours et un réalisme politique plus pragmatique. Elles annoncent les divisions qui animeront jusqu'à la rupture l'existence du MLN à l'automne 1944 et au printemps 1945[792].

---

790 *La Marseillaise*, juillet 1944, "Les années passent"
791 *Le Mur d'Auvergne*, août 1944, "Dernière halte"
792 Voir notre quatrième partie.

Conclusion d'étape
D'une résistance à la Résistance

Acte de résistance manifeste, la presse clandestine est souvent décrite à travers trois fonctions principales : informer, éveiller les esprits et mobiliser, recruter. Sans doute convient-il d'en ajouter une quatrième. Dans sa diversité, s'adressant à un lectorat extensible, usant de registres d'écriture variés — consignes, récits factuels, analyses, proses lyriques—, elle développe aussi un discours public sur la Résistance et en construit une certaine représentation. L'étude du vocabulaire dans le temps confirme l'hypothèse d'un processus ; loin de surgir toute faite aux premiers jours de la défaite, l'idée de Résistance s'élabore peu à peu. Elle résulte avant tout d'une prise de conscience progressive, lente ou rapide selon les moments, qui se traduit par une réflexion de plus en plus aboutie sur les formes, le contenu et le sens de l'action résistante. L'évolution du discours résistant des mouvements unis s'articule autour de trois facteurs emboîtés : la relation avec la population ; la conscience de soi et le sentiment d'appartenance ; les caractères structurants de leur identité. Deux grandes phases se distinguent nettement. Si l'on estompe les moments de doutes ou d'accélération —ainsi du printemps 1943— elles possèdent chacune une logique interne et modèlent une conception spécifique de la résistance. La dimension du témoignage et une certaine indétermination identitaire marquent encore les années 1941 et 1942. La seconde période s'ouvre après l'intermède du premier semestre 1943 ; de l'été 1943 à l'été 1944 la résistance des mouvements unis finit par s'identifier totalement à l'idée et l'entité Résistance.

Une résistance de témoignage (1941-1942)

Jusqu'à la fin de 1942 et le début de 1943 on constate une perméabilité, une porosité des frontières entre les mouvements et le reste des Français. Dans le discours, les uns et les autres semblent appartenir à une communauté de sort que soudent des gestes de connivence, de complicité et de *non-consentement*. L'identité de groupes l'emporte sur une identité résistante encore floue et indéterminée. L'idée de Résistance reste éloignée d'une résistance qui se pense avant tout comme une présence, un témoignage —et ce dans une continuité avec les premiers temps de la clandestinité (1940-1941).

À l'automne 1942 et au printemps 1943, une série d'événements précipite l'autonomisation progressive des mouvements. Il s'agit des premières conséquences de la Relève, de l'intensification des relations avec la France libre, de l'unification puis de l'instauration du travail obligatoire.

L'identification à la Résistance (été 1943-été 1944)

La nécessité de prendre en charge directement des catégories de la population, notamment par l'organisation des premiers maquis de réfractaires, provoque en retour une délimitation marquée des rôles. Désormais les mouvements unis fixent une frontière nette entre la minorité active et agissante qu'ils représentent et le reste des Français. Cette distinction finit par se transformer en une forme d'élitisme. À partir de l'été 1943 la Résistance s'affirme et s'impose comme la référence première à laquelle les mouvements unis s'identifient pleinement. L'idée de Résistance s'affine et se recentre autour de quelques grandes composantes : la recherche du sens et l'écriture de soi ; le temps approprié (passé, présent et futur) ; une guerre autre ; un idéal unitaire doublé d'une diversification identitaire.

Par le développement des maquis et la multiplication des services les mouvements unis s'ancrent dans de nombreux territoires. Autant de *lieux* de résistance et de modes d'appropriation de l'idée de Résistance à l'origine de sensibilités diverses.

Chapitre 9

Les lieux de résistance. Une idée, des sensibilités

Qu'il s'agisse des circulaires ou de la presse clandestine, le premier semestre de 1943 s'impose sur le long terme comme un moment charnière dans l'évolution interne des mouvements unis. L'unification, le développement des services spécialisés ainsi que l'organisation des maquis ouvrent la voie à une diversification structurelle. Celle-ci se traduit notamment par une multiplicité des appropriations de l'idée de Résistance[793]. Si les rapports d'activité et les consignes d'action reflètent la vision des responsables, des "stratèges" et des maquis, les journaux clandestins apportent en outre le point de vue des territoires et des régions. Perceptible dans les variations de la chronologie, la prise en compte de la diversité des *lieux* de résistance oblige cependant à modifier l'angle de vue. L'analyse diachronique permet en effet de saisir dans le temps les étapes d'un processus. L'approche synchronique ou transversale peut aider à appréhender la façon dont les différents *lieux* —chefs de mouvements, responsables locaux, chefs de maquis ou de services— construisent leur rapport à la Résistance.

L'étude synchronique comparée du vocabulaire utilisée ci-après repose sur une description quantitative du lexique des six journaux clandestins[794]. De cette observation se détachent des conceptions plurielles et entremêlées de l'idée de Résistance. Elles s'expriment à travers les thèmes récurrents du rapport au temps, du sens, de la nature et des formes de l'action, de la relation avec la population ou de l'affirmation de valeurs et de qualités propres. Deux grands ensembles se distinguent sans s'exclure et sans que leur délimitation ne soit complètement hermétique. Ces deux sensibilités entremêlées sont par ailleurs tributaires d'autres facteurs : personnalité et orientation politique des rédacteurs, contexte spécifique à la région.

La première traverse toute la période de 1941 à l'été 1944. Elle s'appuie sur une réflexion morale et politique, se caractérise par une vision plus abstraite de la Résistance et se développe plutôt dans les articles et les éditoriaux de *Combat*, de *La Marseillaise* et de *Provence Libre*.

---

793 Voir notre seconde partie.

794 En occurrences et en fréquences, voir l'encart n° 1 ainsi que le tableau synchronique des occurrences et des fréquences proposé dans l'annexe II, p. 472.

La sécurité des maquis nécessite leur implantation dans un environnement géographique, social et local protégé et protecteur. À partir de 1943, la proximité avec les territoires et les populations enrichit et diversifie l'identité résistante des mouvements unis. *La Libre Comté*, le Bulletin interne et *Le Mur d'Auvergne* représentent plus particulièrement cette autre sensibilité.

Dans l'ensemble, les deux visions correspondent assez fidèlement à des échelles distinctes de responsabilité. La première se superpose avec les préoccupations des cadres nationaux et régionaux des mouvements unis : chefs de mouvements pour *Combat*, chef de région pour *La Marseillaise* ou membres du directoire régional pour *Provence Libre*. La seconde reflète davantage le niveau intermédiaire des responsables locaux agissant sur un territoire plus restreint : les mouvements pour *La Libre Comté*, les services et les maquis pour le Bulletin interne et *Le Mur d'Auvergne*. Pour autant, ces deux perceptions ne sont pas contradictoires et chaque feuille clandestine partage à des degrés divers l'une et l'autre. Pour preuve cet éditorial de *La Libre Comté* qui associe la défense de valeurs éthiques universelles à l'expression d'une appartenance identitaire régionale :

> *"Ce journal naît à un moment où l'ennemi, grâce à la complicité et à la trahison de quelques misérables, paraît avoir terrassé le Mouvement de Résistance en Franche-Comté. Gestapo, miliciens, Gardes mobiles ou GMR pourchassent les Patriotes: les chefs sont arrêtés, les armes saisies, les meilleurs militants fusillés, d'autres torturés et déportés, les maquis traqués et attaqués, parfois massacrés…, les fermes pillées, les villages incendiés. […] Comme si la persécution la plus sanglante avait jamais pu briser l'essor de la pensée humaine, et avoir raison de la foi en une cause juste et sainte ! […] Il faut que l'ennemi sache que les Comtois sont une race invincible, d'une humeur farouchement indépendante. […] Ne saviez-vous pas, ô méprisables ennemis, que nous appartenons à une race qui jamais n'accepte la défaite et que les montagnards jurassiens se faisaient enterrer naguère, la face contre terre, pour protester jusque dans la mort contre l'annexion française ? C'est de notre sol qu'a jailli l'hymne guerrier et sublime de la Marseillaise, qui a fait trembler les rois. […] N'avez-vous pas compris le défi de notre fière devise ? "Comtois, rends-toi ?… Nenni ma foi !"*"[795]

[795] *La Libre Comté*, n°1, avril 1944, "Résistance franc-comtoise".

La résistance des responsables : entre éthique et politique

Les articles de *Combat*, de *La Marseillaise* et de *Provence Libre* rendent compte plus particulièrement de la résistance des responsables des mouvements unis. On retrouve ici l'adéquation constatée plus haut entre le discours des documents internes et celui de la presse[796]. À cette échelle de décision la structuration de la Résistance ainsi que la préparation politique des pouvoirs constituent les principales priorités. Elles s'éloignent des préoccupations et des réalités plus sociales d'une population moins présente que dans les autres publications clandestines[797].

Élaborer une doctrine

Cette distance traduit sans doute un certain élitisme accentué par la valorisation de l'action résistante de quelques individualités[798]. Au moment où se met en place le CFLN à l'automne 1943, *Combat* choisit de présenter quelques-unes de ses personnalités : Henri Frenay, François de Menthon et Emmanuel d'Astier. Un numéro spécial de décembre 1943 propose même des biographies qui insistent sur la force de caractère et la longévité des engagements. Elles contribuent à forger un modèle type du grand responsable de mouvement en mettant en avant les temps forts de leur parcours[799]. L'entrée de membres de "Combat" au CFLN est ainsi saluée par un article consensuel du journal qui, au passage, distingue le parti communiste de la Résistance :

> *"Il faut aussi saluer avec joie l'entrée au Comité de deux communistes : Midol et Fajon. Il était inadmissible que cette fraction importante des forces nationales conserve cette position ambiguë d'arbitre désintéressé. Associé à toutes les décisions, le PC prendra dorénavant sa part entière devant le pays des responsables et du pouvoir. Mais le fait le plus important est sans doute l'entrée au CFLN de trois nouveaux représentants de la Résistance : notre camarade Frenay, que tous nos militants connaissent, fondateur de Combat et membre du Comité Directeur des MUR, notre camarade d'Astier de la Vigerie, fondateur de Libération, également membre du CDMU, et René Capitant chef de Combat en Afrique du Nord. Avec François de Menthon, les mouvements de Résistance comptent ainsi quatre représentants au CFLN ; leur énergie nous garantit que la volonté de lutte et de rénovation totale de notre peuple, incarnée dès la première heure par ces quatre chefs surgis du grand désastre des hommes et des institutions, orientera toute la politique future du gouvernement de la France."*[800]

La résistance un peu élitiste des responsables se caractérise par la conscience aiguë de l'exemplarité de leur choix de vie. Ils n'hésitent d'ailleurs

---

796 Voir l'introduction à cette partie.

797 Les écarts à l'indépendance montrent la faible corrélation entre le thème "populations, territoires et victimes" et *Combat* (-0,58), *La Marseillaise* (-0,57) et ou *Provence Libre* (-0,09), en comparaison des trois autres journaux clandestins. Voir le tableau synchronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

798 La corrélation est très forte entre le thème "responsables" et *Combat* (+2,34) ou *La Marseillaise* (+0,95). Voir *ibidem*.

799 Voir les trois biographies rédigées par *Combat* dans l'annexe I, texte 16, p. 463.

800 *Combat*, novembre 1943, "La refonte du CFLN"

pas à se mettre en scène dans un style picaresque qui rappelle quelque feuilleton scolaire à succès du début du siècle[801]. Ainsi ce récit un peu romanesque, intitulé "Veillée d'armes", que publie *Combat* en septembre 1943. Il reconstitue la gravité, l'atmosphère quasi conspiratrice et la ferveur patriotique d'une réunion clandestine type. Le *chef*, reconnu et choisi par ses pairs, est présenté comme le personnage-clé de cette sorte de société secrète :

> *"13 Juillet 1943 - Quelque part en France. Dans différents coins de banlieue des hommes se rassemblent. […] Qui sont ces hommes ? Fraternellement réunis pour célébrer le 14 juillet l'État-Major d'une Région des Mouvements de Résistance représente en même temps que toutes les classes et toutes les professions, les vrais Français de plusieurs départements […]. À minuit un des chefs prend la parole. En quelques mots simples il résume la pensée de tous. Il évoque le passé, ceux qui sont morts pour que la France vive, les camarades qui souffrent dans les geôles allemandes et françaises, tout ce qu'ils ont vécu ensemble, ces souvenirs qui les lieront indissolublement dans toute leur action future. Puis il parle du travail qui reste à faire avec ses dangers et ses joies et enfin de l'avenir, du jour de la paix et de la liberté où tous les Français pourront fêter le 14 Juillet sans se cacher au fond de la montagne."*[802]

La mise en valeur de l'activité des responsables s'accompagne d'une revendication marquée du droit à l'exercice prioritaire des pouvoirs à la Libération. Pour les rédacteurs de *Combat* comme pour ceux de *Provence Libre*, cette exigence récurrente se fonde sur une longue expérience de la clandestinité[803]. Elle se réclame également d'une fidélité indéfectible aux morts :

> *"Pourquoi tant de combattants français sont-ils tombés sous les balles ennemies, pourquoi tant de militants de la résistance sont-ils incarcérés, torturés, fusillés par la police hitlérienne ? Est-ce pour permettre à Monsieur X ou monsieur Y de conserver ses privilèges au détriment d'autrui ? Est-ce, comme le prétendent certains esprits timorés, pour baigner dans le sang de cette terre de France à laquelle nous sommes si attachés ? Non ! de tels sacrifices ne peuvent être accomplis que dans un but dont la noblesse ne peut faire, ne doit faire aucun doute. Français résistants, luttons pour la libération de notre territoire, mais aussi pour l'instauration d'une démocratie où les mots « Liberté – Égalité – Fraternité » ne constitueront plus un simple slogan pour candidats à la députation, mais deviendront des réalités vivantes."*[804]

Cette représentation de l'engagement des responsables des mouvements unis forme une toile de fond à une réflexion doctrinale sur la Résistance. C'est avec cet état d'esprit —autorité, antériorité et légitimité— et dans ce cadre psychologique —mémoire, dette et fidélité— que s'élabore peu à peu une

---

801 Nous pensons en particulier au *Tour de France par deux enfants* publié en 1877.

802 *Combat*, septembre 1943, "Veillée d'armes". Voir l'intégralité du document, texte 17, annexe I, p. 465. Ce récit illustre bien le propos de François Marcot sur la place éminente accordée aux chefs dans la Résistance. Voir article "Chefs" in *Dictionnaire…, op. cit.*, p. 923.

803 "Et nous qui depuis trois ans menons le combat de la résistance, nous ne voulons pas qu'on nous considère comme payés de nos efforts avec quelques éloges, quelques rubans et quelques monuments. Parlant au nom de nos camarades qui luttent encore, au nom de ceux qui sont tombés dans cette lutte, nous déclarons ne vouloir d'autre récompense que la réalisation de notre idéal", *Combat*, mars 1944, "Nous ne voulons plus".

804 *Provence Libre*, décembre 1943, "Demain"

conception singulière de l'idée de Résistance. Tantôt morale, tantôt politique, elle reflète parfois des sensibilités originales, elle porte aussi la marque de personnalités fortes. On sait que les articles rédigés par les responsables des mouvements oblitèrent largement les conflits et les heurts qui animent en réalité certaines réunions de comité directeur. Cette mise au point très consensuelle publiée conjointement par *Combat* et *Libération-Sud* en août 1942 témoigne en creux de ces différends :

> *"Depuis trop longtemps les bruits les plus divers et parfois calomnieux circulent au sujet des relations qui existent entre Libération et Combat. La propagation de ces bruits que rien ne justifie, tout en nuisant à chacun des deux grands mouvements, nuit plus encore à leur cause commune : la libération du territoire. Par cette déclaration commune qui paraîtra simultanément dans chacun des deux journaux, les dirigeants de Combat comme ceux de Libération entendent faire cesser ces bruits. Ils affirment qu'ils mènent une action convergente, qu'ils poursuivent les mêmes buts, sont animés par le même idéal et reconnaissent le Général de Gaulle comme chef et symbole de la Résistance Française."*[805]

Pourtant, en dépit de ces non-dits et des quelques aspérités vite gommées, les contenus de la presse et des documents internes concordent assez bien. Le décalage chronologique est presque inexistant entre les débats relatés dans les procès-verbaux des réunions et les idées développées dans les colonnes des journaux clandestins. Les préoccupations sont quasi identiques et portent en particulier sur les questions relatives à l'élaboration d'une doctrine de la Résistance, à son futur rôle politique, à son devenir ou même au sens de l'action résistante. Quant aux modalités et à la mise en œuvre stratégique de l'action proprement dite, ces problèmes sont relégués au second plan[806]. Dans l'ensemble, la place plus grande accordée aux valeurs résistantes ainsi qu'une large ouverture sur la passé et le futur, reflètent la dimension plus réflexive du discours des responsables[807]. Si la cohérence de pensée reste forte entre les documents à usage confidentiel et ceux destinés au public, leur fonction et leur registre d'écriture respectifs n'autorisent pas les mêmes libertés dans l'expression de sensibilités particulières. Le langage administratif un peu figé, un peu normatif, laisse en effet peu de place aux longs développements argumentés. Ce que permet en revanche un article de presse ou un éditorial ; on peut lire sous la plume tantôt lyrique tantôt rhétorique des responsables des visions nuancées de la Résistance.

---

805 *Combat*, août 1942, "Libération et Combat"

806 Le tableau synchronique des écarts à l'indépendance révèle une certaine indifférence à l'égard des questions plus stratégiques. Le thème "action, formes de l'action et injonction" s'approche de zéro pour *Combat* (-0,05) et *Provence Libre* (-0,14). Voir le tableau dans l'annexe III.

807 Voir l'encart n°1 ainsi que le tableau synchronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

Sensibilités et personnalités

Une comparaison plus approfondie du vocabulaire utilisé par chacun des trois journaux révèle des variations sur l'idée de Résistance[808]. Deux facteurs entrent en jeu qui expliquent en partie cette diversité. Le premier dépend étroitement de la chronologie ; *Combat* paraît sans interruption de 1941 à 1944 et est étudié sur le long terme, tandis que *Provence Libre* et *La Marseillaise* sont publiés essentiellement en 1944. Cette différence fait que certains thèmes sont d'autant plus présents dans ces deux derniers titres qu'ils sont spécifiques à la fin de la période[809]. Le second renvoie au poids des personnalités —Henri Frenay, Claude Bourdet ou Albert Camus pour *Combat*, Alban Vistel pour *La Marseillaise*— comme aux orientations politiques préexistantes à la clandestinité —militantisme socialisant pour les rédacteurs de *Provence Libre*. Deux tendances se dessinent, l'une plutôt morale, l'autre plus politique.

La Marseillaise d'Alban Vistel se distingue nettement des autres publications par la dimension essentiellement éthique de sa conception de la Résistance. Le langage de la spiritualité est à cet égard très riche, dominé en particulier par les termes "âme", "conscience", "destin"[810]. Sans doute sous l'influence du personnalisme, Vistel fait de la Résistance un principe spirituel supérieur, qu'il personnifie et identifie à la France :

> *"Le bilan de la Résistance se confond avec le bilan de la France, car c'est par la Résistance que la France survit, par elle que l'âme de la France témoigne devant le monde, cette âme sans laquelle le monde serait encore plus maudit, plus hostile, cette âme que le monde a confondu souvent avec son honneur, cette âme qui demeure son espoir."*[811]

Assez éloignés de ce lyrisme, les rédacteurs de *Provence Libre* projettent sur l'idée de Résistance une culture idéologique et républicaine plus traditionnelle. Le vocabulaire utilisé reflète assez bien cette vision essentiellement politique : les mots "parti", "partis", "politiques", "pensée", "penser" l'emportent[812]. Le journal varois ouvre ainsi ses colonnes à des propositions sur le devenir institutionnel de la Résistance :

> *"Notre journal est un organe officiel de la Résistance Française et tous les articles reçoivent l'approbation préalable du Directoire régional. Nous croyons cependant utile, afin de ne pas tomber dans un rigorisme trop absolu, d'insérer quelques lignes écrites sous la seule responsabilité de leur auteur. Nous commençons, aujourd'hui, par un article sur une idée qui préoccupe beaucoup de Français : celle des partis*

---

808 Voir le bilan établi dans l'encart n°1.

809 Pour prendre l'exemple du thème "futur" : le tableau synchronique des écarts à l'indépendance montre la forte corrélation entre ce thème et *Provence Libre* (+1,42) et à l'inverse sa faible corrélation avec *Combat* (-0,89). Voir l'annexe III. On pourrait en déduire que *Combat* ne s'intéresse que très peu au futur. Or, si l'on observe le tableau diachronique des écarts à l'indépendance pour *Combat* (encart n° 2), on se rend compte que le thème "futur" est bien présent, en particulier fin 1943(+1,33) et début 1944 (+0,49).

810 Ces deux mots appartiennent au vocabulaire de Vistel. Voir le tableau des occurrences, annexe II.

811 *La Marseillaise*, mai 1944, "Faisons le point".

812 Voir le tableau des occurrences, annexe II.

> *politiques. Nous souhaitons que la réplique des camarades, sur cette question, nous parvienne abondante et que, de notre tribune libre, jaillissent des suggestions dont le Comité d'Études de la France Combattante ne manquera pas de tirer profit."*[813]

Combat partage sur le long terme ces approches morales et politiques de la Résistance. Toutefois, à côté des deux organes régionaux qui ne mentionnent presque pas d'ennemis et n'évoquent guère l'idée de vengeance[814], *Combat* se démarque par une plus grande radicalité du discours. Pour preuve, le vocabulaire très incisif employé dans cet extrait d'un éditorial ("exécutés", "abattre"), qui détonne avec la modération des propos de *La Marseillaise* et de *Provence Libre* :

> *"Ceux qui sont exécutés par les soi-disants "terroristes" payent leurs crimes envers le pays. Tous ils ont contribué à l'arrestation ou à la déportation de Français, ils les ont attaqués ou dénoncés, ils ont agit contre eux au seul profit de l'Allemagne. S'ils continuaient à jouir de l'impunité, combien de lâches attirés par l'argent et la "considération officielle" se joindraient à eux. La justice et la salubrité publique exigent qu'ils soient impitoyablement châtiés. Ceux qui les abattent ne font régner la terreur qu'au camp des traîtres. Le jour où dans la France libérée il y aura de nouveau une justice et un droit, ils rentreront dans le rang et avec le même courage et la même audace, ils travailleront à la reconstruction de notre pays."*[815]

Ces disparités dans l'appréhension éthique du phénomène recoupent les ambivalences sur la nature de la guerre, sur les valeurs revendiquées ou sur l'exercice de la violence[816]. Elles traversent toutes les échelles de responsabilité. Lorsqu'on les croise on constate des influences réciproques entre les instances dirigeantes, le niveau régional puis local. Les *lieux* de résistance ne sont pas hermétiques et des transferts identitaires se produisent dans les deux sens. Bien que plus effacée en regard d'autres priorités dominantes, la réflexion doctrinale n'est pas absente d'une presse davantage ancrée dans les territoires. Tout comme les questionnements sur le rapport entre guerre et action résistante.

---

813 *Provence Libre*, décembre 1943, "Tribune libre".

814 Sous emploi des termes "allemands", "Allemagne", "allemande", "Gestapo", "Vichy" pour La Marseillaise, et des mots "Gestapo" pour Provence Libre. Voir le vocabulaire spécifique dans l'annexe IV. De même la fréquence du terme "ennemi" est plus faible dans le journal lyonnais (0,79 ‰, 1,46 ‰ pour l'ensemble du corpus), voir l'annexe II. Par ailleurs, dans le tableau synchronique des écarts à l'indépendance, le thème "ennemis" est éloigné du vocabulaire de *La Marseillaise* (-2,56) et e *Provence Libre* (-0,18). La corrélation est forte en revanche pour *Combat* : +1,10. Voir l'annexe III.

815 *Combat*, 15 octobre 1943, "Terroristes ? Non ! Justiciers"

816 Voir plus haut "La guerre des mouvements unis".

Une proximité avec la réalité, les territoires et les populations

C'est à partir du second semestre de 1943, avec la création d'organes régionaux, que s'expriment dans la presse les spécificités locales. On a vu qu'elles sont revendiquées comme l'une des composantes essentielles de la résistance des mouvements unis[817]. Il faut en effet insister sur le rôle alors essentiel des territoires dans la structuration d'ensemble de la Résistance, comme dans la réflexion sur le sens de l'action résistante[818]. Si le cadre de la région[819] sert de matrice à l'organisation des services des mouvements unis, l'échelle plus grande des zones de maquis et des villages environnants influe également sur le processus de construction identitaire. De l'été 1943 à l'été 1944 la presse régionale —*La Libre Comté*, *Le Mur d'Auvergne*, le Bulletin interne ainsi que *Provence Libre*— se fait à la fois l'écho et le réceptacle de cette dimension locale. L'enracinement dans les territoires se traduit par une forte proximité avec une réalité multiforme, qu'il s'agisse des attentes et des angoisses des populations, de la prise en charge et de l'accueil des réfractaires, de l'organisation des maquis, des combats de la lutte armée, des conséquences de la répression ou des représailles aveugles et meurtrières. C'est aussi par le contact direct avec un réel ancré dans une géographie locale que se forge l'idée de Résistance. Certains aspects se distinguent plus particulièrement : une héroïsation du caractère combattant, une exigence d'épuration exacerbée par les exactions ennemies.

---

817 Voir l'encart n°1.

818 Voir l'article de Jean-Marie Guillon, "Résistance et identité régionale en Provence" in *Bretagne et identités régionales…, op. cit*., p. 234-237. À propos du cas provençal, il rappelle que la région comme entité géographique est au cœur de l'organisation des groupes de résistance, depuis les premiers temps de la clandestinité jusqu'à l'unification : "[…] la dimension régionale est première pour la Résistance organisée. Le propos dépasse ici le cadre provençal et vaut, au moins, pour toute la zone sud, ce qui n'est pas peu dans l'histoire politique de la Résistance en France".

819 Rappelons que les régions R1, R2, R3, R4, R5, R6 se superposent plus au moins aux régions administratives.

Une image de martialité

Conjointe au développement des maquis, la création d'organes régionaux en 1943 contribue également à en populariser l'image. Très vite cet univers singulier imprègne l'imaginaire de la presse régionale[820]. Des reportages s'attachent ainsi à reconstituer l'atmosphère du monde maquisard. Ils décrivent son fonctionnement, son état d'esprit, ses conditions d'existence et les personnages qui les animent. Des récits racontent les accrochages et les faits d'armes, exaltent le tragique des combats ou l'héroïsme de la mort, accompagnent et entretiennent la renommée de quelques chefs. Pour *Le Mur d'Auvergne*, *La Libre Comté* comme le Bulletin interne, la vision des services spécialisés, maquis, groupes francs ou FFI, l'emporte[821]. On retrouve dans ces journaux ce mélange d'expectative, d'impatiences et de volonté d'agir déjà repéré dans les circulaires et les rapports d'activité[822]. Dans les articles de presse les maquis sont dépeints comme des lieux à part, libérés des contraintes et des humiliations de l'occupant. Ce "témoignage" publié par le Bulletin interne en février 1944 évoque ainsi deux espaces distincts et quasiment impénétrables, le maquis et la "plaine" :

> *"Dans une fierté neuve, les hommes se sont retrouvés et se sont reconnus. Car, ce qui pesait sur la plaine, encore bien plus qu'une contrainte, c'était une humiliation. […] Voici les hommes libres. […] Hommes jeunes - le chef a rarement plus de 25 ans - on dirait des enfants quelquefois. Ce sont pourtant des hommes durs. (…) Une même volonté les unit, issue d'une même souffrance. On songe à la Condition Humaine : ils sont parents des suppliciés et quelquefois suppliciés eux-mêmes. Celui-ci a eu son père fusillé, et beaucoup ont fait de la prison ou de la forteresse, celui-là est Alsacien, cet autre est Juif… armée apparemment hétéroclite, mais que plus que n'importe quelle discipline un lot commun de persécutions et de souffrances unit."*[823]

Retiré des contingences du monde captif —ce qui ne signifie pas qu'il soit isolé de son environnement immédiat— l'univers du maquis semble aussi se situer un peu hors du temps[824]. Par ailleurs, la référence explicite au roman d'André Malraux souligne une autre dimension, celle d'une fraternité forgée dans les souffrances et l'oppression. Le texte fait également allusion aux "*hommes durs*". La remarque renvoie à une représentation du maquis qui valorise le

---

820 Ainsi, pour prendre un exemple, la fréquence du terme "maquis" atteint 2,55 ‰ pour le Bulletin interne et 1,25 ‰ pour *La Libre Comté*, alors qu'elle est de 0,9 ‰ pour l'ensemble du corpus. Voir tableau des occurrences et des fréquences dans l'annexe II.

821 La corrélation est très forte entre le BIMU (+0,61), *La Libre Comté* (+1,80) et *Le Mur d'Auvergne* (+4,36) et le thème "groupes et services". Voir tableau synchronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

822 Voir notre seconde partie.

823 BIMU, 8 février 1944, "Un témoignage sur le maquis"

824 Le thème "atemporalité" (qui cherche à désigner ce qui échappe au temps, à la contingence, ce qui ne s'inscrit pas dans une dimension temporelle précise, passé, présent et futur : "toujours", "jamais", etc.) caractérise le rapport au temps du Bulletin interne des mouvements unis (+0,91). Voir tableau synchronique des écarts l'indépendance, annexe III.

caractère combattant et martial de son action[825]. Sans revenir sur la place accordée au thème de la virilité, les récits sur les maquis et sur les combats de l'été 1944 associent de plus en plus la Résistance à des rituels militaires un peu stéréotypés. C'est le cas du journal *Le Mur d'Auvergne* d'Émile Coulaudon [*Gaspard*] qui rend compte d'une célébration semi-clandestine de l'appel du 18 juin 1940. Le lieu n'est pas mentionné, le texte évoque "*un*" monument aux morts et, détail malicieux, la gerbe est composée de "*fleurs des champs*" peu conventionnelles :

> *"18 Juin 1940 : il y a quatre ans. Quatre ans seulement. Comme les années sont longues ! Comme le temps coule lentement sur l'âpre rive des jours. Il y a quatre ans une voix s'élevait qui appelait les Français à la résistance, qui clamait l'espérance et disait la volonté de lutter et de vaincre. Pour célébrer l'anniversaire du premier appel du général de Gaulle, le dimanche 18 juin 1944, une prise d'armes a eu lieu devant un monument aux Morts, quelque part en Auvergne. Cinq détachements des Truands et des compagnies rendent les honneurs, sous les ordres du Commandant Dupiol. Le drapeau monte et claque dans le vent. Un clairon sonne "Aux Champs". Recueillement. Cinq jeunes à la fière allure déposent une gerbe de fleurs des champs. Rouvres [*Henri Ingrand*], commissaire de la République, et Gaspard, chef d'État-Major régional des FFI disent le sens de notre lutte. Les détachements défilent. La population qui est là avec son maire, applaudit. Des larmes perlent aux yeux. 18 juin 1944 : la victoire en marche, l'armée de la IV° République se prépare à libérer la France."*[826]

À des décennies de distance, la martialité du rituel peut sembler désuète, étrangère même à un pays en paix et largement démilitarisé. Sa signification dépasse pourtant l'apparence ; d'une part le choix du monument aux morts inscrit la cérémonie dans la continuité des commémorations de la Grande Guerre. Elle rappelle celle organisée par Romans-Petit à Oyonnax le 11 novembre 1943, à cette différence qu'elle consacre aussi l'un des événements fondateurs de la Résistance, celui du 18 juin 1940. Ce type de parade permet de montrer, à travers ces représentants d'une Résistance à "*fière allure*" entourés d'une population bienveillante, l'image d'une France debout. Il faut cependant s'interroger sur l'influence exercée par cette vision tardive d'une Résistance combattante. Diffusée dans les derniers temps de l'été 1944 par les récits héroïsants de la presse clandestine, une telle représentation finit par réduire la Résistance à la seule lutte armée. Elle tend à effacer la réalité et la mémoire d'une Résistance autre, moins démonstrative, plus sourde, lointaine, précoce. Le glissement d'une image à une autre est sans doute involontaire ; la plupart des rédacteurs de la presse des mouvements unis sont en effet des pionniers. Pourtant, ces ultimes moments de la clandestinité, dominés par les combats et l'action des maquis, enferment quelque peu la Résistance dans une image de martialité. Sans doute cette vision a-t-elle fortement pesé sur une bonne partie de l'historiographie régionale de la Résistance. De Georges Guingouin à Henry

---

825 L'action domine les priorités de ce *lieu* de résistance. Voir l'attraction entre le thème "action" et le Bulletin interne (+0,23), *La Libre Comté* (+0,62) et *Le Mur d'Auvergne* (+0,18) dans le tableau synchronique des écarts à l'indépendance, annexe III.

826 *Le Mur d'Auvergne*, 20 juin 1944, "Anniversaire"

Ingrand, en passant par Fernand Rude, Henri Cordesse, Pierre Bertaux, etc., nombre d'acteurs au long cours, responsables locaux ou chefs de maquis, sont devenus très vite après guerre les auteurs d'ouvrages, de chroniques et de témoignages s'attachant surtout à reconstituer les faits d'armes de la période de la Libération[827]. Ce faisant ils ont figé une certaine écriture de l'histoire de la Résistance, guidée essentiellement par le critère de l'efficacité militaire.

Si la relation des combats laisse moins de place à la réflexion sur le sens de l'action résistante, la répression et les exactions ravivent et exacerbent les interrogations sur le rapport à la violence et à la guerre. Une guerre qui, au cours de l'année 1944, s'introduit brutalement dans les territoires, parmi les populations au milieu desquelles vivent et subsistent les groupes de résistance.

[827] Voir sur ce sujet l'article de Pierre Laborie et Jean-Marie Guillon, "50 titres et 2000 titres après" in *Mémoire et Histoire, op. cit.*, pp. 30-31. Nous pensons également à la collection "La Libération de la France" publiée dans les années 1970-1980 chez Hachette, dirigée par Henri Michel.

Présence de la guerre

Jusqu'à l'automne 1943 les zones rurales restent relativement épargnées par une répression essentiellement policière, cantonnée dans des espaces clos et isolés —prisons, camps d'internement—, et qui s'exerce surtout contre une minorité de personnes bien identifiées. Au printemps puis au cours de l'été 1944 les échelles changent, la logique de l'occupant se militarise et vise désormais à terroriser directement les populations civiles. Les campagnes et les villages qui abritent des maquis voient se multiplier, avec une intensité croissante, les massacres et les exactions[828]. La violence de guerre s'immisce dans le fait local, envahit le quotidien le plus ordinaire. Pour la seule région R1 il suffit de rappeler, parmi d'autres, les représailles meurtrières menées dans l'Ain en février puis à nouveau en juillet 1944, dans les Glières en mars 1944, dans les environs de Saint-Claude et dans tout le secteur du Haut-Jura en avril et juillet 1944[829], dans le Vercors[830] et autour du Cheylard en Ardèche en juillet 1944. Le traumatisme s'exprime largement dans la presse régionale des mouvements unis. *La Libre Comté* publie ainsi d'interminables listes qui mentionnent les destructions, les pillages et les atrocités, dresse le martyrologe des victimes[831]. Le Bulletin interne pour sa part consacre chaque semaine une rubrique entière à "La répression", parle de "sauvagerie extraordinaire"[832] et rend compte des exactions commises dans l'Ain et en Haute-Savoie au début de 1944 :

> *"Il est impossible de donner le détail des actes de répression sauvage qui ensanglantent le pays. Arrestations, exécutions sans jugement sont le pain quotidien de la Résistance Française. Mais la terreur s'étend à l'ensemble de la population : rafles dans les rues, rafales de mitraillettes tirées au hasard et qui atteignent des passants inoffensifs, incendies de maisons et de fermes "pour l'exemple", pillages par les agents de la Gestapo, voilà le tableau de la France à fin mars 1944. Il semble que les Allemands renoncent de plus en plus à la terreur clandestine qui fut de règle pendant trois ans. Maintenant au contraire, ils recherchent les actes de terrorisme spectaculaires, publient les noms des condamnés à mort, frappent au hasard, et cela volontairement. Tandis que la Résistance devient générale, la Répression s'étend à la nation toute entière en même temps que l'ennemi débordé dont il essaye d'augmenter l'efficacité en ajoutant à leur horreur."*[833]

Ces tragédies finissent par appartenir à la résistance des mouvements unis. À l'été 1944 la proximité immédiate avec les souffrances des populations locales

---

828 Pour la chronologie de la répression allemande contre la Résistance voir Ahlrich Meyer, *L'occupation allemande en France, op. cit*., ainsi que Gaël Eismann et Stefan Martens [dir.], *Occupation et répression militaire allemandes. 1939-1945, op. cit.* Se référer également sur le site Internet *Online Encyclopedia of mass violence* (http://www.massviolence.org) à la contribution de Thomas Fontaine, "Chronology of Repression and Persecution in Occupied France, 1940-1944".

829 Sur le Haut-Jura, voir François Marcot, *La Résistance dans le Jura, op. cit.*

830 Sur ces massacres, dénommés "opérations de nettoyage" par les Allemands, voir Ahlrich Meyer, *L'occupation allemande en France, op. cit.*, pp. 160-212.

831 Le thème "victimes et héros" domine le discours de *La Libre Comté* (+0,39) ainsi que du *Mur d'Auvergne* (+1,08). Voir annexe III.

832 BIMU, 2 mars 1944, "L'attaque des Maquis"

833 BIMU, mars 1944, "La répression"

contribue également à enraciner la Résistance dans les territoires. Les maquis s'installent dans des forêts ou des plateaux connus des seuls habitants, les combats se déroulent au-dessus des villages, dans la montagne, les morts tombent à quelques mètres des champs et les représailles s'abattent sur les fermes environnantes. Autant de lieux dans lesquels s'inscrit la Résistance, autant de noms de lieux meurtris qui symbolisent dès lors une part de l'identité du phénomène. Cette appropriation d'une souffrance partagée conduit en retour à une dénonciation intransigeante et parfois haineuse de l'occupant et de ses collaborateurs français[834]. Ces derniers surtout, bien plus que les Allemands, sont particulièrement désignés. Dans les mêmes colonnes, des articles relatent les atrocités commises puis avertissent les complices de l'ennemi des sanctions encourues. Dans le but d'impressionner *La Libre Comté* prévoit de publier les jugements :

> *"La Résistance sévit… Et cela, évidemment, ne plaît pas à tout le monde. Il faut cependant que l'on sache que nous n'arrêtons pas n'importe qui, et n'importe quand. Tous ceux qui par leurs dénonciations ou leur activité ont aidé l'ennemi dans sa répression contre la Résistance et le Maquis seront punis impitoyablement. Que l'on ne nous accuse pas d'esprit partisan. Nous ne pouvons plus permettre que des individus par lâcheté ou complicité avec l'ennemi, continuent à travailler contre la France, contre son armée libératrice. Certaines arrestations étonnent les profanes. Indiquons que tous les inculpés sont ou seront régulièrement jugés par un Tribunal militaire constitué à cet effet. Dès que cela sera possible nous donnerons des extraits des jugements."*[835]

D'une façon générale, la presse clandestine place la complicité et la collaboration de Français au sommet de la hiérarchie des culpabilités. Aux arrestations, aux tortures et aux atrocités menées avec l'occupant se surajoute le crime de la trahison. Dans un pays marqué par la culture républicaine de l'apaisement et de la réconciliation, participer aux violences contre des compatriotes ravive des craintes anciennes de guerre civile[836]. Cette forme de trahison aboutit aux déchirements et à la désunion, et c'est aussi pour cela qu'elle est condamnée. Éviter la guerre civile et garantir l'unité du pays exige par ailleurs de s'en remettre à la justice. Pour *La Libre Comté*, par exemple, l'idéal unitaire passe par l'application d'une justice modérée, dépassionnée, souveraine, représentant avant tout l'intérêt général :

> *"Amis résistants demeurez désintéressés et justes. […] Justes dans votre légitime désir de répression envers les traîtres. Qu'il ne s'y glisse jamais de rancunes personnelles et de jalousies mesquines. […] Les traîtres devront être punis: gardez-vous cependant de vous faire justice vous-mêmes. Les passions et les ressentiments aveuglent les meilleurs et leur font commettre des excès. Pas de règlements de comptes, ni d'assassinats : la justice. Pour cela, vous vous*

---

834 La corrélation est forte entre le thème "ennemis", le Bulletin interne (+0,76) et *Le Mur d'Auvergne* (+1,42).

835 *La Libre Comté*, juillet 1944, "La Résistance sévit"

836 Ces craintes puisent sans doute dans la mémoire collective des guerres de religion des XVI° et XVII° siècles, des émeutes populaires du XVIII° siècle, de la Terreur et des massacres perpétrés en Vendée, de la terreur blanche, de la répression de la Commune, etc.

> *contenterez de mettre hors d'état de nuire les coupables et les suspects. L'heure du châtiment viendra pour eux : il y a des juges à Alger, nous venons de le voir. Il y en aura aussi en France. Nous vous promettons, pour notre part, nous tous qui avons cruellement souffert dans notre chair et dans nos affections d'exiger inlassablement le châtiment implacable des criminels pourvoyeurs de l'ennemi."*[837]

Pourtant, le principe de justice fermement revendiqué ici est parfois contredit par des pratiques sporadiques de vengeance expéditive. Ainsi de cette exécution sommaire à peine voilée d'une collaboratrice du Jura. Le récit ironique et quelque peu triomphal de sa mort publié par *La Libre Comté* tranche avec la modération coutumière du journal :

> *"Elle avait la conscience si pure qu'elle a éprouvé le besoin de se faire accompagner par la Gestapo, pour faire des affaires personnelles à Arbois. La Résistance veillait. La voiture de la Gestapo fut attaquée. Un allemand tué sur le coup, un autre mort le lendemain à Besançon suite de ses blessures. Un Français innocent qui se trouvait à sa fenêtre, grièvement blessé par le tir affolé des allemands. La Tosca n'était pas dans la voiture à ce moment-là, mais elle fut repérée allant dans la nuit, prendre le train à Mesnay et elle fut rejointe et abattue dans la montagne. Son corps fut retrouvé quelques jours après sous des pierres. Ses obsèques eurent lieu… en toute simplicité ! Le Curé était seul, sans doute parce qu'il ne pouvait s'en dispenser. C'est tout juste paraît il si le cheval a bien voulu se déranger !…"*[838]

Ce portrait-type cristallise les haines. De façon plus ou moins volontaire, plus ou moins consciente, il peut ouvrir la porte à toutes les dérives, en particulier celles qui s'exerceront dans les derniers jours de l'été 1944 contre des femmes soupçonnées de collaboration. On touche ici à ces nombreuses contradictions exacerbées par la présence immédiate de la guerre. Cet acte de violence sexué est l'exact négatif, au sens photographique du terme, des célébrations martiales de la Libération. Par ailleurs, il sort totalement du champ d'une épuration qui se veut légaliste, exemplaire, aussi intransigeante que mesurée. Au cours de l'été 1944, la guerre ne cesse d'interroger l'éthique résistante des mouvements unis. Elle oblige à retracer en permanence les lignes à ne pas franchir, à penser et délimiter des frontières de plus en plus ténues entre le juste et l'arbitraire, à tenter de contenir les débordements potentiels. À cet égard, le ton employé dans la presse régionale traduit une forte hiérarchisation des relations entre la Résistance, ses militants et le reste de la population. Dans le contact étroit avec celle-ci, les mouvements unis font montre d'autorité et impose leur ordre et leur légitimité. Les affirmations de *La Libre Comté*, "la Résistance sévit", "la Résistance veillait", reflètent assez bien cet état d'esprit[839].

---

837 *La Libre Comté*, mai 1944, "Ne ternissons pas notre idéal".

838 *La Libre Comté*, juin 1944, "La mort de la Tosca"

839 Nous ne développons pas davantage ce qu'a déjà étudié François Marcot à propos de la presse clandestine comtoise. Voir son chapitre, "La Résistance : "Parti de l'ordre" ?" in *Les voix de la Résistance, op. cit*, pp. 208-214. Il montre comment la Résistance des mouvements en Franche-Comté cherche à incarner l'ordre et à le faire respecter en lieu et place de Vichy, notamment dans des domaines essentiels comme le banditisme, les faux maquis, la justice ou le marché noir. À ce sujet, loin d'encourager le marché noir, la Résistance en dénonce clairement la pratique et tente de réglementer les prix…

L'élitisme ressort également de cette mise en garde adressée par *Le Mur d'Auvergne* aux personnes impatientes de rejoindre les forces de résistance :

> *"L'enthousiasme de nombreux Français en juin dernier a été magnifique. De nombreux citoyens ont voulu se joindre aux milliers d'hommes de nos mouvements de résistance déjà incorporés aux FFI et armés par nos soins. Certains responsables locaux ont cru bien faire en acceptant ces volontaires et quelquefois même en mobilisant d'autres éléments sur leur initiative personnelle. Cela, évidemment partait d'un excellent sentiment : augmenter encore le nombre des Français rangés volontairement sous le drapeau tricolore. Mais cela par contre risquait de créer un afflux tel de nouveaux maquistes [sic] que l'État-Major des FFI n'aurait pu en assurer le contrôle et l'armement immédiat : par suite insécurité pour tous. Les FFI sont composés des membres des mouvements de résistance de toutes origines existant sur le sol national. L'heure de la mobilisation générale n'a pas encore sonné. Que les amis impatients de se joindre à nous pour la libération du pays refreinent leur ardeur. Le moment est proche où la nation aura besoin d'eux. Ils en seront prévenus en temps utile. Pour l'État-Major Régional des FFI. Gaspard."*[840]

Quels que soient les lieux et les circonstances, des préoccupations constantes traversent l'ensemble des composantes des mouvements unis. Si les responsables développent davantage une réflexion sur la signification morale de l'action résistante, les rédacteurs de la presse régionale, confrontés au printemps et à l'été 1944 à une violence généralisée, tentent également d'encadrer les gestes et les actes de résistance.

[840] *Le Mur d'Auvergne*, 28 juillet 1944, "Mise au point".

Conclusion d'étape
Lieux et transferts

Dans la presse comme dans les documents internes, la diversification identitaire des mouvements unis dépend étroitement de la conjoncture. L'évolution des structures ainsi que l'adaptation des services conditionnent en effet la formation de *lieux* de résistance aux préoccupations spécifiques. Cohérents et bien délimités, ceux-ci s'affirment selon des chronologies de durée variable, parfois emboîtées, parfois aussi décalées. L'étude synchronique du vocabulaire des journaux clandestins fait apparaître deux périodes qui se chevauchent. Chacune correspond plus ou moins à une échelle de décision. La première s'étend de 1941 à 1944 ; caractérisée par la précocité et l'antériorité de la réflexion sur l'action résistante, elle correspond pour l'essentiel à la temporalité des responsables de mouvements. La seconde couvre les années 1943 et 1944 ; à la fois courte et dense, elle accompagne la maturation accélérée de la Résistance et concerne davantage l'échelle locale. Cette élasticité relative du temps —longue durée pour les responsables, moment plus bref et accéléré pour le niveau local de décision— influe sur le degré d'adhésion à l'entité "mouvements unis". L'association est grande entre celle-ci et une résistance ancrée dans les territoires qui pousse sans cesse à la fusion. Par ailleurs, l'expression tardive dans la presse de la dimension régionale et locale ajoute à cette revendication plus marquée de l'appartenance aux mouvements unis. En revanche le journal *Combat*, qui paraît sans discontinuer de 1941 à 1944 et préexiste ainsi à l'unification, se distingue. Tout en acceptant l'unité structurelle, il conserve sa sensibilité originelle et se positionne davantage en tant que "Combat".

La comparaison des lieux et de leur temporalité respective révèle des conceptions nuancées et plurielles de la Résistance. Elle montre aussi que la construction progressive de l'identité résistante des mouvements unis obéit à un double mouvement d'absorption et de diffusion réciproques. Dans un premier temps plutôt cloisonnées, les deux échelles se mêlent peu à peu. Les lieux ne sont en effet ni hermétiques, ni repliés sur eux-mêmes, et surtout ils ne s'annulent pas. À partir du printemps 1943, la spécialisation des services, les exigences et les attentes de la société puis la présence de la guerre brouillent les lignes. Ainsi l'identité combattante des maquis, à l'origine très localisée, finit par imprégner la Résistance dans son ensemble. À l'inverse la pensée éthique sur le sens de l'action résistante trouve un écho et un prolongement direct au niveau local dans les combats, les drames et les pratiques d'épuration de la période de la Libération. Ces transferts croisés d'un lieu à un autre obligent à trouver des points de consensus. Ils imposent finalement une idée commune et partagée, celle d'une Résistance qui conjugue et transcende à la fois les sensibilités, les

orientations politiques, les individualités et les spécificités locales. Il reste à en dessiner les traits.

Conclusion de la troisième partie

Une expérience de la Résistance

Au terme d'une analyse d'ensemble qui articule l'action élaborée dans les documents internes et le discours sur l'expérience développé par les publications clandestines, cette conclusion voudrait simplement énoncer quelques composantes d'une *identité résistante*. Elle s'appuie sur les deux parties distinctes et néanmoins complémentaires qui précèdent[841]. Deux approches méthodologiques guident la recherche et orientent les résultats. Tout d'abord, la mise en relation de documents hétérogènes, au contenu, aux conditions de production et aux fonctions spécifiques, révèle une certaine adéquation entre l'action résistante et la pensée sur cette action. Quels que soient les lieux, les moments et les circonstances, on retrouve dans les circulaires internes comme dans la presse des mouvements des préoccupations et des questionnements proches. C'est là un premier signe tangible d'une réelle cohérence identitaire. Par ailleurs, le choix d'une étude croisée, diachronique et synchronique, permet de multiplier les angles de vue, de découvrir des aspects que la seule observation transversale ou chronologique peut éventuellement masquer. De cette double lecture émergent quelques éléments structurants qui traversent le temps et les lieux. Sept grandes composantes se détachent qui caractérisent sur le long terme l'expérience de la Résistance des mouvements unis. Partagées à des degrés divers selon différents modes d'appropriation elles apparaissent et s'imposent peu à peu.

Indissociables, les catégories du témoignage, de l'idéal unitaire, de l'action, la volonté de s'approprier le temps, l'identification à une idée de la France, un certain élitisme et la question de l'héritage forment progressivement, de 1941 à 1944, une grande part de l'identité résistante des mouvements unis. Préférant reporter à la conclusion générale la définition d'ensemble des composantes identitaires, nous développons ici deux traits dont le contenu n'est pas encore, à la fin de l'été 1944, pleinement maîtrisé.

---

841 Seconde partie : "L'action", troisième partie : "Le discours".

Concilier unité et diversité

Si l'unification accompagne étroitement, à partir de 1941, le développement structurel de la résistance des mouvements, la question de l'unité va bien au-delà des seuls objectifs techniques de l'efficacité de l'action. Fondé sur le rejet viscéral de la désunion et des multiples divisions de l'avant-guerre, l'idéal unitaire puise également dans la fraternité de l'expérience clandestine. Rassembleur, fédérateur, il vise à transcender les clivages de tous ordres et à réconcilier la nation autour d'un projet commun porté et incarné par la Résistance. Ni fusion ni confusion, cet idéal ne nie pas les particularismes. Son originalité consiste précisément à tenter de concilier unité et diversité, à rechercher un juste équilibre entre la volonté d'union, la reconnaissance et la libre expression de courants et de sensibilités politiques ou régionales spécifiques[842]. On verra par la suite, notamment à travers l'échec de l'expérience unitaire du MLN lyonnais après la Libération, que cette conception reste ambiguë, fragile et source de lourdes incompréhensions.

L'héritage

"*Où va la Résistance ?*"[843], "*la Résistance veut-elle durer après la libération ou veut-elle mourir ?*"[844] Ces interrogations existentielles sur le devenir de la Résistance s'expriment à partir de l'automne 1943. Elles sont le fruit d'une longue réflexion sur la nature du phénomène et témoignent de la forte conscience de sa singularité. La Résistance peut-elle en effet survivre à un contexte autre que celui dans lequel elle s'est construite ? Dans la conclusion de sa thèse, Henri Michel soulevait clairement le problème et ouvrait ainsi la voie :

> *"Née de l'action plus qu'elle ne l'inspirait, la pensée politique de la Résistance unie ne pouvait s'exprimer, une fois finie l'occupation qui la nécessitait et la justifiait, qu'en se transformant en une mystique, confuse par nature, et toujours en porte à faux devant des situations nouvelles."*[845]

La définition des formes de l'héritage, politiques, morales ou autres, participe encore de cette volonté de s'approprier le temps, si caractéristique de la résistance des mouvements unis. Sans doute l'horizon de la mort, qui habite l'univers personnel de nombre de résistants, a-t-il pu exacerber cette obsession de l'héritage[846]. C'est à travers la survivance ou la disparition, dans les mois qui suivent la Libération, de ses grandes composantes que l'on pourra juger de la centralité ou de la relativité de cette identité résistante. Les destins croisés du

---

842 Jean-Marie Guillon montre qu'on en retrouve la trace dans les projets décentralisateurs des comités de Libération de la région R1 largement inspirés par le MLN, réunis à Vizille le 5 septembre 1944. Voir "Résistance et identité régionale en Provence" in *Bretagne et identités régionales, op. cit*., p. 236

843 *Combat*, mars 1944

844 Réunion du CD des MUR du 22 octobre 1943

845 *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit*., p. 770

846 Voir à ce sujet l'échange de lettres entre Jacques Bingen et Pierre Villon étudié dans notre seconde partie.

MLN lyonnais et du parcours intellectuel d'Alban Vistel offrent un angle d'observation susceptible d'apporter quelques éléments de réponse.

La lecture comparée des documents internes et de la presse clandestine des mouvements unis révèle une forte adéquation de leurs pratiques avec l'idée qu'ils se font de la Résistance. Le discours donne sens à l'expérience et tente de transformer en une sorte d'éthique les principes développés dans et par l'action. Par delà le temps et les lieux, quelques composantes s'imposent peu à peu, qui finissent par structurer une identité résistante singulière.

Il reste maintenant à voir si les éléments de l'ossature —témoignage, identification à une idée de la France, responsabilité de l'action, humanisme, élitisme, intransigeance morale, idéal unitaire— parviennent à perdurer dans un contexte autre que celui de l'Occupation. S'interroger sur l'héritage de cette identité c'est tâcher d'en mesurer la centralité ou la relativité, l'intensité ou la fragilité, la permanence ou l'effacement —et, finalement, sa *résistance* à l'inéluctable éloignement des années de guerre. Par quels moyens et sous quelles formes prolonger la Résistance dans ce qui la définit et la fonde —valeurs, comportements, manières d'être ? Les chemins empruntés par les courants divergents du Mouvement de Libération Nationale soulignent d'emblée les difficultés à concilier prolongement politique et survivance morale.

Introduction

Dans les *Antimémoires*, première partie du *Miroir des limbes* publiée en 1967, André Malraux s'attarde sur la portée des débats qui ont animé le congrès national du Mouvement de Libération Nationale réuni à Paris du 23 au 28 janvier 1945. Admis au comité directeur du MLN depuis peu[847], on connaît l'influence qu'il a exercée sur la majorité des congressistes dans le rejet du projet de fusion du MLN avec le Front national[848]. On sait aussi que les déchirements politiques internes au MLN ont eut raison en quelques semaines de l'idéal unitaire patiemment forgé dans la clandestinité. L'identité première de la Résistance s'est évanouie petit à petit dans les méandres et les subtilités politiques des temps ordinaires. Aussi Malraux justifie-t-il une vingtaine d'années plus tard son idée de convertir l'héritage laissé en une "nouvelle Résistance"[849] qui, selon lui, aurait dû échapper à la seule dimension politique :

> *"Les communistes entendaient lui [de Gaulle] opposer au plus tôt l'unité de la Résistance intérieure. Et nous sentions tous que l'enjeu appartenait à un domaine plus obscur et plus profond que le domaine politique. […] La Résistance avait été une mobilisation de l'énergie française ; elle devait d'abord le redevenir, sous peine de n'être plus qu'une amicale d'anciens combattants. Nous avions été la France en haillons ; notre signification ne venait pas de l'action de nos réseaux, mais de ce que nous avions été des <u>témoins</u>."*[850]

La réflexion rétrospective d'André Malraux sur la signification de la Résistance et sur son devenir soulève avec acuité la question de la nature de son héritage. Le témoignage que fut la Résistance, ce "*domaine plus obscur et plus profond*", pouvaient-ils seulement se transformer en mouvement politique ? L'analyse va loin ; elle invite à interroger autrement qu'avec des critères strictement politiques ce moment crucial pour la Résistance, ces quelques mois de 1944 et de 1945 où se joue —et se perd un peu— sa survie. Il est vrai que le contexte du retour progressif à des pratiques démocratiques plus traditionnelles incite plutôt à adopter les grilles de lecture de l'histoire politique. De la

---

847 "Entrée d'André Malraux au CD. Après une courte discussion, l'entrée d'André Malraux au Comité Directeur est admise à l'unanimité", Comte rendu analytique de la réunion du CD du 21 décembre 1944.

848 Sur le MLN voir deux contributions d'Olivier Wieviorka. D'abord le chapitre XII ("Le Mouvement de Libération Nationale") de son histoire du mouvement "Défense de la France". *Une certaine idée de la Résistance, op. cit.,* pp. 379-396. Ensuite son article "Le MLN et le rétablissement de la légalité républicaine" in *Le rétablissement de la légalité républicaine. 1944, op. cit*., pp. 747-754. Voir aussi l'article de Claire Andrieu dans le *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, pp. 130-131.

849 "Une nouvelle Résistance commence", discours au congrès du MLN, janvier 1945.

850 André Malraux, *Le Miroir des limbes. T1. Antimémoires*, Gallimard, 1976, 1014 pages, p. 88-90.

Libération à l'automne 1945, toute une série de décisions signent la normalisation politique du pays et forment la toile de fond conjoncturelle des questionnements existentiels sur l'avenir de la Résistance. Parmi une multitude de faits politiques, on peut ainsi rappeler le renouvellement des institutions, la réorganisation des pouvoirs publics, le rétablissement de la légalité républicaine, les élections municipales au printemps 1945 puis les élections législatives du 21 octobre 1945. Ce contexte a peut-être contribué à diluer dans la banalité des préoccupations communes une part essentielle de l'identité du phénomène.

La vie du MLN de l'après Libération a été particulièrement brève. Le mouvement disparaît peu à peu à l'automne 1945 dans d'irréversibles divisions. Il subit un échec politique que l'on confond souvent avec celui de la Résistance. Cette histoire est connue et il ne s'agit pas ici de la retracer à nouveau dans le détail[851]. Si l'on écoute André Malraux —"*une nouvelle Résistance commence*"—, la Résistance aurait pu survivre, se réincarner en quelque sorte, en empruntant une autre voie que celle de la seule formation politique. À la Libération sa singularité et sa dimension "spirituelle" font que son existence à venir n'est pas uniquement conditionnée par des stratégies de positionnement ou d'alliances politiques. Sa réalité et son devenir ne se mesurent pas seulement en termes de partis, de nombre d'élus, de groupe parlementaire, de poids électoral ou de ministres. Ils sont peut-être aussi ailleurs, dans des fidélités moins démonstratives, des parcours personnels et des engagements moins connus. Ainsi, en marge des tensions et des débats politiques, l'étude de divers modes d'appropriation de l'héritage de la Résistance au sein du MLN peut aider à explorer l'hypothèse de Malraux. Pourquoi le MLN n'est-il pas parvenu à transformer l'événement —sa signification première, sa nature originelle, sa réalité profonde— en mouvement politique durable ?

Cette dernière partie s'ordonne à la fois autour de deux expériences successives —l'une collective et politique, l'autre centrée sur un parcours individuel— et de deux périodes de durée variable —les tout premiers mois de la Libération, de septembre 1944 à octobre 1945, puis les longues années de l'après-guerre. Elle privilégie également trois échelles d'observation entremêlées : le MLN national, le projet unitaire du MLN lyonnais, la réflexion et les engagements personnels d'Alban Vistel. Chacune représente une expression singulière de l'héritage de la Résistance et leur confrontation doit permettre de mieux appréhender les tentatives qui cherchent à pérenniser une identité résistante. À la différence des deux parties précédentes, les réponses apportées reposent sur une analyse littérale et plus classique d'un corpus d'archives variées et complémentaires : procès-verbaux des réunions du comité directeur du MLN national, chartes et décisions du MLN lyonnais, comptes rendus de réunions publiques à Paris et à Lyon, projets de motions sur des

[851] Nous renvoyons en particulier aux ouvrages déjà mentionnés d'Olivier Wieviorka.

questions d'actualité, lettres aux militants, courriers personnels, articles de presse, rencontres et échanges intellectuels, récits et essais publiés. Cette diversité documentaire se prête en effet moins facilement à un traitement systématique des données.

Chapitre 10

Le Mouvement de Libération Nationale et l'héritage de la Résistance (automne 1944-automne 1945)

L'année qui sépare les premiers jours de la Libération en septembre 1944 de l'organisation des élections législatives du mois d'octobre 1945 voit les institutions et les groupes sortis de la clandestinité se transformer en véritable "champ de bataille"[852] où se dispute l'héritage de la Résistance[853]. Le Mouvement de Libération Nationale n'échappe pas à cet inéluctable effritement, d'autant moins que les ambiguïtés identitaires du temps de l'Occupation n'ont jamais vraiment été résolues. Qu'il s'agisse de l'idéal unitaire ou de la diversité revendiquée, le retour au réel met crûment à jour des contradictions étouffées dans l'intensité des priorités du moment. Avant de décrypter plus longuement les étapes, les facteurs et les raisons du délitement de la Résistance, il semble nécessaire de reconstituer une part du fonctionnement interne du mouvement. Le questionnement adopté, centré sur la compatibilité de la survivance morale avec le prolongement politique, voudrait rendre compte des enjeux, des caractéristiques, des acteurs et des paramètres conjoncturels qui ont peu à peu déterminé le positionnement comme les choix politiques et éthiques du MLN. Pour l'essentiel la description qui suit s'appuie sur une analyse des procès-verbaux d'une trentaine de réunions régulières du comité directeur du MLN, entre septembre 1944 et juin 1945[854]. L'évolution structurelle du mouvement mise en lumière par ces documents recoupe en grande partie la chronologie de la période établie par Jean-Marie Guillon[855].

---

852 L'expression est de Jean-Marie Guillon. Voir son article "“Parti du mouvement” et “Parti de l'ordre” (automne 1944-automne 1945)" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit*., pp. 38-59.

853 "Que l'héritage résistant soit âprement discuté, c'est une constatation que l'on fait aussi bien pour les CDL, les municipalités ou les Milices patriotiques que pour le MLN, devenu champ de bataille autour d'une fusion qui prend des allures de prise de contrôle, la presse où la guerre des titres a commencé parfois dès la clandestinité, les FFI sur lesquels le consensus est plus apparent que réel, et la CGT, terrain privilégié des combats fratricides du mouvement ouvrier" in art. cit., p. 46-47. Sur cette période, voir également Claude Bourdet, *L'aventure incertaine, op. cit.,* pp. 381-407.

854 Selon Henri Frenay, le comité directeur du MLN comportait une cinquantaine de membres et se réunissait une fois par mois. Voir *La nuit finira, op. cit.*, p. 517.

855 *ibidem* p. 39. Jean-Marie Guillon distingue ainsi trois phases : septembre 1944-janvier 1945 (continuité avec la Résistance), février-printemps 1945 (préparation des élections municipales et normalisation), printemps-automne 1945 (transition et "*apparente dissipation de l'héritage résistant*").

S'accommoder du réel ?

Sans insister outre mesure sur l'importance de cette dense et courte année 1944-1945 pour la Résistance, il n'est pas inutile de souligner combien cette phase conditionne fortement son existence et son devenir. Elle rythme en effet la confrontation chaotique entre les espérances de la clandestinité et un réel plus prosaïque[856]. De cet écueil, les membres du MLN ont vite conscience et l'on a vu que le problème de l'héritage résistant se pose non sans quelque appréhension bien avant la Libération, dès l'automne 1943. Dans les premiers jours libres de septembre 1944 les réunions du comité directeur, en organisant la composition et le fonctionnement du mouvement, tentent d'en définir la nature, le sens et les objectifs. D'emblée une inquiétude s'exprime sur la "*popularité*" de la Résistance dans la population et sur sa reconnaissance par le général de Gaulle. Au cours de la réunion du 6 septembre 1944 Pascal Copeau rend compte de son entrevue récente avec de Gaulle et fait part de ses interrogations :

> *"Ensuite SALARD [Pascal Copeau] donna aux membres du CD son opinion sur la personne du général de GAULLE : "très intelligent, mais très autoritaire…". SALARD cita l'idée selon laquelle "La France et le général de Gaulle et non pas la Résistance". Le Général veut essayer de gouverner par la population grâce à sa popularité, et non par la Résistance. SALARD le mit en garde contre cela. En un mot l'impression fut à la fois bonne car le Général évolue mais son caractère est quelque peu inquiétant."*[857]

Ces remarques et ces appréciations de Copeau sur le général de Gaulle, sur sa personnalité comme sur ses intentions, cachent mal une vague incertitude des représentants de la Résistance ; un certain manque de confiance en somme. Il est ainsi frappant de constater l'hésitation, l'absence de définition précise du MLN et de son programme en septembre 1944 :

> *"SALARD prend la parole pour dire qu'il est absolument nécessaire, et urgent, de définir ce qu'est le MLN. L'objet de la présente réunion est de fixer l'existence d'un CD tout au moins provisoire en attendant qu'il puisse fonctionner de façon définitive. Il s'agit de savoir si le MLN est un mouvement unifié ou un mouvement zone Sud et un mouvement zone Nord."*[858]

Cet état d'esprit, auquel il faut ajouter la crainte de voir le MLN se diviser ou se trouver débordé par le Front national, influe sur la façon dont sont élaborées les instances et les orientations politiques du mouvement.

---

[856] Jacqueline Sainclivier le rappelle justement : "Des heurts se produisent dans les semaines et les mois qui suivent la Libération et la prise du pouvoir (jusqu'au printemps 1945). Après l'enthousiasme et les illusions des journées insurrectionnelles, les uns et les autres sont confrontés à la réalité du quotidien, du politique", Jacqueline Sainclivier, "Le pouvoir résistant (été 1944)" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit.*, p. 31

[857] PV du CD du MLN, 6 septembre 1944

[858] PV du CD du MLN, 7 septembre 1944

Nature et fonctionnement du MLN : divergences et fragilités

S'il est admis que le MLN est une émanation naturelle de la Résistance, l'imprécision l'emporte sur la nature, les formes et les modalités de ce prolongement. Sans qu'elle soit explicitement et publiquement exprimée, une certaine inquiétude sur le devenir du mouvement ressort des échanges qui animent le comité directeur. Elle se manifeste en creux dans des affirmations et des réflexions qui témoignent des fragilités et des doutes de cette période transitoire[859]. On y retrouve en partie les interrogations de la clandestinité sur la capacité de la Résistance à survivre au contexte qui l'a vu naître. Ainsi, qu'il s'agisse d'envisager la fin de la Résistance, de surmonter les réticences à recruter au delà du cercle des initiés ou d'évaluer le poids politique du MLN dans les régions, ces extraits de débats révèlent une angoisse perceptible. Et ce quelles que soient les affinités politiques, proches ou hostiles au compagnonnage communisant :

> *CD du MLN du 14 septembre 1944 : "Une discussion s'engage sur le recrutement de nouveaux adhérents et dans quel esprit il doit être fait. La question qui se pose est de savoir si le MLN doit recruter des adhérents en quantité massive ou bien devenir, selon CHARDON [Pierre Hervé], une "Association de Vétérans ou d'anciens Combattants"."*[860]
> *CD du MLN du 18 octobre 1944 : "MORANDAT demande aux deux camarades des régions qui assistent à la réunion du CD s'il existe encore dans leurs régions une survivance des anciens Mouvements. ALBAN et LABOUREUR répondent d'une façon catégorique qu'on ne connaît plus que le MLN dans la région lyonnaise et en Bretagne."*[861]
> *CD du MLN du 16 novembre 1944 : "BAYET répond à son tour à FRENAY. Il déclare notamment dans sa réponse qu'il ne faut pas dire que la Résistance est terminée quand les FFI se battent encore en Bretagne et dans la boue de l'Est. Il ne faut plus faire l'anticommunisme qui nous conduisit à Munich."*[862]

La remarque d'Yvon Morandat sur la "*survivance des anciens Mouvements*" est particulièrement révélatrice d'une inversion du rapport au temps. Incertain sur son futur, crispé sur le passé récent, le MLN choisit ainsi de survivre à la Résistance plutôt que de vivre une autre expérience. Lorsque Malraux proclame à l'automne 1944 qu'une "*nouvelle Résistance commence*"[863] sans doute prend-il acte de la nécessité de tourner la page et de se détacher peu à peu de la Résistance *historique*[864]. Il est moins sûr que sa proposition ait été entendue. Dans ce moment charnière où l'on hésite encore à "terminer" la Résistance, où l'on redoute de voir le MLN transformer en "association de vétérans", où il est

---

859 Dénommée aussi "sortie de guerre".
860 PV du CD du MLN, 14 septembre 1944
861 PV du CD du MLN, 18 octobre 1944
862 PV du CD du MLN, 16 novembre 1944
863 Voir *Antimémoires, op. cit.*
864 L'idée de "Résistance historique" renvoie à la notion de "gaullisme historique", c'est à dire à l'expression politique du gaullisme limitée à la période de la Seconde Guerre mondiale.

d'abord question de "survivre", la mélancolie semble l'emporter. Elle s'ajoute aux fragilités inhérentes aux choix de fonctionnement interne du mouvement[865].

Au cours de la réunion du 7 septembre 1944, la décision du comité directeur, et de Frenay en particulier, de subdiviser les organes de direction en deux sous-ensembles, zone nord et zone sud, témoigne du caractère de plus en plus composite du MLN. On est loin du noyau initial formé par les trois grands mouvements de la zone Sud, et l'on peut s'interroger sur les conséquences d'un élargissement qui a peut-être contribué à diluer l'identité originelle des mouvements unis. Si le groupe de la zone sud conserve une relative cohérence, celui de la zone nord s'en écarte nettement. Ce qui ne signifie nullement que ces mouvements —"Défense de la France", "Lorraine", "Résistance" ou "La Voix du Nord"— ne partagent pas une conception voisine de la Résistance. La répartition adoptée accorde une place majeure à la zone sud :

> *"FRENAY propose d'attribuer, pour simplifier les choses, un certain nombre de sièges en bloc à la zone Sud ainsi qu'à la zone Nord. Chaque partie désignera chacune de son côté les titulaires de ces sièges. On se met une première fois d'accord pour attribuer :*
> *18 sièges à la zone Sud*
> *9 sièges à la zone Nord."*[866]

Après quelques modifications et ajustements dus à l'absence d'un certain nombre de membres du mouvement, les personnalités suivantes composent ainsi en grande partie le comité directeur du MLN. Pour Combat : Marcel Degliame, Henri Frenay, Jacques Baumel comme secrétaire général, Pierre Guillain de Bénouville, Pascal Pia ; pour Libération-Sud : Pascal Copeau, Emmanuel d'Astier, Pierre Hervé, Maurice Kriegel-Valrimont, Yvon Morandat, Alfred Malleret ; pour Franc-Tireur : Eugène Claudius-Petit, Albert Bayet, Jean-Pierre Lévy, Antoine Avinin, Élie Péju, Georges Altman ; pour Défense de la France : Philippe Viannay, Jean-Daniel Jurgensen, Robert Salmon ; pour Lorraine : René Fallas-Magnin.

Cette grande hétérogénéité du MLN s'explique par la volonté de maintenir la multiplicité des courants et des sensibilités. Elle prolonge une *tradition* de la clandestinité visant à concilier unité et diversité. En septembre 1944 les responsables du MLN cherchent à lever l'ambiguïté du projet unitaire en adoptant un fonctionnement institutionnel relativement souple, sous la forme d'une fédération. Le vocabulaire assez sibyllin inventé pour l'occasion —"*fusion fractionnelle*", "*tentative fractionnelle d'union ou de fusion*"— rend bien compte

---

865 L'utilisation dans les réunions du comité directeur des pseudonymes des responsables, plutôt que leur nom de famille, reflète un peu, au delà de l'anecdote, cette difficulté à sortir de l'esprit de la clandestinité.

866 PV du CD du MLN, 7 septembre 1944

des risques et des aléas de l'entreprise proposée dans une "motion de politique générale" :

> *"Le MLN estimant que toute tentative fractionnelle d'union ou de fusion aboutirait inévitablement à la division de la Résistance déclare offrir aux autres mouvements, en vue de l'application immédiate et intégrale du programme […] la création d'une Fédération à l'échelon national de tous les mouvements sans exception dont chacun conservera sa physionomie et sa structure propre, ceci n'excluant pas sur le plan régional et départemental l'existence de comités de coordination qui appliqueront les directives de la fédération."*[867]

Véritable quadrature du cercle, l'idée d'une fédération est destinée à trouver le juste équilibre entre des forces contraires : permettre l'expression de sensibilités diverses tout en évitant l'éclatement du mouvement. Revenons un instant à la formulation, un peu confuse en apparence, employée par les auteurs de la motion : "*tentative fractionnelle d'union ou de fusion*". Deux modes de fonctionnement s'opposent en effet au sein du MLN quant aux relations avec les autres mouvements issus de la Résistance : la fusion ou la fédération. Pour les partisans de la fédération, la fusion —ou l'union— avec d'autres mouvements est interprétée comme une division, un fractionnement de la Résistance, une perte de son identité politique par dilution ou par absorption. *A contrario* le principe de la fédération est perçu comme un moyen de contenir une diversité multiforme, à la fois idéologique, géographique —centre et périphérie, échelles nationale, régionale et départementale—, structurelle —élargissement au delà du noyau initial des trois mouvements composant les MUR— et sociologique —responsables, base résistante. S'ils cherchent surtout, en rejetant la fusion, à contourner l'obstacle du Front national, les partisans de la fédération raisonnent aussi davantage en terme d'efficacité objective du mouvement qu'en terme de valeurs. L'idéal unitaire demeure ainsi pour eux un principe général de la Résistance, qui ne doit cependant pas interférer avec l'organisation structurelle du mouvement ni servir de prétexte à une "fusion organique". En cela ils privilégient une conception plus politique et pragmatique de l'héritage résistant, que traduit clairement la "motion de politique générale" proposée à l'automne 1944. On sait que cette approche l'emportera au congrès du MLN de janvier 1945 :

> *"Considérant qu'il appartient au MLN de poursuivre après notre libération par d'autres moyens mais dans les mêmes intentions finales l'action qu'il a menée dans la Résistance, qu'il est résolu à soutenir le Gouvernement De Gaulle dans son effort de guerre et dans son œuvre de restauration de la grandeur française par la libération économique et sociale. Demande :*
> *que rejetant la formule des partis aussi bien que celle du rassemblement uniquement patriotique, le MLN se constitue en tant que mouvement à orientation politique clairement définie par la forme socialisée de l'économie et du crédit, capable par son dynamisme d'entraîner la Nation tout entière vers la libération des*

[867] "Motion de politique générale" présentée à l'automne 1944 entre autres par Jacques Baumel, Eugène *Claudius*-Petit, André Malraux, Yvon Morandat, André Philip, Philippe Viannay. Expressions soulignées dans le texte d'origine.

> *contraintes capitalistes dans le respect de la dignité de la personne humaine et de la liberté de conscience. […]*
> *que, l'union de la Résistance sera réalisée au maximum chaque fois qu'il sera possible de conjuguer son action sur les objectifs précis apportés par le MLN, mais qu'il ne soit procédé dans les conjonctures actuelles à aucune fusion organique avec aucun Mouvement ou parti politique, les mouvements issus de la Résistance devant fonder leurs droits sur leur efficacité et non sur leurs principes."*[868]

Nul doute que cette option fédérative anti-fusionnelle vise à faire vivre la Résistance à travers le développement du MLN —et non lui permettre seulement de survivre. Si la ligne l'a emporté et que le pari a été provisoirement gagné, il se peut en revanche que cette orientation ait finalement contribué à enfermer la question de l'héritage dans des préoccupations essentiellement —si ce n'est exclusivement— politiques[869]. Les relations avec le général de Gaulle, l'étude puis le rejet des propositions d'union émises par le Front national, le choix des alliances et des stratégies électorales dominent en effet l'essentiel des priorités du MLN entre l'automne 1944 et le printemps 1945. Non sans paradoxe, c'est aussi à ce moment que s'éclipse imperceptiblement une part de la Résistance.

---

868 "Motion de politique générale", automne 1944, *ibidem*.

869 Précisons que la remarque ne comporte aucun jugement de valeur et qu'il est question ici de "politique" au sens noble du terme : action publique, vie de la cité, animation des institutions démocratiques, participation aux élections.

Chronique d'un effacement

L'essentiel des problèmes débattus dans les réunions du comité directeur du MLN porte sur les aspects politiques d'organisation interne, de positionnement ou d'alliances. Deux périodes se suivent avec parfois quelques chevauchements. Jusqu'au mois de janvier 1945 deux sujets polarisent les débats : l'observation du comportement du général de Gaulle et les modalités du soutien du mouvement à son Gouvernement ; la réponse à apporter aux pressions unitaires du Front national. La préparation des élections municipales puis législatives mobilise jusqu'à la fin du printemps 1945 les énergies et les militants du MLN.

La question de la reconnaissance, du rôle et de la légitimité de la Résistance ainsi que celle du programme économique et social guident les relations du MLN avec le général de Gaulle. La politique de reconstruction socialisante engagée par le gouvernement provisoire fait très vite l'objet d'un soutien indéfectible du mouvement. Ainsi, quelques jours après son discours de Lille au cours duquel le général de Gaulle annonce des orientations fondées sur le principe de la planification et de l'économie dirigée[870], le comité directeur adopte la motion suivante :

> *"Le Comité Directeur du Mouvement de Libération Nationale, conscient d'exprimer les sentiments de l'unanimité des membres du Mouvement, tient à témoigner au Général de GAULLE la profonde satisfaction qu'il éprouve après le discours de LILLE. Le MLN fait confiance au Chef du Gouvernement pour réaliser un régime de justice sociale comportant l'abolition des trusts et la participation des travailleurs à la direction de l'économie. Le MLN fait confiance au Chef du Gouvernement pour hâter le rétablissement de la souveraineté populaire en réunissant l'Assemblée Consultative Provisoire et en écartant impitoyablement les éléments qui jusque dans les cercles gouvernementaux cherchent à saboter la coopération nécessaire du Gouvernement et de la Résistance. Le MLN fait confiance au chef du Gouvernement pour continuer à restaurer, comme il l'a fait depuis quatre ans, l'Indépendance Nationale du pays et à défendre en toute occasion les droits de la France."*[871]

En revanche —et le texte de la motion semble plus ou moins le suggérer— les appréhensions sur les intentions du général de Gaulle au sujet de la Résistance sont loin d'être tout à fait dissipées. La crainte de ne pas être associé aux responsabilités, voire même d'en être écarté, explique sans doute une confiance assortie d'une exigence, celle d'une "*coopération nécessaire du Gouvernement et de la Résistance*". Déjà en septembre 1944, lors d'une première entrevue des membres du MLN avec le général de Gaulle, l'inquiétude l'emportait :

---

870 Discours de Lille du 1er octobre 1944 : "il n'y a pas d'autre moyen que ce qu'on appelle l'économie dirigée. Nous voulons que ce soit l'État qui conduise au profit de tous l'effort économique de la nation entière." Voir sur cette question, Jean-Charles Asselain, article "Dirigisme" in *Dictionnaire Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 352.

871 Annexe I au PV du CD du MLN, 5 octobre 1944.

> *"Le Général a reçu nos camarades à 16 h. lundi, au Ministère de la Guerre. Ils lui ont fait part des appréhensions du MLN de voir régler définitivement les problèmes pour lesquels l'ensemble de la Résistance devait être consultée. Le Général répondit qu'il entendait ne rien faire de définitif avant quinze jours. Entre temps, il est bien dans ses intentions de consulter la Résistance. La Délégation déclarait que cette affirmation diminuait les appréhensions du MLN. […] Quant au ton de la conversation il a été cordial, souvent même aimable."*[872]

On connaît la suite, l'attente insatisfaite et les espoirs déçus, la méfiance puis l'incompréhension croissante entre la Résistance et le général de Gaulle[873]. Olivier Wieviorka explique ce malentendu par des "conceptions politiques divergentes" notamment dans la relation à la nation et à l'ensemble des Français. Elles opposeraient, selon lui, l'unanimisme, en quelque sorte *résistancialiste,* du général de Gaulle à l'élitisme culpabilisant des mouvements et de la Résistance : "*En se présentant comme une élite, [la Résistance] réveille la culpabilité des Français et se coupe de la masse.*"[874] Cette interprétation repose sur une lecture conceptualisée en 1987 par Henry Rousso dans le *Syndrome de Vichy*[875]. Selon cette analyse les Français se seraient indûment pensés résistants pour se dédouaner des comportements supposés inavouables et honteux de l'Occupation. Elle a depuis été en partie nuancée par les travaux de Pierre Laborie sur la brièveté du phénomène d'identification des Français à l'idée de Résistance[876]. Si l'on peut s'interroger sur la réalité d'une "culpabilité des Français" en 1944-1945, il est certain que l'écart est grand entre une élite qui redoute l'idée d'une Résistance dévoyée et un discours unitaire en contradiction avec cet élitisme. On a vu que l'élitisme apparaît très tôt dans la clandestinité comme une composante de l'identité résistante des mouvements unis ; elle appuie leur légitimité historique et politique. Il est vrai également que cette vision de la Résistance finit par projeter sur les Français une représentation en négatif de leur attitude sous l'Occupation : passivité et attentisme sont les reproches récurrents adressés à la population[877]. Pour autant il faut se garder de transformer une représentation qui s'est alors imposée dans les milieux résistants du MLN en réalité[878]. Il se peut aussi que cet élitisme de l'après-Libération se soit développé en réaction au confusionnisme du Front national ou encore à la mystique insurrectionnelle, du moins pour ce qui concerne les membres du MLN hostiles à l'union avec le mouvement communiste. Pour les partisans de la fusion le discours est différent,

---

872 PV du MLN du 6 septembre 1944, "Compte rendu de l'entrevue du Général de Gaulle avec la Délégation du MLN".

873 Voir à ce sujet, Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle, op. cit.* ou Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance, op. cit.*

874 *Une certaine idée de la Résistance, op. cit.*, p. 383

875 *Le syndrome de Vichy, op. cit.*, p.

876 Pierre Laborie, "Les Français de 1944 n'ont jamais cru qu'ils avaient résisté en masse. Ils ont toujours su que les femmes et les hommes du refus avaient formé une élite, minoritaire, en grande partie sacrifiée" in *Les Français des années troubles, op. cit.*, p. 276.

877 Voir les remarques de Henri Michel et Alban Vistel, citées dans la conclusion générale.

878 En dépit du fait que la remarque ressemble beaucoup à une évidence…

comme l'illustrent ces propos de Marcel Degliame au sujet du devenir des FFI. Il y dénonce ainsi la "peur du peuple" :

> *"[Dormoy] dénonce la manœuvre qui consiste à semer la discorde dans les FFI. Il cite certains exemples qui démontrent de façon évidente qu'il y a eu sabotage depuis 3 ans. Le vrai problème est qu'on a peur du peuple et que l'on a toujours eu peur d'armer le peuple de France. Il y avait à Londres certains personnages qui avaient intérêt à saboter la Résistance et cela continue."*[879]

Ce type d'arguments est révélateur des divergences idéologiques qui traversent le MLN. Marcel Degliame appartient, comme Pascal Copeau, Pierre Hervé, Emmanuel d'Astier, Maurice Kriegel-Valrimont, à la tendance minoritaire du MLN favorable à l'union avec le Front national. Ce dont Henri Frenay prend acte au cours d'une réunion du comité directeur de novembre 1944, bien avant le congrès décisif de janvier 1945 :

> *"Frenay répond à Copeau en déclarant qu'au Congrès deux tendances se sont manifestées : une tendance vers le Parti Communiste et une autre, non pas vers le Parti socialiste, mais vers le Socialisme. Il s'est dégagé une minorité et une majorité, et Frenay trouve illogique que ce soit des membres de la minorité (nominativement d'Astier, Copeau, Hervé) qui occupent les postes de commandement au MLN. […] Copeau annonce que le FN a répondu officieusement qu'il était disposé à entamer des négociations dès la semaine prochaine et que le Parti socialiste avait mandaté son comité directeur pour prendre une décision dans le même sens. Petit [Eugène Claudius-Petit] prend la parole pour déclarer que tout n'a pas été fait pour que le Mouvement devienne un grand Mouvement, et cela à cause de notre machine administrative absurde : "Nous devons faire notre MLN qui ne doit pas être et qui n'est pas communisant"."*[880]

Sans développer plus longuement cet épisode connu des déchirements du MLN autour de la fusion avec le Front national, il est intéressant de constater que les interminables discussions qu'elle a suscitées sont ressenties par Eugène Claudius-Petit comme une véritable perte de temps. À certains égards, le MLN n'est pas encore "fait" et sa remarque souligne avec force que le rythme précipité imposé par les circonstances est difficilement compatible avec la temporalité plus lente de l'approfondissement doctrinal. L'obligation, en particulier, de répondre dans l'urgence aux incitations régulières du Front national, a certainement contribué à détourner le mouvement de l'essentiel, à savoir l'élaboration d'un programme politique spécifique. L'organisation prioritaire des prochaines élections municipales accentue un phénomène dont ont conscience certains membres du MLN :

> *"D'Astier rappelle que le CNR a été saisi d'une proposition du FN consistant à proposer une liste unique aux élections municipales et cantonales. Il fait l'historique des relations du MLN et du CAS. Le parti socialiste a transmis un texte au MLN*

---

[879] PV du CD du MLN, 22 septembre 1944. Cette interprétation de la "peur du peuple" est reprise par Pierre Hervé dans *La Libération trahie*, livre publié chez Grasset en 1945. Voir Pierre Hervé, entretien avec Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit,* p. 207

[880] PV du CD du MLN, 16 novembre 1944

dont lecture est donnée par d'Astier. Une longue discussion suit sur la question des listes communes. Plusieurs membres du CD expriment des opinions assez différentes. Le débat s'élargit en prenant la forme d'une discussion de politique générale. […] Cheval [Georges Rebattet] déclare que nous sommes très en retard et que nous devons consacrer un débat pour définir d'une façon catégorique le programme du Mouvement."[881]

Les deux grandes échéances électorales du printemps et de l'automne 1945 —élections municipales et cantonales, élections législatives à l'Assemblée Constituante— forment l'horizon à très court terme du MLN. Priorité est donnée en effet à la constitution d'une stratégie d'alliances ouverte, qui exclut néanmoins le parti communiste et le Front national :

"Salmon [Robert Salmon, Défense de la France] attire l'attention du CD sur l'importance des prochaines élections municipales dont le caractère politique sera particulièrement important dans la région parisienne. […] Un long débat est ouvert sur cette question au cours duquel Hervé présente la motion suivante : "Le comité directeur du MLN se félicite que le programme commun du PS et du PC ait obtenu l'adhésion, non seulement du MLN, mais encore du FN et de Ceux de la Résistance. Il estime que cette adhésion doit se traduire dans la politique quotidienne du Mouvement, en particulier dans les élections et conduire à un rassemblement de défense républicaine et antifasciste. […] Il considère que l'adhésion du MLN au programme commun du PS et du PC constitue une indication politique sans équivoque et que tous nos militants doivent s'y conformer." Cette motion est repoussée par 15 voix contre 12 et 7 abstentions."[882]

Le succès aux élections locales des forces issues de la Résistance incite le MLN à poursuivre dans le sens d'une fédération élargie pour les élections à portée nationale fixées au mois d'octobre. La tendance majoritaire du mouvement écarte à nouveau la demande des minoritaires exprimée par Pierre Hervé d'intégrer à ce rassemblement le parti communiste et le Front national :

""Le MLN considère qu'au moment où les élections à la Constituante, événement historique essentiel, veut engager pour de longues années la vie politique du pays, il importe de jeter les fondements d'une démocratie durable. […] le CD du MLN fidèle à la volonté de rassemblement […] constatant que pour être efficace, une telle action doit être poursuivie en liaison étroite avec tous les mouvements qui s'inspirent des mêmes principes, donne mandat à son bureau politique de réaliser une union fédérative avec les Mouvements de Résistance suivants : Libération-Nord — OCM et éventuellement CDLR. Constatant d'autre part la parenté profonde de ses préoccupations avec celles du parti socialiste et de la jeune république, mandate également son Bureau Politique à l'effet de conclure immédiatement avec ces organisations, sans pour autant faire obstacle à des actions communes, avec d'autres groupements, un pacte d'unité d'action permanente." […] Un débat est ouvert sur ce texte. Hervé propose un certain nombre de modifications qui sont les suivantes :
3ème paragraphe avant la fin = supprimer le mot "éventuellement" et ajouter "et le Front National"
avant-dernier paragraphe "… la jeune république, le parti radical-socialiste et le parti communiste".

881 PV du CD du MLN, 15 octobre 1944
882 PV du CD du MLN, 14 avril 1945

L'Assemblée passe au vote. Le texte original présenté par Claudius est adopté par 26 voix contre 16. Même texte avec l'additif proposé par Hervé repoussé par 26 voix contre 15 et une abstention.""[883]

Cette logique aboutit finalement à la création le 25 juin 1945 de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR)[884], dont Jacques Baumel devient le secrétaire général. Elle signe, avec l'échec politique aux élections législatives du 21 octobre 1945 d'une Résistance supplantée par le retour en force des partis traditionnels (PCF, MRP et SFIO)[885], la fin du MLN.

Que retenir de cette brève chronique de l'échec du MLN ? En quelques mois la Résistance a été submergée par des préoccupations de plus en plus éloignées de ce qui fondait dans la clandestinité une part essentielle de son identité. L'ordre des priorités s'est irrémédiablement modifié. Des urgences qui conditionnaient depuis l'automne 1944 son existence politique ont noyé tout le reste, enfermant peu à peu l'héritage de la Résistance dans les enjeux de la vie politique intérieure. Soulignée et regrettée à maintes reprises par quelques-uns de ses responsables, la faiblesse doctrinale du mouvement n'a fait qu'aggraver le problème. En se ralliant à un programme socialisant qui faisait alors largement consensus, le MLN a manqué d'originalité ; surtout il n'a pas su se démarquer des autres forces politiques et imposer ainsi sa singularité. Par ailleurs, le calendrier politique des élections et la stratégie fusionnelle du Front national ont sans doute obligé le MLN à s'adapter à un rythme trop rapide, difficilement maîtrisable, peu propice à l'édification d'un mouvement solide et sûr. Dans cette course effrénée contre un temps qui n'était pas le sien la Résistance a fini par perdre de vue son sens et sa raison d'être, ce "*domaine plus obscur et plus profond*" évoqué par André Malraux.

---

883 PV du CD du MLN, 7 juin 1945

884 Voir Christian Bougeard, article "UDSR" in *Dictionnaire Charles de Gaulle, op. cit*., p. 1132, ainsi que Olivier Wieviorka, *ibidem*, pp. 391-393.

885 Comme l'explique Jean-Marie Guillon : "[…] ces élections marquent une étape importante dans le déclin des institutions de Résistance. Isolés, les mouvements n'ont pas gagné grand-chose et, englobés dans les listes d'alliance, ils sont apparus dans leur réalité d'appendices des partis ou, au mieux, de forces d'appoint", art. cit. in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit*., p. 53.

Quelques fidélités du MLN

Dès lors où trouver la Résistance ? Si le MLN échoue à proposer une déclinaison politique à l'événement, il reste que des prises de position publiques témoignent de la fidélité du mouvement à certains des principes forgés dans la clandestinité. Dans une France encore en guerre jusqu'en mai 1945, le comité directeur du MLN n'oublie pas de rappeler ces valeurs, en particulier à propos de faits d'actualité qui interrogent et mettent en jeu les fondements de leur identité résistante. Ainsi, en septembre 1944, les agissements et les débordements de certains FFI suscitent une vive inquiétude de la part des responsables du MLN. Outre qu'ils écornent sérieusement l'image des FFI et discréditent le projet de création d'une armée nouvelle, les excès de violence risquent en effet de déteindre sur la Résistance dans son ensemble. Les dérives constatées remettent en cause une certaine éthique de l'action maintenue tant que bien mal dans la clandestinité. Deux réunions du comité directeur abordent longuement cette question de l'attitude des FFI. Quelles que soient les divergences de vue sur le rôle et le devenir des ces éléments militaires, tous s'accordent sur l'enjeu ; il en va de légitimité de la Résistance auprès des populations[886].

> *14 septembre 1944 : "[D'Astier] pense qu'il s'est introduit dans les FFI des éléments médiocres et qu'il y a même un noyautage des FFI. […] Les FFI doivent imposer chez eux une discipline de fer s'ils ne veulent pas que l'offensive lancée par l'armée régulière et une partie de la population ait des résultats contre les FFI. […] Joinville [Alfred Malleret] prend la parole pour parler de l'attitude des FFI qui, dans certains cas, est regrettable. Mais, toutefois on ne peut contester la qualité de FFI aux gens qui se sont magnifiquement battus, ne serait-ce que pendant 8 jours. Joinville attire l'attention sur la réalité de la 5ème colonne qui, dans une certaine mesure, est à l'origine du discrédit dont souffrent en ce moment les FFI."*[887]
> *18 septembre 1944 : "Une discussion très longue et très animée s'ouvre à ce sujet, qui ne tarde pas à déborder du cadre des Milices Patriotiques pour empiéter sur celui des FFI. Claudius [Eugène Claudius-Petit] s'élève violemment contre certains excès des FFI. Il déclare qu'à Lyon, par exemple, Henriot du SR a été arrêté par les FFI et molesté. Lui-même a failli être arrêté plusieurs fois. Il déclare qu'il est indispensable que l'ordre et la discipline règnent dans les FFI. […] D'Astier, toujours en réponse à Claudius, déclare qu'il serait grave que les quelques désordres des FFI arrivent à la connaissance du Gouvernement qui pourrait s'en servir contre les FFI."*[888]

À ces inquiétudes s'ajoutent des réticences sur le caractère désordonné et exponentiel du recrutement des FFI. Comme au moment de l'intégration des réfractaires au printemps 1943, ces échanges entre responsables du MLN révèlent la crainte d'une dilution ou d'une perte d'identité. Cette question du

---

886 Voir sur la "violence résistante" à la Libération et l'image —négative— des FFI l'étude de Luc Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation, op. cit*., pp. 119-194. Luc Capdvevila montre qu'à l'échelle des localités, l'image de la Résistance est perçue principalement à travers le filtre de la Résistance locale, représentée par des FFI chargés du maintien de l'ordre.

887 PV du CD du MLN, 14 septembre 1944, "Questions militaires".

888 PV du CD du MLN, 18 septembre 1944, "Milices Patriotiques".

comportement des FFI reste toutefois cantonnée aux débats internes du mouvement, comme le suggère l'incitation d'Emmanuel d'Astier. En revanche le comité directeur n'hésite pas à intervenir publiquement sur des questions plus fondamentales, touchant entre autres à la situation des colonies ou à la construction d'un nouvel ordre mondial. La Résistance lui donne ici une véritable légitimité et sert de caution morale. S'il s'est trouvé quelque peu dispersé entre des sensibilités politiques de plus en plus éclatées, l'héritage est bien là, dans cette vigilance, dans la réactivation des valeurs d'humanisme et de responsabilité morale. Le 17 mai 1945 le MLN adopte deux motions distinctes ; l'une se réjouit de la victoire du 8 mai 1945 quand l'autre condamne sans détour la brutalité de la répression contre les populations d'Algérie à la suite des manifestations indépendantistes de Sétif et de Guelma et de l'assassinat d'une centaine d'Européens[889] :

> *"Le Comité Directeur du Mouvement de Libération Nationale, vivement ému par les graves événements d'Afrique du Nord, convaincu que des mesures de répression ne peuvent porter remède à une crise de nature avant tout économique et sociale, adjure le Gouvernement Provisoire de prendre, sans tarder, pour parer à l'immédiat, les mesures qui s'imposent. Il convient de réviser toute la conception colonialiste qui a abouti à réduire les masses indigènes à la misère, qui leur empêche tout développement culturel et qui leur refuse les libertés démocratiques élémentaires."*[890]

Cette dénonciation des violences d'où qu'elles viennent —massacre des colons, férocité de la répression contre les Algériens— s'accompagne d'une accusation du système colonial et d'une injonction à la démocratisation. La motion sur les "événements d'Afrique du Nord" est sans doute l'une des toutes premières interventions du milieu résistant pour une cause différente de celles directement provoquées par le contexte de l'Occupation. Certes, dans les années 1950, les parcours et les choix individuels de personnalités issues de la Résistance, membres ou proches du MLN, contredisent très largement l'esprit de cette motion[891]. Elle prouve néanmoins que cet *autre 8 mai 1945*, loin d'être

---

889 Au début du mois de mai des manifestations réclamant la libération de Messali Hadj, leader des indépendantistes algériens, se multiplient. Le 8 mai, à Sétif et Guelma, une grande manifestation est organisée qui célèbre à la fois la victoire sur l'Allemagne, la liberté et demande l'indépendance de l'Algérie. Elle dégénère à la suite de la mort d'un jeune Algérien, tué par la police française. Dans les jours qui suivent des émeutes embrasent le Constantinois : 102 personnes, civiles et militaires d'origine européenne sont assassinées. La répression menée par l'armée française et quelques milices civiles est particulièrement violente et disproportionnée : plusieurs milliers de personnes sont massacrées, sans que l'on sache précisément le nombre de victimes. Voir Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault, *La guerre d'Algérie, op. cit*., p. 3-4. Voir également Pierre Laborie, "Concomitance (8 mai 1945)" in *Les mots de 39-45, op. cit*., p. 41-42

890 PV du CD du MLN, 17 mai 1945, Motion sur les événements d'Afrique du Nord

891 Pour Claude Bourdet, "comprendre que la Résistance impliquait la décolonisation, saisir que la Résistance, pour nous, était également la résistance pour les peuples colonisés était une idée qui n'existait pas à l'époque. Quand nous avons commencé à défendre cette idée dans l'hebdomadaire *Octobre*, en 1946, nous étions pratiquement les seuls" in *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit*., pp. 374-375. En regard de ce constat, la prise de position du MLN de mai 1945 n'en apparaît que plus remarquable. Au cours de ce Comité

passé complètement inaperçu, a fait *a minima* l'objet d'une condamnation collective très ferme du MLN. On retrouve cette même fidélité à la Résistance et à ses morts dans un texte *concomitant*[892] consacré à la capitulation de l'Allemagne. Avec un esprit constructif analogue à celui qui anime la motion sur l'Algérie, le mouvement affiche des revendications fortes quant aux modalités du maintien de la paix dans le monde :

> *"Au lendemain de la signature de la Capitulation de Reims et de Berlin, le Mouvement de Libération Nationale considère que la défaite totale de l'Allemagne hitlérienne ouvre la voie à l'instauration d'une paix durable dans le monde entier. La condition essentielle de la paix c'est la création d'un organisme de sécurité collective qui, rompant avec la politique néfaste des sphères d'influence, rendrait, par son efficacité même, inutile la conclusion d'accords particuliers. Au terme de cinq années pendant lesquelles les meilleurs des nôtres tombèrent, le MLN s'engage à être au premier rang de ceux qui lutteront pour l'établissement d'un monde meilleur délivré de la peur et de l'oppression."*[893]

Pour le MLN, l'exigence de lucidité est la condition nécessaire à l'établissement de la paix ; on est très loin des aveuglements du pacifisme des années trente et la référence aux "accords particuliers" est une allusion évidente aux renoncements à courte vue des accords de Munich.

Un peu décousues, un peu étouffées par des préoccupations urgentes d'organisation interne, ces prises de position morales renouent avec les engagements de la clandestinité. Dans le prolongement de quelques composantes identitaires des mouvements unis —humanisme responsable, éthique de l'action, lucidité— elles réinvestissent le message de la Résistance en l'appliquant à d'autres situations, ce qui ne signifie pas le reproduire mécaniquement. Ces fidélités du MLN relèvent pleinement de *la* politique et dépassent l'éphémère *du* politique. Elles s'inscrivent dans une *tradition*, il est vrai très récente, d'intransigeance, de courage et d'intervention publique sur des questions de fond qui touchent à l'essentiel[894].

En rejetant l'union avec le Front national, la tendance majoritaire du MLN a opté pour une tentative fédérative de transformation politique de la Résistance. Le recul très net des forces issues de la Résistance aux élections législatives d'octobre 1945 signe l'échec de cette stratégie. Au même moment, entre

directeur, consacré également à la situation des déportés, le retour de Claude Bourdet [*Aubin*] et sa réintégration au sein du CD sont évoqués. Voir de Claude Bourdet, *L'aventure incertaine, op. cit.*, pp. 381-407

892 Voir Pierre Laborie, "Concomitance (8 mai 1945)" in *Les mots de 39-45, op. cit.*, p. 41-42.

893 PV du CD du MLN, 17 mai 1945, Motion sur la victoire

894 Dans un entretien avec Olivier Wieviorka, Claude Bourdet insiste sur la dimension éminemment politique de la Résistance : "À mon avis la nature patriotique du combat était indissoluble [sic] de sa nature politique puisque nous luttions contre des forces fascistes, antidémocratiques et antilibérales liées à ce qu'il y avait de plus abominables dans le monde. Il me semble que vouloir ne pas faire de politique aurait été ignorer qui était l'ennemi" (1987-1990) in *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit.*, p. 361.

l'automne 1944 et le printemps 1945, la section lyonnaise du mouvement s'engage dans une union avec le Front national. Cette alternative fusionnelle —et minoritaire— au projet fédérateur aboutit néanmoins à un résultat identique. La comparaison des deux échelles et des deux expériences met à jour les apories et les contradictions de l'héritage résistant.

Chapitre 11

L'échec de l'expérience unitaire du MLN lyonnais (automne 1944-printemps 1945)

Si l'expérience unitaire du MLN lyonnais avec le Front national n'est pas un cas isolé en France —des départements comme la Haute-Saône, le Jura, l'Indre ou le Cantal ont opté également pour la fusion— elle est en revanche la seule à concerner toute une région et à animer régulièrement les débats du comité directeur du MLN national. Berceau et point d'ancrage jusqu'à l'été 1943 des trois mouvements de la zone sud puis des mouvements unis, la grande région R1 organisée autour de Lyon a aussi été le cadre de la résistance de nombre de responsables du MLN. L'enjeu de la région lyonnaise revêt dès lors un caractère national et l'on comprend mieux dans ces conditions l'attention toute particulière accordée au fonctionnement du MLN régional. À la tête du comité exécutif régional la personnalité dynamique d'Alban Vistel influe fortement sur les orientations et les décisions du mouvement. Au cœur des débats, le cas lyonnais offre ici un angle d'observation privilégié. La diversité et le croisement des échelles —MLN national, MLN régional, parcours individuel— peuvent aider à saisir les raisons multiples de l'échec du projet unitaire, ainsi que celles qui ont mené à l'effacement politique de la Résistance. Cette analyse nécessite de revenir dans un premier temps aux fondements, aux acteurs, aux objectifs et aux limites de la stratégie fusionnelle MLN-FN. Menée à terme dans la région lyonnaise, cette option politique s'est trouvée mêlée à d'autres enjeux, de portée à la fois nationale et régionale. Ici encore le rôle d'Alban Vistel a été essentiel, notamment au sujet des fonctions respectives des CDL et du commissaire de la République, Yves Farge, de la décentralisation des pouvoirs et de la défense des prérogatives régionales.

Enjeux et limites de la stratégie fusionnelle

Présente dans la clandestinité depuis le mois d'octobre 1943[895], sous la forme d'un projet d'Union Nationale de la Résistance porté en particulier par Pierre Hervé, la dynamique unitaire avec le Front national se poursuit dans les semaines qui suivent la Libération. Elle occupe très vite les discussions du comité directeur et la perspective d'une réunion des États généraux de la Renaissance française[896] oppose d'emblée l'insistance groupée de Pascal Copeau, Albert Bayet et Alfred Malleret aux remarques ironiques de Frenay :

> *"Une discussion s'engage sur le point de savoir si les États Généraux sont indispensables. Bayet fait remarquer que nous ne pouvons pas refuser la main tendue du FN, car l'unité de la France doit passer avant toute préoccupation. Joinville [Alfred Malleret] déclare que la 5ème colonne n'est pas une invention mais une réalité et nous devons lui opposer l'unité de tous les Français. Le MLN doit avoir de grands objectifs et accepter les États Généraux de la Renaissance. Salard dit que nous devons aller fermement dans le sens de toute union. Nous devons réunir nos camarades très rapidement et organiser aussitôt après les congrès de la Résistance. Frenay demande que la proposition soit faite au FN de faire l'unité "par en haut" avant de la faire "par en bas" grâce aux États Généraux. Salard demande au CD de le mandater pour rédiger un texte aux responsables. Le bureau politique étudiera ce texte destiné aux responsables que le MLN soit représenté dans les manifestations communes de la Résistance."*[897]

Cette logique partage le MLN entre une tendance fédérative majoritaire et une tendance fusionnelle minoritaire. Si la logique des partisans de l'union au sein du mouvement peut sembler relativement limpide, les objectifs des partenaires potentiels —un Front national progressivement repris en main par le parti communiste— se révèlent en revanche plus obscurs et ambiguës. Très vite en effet le projet d'union FN-MLN est chahuté par des attentes contradictoires. Elles expliquent aussi l'échec à moyen terme de la stratégie d'union. Trois principaux acteurs, aux intentions divergentes, entrent en jeu : le parti communiste, le Front national, et le groupe *unitaire* du MLN.

Du côté des responsables du MLN favorables à l'union, l'alliance avec le FN est pensée comme un moyen de décentrer politiquement la Résistance vers la gauche. Une grande partie des partisans de cette stratégie fusionnelle se recrute dans les rangs de l'ancien mouvement Libération-Sud : Pascal Copeau, Emmanuel d'Astier, Pierre Hervé, etc. Marxistes, pour certains anciens membres du parti communiste —ainsi de Pierre Hervé—, communisants ou simples

---

895 Procès verbaux du CD des MUR, 27 octobre, 30 octobre, 9 novembre, 12 novembre, 16 novembre 1943.

896 Initiés par le Front national ces États généraux voulaient réunir l'ensemble des mouvements issus de la Résistance comme force de proposition politique. Ils se sont révélés être un véritable serpent de mer, sans cesse repoussés à une échéance ultérieure. Ils ont finalement été réunis du 10 au 14 juillet 1945.

897 PV du CD du MLN, 28 septembre 1944

compagnons de route, il s'agit pour ces derniers de créer dans le cadre de cette union une offre politique de gauche issue de la Résistance, non stalinienne et entièrement détachée du PCF. À cette option politique s'ajoute la forte mystique unitaire développée dans la clandestinité et prolongée à la Libération[898].

Du côté du Front national —avec le MLN, il est l'autre grand mouvement issu de la Résistance— le contexte n'est plus celui de la clandestinité. Avec la présence des communistes au Gouvernement provisoire, les priorités ont changé et les enjeux internes de la fusion sont dès lors soumis de plus en plus aux orientations fixées par le parti communiste. Si Pierre Villon reste à la tête du Front national, il s'oppose au secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, rentré fin novembre d'URSS[899], et son influence décline. Par ailleurs le PCF, qui participe au GPRF, voit d'un très mauvais œil la formation et la concurrence potentielle d'un grand rassemblement de gauche qu'il ne pourrait pas tout à fait maîtriser[900]. La stratégie d'union est donc peu à peu rejetée puis habilement "torpillé"[901] par un parti communiste soucieux de reprendre en main le Front national. Pierre Villon, évincé de la direction du FN en décembre 1945, est remplacé par Laurent Casanova[902]. Sans que les membres unitaires du MLN en aient alors pleinement conscience, la fusion FN-MLN a également été conditionnée par les décisions du parti communiste, qui en définitive n'y a vu aucun intérêt politique. Du point de vue du PCF le projet unitaire était clairement voué à l'échec[903]. La sincérité des *unitaires* du MLN s'est indirectement heurtée à la tactique froide et calculée du parti communiste[904]. La création du Mouvement uni de la Renaissance française a juste servi à cacher un temps, et plus ou moins cyniquement, l'abandon de la stratégie portée par Pierre Villon. "*Cet échec*, explique Pierre Hervé, *s'est soldé par la fondation de ce Mouvement uni de la Renaissance française qui était un mouvement fantôme. Le remplacement du mot "résistance" par "renaissance" n'est pas sans*

---

898 Pierre Hervé revient des années plus tard sur cette mystique : "Au fond, le mouvement uni était notre mystique à nous. C'était un idéal sans espoir et je n'y croyais pas", entretien avec Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit,* p. 205

899 Décision favorable du conseil des Ministres en échange de la dissolution des Milices Patriotiques.

900 Voir Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit.*, p. 30-31.

901 L'expression est de Pierre Hervé, entretien avec Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit,* p. 205

902 Voir Daniel Virieux, "Pierre Villon" in *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit.*, p. 546.

903 "Moscou pensait n'avoir plus besoin des formules "Front National", le rideau de fer allait tomber", analyse Alban Vistel, *Héritage spirituel…, op. cit.*, p. 109.

904 C'est cette "sincérité" que souligne Claude Bourdet pour expliquer les motivations des partisans de la fusion au sein du MLN : "Je crois qu'il y avait une sincérité très grande que ce soit chez Pierre Hervé, Emmanuel d'Astier ou bien d'autres. Mais je crois que cette fusion aurait donné, pendant une assez longue période, une trop grande puissance aux cadres communistes. Ces cadres auraient rendu pratiquement impossible le dégagement vis-à-vis du PC qui a marqué des hommes comme Pierre Hervé, voire Emmanuel d'Astier". Entretien avec Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit,* p. 363

connotation. De même pour les États généraux de la Renaissance française. C'était une astuce du parti communiste. Sur l'instant, je n'ai pas compris ce que cela signifiait. J'ai saisi plus tard qu'il s'agissait d'un passage en douce du terrain idéologique de la Résistance vers un autre."[905]

En somme les ambiguïtés du Front national et les atermoiements calculés du PCF ont achevé d'affaiblir une stratégie fusionnelle de plus en plus isolée au sein du MLN, et en proie à l'hostilité croissante des partisans de la fédération. Quelles qu'aient pu être leurs motivations, idéal unitaire pour la plupart, rhétorique antifasciste et construction d'un pôle résistant de gauche pour les *unitaires*, anticommunisme parfois et sensibilité travailliste pour la tendance majoritaire, il est certain qu'une grande partie n'avait pas une connaissance claire des choix tactiques du parti communiste. Par ailleurs, en dehors de la grande région lyonnaise, le choix de l'union n'a été adopté que par quelques rares sections départementales du MLN, en particulier sous l'influence de quelques personnalités fortes. C'est le cas par exemple en Haute-Saône où Pascal Copeau, qui dirige une liste Mouvement uni de la renaissance française (MURF), arrive en tête des élections législatives dans un département très rural et à contre-courant des résultats nationaux[906]. De même dans le Jura voisin le MLN, relayé par son organe *La Libre Comté*, choisit la voie de la fusion avec le FN, encouragé en cela par une visite d'Alban Vistel. En février 1945 une charte d'union —dite "Charte d'Arbois"— avalise la décision. La réussite est partielle ; une liste d'union l'emporte effectivement aux élections municipales, mais recule nettement aux élections générales d'octobre 1945[907]. La tendance unitaire est majoritaire également dans l'Indre[908], le Cantal[909], mais détournée parfois aussi de son sens premier par des situations particulières de conflits de pouvoirs ou de personnes[910] —département du Gard ou Var. Finalement ni les partisans de la fédération ni les *unitaires* ne parviennent à imposer la Résistance comme force politique majeure aux élections législatives de l'automne 1945. La région lyonnaise, investie par de fortes personnalités, connaît le même processus ; il reste à en décrire les étapes.

---

905 Pierre Hervé, entretien avec Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit,* p. 205

906 Voir Jean-Claude Grandhay, "La Haute-Saône" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit*., p. 234-235

907 Voir Rémy Gaudillier, "Le Jura" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit.*, p. 238-247.

908 Voir Maurice Nicault, "L'Indre" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit.*, p. 347-355

909 Voir Eugène Martres, "Le Cantal" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit.*, p. 479

910 Dans le Gard si la fusion FN-MLN l'emporte un temps, elle est par la suite rejetée. Voir Armand Cosson, "Le Gard" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit*., p. 503. Dans le Var le MLN n'adopte clairement ni l'union ni l'indépendance. Voir Jean-Marie Guillon, *La Libération du Var, op. cit*., p. 77

Le cas lyonnais

Quelques heures avant la libération de Lyon, au début du mois de septembre 1944, Alban Vistel écrit le dernier éditorial clandestin de *La Marseillaise*, organe des mouvements unis de la région R1. Intitulé "Mouvement de Libération Nationale" cet article particulièrement lyrique décline sous la forme de définitions les trois termes "mouvement", "libération" et "nationale". Le texte dit clairement vouloir poursuivre bien au delà de la Libération et de la prise des pouvoirs le projet d'unité, d'humanisme et d'intransigeance porté par la Résistance :

> *"MOUVEMENT, c'est ne pas s'en tenir au programme souvent dépassé par la volonté des masses ou par les événements historiques. […] c'est lutte et conquête de chaque heure pour l'enrichissement de la personne humaine et pour la réalisation d'une Société enfin juste. […] c'est la volonté de réaliser un monde meilleur, de créer le climat sous lequel la personne humaine s'épanouira, libérée enfin des chaînes matérielles. […] c'est le refus des vains honneurs, des positions acquises, du luxe dégradant alors que les masses connaissent la misère. […] c'est la rébellion permanente contre le fait accompli, les situations établies, les héritages que l'on n'a pas vraiment conquis sur le conformisme. […] c'est la marche infatigable vers le progrès des institutions morales et sociales. […] c'est le refus du repos, c'est l'affirmation que prendre le Pouvoir ne suffit pas, mais qu'au contraire c'est alors que tout commence."*[911]

Président du CDL du Rhône, responsable de la section régionale du Mouvement de Libération Nationale, acteur incontournable de la vie politique lyonnaise entre septembre 1944 et la fin de l'année 1945, Alban Vistel souhaite prolonger l'idéal unitaire forgé dans la clandestinité. Deux épisodes successifs vont concrétiser cet engagement, pour lesquels il joue un rôle très actif : l'affirmation, à côté des pouvoirs gouvernementaux et du commissaire de la République, des prérogatives des CDL ; la mise en œuvre de la fusion du MLN régional avec le Front national. D'une description d'ensemble de la situation lyonnaise —ville et région— il s'agira de centrer progressivement l'observation sur le personnage d'Alban Vistel en variant la focale. Ce passage de la petite à la grande échelle épouse une chronologie rythmée par trois moments : la question des CDL et de la décentralisation des pouvoirs occupe l'essentiel de la première phase à l'automne 1944 ; les étapes de la fusion MLN-FN dominent les priorités jusqu'en juin 1945. Enfin, le deuxième semestre de l'année 1945 voit s'effacer le premier héritage résistant, dans un mouvement de "reflux" décrit quelques années après par Alban Vistel[912].

---

911 *La Marseillaise*, septembre 1944, "Mouvement de Libération Nationale"

912 Voir le chapitre "Le reflux" de son livre *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 91-112.

Bref aperçu de la situation politique lyonnaise à la Libération

Préparée dans la clandestinité, la prise des pouvoirs et des fonctions par les institutions de la Résistance intervient conjointement à la libération progressive de la région R1 et de la ville de Lyon[913]. Chef régional FFI, Alban Vistel choisit de mener la libération de Lyon avec mesure et responsabilité. Dans les jours qui précèdent, résistant aux sollicitations des Francs-tireurs et partisans ainsi qu'à celles de certains éléments FFI, il refuse de donner l'ordre de l'insurrection. Prudent, il lance ses FFI dans la périphérie de la ville puis investit la préfecture du Rhône le 2 septembre 1944, les Allemands ayant quitté la rive gauche de Lyon. Yves Farge, commissaire de la République, prend possession de la préfecture et installe les autorités représentant la légalité républicaine. Un conseil municipal provisoire, qui comprend entre autres treize membres MLN et six du Front national, est mis en place jusqu'à l'organisation des élections municipales. Il est présidé par un maire également provisoire, Justin Godart, militant du Front national. Le maire de Lyon Justin Godart et le commissaire de la République Yves Farge sont avec le président du CDL du Rhône Alban Vistel les trois principaux acteurs de la *sortie de guerre* lyonnaise.

Repoussées à plusieurs reprises à la demande du CDL de Lyon, les élections municipales reconduisent finalement la municipalité provisoire le 29 avril 1945. Le CDL, hostile à la date du scrutin fixée par le gouvernement, arguait de l'absence des déportés et des prisonniers pour réclamer le report des élections. En accord avec la stratégie fusionnelle il appuie des listes d'union "patriotique et républicaine" regroupant la CGT, le FN, le MLN, le MRP, le PCF et des radicaux, excluant la SFIO. À l'image du paysage électoral du pays, ce pouvoir municipal "résistant" ne survit pas aux élections de 1947[914].

En visite dans Lyon libéré le général de Gaulle rencontre à la Préfecture le 14 septembre les représentants des autorités et des institutions résistantes nouvellement installées, commissaire de la République, maire de Lyon et président du CDL. Ce dernier y prononce un discours et rappelle le souvenir des morts de la Résistance régionale, Marc Bloch et Albert Chambonnet : "*Il faut dire ces noms-là devant vous, mon général, ils eussent tant aimé être à vos côtés*". Puis, s'adressant directement au chef du Gouvernement provisoire, Alban Vistel défend le rôle des CDL dans la reconstruction du pays :

> *"[Le CDL s'est toujours préoccupé de] la reconstruction morale, politique, sociale et économique de la patrie. […] Il ne veut pas demeurer dans un labeur négatif… Il estime que son devoir est d'apporter l'appui d'un peuple entier au gouvernement de*

---

913 Sur les détails de la libération de Lyon et de sa région, voir Fernand Rude, *Libération de Lyon…, op. cit.*

914 Sur ce sujet voir l'article de Géraldine Prompt, "Le renouvellement des élites municipales à Lyon : 1935-1953" in *Rives nord-méditerranéennes, Partis, pouvoir local*, juillet 2005.

> *la République et de faire connaître à son gouvernement les aspirations de ce peuple grandi et mûri par la souffrance…"*[915]

On retrouve dans ces quelques phrases les inquiétudes déjà formulées dans la clandestinité quant au rôle des CDL et aux modalités d'application de l'ordonnance du 21 avril 1944[916]. Pour Vistel il s'agit, à travers la défense des prérogatives politiques des CDL, de faire vivre la dimension régionale d'une Résistance largement décentralisée.

La Résistance et la décentralisation des pouvoirs

Dès le 5 septembre 1944, en effet, les CDL des différents départements de la région Rhône-Alpes se réunissent à Vizille, dans l'Isère. Dans l'enthousiasme de la Libération, animés de la mystique unitaire exaltée dans la clandestinité, ils entendent exercer un véritable pouvoir exécutif régional, chargé en particulier du rétablissement de l'ordre, de l'épuration et de la mise en œuvre des réformes économiques et sociales nécessaires à la reconstruction. Dans ses discours et ses multiples interventions, Vistel soutient très largement l'idée. Très vite cependant s'affirme dans cette assemblée une hostilité croissante à l'égard de l'autorité du Commissaire de la République Yves Farge[917]. Le conflit s'envenime avec la seconde assemblée des CDL organisée à Valence le 22 septembre, attisé par une utilisation abusive du nom et du titre d'Yves Farge. Le CDL de l'Ain a en effet été invité au nom du commissaire de la République, ce que n'apprécie absolument pas l'intéressé. Il envoie à Vistel une lettre dans laquelle il "*proteste contre l'usage qui est fait de [son] nom […] pour inviter vosdits comités à des réunions pour lesquelles je n'ai été ni consulté, ni convoqué*"[918]. La décision est prise à Valence de créer un comité régional qui regroupe et coordonne l'ensemble des CDL. Il vise surtout à encadrer l'exercice d'une forme de démocratie régionale et décentralisée à l'image du fonctionnement des mouvements de résistance. Ce projet "révolutionnaire" se heurte cependant au "légalisme" et à la centralisation voulue par le gouvernement, relayée sur place par les commissaires de la République. Dans son étude sur la libération de Lyon[919], Fernand Rude, qui était alors sous-préfet de l'Isère, évoque la position modérée et modératrice d'Alban Vistel. Partisan farouche et convaincu de la décentralisation des pouvoirs, mais réaliste sur un rapport de forces qu'il sait favorable à l'option gouvernementale, il aurait cherché à temporiser en dénonçant les attaques personnelles contre Yves Farge. Sans pour autant abandonner la revendication d'une régionalisation des pouvoirs. C'est ainsi lui qui envoie fin septembre 1944 une "Adresse au général de Gaulle"[920], invitant ce

---

915 Cité par Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 145-146.

916 Nous renvoyons à notre seconde partie.

917 Voir Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, pp. 154-159.

918 Lettre citée par Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, pp. 159.

919 Voir son chapitre "La République Rhône-Alpes", pp. 127-183

920 Transmise par "la voie hiérarchique", précise Fernand Rude, c'est à dire via le commissaire de la République.

dernier à participer aux États généraux des CDL prévus les 7 et 8 octobre 1944 à Avignon. On remarquera l'insistance à vouloir fonder un "organe régional", censé représenter la Nation :

> *"Il est nécessaire, pour l'unité nationale, que les CDL et les CLL appuient l'action gouvernementale, mais il est non moins nécessaire que le Gouvernement tienne compte de l'opinion exprimée par eux. […] Les CDL doivent être le lien nécessaire entre le gouvernement et la Nation et il serait bon qu'un organe régional assurât la liaison auprès de M. le commissaire de la République."*[921]

La réponse du général de Gaulle est une fin de non recevoir : "*Je ne saurais reconnaître, par ma présence, une institution qui n'est pas prévue par la loi*"[922]. Ces quelques mots résument avec limpidité l'état d'esprit du gouvernement et augurent mal de l'avenir du projet de régionalisation des pouvoirs. Le 12 octobre Alban Vistel, principal organisateur des états généraux d'Avignon, conscient du rôle purement consultatif, et non participatif, finalement attribué aux CDL déplore avec lucidité : "*Nous ne voulons pas être considérés comme des organes d'opposition. Nous ne voulons pas être considérés comme des "trublions" politiques*". Il proclame néanmoins la fidélité et le soutien indéfectibles des CDL au général de Gaulle, dans un contexte où l'on redoute que les Alliés anglo-américains ne respectent pas pleinement la souveraineté de son gouvernement. L'enjeu ici l'emporte largement sur les revendications régionales. Emmanuel d'Astier rend compte au comité directeur du MLN du 18 octobre de la "très belle manifestation" :

> *"D'Astier fait un exposé assez bref sur le Congrès des CDL à Avignon, un dossier étant en préparation avec la collaboration d'Alban ; […] cette manifestation s'est déroulée dans une parfaite discipline et une grande compréhension des problèmes gouvernementaux. Une motion de confiance envers le gouvernement a été votée spontanément."*[923]

L'éditorial publié le lendemain par Alban Vistel fait écho aux propos d'Emmanuel d'Astier et rappelle la légitimité incarnée par la Résistance :

> *"Nous avons dit déjà combien nous regrettions l'attitude des gouvernements anglais et américains envers le gouvernement du général de Gaulle. En Avignon, les représentants de quarante départements ont affirmé la légitimité de leur gouvernement ; nous en appelons aux peuples, aux hommes lucides et propres qui vivent dans tous les pays du monde. Tous affirment que la France, trahie par ses dirigeants, n'a pas trahi ses alliés, n'a pas trahi son passé, n'a pas forfait à sa mission historique. La Résistance a assuré cette mission."*[924]

Le projet décentralisateur âprement défendu durant ces quelques semaines de l'automne 1944 fait partie de ces idées singulièrement résistantes qui n'ont pas su trouver leur place dans le cadre du rétablissement généralisé de la légalité républicaine. Expression d'une dimension régionale constitutive de l'identité

---

921 Document cité par Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 171
922 Document cité par Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 171
923 PV du CD du MLN, 18 octobre 1944.
924 *La Marseillaise*, 19 octobre 1944, "Souveraineté française"

résistante, l'idée d'une décentralisation d'une partie des pouvoirs a échoué. Première victime et première déception du retour à la réalité.

L'union et la rupture

Second chantier de cette tentative de transformation par la Résistance du fonctionnement politique ordinaire, la formation d'un mouvement unitaire occupe très vite à la Libération la vie interne du MLN de la région lyonnaise. Elle était déjà envisagée dans la clandestinité, comme l'indique cet extrait d'un article de juillet 1944 signé Alban Vistel :

> *"L'union des anciens Mouvements de Résistance dans le grand Mouvement de Libération Nationale. L'unité d'action avec le Front National et le Parti Communiste, l'unité Syndicale refaite, tout cela prélude à un rassemblement plus vaste encore."*[925]

En août 1944 Pascal Copeau prévoyait d'organiser un Congrès de la Résistance afin de concrétiser cette union large. Le MLN régional regroupe les mêmes sensibilités divergentes, les mêmes divisions que les instances nationales du mouvements. Le comité exécutif régional, présidé par Alban Vistel[926], est en effet partagé entre deux tendances dont les orientations stratégiques se calquent sur celles du comité directeur du MLN national. L'option fédérative est ainsi représentée par un proche d'André Philip, André Ferrat. Ancien membre du parti communiste, il s'est rapproché de la Fédération socialiste du Rhône, souhaite l'alliance du MLN avec les socialistes et rejette l'union avec le Front national. André Ferrat développe ses idées dans *Lyon Libre,* journal tiré à 36000 exemplaires dont il est le directeur politique[927]. Il est l'exact pendant, au sein du MLN régional, de *La Marseillaise*, organe qui atteint à l'automne 1944 60000 exemplaires et tribune privilégiée des conceptions unitaires de son directeur, Alban Vistel. Selon Fernand Rude "*l'amalgame de son équipe sortie de la clandestinité : "Mazel" (Léonce Clément), "Platane" (Farbmann) avec des journalistes professionnels, Henri Amoretti, Maurice Fonsèque […], avait donné naissance à un journal vivant où on lisait avec intérêt les éditoriaux de son directeur "Alban"-Vistel, bien écrits, au ton parfois un peu incantatoire. Dans la ligne d'un socialisme humaniste marqué à la fois par son personnalisme premier et son rapprochement progressif avec les communistes. Et les réunions publiques avaient mis au jour ses très beaux dons d'orateur inspiré*."[928] Du reste, les autres rédacteurs du journal se prêtent assez facilement à la louange de la personnalité et des talents oratoires de Vistel, contribuant largement, non sans fascination, à modeler l'aura et le prestige du personnage :

> *"Les débats, qu'honoraient de leur présence les délégués de la région lyonnaise, Alban, président du CDL du Rhône et secrétaire général du MLN […] se déroulèrent dans une atmosphère de profonde unité. […] Alban prononce ensuite une brillante allocution dans laquelle il trace en quelques formules saisissantes la mission*

---

925 *La Marseillaise*, juillet 1944, "Les années passent"

926 Et installé dans les bureaux de l'ancienne Kommandantur de Lyon.

927 Voir Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 227

928 Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 249

> *unificatrice et constructive du MLN qui doit rassembler la masse énorme de tous ceux qui croient enfin à un socialisme rénové."*[929]

Au cours de l'automne 1944, progressivement, Vistel, sans être lui-même communiste ou chercher à adhérer à un quelconque groupe chapeauté par le parti communiste, défend la ligne unitaire et se rapproche du Front national. Il faut appréhender cette démarche moins comme une simple tactique visant à peser sur les rapports de force, mais comme la volonté de prolonger le message de la Résistance. Il s'agit pour lui de décloisonner les clivages politiques traditionnels :

> *"Nous pensons qu'il est indispensable que marxistes, proudhoniens, chrétiens échangent leurs conceptions philosophiques et sociales […]. Le socialisme n'est pas l'apanage d'un parti, d'un clan ou d'une orthodoxie […]. Il faut repenser ce socialisme et refuser de se laisser paralyser par les conformismes de tous ordres."*[930]

On trouve l'expression directe du rapprochement avec le parti communiste dans le soutien que Vistel apporte, au nom du CDL du Rhône qu'il préside, au retour d'URSS de Maurice Thorez :

> *"Le CDL [du Rhône] demande au Gouvernement provisoire de la République d'accorder immédiatement le visa d'entrée au passeport de Thorez afin que ce dernier puisse venir en territoire français et faire opposition au jugement qui l'a condamné."*[931]

Autre exemple de cet intérêt soudain —et un peu de circonstance— pour le communisme, ces lignes exaltées de *La Marseillaise* consacrées à la visite de syndicalistes soviétiques, enthousiasme que ne renierait pas un lecteur de *L'Humanité* :

> *"Les délégués des Syndicats soviétiques sont partis, ils laisseront à Lyon de nombreux amis. […] Le secret des progrès de la puissance soviétique ne réside pas dans la contrainte des masses humaines, comme tenta de le faire croire une presse infâme, ni dans la découverte d'un code nouveau, mais bien dans le fait qu'une grande âme anime un grand peuple. […] le capitalisme a été à jamais détruit en Union soviétique. La tyrannie de l'argent ne paralyse plus ni la société ni l'homme. […] Donnez au peuple l'espoir de forger ses propres destinées et vous verrez naître sur cette terre rationaliste et critique une vraie mystique de la reconstruction nationale. Sans celle-ci jamais la France ne reconquérra sa place ni son rayonnement."*[932]

Il convient cependant de ne pas confondre cette célébration démonstrative avec une adhésion entière au communisme stalinien. D'autant que le lyrisme de l'article tranche singulièrement avec les propos amers tenus à peine quelques

---

929 *La Marseillaise*, 6 novembre 1944, compte rendu par Rémy de la réunion des cadres du MLN de la Loire

930 *La Marseillaise*, 3 novembre 1944

931 Résolution du CDL du Rhône, 12 septembre 1944, citée par Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 179.

932 *La Marseillaise*, 15 janvier 1944, "Après la visite des syndicalistes soviétiques"

mois plus tard par le même Alban Vistel dans des articles de presse ou des essais[933]. Cette sympathie ne dure qu'un temps et participe surtout d'une dynamique unitaire qui connaît une forte accélération à partir de janvier 1945. Les 6 et 7 janvier un congrès régional de MLN se réunit à Lyon en vue de la préparation du Congrès national du mouvement. La division entre deux tendances, l'une fédérative, l'autre fusionnelle, annonce celle qui partagera l'ensemble des congressistes du MLN rassemblés à Paris. De fait, à Lyon, la motion d'union avec le Front national proposée par Alban Vistel s'oppose à celle portée par André Ferrat et André Philip. Le projet de fusion est adopté par 258 mandats contre 17 et 62 abstentions[934]. Au sein du MLN régional André Ferrat devient dès lors minoritaire. Ce choix de l'union précède de quelques jours le Congrès national. Il va provoquer une dissidence avec la tendance majoritaire du MLN national qui rejette l'idée d'une fusion. Deux motions s'opposent en effet au congrès national du mouvement réuni à Paris du 23 au 28 janvier 1945. La première, défendue par Pierre Hervé est favorable à la fusion et recueille 119 voix, la seconde, portée par André Malraux, l'emporte avec 250 voix[935]. André Ferrat suit, avec son journal *Lyon Libre*, la tendance majoritaire. *La Marseillaise*, influente chez les militants, entretient très haut la mystique unitaire :

> *"Il faut que s'unissent les socialistes, les communistes, la Résistance, quel que soit le* Credo *pour former le grand parti du travail qui seul peut mener à bien la tâche écrasante mais grandiose de la reconstruction française. La passion de l'unité est au cœur du peuple français […]. Nous espérons que, s'écartant à jamais des ornières de la petite politique, elle s'affirmera également au cours des élections qui auront lieu prochainement."*[936]

Passant outre la décision nationale le Comité exécutif régional s'engage entièrement dans le processus d'union avec le FN et rédige une "Charte d'unité MLN-FN"[937]. Adoptée en avril 1945 elle s'appuie sur le programme du CNR, se réclame de l'esprit d'union hérité de la clandestinité et prévoit la formation d'un Mouvement uni de la Renaissance française (MURF). Un meeting commun au Front National et au MLN régional, organisé à Lyon le 7 avril 1945 et auquel participe Pierre Villon et Jacques Debû-Bridel, entérine l'accord. Sur fond de campagne électorale (élections municipales puis élections législatives à l'Assemblée Constituante), une crise éclate alors au printemps 1945 entre la

---

933 Voir le chapitre suivant.

934 Voir Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 250

935 Voir Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France (1940-1949)*, Seuil, 1995, p. 389. On trouve parmi les partisans de la tendance majoritaire, outre Jacques Baumel, Henri Frenay, Max Juvenal, Antoine Avinin, Jean-Pierre Lévy, André Malraux ou André Philip. La tendance minoritaire est, quant à elle, représentée par Pierre Hervé, Marcel Degliame, Emmanuel d'Astier, Pascal Copeau ou Maurice Kriegel-Valrimont, tous plus ou moins communisants.

936 *La Marseillaise*, 20 février 1945, "Sur les chemins de l'unité".

937 "Charte d'unité FN-MLN dans le département du Rhône", avril 1945, Archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon.

tendance majoritaire du MLN et le projet de fusion FN-MLN de la région lyonnaise, soutenu par la tendance minoritaire. La question de la "discipline de la région lyonnaise" est inscrite à l'ordre du jour de trois réunions successives du comité directeur (12 avril, 17 mai et 7 juin). Le 12 avril un projet de motion qui prévoit ni plus ni moins l'exclusion de Vistel est soumis au vote : "*Le CD plénier du MLN […] constate les manquements à ces engagements et à cette discipline qui se sont produits dans la région lyonnaise […] décide […] l'exclusion des citoyens Alban et Platane*"[938]. Il est finalement rejeté. Une motion d'exclusion est à nouveau présentée par Jacques Baumel au cours de la réunion du 17 mai 1945. Elle est retirée au profit de celle proposée par André Philip. Adressant un "*blâme et un dernier avertissement aux camarades Alban et à son groupe*"[939] elle est adoptée par 22 voix pour, 16 contre (dont celle d'André Malraux[940]) et 5 abstentions.

La pression ne freine nullement l'élan unitaire lyonnais. Le Congrès départemental extraordinaire du MLN réuni à Lyon deux jours après approuve définitivement, à l'issue d'un vote —52 voix pour, 31 contre—, la charte d'unité FN-MLN. Un Front Uni de la Renaissance française (FURF) est créé. L'ambiance est particulièrement électrique. Jacques Baumel, envoyé comme représentant et observateur par le MLN national, prend la parole pour défendre la ligne majoritaire. Le secrétaire de séance en rend compte dans des termes qui donnent une idée assez précise de la violence des échanges :"*Alors, le secrétaire général Baumel, avec un sourire satisfait et déplacé, donne lecture d'une décision du Comité directeur adressant un blâme au comité exécutif régional […] ordonne aux adversaires de l'unité de quitter la salle. Il prend ainsi seul la grave responsabilité de la scission[…]*"[941]. Prenant appui sur ce blâme Antoine Avinin, André Ferrat, Élie Péju et André Philip décident la suspension du Comité exécutif régional et forme un nouveau comité exécutif. La réaction ne se fait pas attendre : André Ferrat est exclu du MLN lyonnais.

Le 26 mai 1945, Alban Vistel adresse une lettre aux adhérents régionaux du MLN, de plus en plus désorientés par ces divisions. Usant d'une rhétorique antifasciste, il y dénonce "l'anti-communisme périmé et dangereux" du MLN national, s'inquiète aussi du devenir et de l'usage politique de la Résistance : "*Très vite, les éléments issus vraiment de la Résistance et, quoi qu'appartenant à toutes les classes sociales, résolument anti-capitalistes, sont noyés sous le flot des éléments petits-bourgeois et réactionnaires, voire même néo-fascistes, qui*

938 Procès verbal du Comité directeur plénier du MLN, 12 avril 1945, Fonds Jacques Baumel, Fondation Charles de Gaulle. *Platane* est le pseudonyme de M. Farbmann.

939 Procès verbal du Comité directeur du MLN, Paris, 17 mai 1945, Fonds Jacques Baumel, Fondation Charles de Gaulle.

940 Alban Vistel cite André Malraux dans ses éditoriaux de *La Marseillaise*.

941 Congrès départemental du MLN, Lyon, le 19 mai 1945, archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation

cherchent et qui chercheront dans l'avenir à se parer du prestige de la Résistance pour recommencer une aventure PSF ou similaire."[942] Épilogue de cette crise, la réunion le 7 juin du comité directeur du MLN consomme la rupture. Jacques Baumel, après avoir fait le récit du dernier congrès départemental du Rhône, propose une nouvelle motion d'exclusion. Elle considère *"que malgré des avertissements réitérés le groupe Alban a organisé dans le Rhône la fusion fractionnelle MLN-FN"* et *"que le groupe Alban, par ces agissements, s'est mis lui-même en dehors du MLN*"[943]. Alban Vistel est exclu du MLN par 23 voix pour[944], 9 contre[945] et les abstentions de Claude Bourdet, Yvon Morandat et Albert Bayet[946].

L'abandon progressif de la ligne fusionnelle du MLN régional par les comités départementaux de la Loire, de l'Isère, de l'Ain puis de la Drôme, pousse inexorablement l'expérience unitaire vers l'échec. Ces derniers réclament à leur tour l'éviction du comité exécutif régional désavoué par les instances nationales du MLN ainsi que son renouvellement. C'est chose faite le 23 juin 1945. Le net recul des forces issues de la Résistance aux élections législatives, achève de dissiper les dernières illusions. Le réel s'impose, le rêve reflue, une certaine idée de la Résistance s'estompe.

---

942 Lettre adressée aux adhérents du MLN, Alban Vistel, 26 mai 1945, archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation

943 Procès verbal du CD du MLN, Paris, 7 juin 1945, Fonds Jacques Baumel, Fondation Charles de Gaulle.

944 Parmi lesquelles Claudius-Petit, Avinin, Baumel, Frenay, Juvenal, Ferrat, Lévy, Philip.

945 Copeau, Hervé, Degliame-Fouché, Malleret, d'Astier, Valrimont.

946 Sur cet épisode voir Fernand Rude, *Libération de Lyon et de sa région*, Hachette, 1974, pp. 248-253.

Le "reflux" (juin 1945-janvier 1946)

Pour dire les désillusions des années de l'après-Libération Vistel évoque l'idée d'un "reflux"[947]. Son désenchantement, inversement proportionnel à la joie de l'été 1944, n'est pas isolé. Dans la décennie qui suit la fin de la guerre d'autres acteurs, revenus à la vie ordinaire, écrivent pour regretter le "processus de dégradation" de l'image de la Résistance décrit par Pierre Laborie[948]. Les facteurs sont multiples, état de grâce très bref, entrechoc du rêve et du réel à l'automne 1944, dégradation du climat moral, épuration, querelles politiciennes, dénigrement de la Résistance par les milieux de la droite vichyste. Les circonstances exacerbent les sentiments. L'échec de l'expérience unitaire du MLN lyonnais au printemps 1945 en est l'une des illustrations. Cette impression de reflux de l'immense vague d'espoir soulevée dans l'élan de la Libération s'installe progressivement et durablement à partir de l'été 1945. Quelques jours après son exclusion du MLN Alban Vistel adresse successivement trois textes aux militants de la région lyonnaise. Il y explique les raisons de sa démarche unitaire et s'interroge sur les logiques profondes des partisans d'une fédération qui écarte le Front national. Des mots forts, utilisés dans la clandestinité pour dénoncer l'esprit défaitiste de Vichy —"*trahison*", "*division*", "*crime contre la patrie*"— remontent soudain à la surface. Ils voilent à peine l'amertume suscitée par le sentiment d'oubli trop rapide du message résistant :

> *"Certains de nos camarades ont commis une grande erreur,* oublieux de la leçon de la Résistance*. Mieux vaut savoir ce que l'on veut accomplir en unissant tous les efforts sincères que de savoir contre qui l'on est. Nous connaissons au FN des intellectuels chrétiens qui sont des amis de longue date, nous y connaissons aussi des membres d'un admirable clergé et aussi de magnifiques militants communistes. Qui donc cela gène-t-il ? À ceux qui croient au problème du communisme, nous répondrons que l'anti-communisme est une faute politique et un* crime contre la patrie*. Il ne saurait conduire qu'à la* trahison *de l'idéal socialiste et à la* division *irrémédiable de la nation. Un récent passé est là pour nous instruire."*[949]

Au delà des querelles de personnes, de postures ou de vocabulaire —"fusion fractionnelle" *versus* "anti-communisme périmé et dangereux"— cette crise révèle de profondes divergences sur le devenir de la Résistance. Deux conceptions se déchirent ; l'une, plus "réaliste", méfiante à l'égard du parti communiste, veut inscrire la Résistance dans le jeu politique ; l'autre, plus "idéaliste", voudrait dépasser ce cadre étroit et maintenir l'unité de la Résistance.

---

947 *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 91.

948 Pierre Laborie, "Opinion et représentations : la Libération et la construction de l'image de la Résistance" in *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Seuil, 2003, pp. 245-267. Voir ainsi les écrits de la même veine publiés dans les mois qui suivent, en 1945 et 1946, par Henri Frenay, d'Yves Farge, Pierre Hervé, Philippe Viannay. Voir également Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière, op. cit.*

949 "Vers le Mouvement uni de la Renaissance française", 13 juin 1945, archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation. Nous soulignons. Voir l'intégralité du document, texte 5 dans l'annexe de la quatrième partie, p. 499.

S'il interprète en partie son exclusion comme l'expression de l'anti-communisme de certains membres du MLN[950], Alban Vistel accuse surtout l'abandon de l'unité issue de la Résistance : "*C'est la voie facile,* écrit-il en juin 1945 aux militants du MLN lyonnais*, mais l'avenir dira si ce n'est pas le commencement d'une trahison de l'idéal de la Résistance*. […] *Ce serait perdre ainsi tout l'acquit moral de la Résistance et s'engager dans une aventure dont seuls profiteront les puissances d'argent et le fascisme*."[951] Conçu avec des partenaires rompus de longue date aux calculs politiques parfois intéressés, le projet unitaire de Vistel a pu pêcher par naïveté. Gardons-nous cependant de juger *a posteriori* une expérience politique vouée à l'échec. Sa détermination à mener à bien la fusion du MLN avec le Front National ne peut pas se comprendre sans tenir compte du souhait de faire vivre l'idéal unitaire de la Résistance[952]. Néanmoins, le sentiment d'une trahison, d'une Résistance dévoyée est bien là et cette crise du printemps 1945 met en lumière les difficultés à former, selon le vœu de Malraux, une "nouvelle Résistance".

Outre sa critique du refus du MLN national de s'unir avec le Front national, Vistel propose très vite, dès juin 1945, une analyse assez lucide de la situation politique ainsi créée. Parce qu'il constitue de fait un retour au fonctionnement politique classique, avec ses contraintes, ses alliances nécessaires et son calendrier électoral, l'abandon du projet unitaire comporte aussi le risque d'une mise à l'écart progressive de la Résistance :

> *"S'il ne s'agit plus d'unité de la Résistance, il peut s'agir de reclassement politique, reclassement qui, à l'approche des élections de la Constituante peut sembler opportun. Alors, nous voyons s'ébaucher trois courants : l'un se dirigeant vers le parti communiste, l'autre vers le parti socialiste, l'autre vers l'ancienne droite qui ne s'est pas encore clairement définie. S'il en était ainsi, si à la multiplicité des partis succédaient trois grands partis, nul doute que le jeu démocratique serait clair et fécond. Cependant, quelle place prendra le Parti radical ? Cependant que*

---

950 "Les dirigeants du MLN "majoritaires" qui s'étaient refusés à l'union de la Résistance lors du Congrès National, ont pris la responsabilité de la diviser irrémédiablement. De longue date nous connaissions leur volonté, elle vient de s'exprimer sans détours, il s'agit pour eux d'unir l'Organisation Civile et Militaire, Libération-Nord, une partie du MLN auxquels s'adjoindraient le Parti Socialiste et la Jeune République. Exclusive contre le Front National, le Parti Communiste ; singulier oubli des grandes Centrales Syndicales, du Parti Radical. Politique haineuse de bloc, oubli des échecs passés nés de nos divisions, rejet de l'expérience féconde de la Résistance. Un groupement qui se réclame de la Résistance et qui en exclue le puissant Front National, commet une escroquerie ; un groupement qui se prétend anti-fasciste et révolutionnaire, et en exclue le Parti Communiste, tente une opération mauvaise que nul verbalisme ne rendra bonne. L'anti-communisme est une faute politique et un crime contre la Nation", Message d'Alban Vistel aux militants des Mouvements unis de Résistance et du Corps-Franc de la Libération, 14 juillet 1945, Archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon. Voir l'intégralité du document, texte 6 dans l'annexe de la quatrième partie, p. 501.

951 Lettre d'Alban Vistel aux adhérents départemental du MLN, Lyon, juin 1945, archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation.

952 Sur cet idéal unitaire voir en particulier l'analyse de Jean-Marie Guillon, *La Libération du Var : Résistance et nouveaux pouvoirs*, Les Cahiers de l'IHTP, n° 5, juin 1990, p. 15.

> *deviendra l'unité socialiste-communiste après laquelle aspire la classe ouvrière ?* Cependant n'est-il pas prématuré de mettre fin à la mission de la Résistance ? *Quant à nous nous considérons que cette mission est loin d'être achevée et nous poursuivrons la voie dans laquelle nous sommes engagés. Libres de tout esprit de parti, nous continuerons de penser qu'une vaste unité est possible par-delà les anciennes formules, les souvenirs de querelles partisanes. C'est la Résistance qui nous a enseigné cela en éveillant chez beaucoup d'entre nous une conscience politique nouvelle."*[953]

Derrière la volonté, en apparence intacte, de continuer la Résistance —à moins qu'il ne s'agisse de la "terminer"—, ces lignes interrogent autant qu'elles affirment. L'année qui sépare la Libération des élections législatives de l'automne 1945 semble finalement n'avoir été qu'un sursis pour une Résistance dont l'esprit se satisfait difficilement d'un réel plus *ordinaire*[954]. S'il ne s'agit pas encore pour Vistel de tirer un trait sur la Résistance ou de mettre un terme à sa "mission", on sent se profiler plus ou moins consciemment, l'idée d'une fin —ou du début de la fin. Dans cet extrait l'événement paraît s'éloigner peu à peu du présent :

> *"Et comme jadis, c'est la région Rhône Alpes qui, repoussant les manœuvres dilatoires, les préjugés, l'esprit partisan, indique le seul chemin des victoires durables : l'Unité. […] Depuis de longs mois, inlassablement, malgré les obstacles de tous ordres, nous avons lutté pour l'union de toute la Résistance et, en particulier pour l'union des deux grands mouvements de Résistance de zone sud : le Front National et notre Mouvement de Libération Nationale. […] La seule ambition de la Résistance,* avant de passer à l'Histoire*, est d'être l'âme de cet immense rassemblement, le seul droit de ses militants est d'en demeurer les animateurs désintéressés."*[955]

Ces phrases —"*n'est-il pas prématuré de mettre fin à la mission de la Résistance ?*", "*avant de passer à l'Histoire*"— témoignent du glissement progressif vers un passé révolu. Dans un article commémorant le premier anniversaire de la Libération, le 1er septembre 1945, Alban Vistel ne peut que constater l'effacement d'une Résistance dont il reste néanmoins un héritage et un langage :

> *"Peu importe que la Résistance soit un remords, une gêne, et apparaisse comme une intruse dans les combinaisons qui, jadis, firent sombrer les espoirs du peuple de France et faillirent le réduire en esclavage. Peu importe les mensonges, la Résistance a été l'un des moments les plus nobles de la conscience française, mes camarades, la Libération a tout de même eu lieu ! L'engagement subsiste, plus impérieux que jamais, la Libération n'est jamais achevée, c'est une conquête quotidienne et sur soi-même et sur le monde. C'est cela que nous avons appris*

---

953 "Clarté ?", juin 1945, archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation. Nous soulignons. Voir l'intégralité du document, texte 4 dans l'annexe de la quatrième partie, p. 497.

954 "Par les transactions qu'il impose et les nuances qu'il postule, l'exercice du pouvoir s'accommode toutefois bien mal de l'intransigeance morale que la Résistance exalte durant les années sombres" analyse justement Olivier Wieviorka. Voir *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit.*, p. 11.

955 "Aux militants des Mouvements unis de Résistance et du Corps-franc de la Libération", 14 juillet 1945, archives du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation. Nous soulignons

> *ensemble, femmes et hommes de toutes conditions, de tous credo, nous l'avons appris là où il n'est pas possible de tricher et où l'on ne gagne rien d'autre que l'accord profond entre ses pensées et ses actes. Désormais il existe entre nous un langage que nous retrouverons toujours lorsque l'honneur et les libertés du peuple français seront en péril. Résistance oblige."*[956]

Enfin, le départ du général de Gaulle en janvier 1946 clôt définitivement ce retour chaotique au réel, cette tentative inaboutie de convertir l'expérience de la Résistance en proposition politique, qu'incarnait dans une certaine mesure le chef du Gouvernement provisoire :

> *"De Gaulle, lui, ne songe qu'à la continuité française ; restauration de la Légalité, Ordre Public. Pour que la France vive, il faut qu'elle retrouve une unité politique et morale. De là vinrent les divergences, l'incompréhension. […] Dès le 21 novembre 1945, il apparaissait que, tôt ou tard, le Président du Gouvernement provisoire se heurterait irrémédiablement aux équipes qui dirigeaient les Partis. […] Après le départ du Président de Gaulle, les Partis ont à donner la preuve que la conception démocratique qu'ils soutiennent est, non seulement viable, mais encore efficace. […] Si l'homme, entré désormais vivant dans l'histoire, est retourné à sa solitude, que la France ne retombe pas dans la peine."*[957]

Ces quelques analyses éparses proposent dans les semaines qui suivent l'échec de l'expérience unitaire un premier bilan du devenir de la Résistance. Elles annoncent les principaux thèmes que développera plus longuement Alban Vistel dans l'essai qu'il publie en 1955, *Héritage spirituel de la Résistance*[958] : *hiatus* entre ce que fut la Résistance dans la clandestinité et les conditions du retour à la réalité, usages politiques de l'événement, priorités et tactiques électorales, etc. Ce faisant elles contribuent également à une réappropriation du phénomène, dans une double perspective : répondre au dévoiement de la Résistance ; rester fidèle à son héritage.

---

956 "Voici un an", *La Marseillaise*, 1 et 2 septembre 1945. Voir l'intégralité du document, texte 7 dans l'annexe de la quatrième partie, p. 503.

957 *La Marseillaise*, "Solitude", janvier 1946.

958 En particulier le chapitre III, "Le reflux", pp. 91-112.

Chapitre 12

Une fidélité : Alban Vistel

Composante essentielle de la résistance des mouvements unis, la fidélité demeure à la Libération l'une des principales valeurs revendiquées, avec celle de l'unité. D'abord fidélité aux morts, à l'intransigeance et aux promesses de la Résistance, elle va peu à peu se décliner sous d'autres formes, se concrétiser dans d'autres engagements. Le premier éditorial libre de *La Marseillaise*, en invoquant la fidélité, évoque aussi l'idée de "pureté" à conserver et fixe d'emblée très haut les exigences :

> *"La « MARSEILLAISE » sort toute pure de la clandestinité, puisse-t-elle conserver cette pureté ! […] Deux hommes [héros ?] manquent à cette équipe. Pour tous ils se nommeront toujours CLAIR, VELIN [André Bollier]. […] Nous avons à revivre beaucoup de douleur, mais pour nous ils demeureront présents tant que nous vivrons et, sans l'aide de la mémoire, nous les interrogerons et franchissant l'espace infini de la mort, leur voix nous répondra. CLAIR, VELIN, sans vous, la Libération est une joie mutilée, il nous reste le devoir de conduire notre action sur le chemin de pureté qui était le vôtre. […] Nous prenons devant vous, lecteurs inconnus, l'engagement de demeurer fidèles à notre passé. […] Nous dirons les choses clairement, durement et sans détours. Nous ne craindrons pas de rompre avec de fausses amitiés ou de nous faire des ennemis. Nous parlerons net à nos amis qui sont au Pouvoir, car il n'est de plus grave danger pour eux que la flagornerie des courtisans. Nous écarterons les polémiques inutiles, mais nous rendrons coup pour coup et nous préférerons toujours l'explication la plus dure aux malentendus qui s'enveniment."*[959]

Les diverses actions politiques menées par Alban Vistel dans les premiers mois de l'après Libération —promotion du projet décentralisateur, expérience unitaire—, bien qu'elles aient échoué, ont largement exprimé son attachement aux principes de fidélité et d'intransigeance. On verra que cette fidélité a perduré dans ses engagements ultérieurs. Ce dernier chapitre consacré plus spécifiquement au parcours d'Alban Vistel n'est pas une reconstitution biographique. Il s'agit plutôt de montrer en quoi et comment ce cheminement individuel constitue, parmi d'autres, l'une des réponses apportées sur le long terme aux échecs des années 1944-1946. Provoqué par l'effacement politique de la Résistance le double sentiment de dépossession et d'amertume[960] est peu à peu

---

[959] *La Marseillaise*, éditorial, septembre 1944. Voir l'intégralité du document, texte 2 de l'annexe de la quatrième partie, p. 493.

[960] Deux articles fondamentaux font le point sur l'effacement progressif de la Résistance et le "climat de dégradation" . Le premier, plus axé sur une analyse politique, est celui de Jean-Marie Guillon, "“Parti de l'ordre” et “Parti du mouvement”" in *Les pouvoirs en France à la Libération, op. cit*., p.

surmonté par une véritable réappropriation de l'événement. Elle puise dans une conception de la Résistance forgée patiemment dans la clandestinité, par l'action et l'écriture mêlées, elle aboutit à une historicisation originale de la Résistance. Il reste maintenant à en renouer les fils.

Se réapproprier la Résistance

À cette première désillusion de la fin de 1945 s'ajoutent, dans la décennie qui suit, les tentatives de dénigrement de la Résistance par l'extrême-droite et la droite vichyste qui exploitent les ressentiments de l'épuration. En septembre 1949, dans un article publié par *Le Progrès de Lyon*, Alban Vistel dénonce ce climat de suspicion généralisée, par ailleurs exacerbé par le contexte de la Guerre Froide :

> *"Voici qu'on voudrait toucher à l'héritage douloureux dont nous sommes responsables, voici qu'on prodigue le mensonge, qu'on imprime la calomnie et que, parfois, on persécute ceux qui jouèrent leurs biens, leurs familles, leurs vies dans un "volontariat" qui perpétue l'honneur d'une nation. Eh bien ! réunis ce jour, nous affirmons que nous ne toucherons pas à cet héritage parce qu'il est pour nous l'essentiel et que, au-delà de la fraternité encore récente du drame, s'affirme la conscience que nous ne nous sommes pas trompés. Quels que soient les remous de la politique mondiale, quelles que soient les amertumes, les dégradations que les hommes et le temps infligent à l'œuvre de la Résistance de 1939 à 1944. Il n'y avait pas d'autre chemin possible. Alors que les traîtres, les lâches d'hier ne viennent pas prendre prétexte des échecs ou des menaces qui obscurcissent encore la vie pour s'ériger en juges, et (ils en caressent l'espérance), en accusateurs ! Que ceux qui furent égarés, puis victimes de condamnations injustes aient leurs procès révisés, c'est notre souhait. Nous sommes au-dessus de la haine et de la vengeance, mais nous disons qu'un coup d'éponge général constituerait une injustice qui ne manquerait pas d'engendrer le désordre. […] Nous n'avons pas couvert et ne couvrirons jamais des actes crapuleux commis sous le nom de la Résistance par une fausse Résistance, mais ceci, mes camarades, nous rendra d'autant plus résolus à couvrir et à défendre nos subordonnés et nos soldats qui accomplissent leur devoir."*[961]

Comme au temps de la clandestinité l'écriture vient sublimer l'expérience. Elle est une réponse au discrédit, aux usages politiciens et au détournement de l'héritage de la Résistance. "*Tout ce qui après la Libération*, analyse Vistel en 1955, *continua d'utiliser le nom de Résistance n'avait qu'une parenté fort lointaine avec ce qu'elle fut vraiment. L'opinion qui la juge d'après le spectacle de cette utilisation commet la même erreur et la même injustice que si elle jugeait la Révolution française d'après le Directoire, la Troisième République d'après la panique de 40*."[962] De 1945 à 1955, à travers deux textes majeurs —

38-59. Le second, de Pierre Laborie, insiste davantage sur le désenchantement moral : "Opinion et représentations : la construction de l'image de la Résistance à la Libération" in *Les Français des années troubles, op. cit*., pp. 245-267. Voir également Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière, op. cit.*, pp. 9-16.

[961] *Le Progrès*, "Anniversaire de la Libération de Lyon", 5 Septembre 1949

[962] *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit, p. 62*

article "Fondements spirituels de la Résistance" paru dans *Esprit* en 1952, enrichi et republié en 1955 dans *Héritage spirituel de la Résistance*[963]— Alban Vistel cherche à se réapproprier une Résistance dénigrée, à en retrouver le sens premier, la "réalité profonde"[964]. Sa démarche ressemble à celle de Jean Cassou[965], Jean Paulhan[966], Albert Camus[967], ou François Mauriac[968] qui publient alors des écrits analogues. Dans l'esprit, elle rejoint aussi l'entreprise historienne du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale portée par Henri Michel[969]. Alban Vistel pâtit pourtant d'un certain *déficit de notoriété*. Très souvent mentionné par ses contemporains, régulièrement cité par les historiens de la Résistance, il est paradoxalement resté peu étudié. À la différence des ouvrages de Jean Cassou, Charles d'Aragon, Henri Frenay, Jacques Lusseyran ou d'autres encore, *Héritage spirituel de la Résistance* (1955) et *La nuit sans ombre* (1970) n'ont pas fait l'objet de réédition. Leur auteur disparaît presque dans l'anonymat en 1994.

Alban Vistel fut pourtant l'initiateur en 1940 d'un groupe clandestin dans la région Rhône-Alpes ("La reconquête"), responsable de Libération-Sud à Vienne en 1941-1942, membre du directoire régional des Mouvements unis de résistance en 1943 avant d'en devenir le chef régional début 1944 puis chef régional FFI de la région de Lyon (R1) à l'été 1944. Avec le commissaire de la République Yves Farge il fut l'un des principaux acteurs de la libération de Lyon début septembre 1944[970]. Il faut s'interroger sur les raisons d'une discrétion qui puise autant dans la modestie de son caractère que dans les espoirs déçus de l'immédiat après-Libération. Ajoutons qu'elle tient aussi au choix d'une vie lyonnaise retirée des réseaux parisiens et à une fidélité sans faille à une certaine idée de la Résistance. Cette dernière, ouvertement ambitieuse, se nourrit d'un parcours riche et diversifié qui tisse inlassablement un lien étroit entre action et responsabilité. Attaché à ce qu'il désigne souvent comme la "vertu d'intransigeance"[971] Alban Vistel ne sépare pas cette action d'une forte exigence

---

963 L'article *d'Esprit* possède un style plus simple et plus épuré que celui du livre publié en 1955. Dans ce livre Vistel a repris l'intégralité du premier article et y ajouté une réflexion sur les problèmes du temps présent : Guerre Froide, bombe atomique, etc.

964 *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 62.

965 *La mémoire courte*, Éditions de Minuit, 1953.

966 *Lettre aux directeurs de la Résistance*, Éditions de Minuit, 1952

967 *Camus à Combat. Éditoriaux et articles d'Albert Camus. 1944-1947*, Gallimard, 2002 et *Actuelles. Chroniques, 1944-1948*, Gallimard, 1950.

968 *La Paix des cimes. Chroniques. 1948-1955*, Bertillat, 1999.

969 Jean-Marie Guillon a suggéré cette comparaison Alban Vistel / Henri Michel lors des débats du colloque "Faire l'histoire de la Résistance" organisé en mars 2008 à Lyon par la Fondation de la Résistance et l'Institut d'Études Politiques de Lyon. Actes à paraître courant 2009. Nous renvoyons également à l'étude de Laurent Douzou, *La Résistance : une histoire périlleuse, op. cit.*

970 Voir notre seconde partie.

971 "La Résistance a été une première conquête de la vertu d'intransigeance, d'autres lui sont promises", "La vertu d'intransigeance" in *La Marseillaise*, juillet 1944. "Dans cette ville [Lyon] essentiellement réactionnaire, la bataille commence, tant pis pour les vieux liens, il faudra pratiquer

morale. Pour lui, l'expérience de la Résistance —dont il a connu de 1940 à 1944 chaque étape et chaque transformation— est vécue et construite à la fois sur le mode de l'engagement et sur celui de la pensée. Il ne dissocie pas l'engagement dans l'action de la pensée sur l'action. Acteur et organisateur de premier plan, il en est aussi une sorte de moraliste. Très tôt dans la clandestinité puis après guerre Vistel ne cesse de développer et d'approfondir une écriture de la Résistance singulière. Ses textes clandestins —correspondance, circulaires et directives, articles et éditoriaux de *La Marseillaise*— comme ses essais de l'après guerre —"Fondements spirituels de la Résistance", *Héritage spirituel de la Résistance* et *La nuit sans ombre*— cherchent, avec lyrisme ou par l'appropriation réflexive, à donner sens à cette expérience.

Sans doute parce qu'elle fait appel à des notions éloignées des critères politiques, militaires ou institutionnels habituellement utilisés pour appréhender la Résistance, l'œuvre d'Alban Vistel, bien que reconnue par ses pairs (acteurs et historiens), est restée en retrait des historiographies. L'anecdote est révélatrice ; alors qu'il était membre du Comité de patronage de la collection "Esprit de la Résistance"[972], il a publié son premier essai en 1955 à compte d'auteur dans sa propre maison d'édition, Lug[973]. Aussi, en se gardant de tout esprit justicier, et sans prétendre décrire dans le détail la vie et l'action résistante d'Alban Vistel, le propos qui suit voudrait tenter de retrouver une part de sa réflexion sur la Résistance. Dans un premier temps il s'agit de retracer quelques-uns de ses engagements en insistant sur les moments qui structurent sa vision de la Résistance. Il faudra aussi éclairer dans leurs contextes respectifs les divers registres d'une écriture consubstantielle au phénomène, conçue originellement comme action, comme témoignage, comme "Verbe", et dont le statut ne cesse d'évoluer. L'écriture finit par fixer les grandes lignes d'une pensée originale, dont la *modernité* et les apports conceptuels demeurent opératoires.

---

de nouveau la vertu d'intransigeance", lettre à Anne Heurgon-Desjardins, le 5 décembre 1957, Fonds du Centre culturel international de Cerisy (CCIC), archives de l'Institut Mémoire de l'Édition contemporaine (IMEC).

[972] Collection des Presses universitaires de France dirigée par Henri Michel, également directeur du Comité d'Histoire de la Seconde guerre mondiale.

[973] Diminutif de *Lugdunum*-Lyon, la maison d'édition Lug éditait essentiellement des bandes dessinées de science fiction et de "super-héros". La maison a été rachetée en 1989 par l'éditeur Semic.

Engagements et écritures

Trois temps forts ont progressivement façonné cette pensée de la Résistance : la période la clandestinité ; l'immédiat après-Libération et ses désillusions —en particulier celle provoquée par l'échec de la fusion lyonnaise du Front National (FN) et du Mouvement de Libération Nationale (MLN)—; enfin à partir des années 1950, les interrogations sur l'actualité et l'héritage de la Résistance accompagnent un processus d'historicisation. Chaque moment possède sa propre écriture —lyrisme inspiré par l'action, réflexion conceptuelle de l'essai, reconstitution historique—, et Vistel adopte successivement une posture de résistant, de moraliste et d'historien. La période intermédiaire ayant déjà été analysée dans les chapitres précédents, nous insisterons plus particulièrement sur la clandestinité puis sur les décennies de l'après-guerre.

La clandestinité

En 1940 Vistel a trente-cinq ans. Il est ingénieur dans une usine de tannerie à Pont-Évêque, près de Vienne dans l'Isère. Sans vouloir donner *a posteriori* une cohérence linéaire à ses différents engagements, une certaine continuité relie la période des années 1930 à son parcours résistant. Attaché aux valeurs du christianisme, sensible aux idées socialistes, il participe aux bouleversements politiques tout en poursuivant une activité intellectuelle marquée par le personnalisme naissant. "*La certitude s'enracinait que le personnalisme ne pouvait être que résistant et la Résistance, personnaliste*"[974], écrira-t-il quelques années plus tard. Correspondant de la revue *Esprit* en Amérique latine, il vit cinq ans au Pérou et au Chili[975], où on le retrouve partisan de l'éphémère "République Socialiste du Chili"[976]. De retour en France il fait un temps l'expérience du chômage, devient directeur d'usine à Chevreuse, dans la banlieue parisienne, adhère au Front Populaire, s'inscrit à la CGT et publie un ouvrage consacré à l'Amérique latine, *Regards sur le monde indo-latin*. De ces années formatrices, soulignons dores et déjà l'imbrication étroite entre son action politique et une vision du monde à laquelle le personnalisme n'est pas étranger.

À la déclaration de guerre, Vistel refuse d'être réformé et, bien que de santé fragile, commande un fort dans les Alpes au-dessus de Grenoble. Après la défaite il justifie dans un de ses tout premiers tracts clandestins sa vision d'une

---

974 *La nuit sans ombre*, Fayard, 1970

975 Voir le "récit de vie" (10 août 1969, Lyon) publié par H. R. Kedward dans *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy. Idées et motivations*, Champs-Vallon, 1989, pp. 268-271.

976 En juin 1932, dans un contexte de crise économique et sociale, un coup d'État met en place dans ce pays un gouvernement du type front populaire qui ne dure que douze jours. Voir Marie-Claude Chaput, "Espagne, Chili : spécificités des fronts populaires ?" in VIGNA (Xavier), VIGREUX (Jean) et WOLIKOW (Serge) [dir.], *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front Populaire*, La Dispute-Éditions sociales, 2006, pp. 293-309.

"guerre juste"[977] : "*La guerre ? Pourquoi ? Justification de l'entrée en guerre. Pour la France, une juste guerre*"[978]. Il hésite un temps sur les intentions du maréchal Pétain puis bascule très vite dans la clandestinité. En octobre 1940 il crée à Vienne un petit mouvement, "La Reconquête", qu'il organise un peu comme le Mouvement de Libération Nationale de Frenay, en "noyaux", "cohortes" et "légions"[979]. Par l'entremise d'Emmanuel Mounier, Vistel prend contact avec André Philip fin 1941 ; ce dernier lui suggère de fondre son groupe dans le mouvement Libération-Sud, dont il devient le responsable à Vienne. Arrêté en décembre 1942, jugé, il est incarcéré jusqu'en septembre 1943 à la prison Saint-Paul de Lyon. Un groupe franc de "Libération-Sud" le fait s'évader grâce à une fausse levée d'écrou. Il gravit alors tous les échelons de la direction du mouvement puis des Mouvements Unis de Résistance (MUR). Responsable de Libération-Sud pour le Rhône entre septembre et novembre 1943 il est désigné comme adjoint d'Alfred Malleret, le chef régional MUR de R1. En janvier 1944 il remplace ce dernier à la direction régionale jusqu'à la Libération. Atteint d'une pneumonie, c'est Marc Bloch, alors représentant de Franc-Tireur au directoire régional de R1, qui assure son intérim quelques jours en février 1944. Le 16 juillet 1944 Alban Vistel est nommé chef régional FFI en remplacement d'Albert Chambonnet qui vient d'être arrêté[980]. Cas unique, on l'a vu, il cumule alors les responsabilités civiles et militaires[981].

Son cheminement dans la Résistance est jalonné d'expériences diverses qui lui apportent une vision d'ensemble et finissent par structurer une réflexion originale sur la singularité du phénomène. La précocité et la longévité de son parcours, les longs mois passés en prison, les charges innombrables de l'été 1944, les incertitudes et les fragilités de l'après 6 juin, les combats et les drames de la Libération (Ain, Vercors, Lyon) inspirent une écriture de la Résistance pensée comme action et indissociable de son engagement. Dans son article publié en 1952, "Fondements spirituels de la Résistance", puis dans *La nuit sans ombre*, Alban Vistel revient sur la place essentielle qu'il accorde au "Verbe" : "*Et même, dans les commencements, il n'y eu pas d'autres [armes] que la parole, le Verbe. Qu'il fût chuchoté ou écrit, du seul Verbe allait naître l'acte*"[982]. De fait,

977 "Elle m'est apparue comme une guerre juste" confie-t-il à H. R Kedward en 1969, *Naissance de la Résistance…, op. cit.,* pp. 268-271

978 *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 33

979 "Le Mouvement est fortement hiérarchisé. Cinq membres sont pourvus d'un chef. Les six membres forment ainsi un "noyau". Cinq "noyaux" forment une "cohorte" sous l'autorité d'un chef de cohorte. Cinq cohortes forment une légion. Chaque légion porte un chiffre, elle est sous l'autorité d'un chef de légion. Chaque région géographique est dirigée par un délégué général assisté d'un secrétaire général. Délégués et secrétaires généraux n'auront de contacts qu'avec les chefs de légion et de cohorte. Ceux-ci, seulement avec les chefs de noyaux", Texte fondateur de la Reconquête, 24 novembre 1940, cité dans *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 35.

980 Albert Chambonnet sera exécuté par les Allemands place Bellecour à Lyon en août 1944.

981 Voir notre seconde partie.

982 "Fondement spirituels de la Résistance", *Esprit*, 1952, p. 489. "À l'origine, le langage" est le titre de la troisième partie de *La nuit sans ombre.*

dès l'automne 1940 il cherche à s'approprier le phénomène de la Résistance à travers de nombreux écrits, aux fonctions et au style parfois différents. Parmi ces textes, mentionnons les premiers tracts, quasi confidentiels, du temps de "La Reconquête", une lettre de prison adressée en janvier 1943 à Yvon Morandat, les directives, circulaires et rapports de la direction régionale, les éditoriaux du journal clandestin *La Marseillaise* rédigés à partir de mai 1944. Le lyrisme imprègne cette écriture résistante et invente ainsi un langage spécifique. "*Chaque temps exige un langage, celui-ci pouvait être entendu*"[983], analyse Vistel en 1970. Cette langue donne sens à l'expérience, elle en exprime à la fois le témoignage —"*Nous croyons, du fond de nos catacombes, avoir acquis le droit de témoigner et notre témoignage est celui de tout notre peuple*" écrit-il à Yvon Morandat en janvier 1943[984]— et le légendaire —"*La Résistance va franchir le cap merveilleux où l'Histoire se transfigure en légende et la légende en symbole*"[985].

[983] *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 43.

[984] Archives Nationales, AN 3 AG 2 BCRA, Liasse 378, dossier "Libération Sud". Lettre de A. P. Vistel adressée à André Philip et Léon [Yvon] Morandat, 22 janvier 1943, Prison Saint-Paul.

[985] *La Marseillaise*, 14 juillet 1944.

La Résistance : passé et présent

L'engagement politique de Vistel ne s'arrête pas avec la fin de la guerre ; il s'inscrit dans un mouvement que Claude Bourdet défini comme une sorte de magistère moral : "*À partir de 1946 nous avons eu le sentiment qu'il n'y avait pas de place pour les résistants dans les partis tels qu'ils existaient. Il fallait donc essayer de créer de nouvelles forces. Nous avons alors créé des mouvements : Socialisme et Liberté, le groupe Octobre, le Centre d'action des Gauches indépendantes, la Nouvelle Gauche, le PSU…, toujours avec l'idée de créer quelque chose de différent*."[986] De fait, proche du député socialiste Daniel Mayer, membre d'un groupe de pensée mendésiste[987], fidèle au général de Gaulle —en dépit de doutes sur son entourage— Alban Vistel souhaite mener le "*combat du Gaullisme de Gauche*"[988]. Ainsi, dénonçant les conditions de l'arrivée au pouvoir de de Gaulle en mai 1958, il soutient néanmoins ce retour et espère participer à la formation d'une "Gauche française" solide qui appuie et oriente la politique du nouveau président du Conseil. Il s'explique sur sa position nuancée dans cette lettre écrite à l'un de ses amis en juillet 1958, évoquant au passage ses engagements auprès d'associations humanistes nées en réaction à la guerre d'Algérie et à ses violences, comme le cercle Tocqueville de Lyon[989] :

> *"Cher Camarade et Ami, […] Vous savez déjà quelle thèse politique j'ai défendue en face des récents événements. Elle peut se résumer en ceci : L'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle s'est produite à la faveur d'une tentative de conspiration anti-républicaine et anti-démocratique, c'est évident. Ceci a pu susciter de notre part un geste de réprobation et nous incliner à une attitude de défiance, parfaitement légitime. Cependant, nous ne devons pas oublier qu'au cours du processus de décomposition de la IV° République, nous avons pensé que le recours à de Gaulle était indispensable. Ajoutons que nombre d'entre nous ont la conviction que le souhait du Général de Gaulle était d'arriver au pouvoir d'une tout autre façon. Les événements en ont décidé autrement, il n'y pouvait rien, nous non plus. Le passé étant le passé, l'avenir nous oblige d'assumer nos responsabilités de citoyen et d'homme. Pour simplifier le langage, nous dirons que si la Gauche française demeure dans son complexe de mauvaise humeur, si les anciennes formations politiques dites de Gauche continuent de se révéler incapables de s'unir pour une action constructive, de Gaulle n'aura d'autre possibilité que celle de s'appuyer sur la seule force cohérente, c'est-à-dire : l'Armée et ses succédanés parafascistes. Nous n'aurons aucun droit de lui en faire grief et nous n'aurons plus qu'à gémir sur des libertés que nous aurons été impuissants à défendre. Je suis convaincu que le Général de Gaulle n'est pas l'homme d'un fascisme, mais si nous nous refusions à*

986 Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir, op. cit.*, p. 372.

987 "Il faut tout faire pour aider Mendès. Il donne un magnifique exemple de courage et il faudrait corriger tous ces chiens qui aboient au fascisme" écrit-il dans une lettre de 1957. Correspondances annuelles avec Anne Heurgon-Desjardins, 1957, 1958, Fonds du Centre Culturel International de Cerisy, IMEC.

988 Correspondances annuelles avec Anne Heurgon-Desjardins, 1958, IMEC

989 Le cercle Tocqueville de Lyon est formé dans les années 1950 pour défendre les droits de l'homme dans le contexte de la guerre d'Algérie. Ce groupe auquel participe Alban Vistel est inspiré du christianisme social et soutient la formation d'une "deuxième gauche". Voir sur ce mouvement, Alain Eck, *Le cercle Tocqueville de Lyon. La Rose et le Goupillon*, Lyon, EMCC, 2007, 128 pages.

> *comprendre le drame qui est à la fois le sien et le nôtre, il n'aurait d'autre choix que de se laisser porter par cette seule force cohérente, ou de retourner à Colombey-les-deux-Églises. Inutile de souligner ce que pourraient être les conséquences, dans la première comme dans le seconde hypothèse. […] Si nous parvenons à rassembler une Gauche animée d'un autre style que le style politicien, hélas trop connu, nous pourrons donner un coup d'arrêt aux aventuriers et nous sommes convaincus que c'est là le souhait du Général de Gaulle. Ce dernier a donné "feu vert" à notre tentative, nous vous en donnons l'assurance. Nous pouvons ajouter confidentiellement que les ministres Michelet, Buron, Malraux, et même Debré, sont entièrement avec nous, ainsi que nombre de hauts fonctionnaires. Nous n'avons pas le droit de faire état publiquement de ceci. Le but de ma lettre est donc de vous demander de m'aider à constituer pour Lyon et le Rhône un Centre de la Réforme Républicaine. C'est au fond ce que nous avons tenté de faire en nous réunissant au sein de la Conférence Tocqueville. C'est aussi la suite de l'action menée au Comité de Défense des Droits de la Personne, action qui a été pour moi une joie profonde car elle m'a permis de rencontrer des amis. Je souhaiterais, pour ma part, que la France ne soit pas "en vacances", car les événements vont vite. Personnellement, je m'efforcerais de ne pas m'éloigner trop et je serais heureux si, après avoir mûrement réfléchi, vous pouviez donner votre adhésion, prélude à une réunion constitutive."*[990]

On retrouve par la suite, au cœur d'une réflexion toujours aussi étroitement liée à son action politique, la question de l'héritage de la Résistance. Deux approches se mêlent en effet : l'une s'interroge sur le rôle de la Résistance dans les problèmes du présent, en particulier celui de la décolonisation —quel message l'expérience de la Résistance peut-elle leur apporter ? quel éclairage et quelles solutions ?— ; la seconde aboutit dans les deux décennies suivantes à une conceptualisation progressive, originale et cohérente de l'événement. Tantôt sous la forme de l'essai d'un moraliste, tantôt par la reconstitution historique, elle commence en 1952 avec un article donné à la revue *Esprit* et s'achève en 1970 par la publication d'une histoire des mouvements unis dans le sud-est, *La nuit sans ombre*. Bien qu'ils soient publiés en marge du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, les écrits d'Alban Vistel ne restent pas totalement isolés d'une historiographie alors dominante. Ainsi, de concert avec Henri Michel et Daniel Mayer, piliers du CH2GM, il organise en juillet 1955 au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle une rencontre sur le thème : "La Résistance a-t-elle encore un rôle à jouer ?"[991] Alban Vistel est dans les années 1950 et 1960 un membre actif du Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, situé dans la Manche. Il s'occupe en particulier du domaine politique avec l'aide de Daniel Mayer, et prend en charge également l'édition des documents diffusés lors de ces rencontres[992]. Dans le contexte de la décolonisation et de la

---

[990] Lettre à Marc Heurgon, Lyon, juillet 1958, Archives du CCIC, IMEC.

[991] Rencontre "La Résistance a-t-elle encore un rôle à jouer ?" 17-23 juillet 1955, organisée par Daniel Mayer et Henri Michel, avec la participation organisatrice en amont d'Alban Vistel, Fonds du Centre Culturel International de Cerisy, CRS 3.8, Archives de l'IMEC. Outre Vistel, Henri Michel et Daniel Mayer, figurent parmi les participants André Chamson ou Marie Granet. Les actes n'ont jamais été publiés.

[992] Sur le Centre culturel international de Cerisy nous renvoyons à Claire Paulhan, *De Pontigny à Cerisy. Un siècle de rencontres culturelles*, IMEC, Paris, 2002, 108 pages ainsi que *SIECLE.*

guerre d'Algérie, de l'échec des institutions de la IV° République comme de la médiocrité politique, de dénigrement de la Résistance aussi[993], ce cercle de réflexion dynamique tente de proposer une alternative politique autour d'une Nouvelle Gauche mendésiste.

Prenant acte de l'échec politique de la Résistance, la problématique conçue par Daniel Mayer propose de discuter de l'actualité de la Résistance dans le contexte des guerres coloniales et d'une Quatrième République affaiblie. "*La Résistance a-t-elle encore un rôle à jouer ? Plus exactement l'esprit qui animait tous les Français résistants, sans distinction de partis politiques ou de convictions religieuses, a-t-il survécu ? Peut-il aider au regroupement de ceux qui désireraient voir renouveler nos institutions, nos mœurs politiques, transformer notre régime économique et social ? Pour résoudre ces questions encore faut-il préciser ce qu'a été la Résistance, sur le triple plan militaire, politique, administratif. C'est à ces multiples interrogations que devront répondre, sans orgueil les résistants, et sans regret ni sans remords ceux qui ne le furent pas."*[994] À partir de ce débat sur le rôle et l'héritage, le questionnement finit par porter sur les critères utilisés pour comprendre un phénomène désormais historiquement daté. L'objectif vise à établir un bilan ainsi qu'une définition de la Résistance. De ces échanges entre Daniel Mayer, Henri Michel et Alban Vistel émergent des lectures croisées du phénomène, dont les interrogations et les apories sont toujours présentes. Quelques pistes de travail se dégagent qu'accompagne une réflexion sur leur validité et leurs limites. Ainsi il y est question de ne pas enfermer la Résistance dans une vision strictement militaire : "*Quelle est la part de la Résistance dans la libération du pays*, se demande Daniel Mayer ; *quelle a été la pensée politique de la Résistance ? Alban Vistel écrit que la Résistance ne voulait pas seulement la libération du pays, mais voulait être la libération de l'homme*."[995]

De même, le seul critère de l'efficacité militaire ne suffit pas à rendre compte de sa dimension morale. Un dialogue s'engage sur ce problème. Alban Vistel et Henri Michel partagent la même conception de l'événement, de son appréhension, de sa singularité et de sa survivance :

Colloque de Cerisy. 100 ans de rencontres intellectuelles de Pontigny à Cerisy, Éditions de l'IMEC, 2005.

993 Comme en témoigne cet extrait d'une lettre de Marc Heurgon, organisateur des rencontres de Cerisy, à André Philip : " Nous sommes plusieurs à penser qu'au moment où le souvenir de la résistance est attaqué de divers côtés, le témoignage de fidélité que vous lui [Daniel Mayer] apportez et la façon dont vous concevez cet “héritage spirituel” pour parler comme Vistel, sont importants pour nous", 29 novembre 1957, Archives de l'IMEC. Remarquons au passage l'aura intellectuel dont bénéficiait Vistel dans ce cercle.

994 Daniel Mayer, texte préparatoire aux rencontres, Fonds du CCIC

995 Daniel Mayer, conférence du 18 juillet 1955, Introduction au colloque. Fonds du CCIC

Alban Vistel. —*"Efficacité militaire : à l'origine, il n'y a pas eu d'abord une armée ; l'armée est un aboutissement. Avant l'armée, il y a la propagande. [...] Si la Résistance n'avait pas été là, l'Amérique aurait bombardé la France jusqu'à néant ; la France aurait eu plus de destructions. Ceci ne s'est pas produit ; il y eut en effet fort peu de destructions, et là s'affirme l'efficacité militaire de la Résistance. Je pense que la R. a un rôle à jouer dans la mesure où les hommes qui y participèrent demeurent fidèles à ce qui les a animés et tentent de demeurer à la hauteur de ce qu'ils furent. [...] La Résistance a encore un rôle à jouer dans la mesure où ses hommes resteront à la hauteur où ils furent jadis. Elle a un rôle à jouer en surmontant la pure anecdote historique."*[996]

Henri Michel. —*"Le problème à étudier se poserait dans ces termes : il y a eu une résistance militaire, mais la résistance a été autre chose : une politique ; elle a pensé à ce que devrait être la France. En quoi a consisté cette pensée de la Résistance ? [...] La véritable transformation apportée par la Résistance [...] c'est celle apportée par les hommes qui ont participé à la Résistance, transformation difficile à comprendre, créé encore par dessus les groupes, les partis, une grande complicité entre ceux qui l'ont éprouvé ensemble, si bien que peut-être, cette transformation est plus mystique que politique. Ce sont des principes sur lesquels une action nécessaire ultérieure pourrait s'engager. Il convient de dégager ce qui a été l'esprit de la résistance. Il faut dégager ce qu'il paraît impossible de recommencer dans une situation nouvelle. Il est impensable d'imaginer que le même rassemblement d'hommes sera obligatoirement le même devant des tâches nouvelles ; il n'en reste pas moins qu'il y avait des principes qui ont conditionné le choix des résistants, et s'il n'y a pas une politique de la résistance à mesurer, à connaître, il y a un état d'esprit qui peut être celui d'un rassemblement dont les membres et les activités peuvent varier."*[997]

Ainsi, de la clandestinité à l'après-guerre, le parcours politique et l'écriture mêlées ont peu à peu modelé une idée de la Résistance et conceptualisé le phénomène. L'historicisation de l'événement proposée par Alban Vistel tentent à la fois de dire ce qui relève de l'expérience humaine, de définir la singularité et les valeurs qui la portent.

---

[996] Alban Vistel, conférence du 18 juillet 1955, *idem*

[997] Henri Michel, conférence du 18 juillet 1955, *idem*

Historiciser la Résistance

De l'Occupation jusqu'à ses derniers textes, quelques grandes idées s'imposent et structurent la pensée de Vistel sur la Résistance. Elles apportent à la connaissance des clés de lecture encore largement opératoires, et on retrouve des traces de sa réflexion et des concepts avancés dans des travaux historiques plus récents. Henri Michel l'avait remarqué à propos de la thèse de Pierre Laborie, *Résistants, Vichyssois et autres* parue en 1980 : "*Pierre Laborie ne cache pas que sa réflexion le conduit à la louange de la Résistance : "Elle affirme la prééminence de l'intelligence dans un désert de médiocrité… elle a permis à des citoyens humiliés de retrouver la dignité perdue", Alban Vistel n'aurait pas dit mieux*".[998] Avec constance, trois grandes questions parcourent sur le long terme ses principaux écrits, "Fondements spirituels de la Résistance", *Héritage spirituel de la Résistance* et *La nuit sans ombre*. La Résistance a d'abord permis une réappropriation de valeurs dénaturées voire niées par l'occupant et par Vichy, en leur redonnant sens et contenu. Sa singularité nécessite, pour la comprendre, d'inventer des critères et des concepts nouveaux. Enfin, sous-jacent, se pose le problème de l'héritage. Phénomène historiquement daté, la Résistance peut-elle survivre à un contexte autre que celui dans lequel elle s'est construite ?

La Résistance a retrouvé et réinventé des manières d'être, des vertus et des valeurs

L'attention portée au langage et aux catégories propres à la Résistance constitue sans doute l'un des fondements de la pensée conceptuelle de Vistel. Dès 1952, conscient de l'éloignement progressif et de l'étrangeté d'un événement pourtant objectivement proche, Alban Vistel tente de reconstituer les idées et les mots alors inventés ou réinventés. Selon lui l'expérience de la Résistance a réactivé des valeurs endormies par l'habitude, ou qui pouvaient sembler désuètes et dépassées. Elle a aussi reconquis quelques principes détournés de leur signification première par le régime de Vichy et par l'Allemagne nazie. Il rappelle à propos des termes *honneur* et *patrie* : "*Là [dans la Résistance] les mots furent décapés de l'usure, de l'oxydation des jours où ces valeurs n'évoquent rien d'autre que de belles formules de langage et d'écriture*"[999]. Au delà des mots, il insiste également sur l'*authenticité* ou la *pureté* des valeurs redécouvertes dans la clandestinité : "*Il s'ensuivit la découverte progressive de valeurs vraiment authentiques, une transformation, un renouvellement de tout*

---

[998] Henri Michel, "Une étude d'opinion", compte rendu de : Pierre Laborie, *Résistants, Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Toulouse, Éditions du CNRS, 1980, 395p., in *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°123, juillet 1981, p. 97.

[999] *Héritage spirituel de la Résistance*, *op. cit*., p. 140.

l'être et, dans le pire dépouillement, un exhaussement vers la pureté."[1000] Parmi celles-ci l'intransigeance, le patriotisme, la volonté et la lucidité, la solitude et la fraternité, le futur incarné, modèlent peu à peu une manière d'être spécifique.

Objet d'un éditorial de *La Marseillaise* de juillet 1944, la "vertu d'intransigeance" caractérise plus spécifiquement et de manière constante les engagements de Vistel et l'idée qu'il se fait de la Résistance. L'expression dit à la fois le rejet du renoncement et de l'abandon, le refus du compromis et du calcul politique, l'intégrité, l'exigence et la responsabilité morales.

Pour Vistel, analyser la Résistance dans les années 1950 c'est aussi revenir au sens originel d'un patriotisme qui va bien au-delà de l'exaltation martiale de la nation et qui s'apparente davantage à une mystique. Le patriotisme résistant est d'abord celui d'une France occupée ; il traduit l'attachement à une idée de la patrie —"*âme collective et permanente*", "*une imprégnation mystérieuse*"[1001]—, prolongée par la Résistance et inspirée par une lecture du passé qui emprunte autant à Jules Michelet, à Ernest Renan, à Charles Péguy qu'à André Malraux : "*Une connaissance intuitive, voire même instinctive en est donnée à l'homme le plus simple de ce pays de France, car il est l'aboutissement humain d'une tradition, d'une histoire, d'un effort de près de dix siècles, depuis les étonnants visages de porches romans…*"[1002]

Comme "l'examen de conscience d'un Français" accompli par Marc Bloch dans *L'étrange défaite*, pour Vistel la Résistance suppose un retour sur soi, une lucidité : "*Le volontariat de la Résistance fut donc le résultat d'un humiliant examen de conscience*"[1003]. Surmonter la défaite c'est d'abord l'analyser ; la Résistance est aussi une réponse à l'humiliation et à la trahison. Née du refus de l'inéluctable elle témoigne d'un futur ouvert sur l'inconnu, l'indéterminé et l'imprévisible : "*Le désastre de 40 ne semblait-il pas accomplir la prophétie ? Alors il apparaît bien que la Résistance fut aussi un refus victorieux de tout déterminisme historique, un refus victorieux de toute fatalité d'anéantissement.*"[1004] La Résistance "*fut essentiellement un dynamisme, un douloureux effort d'approfondissement, une volonté de conquête de l'avenir*."[1005] Enfin, proche de la pensée de Malraux, auquel il se réfère souvent, Alban Vistel fait de la fraternité l'une des expériences fondatrices de la Résistance : "*L'univers de la Résistance Intérieure fut d'abord un univers de solitude puis de fraternité, enfin d'exhaussement de la personne*"[1006].

1000 "Fondements spirituels…", art. cit., p. 490.
1001 *Héritage spirituel…, op. cit.*, p. 69.
1002 *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 68.
1003 "Fondements spirituels…", *Esprit*, p. 485
1004 *Héritage*… p. 89
1005 "Fondements spirituels…", *Esprit*, p. 480
1006 "Fondements spirituels…", *Esprit*, p. 486

Définir la Résistance comme un phénomène singulier qui échappe aux schémas traditionnels d'explication

L'idée de l'invention est essentielle à la compréhension de la Résistance. "*Toute explication utilitariste est à exclure, comme toute explication idéaliste à la manière de Hegel*." Pour Vistel il est nécessaire d'inventer des outils conceptuels autres que ceux habituellement empruntés aux traditionnelles philosophies de l'histoire. La singularité de l'événement est irréductible aussi bien au principe de la lutte des classes qu'à une explication strictement politique, dans le sens classique du terme. "*Le fait Résistance est donc absolument rebelle à l'analyse marxiste, comme à toute analyse qui se référerait uniquement à son contenu épisodique, comme à toute tentative d'accaparement ou de dénigrement*."[1007] De même le phénomène ne peut pas se réduire à la seule question factuelle de son efficacité militaire : "*C'est parce qu'elle fut d'abord une construction aux fondements d'ordre spirituel que cette Résistance mérite de retenir l'attention des historiens futurs. Dans le conflit à l'échelle planétaire des armées et des peuples, préciser son efficacité militaire n'est pas de notre compétence [...]. Même si l'efficacité militaire de la Résistance eût été négligeable, il demeurerait d'elle une leçon qui ne sera jamais épuisée*."[1008] À côté de l'approche politique, militaire et organisationnelle de la Résistance, alors prédominante dans les années 1950 et 1960, les questionnements suggérés ici permettent de réintégrer le fait moral comme un élément constitutif de son identité. Ils frappent par leur modernité. Pour Vistel comprendre l'événement c'est aussi tenir compte de ce qui constitue sa singularité. La Résistance a été à la fois un témoignage —"*nous avons porté témoignage*"[1009]— et l'expression d'un humanisme, d'une éthique —"*La Résistance est la recherche d'un humanisme; dans la mesure où elle continue cette recherche elle a encore un rôle à jouer*."[1010] Elle mène une guerre autre : "*La Résistance va au delà de la guerre parce qu'elle est le refus des compromis qui abaissent l'homme.*"[1011]

L'héritage de la Résistance

Autre constante de la pensée d'Alban Vistel, la question de l'héritage de la Résistance porte essentiellement sur la nature et les formes qu'il pourrait revêtir. Cette réflexion sur le prolongement possible de la Résistance s'inscrit en continuité avec une conception de l'événement qui se confond d'abord avec une idée du futur. Pour Vistel la Résistance est antinomique du passé, elle n'existe que dans un rapport au futur. De même son héritage ne peut se penser que dans la perspective d'un devenir, d'une transformation, et non dans un repli

---

1007 "Fondements spirituels…", *Esprit*, p. 491-492

1008 "Fondements spirituels…", *Esprit*, p. 492.

1009 *Héritage spirituel…*, p. 2-3. Voir aussi la lettre adressée à Yvon Morandat.

1010 Alban Vistel, conférence du 18 juillet 1955, rencontre "La Résistance a-t-elle encore un rôle à jouer", *idem*.

1011 *La Marseillaise*, juillet 1944.

nostalgique sur le passé : "*il faut que nous soyons capable de surmonter notre propre passé*."[1012] Fidélité à l'expérience et à ses valeurs spirituelles, l'héritage répond également au constat de l'échec politique de la Résistance, échec à laquelle elle survit sur le plan moral et éthique. Aussi, avec optimisme et confiance, Vistel est convaincu que "*si la Résistance fut vraiment, elle survit et survivra sous d'autres avatars. Ce que sa pensée et son action recèlent de valeurs sera cet héritage qui méritera d'être recueilli*."[1013]

Moraliste comme Camus, Mauriac, Malraux ou Cassou, Vistel a aussi dialogué avec les historiens de son temps, Daniel Mayer et Henri Michel en particulier. Son écriture de l'histoire de la Résistance concilie ces deux dimensions et apporte ainsi des clés de lecture toujours probantes.

Pour conclure, quelques hypothèses peuvent aider à comprendre pourquoi, malgré un intérêt manifeste des contemporains de Vistel pour ses travaux —ainsi d'Henri Michel—, ses écrits sont demeurés en marge de l'historiographie dominante sur la Résistance. Il faut certainement d'abord revenir aux premiers temps de la Libération. Il est fort possible que l'épisode du MLN lyonnais et l'échec de l'expérience unitaire au printemps 1945 l'aient écarté des cercles gaullistes du MLN. Presque soixante ans après les faits, le mépris dédaigneux avec lequel Jacques Baumel évoque Alban Vistel dans ses souvenirs atteste encore de la violence du conflit politique[1014]. On peut aussi retrouver l'origine de cet effacement dans les premiers témoignages sur la libération de Lyon publiés à partir de 1945. Yves Farge, par exemple, commissaire de la République à Lyon, ne mentionne quasiment pas dans son livre la participation de Vistel à la libération de la ville, encore moins à l'organisation de la région R1[1015]. Ce choix contribue à figer la toute première mémoire de la période et rejette ainsi dans l'oubli les hommes dont on tait, plus ou moins volontairement, le nom. Un autre facteur n'est sans doute pas négligeable dans un pays jacobin et très centralisé ; Alban Vistel a toujours vécu à Lyon. Il ne participe pas aux réseaux parisiens et le fait qu'il publie son premier livre à compte d'auteur dans sa propre maison d'édition est révélateur. Sa discrétion et sa modestie ont certainement aussi joué dans cet "isolement volontaire" qu'il décrit ainsi dans une lettre adressée à Emmanuel d'Astier en 1957 : "*Mon cher Bernard. Je n'ai pas oublié ta préférence pour ce prénom, d'autre part il vient faciliter ma tâche. Voici tantôt*

[1012] Alban Vistel, conférence du 18 juillet 1955

[1013] *Héritage*…, p. 62

[1014] Voir dans ses Mémoires, les termes peu amènes avec lesquels Jacques Baumel fait allusion, au détour d'une phrase assassine au " […] (faux) colonel Alban-Vistel" in *Résister. Histoire secrète des années d'Occupation*, Albin Michel, 1999, p. 424

[1015] Voir Yves Farge, *Rebelles, soldats et citoyens. Carnet d'un commissaire de la République*, Grasset, 1946. L'hostilité manifeste de Farge au projet de régionalisation défendu par Alban Vistel, tout comme la fronde des CDL de la région Rhône-Alpes contre le Commissaire de la République, expliquent sans aucun doute cette "disparition".

douze ans que nous ne nous sommes rencontrés. De mon isolement volontaire, j'ai suivi ton action…"[1016] Il faudrait enfin ajouter sa pratique indéfectible de la "vertu d'intransigeance", fidèle en cela à l'esprit de la Résistance, dont il dénonce sans cesse le dévoiement. On peut imaginer que son refus du calcul politique, son rejet viscéral du compromis moral et éthique ont pu lui valoir sinon la jalousie, du moins quelque hostilité.

[1016] Lettre à Emmanuel d'Astier, 28 juin 1957, IMEC

Conclusion prospective

Un héritage impossible ?

La comparaison de ces trois expériences croisées, qui chacune correspond à une échelle d'analyse spécifique —un mouvement de résistance, une variante régionale, un parcours individuel—permet de confronter entre elles diverses tentatives d'adaptation de la Résistance à un contexte autre que celui de l'Occupation. Si l'on s'en tient au Mouvement de Libération Nationale, la réponse paraît simple, limpide, reprise à l'envi dans les livres d'histoire ; les *héritiers* directs et immédiats de la Résistance n'ont tout simplement pas réussi à transformer l'événement en proposition politique. Pourtant, derrière les apparentes évidences, des fidélités parviennent à échapper aux enfermements tactiques. L'intransigeance, la vigilance face aux nouvelles violences, le pacifisme lucide, l'unité opposée à la désunion[1017] témoignent des possibilités de réinvestissement du message résistant dans d'autres causes. Autant de *manières d'être* qui survivent à l'éphémère des priorités stratégico-politiques, et dont la réalité oblige à réinterroger les critères utilisés pour "juger" de la fidélité à l'héritage de la Résistance.

L'entrechoc des temporalités

Quelle que soit la stratégie adoptée, choix de l'union ou option fédérative, en seulement une année le MLN a échoué à faire de la Résistance un mouvement politique incontournable. Les priorités et les urgences du moment —rétablissement de la légalité républicaine, normalisation institutionnelle, échéances électorales— ont fortement pesé sur les perspectives d'adaptation de la Résistance. Autant de faits enserrés dans un réel sans doute trop étroit pour une Résistance qui a toujours voulu s'approprier le temps et s'affranchir du présent. Ils ont contribué à reléguer au second plan les espoirs et les projets patiemment élaborés dans la clandestinité. L'explication à ce retour chaotique au réel se trouve moins dans une inadaptation organique ou structurelle de la Résistance au jeu politique ordinaire —la Résistance est par essence un phénomène politique et elle fait de la politique— que dans la rencontre difficile de rapports au temps différents. Les aspirations de la clandestinité se heurtent

[1017] Voir dans le premier chapitre de cette partie, les motions du MLN consacrées aux deux événements concomitants du 8 mai 1945.

aux simples habitudes retrouvées ; deux perspectives, deux temporalités décalées s'entrechoquent.

D'autres critères

Les conditions particulières de cette dense et fugace année qui sépare l'automne 1944 de l'hiver 1945-1946 ne suffisent peut-être pas à saisir pleinement les formes et les expressions multiples de l'héritage résistant. Les limites de la très courte durée, l'horizon plus immédiat des enjeux politiques de l'après-Libération soulignent en retour la nécessité de raisonner en utilisant également d'autres critères, que nous esquissons ici de façon prospective. La pérennité et le devenir de la Résistance peuvent aussi s'appréhender sur la durée, à plus ou moins long terme, en observant le degré de centralité ou de relativité de l'identité résistante, notamment dans la confrontation avec des situations ou à des événements différents et inédits. Ainsi, par exemple, de la guerre d'Algérie.

Par les formes qu'elle prend, la violence qu'elle entraîne et les interrogations inquiètes ou révoltées sur le respect des valeurs humanistes qu'elle provoque — conflit armé, exactions, pratiques de la torture, recul des pouvoirs civils, pouvoirs spéciaux accordés aux militaires, terrorismes — est-elle pensée par les anciens résistants uniquement à travers le prisme de la Résistance —et de l'image démultipliée qu'ils peuvent s'en faire ? Si pour un Paul Teitgen[1018] la référence à son expérience de la Résistance imprègne sa dénonciation des exactions commises dans les centres de détention et fonde les arguments de sa démission, qu'en est-il de l'héritage de la Résistance pour ceux qui acceptent les pouvoirs spéciaux et couvrent des pratiques inhumaines ? Dans l'urgence des décisions l'attitude de Paul Teitgen[1019] ou de Germaine Tillion est aux antipodes de celle de ceux qui, pour conserver l'Algérie à la France, admettent les tortures et consentent à abandonner aux militaires une part des pouvoirs civils. Qu'en est-il dès lors de la réalité des "valeurs" au nom desquelles ils se sont engagés dans les années 1940[1020]. Dans le camp de ceux qui proclament leur attachement à l'Algérie française, comment comprendre que d'anciens résistants aient pu suivre des chemins complètement opposés à un moment où une nouvelle fois l'essentiel se trouvait menacé ?

[1018] Le 24 mai 1957, cité par Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault, *La Guerre d'Algérie*, La Documentation française, n° 8022, août 2001, p. 39

[1019] Qui, précisons-le, reste fidèle à l'Algérie française, comme il l'exprime au début de sa lettre de démission : "Depuis [le 20 août 1956] je me suis efforcé avec conviction et à mon poste de vous servir — et quelquefois de vous défendre — c'est-à-dire de servir avec la République, l'avenir de l'Algérie française", *La Guerre d'Algérie*, La Documentation française, n° 8022, août 2001, p. 39.

[1020] "Dirons-nous, *écrit ainsi François Marcot*, qu'ils ont trahi l'idéal “démocratique” de la Résistance ou qu'ils ont été fidèles à un patriotisme dont la coloration humaniste de “défense des droits de l'Homme” est sans doute plus superficielle qu'on ne l'a cru", "Les valeurs de la Résistance", in *Mémoire et Histoire : la Résistance, op. cit.*, p. 89

Peut-être, et sans oublier cependant qu'il s'agit de deux contextes distincts —la guerre d'Algérie et la France occupée—, ces attitudes contraires révèlent-elles plus fondamentalement une véritable hiérarchisation des valeurs qui fait que pour certains un patriotisme de défense nationaliste de la France l'emporte sur le reste —Georges Bidault, Robert Lacoste, tous les deux anciens membres du MLN—, tandis que pour d'autres priment le respect du droit démocratique et le sens de la responsabilité politique et civile. On peut s'interroger sur ce qui demeure de l'identité résistante et ce que révèlent les comportements à l'épreuve de la réalité ; elle semble se perdre pour les uns et s'effacer derrière la valeur centrale de ce qu'ils appellent patriotisme et que nous préférerions qualifier de nationalisme. Le questionnement renvoie aux priorités présentes de la période 1954-1962 et, en fonction de ces priorités, à la place accordée par les uns et les autres à l'héritage de la Résistance, aux re-lectures qui en sont faites, à la centralité —ou à la relativité— de cet héritage, et en définitive à sa réelle signification.

Qu'elle traduise une posture et un rapport au réel ou qu'elle exprime un idéal politique, faut-il apprécier la réalité d'une valeur sans la situer dans un contexte qui l'éprouve, la menace et la questionne ? La confrontation à la réalité, qu'il s'agisse de l'expérience de la Résistance sous l'Occupation ou des choix et des décisions du temps de la guerre d'Algérie, agit comme un révélateur. Ce que l'on appelle les valeurs de la Résistance —invoquées, revendiquées, convoquées, instrumentalisées parfois— n'existe qu'à travers des comportements qui leur donnent une signification et une présence réelle. Dans le temps, ce qui semble perdurer de l'identité résistante, ce sont peut-être moins des valeurs réputées "éternelles" mais en réalité soumises aux relectures de la mémoire et des interrogations du présent, que des *manières d'être*. L'esprit et les valeurs n'ont de réalité qu'incarnés dans des comportements ; là réside peut-être la véritable fidélité à la Résistance ?

CONCLUSIONS
L'intransigeance et le réel

Les combats du dernier été d'Occupation, les élans et la "joie mutilée" de la Libération, les espoirs déçus et l'amertume des premiers mois de liberté ont figé pour longtemps les traits d'une Résistance de plus en plus identifiée tantôt à la lutte armée, tantôt à son échec politique. Le caractère combattant s'affiche et s'impose en effet au cours de l'été 1944 comme l'une des représentations dominantes de la Résistance. La libération de Paris et sa lourde charge symbolique exceptées, le phénomène semble plus marqué encore à l'échelle régionale ou locale, là où s'ancrent et agissent les maquis. Au cours des semaines denses et intenses qui précèdent la Libération, cette vision de la Résistance tend à effacer le reste. Elle relègue au second plan, et parfois même enfouit, ce qui a fondé et construit sur le long terme une grande part de son identité.

Le retour progressif au fonctionnement démocratique ainsi que les échéances électorales de l'année 1945 ont mis crûment à jour ses divisions et sa difficulté à se transformer en mouvement politique durable. C'est sur cette image dernière de la Résistance que reposent, dans les années qui suivent, un certain nombre de *jugements*, parfois définitifs, sur le sens et la portée de l'événement. Elle sert d'arguments à des interprétations qui se veulent *détachées et objectives* et expliquent son échec politique par l'incapacité de la Résistance à passer de la "mystique au politique"[1021]. Derrière la simplicité séduisante de l'opposition classique mystique / politique empruntée à Charles Péguy, il faut s'interroger sur la réalité de cette incompatibilité supposée entre l'esprit et le politique. La Résistance n'a été ni un rejet du politique ni un refuge dans une mystique qui aurait servi d'alibi. Sa singularité réside justement dans cette association étroite entre une vocation éminemment politique et une dimension morale revendiquée.

[1021] C'est l'explication avancée, par exemple, par Olivier Wieviorka : "Nombre de résistants, pourtant, persistent et signent, préférant qualifier leur espérance politique “d'esprit”. À les entendre, la Résistance ne se définirait ni par un programme, ni par une idéologie, mais par un esprit, “l'esprit de la Résistance”. Ce terme mérite sans doute que l'on s'y arrête. Qu'il ait été choisi pour préserver la fiction d'une Résistance unie n'est pas douteux. En se dégageant du terrain idéologique, ce terme se réfère à un apolitisme tranquille susceptible de rassembler l'ensemble des familles résistantes. Qui pourrait en effet renier cet esprit ? L'expression, dans le même temps, est faible. Désigne-t-elle une attitude (comme lorsque l'on évoque l'esprit d'entreprise) ? Une famille de pensée (comme quand on parle d'esprit socialiste) ? Avouons-le : le terme, si fréquemment repris, n'aide ni à penser la Résistance comme processus politique, ni à mesurer l'ampleur de l'héritage légué à l'après-guerre. Il invite, en outre, à considérer la Résistance comme mystique plutôt que comme politique", Olivier Wieviorka, Introduction générale au colloque *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?, op. cit.*, pp. 5-6.

L'analyse, sur la longue durée et dans un cadre diversifié, d'un processus identitaire forgé par l'expérience de la Résistance, aide à dépasser les interprétations binaires comme les explications mono-causales. L'approche par l'identité rompt avec la vision d'une Résistance conçue comme un monobloc. Elle confirme *a contrario* l'idée d'un "organisme vivant"[1022], d'une "construction permanente"[1023], d'une invention chaque jour obligée, qu'il s'agisse de l'entité, de l'idée, des institutions, des lieux ou des groupes.

L'identité d'une expérience

La description de ce qui forme peu à peu l'identité résistante des mouvements unis nécessite d'adopter à la fois des angles de vue diachroniques et synchroniques, de suivre les variations de la chronologie tout en observant dans leur diversité les lieux et les acteurs. Elle obéit également à un processus dont les trois principales étapes sont fortement imbriquées —et que nous distinguerons ici par commodité. Notre description ne doit pas être considérée comme un modèle général et généralisable. Au contraire, modelée par son objet, à l'écoute des variations imposées par le temps et les lieux, elle tente de mettre en évidence les composantes, les variables et les mécanismes en jeu dans la formation progressive d'une identité résistante. En suivant pas à pas le développement, les rapprochements et les transformations des trois mouvements de la zone sud, de la base au sommet, dans la diversité des composantes, des services et des ancrages géographiques, comme dans la multiplicité des préoccupations et des vécus, trois traits majeurs s'imposent. Il convient en effet de définir d'abord l'ensemble des paramètres, des facteurs et des variables, de décrypter ensuite les mécanismes dynamiques du processus, enfin de caractériser les principales composantes de cette identité.

Paramètres, facteurs et variables

Plus ou moins déterminants selon la période et les groupes de résistance, plusieurs paramètres entrent en jeu dans la construction identitaire. Le processus est multifactoriel ; de nombreuses variables endogènes et exogènes, internes et externes aux mouvements unis exercent à certains moments leur influence. En simplifiant, elles sont au nombre de cinq : les événements ; les stratégies et les modalités de l'action ; les autres ; le vécu clandestin et les réalités de la guerre ; la diversification et la multiplication des *lieux* de résistance.

Par *événement* il faut plutôt entendre *ce qui fait événement ;* les événements ne sont pas seulement de simples faits objectifs fixés sur une frise chronologique. Ils sont avant tout, à travers leurs représentations, leur

---

[1022] Alban Vistel, *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 190.
[1023] Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var, op. cit.*, p. III-IV.

résonance, leurs effets et leurs réceptions, profondément multiformes[1024]. Ainsi, dans le cas des mouvements unis, ce qui *fait événement* sera davantage ce qui les oblige à un positionnement, à modifier leur rapport à l'action et leurs stratégies, bref tout ce qui peut créer le sentiment de l'urgence, révéler des prises de conscience et précipiter des évolutions identitaires. Outre l'événement-fondateur de la défaite de 1940 — véritable "événement-traumatisme", pour reprendre l'expression de Michel Vovelle[1025]— quelques *événements* majeurs, suscités par les mouvements unis ou imposés par la guerre et l'Occupation, jalonnent leur existence. L'unification décidée fin 1942 et début 1943, la présence des populations après l'instauration au printemps 1943 du travail obligatoire, la préparation, l'attente sans cesse repoussée et parfois le déni d'un jour J aux multiples facettes entre l'été 1943 et le 6 juin 1944, enfin les combats de l'année 1944, rythment le processus de construction.

Composante centrale de l'identité résistante, l'action constitue également l'une des variables essentielles au processus ; les modalités et les formes de l'action comme les stratégies mises en œuvre influent sur la nature du phénomène. Les débats sur les enjeux de la lutte armée orientent le choix d'une conception responsable et mesurée de l'action immédiate, qui déteint sur l'idée que les mouvements unis se font de la Résistance.

À côté de catégories entières de la population, l'identité résistante des mouvements unis se construit aussi dans la relation ou la confrontation avec d'autres formations, clandestines ou non. Le spectre est large, des missions de la France libre et du général de Gaulle aux autres groupes de résistance — socialistes, communistes voire giraudistes—, en passant par les Alliés, la présence de ces diverses sensibilités politiques oblige en retour les mouvements unis à marquer leur spécificité. L'occupant allemand avec son idéologie et ses collaborateurs français représentent par ailleurs l'autre absolu.

Justement, les réalités changeantes de l'Occupation et de la guerre, sa violence comme l'aggravation de la répression forment la toile de fond d'une clandestinité dont le vécu, les difficultés, la solitude et les souffrances modèlent une vision héroïsée du combat résistant.

Enfin l'intégration des jeunes réfractaires, l'élargissement de la base, la multiplication des lieux de résistance et des univers —responsables, stratèges

---

[1024] Pour Pierre Laborie, saisir les événements, les rendre intelligibles, c'est "admettre que la “vérité” de l'événement qui décide des choix collectifs n'est pas la réalité objective établie par l'historien, mais celle construite par les contemporains dans leurs propres temporalités et leur propre langage." Voir *Les Français des années troubles, op. cit.*, p. 16

[1025] "[...] le traumatisme historique, écrit-il, [...] c’est l’événement pour lui-même comme instant privilégié, comme c’est l’événement héritage et enfin l’événement fondateur", *Idéologies et mentalités, op. cit.*, pp. 332-333.

et maquis— contribuent, non sans réticences parfois, à une diversification identitaire des mouvements unis.

Un processus dynamique, diachronique et synchronique

Afin de comprendre le fonctionnement interne du processus, il faut essayer d'en déconstruire les mécanismes, de démêler les éléments et les interactions qui, dans le temps et selon les *lieux*, contribuent à façonner peu à peu l'identité résistante des mouvements unis. Tenter en somme de déployer un espace à trois dimensions[1026] dont l'observation devrait permettre de saisir à la fois les variations de la chronologie, les divers lieux de résistance et les modes d'appropriation identitaire.

Maturation et prise de conscience progressive. Comme le contenu et les formes de l'action, l'expérience de la Résistance varie considérablement entre le milieu de l'année 1941 et l'été 1944, en fonction du contexte de l'Occupation et de la guerre, en fonction aussi des bouleversements propres aux mouvements unis. Deux grandes périodes, aux préoccupations changeantes, parfois même récurrentes, révèlent ici une maturation et une prise de conscience progressives. Entre 1941 et le début de 1943, elle s'exprime soit par l'appartenance à un ensemble "mouvements" soit par l'adhésion à un groupe de résistance particulier —ainsi de Combat. La résistance est alors conçue essentiellement comme un témoignage. Par la suite, jusqu'à la Libération, cette identité de groupe se transforme en une identification de plus en plus affirmée à une Résistance conçue à la fois comme idée et comme entité.

Des lieux de résistance. La diversification des services et des niveaux de commandement multiplie les *lieux* de résistance. Trois expériences distinctes, situées à des échelles géographiques, sociales et de responsabilités croisées —locales, régionales, nationales ; individuelles et collectives— se distinguent. Elles forment chacune des unités d'appartenance spécifiques —maquis, "stratèges" et responsables— qui semblent échapper aux découpages traditionnels des institutions de la Résistance.

Multiplicité des modes d'appropriation. Une image multiforme et diversifiée de la Résistance se dessine, qui ne peut se réduire à la représentation définitivement figée d'un bloc uni et quelque peu désincarné. Cette approche fait apparaître un noyau matriciel, une référence centrale, dont les divers modes d'appropriation obéissent à des logiques de pensée et des perceptions du temps différentes. Ceux-ci donnent à l'identité résistante une signification particulière qui répond aux préoccupations et au vécu de chaque

[1026] "Une sorte de psychologie dans le temps" dirait Marcel Proust, *À la recherche du temps perdu, op. cit*.

lieu de résistance. Sans la disperser ni la diluer, la diversification et l'éclatement des *lieux* et des points de vue amplifient le caractère multidimensionnel de l'identité résistante et contribuent à l'enrichir. Ils obligent à porter sur un phénomène qui se complexifie avec le temps un regard d'ensemble multicentré, qui ne soit jeté ni seulement d'en haut ou d'en bas, ni situé uniquement dans le centre ou la périphérie. En effet, ces lieux, parfois isolés, sont soumis à des interactions et des influences réciproques — et ce en dépit d'une organisation clandestine qui exige un cloisonnement de sécurité. La porosité et la perméabilité des lieux au sein des mouvements unis contribuent très largement à précipiter ou faciliter l'adhésion à une identité résistante partagée.

L'identité résistante des mouvements unis

Au cœur de ce processus dynamique, quelques grandes constantes s'imposent, avec des variations dans le temps et des nuances selon les lieux ; indissociables, partagées à des degrés divers avec une intensité plus ou moins marquée, elles caractérisent l'identité résistante des mouvements unis. Elles témoignent à la fois d'une conception éthique de l'action et d'une manière d'être, d'un mode de présence au monde spécifiques.

Le témoignage et la fidélité. Caractéristique des premiers temps de l'Occupation jusqu'en 1942, la dimension du témoignage apparaît essentielle aux mouvements unis et perdure à l'été 1944. Elle s'exprime notamment à travers les principes de la fidélité et de l'honneur. Entendue comme l'affirmation d'une présence morale face à l'inéluctable, l'idée du témoignage est partagée par nombre de groupes de résistance, en particulier ceux des années 1940-1942. L'écrivain Jean Cassou[1027] revient dans *La Mémoire courte* sur cet aspect de la première résistance :

> *"Il y avait encore des Français, écrit-il, oui, c'est tout ce qu'on pouvait dire en ces temps-là, et c'est tout ce qu'on peut dire de la Résistance. Alors qu'il n'y avait plus de France, il y a eu des Français, des naufragés, qui, inconsidérément et en dépit de toute considération, s'obstinaient à être."*[1028]

Penser la Résistance comme une "obstination à être" renvoie à l'idée de constance, de préservation de ce qui est : résister c'est rester ce que l'on est. La notion de fidélité se retrouve dans les tout premiers tracts clandestins. Ainsi, dans ses "Conseils à l'occupé" rédigés à l'été 1940, Jean Texcier préconise aux Parisiens :

1027 Jean Cassou était dans la clandestinité membre du réseau du Musée de l'Homme puis responsable des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), et en septembre 1944 commissaire de la République à Toulouse.

1028 Jean Cassou, *La mémoire courte*, Les Éditions de Minuit, 1953, p. 59

> *"En prévision des gaz, on t'a fait suer sous un groin de caoutchouc et pleurer dans des chambres d'épreuves. Tu souris maintenant de ces précautions. Tu es satisfait d'avoir sauvé tes poumons. Sauras-tu maintenant préserver ton cœur et ton cerveau ?"*

Les membres du Musée de l'Homme dans le premier numéro de leur bulletin *Résistance*, le 15 décembre 1940, utilisent la même formule : "*Résister c'est déjà garder son cœur et son cerveau.*"[1029] Mentionnons enfin le célèbre titre du premier des *Cahiers du Témoignage chrétien* diffusé à partir de novembre 1941, qui met en garde et incite à préserver l'intégrité du pays et celle de son âme : "*France prends garde de perdre ton âme*". Jean Cassou, arrêté le 13 décembre 1941 à Toulouse pour "activité de résistance" et emprisonné dans cette même ville, compose en 1942 trente-trois sonnets. Le dernier est consacré à une femme dénommée Constance. Allégorie de la fidélité elle fait aussi référence à Marie Durand, protestante enfermée plus de trente ans dans la Tour de Constance d'Aigues-Mortes et qui aurait inscrit "Résister" sur les murs de sa prison. Ce sonnet se termine ainsi : "*Persiste et tu seras sauvé*"[1030]. Dans le même esprit, il écrit en 1953 : "*Moi qui avais toujours été sans possession, héritage ni titre, sans assise, sans statut social, sans métier véritable, agissant* comme si *et feignant, pour la galerie, de croire à ces hasardeux* comme si*, enfin, je me voyais dans un état d'où toutes les apparences avaient disparu et où la norme était de n'être plus que soi-même. La norme, la règle, c'était de ne plus porter son nom, de n'avoir plus de position sociale, de n'en plus chercher*".[1031] On pourrait ainsi multiplier les citations qui révèlent que très tôt, au moment où se construit la Résistance, les valeurs du témoignage, de la fidélité et de l'intégrité imprègnent la conscience d'appartenir à une identité singulière, y compris sur le plan personnel. À Nantes entre novembre 1940 et juillet 1941 un petit groupe d'étudiants chrétiens diffusent un journal hebdomadaire, *En Captivité*, et se présentent ainsi dans leur premier éditorial :

> *"Pour faire connaissance. […] Considérez-vous toujours comme mobilisés, et répandez autour de vous cet esprit de résistance passive, la seule qui nous reste, pour que l'allemand comprenne que si des traîtres ont livré la France, il reste encore de vrais Français".*[1032]

Quatre ans plus tard, dans un éditorial de *La Marseillaise* Alban Vistel fait du témoignage l'une des constantes d'une Résistance pleinement identifiée à la France :

> *"Le bilan de la Résistance se confond avec le bilan de la France, car c'est par la Résistance que la France survit, par elle que l'âme de la France témoigne devant le monde, cette âme sans laquelle le monde serait encore plus maudit, plus*

1029 Voir Daniel Cordier, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon, op. cit.*

1030 Jean Cassou, *Trente-trois sonnets composés au secret*, Poésie/Gallimard, 1995, sonnet XXXIII.

1031 *idem*, p. 53-54

1032 *En Captivité*, n° 1, 24 novembre 1940.

> *hostile, cette âme que le monde a confondu souvent avec son honneur, cette âme qui demeure son espoir."*[1033]

L'identification à une idée de la France. De 1941 à 1944, sans discontinuer, les mouvements unis font de la Résistance l'incarnation de la France, d'une autre France que celle qui a signé l'armistice, d'une "*vraie France*" pour reprendre l'expression de *Combat* :

> *"Depuis trois ans la France est tombée de la défaite à l'esclavage. Le 18 Juin 1940, une voix s'était élevée, le général de Gaulle appelait tous les Français à la Résistance et prenait l'initiative de continuer la lutte. Le 28 juillet 1943, 48 heures avant d'être reconnu comme Chef du Gouvernement provisoire, de Gaulle affirmait avec force et fierté le droit pour la France de participer à toutes les négociations, en parité avec les Alliés. Par le sacrifice de ses soldats, par la résistance de ses patriotes, la France lutte pour sa place dans le monde. […] Sans l'assentiment, la mollesse ou l'indifférence des Français, y aurait-il eu la France décadente de 1939 ou la France déshonorée de 1940 ? Mais sans le sursaut de fierté et de colère de la Résistance y aurait-il la France combattante aujourd'hui, la France réhabilitée de demain ? C'est cette France -là, la vraie qu'a incarnée de Gaulle, d'abord presque seul, puis appuyé par une masse de plus en plus puissante."*[1034]

L'identification de la Résistance à la France, dont l'expression la plus manifeste reste le patriotisme, se fait autant à travers ce qu'elle subit, effondrement et occupation, à travers ce qu'elle représente comme valeurs et principes, que par le refus de l'armistice, de la présence allemande, de l'abandon et des humiliations. "*Mais la France ? Qui pourra dire la France ? […] L'inexprimable France, on ne peut en parler que comme d'une réalité mystique, transcendante aux hommes […]. Une réalité qui survit aux actions des Français et de tous les hommes, aux actions de l'histoire, aux actions du temps […], une réalité mystique qui est chose unique, ineffable*." Ces lignes, écrites et publiées en 1943 dans *Domaine français* à Genève, sont de Jean Cassou. Elles font écho à celles de Vistel mentionnées plus haut. De quelque horizon qu'ils viennent, ces écrits sur la France rappellent que certains mots, pleinement signifiants, renvoient à des catégories vivantes et cependant devenues presque inaudibles aujourd'hui, du moins chargés d'un tout autre sens. Des mots parfois perçus comme désuets, vieillis ou dépassés, et dont l'écoute est cependant indispensable à la compréhension des années 1940. Sur leurs usages —et sur la nécessité de tenir compte des catégories et des changements de signification entre le présent et le passé—, Marc Bloch

---

[1033] *La Marseillaise*, mai 1944, "Faisons le point". C'est aussi une constante de sa propre pensée sur la Résistance puisqu'il écrit dans *La nuit sans ombre* en 1970 : "Issue de la révolte individuelle, de la volonté de l'homme d'affirmer l'homme face aux puissances qui prétendent l'anéantir, la Résistance ne pouvait dans ses débuts nourrir d'autre ambition que de témoigner", *op. cit.*, p. 209

[1034] *Combat*, septembre 1943, "Sous les regards du monde".

critiquait dans *L'Étrange défaite* ceux "*qui ne comprendront jamais l'histoire de France parce qu'ils refusent*" d'accepter l'idée que l'on puisse "*vibrer au souvenir*" d'événements fondateurs (sacre de Reims, Fête de la Fédération)[1035]. Parmi d'autres catégories alors très largement invoquées, la dignité, l'honneur, la fraternité, l'esprit de sacrifice, "France" est aussi une idée et le mot peut désigner une personne ou une entité morale. Pour certains, "*décapés de l'usure, de l'oxydation des jours où ils n'évoquent rien d'autre que de belles formules de langage ou d'écriture*"[1036], ces mots reprennent sens et s'incarnent dans la Résistance. Face à la défaite et à l'Occupation, cette dernière dit souvent se confondre avec la France et cette appropriation entière exprime tout à la fois le patriotisme, la dignité et l'espoir. Pour le journal clandestin *Défense de la France* la "*Résistance n'est pas un épisode, elle est l'âme de la France réveillée par la douleur*" (15 janvier 1944). Elle inspire tous les engagements, parfois jusqu'à l'ultime sacrifice[1037]. La Résistance s'identifie à la France parce qu'elle s'inscrit également dans une continuité historique.

S'approprier, se réapproprier le temps. À travers la fidélité au passé, le rejet viscéral de l'inéluctable, la formation précoce d'un légendaire de l'action résistante, le choix visionnaire d'une projection dans le futur ou la volonté permanente d'agir sur l'événement, la résistance des mouvements unis développe une temporalité originale et mouvante. Elle commence d'abord par ancrer le phénomène dans un temps originel, celui de l'acte fondateur par lequel on refuse de perdre son identité première. Au début de l'Occupation, résister c'est rester ce que l'on est, c'est refuser une sorte de destruction rendue possible par l'armistice, c'est prolonger le temps de l'avant. Puis, avec les aléas, les difficultés et les drames de la clandestinité, une mémoire légendaire se forme qui mêle aux références du passé national —Révolution française et Grande Guerre, pour l'essentiel—, les faits d'armes et les tragédies de la Résistance. L'appropriation de l'avenir est multiple et évolutive. Trois grandes visions du futur se chevauchent selon la période et les préoccupations. La première se manifeste pour l'essentiel en 1941 et 1942. Ouverte, vague et lointaine, dominée par l'espoir et la foi, on peut l'interpréter comme une réponse au temps fermé et menaçant de l'occupant et de Vichy. À la fin de 1942 et au printemps 1943, les transformations rapides des structures des mouvements, obligent à penser l'avenir en terme de projets et de stratégies. Deux autres visions s'imposent alors, de la fin 1942 au début de 1944. L'urgence et l'horizon immédiat de la Libération guident la lutte armée et

[1035] Rappelons que Marc Bloch sera en 1944, sous le pseudonyme de Narbonne, le délégué de Franc-Tireur au directoire régional des MUR et qu'il remplacera quelques jours, en février 1944, Alban Vistel à la direction régionale.

[1036] Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance, op. cit.*, p. 140.

[1037] Voir à ce propos François Marcot, "Voix d'outre-tombe" in *La vie à en mourir, op. cit.*

l'action des "stratèges", tandis que la reconnaissance politique et la maîtrise des pouvoirs modèlent le futur des responsables. L'investissement marqué dans le futur distingue les résistants du reste de l'opinion commune, fortement attentiste en 1944. Dissocier la Résistance d'une vision du futur serait s'interdire d'en comprendre le sens et la portée tant cette dimension du temps influe sur l'engagement et l'action. H. R. Kedward montre ainsi que la certitude de l'imminence de la Libération et du débarquement agit autant sur les stratégies des maquisards du Sud de la France que sur les réactions — d'hostilité ou de sympathie— des populations avoisinantes[1038]. L'incertitude, l'absence de projection dans le futur, la maîtrise peu sûre de celui-ci entraînent le plus souvent des comportements d'attente et d'inactivité. A l'inverse, maîtriser l'avenir par la pensée et l'imagination, le construire et s'y projeter, portent inévitablement à l'action : les projets d'avenir opèrent comme des aiguillons. Pierre Laborie le dit mieux lorsqu'il analyse les "mécanismes de l'attentisme"[1039] de l'opinion française sous l'Occupation ; le repli sur soi et le futur réduit à la seule conservation du passé, la forte prégnance des préoccupations quotidiennes et la crainte du proche avenir, sont des représentations du futur qui caractérisent les attitudes attentistes, très éloignées de celles des résistants.

La volonté de s'approprier le temps porte les mouvements unis à s'inquiéter très tôt dans la clandestinité du devenir et de l'héritage de la Résistance. Par ailleurs elle fait de l'antériorité et de la précocité de l'engagement des critères d'appartenance qui autorisent un certain élitisme.

Responsabilité sociale et élitisme. Relativement isolés jusqu'à l'automne 1942 du reste de la société, les mouvements s'ouvrent à celle-ci par nécessité lorsqu'elle se trouve directement menacée. Face aux divers projets de réquisition, de plus en plus élargie, de travailleurs, les groupes de résistance sont directement sollicités pour apporter solution et protection. Au printemps 1943 se pose dans l'urgence la question de leur responsabilité sociale : la survie des mouvements unis dépend étroitement de leur capacité à répondre aux attentes et aux angoisses des populations. Au même moment, l'afflux dans les premiers maquis de jeunes réfractaires dépourvus de toute expérience clandestine suscite d'abord réserve, perplexité et doutes. Pour quelques responsables la crainte est grande en effet de voir se perdre l'édifice patiemment bâti depuis deux ans, et s'effacer ainsi la nature originelle de la Résistance. L'élitisme naît de cette relation entre une Résistance qui se pense comme une avant-garde exemplaire et la représentation qu'elle se fait de sa fonction sociale et politique. Il confère des droits et des prérogatives. Conçue

[1038] cf. H. R. Kedward, *A la recherche du Maquis, op. cit*., p. 116 : "Partout en France, des espoirs aussi largement répandus travaillent constamment en faveur des maquis naissants, qu'ils soient créés par des FTP, par l'Armée secrète ou par l'ORA."

[1039] *L'opinion française sous Vichy*, op. cit., p. 294-295.

comme une entité supérieure, un "ordre"[1040] qui s'impose à tous, la Résistance des mouvements unis hiérarchise fortement les rôles. Dans la clandestinité et jusqu'aux derniers instants de l'Occupation elle s'imagine logiquement au sommet du pouvoir et à la tête de la rénovation du pays. Par ailleurs le sacrifice des meilleurs[1041] nourrit le sentiment d'appartenir à une élite minoritaire. Il modèle profondément l'image que les acteurs conserveront après guerre de leur engagement, inspirant même l'écriture de l'histoire de la Résistance. Henri Michel, responsable des mouvements unis dans la région R2, conclura en 1962 sa thèse, *Les courants de pensée de la Résistance*, par ces mots amers :

> *"Dans la nation, les Résistants n'ont jamais été qu'une minorité, dont les meilleurs ont succombé avant d'achever leur tâche. L'approbation et la louange des masses leur sont venues avec le succès ; 1944 a vu adhérer à la Résistance des éléments qui ne la connaissaient guère et qui ne poursuivaient pas ses buts ; une fois la victoire remportée, chacun retourne à ses préoccupations premières ; les pionniers, les survivants du moins, se retrouveront vite entre eux, remâchant leurs souvenirs et, bientôt, leur amertume."*[1042]

Du point de vue de l'historiographie, on peut s'interroger sur l'effet à long terme produit par cette conception très élitiste ; elle a pu induire en négatif une vision sombre de l'attitude des Français sous l'Occupation. Alban Vistel porte sur les Français un regard tout aussi désabusé que celui d'Henri Michel :

> *"Comment maintenir la France avec une majorité de Français perclus d'égoïsmes et vaincus déjà par l'indifférence ou la veulerie ? Nous avions tous trahis, peu ou prou, patrons, ouvriers, paysans, intellectuels, électeurs convaincus ou déserteurs du droit politique."*[1043]

De telles allégations, ressenties dans les derniers temps de la clandestinité, figées par la suite dans les amertumes de l'après-guerre, semblent fixer pour longtemps l'interprétation dominante d'une *masse* attentiste jusqu'aux ultimes jours de l'été 1944.

[1040] L'idée est de François Marcot. Voir les *Voix de la Résistance, op. cit.*, p. 208

[1041] L'expression "les meilleurs", qui remonte à l'Antiquité grecque *(καλοι καγαθοι)*, est utilisée à plusieurs reprises par *Combat* :

- ü Octobre 1942 : "*Au moment où <u>les meilleurs</u> des Français ouvrent tout grand leurs portes à ces enfants qui ne reverront jamais leurs parents*", "Les juifs, nos frères…"
- ü Mars 1944 : "*La vérité est qu'aujourd'hui l'Allemagne n'a pas seulement déclenché une offensive contre <u>les meilleurs</u> et les plus fiers de nos compatriotes, elle continue aussi la guerre totale contre la totalité de la France, totalement offerte à ses coups*", "*Agissez, vous ne risquerez pas plus et vous aurez au moins ce cœur tranquille que <u>les meilleurs</u> des nôtres emportent jusque dans les prisons*", "À guerre totale, Résistance totale"
- ü Avril 1944 : "*Mais il est juste de dire qu'il ne lui [la Milice] a pas fallu moins de quatre ans pour décider un petit nombre d'hommes déshonorés à porter les armes contre la France elle-même et ses hommes <u>les meilleurs</u>*", "Les hors la loi"

[1042] Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance, op. cit.*, p. 770. Nous soulignons.

[1043] "Fondements spirituels de la Résistance", p. 485

Maintenir une éthique de l'action. De la défaite française à la Libération deux conceptions antinomiques de l'action et de la guerre se font face. Elles recouvrent des enjeux multiples, militaires, stratégiques, mais surtout idéologiques et humains. "*Le jeu des alliances*, constate Alban Vistel, *les antagonismes des intérêts nationaux relevaient d'un déjà-vu historique. Pour le présent, cette guerre n'était pas une guerre comme les autres, son enjeu n'était rien moins que l'avenir de la condition humaine. De cela, les premiers résistants eurent claire conscience*"[1044]. Indissociable du témoignage, conçue comme une nécessité, l'action est consubstantielle à la Résistance et la question de sa signification éthique traverse continûment les écrits des mouvements unis. Jusqu'à la fin 1942 et le début de 1943, à quelques exceptions près —les coups de main des groupes francs—, leur action résistante reste éloignée des perspectives de la lutte armée. À partir de l'été 1943, dans l'attente interminable du jour J, la perspective d'une participation des mouvements unis à la libération du territoire fait définitivement entrer la lutte armée dans leurs stratégies. Sur fond de légitimité et de concurrence avec d'autres groupes de résistance, un débat intense s'engage sur les formes et les modalités de l'action immédiate. Pour l'essentiel, tout en condamnant l'attentisme, les mouvements unis s'orientent, avec des nuances selon les lieux, les secteurs et les dirigeants, vers un activisme responsable et mesuré, dans le discours comme dans la pratique. Par ailleurs, les logiques de guerre, de même que les tortures, les exécutions et les exactions sans précédents commises par l'occupant et ses collaborateurs français obligent la Résistance à penser sans cesse son rapport à la violence. Ces crimes exacerbent des sentiments et des intentions parfois contradictoires. Ils soulèvent le problème de la singularité de l'action résistante comme celui de la nature profonde de la *guerre* menée par les mouvements unis. La responsabilité morale et la défense des principes fondamentaux forment en théorie la toile de fond des actions, des combats et des stratégies mises en œuvre[1045]. Pourtant l'aggravation brutale et aveugle de l'état de guerre repousse toujours plus loin les seuils et les points de non-retour. Les mouvements unis n'échappent pas aux violences et aux vertiges de leur temps. Tiraillés entre des contradictions intenables, sentiments de haine et de vengeance mêlés aux aspirations humanistes et pacifistes, ils parviennent néanmoins dans le dépassement à ne pas franchir la ligne rouge. Lucides sur la condition humaine, conscients de leurs faiblesses, confrontés parfois dans leurs propres rangs à des dérives[1046], ils résistent à une

---

[1044] *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 14-15

[1045] "Le bon usage des armes matérielles est étroitement lié à la prise de conscience des raisons et du sens du combat", affirme par exemple Alban Vistel dans *La nuit sans ombre, op. cit.*, p. 287.

[1046] Entre autres exemples, Yves Farge, commissaire de la République à Lyon, donne l'ordre le 23 août 1944 de faire exécuter 80 soldats allemands prisonniers sans aucune forme de jugement, en représailles du massacre de 120 prisonniers de Montluc perpétré par les Allemands à Saint-

brutalisation[1047] à laquelle ils ne consentent pas, et maintiennent, envers et contre tout, une certaine éthique de l'action. En cela l'expérience de la Résistance se distingue nettement des expériences combattantes ordinaires.

Perspectives

La dernière année de la clandestinité —à partir de l'automne 1943 plus précisément— puis les quelques mois de l'après-Libération ont fait émerger une préoccupation existentielle de plus en plus marquée, celle de l'héritage de la Résistance. L'ouverture sur la période de *sortie de guerre* des mouvements unis proposée dans notre quatrième partie a permis d'insister en retour sur la singularité du phénomène, et de relier cette question de l'héritage à la problématique de la centralité et / ou de la relativité de l'identité résistante ainsi décrite. Elle a montré que les seuls critères de l'histoire politique ne suffisent pas à saisir pleinement les raisons d'un échec, justement parce que la Résistance ressort d'un "*domaine plus obscur et plus profond que le domaine politique*", pour reprendre les termes d'André Malraux. Les éléments de réponse apportés ici gagneraient sans doute à une exploration plus aboutie, dont nous esquissons simplement les quelques directions possibles.

Il y aurait toute une recherche à mener autour d'un questionnement sur la fidélité ou l'effacement, sur la centralité ou la relativité après guerre de la Résistance des mouvements unis. Notamment dans la confrontation à d'autres événements, tels que les problèmes de la décolonisation, la Guerre d'Algérie ou la découverte des camps soviétiques. Dans cette perspective il faudrait tenter de retracer, en une sorte de prosopographie, la place tenue par l'identité résistante dans des trajectoires et des engagements individuels ; étudier aussi les interventions collectives dans le débat public à travers des réseaux, des associations, des partis politiques ou des aventures journalistiques encore modelés par l'héritage de la Résistance[1048].

De même une étude plus approfondie de l'expérience unitaire du MLN lyonnais et de sa région serait souhaitable, comme du reste celle du Mouvement Uni de la Renaissance française, à Lyon comme dans d'autres départements.

Genis-Laval dans la banlieue de Lyon le 20 août. Voir Yves Farge, *Rebelles, soldats et citoyens, op. cit.*, p. 230 ainsi que Fernand Rude, *Libération de Lyon et sa région, op. cit.*, p. 82-83.

[1047] Concept conçu par George Mosse et utilisé très largement par tout un courant de l'historiographie de la Première Guerre mondiale. Il ne saurait cependant être repris sans nuances ni analyse préalables.

[1048] Un peu sur le modèle de l'ouvrage de Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République : le club Jean-Moulin (1958-1970)*, Fayard, 2002, 608 pages.

Les grandes composantes identitaires détaillées plus haut caractérisent également, pour certaines d'entre elles, d'autres groupes clandestins ainsi que la résistance des années 1940 et 1941. Une approche comparative permettrait peut-être de saisir dans quelle mesure cette singularité des mouvements unis transcendent les appartenances particulières. De nombreuses convergences rassemblent en effet autour d'une idée partagée de la Résistance des mouvements aussi divers que Défense de la France, Témoignage Chrétien ou Libération-Nord. Il serait intéressant de situer cette *identité résistante* dans une hiérarchie d'appartenances multiples, en particulier pour des groupes aux références idéologiques plus appuyées. Nous pensons en particulier au Front national, dont les membres n'étaient d'ailleurs pas tous d'obédience communiste. Pour tous après guerre, lorsque la Résistance est affirmée, revendiquée et parfois instrumentalisée, il faut dés lors s'interroger sur les usages de l'identité invoquée, sur sa profondeur et sa réalité, sa centralité ou sa relativité. Et ce quelles que soient les orientations et les sensibilités politiques.

L'intransigeance, le réel et l'historien

S'il ne fallait retenir que trois caractéristiques de la Résistance des mouvements unis, sans doute l'intransigeance, l'idée du témoignage comme la volonté de s'approprier très vite son histoire, suffiraient-elles à saisir une part du phénomène. L'intransigeance définit une manière d'être qui fait du rejet du renoncement et de l'esprit d'abandon, du refus des compromis et de l'intégrité morale quelques-uns des fondements de l'action résistante. Pour *Combat*, c'est l'expérience de la Résistance qui autorise une telle attitude : "*Aujourd'hui on ne dit pas ce qu'on pense. Hier, on ne faisait pas ce qu'on disait. Aucune intransigeance ne sera trop grande pour nous rendre l'identité des mots et des choses, des paroles et des actes. Sur ce point nous serons impitoyables*."[1049] Des analyses de la défaite de 1940 aux premières semaines de la Libération, sans oublier les débats internes très vifs, on retrouve régulièrement cette exigence et cette lucidité, cette présence au monde. Elles expliquent certainement les difficultés de la Résistance à s'adapter aux réalités d'une vie politique plus ordinaire, à en accepter les souplesses et les concessions.

Comme dans un miroir, l'affirmation d'intransigeance de la Résistance et l'effort constant de lucidité renvoient finalement aux doutes et aux interrogations de l'historien. Histoire d'une intransigeance, la Résistance est en même temps celle d'un "fait moral"[1050], celle aussi de son écriture. Autant de traits distinctifs qui éprouvent sérieusement sinon l'objectivité du moins la démarche d'honnêteté et de probité de l'historien. La première difficulté tient à

[1049] *Combat*, décembre 1942, "Le temps du mensonge"
[1050] Jean Cassou, *La mémoire courte, op. cit.*

la nature d'un phénomène qui se situe d'emblée du côté de la morale et de l'éthique, et qui le revendique ; l'équilibre est particulièrement fragile. Sans chercher à nier —ou dénier— la réalité d'une telle dimension, en se gardant d'adopter lui-même une posture morale —voire moralisatrice—, il faut à l'historien relier sans cesse le discours et les pratiques, tout en accordant sa juste place au sens éthique donné par les résistants à leur action. Les lignes sont également difficiles à tracer entre l'écriture d'une histoire constitutive et contemporaine du phénomène et celle de l'historien. La porosité des frontières est bien réelle, et la rencontre d'acteurs dont la résistance les portent à écrire eux-mêmes, au moment où ils la vivent, leur propre histoire[1051], ne facilite pas la tâche. Difficile enfin de garder une juste distance, de contenir l'influence d'une histoire dont l'identité profonde —témoignage et écriture mêlés— déteint plus ou moins sur celui ou celle qui cherche à la restituer. Le jeu de miroir serait infini ; nous espérons simplement que la lucidité et la conscience des limites l'ont emporté sur la fascination —et qu'elles témoignent un peu d'une certaine fidélité.

[1051] Henri Frenay, Marc Bloch, Alban Vistel, pour ne prendre que ces exemples.

A
action immÈdiate vs attentisme..... 287
action rÈsistante..... 48
Action rÈsistante.....122, 126, 160, 265, 279, 287, 389
Activisme vs attentisme.....135, 141, 188, 197, 214
Aglan (Alya)..... 3, 21, 94, 187
Ain.....29, 30, 288, 314, 348, 355, 365
Ain (dÈpartement et maquis)….104, 109, 113, 114, 134, 145, 150, 151, 153, 154, 156, 161, 189, 192, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 208, 209, 211, 218
Aix-en-Provence..... 205
Ajchenbaum (Yves-Marc)..... 234
Aknine (Pierre)..... 1
Albertelli (SÈbastien)..... 34
AlliÈs..... 174
Alpes..... 189, 211, 274
Altman (Georges)..... 330
amertume..... 356, 361
Amoretti (Henri)..... 351
Andrieu (Claire)..... 3, 94, 324, 390
Annonay..... 194, 196, 197
Appropriations de la RÈsistance..... 186
Aragon (Charles d')..... 362
Aragon (Louis)..... 261
ArdÈche.....29, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 202, 205, 209, 211, 213, 218, 219, 314
Arendt (Hannah)..... 45
Ascq..... 290
Asselain (Jean-Charles)..... 333
Astier de la Vigerie (Emmanuel d')….25, 26, 30, 50, 51, 68, 73, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 88, 92, 95, 96, 105, 106, 108, 109, 111, 112, 113, 114, 124, 163, 176, 177, 330, 335, 336, 339, 343, 344, 349, 353, 355, 374, 375
Aubrac-Samuel (Lucie)..... 1
Auvergne.....23, 29, 234, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 250, 277, 281, 282, 284, 285, 286, 289, 292, 293, 294, 299, 300, 304, 310, 311, 312, 314, 315, 317
Auzias (Marie-Laure)‡..... 196
Avignon..... 235, 295, 349
Avinin (Antoine).....26, 253, 287, 330, 353, 354, 355
AzÈma (Jean-Pierre)..... 3
B
Bardin (Laurence)..... 53
BarriËre (Philippe)..... 207
Baumel (Jacques)….22, 26, 27, 117, 118, 119, 121, 122, 163, 174, 181, 330, 331, 337, 353, 354, 355, 374
Bayet (Albert)..... 329, 330, 343, 355
BÈdarida (FranÁois)..... 256
BÈdarida (RenÈe)..... 21
BÈlissa (Marc)..... 17
Bellanger (Claude)..... 34, 235
Bellavitis (Anna)..... 17
Bellescize (Diane de)..... 94
Belot (Robert)..... 3, 56, 123, 167, 334
BÈnouville (Pierre Guillain de)..... 330
Bensa (Alban)..... 29
Berchtesgaden..... 267
Berri (Claude)..... 1
Bertaux (Pierre)..... 313
BesanÁon..... 316
Bidault (Georges).....168, 170, 234, 235, 378
Bingen (Jacques).....163, 175, 177, 181, 182, 183, 184, 190, 278, 321
Blanc (Julien)..... 32, 264
Bloch (Marc).....4, 15, 44, 49, 181, 182, 232, 244, 253, 347, 365, 372, 385, 386, 392
Boisset (Yves)..... 1
Bollaert (…mile)..... 177
Bolle (Pierre)..... 207
Bollier (AndrÈ)..... 234, 237, 360
Bombardements alliÈs..... 198, 295
Bouchinet (Claude)..... 177
Bougeard (Christian).....3, 19, 91, 282, 337
Bourderon (Roger)..... 71
Bourdet (Claude)……22, 26, 79, 80, 163, 166, 167, 175, 178, 181, 234, 260, 278, 279, 308, 327, 339, 340, 344, 355, 367
Boyer (AndrÈ)..... 171, 172
Branche (RaphaÎlle)..... 339, 377
Braudel (Fernand)..... 5, 17
Brault (Michel)..... 287
Bresse..... 109, 114, 142, 143, 145
Brossolette (Pierre)..... 89, 190, 204, 278
Bruller (Jean dit Vercors)..... 232, 256
Brunet (…tienne)..... 248
Burrin (Philippe)..... 4
Buton (Philippe)..... 221
C
Caen..... 263
Camus (Albert)…5, 8, 78, 123, 180, 205, 222, 234, 278, 288, 290, 291, 297, 308, 362, 374
Cantal..... 342, 345
Capdevila (Luc)..... 75, 215, 338
Casanova (Laurent)..... 344
Cassou (Jean)8, 180, 184, 222, 362, 374, 383, 384, 385, 391
CavaillËs (Jean)..... 2
Cerf-FerriËre (RenÈ)..... 234, 261
Cerf-FerriËres (RenÈ)..... 287
Cerisy-la-Salle..... 368
CÈvennes..... 147
Ch,teaubriant (camps, fusillÈs).....170, 206, 261, 263
Chaillet (Pierre)..... 234, 256
Chambonnet (Albert)…30, 134, 152, 153, 216, 347, 365
Chamson (AndrÈ)..... 6, 232, 368
Chaput (Marie-Claude)..... 364
Chardonne (Jacques)..... 5
Charolais (territoires)..... 109
ChÈrasse (Jean)..... 123
ChÈreau (Patrice)..... 1
Chevance (Maurice)..... 135
Chili..... 364
Churchill (Winston)..... 146
Cisson (Georges)..... 138, 236
Clair (Henri)..... 150
Claudius-Petit (EugËne)…122, 330, 331, 335, 337, 338, 355
Clemenceau (Georges)..... 253
ClÈment (LÈonce)..... 351
Clermont-Ferrand..... 237, 238
Closon (Francis-Louis).....77, 163, 175, 176, 177, 217
Colas (Dominique)..... 79
Combats des maquis.....152, 154, 203, 211, 294
Construction identitaire..... 228
Copeau (Pascal)….26, 45, 163, 166, 168, 169, 175, 176, 207, 220, 287, 328, 330, 335, 343, 345, 351, 353, 355
Cordesse (Henri).....113, 115, 144, 158, 161, 313
Cordier (Daniel)..... 3, 83, 264, 384
CorrËze..... 147, 157, 242, 288
Cosson (Armand)..... 345
Cottret (Monique)..... 17
Coulaudon (…mile)..... 238, 286, 293, 312
CrÈmieux-Brilhac (Jean-Louis).....153, 235
Cuvelliez (Jean-Louis)..... 83, 84
D
Dadelsen (Jean-Paul de)..... 235
Daladier (…douard)..... 253
Darlan (FranÁois)..... 98, 99
Deb - Bridel (Jacques)..... 232, 353
DebrÈ (Michel)..... 368
Defferre (Gaston)..... 171, 172
Degliame (Marcel)..74, 86, 87, 135, 136, 137, 139, 140, 163, 287, 330, 335, 353, 355
Dejonghe (…tienne)..... 290
Delestraint (Charles).....118, 119, 120, 122, 131, 163
Delmas (Jean)..... 121
Descour (Marcel).30, 201, 202, 208, 214, 215, 216, 224
Dijon..... 262, 270

Diversification.....127, 277, 309
Dordogne..... 206
Doubs..... 52
Douzou (Laurent)…3, 21, 24, 25, 26, 30, 32, 34, 40, 46, 48, 71, 72, 77, 79, 82, 89, 121, 163, 171, 182, 244, 260, 270, 278, 279, 297, 362
Draguignan..... 236
DrÙme.....29, 197, 202, 203, 209, 270, 355
Duclert (Vincent)..... 253
Dumoulin (Olivier)..... 46
E
Eck (Alain)..... 367
Ècriture de la RÈsistance..279, 313, 362, 366, 371, 373, 388
Eismann (GaÎl)..... 314
Èlections de 1945..... 337, 347
Èlitisme..... 272, 306, 334, 388
Eysses (prison)..... 206
F
Fallas (RenÈ)..... 330
Farbmann..... 351, 354
Farge (Yves).....131, 211, 213, 218, 221, 342, 347, 348, 356, 362, 374, 389, 390
fÈdÈration vs fusion..... 332, 345, 355
FÈdÈrini (Fabienne)..... 2
Ferrat (AndrÈ).....351, 353, 354, 355
Foch (marÈchal)..... 253
FonsÈque (Maurice)..... 351
Fontaine (Thomas)..... 314
Foucault (Michel)..... 15, 17
Foulon (Charles-Louis)..... 173, 177, 217
Fourcaud (Pierre et Boris).....171
Franche-ComtÈ...78, 237, 242, 253, 261, 277, 278, 285, 304, 316
Frank (Robert)..... 3, 99, 173
Frenay (Henri) 22, 25, 26, 30, 71, 72, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 88, 92, 95, 97, 101, 105, 110, 113, 116, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 163, 190, 206, 234, 235, 241, 242, 250, 254, 256, 265, 267, 271, 272, 273, 276, 305, 308, 327, 329, 330, 335, 343, 353, 355, 356, 362, 365, 392
Futur..... 98, 280, 305
G
Gamelin (gÈnÈral)..... 253
Gard..... 345
Gaudillier (RÈmy)..... 345
Gaulle (Charles de).....67, 68, 70, 76, 79, 82, 83, 96, 99, 110, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 131, 141, 148, 163, 166, 167, 173, 176
Gaulle (gÈnÈral Charles de).....27, 35, 37, 56, 73, 234, 242, 246, 260, 262, 264, 265, 266, 272, 273, 276, 277, 284, 307, 312, 324, 328, 331, 332, 333, 334, 337, 347, 348, 349, 354, 355, 359, 367, 368, 381, 385
Gay (Jean)..... 30
Gay(Jean)..... 145, 146
Georges (Pierre)..... 70
Girardet (Raoul)..... 90
Giraud (gÈnÈral Henri)..... 242
Giraud (Henri)..... 98, 99, 167
Giraudistes..... 167
GliËres..... 45, 288, 297, 314
GliËres (massif et maquis).....150, 151, 152, 153
Godart (Justin)..... 347
Gosset (Jean)..... 2
Gotovitch (JosÈ)..... 3
Grandhay (Jean-Claude)..... 345
Granet (Marie)..... 21, 234, 368
Grenoble..... 78, 161, 207, 211, 214, 286
GuÈhenno (Jean)..... 6
Guelma..... 339
Guerre..... 123, 289, 316
guerre et violence..... 338
Guillon (Jean-Marie) 3, 7, 19, 22, 24, 25, 30, 76, 83, 89, 91, 130, 131, 133, 138, 140, 146, 159, 171, 185, 215, 216, 221, 224, 236, 247, 282, 293, 310, 313, 321, 327, 337, 345, 357, 360, 362, 380
Guingoin (Georges)..... 312
Guivarc'h (Didier)..... 263
H
Hadj (Messali)..... 339
Hardy (RenÈ)..... 118
Hartog (FranÁois)..... 16, 95
Haut-Jura..... 237
Haute-Loire..... 29, 237
Haute-SaÙne..... 342, 345
Haute-Savoie.....29, 134, 151, 153
Hegel (Georg Wilhem Friedrich)..... 373
Henriot (Philippe)..... 151, 159
hÈritage..... 324, 325, 330, 357, 374
HÈritage..... 226, 322
HervÈ (Pierre).....26, 137, 163, 287, 329, 330, 335, 336, 337, 343, 344, 345, 353, 355, 356
Heurgon (Marc).....363, 367, 368, 369
Heurgon-Desjardins (Anne)..... 363, 367
Hitler (Adolf)..... 84, 90, 243, 267, 270, 294
Huguet (Robert)..... 238
Humbert (AgnËs)..... 32, 264
Huneman (Philippe)..... 43
Husserl (Edmund)..... 43
I
Identification ‡ la RÈsistance.....165, 184, 277, 302
IdentitÈ \..... 101, 115, 261
IdentitÈ combattante..... 195, 216, 295, 312
identitÈ rÈsistante..... 372, 378
IdentitÈ rÈsistante..... 124, 230
Imminence du jour J..... 132, 138
IndentitÈ combattante..... 224
Indre..... 342, 345
Ingrand (Henry).....190, 205, 238, 312, 313
Isambert (Fabienne)..... 234
IsËre.....29, 78, 113, 139, 143, 195, 202, 348, 355, 364
J
Jaboulay (Henri)..... 30, 145, 194
jeux d'Ëchelles.....23, 30, 41, 325, 342, 346
Jour J..... 195, 288
Jura..29, 78, 86, 189, 204, 206, 236, 237, 243, 274, 288, 290, 291, 314, 316, 342, 345
Jurgensen (Jean-Daniel)..... 330
Juvenal (Max)..... 236, 353, 355
K
Kayser (Jacques)..... 235, 236
Kedward (Harry Roderick. 142, 150, 151, 158, 161, 207
Kedward (Harry Roderick)…24, 89, 131, 152, 162, 202, 264, 364, 365, 387
Kersaudy (FranÁois)..... 173
Koselleck (Reinhardt)..... 16
Kriegel-Valrimont (Maurice)....140, 163, 287, 330, 335, 353, 355
Kulich (Estelle)..... 43
Kúnig (gÈnÈral)..... 196, 203, 272
L
Laborie (Pierre).2, 3, 4, 7, 16, 20, 43, 45, 52, 55, 76, 89, 90, 93, 97, 112, 127, 133, 148, 153, 172, 173, 198, 204, 206, 210, 215, 253, 256, 278, 293, 313, 334, 339, 340, 356, 361, 371, 381, 387
Lacoste (Robert)..... 378
Laffon (…mile)..... 177
Langage de la RÈsistance..... 233, 244
Larceneux (Pierre)..... 86, 87
Lattre de Tassigny (gÈnÈral de).....211
Laval (Pierre).....55, 70, 77, 78, 84, 242, 243, 254, 267, 277
Le Cheylard..... 314
Le Goff (Jacques)..... 89, 90
Le Goupil (Georges)..... 199
Le Maner (Yves)..... 3, 290
Le Puy..... 237, 292
Le Ray (Alain)..... 113, 115, 207
Leclerc (de Hautecloque gÈnÈral)..... 272

LefËvre (colonel)..... 171
LÈgendaire..... 93, 184, 186, 208, 297
LÈgitimitÈ historique..... 88, 274
LÈgitimitÈ sociale.....79, 112, 125, 201
Leroux (Bruno)..... 296
LÈvi-Valensi (Jacqueline)..... 234
LÈvy (Claude)..... 235
LÈvy (Jean-Pierre)..... 26, 30, 163, 330
lieux de rÈsistance..... 23
Lieux de rÈsistance..... 185, 304, 310, 319
Lipiansky (Edmond Marc)..... 18
Loire..... 29, 352, 355
Lot..... 52, 172, 173, 210
Louhans..... 270
LozËre..... 113, 144
Luneau (AurÈlie)..... 151
Lusseyran (Jacques)..... 362
Lyon. .8, 9, 22, 23, 25, 26, 29, 30, 38, 39, 46, 74, 76, 92, 97, 98, 111, 137, 145, 171, 182, 189, 193, 198, 206, 209, 211, 213, 214, 217, 221, 224, 234, 237, 325, 338, 342, 346, 347, 348, 349, 351, 352, 353, 354, 355, 357, 361, 362, 363, 364, 365, 367, 368, 374, 389, 390

M

Maingueneau (Dominique)..... 36
Malleret (Alfred).....30, 38, 330, 338, 343, 355, 365
Malraux (AndrÈ).....8, 90, 148, 311, 324, 325, 329, 331, 337, 353, 354, 357, 368, 372, 374, 390
Maquis..... 149, 156, 162, 275
Marcot (FranÁois).…3, 7, 34, 42, 47, 52, 57, 71, 72, 78, 87, 105, 107, 108, 110, 120, 133, 135, 141, 182, 197, 204, 237, 241, 242, 253, 256, 260, 261, 263, 264, 277, 285, 299, 306, 314, 316, 377, 386, 388
Margeride (la)..... 237
Maritain (Jacques).....4, 5, 6, 256
Marseille..... 171, 205, 234, 295
Martens (Stefan)..... 314
Martres (EugËne)..... 237, 345
Massif central..... 189, 237, 274
Massonie (Jean-Philippe)..... 52
Mauriac (Claude)..... 8
Mauriac (FranÁois). .5, 6, 180, 222, 232, 238, 278, 362, 374
Maurienne (vallÈe)..... 211, 213, 214
Mayer (Daniel)..... 171, 367, 368, 369, 374
Mencherini (Robert)..... 3
MendËs-France (Pierre)..... 367
Menthon (FranÁois de)..... 25, 234, 256, 305
Meyer (Ahlrich)..... 314
Michel (Henri). .6, 7, 21, 34, 48, 94, 133, 138, 161, 216, 233, 234, 235, 236, 240, 253, 256, 313, 321, 334, 362, 363, 368, 369, 370, 371, 374, 388
Michelet (Edmond)..... 368
Michelet (Jules).....237, 242, 372
Mirkine-GuetzÈvitch (Boris)..... 94, 235
Missions de la France Libre..... 168
Mont-Mouchet..... 238, 293, 294, 297
Montluc (prison)..... 206, 213, 389
Morandat (Yvon).....76, 92, 97, 329, 330, 331, 355, 366, 373
Morel (Tom)..... 150, 152
Mosse (George)..... 390
Moulin (Jean).....1, 116, 120, 122, 123, 131, 163, 168
Mounier (Emmanuel)..... 365
Mucchielli (Alex)..... 17
MÙquet (Guy)..... 206
Muracciole (Jean-FranÁois)..... 185

N

Nantes..... 384
Nantua..... 156, 194, 198, 199, 200
Naves (Raymond)..... 171
Nicault (Maurice)..... 345
Nice..... 295
Nick (Christophe)..... 256
Nicolas (Jean)..... 17
non-consentement..... 256, 260

O

Oyonnax.....45, 156, 161, 194, 198, 200, 312

P

Paris..... 234, 250, 262, 270
patriotisme..... 386
Paulhan (Claire)..... 368
Paulhan (Jean)..... 222, 362
PÈguy (Charles)..... 372, 379
PÈju (…lie)..... 330
Perec (Georges)..... 256
PÈrou..... 364
Peschanski (Denis)..... 3, 100
PÈtain (marÈchal Philippe). 83, 234, 243, 253, 254, 255
PÈtain (Philippe)..... 83, 84
Philip (AndrÈ) 76, 92, 97, 331, 351, 353, 354, 355, 365, 366, 369
Pia (Pascal)..... 26, 234, 330
Piketty (Guillaume)..... 3, 34
PoincarÈ (Raymond)..... 253
Pons (EugËne)..... 234
Pont-…vIque..... 364
Ponty (Janine)..... 3
Pouvoirs ‡ la LibÈration..... 178, 221
processus de construction identitaire..... 19
Prompt (GÈraldine)..... 347
Prost (Antoine)..... 3, 52, 60, 239, 248
Proust (Marcel)..... 55, 60
Provence..... 23, 29
Puy-de-DÙme..... 237

Q

Quellien (Jean)..... 4

R

R1 (rÈgion)…23, 29, 30, 36, 39, 56, 150, 182, 189, 193, 196, 204, 209, 211, 213, 216, 217, 223, 237, 310, 314, 321, 342, 346, 347, 374
R2 (rÈgion).....23, 30, 56, 138, 205, 236, 310, 388
R3 (rÈgion)..... 310
R4 (rÈgion)..... 310
R5 (rÈgion)..... 205, 310
R6 (rÈgion)..... 23, 56, 237, 310
rapport au temps.....20, 51, 55, 337, 377
Rapport au temps..... 187, 387
Rebattet (Georges)..... 287, 336
rÈgionalisation et dÈcentralisation..... 350
Relations avec les communistes.....75, 171
relations avec les populations..... 124
Relations avec les populations....78, 201, 261, 266, 272, 317
Relations avec les socialistes..... 173
RÈmond (RenÈ)..... 60
Renan (Ernest)..... 372
Renouvin (Jacques)..... 72
RÈpression et reprÈsailles. 158, 204, 263, 289, 291, 315
RÈsistance et espace public aprËs 1945…340, 368, 369, 378
retour ‡ la vie dÈmocratique.....325, 348
Revel (Jacques)..... 22, 29
Reynaud (Paul)..... 82, 253
RhÙne..... 29
RhÙne (vallÈe, fleuve, dÈpartement).....137, 189, 211, 213, 217, 221
Riom..... 292
RivalitÈs internes..... 167
Romans..... 270
Romans-Petit (Henri)..30, 150, 153, 154, 161, 196, 198, 199, 200, 312
Rouen..... 262
Rousso (Henri)..... 3
Rousso (Henry)..... 90, 334
Ruano-Borbolan (Jean-Claude)..... 18
Ruby (Marcel)..... 21
Rude (Fernand)…46, 206, 211, 213, 217, 221, 313, 347, 348, 349, 351, 352, 353, 355, 390
Ruggiu (FranÁois-Joseph)..... 17

S

Sainclivier (Jacqueline).....3, 52, 59, 328
Saint-…tienne..... 198, 211
Saint-…xupÈry (Antoine).....232
Saint-Augustin..... 77
Saint-Claude..... 314
Saint-Genis-Laval..... 213, 390
Saint-Paul (prison).....30, 76, 92, 97, 206, 365, 366
Salmon (Robert)..... 330, 336
Sauckel (Fritz)..... 170, 277
SaÙne-et-Loire..... 29
Savoie. 29, 134, 150, 151, 152, 153, 156, 189, 193, 196, 211, 213, 214, 243, 274, 275, 288, 314
Schuman (Maurice)..... 151
SÈmelin (Jacques)..... 90
Sentiment d'amertume..... 222
SÈtif..... 339
Signes..... 236
Silvestre (Paul et Suzanne)..... 78, 113
Sivirine (Gleb)..... 216
St¸lpnagel (Otto von)..... 262
StratÈgie de la lutte armÈe..... 120
stratÈgies de la lutte armÈe..... 25
Sweets (John)..... 21, 22, 166, 171, 238

T

Tarentaise (vallÈe).....211, 213, 214, 215
Teitgen (Paul)..... 377
Teitgen (Pierre-Henri)..... 25, 234
TÈmoignage..... 77, 210, 259, 264, 301, 385
Texcier (Jean)..... 383
Thelamon (FranÁoise)..... 46
ThÈnault (Sylvie)..... 339, 377
Thomas (EugÈne)..... 171
Thorez (Maurice)..... 344, 352
Thucydide..... 12
Tillion (Germaine)..... 377
Toulon..... 236
Toulouse..... 171, 205
Travail obligatoire..... 106, 268
Tulle..... 147

U

Unification..... 117
UnitÈ..... 225, 282, 285, 300, 321
Ussel..... 147

V

Valence..... 348
Vallade (Olivier)..... 151
Var...76, 89, 91, 130, 131, 133, 138, 146, 215, 216, 224, 236, 345, 357
Veillon (Dominique).....3, 21, 24, 25, 26, 34, 71, 72, 79, 185, 235, 253, 260
Vercors..... 29, 30, 45, 297, 314, 365
Vercors (massif et maquis)..78, 104, 113, 150, 192, 195, 198, 199, 201, 202, 203, 205, 207, 208, 211
Vergnon (Gilles)..... 207
Viannay (Philippe)..... 8, 291, 330, 331, 356
Vienne..... 9, 147, 362, 364, 365
Vienne (IsËre)..... 76
Vigna (Xavier)..... 364
Vigreux (Jean)..... 364
Vigreux (Marcel)..... 3
Villeurbanne..... 211
Villon (Pierre).....135, 137, 182, 183, 321, 344, 353
Violence..... 159, 293, 295, 390
Virgili (Fabrice)..... 294
Virieux (Daniel)..... 169, 344
Vistel (Alban)....1, 3, 8, 9, 11, 21, 22, 24, 26, 29, 30, 31, 34, 36, 38, 40, 43, 74, 76, 77, 78, 80, 82, 86, 92, 97, 98, 102, 105, 108, 110, 127, 130, 137, 138, 139, 144, 145, 148, 150, 180, 181, 187, 188, 189, 190, 193, 194, 195, 196, 197, 199, 202, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 232, 237, 244, 253, 260, 278, 280, 282, 294, 295, 298, 299, 308, 322, 325, 329, 334, 342, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 380, 384, 385, 386, 388, 389, 392
Vistel (Alban), rÈsistant et rÈsistance.....190, 206
Vistel-Alban..... 347, 353, 363, 375
Vizille..... 348
VoguÎ (Jean de)..... 135
Vosges..... 161
Vovelle (Michel)..... 381

W

Weber (Max)..... 79
Werth (LÈon)..... 232
Wieviorka (Olivier).3, 21, 291, 324, 325, 334, 335, 337, 340, 344, 345, 353, 356, 358, 361, 367, 379
Wolikow (Serge)..... 3, 364

…

…liade (Mircea)..... 205
…puration..... 159, 316